



HAL
open science

Les idées politiques de Julius Nyerere : un projet panafricaniste revisité

Amadou Lamine Ndiaye

► **To cite this version:**

Amadou Lamine Ndiaye. Les idées politiques de Julius Nyerere : un projet panafricaniste revisité. Histoire. Université Toulouse le Mirail - Toulouse II, 2017. Français. NNT : 2017TOU20002 . tel-02020560

HAL Id: tel-02020560

<https://theses.hal.science/tel-02020560>

Submitted on 15 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



THÈSE

En vue de l'obtention du

DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE

Délivré par :

Université Toulouse - Jean Jaurès

Présentée et soutenue par :

Amadou Lamine NDIAYE

le vendredi 13 janvier 2017

Titre :

Les idées politiques de Julius Nyerere: un projet panafricaniste revisité

École doctorale et discipline ou spécialité :

ED ALLPH@ : Anglais

Unité de recherche :

Cultures Anglo-saxonnes (CAS)

Directeur/trice(s) de Thèse :

Helen GOETHALS

Professeur des Universités (Université Toulouse Jean Jaurès)

Jury :

Gilles TEULIE

Professeur des Universités (Université Aix-Marseille)

Didier LASSALE

Professeur des Universités (Université Paris-Est Créteil Val de Marne)

Philip WHYTE

Professeur des Universités (Université François-Rabelais Tours)

**LES IDÉES POLITIQUES DE JULIUS NYERERE : UN
PROJET PANAFRICANISTE REVISITÉ**

TABLE DES MATIÈRES

LES IDÉES POLITIQUES DE JULIUS NYERERE : UN PROJET PANAFRICANISTE REVISITÉ 1

TABLE DES MATIÈRES..... 2

INTRODUCTION..... 8

Partie I..... 18

DE L'IDÉE À LA THÉORIE : La naissance et l'évolution du projet panafricain entre la fin du XVIII^e et le début du XX^e siècle 18

I. DE L'IDÉE A LA THÉORIE : La naissance et l'évolution du projet panafricain entre la fin du XVIII^e et le début du XX^e siècle 19

A. Les origines du projet panafricain 20

B. Les grands théoriciens du panafricanisme..... 36

C. Les débuts du militantisme panafricaniste : une conférence et quatre congrès 48

Partie II..... 53

DE LA THÉORIE AU MILITANTISME : Le Congrès panafricain de Manchester de 1945 et l'apparition des nouvelles figures africaines du panafricanisme 53

II. DE LA THÉORIE AU MILITANTISME : Le Congrès panafricain de Manchester de 1945 et l'apparition des nouvelles figures africaines du panafricanisme 54

A. Le panafricanisme à Londres..... 55

1. La *West African Students' Union* (WASU)..... 55

2. La *League of Colored Peoples* (LCP) 59

3. Les idées et les stratégies de mobilisations du WASU et de la LCP..... 62

4. Les facteurs de convergence à partir du milieu des années 1930..... 72

B. George Padmore et l'organisation du réveil panafricaniste à partir de Londres : 95

1.	L'International African Service Bureau (IASB)	96
2.	La <i>Pan-African Federation</i> (PAF)	99
C.	Les moments clés du Congrès de Manchester de 1945	101
1.	L'entrée en scène de Kwame Nkumah	105
2.	Un front contre l'impérialisme :	110
3.	Critiquer le colonialisme pour mieux resserrer les rangs	112
4.	Les résolutions du Manchester :	121
Partie III		128
LES AFRICAINS REPRENENT LE FLAMBEAU : Le Panafricanisme face à la naissance des États-nations africains		128
III.	LES AFRICAINS REPRENENT LE FLAMBEAU : Le Panafricanisme face à la naissance des États-nations africains	129
A.	Antagonismes politiques et désaccords idéologiques internes	129
1.	Nkrumah et les partisans de l'approche continentale (les maximalistes)	130
2.	Le groupe de Casablanca, une alliance velléitaire :	135
3.	Le camp minimaliste ou l'axe Abidjan-Brazzaville-Monrovia	137
4.	Les grands points de désaccords :	139
B.	L'unité africaine organisée et institutionnalisée avec la création de l'OUA	178
C.	L'avènement de l'Union Africaine	187
1.	Les principes de l'UA	188
2.	Organisation et fonctionnement de l'UA :	189
D.	De l'OUA à l'UA : quels changements ?	191
1.	Le projet panafricain et le contexte actuel de la Mondialisation	193
2.	La diaspora africaine, quelle rôle et place dans le panafricanisme ?	195
3.	Quelles stratégies pour réaliser l'unité africaine ?	199
Partie IV		202
L'AFRIQUE DE L'EST ENTRE EN SCÈNE : Julius Nyerere, figure panafricaniste d'exception		202

IV.	L'AFRIQUE DE L'EST ENTRE EN SCÈNE : Julius Nyerere, le théoricien panafricaniste.	203
A.	Les grandes lignes de sa carrière politique.....	203
1.	Milieu social et contexte politique	204
2.	Son éducation	211
3.	De l'enseignant à l'homme politique	216
4.	Nyerere, chef d'état d'un pays indépendant	221
5.	Nyerere sur la scène internationale : des idées exportées.....	228
B.	Nyerere, théoricien politique méconnu	236
1.	La déclaration d'Arusha	236
2.	Quatre principes de base du socialisme africain de Julius Nyerere :.....	246
3.	Comment définir <i>self-reliance</i> ?.....	256
4.	"Education for <i>self-reliance</i> "	265
5.	L'agriculture, véritable base du développement.....	273
	Partie V.....	290
	LA VISION ET L'ACTION : Le panafricanisme de Nyerere revisité.....	290
V.	LA VISION ET L'ACTION : Le panafricanisme de Nyerere revisité	291
A.	Brève histoire d'une solidarité panafricaniste	291
1.	L'impact des idées de Malcolm X.....	293
2.	L'attractivité de la culture tanzanienne	294
3.	La perception des Africains-Américains arrivés en Tanzanie avant le <i>PAS Project</i>	297
4.	Nyerere réaffirme son soutien aux expatriés	300
5.	Le <i>PAS Project</i> ouvre un nouveau chapitre de la solidarité intercontinentale.....	302
B.	Le <i>PAS Project</i> prend forme.....	304
1.	Le soutien de la frange internationaliste du militantisme afro-américain	304
2.	Le fonctionnement du <i>PAS Project</i>	315
3.	Le recrutement de main-d'œuvre qualifiée pour les pays africains.....	316
4.	Publicité et médiation culturelle.....	324

5. Un projet qui peine à décoller	329
C. Bilan	335
D. Le <i>self-reliance</i> à l'aune de la pensée de quelques auteurs du XXI ^e siècle	338
1. L'éducation.....	339
2. L'agriculture et sa place dans le développement africain.....	341
3. La mondialisation et la méthode de la réforme nyéréenne.....	346
CONCLUSION	350
BIBLIOGRAPHIE	359
INDEX	387

Remerciements

Je remercie tous ceux qui, de près ou de loin, m'ont aidé à entreprendre ce travail de recherche et de le mener à son terme :

En premier lieu, je remercie Helen GOETHALS, qui a gentiment accepté de diriger mon travail. Sans son investissement de tous les instants, cette thèse n'aurait jamais dépassé le stade de projet. Elle a cru en moi dès le début et a su m'accompagner dans toutes les étapes de mon parcours de doctorant avec rigueur et une grande compassion. Elle a aussi été une grande école pour moi sur les plans humains et professionnels. Je lui témoigne, à l'issue du chemin parcouru ensemble, ma gratitude éternelle.

J'exprime également toute ma reconnaissance à Mme Anne STEFANI et à Mme Nathalie DESSENS pour avoir encadré mes mémoires de Master 1 et 2. Leurs conseils m'ont aidé à franchir une étape cruciale.

Je remercie très sincèrement tous les collègues du département des Etudes du monde anglophone qui m'ont fait bénéficier de leurs expériences dans l'enseignement et la recherche.

Mes remerciements vont également aux membres du Laboratoire du CAS (Cultures Anglo-Saxonnes) qui ont toujours été généreux en conseils et en encouragements. Je remercie tous les amis doctorants : Arnaud, Léa, Claire, Sarah, Aurélie, qui ont bien voulu partager avec moi leur temps et leurs connaissances. Je pense tout particulièrement à Céline ROLAND qui m'a suggéré des bonnes pistes lors de nos discussions sur nos sujets de recherche respectifs et à Fanny ROBLES pour ses relectures et ses suggestions pertinentes.

Je remercie aussi toutes les personnes et les institutions qui m'ont facilité l'accès aux ressources indispensables. Sans leur aide désintéressée, il va de soi que ce travail ne pourrait être mené à son terme. En premier lieu, je dois remercier le Conseil scientifique de L'UT2J (et travers lui le contribuable français) pour m'avoir octroyé une aide à la mobilité qui m'a permis de me rendre aux Etats-Unis à la découverte des documents d'archives. J'ai ainsi pu accéder à des documents et ouvrages rares à l'université de Columbia, à l'université de Yale, à la bibliothèque du Congrès, et au centre de recherche sur la culture africaine-américaine, *Schomburg*. Parmi les bibliothécaires qui m'ont accueilli généreusement, je remercie tout particulièrement M. Yusuf CARUSO, responsable de la collection des études africaines de l'université de Columbia (New York) qui a tout mis en œuvre pour me permettre d'accéder

librement aux ouvrages concernant le panafricanisme et Julius Nyerere. Je remercie également le personnel de la bibliothèque de Yale et de celle du Congrès pour m'avoir facilité la consultation de leurs très riches collections sur la Tanzanie. Enfin je remercie très chaleureusement tout le personnel des Archives de *Schomburg* pour les conseils et les informations qui m'ont permis d'accéder aux archives de la *Pan African Skills Project*.

Pour finir, je remercie mes amis et ma famille pour leur soutien moral durant toutes ces années mouvementées. Merci à Sidy pour ses relectures et les pauses déjeuners au RU, à Arnaud pour les concepts théoriques durant les pauses cafés, à Wafa pour ses opinions sur l'actualité, à Lahad pour la logistique et les rires, à Monique et Émilie pour les bons petits plats et les moments de détente, et à Assia pour le boulot. Spécialement un grand MERCI à Mima et à Mouma pour leur soutien inestimable.

INTRODUCTION

Dans le cadre de cette thèse qui s'intitule : *les idées politiques de Julius Nyerere : un projet panafricaniste revisité*, il s'agit en effet de revoir le panafricanisme, en tant que sujet de réflexion qui a déjà été très amplement traité, de manière à démontrer son utilité pour l'Afrique du XXI^e siècle. L'intérêt de revisiter cette idée, qui a fait l'objet de plusieurs publications, se trouve très précisément dans le fait qu'elle n'a pas encore dépassé le stade de projet politique, et, par conséquent, ne cesse d'être réexaminée et d'être repensée. Aujourd'hui, plus que jamais, le panafricanisme est en passe d'être repensé par ceux qui le considèrent encore comme la réponse globale adaptée aux problèmes économiques et sociaux actuels de l'Afrique. Nous ne sommes pas, bien sûr, seuls à vouloir revisiter une idée qui peut paraître ancienne. Parmi bien d'autres, nous pourrions citer Samia Nkrumah¹—fille de Kwame Nkrumah—l'une des plus importantes figures féminines du panafricanisme contemporain qui est, elle aussi, convaincue que, rigoureusement repensé, le panafricanisme peut contribuer à la libération de l'Afrique de la pauvreté, de la marginalisation économique et de l'injustice, à condition, ajoute-t-elle, que la solidarité et la coopération entre les Africains et les membres de la diaspora soit de nouveau opérantes.²

Notre point de vue, cependant, ne partira pas des idées de Nkrumah mais de celles, peut-être plus complexes et sûrement moins connues, de Julius Nyerere (1922-1999). Comment les idées de Nyerere s'insèrent-elles dans un renouveau panafricaniste? Le contexte actuel de crise de *leadership* africain est propice à la redécouverte de certains penseurs africains à peine étudiés ou carrément négligés qui se sont déjà penchés sur les grandes questions qui préoccupent les Africains. Ainsi cette thèse répondra à une double attente : contribuer à la démarche actuelle qui cherche à réinscrire le projet panafricain dans une dynamique moderne et conforme aux aspirations des Africains, d'une part, et démontrer le bien-fondé de la redécouverte des idées de certains théoriciens politiques comme Julius Nyerere pour nourrir et enrichir la réflexion en cours, d'autre part. Pour ce faire, elle pose deux grandes questions :

- En quoi le panafricanisme est-il un projet politique crédible pour l'Afrique du troisième millénaire ?
- Comment les idées de Nyerere peuvent-elles contribuer à repenser le panafricanisme et à définir une politique panafricaniste efficace face à la mondialisation ?

¹ Elle est également l'actuelle dirigeante du CPP, parti politique fondé par son père, et directrice du centre panafricain Kwame Nkrumah de Ghana.

² Visionner un extrait d'une de ses conférences à la SOAS « Samia Nkrumah Pan-Africanism » <https://www.youtube.com/watch?v=0iVECEKBiOQ> (consulté le 11/09/15).

L'une des manières d'étudier une question est de l'appréhender en partant d'une tradition intellectuelle déjà établie. Le panafricanisme a connu plusieurs courants intellectuels, que nous aborderons au cours de notre développement, mais il a été surtout marqué depuis les années 1950 par le *Nkrumahisme*³, qui demeure la tradition intellectuelle dominante. La pensée panafricaniste de Julius Nyerere s'inscrit dans une autre démarche, qui, elle aussi, a eu une grande influence sur toute une génération de panafricanistes, comme nous le verrons dans la cinquième partie. Cette pensée, qui est le fruit d'un parcours politique et intellectuel atypique, Nyerere l'a mise en écrit dans des textes qui exposent une manière originale, mais très peu étudiée, de concevoir le panafricanisme. L'objectif de cette thèse est donc d'engager une réflexion sur le panafricanisme en s'appuyant sur l'œuvre intellectuelle de Julius Nyerere. Cette réflexion nous amènera progressivement à voir la manière dont le panafricanisme en quête de redéfinition peut se réapproprier les idées de l'un de ses plus grands théoriciens.

Voyons d'abord ce que signifie le mot panafricanisme. Comment l'a-t-on défini ? Comment peut-on le redéfinir aujourd'hui ? Le mot *Pan-Africanism* est composé du préfixe « Pan » d'origine grecque qui veut dire « tout » et renvoie à « l'idée d'un ensemble complet, d'une totalité »,⁴ de la racine « African » qui désigne une nationalité et une identité, et du suffixe « ism » qui confère le statut d'une idéologie. Donc on peut déjà dire, qu'à l'instar du « panslavisme » et du « pangermanisme » qui l'ont précédé, le « panafricanisme » désigne une idéologie politique qui vise à réaliser l'unité des Africains.

Mais le panafricanisme renvoie aussi à une idée politique, à une manière de comprendre le monde. Dans son *Pan-Africanism : A Short Political Guide*, Colin Legum le définit comme étant essentiellement un mouvement animé par des idées et des sentiments qui oscillent entre des moments de synthèses et des moments d'antithèses.⁵ Dans son histoire du panafricanisme Claude Ake suggère que l'idée d'une quête de solutions communes à des problèmes communes peut être une définition acceptable du panafricanisme.⁶ L'historien Imanuel Geiss dans *The Pan-African Movement* le qualifie de nationalisme projeté sur le continent et

³ Voir Michael W. Williams, "Nkrumahism as an ideological embodiment of leftist thought within the African World" *Journal of Black Studies* 15.1 (Sept 1984): 117-34.

⁴ <http://www.cnrtl.fr/definition/panslavisme>

⁵ Colin Legum, *Pan-Africanism: A Short Political Guide*, London: Pall Mall Press, 1962. 14. Citation en anglais: "It [Pan-Africanism] is essentially a movement of ideas and emotions, at times it achieves a synthesis; at times it remains at the level of antithesis".

⁶ Claude Ake, « Pan-Africanism and African Governments », *The Review of Politics*, 27, 4 (octobre 1965): 532-542. 539. Citation originale en anglais : « quest for common solutions to common problems may be a good definition of what Pan-Africanism is ».

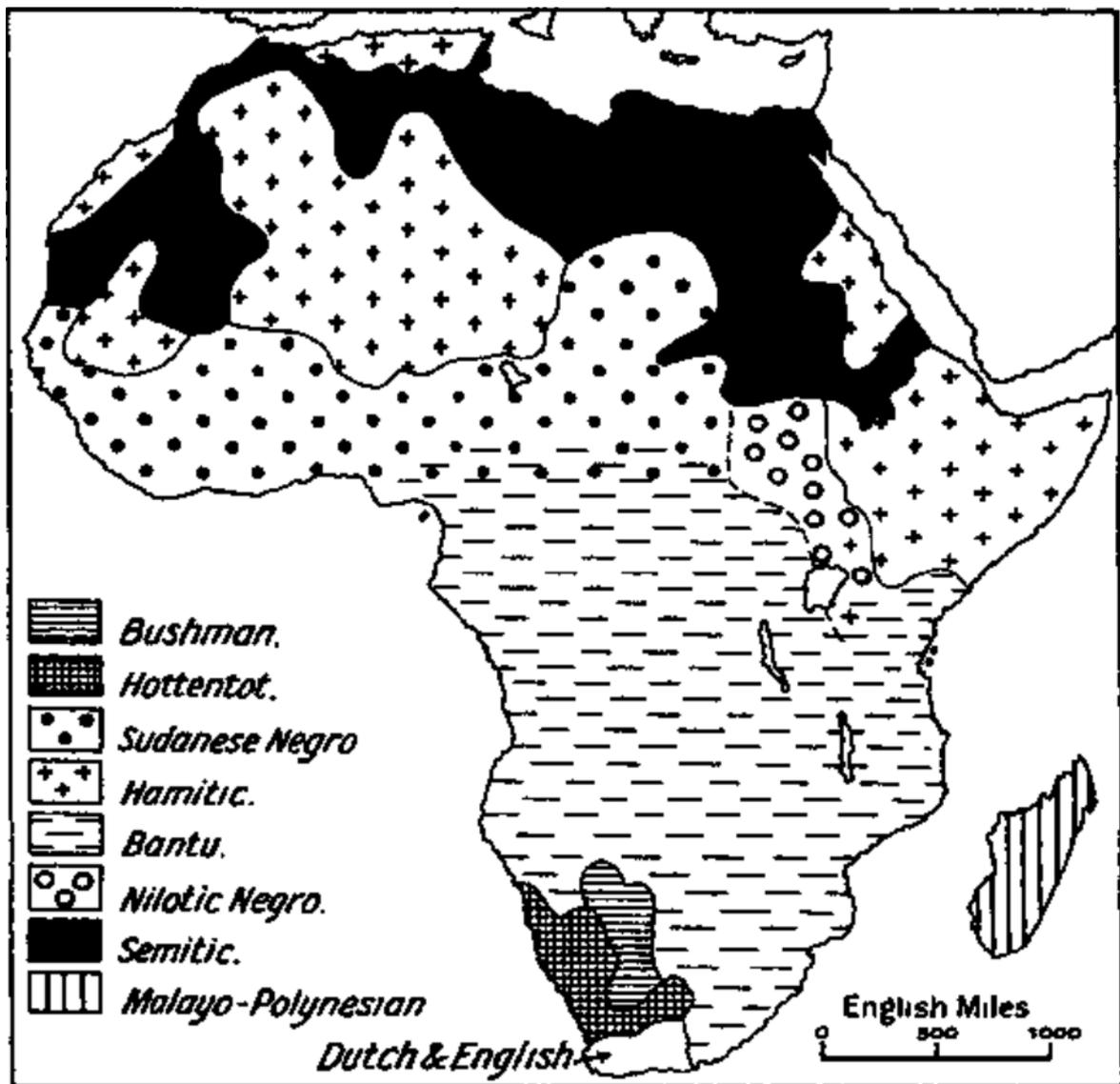
renforcé par le soutien des Africains-Américains dans le Nouveau Monde.⁷ Olisanwuche Esedebe, dans son histoire du panafricanisme publiée quatre ans après la libération de Nelson Mandela, présente le panafricanisme comme une idée de lutte ininterrompue des peuples noirs dans l'unité et la solidarité pour la reconquête de leur humanité confisquée. Selon lui, le panafricanisme est un phénomène politique et culturel qui vise à promouvoir le sentiment d'unité entre ce qu'il appelle « les peuples du monde africain ».⁸ Quant au courant afrocentriste, il aborde le panafricanisme du point de vue du nationalisme africain. Un auteur comme Kwame Natambu, par exemple, préfère le terme « nationalisme panafricain », qu'il définit comme le combat commun aux peuples africains contre toutes les formes d'agression et invasion étrangères.⁹

Le nationalisme panafricain afrocentriste, à l'instar du pan-négrisme, prône l'idée de l'unité des peuples noirs et s'oppose à une approche plus consensuelle qui défend l'unité du continent africain dans sa diversité.

⁷ Imanuel Geiss, « Pan-Africanism », *Journal of Contemporary History* 4, 1 (Jan 1969): 187-200. 188-9. (Citation originale en anglais : "Pan-Africanism is thus largely nationalism projected on the continental level and strengthened by the support of Afro-Americans in the New World.")

⁸ Olisanwuche Esedebe, *Pan-Africanism : The Idea and Movement, 1776-1991*, 1994. 4-5.

⁹ Kwame Natambu, "Pan-Africanism Versus Pan-African Nationalism: An Afrocentric Analysis", *Journal Of Black Studies*, 28, 5 (May, 1998): 561-574.) 569.



Lord Hailey, *An African Survey* 1938. 63.

La question de savoir si le panafricanisme doit se préoccuper exclusivement de l'Afrique noire, ou s'il doit inclure également, et de manière naturelle, l'Afrique du Nord continue d'alimenter le débat sur l'identité africaine.¹⁰ C'est l'une des grandes questions qui hantent les panafricanistes d'aujourd'hui, mais, que nous n'aurons pas le temps d'aborder dans cette thèse.

¹⁰ Lire Guy Rossatanga-Rignault & Flavien Enongoué, *L'Afrique-existe-elle ? A propos d'un malentendu persistant sur l'identité*. Libreville : Dianoya, 2006.

On peut retenir de ce qui précède que le panafricanisme a été défini sur la base des combats qui ont traversé les pistes de son histoire : lutte contre l'esclavage et la traite transatlantique des Noirs, lutte pour l'émancipation des Noirs réduits en esclavage, lutte contre le colonialisme occidental, lutte pour la libération de l'Afrique, lutte contre l'exploitation. Il s'agissait en réalité d'une seule et même lutte qui s'est poursuivie sous des formes et selon des mots d'ordre dictés par les circonstances historiques et sociologiques qui ont marqué son histoire théorique et politique.

Pour la rédaction de cette thèse nous nous sommes appuyés sur les travaux de quatre historiens qui ont jeté les bases de la discipline :

- *Africa and Unity : The Evolution of Pan-Africanism* de Vincent B. Thompson (1969)
- *The Pan-African Movement* de Imanuel Geiss (1974)
- *Pan-Africanism : The Idea and the Movement* de l'historien nigérian Olisanwuche Esedebe (1994)
- *Pan-Africanism: Politics, Economy, and Social Change in the Twenty-First Century* de Abdul Raheem Tajudeen (1996).

Publiés à des moments clés de l'histoire du panafricanisme (avant la création de l'OUA, après la chute de Nkrumah, le 6^e congrès panafricain en Tanzanie, l'entrée en vigueur du traité d'Abuja) ces auteurs ont étudié le sujet sous de multiples aspects sans jamais perdre de vue leurs repères sur le plan de la théorie et celui de l'action militante. Ils abordent tous les événements marquants qui ont rythmé l'évolution des idées associées au panafricanisme depuis ces débuts. Grâce à leurs recherches pionnières sur les origines et les fondements du panafricanisme, ils ont tracé le chemin pour toutes les générations successives.

Parmi les travaux qui ont suivi dans leur sillage: « Pan-Africanism in Perspective » de J. Kraus et « 'Pan-Africanism' and 'pan-africanism' : Some Historical Notes » (1962) de G. Shepperson montrent que le mouvement regroupe en son sein plusieurs tendances qui ne partagent pas nécessairement la même conception du panafricanisme, « Pan-Africanism in Paris » (1969) de J. A. Langely présente les militants et les organisations qui se sont mobilisés dans des conditions difficiles pour relayer les idées panafricanistes en France et dans les colonies de l'Afrique francophone, *The 1945 Manchester Pan-African Congress Revisited* d'Hakim Adi et Malika Sherwood (1995) raconte la genèse et le déroulement du Congrès de Manchester tout en démontrant son caractère décisif dans la lutte anticolonialiste des années 1940-1950.

Quant aux travaux plus spécifiques du politologue Philip Garigue “The West African Students’ Union. A Study in Culture Contact” (1953) et l’historienne Anne Spray Rush “Imperial Identity in Colonial Minds: Harold Moody and the League of Colored Peoples” (2002), ils illustrent le rôle d’une partie de l’élite colonisée qui s’est fortement mobilisée pour sensibiliser et organiser dans la capitale britannique les étudiants et les travailleurs issues des colonies britanniques d’Afrique de l’Ouest et des Caraïbes.

Pan-Africanism : A Short Political Guide du journaliste britannique Colin Legum publié en 1962 (réédité en 1965 et 1976) est sans doute l’un des ouvrages indispensables pour découvrir et comprendre les enjeux inhérents au panafricanisme. Les documents qui y sont présentés (résolutions des congrès, discours de personnalités de premier plan) ainsi que l’analyse que Legum tire des événements politiques et des manifestations panafricanistes de la fin des années 1950 et début 1960 soulignent l’importance cruciale de la crise congolaise de 1960, des disputes de frontières, et des clivages internes qui ont eu comme conséquence la formation de blocs d’états sur la base de considérations idéologiques et stratégiques diverses.¹¹ Sur ce dernier point les travaux de W. Bascom « Tribalism, Nationalism, and Pan-Africanism » (1962), de T. Adera, *Teshome Nationalist leaders and African Unity* (1963) et de Claude Ake, « Pan-Africanism and African Governments » (1965) ont apporté d’autres éclairages notables.

La dimension diasporique du panafricanisme et l’évolution des relations entre l’Afrique et les Africains du reste du monde ont fait l’objet de plusieurs publications. *Black Brotherhood* (1971) édité par l’historien nigérian Okon Edet UYA revient sur l’œuvre de figures panafricaines de la diaspora de Martin Delany à Malcolm X, ainsi que sur les liens entre les leaders de certains mouvements afro-américains radicaux comme le *Black Power* et les militants panafricanistes des années 1960. *Black Faith and Black Solidarity* (1973) édité par Priscilla Massie s’inscrit dans ce même cadre. Les travaux de Joseph. E. Harris *Global Dimensions of the African Diaspora* (1982) et de Brent H. Edwards *The Practice of Diaspora: literature, translation and the rise of Black Internationalism* (2003) sont également essentiels pour comprendre les connections transatlantiques qui s’opèrent sous l’ombrelle du panafricanisme. D’autres chercheurs ont étudié la solidarité effective de la diaspora américaine notamment envers l’Afrique: O. Lake « Toward a Pan-African Identity: Diaspora African Repatriates in Ghana » (1995), E. P. Skinner *African-Americans and US Policy*

¹¹ Voir partie III, sous-partie A.

Toward Africa 1850-1924: in Defense of Black Nationality (1992), et R. Vinson *The Americans are Coming! Dreams of African American Liberation in Segregationist South Africa* (2012).

La vie de Julius Nyerere a fait l'objet de nombreuses publications depuis le milieu des années 1960 mais jusqu'à très récemment il n'existait aucune biographie digne de ce nom le concernant.¹² Mentionnons toutefois celles qui ont le mérite d'exister. *The Making of Tanganyika* (1965) de Judith Listowel contient des éléments biographiques sur Nyerere, mais le livre est très critiqué pour ses nombreuses inexactitudes et la prédominance des sources coloniales sur les autres sources plus proches de ce dernier. Les années 1970 voient la publication de *Nyerere of Tanzania* de William E. Smith et de l'ouvrage comparatiste *Two African Statesmen: Kaunda of Zambia and Nyerere of Tanzania* de John Hatch. D'autres biographies de Nyerere ont été publiées par des journalistes : par exemple, celle de Colin Legum, *Mwalimu: The Influence of Nyerere* (1995) et le film documentaire de Mwene J. Ikawebe *The Road to Sainthood*.

Ce n'est qu'à partir de 2014 que les chercheurs ont pu s'appuyer sur une étude scientifique d'envergure : *Nyerere : The Early Years* de Thomas Malony. Cette biographie très bien documentée retrace les faits importants et les influences diverses, qui, entre Butiama son village natal et Edinbourg son *alma mater*, ont façonné la personnalité de Nyerere durant ses trente premières années. Molony a su mettre à profit les sources orales en s'entretenant avec les amis et les proches de Nyerere en Afrique et en Europe. La biographie de Molony a été une source incontournable pour la rédaction de notre chapitre sur les origines sociales de Julius Nyerere.

En revanche, l'héritage politique de Nyerere a été très sérieusement étudié par des économistes de tous bords, soucieux de tirer des enseignements de la mise en œuvre de ce qu'il a appelé le *socialisme africain* et du programme de développement agricole dénommé *Ujamaa*. En effet, on peut noter deux ouvrages indispensables : Cranford Pratt, *The Critical Phase in Tanzania 1945-1968: Nyerere and the Emergence of a Socialist Strategy* (1976) et Ali Mazrui et Lindah Mhando, *Julius Nyerere, Africa's Titan on a Global Stage. Perspectives from Arusha to Obama* (2013). Quant à la vision panafricaniste de Nyerere, elle a été analysée par l'historien Issa Shivji, dans son *Pan-Africanism or Pragmatism?* (2008).

¹² Cette remarque a été faite par John Iliffe, *A Modern History of Tanganyika* (Cambridge : Cambridge University Press, 1979). Cité dans Thomas Molony, *Nyerere : The Early Years* (New York: James Currey, 2014) 2.

Pour revisiter une idée il faut retourner aux sources primaires de cette idée. Pour ce travail d'analyse, nous sommes partis d'un *corpus* de discours et de pamphlets écrits par Nyerere entre 1961 et 1967. Cette méthode nous a permis d'appréhender son système de pensée dans son ensemble pour en démontrer la cohérence. Les articles et extraits clés de cette pensée se trouvent dans l'annexe joint à cette thèse.

Les aspects idéologiques et politiques essentiels de cette pensée ont fait l'objet d'une confrontation avec d'autres approches théoriques et les arguments d'économistes du développement comme Arthur Lewis et Ernst F. Schumacher puis d'une réévaluation à l'aune de quelques penseurs contemporains comme Célestin Monga, S. B. Diagne, Joseph Stiglitz. Cette confrontation met en lumière l'originalité et l'importance de la vision panafricaniste de Nyerere. Ayant donné l'impulsion à un programme de solidarité panafricaniste pour soutenir la Tanzanie dans le cadre de sa politique de *self-reliance*¹³ vers la fin des années 1960, cette vision que nous qualifions de socialisme panafricaniste sera présentée sous un nouveau jour à l'aide de documents d'archives jusque-là ignorés par les auteurs et qui viennent lever le voile sur un chapitre méconnu de l'histoire de la solidarité panafricaine et fournir d'autres éléments pour une meilleure appréciation de la mise en œuvre d'une politique de *self-reliance*.

Précisons enfin les limites de notre thèse. Elle ne prétend ni offrir une nouvelle histoire du panafricanisme¹⁴ ni étudier dans le détail la politique économique et sociale que Nyerere appliqua à la Tanzanie. Elle cherche seulement à mettre en lumière les idées politiques de Julius Nyerere en tant que figure panafricaniste, et toutes les références à des faits politiques, sociaux, économiques, tanzaniens servent, avant tout, à illustrer et à contextualiser notre argumentation. Si le bien-fondé de considérer le projet panafricain comme une option stratégique sérieuse pour l'Afrique du XXI^e siècle ne fait l'objet d'aucune contestation venant des chercheurs et des militants concernés, son contenu et les modalités de sa mise en œuvre doivent être repensés. Cette thèse entend proposer une piste précise de réflexion pour l'élaboration d'une politique panafricaniste globale qui pourrait permettre à l'Afrique, enfermée dans une situation paradoxale¹⁵ depuis l'échec des politiques économiques imposées par les institutions financières internationales (FMI, BM), de faire face aux défis actuels.

¹³ Voir plus loin pour l'utilisation de l'Anglais et la définition du concept.

¹⁴ Pour une histoire récente et en français du panafricanisme, voir Amzat Boukari-Yabara, *Africa Unite ! Une Histoire du panafricanisme* (Paris : La Découverte, 2014).

¹⁵ Bakari-Yabara 12.

Cette thèse se propose de revisiter ce projet panafricaniste à l'aune des enjeux sociaux et économiques qui mobilisent encore les panafricanistes (théoriciens et militants) en Afrique et au sein de la diaspora¹⁶. Démontrer le besoin d'approfondir l'étude et la connaissance des parcours des personnalités africaines qui ont contribué à écrire l'histoire politique du continent, exposer la richesse et la densité de la réflexion du théoricien politique que fut Julius Nyerere, prouver que les panafricanistes peuvent tirer des leçons utiles de l'expérience tanzanienne de la politique panafricaniste envisagée par celui-ci, démontrer que son idée de *self-reliance* appliquée à l'échelle d'une Afrique unie et solidaire peut en effet être reprise comme une stratégie économique adaptée aux réalités socioculturelles des pays africains, comme un plan continental pour un *véritable développement*¹⁷ pour l'Afrique, sont quelques-unes des hypothèses d'où part notre étude.

Ce travail s'organise en cinq parties. La première partie abordera la naissance du panafricanisme et ses fondements théoriques ainsi que les moments marquants de son évolution entre le XVIII^e et le début du XX^e siècle. Le Congrès de Manchester de 1945 qui a coïncidé avec l'apparition de nouvelles figures africaines sur la scène panafricaniste sera traité dans la deuxième partie. Puis, la troisième partie s'intéressera aux antagonismes entre le panafricanisme et les nationalismes des années 1960. Les quatrième et cinquième parties seront consacrées à la carrière politique de Julius Nyerere et à ses idées panafricanistes.

Afin de faciliter la lecture de cette thèse, des documents d'archives liés à l'activité du *PAS Project* aux Etats-Unis et en Tanzanie, des textes politiques écrits par Nyerere, ainsi que des documents officiels des institutions panafricaines sont présentés dans un volume des annexes.

¹⁶ Se reporter à la page 199 pour une explication sur l'utilisation du terme dans cette thèse.

¹⁷ Sur ce concept de véritable développement qu'utilise l'économiste Schumacher, voir partie IV.

Partie I

DE L'IDÉE À LA THÉORIE : La naissance et l'évolution du projet panafricain entre la fin du XVIII^e et le début du XX^e siècle

I. DE L'IDÉE A LA THÉORIE : La naissance et l'évolution du projet panafricain entre la fin du XVIII^e et le début du XX^e siècle

Dans cette partie, nous retracerons les grandes étapes de l'histoire du panafricanisme, en mettant l'accent sur les idées phares des figures historiques du projet panafricaniste telles que William E. B. Du Bois (1868-1963) et George Padmore (1902-1959). Nous parlerons aussi des congrès panafricains qui se sont succédés depuis le début du XX^e siècle et des autres manifestations politiques et culturelles significatives organisées sous la bannière panafricaine, mais nous nous attarderons plus longuement sur les événements qui ont conduit à la réalisation du congrès de Manchester que nous considérons comme le début de la phase africaine ou continentale du panafricanisme. Avant cette grande manifestation, le panafricanisme était, sur le plan du leadership, une affaire de la diaspora avec comme illustres représentants le Guyanais Henry Sylvester Williams (1869-1911), l'Américain Du Bois, et le Trinidadien George Padmore, successivement.

Cette mise en perspective permettra une lecture plus claire de la vision panafricaniste défendue par Julius Nyerere (1922-1999) à partir des années 1960, notamment avec la publication de la Déclaration d'Arusha (1967). En même temps elle nous permettra de découvrir ou de redécouvrir les filiations idéologiques entre Nyerere et les panafricanistes qui l'ont précédé. L'intégralité de cette première partie nous servira donc de repère pour situer Nyerere dans l'histoire des idées panafricanistes et nous permettra aussi de mettre en exergue toute la singularité de sa contribution à la théorisation du projet panafricaniste.

A. Les origines du projet panafricain

La majorité des spécialistes s'accordent sur le fait qu'il faut partir non pas de l'Afrique mais du Nouveau Monde pour explorer les sources de ce que l'historien Imanuel Geiss nomme le panafricanisme au sens large du terme (*broader panafricanism*)¹⁸

S'il a fallu aux peuples du continent le truchement de l'Europe pour qu'ils découvrent finalement qu'ils étaient « Africains », on peut dire de la même manière qu'il a fallu aux peuples de la diaspora, issus de l'esclavage, l'humiliation et l'oppression en Amérique pour qu'ils réalisent l'existence de l'Afrique. Ils ont aussi découvert qu'ils étaient des millions de par le monde à subir le même sort. Ils ont découvert qu'ils étaient « une diaspora », une branche d'un arbre dont les racines se trouvent en Afrique mais qui déploie partout ses branches. L'Afrique qu'ils découvrent n'est donc pas uniquement une terre, c'est une idée d'une « race universelle » dont les membres partagent des traits physiques mais aussi une culture et des croyances.

George Shepperson,¹⁹ qui a dédié ses recherches aux origines historiques du panafricanisme, insiste sur l'importance des pionniers comme Martin Delany (1812-1885), Paul Cuffee (1759-1817), Alexander Crummel (1819-1898), Edward Wilmot Blyden (1832-1912), Africanus Horton (1835-1883), ainsi que sur le rôle de la proto-résistance sud-africaine. Sur le plan culturel, il nous incite à prendre en considération l'effet d'un chant populaire sud-africain comme *Nkosi Sikel'i Africa* (1890), qui célèbre l'Afrique dans son ensemble. Ceci, précisément, pousse Shepperson à considérer *Nkosi Sikel'i Africa* comme le symbole d'un nationalisme africain naissant. Pour lui, c'est à partir de ce moment que le nationalisme africain prend ses racines sur le continent. L'idée de l'Afrique en tant que continent distinct des autres et de l'Africain en tant qu'être-continentale qui s'impose à partir de ce moment découlerait d'un cycle d'interactions entre l'Afrique, l'Amérique et l'Europe, inauguré par le commerce triangulaire. Le facteur principal de l'introduction ou de la réintroduction de cette idée serait le mouvement « Back to Africa ». On sait que cette idée de l'Afrique continentale ne fera que se renforcer avec l'influence de James E. K. Aggrey (1875-1927) et la génération successive des John Chilembwe (1871-1915), Nnamdi Azikiwe (1904-1996), et Kwame

¹⁸ Imanuel Geiss, *The Pan-African Movement* (London: Methuen and Co, 1974) 8.

¹⁹ George Shepperson, *Pan-Africanism and « Pan-Africanism » : Some Historical Notes*, *Phylon* 3, 4 (1962): 346-358.

Nkrumah (1909-1972), qui ont également suivi des études universitaires aux États-Unis, et qui retournent en Afrique non seulement en ayant conscience des succès des nationalistes irlandais notamment, mais aussi en entretenant une certaine admiration pour le modèle fédéral américain.

Shepperson accorde une grande importance aux conférences qui ont probablement influencé les dirigeants du mouvement. Il note que ces conférences organisées entre la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e siècle ont servi de modèle pour Du Bois et ont permis à ce dernier d'acquérir l'expérience et les soutiens nécessaires pour l'organisation d'autres manifestations panafricaines entre 1917 et 1927. Il donne des repères importants comme : la conférence de Chicago sur l'Afrique (*Chicago Conference on Africa*) qui s'est tenue lors de l'Exposition universelle de 1893 avec la participation de certains Noirs-Américains ; le Congrès de l'Afrique (*The Congress of Africa*) d'Atlanta organisé en 1895 ; la conférence panafricaine (*The Pan-African Conference*) de Londres organisée en 1900.

L'analyse de Shepperson (peut-être excessivement selon certains auteurs²⁰) de l'évolution du panafricanisme au début du XX^e siècle le pousse à faire une distinction entre le 'Panafricanisme' qui s'organise autour des congrès panafricains et le 'panafricanisme' qui englobe tous les mouvements (plus ou moins éphémères) à caractère culturel et qui se réclament du Panafricanisme. Il avance trois raisons pour soutenir sa position. Premièrement, il explique que l'*United Negro Improvement Association* de Marcus Garvey (1887-1940) est fondée seize ans après le premier congrès panafricain. Deuxièmement, il insiste sur la rivalité légendaire entre Garvey et Du Bois et qui les empêchait de travailler ensemble.

Garvey should be excluded from Pan-Africanism with a capital letter in the days when Du Bois was in direct control of this movement. When this ceased and leadership passed into African hands between 1945 and the founding of the State of Ghana, Garveyism comes into Pan-Africanism with a capital "P".²¹

Selon lui, nous devons l'implantation du garveyisme dans le Panafricanisme au leadership de Nkrumah qui, dans son autobiographie, déclare avoir été influencé par les idées et l'organisation de Garvey. C'est également le propos du grand spécialiste français du panafricanisme, Philippe Decraene.²² La distinction de Shepperson a influencé plusieurs

²⁰ Claude Ake, "Pan-Africanism and African Governments." *The Review of Politics* 2. 4 (Oct. 1965): 532-42. Vincent Bakpetu Thompson, *Africa and Unity : The Evolution of Pan-Africanism* (London: Longman 1969).

²¹ Shepperson 347. Olisanwuche Esedebe, *Pan-Africanism. The Idea and the Movement, 1776-1991* (Washington (D.C.): Howard University Press, 1994).

²² Philippe Decraene, *Le panafricanisme* (Paris : Presse Universitaire de France, 1961).

générations successives de spécialistes du panafricanisme à l'exception d'Eze, qui conteste la pertinence de sa démarche dans laquelle il voit une tendance qui cherche à opposer l'élite et la masse comme si aucune coopération fructueuse n'était envisageable entre les deux.

Quand Imanuel Geiss entreprend une étude compréhensive de l'histoire du panafricanisme depuis ses origines, il part des bases établies par Shepperson pour aller explorer ce qu'il a appelé le « proto-panafricanisme » qu'il situe vaguement entre le moment où des personnes originaires d'Afrique commencent à réagir contre la situation engendrée par la traite des esclaves et l'année 1900. Geiss montre comment, partant de cette prise de conscience, se met progressivement en place une opposition de plus en plus concertée entre les élites noires (notamment celles évoluant dans la sphère anglophone) à travers les trois continents. Le travail de Geiss, sans pour autant dévoiler la source même du panafricanisme, reste une contribution importante pour connaître la coopération entre les deux groupes au XVIII^e siècle et au XIX^e siècle. Parmi les critiques de Geiss, on peut citer Olisanwuche Esedebe et Eze qui lui reprochent de privilégier les sources européennes et coloniales. Par ailleurs, un aspect déroutant chez Geiss est sa tendance à (trop) vouloir opposer deux catégories de Noirs « *full-blood negro* » et « *mulatto* » et de tenter de déterminer à partir de là la catégorie la plus encline à avoir/montrer un attachement sincère à l'Afrique.

Selon Esedebe²³ il n'est pas indispensable de dater avec exactitude l'origine du panafricanisme ou de connaître avec certitude la personnalité qui a lancé l'idée pour la première fois. Pour lui, il y a deux raisons qui peuvent justifier ce fait : l'impossibilité d'aboutir à une quelconque vérité dans ces deux domaines et le risque de confondre la réalité du phénomène avec le nom qu'on lui a donné. A partir de là il nous explique que la bonne démarche consiste à explorer l'origine des concepts qui lui sont associés. Pour lui, le fait de chercher à découvrir l'origine du terme 'panafricanisme' pour tenter de déterminer le moment précis de son émergence serait à l'inverse une démarche biaisée en plus d'être une entreprise futile.²⁴

Ce que suggère le propos très pertinent d'Esedebe est qu'il faut éviter de confondre l'idée et la terminologie. Il insiste sur le fait qu'il est possible de remonter très loin dans le temps pour explorer les origines des révoltes contre l'humiliation et l'exploitation qui sont à la source du projet panafricain, mais qu'on ne peut pas déterminer l'origine de chaque phénomène à partir

²³ Olisanwuche Esedebe, *Pan-Africanism: The Idea and the Movement, 1776-1991* (Washington D.C.: Howard University Press, 1994).

²⁴ Esedebe 7.

de l'apparition du terme qui le désigne. Nous savons avec certitude que les phénomènes cités ci-dessus furent causés par deux événements historiques survenus entre les XV^e et XX^e siècles, à savoir la traite négrière, l'esclavage et le colonialisme. Esedebe a choisi comme point de départ la date de 1776 qui coïncide avec la déclaration d'indépendance des États-Unis d'Amérique et l'absence de reconnaissance d'un statut de citoyen à part entière à la population noire dans la jeune république. En effet, ce choix est crédible dans la mesure où il est facile de supposer que ce furent leur humanité contestée et l'existence citoyenne marginale dans l'Amérique postrévolutionnaire qui déterminèrent dans une très large mesure la nature de la relation que la population noire-américaine tenta d'établir avec son continent d'origine, l'Afrique. L'environnement juridiquement et socialement hostile dans lequel ils subissaient toutes sortes d'humiliations (statut de propriétés matérielles dans les États esclavagistes du Sud) et de maltraitances physiques (abus corporels, lynchages publics) leur imposait la trajectoire marquée par la nostalgie des origines et le désir de retour aux origines qui mena au panafricanisme.

D'autres auteurs comme Horace Campbell et Walter Rodney sont remontés plus loin, aux débuts de l'esclavage, pour déterminer la source des mêmes sentiments qu'Esedebe fait coïncider, quant à lui, avec la naissance de la nation américaine. Ce décalage de point de vue entre les historiens du panafricanisme indique que même si tout le monde est d'accord avec l'idée qu'il faut accorder plus de signification aux sentiments et moins à la terminologie elle-même, il peut subsister un désaccord quant à la délimitation spatio-temporelle de l'objet d'étude. Il n'y aura donc pas de consensus sur la temporalité de ces sentiments ni sur l'origine du terme panafricanisme,²⁵ mais on peut reconnaître que tous les spécialistes sont d'accord sur le fait que ces sentiments ont donné naissance à des concepts et que des auteurs (Blyden, Horton, Du Bois, etc.) et des activistes (par exemple, Paul Cuffee, Delany, Booker T. Washington) de la diaspora africaine dans le Nouveau Monde les ont développés et popularisés à travers des publications et des initiatives d'ordres économique, culturel ou politique. Il faut donc connaître et comprendre la littérature et le sens de l'action de ces pionniers pour comprendre le projet panafricain à partir de sa *finalité originelle*.²⁶ Ainsi nous sommes tout à fait en phase avec Esedebe quand il dit que :

²⁵ L'interprétation des marxisants et des adeptes de la théorie de la dépendance s'opposera toujours à celle de l'école afrocentriste.

²⁶ « La liberté de l'être humain suppose la conscience, mais elle entraîne aussi que les humains agissent en fonction des finalités ou des buts qu'ils se fixent. Le comportement des humains dépend donc de ces

Pan-African thinking originally began in the so-called New World, becoming articulate during the century starting from the declaration of American independence (1776). It represented a reaction against the oppression of blacks and the racial doctrines that marked the era of abolitionism. It also found expression in the independent church movement in the New World and Africa as well as in resistance to European colonial ambitions in Africa.²⁷

On voit bien que l'auteur fait le choix de porter son attention sur une période, c'est-à-dire celle durant laquelle la pensée panafricaniste commence à prendre forme idéologiquement et littérairement (« *becoming articulate* »). Il se concentre sur la période charnière, ce qui revient à admettre que cette pensée panafricaniste a des origines plus lointaines dans le temps. Ce point de vue nous évite de faire des conjectures et des spéculations sur des formes de proto-panafricanismes beaucoup trop éparses et sporadiques pour être retracées et étudiées sérieusement. Il faut donc accepter le fait que le panafricanisme existait avant la fin de l'esclavage aux États-Unis mais il ne faut pas donner à cette période plus d'importance qu'elle ne le mérite car les sources dont nous disposons ne nous permettent pas d'en avoir une connaissance intelligible. Comme nous nous intéressons aux idées dans cette thèse, nous allons naturellement prêter une plus grande attention à la manière dont ces idées panafricanistes sont articulées, selon une présentation chronologique qui sera agrémentée par les éléments d'explication et de contextualisation indispensables à une bonne compréhension.

Il nous semble tout à fait justifié de commencer cette partie historique par une présentation de l'idée principale associée aux pionniers de l'idée de retour physique des Africains de la diaspora sur la terre de leurs origines. La plus grande figure de ce mouvement du début du XIX^e siècle connu sous le nom de *Back to Africa Movement* est Paul Cuffee²⁸, qui, convaincu que la population noire ne pourrait jamais vivre dignement aux États-Unis, défend le projet d'un retour physique collectif vers la terre de leur origine commune, l'Afrique. Il avance l'argument économique en promettant aux hommes noirs les plus entreprenants un avenir meilleur sur le continent noir. En 1811 il fonde à Freetown une organisation commerciale

finalités... » François Dépelteau, *La démarche d'une recherche en sciences humaines*, Bruxelles, De Boeck, 2003.

²⁷ Esedebe 8.

²⁸ Paul Cuffee, (1759-1817) était un marchand noir de la ville de Boston (célèbre pour son rôle dans la Révolution américaine). Il était Quaker et s'était fait connaître dans un premier temps par son militantisme pour la cause des Noirs avant de devenir un promoteur infatigable de l'émigration des Noirs vers Afrique, « Back to Africa ». Il séjourna en Sierra Leone en 1811 et 1815 pour y accompagner des migrants volontaires et y établir sa propre fondation, *The Friendly Society of Sierra Leone*, qui avait pour mission de promouvoir l'entreprenariat noir-américain en Afrique. Esedebe 9. Pour en savoir plus sur son activisme pour la cause africaine et sur sa vie personnelle, lire par exemple : Lamont D. Thomas, *Paul Cuffee : Black Entrepreneur and Pan-Africanist* (Urbana and Chicago : University of Illinois Press, 1988) et Rosalind Cobb Wiggins ed., *Captain Paul Cuffee's Logs and Letters* (Washington: Howard University Press, 1996).

dénommée *The Friendly Society of Sierra Leone* chargée de faciliter les initiatives économiques des Noirs-Américains en Afrique avec le dessein de contribuer à l'émergence économique et politique des populations africaines des deux côtés de l'Atlantique.

L'idée de *Back to Africa* que nous retrouvons chez Cuffee et de ses successeurs, Martin Delany et Alexander Crummell, doit être comprise à la lumière de ce qu'Esedebe a appelé « le lot d'humiliations et discriminations de la diaspora africaine »²⁹ mais aussi à l'aune du contexte historique et politique qui a été le leur.

Le XIX^e siècle est celui de la grande aventure impérialiste comme nous le rappelle l'historien, Tunde Adeleke, dans son ouvrage *UnAfrican Americans* qui propose une lecture novatrice et très provocatrice de l'œuvre de ceux qu'il présente, sans détours, comme des impérialistes noirs.

Europeans and black American nationalists constituted two rival groups of imperialists, of unequal force, who converged on Africa in the second half of the nineteenth century. The Europeans were successful because of their technological and economic power as well as their ability to mobilize national support. As an independent force, black American imperialism failed to mature beyond the stage of theoretical posturing, due to a combination of factors—the lack of national backing, the failure to attract and mobilize a significant portion of the black middle class, and the conflicting nationalist agendas of the proponents.³⁰

Adeleke, qui affirme que la majorité des Noirs-Américains aspirent à devenir des Américains à part entière, conteste la validité de la notion de projet d'émigration³¹ qui est pour lui une aberration historique ; car, toujours selon lui, les nationalistes noirs américains avaient des ambitions impérialistes tout comme les Européens. L'auteur semble suggérer que la « frustration » de ne jamais pouvoir réussir à s'accomplir pleinement dans leur environnement, c'est-à-dire aux États-Unis, est l'unique sentiment qui explique l'action de ces hommes. Il arrive très rapidement à la déduction suivante: « Their response to Africa, therefore, seemed tied to the changing dynamics of the American sociopolitical milieu. »³²

La grande faiblesse de la thèse de Adeleke se trouve dans le fait que l'auteur se focalise presque exclusivement sur des analyses de discours et sur ses propres interprétations des attitudes et postures des acteurs à des moments clés de l'histoire américaine sans pour autant

²⁹ Esedebe 20.

³⁰ Tunde Adeleke, *UnAfrican Americans : Nineteenth-century Black Nationalists and the Civilizing Mission* (Lexington, The University Press of Kentucky, 1998). 111.

³¹ Adeleke 112.

³² Adeleke 112.

tenir compte de certains aspects importants. Nous pensons ici à la réaction des dirigeants africains en Sierra Leone et au Libéria (avec lesquels Cuffee et Crummell ont cherché à collaborer), à celle des puissances coloniales, qui n'ont aucunement l'intention de tolérer la présence d'éléments perturbateurs dans leurs sphères d'influence respectives, et à celle de l'opposition noire-américaine au projet d'émigration.

Le chef de file de cette opposition est Richard Allen,³³ qui défend l'idée selon laquelle les Noirs-Américains appartiennent à la terre américaine et par conséquent doivent se battre pour y améliorer leurs conditions économiques et sociales. Allen est alors soutenu dans sa campagne par l'éloquent Peter Williams de la St. Philips Episcopal Church de New York qui déclare en 1830 au nom de tous les Noirs des États-Unis :

We are natives of this country, we ask only to be treated as well as foreigners. Not a few of our fathers suffered and bled to purchase its independence; we ask only to be treated as well as those who fought against it. We have toiled to cultivate it, and to raise it to its present prosperous condition; we ask only to share equal privileges with those who came from distant lands, to enjoy the fruit of our labour. Let these moderate requests be granted and we need not go to Africa nor anywhere else to be improved and happy. We cannot but doubt the purity of the motives of those persons who deny us these requests, and would send us to Africa to gain what they might give us at home.³⁴

Allen et Williams appellent les États-Unis « home » et voient l'Afrique comme une terre étrangère dont l'image ne correspond pas à l'idée qu'ils se font du progrès ou de la civilisation humaine.

Malgré les insuffisances relevées, l'ouvrage d'Adeleke a le mérite de susciter un intérêt nouveau qui nous pousse à questionner le vrai sens de l'action de ces personnalités que nous pouvons considérer comme les pionniers du projet panafricain. Le portrait qu'il tire de Cuffee et de ses successeurs, dénué de preuves tangibles, laisse le lecteur perplexe. L'ouvrage incite ainsi à explorer d'autres pistes pour tenter de mieux comprendre l'œuvre de ces hommes. L'une de ces pistes débouche sur un aspect du panafricanisme qui est rarement ou jamais abordé par les auteurs et qui concerne la place de l'outrecuidance (c'est-à-dire quand des hommes considèrent, au regard de leur époque et de leurs compétences supposées ou réels, qu'ils ont naturellement la vocation de guider, de diriger, de gouverner leurs semblables) dans

³³ (1760-1831) Homme d'église noir-américain, fondateur de la première église méthodiste noire (The African Methodist Episcopal Church). Pour en savoir plus sur son œuvre lire: Richard Newman, *Freedom's Prophet : Bishop Richard Allen, the AME Church and the Black Founding Fathers* (New York: New York University Press, 2009).

³⁴ Cité dans Esedebe 11.

l'engagement de certaines figures du panafricanisme. Il faut d'emblée convenir de distinguer ce phénomène de l'impérialisme, qui part quant à lui d'une volonté de domination. Nous pensons que le phénomène qu'Adeleke assimile à une forme d'impérialisme est tout autre. L'auteur n'a peut-être pas cherché à regarder, derrière les apparences et le contexte, la vraie nature du phénomène. Les « nationalistes noirs » et les impérialistes européens ne pouvaient pas poser le même regard sur l'Afrique et sur les Africains, et pour cette raison, ils ne pouvaient pas non plus avoir exactement les mêmes intentions et les mêmes plans. D'ailleurs Geiss qui écrit son ouvrage consacré au panafricanisme dans les années 1970 voit dans l'action de Delany un anti-impérialisme profond³⁵. Il est plus juste de dire que ces nationalistes noirs que nous considérerons comme des panafricanistes de leur époque—comme les Du Bois, Padmore, James, Nkrumah, et Nyerere (anti-impérialistes et anticolonialistes) le seront plus tard³⁶—étaient des hommes qui se considéraient comme étant les égaux des dirigeants européens à l'instar de Toussaint L'Ouverture qui se présentait à Napoléon Bonaparte dans ses lettres adressées à l'Empereur de France avec la formule : « Le Premier des Noirs au Premier des Blancs ». Paul Cuffee, Martin Delany, Alexander Crummell, et, plus tard, Marcus Garvey, pensaient tout naturellement qu'ils étaient les hommes les plus aptes à diriger l'Afrique qui, de leur point de vue, était sans véritable dirigeant capable de rivaliser avec les princes européens de l'époque. Il faut noter que ces hommes étaient des produits de la civilisation occidentale. Imprégnés des grandes idées de leur époque et de leur milieu, ils avaient une certaine conception de l'idée de nation qui sans doute les obligeait à voir un vide politique en Afrique et un retard à y combler dans tous les domaines. En tout cas c'est ce que semblent indiquer les propos de Martin Delany :

Africa is our fatherland and we are its legitimate descendants...Africa, to become regenerated, must have a national character, and her position among the existing nations of the earth will depend mainly upon the high standard she may gain compared with them in all her relations, morally, religiously, politically and commercially.³⁷

Pour réaliser cela, Delany pense qu'il faut toute « l'intelligence et la sagesse des hommes de couleur libres », autrement dit, des hommes comme lui à qui il ne « manquait rien pour régner

³⁵ Geiss 165.

³⁶ Les deux groupes de panafricanistes ne pouvaient pas avoir la même attitude face à l'impérialisme. Les premiers pensaient que l'impérialisme pouvaient avoir des effets positifs sur l'Afrique et sur les populations africaines parce qu'ils ne voyaient pas encore ses effets sur le terrain alors que les panafricanistes des générations suivantes auront l'occasion de voir les conséquences de l'impérialisme et de la colonisation et de les étudier sérieusement.

³⁷ Cité dans Geiss 87.

hormis un royaume ».³⁸ Du Bois ne fera que reprendre cette même idée avec son concept de *talented tenth*. D'ailleurs Marcus Garvey reprendra lui aussi le mot d'ordre de Delany *Africa for the Africans*³⁹, pour défendre très exactement la même conception de l'avenir de l'Afrique. Le biographe de Delany, Martin Ullman résume son projet pour l'Afrique dans ses termes :

To facilitate the modernization of the African economy [...] bring to Africa, from among the free blacks of America, the skills, teachers, medical men, businessmen, transportation, and cotton and oil specialists to instruct the natives so that they themselves would own and command Africa's great potential.⁴⁰

Les arguments d'Adeleke et les critiques que nous venons d'y apporter, nous ouvre un nouvel angle de compréhension de l'idée associée à Delany et que l'on retrouve également chez Cuffee. Le mot d'ordre est:

Africa for the African race and black men to rule them. By black men I mean, men of African descent who claim an identity with the race⁴¹.

La partie qui nous interpelle est 'black men to rule them' qui revient à contester la légitimité de l'autorité des Européens qui prétendaient être investis d'une « mission civilisatrice ». Notons au passage qu'il ne dit pas « Africans to rule them » alors qu'il admet l'utilisation du terme « African » pour donner une identité à la population africaine dans son ensemble. Pourquoi donc « black men » ? La réponse se trouve dans la deuxième phrase qui vient expliciter la première. Il explique que « black men » veut dire non pas « African » mais « men of African descent », qui ne peut être un simple synonyme de « African » puisque le terme a toujours servi à désigner les Africains de la diaspora en général. Delany avait donc bien en tête les Africains de la diaspora, et plus précisément la partie de cette population « qui revendiquent une identité africaine ». En termes clairs, il voulait faire référence à l'élite nationaliste afro-américaine dont il était le représentant et qui était caractérisée par sa conscience raciale et son ambition politique légitimée par ses compétences supposées et son identité africaine. Sans la déportation arbitraire de millions de sujets africains de leurs pays natals sur le continent africain vers le continent américain, pour travailler dans les plantations sous la férule de propriétaires et maîtres blancs, on ne parlerait probablement pas de

³⁸ Machiavel, *Le Prince* (Paris: Poche, 2000) 80.

³⁹ Garvey dira précisément "Africa for the Africans...Home and Abroad".

⁴⁰ Sterling Johnson, *Black Globalism: The International Politics of a Non-State Nation* (New York: Dartmouth, 1998) 53.

⁴¹ Cité dans Geiss 165.

panafricanisme aujourd'hui. C'est en effet la traite négrière et l'esclavage des Africains qui sont à la source des idées qui constituent, dès le début, le fondement du panafricanisme.

Ce point de vue est contesté par l'analyse afro-centriste qui le considère comme une preuve manifeste de l'influence que la vision euro-centriste du monde continue à avoir sur les intellectuels africains sans qu'ils en soient conscients. Les afro-centristes soutiennent l'idée que les origines du panafricanisme se trouvent en réalité dans l'unité recherchée par des Africains, précisément les peuples de Kemet (Égypte) pour lutter contre les premiers envahisseurs étrangers. C'est la raison pour laquelle ils préfèrent le terme, pour eux, plus juste, de « Pan-African Nationalism » à celui de « Pan-Africanism » (toujours selon eux essentiellement euro-centrique).⁴² Ainsi le fondement de l'argument afro-centriste consiste-t-il à dire que le panafricanisme est par essence un nationalisme basé sur une certaine idée de la nation africaine. Cette posture afro-centriste soutient sans preuves historiques que l'idée de l'Afrique comme entité nationale existait plusieurs milliers d'années avant l'ère chrétienne. Tout en reconnaissant le mérite des chercheurs afro-centristes qui nous permettent d'avoir un regard proprement africain sur l'histoire des peuples africains, on ne peut pourtant nier qu'il subsiste des doutes quant aux véritables motivations des premiers dirigeants africains qui se sont opposés aux incursions étrangères. Aussi, contrairement à l'école afro-centriste, nous pensons que le projet panafricain est issu de l'oppression de l'homme africain dans le Nouveau Monde et non pas de la défense de l'unité de la nation africaine à partir de l'intérieur. C'est la nécessité de la défense de la dignité de l'homme africain évoluant dans un environnement politique et social hostile qui inspira le projet panafricain.

Durant la deuxième moitié du XIX^e siècle, des avancées sociales comme la fondation d'institutions éducatives pour les Noirs (Lincoln University 1854, Wilberforce University 1856), la relative amélioration des conditions de vie de certains Noirs établis dans les villes du Nord ainsi que la politique progressiste du Président Lincoln (Emancipation Proclamation de 1863)⁴³ renforcent le camp des opposants à l'émigration. Par ailleurs, les nouvelles des difficultés politiques et économiques du Libéria, pays gangrené par l'incompétence manifeste de ses dirigeants politiques, affaiblissent davantage les arguments des partisans du *Back to Africa Movement*. Avec la victoire de leurs opposants, les panafricanistes afro-américains se retrouvent dans un autre mouvement structurellement religieux qui prend très rapidement des

⁴² Lire Kwame Natambu, "Pan-Africanism versus Pan-African Nationalism: An Afrocentric Analysis", *Journal of Black Studies*, 28, 5 (May, 1998): 561-574.

⁴³ Esedebe 12.

couleurs politiques avec notamment la théorisation et la promotion d'une certaine conception politique de l'Afrique.

Ce mouvement d'origine ecclésiastique a trouvé son inspiration dans la tradition biblique (the King James Version, 68:31) qui fait référence à « l'Éthiopie » comme étant la terre d'une partie de l'humanité, le peuple noir : « *Des grands viendront d'Égypte ; l'Éthiopie tendra les mains vers Dieu* ». Les responsables religieux et missionnaires afro-américains du XIX^e siècle adoptent le terme pour faire référence à l'ensemble du continent comme une seule entité géographique peuplée par un groupe racial. Les églises indépendantes fondées par des hommes noirs s'emparent aussi du terme et le rendent populaire aux États-Unis et en Afrique. En Afrique, l'Éthiopianisme se développe d'abord sur la côte ouest où l'*African Methodist Episcopal Church* (AME) était très active dès 1821 au Libéria⁴⁴ et en Sierra Leone avant de se déployer vers le sud du continent. Dans les années 1880, AME consolide sa présence en Afrique du Sud (où existaient déjà des congrégations religieuses noires) en s'alliant avec des dignitaires locaux. La discrimination raciale qui régnait en Afrique du Sud fait de ce pays un terrain propice au développement de l'Éthiopianisme qui est basé sur l'idée de la défense de la « personnalité africaine », concept généralement associé à Edward W. Blyden dont nous parlerons plus loin.

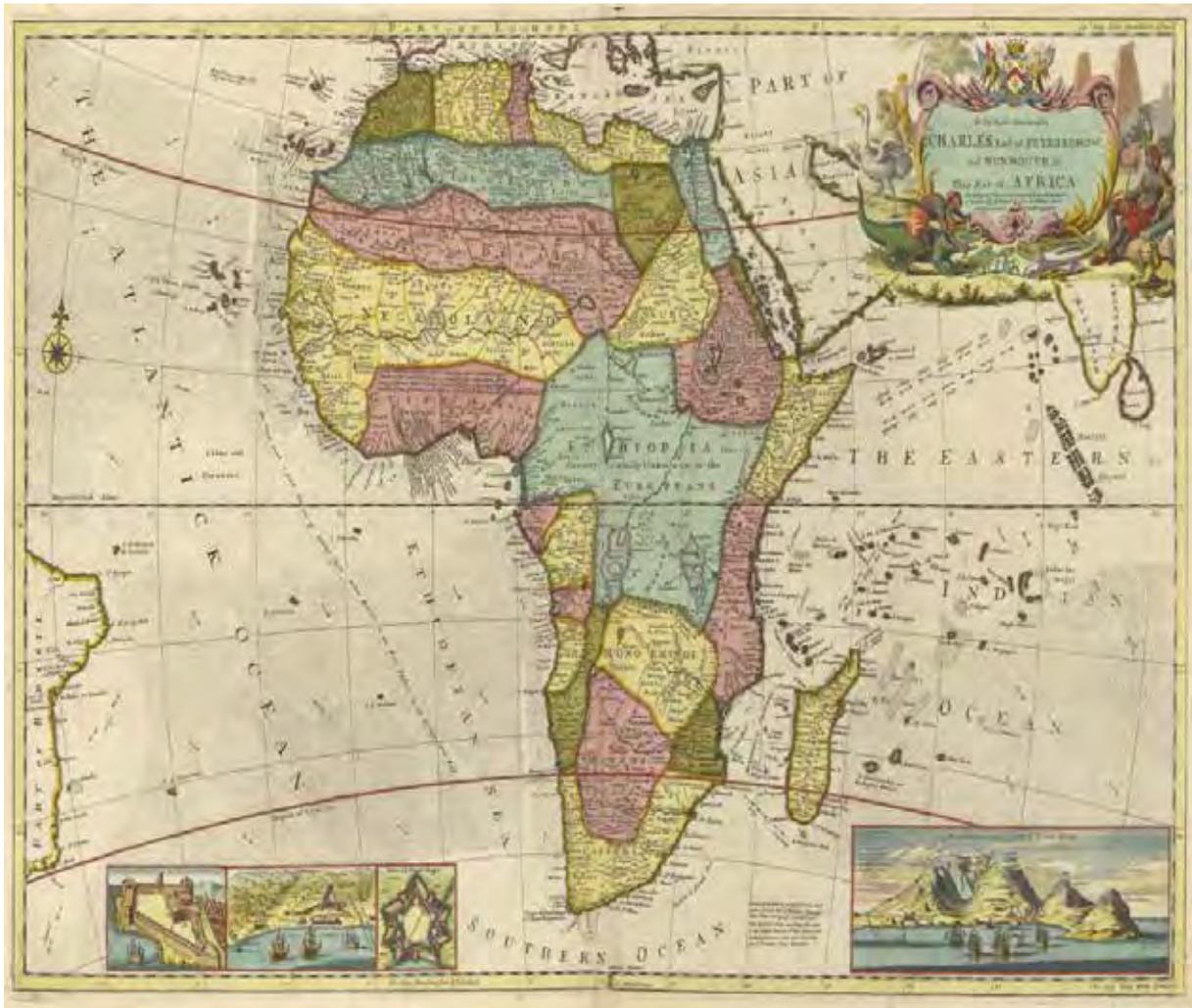
L'un des théoriciens de l'Éthiopianisme est Robert Alexander Young, pasteur américain qui publie en 1829 à New York un pamphlet intitulé *Ethiopian Manifesto* dans lequel il défend les droits des Noirs à une nation, dans une Amérique postrévolutionnaire où il n'existe pas véritablement de place pour ces derniers. Inspirés par la référence biblique à l'Éthiopie il théorise l'idée d'un lien sentimental naturel avec ce pays qui est selon lui « la terre des Noirs ». Young poursuit sa campagne pour une nation noire en brandissant l'argument de l'humiliation dont ils étaient les victimes aux États-Unis. Même s'il utilise l'expression « *black African* » dans le texte celle-ci y apparaît comme une simple précision qui sert à distinguer par la couleur « *l'Ethiopian* » d'un autre groupe racial partageant le même continent. Son emploi de l'adjectif « *Ethiopian* » renvoie à une identité et un peuple noir, issu du continent africain, dont l'origine serait la civilisation de l'Éthiopie ancienne.⁴⁵

⁴⁴ Le Révérend Daniel Coker (1780-1846) est le premier missionnaire envoyé par l'AMEC au Libéria.

⁴⁵ Plus précisément l'Éthiopie que décrivent Homère (*Odyssée*) et Hérodote (*Histoires*). Cheikh A. Diop, décrit le faste et la luxuriance de l'Éthiopie dans son ouvrage intitulé *L'Unité culturelle de l'Afrique noire*, 1959 (Paris : Présence africaine, 1982) 55.

Qui considère-t-il comme étant « *Ethiopian* » ? Qui exclut-il ? Il semble que son usage du mot soit réservé au « negro african », terme qu'il utilise lui-même pour les distinguer des autres peuples, notamment des Arabes. Il établit une distinction sur la base d'une différence physique (la couleur de la peau) entre les populations du continent et scinde celui-ci en deux parties sans délimiter de frontières précises. De son point de vue, il y avait d'un côté les « *black Africans* » ou « *Ethiopians* » héritiers de la civilisation éthiopienne et de l'autre les Arabes, principalement au nord mais pas exclusivement.⁴⁶ On peut néanmoins dire qu'il conçoit « *Éthiopie* » qui signifie chez lui « *Afrique* » des « *Éthiopiens* » donc « des Africains », comme une seule entité, à l'époque un concept flou. Il s'agit d'une nation à la fois réelle et imaginaire. Ses limites territoriales ne sont pas encore clairement définies. Il lui était d'autant plus facile d'imaginer ce pays rêvé aux contours flous que l'Afrique continentale à l'époque n'était qu'à peine explorée; il s'agit d'une communauté rêvée. (*Voir ci-dessous cette carte datant du milieu du XVIII^e siècle*).

⁴⁶ Il est utile de préciser que les membres du groupe racial dénommé « Arabes » ou « Arabo-berbères » ne résident pas uniquement en Afrique du Nord. On les retrouve en Afrique subsaharienne où leur influence culturelle et politique survenue avec le mouvement almoravide reste très significatif.



Herman Moll, [sans titre] 1710, Carte sur cuivre avec couleurs ajoutées 56x94 (Historic Collections, Princeton University Library).⁴⁷

Pendant la deuxième moitié du XIX^e siècle, à cette géographie idéale⁴⁸ se substitue la géographie réelle, basée sur une cartographie qui s'est constituée au fur et à mesure des explorations occidentales. D'autres chercheurs ont étudié l'intérêt politique des découvertes de David Livingstone (1813-1873).⁴⁹ A partir de ces découvertes, se profile une représentation de plus en plus compartimentée du continent africain. On s'intéresse de plus en plus à la géographie physique et humaine ; la couleur de la peau des individus, les reliefs, les cours d'eau deviennent autant de repères pour poser des limites. Mais, parmi les panafricanistes, c'est sans doute à Alexander Crummell que l'on doit l'idée d'une Afrique

⁴⁷ Pour plus de cartes, voir La page internet : http://libweb5.princeton.edu/visual_materials/maps/websites/africa/maps-continent/continent.html

⁴⁸ Les mondes rêvés avaient des bases historiques (ex : Ghana) mais peu de traces subsistaient.

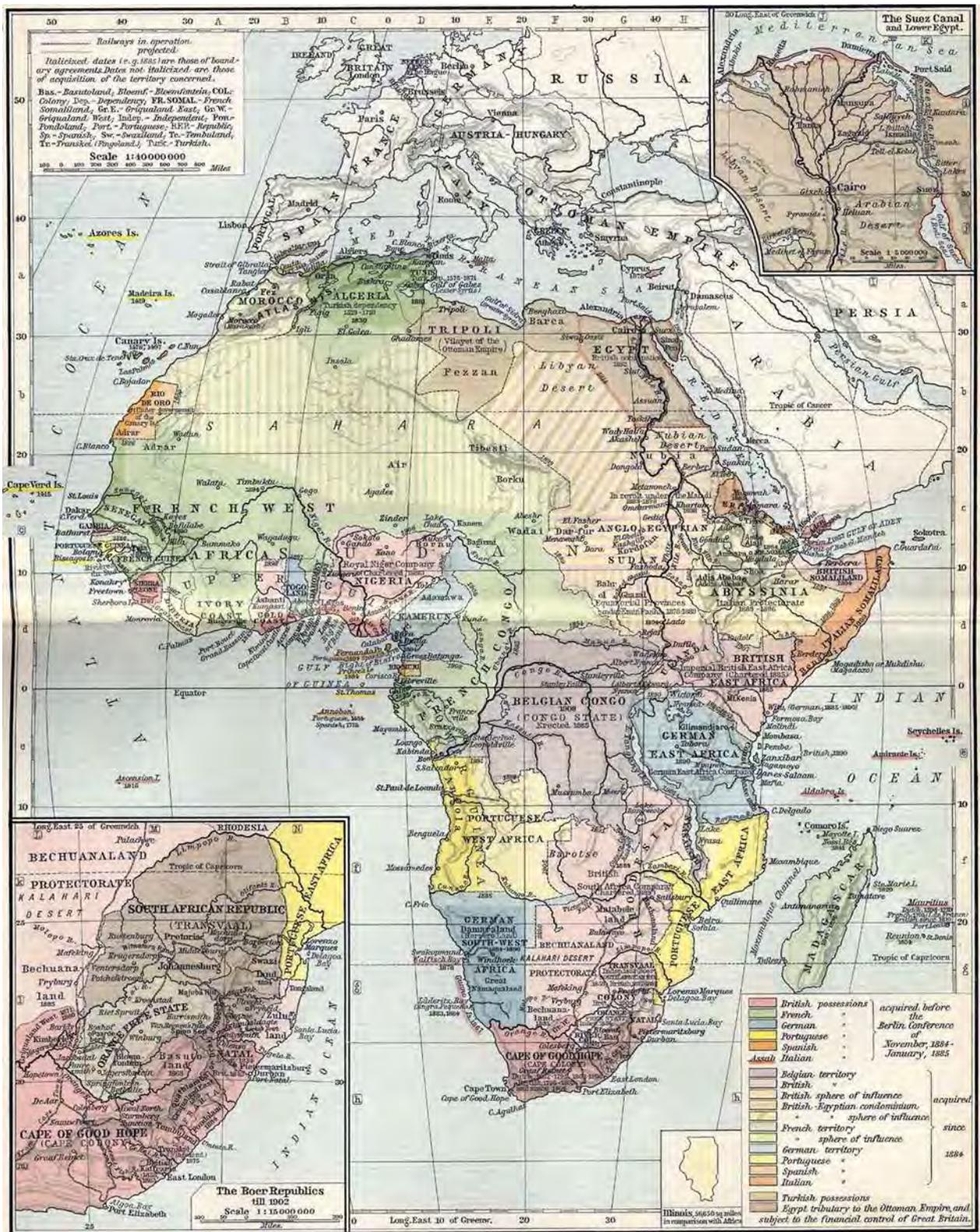
⁴⁹ Lire par exemple : Roland Olivier & J. D. Fage, *A Short History of Africa* (London, Penguin African Library, 1962), George Martelli, *Livingstone's River : A History of the Zambezi Expedition, 1858-1864* (London : Simon & Schuster, 1969), John MacKenzie, *David Livingstone and the Victorian encounter with Africa* (London, 1996).

subsaharienne. Dans des sermons prononcés en Angleterre entre 1852-1853,⁵⁰ il se penche sur la question de l'Afrique qu'il situe entre le Sahara et les océans (atlantique et indien). Sa vision de l'Afrique se limite à la partie au sud du Sahara excluant de fait les Noirs du Sahara occidental, ceux d'Algérie,⁵¹ d'Egypte et du Soudan (le peuple nubien).

Cette vision d'une nation africaine fondée sur des présupposés raciaux que l'on note chez Young et Crummell ne fera que s'altérer avec l'avènement des puissances occidentales qui se disputent le partage de l'Afrique. S'en suivra une nouvelle cartographie qui délimite l'Afrique non plus sur la seule base raciale mais selon des critères de contrôle d'influence. Pendant la grande période de la colonisation européenne qui suivit la conférence de Berlin (1884-85), l'Afrique se décline en « zones d'influence », souvent traduites par des couleurs différentes sur les cartes. (*Voir carte ci-dessous qui montre les zones d'influences par couleur*).

⁵⁰ Imanuel Geiss, *The Pan-African Movement* (London: Methuen & Co, 1974) 106.

⁵¹ Aujourd'hui les Noirs-Algériens sont près de 3 millions d'individus. Cherif Ouazani, « Quand les Algériens noirs frappent à la porte », *Jeune Afrique* 25 août 2014 <<http://www.jeuneafrique.com/Article/JA2779p020.xml3/>> (consulté le 13 janvier 2015).



Anthony Kir-Greene, Carte d'Afrique datant du début du 20^e siècle, <http://www.britishempire.co.uk/images3/africalargemap.jpg>

Ce partage de l'Afrique entre les puissances européennes inaugure un nouveau chapitre de son histoire qui aura des répercussions⁵² sur la manière de percevoir et de représenter l'Afrique comme nous le verrons dans les chapitres et les pages qui suivront.

Pourtant, l'Éthiopianisme ne disparaît pas avec l'avènement du colonialisme, au contraire, il voit son importance s'accroître et son influence s'étendre grâce à un événement marquant de l'histoire du panafricanisme : la résistance victorieuse de l'Éthiopie face aux ambitions colonialistes de l'Italie. Nous faisons référence, plus précisément, à la victoire de l'Éthiopie de l'Empereur Ménélik II sur l'armée italienne lors de la bataille historique d'Adoua en 1896. Celle-ci est vécue comme la plus importante victoire d'une armée africaine sur une armée coloniale. Cette victoire ainsi que toutes les résistances successives et nombreuses aux incursions impérialistes et/ou colonialistes de l'Italie vaudront à l'Éthiopie le respect et l'estime des intellectuels noirs du monde entier, qui voient en elle l'espoir de libération pour tout le continent, et au-delà, pour toutes les populations noires.⁵³

Cependant, des scissions voient le jour dans le mouvement (Nehemiah Tile se sépare de la Wesleyan Mission en 1884 et la Native Baptist Church de la Basle Mission en 1888)⁵⁴, qui donnent naissance à un « éthiopianisme » africain car les prêcheurs locaux se montrent plus virulents que leurs homologues afro-américains qu'ils soupçonnent de s'allier à la « mission civilisatrice ». Les religieux sud-africains fondent ensuite leurs propres églises et se positionnent comme les chantres d'un Éthiopianisme authentique puisque proprement africain. Leur développement rapide pousse le gouvernement blanc sud-africain à considérer le mouvement comme subversif.⁵⁵ Pour cette raison les adeptes de l'Éthiopianisme sont accusés d'avoir provoqué la rébellion Zulu de 1906 et de mener toutes sortes d'activités souterraines visant la déstabilisation du gouvernement blanc.⁵⁶ S'il faut se rappeler d'une seule grande voix de l'Éthiopianisme africain c'est celle d'un Sierra Léonais, le Révérend James Johnson de la Church Mission Society (CMS). Ce dernier, soucieux de préserver le patrimoine des sociétés africaines, développe une conception toute particulière de l'identité

⁵² On veut faire référence au fait que les zones d'influence ainsi créées et les modes d'administration mis en place durant le règne colonial (tous régimes coloniaux confondus) vont transformer la/les manière(s) dont les Africains se définissent et s'opposent, et déterminer la nature des rapports que les parties entretiendront entre elles durant et bien après la période de colonisation. Il y a aussi, le facteur linguistique (le fait que le français et l'anglais ou même le portugais, selon les zones, continuent, parfois, en se substituant aux langues locales, tantôt de manière accommodante tantôt de manière hostile, à être des barrières entre les peuples.

⁵³Geiss 174.

⁵⁴ Esedebe 19-20.

⁵⁵Shepperson, Pan-Africanism and « Pan-Africanism »: Some Historical Notes 352.

⁵⁶Geiss 144.

africaine. Celle-ci le pousse à militer activement pour l'édification d'une église africaine, qui pourrait avoir de la « considération pour la manière de vivre des Africains ».⁵⁷

Dans les lignes qui suivent, nous verrons comment les grands théoriciens du panafricanisme vont reprendre et développer cette conception de la relation entre l'Afrique et le reste du monde.

B. Les grands théoriciens du panafricanisme

Nous avons parlé des origines de l'idéologie panafricaniste, maintenant nous allons parler des théoriciens de celle-ci. Parmi les précurseurs dans le domaine de la lutte anti-esclavagiste on peut citer Olaudah Equiano (1745-1797) négateur de l'argument qui prétendait trouver une corrélation entre le retard économique apparent des Africains et leur infériorité raciale supposée⁵⁸, et Ottobah Cugoana (1757-1791) contestataire de la théorie de la malédiction⁵⁹ de Cham. Ces figures panafricanistes de la première heure ont vu leur idées relayées par des penseurs occidentaux comme l'abolitionniste Anthony Benezet (1713-1784), l'Abbé Henri Grégoire (1750-1831) des *Amis des Noirs*,⁶⁰ ou encore le Britannique Wilson Amistead (1819-1868), qui publie en 1848 *A Tribute for the Negro : Being a Vindication of the Moral, Intellectual and Religious Capabilities of the Coloured Portion of Mankind ; With Particular Reference to the African Race*.⁶¹

D'autres grands noms apparaissent au milieu du XIX^e siècle. James Africanus Beale Horton (1835-1883), également natif de la Sierra Leone, donne de la substance scientifique aux protestations patriotiques de James Johnson avec un ouvrage publié en 1865 et intitulé *West African Countries and Peoples, British and Native. With the Requirements Necessary for Establishing That Self-Government Recommended by the Committee of the House of Commons*.⁶² Horton et Johnson appartiennent à la génération des panafricanistes de la dernière moitié du XIX^e siècle, qui ont écrit pour déconstruire les concepts « violemment

⁵⁷ Esedebe 23.

⁵⁸ Geiss 100.

⁵⁹ Geiss 99.

⁶⁰ Geiss 97.

⁶¹ Esedebe 18.

⁶² L'ouvrage est disponible en ligne à l'adresse suivante: <
<http://babel.hathitrust.org/cgi/pt?id=chi.19432990;view=1up;seq=18>>

racistes »⁶³ issus de la plume d'auteurs occidentaux comme Thomas Carlyle *Occasional Discourses on the Nigger Question* (1849) et Arthur de Gobineau *De l'inégalité des races humaines* (1852). Les thèses de ces auteurs ne sont en vérité que des opinions, des conjectures, des croyances, des théories, c'est-à-dire tout sauf des faits scientifiques pertinents et scientifiquement fondés méritant d'être repris. Elles ont surtout servies de prétexte à l'impérialisme occidental, à la domination coloniale, et à l'exploitation des peuples dominés. Ces écrits ont d'abord été vigoureusement réfutés par James T. Holly (1829-1911) dans son *A Vindication of the Capacity of the Negro Race for Self-Government and Civilized Progress* (1857). Et cette littérature panafricaniste de réfutation que ce dernier a contribué à établir s'est poursuivie avec Horton puis Anténor Firmin avec son *De l'Égalité des races humaines* (1885), dans lequel il répond directement à Gobineau.

Horton est certainement le fruit de ce mouvement pour la reconnaissance de l'humanité de l'homme noir en Occident. Il connaît parfaitement les auteurs du mouvement anti-esclavagiste et leurs écrits pour pouvoir s'inspirer de leur combat et aller encore plus loin dans sa volonté de discréditer les arguments de ses adversaires. Sa contribution majeure est d'avoir eu l'audace de puiser librement dans l'histoire de l'Égypte antique, telle que racontée par Hérodote et d'autres, les faits pertinents pour construire ses arguments. Le passage ci-dessous se trouve dans l'ouvrage d'Horton :

Africa, in ages past, was the nursery of science and literature; from thence they were taught in Greece and Rome, so that it was said that the ancient Greeks represented their favourite goddess of Wisdom—Minerva—as an African princess. Pilgrimages were made to Africa in search of knowledge by such eminent men as Solon, Plato, Pythagoras; and several came to listen to the instructions of the African Euclid, who was at the head of the most celebrated mathematical school in the world, and who flourished 300 years before the birth of Christ. The conqueror of the great African Hannibal made his associate and confidant the African poet Terence.⁶⁴

L'intérêt de l'œuvre d'Horton réside dans cette idée qu'il est tout à fait légitime pour les intellectuels africains de viser l'appropriation ou plutôt la réappropriation de la civilisation et de l'histoire de l'Égypte ancienne comme étant l'héritage commun de toute l'Afrique continentale. Pour Horton l'Égypte ancienne fut une civilisation produite par « la race noire ». Il est sans doute le premier à insuffler un nouvel élan au sentiment panafricain avec une question fondamentale :

⁶³ Esedebe 16.

⁶⁴ Horton 66.

And why should not the same race who governed Egypt, attacked the most famous and flourishing city—Rome, who had her churches, her universities, and her repositories of learning and science, once more stand on their legs and endeavour to raise their characters in the scale of the civilized world?⁶⁵

On peut penser que ce regard confiant qu'Horton pose sur l'Afrique a servi de catalyseur à l'ensemble du mouvement panafricaniste du XX^e siècle et notamment à l'idée de la renaissance africaine que nous retrouvons dans *Glimpses of the Ages ; or, The 'superior' and 'inferior' races, so-called, discussed in the light of science and history* (1905) de Theophilus E. Scholes (1854-1937), *Ethiopia Unbound* (1911) de Joseph Ephraim Casely-Hayford (1866-1930), et *The African Abroad; or his Evolution in Western Civilization: Tracing his Development under Caucasian Milieus* (1913) de William H. Ferris (1874-1941). Cette tradition trouvera son expression la plus aboutie mais aussi la plus contestée dans l'œuvre de Cheikh A. Diop (1923-1986) qui publie *Nations nègres et cultures* en 1954.

Un autre penseur africain dont les idées ont contribué à façonner le mouvement panafricaniste est Edward W. Blyden (1832-1912) natif de St. Thomas, ancienne colonie danoise des Caraïbes. Aidé et soutenu par des philanthropes blancs, il reçoit une éducation qui le destine à une carrière de pasteur. Mais en 1850 il fait le choix de s'installer au Libéria où il entame une nouvelle carrière de journaliste et devient très rapidement éditeur du *Liberia Herald*. En 1861, il gagne le milieu universitaire en devenant professeur de Lettres Classiques au *Liberia College*, première institution d'études supérieures du pays qu'il contribue à fonder et dont il est le recteur entre 1880 et 1884. Blyden est également diplomate et homme politique, et occupe plusieurs postes ministériels dans son pays d'adoption. La richesse de ce parcours se ressent à travers ses écrits qui abordent des sujets aussi variés que la politique, l'histoire ou la sociologie. Ses textes les plus importants se trouvent dans un recueil intitulé *Christianity, Islam and the Negro Race* qu'il a publié en 1887.⁶⁶ Blyden y démontre ce qu'il concevait comme étant la singularité ontologique des peuples négro-africains et qu'il désigne par le concept de « personnalité africaine », partout repris mais très mal compris.⁶⁷ Il ne se contente pas de décrire comment cette manière d'être se manifeste et se perpétue au sein de la réalité politique et sociale dans laquelle l'être africain évolue, mais défend aussi la nécessité existentielle et cosmologique de celle-ci. Il y a dans son ouvrage deux textes qui nous semblent particulièrement pertinents à étudier pour voir comment Blyden a essayé de

⁶⁵ Horton 67.

⁶⁶ Edward W. Blyden, *Christianity, Islam and the Negro Race* (Baltimore: Black Classic Press, 1994).

⁶⁷ Pour en savoir plus lire par exemple : M. Yu. Frenkel, "Edward Blyden and the Concept of African Personality" » *African Affairs* 73, 292 (1974): 277-289.

développer ce concept: « Africa and the Africans », publié pour la première fois en 1878, et « The Aims and Methods of a Liberal Education for Africans » publié en 1881.

Le premier texte débute par une métaphore :

In the music of the universe each shall give a different sound but necessary to the grand symphony. There are several sounds not yet brought out, and the feeblest of all is that hitherto produced by the Negro; but only he can furnish it. And when he does furnish it in its fullness and perfection, it will be welcomed with delight by the world.⁶⁸

Quel sens faut-il donner à ce propos ? Faut-il y voir la preuve que Blyden serait allé un peu trop loin dans une dérive essentialiste ? Certainement pas, car il prend le soin, quelques lignes plus tôt, de s'écarter de la posture essentialiste en réaffirmant l'unicité indivisible de la « famille humaine »⁶⁹, donnant en même temps la preuve qu'il ne reconnaît qu'une seule forme d'humanité, comme l'indique son usage de l'expression « the history of humanity ».⁷⁰ Il utilise certes les expressions « difference of endowment » et « difference of destiny », mais ces éléments sont là pour appuyer cette idée que les branches de l'humanité ont des caractéristiques et des qualités à la fois distinctes et complémentaires. Blyden utilise la métaphore de l'arbre pour montrer qu'il n'admet pas l'idée de séparation raciale.

The African at home needs to be surrounded by influences from abroad, not that he may change his nature, but that he may improve his capacity. Hereditary qualities are fundamental, not to be created or replaced by human agencies, but to be assisted and improved. Nature determines the *kind* of tree, environments determine the *quality* and *quantity* of the fruit.⁷¹

Sa philosophie de l'histoire, qui nous intéresse tout particulièrement parce que très proche de celle de Julius Nyerere, nous le verrons,⁷² met l'accent sur les notions de pluralité et d'altérité. Pour lui l'histoire de l'humanité ne peut être qu'une œuvre collective qui requiert la contribution de chacun des groupes qui la constituent. L'être africain, tout comme l'être européen ou l'être asiatique, doit développer ses talents naturels pour les mettre au service du progrès de toute l'humanité.

We want the eye and ear of the Negro to be trained by culture that he may see more clearly what he does see, and hear more distinctly what he does hear. We want him to be surrounded by the influences from abroad to promote the development of his latent powers, and bring the potentiality of his being

⁶⁸ Blyden 318.

⁶⁹ Blyden 316.

⁷⁰ Blyden 316.

⁷¹ Blyden 317. En italiques dans le texte.

⁷² Parties IV et V.

into practical or actual operation. He has capacities and aptitudes which the world needs, but which it will never enjoy until he is fairly and normally trained.⁷³

C'est dans son « The Aims and Methods of a Liberal Education for Africans » qu'il se penche sur les modalités de l'éducation et de la formation intellectuelle, spirituelle, professionnelle qui doit permettre aux Africains de développer leurs qualités et leurs talents naturels. Notons que ce texte est un discours adressé aux étudiants et aux universitaires libériens lors de sa prise de fonction en tant que recteur de *Liberia College* le 5 janvier 1881.

Il commence par faire l'état de la situation qui prévalait :

To a certain extent—perhaps to a very important extent—Negros trained on the soil of Africa have the advantage of those trained in foreign countries ; but in all as a rule, the intellectual and moral results, thus far, have been far from satisfactory. There are many men of book-learning, but few, very few, of any *capability*—even few who have that amount, or that sort, of culture, which produces self-respect, confidence in one's self, and efficiency in work. Now, why is this?

Ce problème, c'est-à-dire un environnement moral et intellectuel aride dans lequel toutes les quêtes de savoir et de connaissance semblent déboucher inéluctablement sur l'inanité ou la médiocrité, était inhérent aux systèmes des dominateurs que ces derniers imposaient aux peuples africains dominés. Dans le texte, il donne l'exemple des Africains sous domination coloniale et celui des Africains-Américains en situation de minorité raciale aux États-Unis. Le défaut que Blyden trouve à ces systèmes en question est l'exclusivité qu'on y accordait à l'étude de la littérature étrangère qui forçait l'individu dominé à se distancier culturellement de son milieu physique et social :

Hence, without the physical or mental aptitude for the enterprises which they are taught to admire and revere, they attempt to copy and imitate them, and share the fate of all copyists and imitators. Bound to move on a lower level, they acquire and retain a practical inferiority, transcribing, very often, the faults rather than the virtues of their models.⁷⁴

Et ce déracinement, qui conduit successivement à l'errance spirituelle et psychologique puis à l'aliénation culturelle, devient plus pernicieux s'il est accompagné d'une désaffection de soi causée par les descriptions répulsives de l'homme noir que l'on trouvait dans les livres de géographie et d'histoire, écrit-il.

After leaving school he finds the same things in newspapers, in reviews, in novels, in *quasi* scientific works ; and after a while—*sape cadendo*—they begin to seem to him the proper things to say and to

⁷³ Blyden 317-8.

⁷⁴ Blyden 88.

feel about his race, and he accepts what, at first, his fresh and unbiased feelings naturally and indignantly repelled. Such is the effect of repetition.⁷⁵

La survalorisation des références et des modèles allogènes aux dépens des valeurs indigènes qui découle de cette répétition a pour effet de rendre l'homme instruit complètement déconnecté de ses propres réalités, aspirant par ses actes et ses paroles à se détacher de tout ce qui lui rappelle ses origines. Blyden conclut qu'une telle personne ne peut pas s'élever au point de considérer son existence estimable et de devenir un acteur indépendant et autonome. Son emploi de la notion de *self-reliance* que nous retrouvons chez Nyerere nous intéresse tout particulièrement. Loin de se contenter de critiquer les pouvoirs coloniaux en place, il avance des propositions pour l'édification d'une société créative, totalement indépendante et autonome dans son fonctionnement :

We must show that we are able to go alone, to carve out our own way. We must not be satisfied that in this nation, European influence shapes our polity, makes our laws, rules in our tribunals, and impregnates our social atmosphere. We must not suppose that the Anglo-Saxon methods are final, that there is nothing for us to find out for our own guidance, and that we have nothing to teach the world. There is inspiration for us also.⁷⁶

La question est comment atteindre ce niveau de *self-reliance* ? Blyden y répond très clairement dans la deuxième partie de son discours, qui présente aussi le programme de réforme qu'il envisageait de mettre en œuvre. Sans remettre en question l'utilité de la littérature occidentale, il préconise simplement une approche sélective quant au corpus qui devait être enseigné à la jeunesse africaine. Il met l'accent, en premier lieu, sur la discipline historique ou plus généralement sur le domaine des sciences humaines car il utilise le mot « information » sur les premiers temps de l'histoire du monde.⁷⁷ Partant du classement en six grandes périodes de l'histoire mondiale établi auparavant par l'historien britannique Frederic Harrison (1831-1923), Blyden préconise de garder dans les programmes scolaires les périodes concernant les civilisations de la Grèce antique et de l'empire romain⁷⁸ et d'écourter les périodes contenant les publications les plus critiques contre la culture africaine.⁷⁹

A côté de la discipline historique, Blyden envisage aussi une réforme de l'apprentissage des arts et des lettres dans le dessein d'y accorder une plus grande importance à l'étude de la

⁷⁵ Blyden 88.

⁷⁶ Blyden 90.

⁷⁷ Blyden 94.

⁷⁸ Blyden 95.

⁷⁹ Blyden 95-6.

civilisation gréco-romaine, autrement dit celle des classiques, source de la civilisation occidentale, parce que celle-ci en plus d'avoir toutes les qualités pour stimuler l'activité intellectuelle, ne renfermait pas de notions qui pourraient entraver un développement sain de la conscience de la jeunesse africaine.

There is nothing that we need to know for the work of building up this country, in its moral, political and religious character, which we may not learn from the ancients. There is nothing in the domain of literature, philosophy, or religion for which we need be dependent upon the moderns. Law and philosophy we may get from the Romans and the Greeks, religion from the Hebrews.⁸⁰

Blyden insiste aussi très fortement sur l'importance de l'enseignement des mathématiques qui selon lui contribuent fortement à l'enracinement des valeurs de rigueur et de discipline dans le comportement des individus. En réalité toutes ces disciplines, l'histoire, les lettres classiques, les mathématiques, étaient bien dans les programmes des institutions scolaires africaines et ne faisaient l'objet d'aucune remise en question en tant que telles. Le mérite de Blyden est d'avoir initié une réflexion et une prise de position panafricaniste sur les thématiques qui, à l'intérieur de ces disciplines, sont les plus utiles pour l'éducation de la jeunesse africaine. Deux éléments de sa vision de l'éducation nous paraissent particulièrement importants à retenir. D'abord, sa proposition d'introduire la langue arabe et les langues africaines dans les cursus scolaires et universitaires fut une innovation sans précédent, profondément panafricaniste par son objectif, à savoir la proximité culturelle et spirituelle entre les peuples de toutes les régions du continent africain.⁸¹ Ensuite, sa défense du droit des jeunes filles à l'accès à l'éducation, au même titre que les garçons, montre qu'il avait la capacité de voir plus loin que la plupart de ses contemporains sur le continent africain et en dehors de celui-ci. Il avait compris l'impossibilité de bâtir une nation sans la contribution des femmes, qui ne peut être totale et constructive que si elles reçoivent une instruction de bonne qualité.⁸²

Pour résumer on peut dire que pour Blyden l'idée de préparer les Africains à exprimer leur authenticité africaine, autrement dit, à développer leur capacités naturelles, implique quatre impératifs : l'approche sélective de l'histoire mondiale telle que racontée par les auteurs occidentaux, l'enseignement d'une littérature qui cultive l'estime de soi au lieu de favoriser l'aliénation culturelle et morale, la promotion des langues parlées sur le continent pour forger une conscience africaine, et l'éducation des femmes.

⁸⁰ Blyden 98.

⁸¹ Blyden 106.

⁸² Blyden 102-3.

Blyden reste sans doute le penseur dont les idées ont profondément et durablement influencé le panafricanisme. Son concept de « personnalité africaine » continuera à faire son chemin jusque dans le panafricanisme du XX^e siècle grâce à la plume d'auteurs majeurs comme l'Afro-Américain Alain Locke et l'Haïtien Jean Price-Mars qui seront les maîtres à penser des deux plus grands mouvements culturels et littéraires noirs de ce siècle : la *Harlem Renaissance* et la *Négritude*.

Alain Locke (1886-1954) est l'éditeur en 1925 d'une anthologie intitulée *The New Negro*. L'œuvre réunit des poèmes et des essais d'auteurs remarquables comme Langston Hughes et Claude McKay, les figures de proue de la *Harlem Renaissance*, qui a eu une immense influence littéraire et spirituelle sur Léopold Senghor, Aimé Césaire et Léon G. Damas les inventeurs du concept de *Négritude*. La vraie liaison entre Harlem et les intellectuels noirs parisiens est sans doute Claude McKay qui a vécu en France où il publie son roman *Banjo* en 1929, aussitôt traduit en français. McKay y décrit avec une fidélité saisissante le quotidien de jeunes hommes noirs d'origines sociales diverses, qui, au milieu de la civilisation blanche, se trouvent confrontés à des interrogations sur ce qui les caractérise dans leur humanité.

It was not easy enough for Banjo, who in all matters acted instinctively. But it was not easy for a Negro with an intellect standing watch over his native instincts to take his own way in this white man's civilization. But of one thing he was resolved: civilization would not take the love of color, joy, beauty, vitality, and nobility out of his life and make him like one of the poor mass of its pale creatures. Before he was aware of what was the big drift of his Occidental life he had fought against instinctively and now that he had grown and broadened and knew it better, he could bring intellect to the aid of instinct.⁸³

Ce passage, où la voix du narrateur se mêle à celle de McKay, renferme l'essentiel des sentiments inhérents à la *Négritude* qui, dira Césaire, « n'est pas autre chose que l'explosion d'une identité longtemps contrariée, parfois niée, et finalement libérée et qui, se libérant, s'affirme en vue d'une reconnaissance ».⁸⁴

Jean Price-Mars (1876-1969) est le premier penseur noir à mettre en exergue l'importance historique et les apports civilisationnels des royaumes négro-africains du Mali, du Ghana et du Songhaï.⁸⁵ Sur le plan politique et social, il fit du démantèlement du système de domination de la bourgeoisie mulâtre haïtienne l'un des buts de son engagement. Anthropologue, homme politique et diplomate, il publie en 1928 un essai anthropologique

⁸³ Claude McKay, *Banjo* (London: Serpent's Tail, 2008) 172.

⁸⁴ Aimé Césaire, *Discours sur la Négritude* (Paris : Présence Africaine, 2004) 89.

⁸⁵ Geiss 317.

intitulé *Ainsi parla l'oncle* dans lequel il oppose l'affirmation et la valorisation des racines africaines de la société haïtienne à ce qu'il appelle le « bovarysme collectif » ou l'aliénation culturelle de l'élite bourgeoise.⁸⁶ Comme Blyden, Jean Price-Mars croyait à l'idée que chaque peuple avait son génie propre à partir duquel il peut s'organiser pour « tirer le meilleur profit de leurs relations avec le monde extérieur ».⁸⁷ Son ouvrage se termine par une critique acerbe de la littérature haïtienne de l'époque qui, « méconnaissant les possibilités littéraires du milieu haïtien », n'est à ses yeux qu'un mimétisme sans substance :

Il faut souhaiter que tous nos penseurs se libèrent des préjugés qui les ligotent et les contraignent à des imitations plates de l'étranger, qu'ils fassent usage des matières qui sont à leur portée afin que de leurs œuvres se dégagent, en même temps qu'un large souffle humain, ce parfum, ce parfum âpre et chaud de notre terroir, la luminosité accablante de notre ciel et ce je ne sais quoi de confiant, de candide et d'emphatique, qui est l'un des traits particuliers de notre race.⁸⁸

Les idées d'Alain Locke et des auteurs de la Renaissance noire de Harlem, et celles de Price-Mars gagnent les milieux parisiens par l'entremise de Paulette Nardal (1896-1985).⁸⁹ Originaire de la Martinique, cette femme de culture diplômée de la Sorbonne a contribué grandement à poser les jalons du mouvement de la *Négritude* en créant notamment à Paris les conditions de rencontres et d'échanges intellectuels entre les écrivains et les militants d'une grande partie de la diaspora africaine originaire des colonies françaises d'Afrique et des Caraïbes ainsi que des Etats-Unis d'Amérique. A la Sorbonne, Nardal s'était spécialisée dans l'étude de la langue anglaise et avait découvert par ce biais les écrits des chantres du *New Negro Movement* ou *Harlem Renaissance*. Par la suite elle traduisit certains de leurs textes en français pour des journaux du militantisme noir parisien des années 1920 comme *Les Continents* de la Ligue Universelle de la Défense de la Race Noire, *La Voix des Nègres* du Comité de Défense de la Race Nègre, ou encore *La Race Nègre* de Ligue Universelle⁹⁰. Cet engagement intellectuel fit de Nardal un pont naturel entre l'Amérique noire et l'Europe

⁸⁶ L'ouvrage, paru en 1928, est disponible en ligne et aux formats word et PDF à l'adresse suivante: <http://classiques.uqac.ca/classiques/price_mars_jean/ainsi_parla_oncle/ainsi_parla_oncle.html> consulté le 25 novembre 2015.

⁸⁷ Jean-Price Mars 87.

⁸⁸ Jeans-Price Mars 195.

⁸⁹ Malheureusement, très peu de choses ont été écrites sur la vie de cette femme remarquable. Mais le film de Jil Servant, *Paulette Nardal, la fierté d'être négresse* (France-Antilles TV, 2004) nous donne un aperçu de son parcours intellectuel et de son engagement militant pour la culture noire. Le projet panafricaniste a connu d'autres femmes remarquables dont le travail est en train d'être revisité par des chercheurs américains qui animent la revue *Women, Gender, and Families of Color (WGFC)*. Voir en particulier le numéro spécial intitulé : *Women Gender Politics, and Pan-Africanism*. Dans le cadre de cette thèse nous évoquons certaines d'entre elles, mais il est évident que leur œuvre mérite d'être mieux étudiée.

⁹⁰ Ces organisations qui avaient une forte orientation politique étaient très proches de la mouvance de Marcus Garvey. Voir partie II, sous-partie C.

noire, rôle qu'elle n'hésite pas à endosser à travers l'organisation d'événements culturels (concerts de jazz, récitals de poésie, conférences, débats, etc.) dans le salon littéraire qu'elle tient dans son appartement parisien et où se retrouvent des écrivains afro-américains, des intellectuels africains et antillais, des chercheurs blancs particulièrement intéressés par les questions anthropologiques et ethnographiques comme le Français Maurice Delafosse, l'Allemand Leo Frobenius et l'Américain Melville J. Herskovits. En 1928, elle y reçoit quelques membres du mouvement *New Negro* en visite dans la capitale française. Son rôle devient plus clair avec la fondation de la *Revue du Monde Noir* en 1931. Cette revue publiée en français et en anglais contient les contributions de Locke, McKay, Hughes, Edward Frazier, Price-Mars, René Maran, et sert de moyen pour faciliter l'échange intellectuel et culturel transatlantique. Cet échange favorisa l'éclosion du mouvement de la *Négritude* initié par Aimé Césaire, Léopold S. Senghor et Léon G. Damas qui fondent en 1934 le journal *L'Étudiant Noir*.

Le plus grand théoricien du panafricanisme racial⁹¹ reste peut-être William E. B. Du Bois. C'est le recours à l'adjectif de couleur « noir » qui rend l'idée de Du Bois exclusivement raciale en ce qu'elle semble subordonner l'*africanité* à une couleur de peau, la couleur noire. Du Bois est l'auteur de plusieurs textes consacrés à l'idée de « *race africaine* ». On peut citer parmi les plus importants : « The Conservation of Races » (1897), « Races » (1911), et *Dusk of Dawn* (1940). C'est lors du congrès panafricain de Londres, tenu en 1900, qu'il formule cette idée d'un peuple africain à dimension universelle qui engloberait « the millions of black men in Africa, America and the islands of the sea, not to speak of the myriads elsewhere... ». On ne peut pas faire une description plus large que celle-ci. Cette idée, ses prédécesseurs, Paul Cuffee et Martin Delany, l'avaient caressée sans pouvoir l'articuler d'une manière à la fois ouverte et délibérément vague. Ouverte parce que Du Bois y inclut l'Afrique, l'Amérique (qui focalisent plus son attention), et les autres parties du monde. Et vague parce qu'il ne précise pas ce qu'il veut dire par « the islands of the sea » et par « the myriads elsewhere ». Par « islands of the sea » un américaniste peut comprendre : Saint Domingue (devenue Haïti en 1804), la Jamaïque, Trinidad, Tobago, et l'ensemble des îles des Amériques. On peut aussi comprendre d'autres îles ailleurs. Néanmoins, on peut aisément admettre que Du Bois pense surtout à certaines de ces îles que nous avons citées et qui furent principalement des colonies de plantations pour les puissances coloniales. A l'exception d'Haïti, l'ensemble de ces îles majoritairement peuplées de descendants d'esclaves venus d'Afrique étaient encore sous

⁹¹ Il a été le premier à utiliser le terme « Pan-Négrisme » en 1897.

domination coloniale. Comme les peuples noirs en Afrique où le colonialisme était également à son apogée, ils représentent une majorité dominée et opprimée. Comme les peuples noirs aux États-Unis, ils ont connu l'esclavage et l'humiliation à cause de la couleur de leur peau et de leurs origines africaines. Par « myriads », qui est un concept non délimitable, nous pouvons comprendre une volonté de la part de Du Bois d'articuler son idée de la manière la plus inclusive possible ; même si, et c'est là où sa conception de l'*africanité* devient intéressante, elle nous apparaît comme étant également exclusivement confrontée à l'idée de l'*africanité* comme concept englobant le continent africain dans sa diversité raciale. Si l'on voit l'adjectif « noir » comme renvoyant strictement à l'apparence physique on peut, en effet, dire qu'il exclut beaucoup de peuples et pas uniquement en Afrique du Nord.⁹² Mais si l'on suppose que c'est un qualificatif qui veut globalement dire le contraire de « blanc », ce qui est le cas dans le contexte américain où Du Bois évolue où tous ceux qui ont du sang noir sont considérés comme appartenant à la catégorie raciale noire, il devient difficile de trancher sur l'exclusion ou pas des Nord-Africains de sa conception de l'*Afrique*. On peut très bien concevoir que Du Bois ait pu considérer les Nord-Africains comme faisant partie du peuple « noir » parce qu'ils n'étaient pas blancs. Cependant, deux éléments nous font penser qu'il ne peut qu'exclure cette population de son idée du peuple africain. Il y a d'abord le fait qu'il a été un disciple d'Alexander Crummell⁹³, pour qui l'Afrique se limite à l'Afrique noire. Il y a aussi le fait qu'il a consacré une thèse d'histoire à la question de la suppression de la traite négrière ;⁹⁴ et pour cette raison, il ne peut ignorer le passé esclavagiste de cette population nord-africaine.

Le panafricanisme de Du Bois comme idée raciale s'est nourri de circonstances socio-historiques⁹⁵. Il inclut toute la diaspora issue de l'Afrique parce qu'en plus d'appartenir au même groupe racial, ils partagent une histoire commune. En revanche, il exclut ceux qui ne partagent ni la même apparence physique ni la même histoire, les deux étant intrinsèquement liées. Du Bois, qui n'ignore pas le phénomène du métissage aux États-Unis et dans les îles, pose le partage d'une histoire commune comme la première condition essentielle de

⁹² Nous voulons faire référence au fait qu'aux États-Unis, par exemple, au sein d'un même groupe racial comme celui de la population afro-américaine, les individus ne se définissent plus de la même manière en utilisant un seul adjectif de couleur. On voit sur le formulaire du recensement que ces derniers ont la possibilité de se définir comme étant « Black » ou « mixed » ou même « Brown ».

⁹³ Du Bois était membre de la *Negro Academy* fondée par Crummell en 1891 pour accompagner les intellectuels noirs. Du Bois lui rend hommage dans son *The Souls of Black Folk* (en français *Les Ames du peuple noir*) 1903.

⁹⁴ Cette thèse soutenue à l'université de Harvard a été publiée sous le titre *The Suppression of the African Slave Trade to the United States of America, 1638-1870* (New York : Longmans, Green, and Co., 1896).

⁹⁵ Anthony Appiah, "The Uncompleted Argument: Du Bois and the Illusion of Race" dans Henry L. Gates (ed), "Race", *Writing and Difference* (Chicago: University of Chicago Press, 1986) 21-37.

l'appartenance au peuple africain. C'est dans son essai « The Conservation of Races » qu'il précise sa conception de ce que signifie l'appartenance à une race :

It is a vast family of human beings, generally of common blood and language, always of common history, traditions and impulses, who are both voluntarily and involuntarily striving together for the accomplishment of certain more or less vividly conceived ideals of life.⁹⁶

La première chose qui retient notre attention dans cet extrait est « always of common history ». Le fait que les peuples qui le préoccupent ont une histoire commune, difficile et dramatique, n'est pas contestable. En 1897, date de la publication de cet ouvrage, tous les peuples noirs de l'Afrique, de l'Amérique et des îles avaient en commun l'esclavage de leurs ancêtres, et vivaient, à l'exception de la République d'Haïti et du Libéria dont l'indépendance était menacée par des troubles internes et les incursions incessantes des occidentaux, sous le joug du colonialisme et/ou de la ségrégation raciale. Même l'Éthiopie venait de redécouvrir, avec l'invasion italienne (1895)⁹⁷, la fragilité de son indépendance. Sur le plan historique, il existe donc un peuple africain, mais Du Bois nous dit que l'histoire, bien que primordiale, ne suffit pas à faire une « *nation africaine* » ; qu'il faut que les membres de cette « famille » aient le même destin en vue et s'associent ensemble « voluntarily and involuntarily » pour travailler à sa réalisation. Ainsi faut-il non seulement une histoire commune partagée, mais il est aussi nécessaire que ses membres œuvrent pour un destin commun. Le panafricanisme est un projet collectif qui nécessite l'adhésion volontaire des Africains d'Afrique et de la diaspora qui sont conscients de son potentiel et ont décidé librement de participer à sa réalisation.

Le pan-négrisme de Du Bois appréhende l'africanité du point de vue de la race et ne conçoit pas l'éventualité de ceux qui, dans cette même famille, choisissent de se définir autrement, ce qui était bien le cas pour les mulâtres d'Haïti, qui, « volontairement », ne souhaitent pas partager le même destin que les autres peuples noirs. Les panafricanistes n'arrivent pas encore à traiter cette question. La question de la possibilité de choisir de revendiquer ou pas une « *identité africaine* » demeure, peut-être depuis la fin de l'esclavage dans le Nouveau Monde, un sujet important au sein des communautés diasporiques noires.

Les théories et les idées citées ci-dessus ont circulé entre les trois continents où elles ont nourri la pensée des militants panafricanistes. Cette circulation des idées s'est accompagnée de l'introduction d'une nouvelle forme de mobilisation à partir du début du XX^e siècle.

⁹⁶ Du Bois, "The Conservation of Races" dans *W.E.B Du Bois Speaks: Speeches and Addresses, 1890-1919*. 1897 (New York: Philip S. Foner, 1970) 78.

⁹⁷ L'armée éthiopienne réussit à repousser les Italiens à la bataille d'Adoua.

C. Les débuts du militantisme panafricaniste : une conférence et quatre congrès⁹⁸

La circulation des idées développées par les penseurs que nous avons évoqués ont servi à mobiliser les militants panafricanistes de la diaspora et d'Afrique pour organiser une série de congrès panafricains. La première manifestation panafricaniste est organisée en 1900 à Londres à l'initiative d'un avocat noir originaire de la Trinidad, Sylvester Williams.

Parmi les résolutions qui sont adoptées lors de cette conférence, trois nous paraissent particulièrement courageuses pour le contexte :

-que la nation britannique doit accorder les droits dignes d'un gouvernement responsable aux colonies noires d'Afrique et des Indes Occidentales

-que les États-Unis doivent octroyer aux Noirs-Américains « le droit de vote, la sécurité des personnes et de la propriété »

-et que les puissances impérialistes doivent respecter l'intégrité et l'indépendance de l'Éthiopie, du Libéria et d'Haïti.

La deuxième rencontre et le premier à recevoir le titre de Congrès panafricain est l'œuvre de William Du Bois, qui, en sa qualité d'éditeur du *Crisis* de l'organisation afro-américaine NAACP, est mandaté par celle-ci pour enquêter sur la situation des troupes noires américaines stationnées en France durant la Première Guerre mondiale et pour veiller sur les intérêts des pays africains lors de la Conférence de paix qui s'y préparait. Du Bois et Robert Morton (représentant *Tuskegee* en tant que successeur de Booker T. Washington à la tête de cette institution) font tous deux partie de la délégation américaine pour la Conférence de paix de 1919.⁹⁹ Du Bois avait tenu secrète son intention d'organiser un congrès panafricain à Paris, qu'il ne rend publique qu'une fois dans la capitale française. Les responsables américains tentent alors de le dissuader d'aller au bout de ce projet qui est à leurs yeux une manière de défier la politique ségrégationniste défendue par les caciques du parti démocrate du Président

⁹⁸ Cette « conférence panafricain » n'est toujours pas comptabilisée parmi les congrès panafricains pour une simple raison de nomenclature, alors que, sur beaucoup de points, (plus de trente délégations étaient présentes, les résolutions largement reprises par les congrès successifs) elle n'a rien à envier à la plupart des dits « congrès panafricains » qui se sont succédés à partir de 1919

⁹⁹ George Padmore ed., *History of the Pan-African Congress 1947* (London : William Morris House, 1963) 13.

Woodrow Wilson. Avec le soutien de Blaise Diagne (1872-1934)¹⁰⁰, qui avait reçu quelques jours auparavant la Légion d'honneur pour son travail de recrutement de soldats indigènes pour l'armée française,¹⁰¹ il réussit à obtenir l'accord du gouvernement français à travers une autorisation personnelle de George Clemenceau (1841-1929). En réaction, le gouvernement américain prend la décision de refuser la délivrance de visas aux éventuels participants américains.¹⁰² Mais cela ne fait qu'encourager Du Bois à nouer de nouveaux contacts et à entreprendre des initiatives personnelles. Le 8 janvier 1919 il envoie un premier mémorandum aux principales organisations qui avaient manifesté leur intérêt pour cette idée de congrès dont l'*African Progress Union* et l'*Anti-Slavery and Aborigines Protection Society*, établies à Londres.¹⁰³ Après plusieurs réunions du comité d'organisation, composé de Diagne, Du Bois et Fredericks (Sierra Leone), la période du 19 au 21 février est finalement retenue pour l'organisation du congrès panafricain de 1919 au Grand Hôtel du Boulevard des Capucines et à l'Hôtel de Maltes, au 63 rue de Richelieu. L'idée de Du Bois est surtout de peser sur les débats entre les principales puissances occidentales sur le sort des anciennes colonies allemandes d'Afrique (que sont actuellement : la Namibie, le Cameroun, le Togo, une partie de la Tanzanie, le Rwanda et le Burundi).¹⁰⁴ Cinquante-sept délégations répondent à l'invitation pour participer aux séances présidées par Diagne. Le compte rendu de Padmore nous indique ce qu'il faut retenir de la participation :

The Congress represented Africa partially. Of the fifty-seven delegates from fifteen countries nine were African countries with twelve delegates. The other delegates came from the United States, which sent sixteen, and the West Indies, with twenty-one. Most of these delegates did not come to France for this meeting, but happened to be residing, mainly for reasons connected with the war. America and all the colonial powers refused to issue special visas.¹⁰⁵

Geiss nous donne davantage de précision sur la participation : 13 représentants des Antilles françaises, 7 pour Haïti, 3 pour le Libéria. Il note l'absence de représentants venus des Antilles britanniques et des colonies britanniques de l'Afrique de l'Ouest. Ce faisant Geiss ne fait que relever un phénomène qui se confirmera avec les congrès suivants : le facteur linguistique contribue à déterminer la nature de la participation. L'organisation d'un congrès

¹⁰⁰ Premier député africain à l'Assemblée nationale française. Il joue un rôle de premier plan dans le recrutement de troupes indigènes en Afrique lors de la Première Guerre mondiale. Il a aussi été un mentor pour Senghor dès son arrivée à Paris pour y poursuivre ses études. Il s'oppose violemment à Marcus Garvey qu'il considère comme une idéologie raciste.

¹⁰¹ Geiss 235.

¹⁰² Padmore, *History of the Pan-African Congress* 15.

¹⁰³ Geiss 235.

¹⁰⁴ Geiss 236.

¹⁰⁵ Padmore, *History of the Pan-African Congress* 15.

dans un environnement francophone (Paris) favorise une forte participation des territoires qui parlent le français alors qu'à l'inverse une organisation à Londres, par exemple, favorise la participation des pays parlant l'anglais comme ce fut le cas lors de la conférence panafricaine de 1900. Globalement le congrès de 1919 n'a pas été une grande réussite même si Padmore prétend qu'il a influencé la Conférence de paix. Les nombreuses contraintes politiques et administratives imposées par les autorités coloniales ont représenté des obstacles pour les organisateurs qui n'ont ni les moyens financiers ni le temps suffisant pour s'y confronter.

Le deuxième congrès panafricain est organisé dans trois grandes villes européennes successivement : Londres, Bruxelles et Paris, entre août et septembre de l'année 1921. La session organisée à Londres a eu lieu à Central Hall, Westminster, entre le 28 et le 29 août et, sans surprise, les territoires anglophones dominent l'assistance (États-Unis, Afrique occidentale et australe britannique). Le Dr. Alcindor, président de l'*African Progress Union* (association africaine fondée en 1918 en Grande Bretagne) préside la séance en l'absence de Blaise Diagne qui n'a pas fait le déplacement pour une raison inconnue, et qui pourtant sera bien présent à Bruxelles quelques jours plus tard pour y présider les discussions.¹⁰⁶

Du 31 août au 3 septembre Le Palais Mondial de Bruxelles, où la présence de l'élément francophone est très forte est le théâtre d'échanges houleux sur la question du travail forcé et les faits de violences corporelles associés jadis à la colonie belge du Congo. L'assistance, majoritairement composée d'investisseurs belges, est apparemment préoccupée par les rumeurs de manipulation bolchévique que fait courir une partie de la presse locale.¹⁰⁷ Pourtant, nulle part dans les résolutions, sur lesquelles Diagne pesa de toute son influence, ne figure une mention critiquant les méthodes du colonialisme belge. A l'initiative de Diagne, le congrès adresse simplement un appel en faveur de la cohabitation raciale harmonieuse et de la coopération entre travailleurs noirs et exploitants blancs au Congo. Il n'est donc pas surprenant que la résolution dénommée *Declaration to the World* ait causé une déception et une grande colère chez les militants radicaux et les partisans de Garvey, qui sont très fortement représentés à Bruxelles¹⁰⁸. Parmi eux se trouvent certains militants noirs parisiens qui ne cessaient de dénoncer l'emprise néfaste sur le panafricanisme de Diagne qu'ils considéraient comme « le plus grand traître de la race noire ».

¹⁰⁶ Geiss 243.

¹⁰⁷ Padmore, *Pan-Africanism or Communism* (New York: Doubleday, 1972) 110.

¹⁰⁸ Geiss 245.

La campagne anti-Diagne s'intensifia à Paris lors de la dernière session (du 4 au 5 septembre) présidée par celui-ci qui, il est utile de le noter, mit un terme à son engagement au sein du panafricanisme à partir de cette date.

Le deuxième congrès panafricain a cependant fait progresser le panafricanisme de deux manières. D'abord, sur l'amplification de la participation de l'élément africain (41 représentants venus spécialement du continent et 24 personnalités africaines représentant des organisations africaines établies dans toute l'Europe) réussie grâce à la coopération exemplaire entre Casely-Hayford et Du Bois, qui entretiennent une correspondance depuis mars 1919 pour travailler dans ce sens. Ensuite, à travers l'établissement d'une *Pan-African Association* (dont le Secrétaire général était le Martiniquais Isaac Béton) dont le siège permanent est à Paris mais qui n'est pas dotée de moyens financiers et organisationnels pour assurer sa mission : l'organisation de futurs congrès panafricains.

Ces difficultés poussent Béton à démissionner sans avoir réussi à programmer le troisième congrès qui finit par avoir lieu à Londres et (peut-être)¹⁰⁹ à Lisbonne en novembre 1923, encore une fois sous la direction de Du Bois. Réunis à Londres à la Denison House, sur Vauxhall Road, du 7 au 8 novembre 1923, les panafricanistes (dominés par une forte délégation afro-américaine conduite par Rayford Logan plus tard professeur d'histoire à Howard University à Washington) adoptent des résolutions pour protester contre les régimes coloniaux et impériaux en Afrique. Parmi les résolutions prises lors de ce congrès on compte :

- le développement de l'Afrique au profit des Africains ;
- l'indépendance et l'élargissement de l'Égypte jusqu'au Soudan ;
- la fin du travail forcé dans les colonies portugaises ;
- la fin de l'exploitation du Congo.

Le 4^e congrès panafricain de 1927 a eu lieu à New York du 21 au 24 août. Parmi les 208 délégations venues de 11 pays du monde noir, on compte 3 colonies africaines représentées par une délégation chacune (Sierra Léone, Nigéria et Ghana). C'est un signe de plus que le mouvement porté par Du Bois peine à poser ses marques. Ce qu'il faut retenir de ce congrès

¹⁰⁹ Concernant la session qui aurait officiellement eu lieu à Lisbonne, il n'existe aucun document historique pouvant attester qu'elle a effectivement eu lieu. Du Bois n'en a proposé aucun compte rendu et les sources portugaises proches du panafricanisme et connues des historiens prétendent qu'elle n'a pas eu lieu. Geiss 255.

est la contribution des femmes panafricanistes comme Alphaeus W. Hunton et Jessie Fausset de l'*Afro-American Women's Organization* qui prennent en charge toute l'organisation.

Après ce congrès plusieurs années s'écoulent avant l'organisation d'un autre congrès panafricain. Parmi les raisons avancées pour expliquer cette longue mise en berne du projet panafricain figurent: les difficultés économiques liées ou exacerbées par la crise économique des années 1930, la Seconde Guerre mondiale, et plus particulièrement les actions des gouvernements coloniaux opposés à l'expansion du panafricanisme. Par exemple, il a été décidé lors du congrès de New York que le prochain congrès panafricain se tiendrait dans une ville africaine et la ville de Tunis (Tunisie) a été expressément désignée pour la rencontre. La réaction des autorités françaises a été immédiate et sans surprise : aucune manifestation panafricaniste ne serait tolérée dans l'ensemble de l'empire colonial français d'Afrique. Mais, très rapidement, d'autres formes d'organisations se mettent en place aux États-Unis, en France et en Grande Bretagne et réussissent dans une large mesure à combler le vide. Par exemple, en 1934 une conférence de la jeunesse panafricaniste est organisée à Paris sous l'égide de la L.D.R.N.¹¹⁰ et le 14 avril 1944 une conférence sur l'Afrique est organisée à New York par le *Council on African Affairs* que dirigeaient Paul Robeson et Max Yergan.¹¹¹ D'autres groupes panafricanistes organisent des manifestations similaires durant les années 1930 et 1940, et les contacts réguliers entre leurs responsables permettront de redonner de l'élan au projet panafricaniste comme le montre si bien Joseph E. Harris dans *Global Dimensions of the African Diaspora*¹¹² et Sterling Johnson dans *Black Globalism*.¹¹³

La tradition des congrès étant déjà établie, les panafricanistes n'attendent plus que le moment opportun pour lancer un nouvel appel à congrès. Celui-ci arrive finalement vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, dans un contexte international propice aux revendications nationalistes.

¹¹⁰ J. Ayo Langley, « Pan-Africanism in Paris, 1924-1936 », *The Journal of Modern African Studies*, 7, 1 (April 1969): 69-94,91.

¹¹¹ Geiss 382.

¹¹² J. E. Harris ed., *Global Dimensions of the African Diaspora* (Washington: Howard U. Press, 1993).

¹¹³ Sterling Johnson, *Black Globalism: The International Politics of a Non-State Nation* (New York : Dartmouth, 1998).

Partie II

**DE LA THÉORIE AU MILITANTISME : Le Congrès
panafricain de Manchester de 1945 et l'apparition des nouvelles
figures africaines du panafricanisme**

II. DE LA THÉORIE AU MILITANTISME : Le Congrès panafricain de Manchester de 1945 et l'apparition des nouvelles figures africaines du panafricanisme

Le milieu des années 1920 coïncide avec la formation de plusieurs associations africaines et antillaises dans la capitale britannique. Ces associations, qui regroupent majoritairement des ressortissants africains et des personnes d'origine africaine venues des Antilles britanniques, vont jouer un rôle central dans l'histoire du panafricanisme. Parmi les membres actifs de ces groupes, on compte surtout des étudiants venus poursuivre des études en Grande Bretagne, mais aussi des travailleurs portuaires et des travailleurs libéraux.¹¹⁴ Selon certains historiens, le besoin de se regrouper au sein d'une association qui caractérise ces derniers s'explique en partie par leur appartenance à une minorité raciale elle-même renforcée et légitimée par leurs expériences réciproques du racisme et la prise de conscience de leur condition commune de colonisés.

West Africans in the early part of the century were most usually concerned with “matters of vital importance concerning Africa in particular and the Negro race in general.” They wished to raise the status of the African and Africa; to extol the glories of the African past; to combat the color bar and the virulent racism of the period; and to voice their protests about the imposition of colonial rule. Their stay in Britain often served to heighten their awareness of such political issues, often as a result of the racism they encountered, but also because they came into contact with a wider range of political ideas.¹¹⁵

A partir des années 1930, deux associations, en particulier, deviennent dominantes par le nombre de leurs adhérents. Il s'agit de la *West African Students' Union (WASU)*, l'association des étudiants originaires de l'Afrique de l'Ouest, fondée en 1925 puis dirigée par Lapidu Solanke ; et la *League of Coloured Peoples (LCP)*, basée aussi à Londres et fondée en 1931 par Harold Moody. Ces associations vont contribuer, dans leur domaines de prédilection respectifs et en parfaite complémentarité, à rendre possible et opportune la tenue du Congrès de Manchester de 1945. D'autres associations beaucoup moins importantes vont apporter une contribution à partir de Londres mais aussi à partir de Manchester (où les populations africaines et d'origine africaine étaient également bien représentées) —par exemple, la *Kikuyu Central Association*, regroupant les Kenyans de l'ethnie du même nom. Il est tout aussi utile

¹¹⁴Hakim Adi & Marika Sherwood, *The 1945 Manchester pan-African-Congress Revisited* (London: New Beacon Books, 1995) 72.

¹¹⁵Hakim Adi, “Pan-Africanism and West African Nationalism in Britain”, *African Studies Review*, vol. 43, N° 1 Special Issue on the Diaspora (April 2000): 69-82, 73

de noter l'apport d'organisations britanniques (plus importantes encore que la WASU et la LCP) comme la *Anti Slavery and Aborigines Protection Society* (humaniste et interracial) et le *Colonial Liberties Group*, qui de leur côté mettaient la pression sur le gouvernement britannique en soutenant, par exemple, l'action des principaux groupes et de certains intellectuels influents comme, l'Africain-Américain, Ralph Bunche.¹¹⁶ L'action combinée de ces associations permettra l'émergence d'une dynamique qui, à partir de la fin de la Seconde Guerre Mondiale, mènera à la forte mobilisation des énergies et des compétences indispensables à l'organisation et à la réalisation du Congrès panafricain de Manchester.

A. Le panafricanisme à Londres

Cette sous-partie analyse le rôle de deux associations africaines : la *West African Students' Union* et la *League of Colored Peoples*. Elle montre comment elles ont contribué à développer le panafricanisme en Europe à partir des années 1930. Elle explique comment chacune d'elles a évolué entre le début des années 1930 et le milieu des années 1940 sous l'influence des événements politiques qui ont marqué ces deux décennies. Ce faisant elle présente d'abord les personnalités qui les ont incarnées, et s'attarde sur leurs philosophies et leurs stratégies de mobilisation. Elle montre ensuite comment leurs actions ont facilité la politisation des Africains de Londres, qui a permis aux panafricanistes des années 1940 de relancer l'idée d'un autre congrès panafricain après celui de 1927.

1. La *West African Students' Union* (WASU)

Cette organisation formée à Londres en 1925 a, dès le début, la vocation de regrouper l'ensemble des étudiants ouest-africains arrivés en Grande Bretagne à la fin de la Première

¹¹⁶ Ralph Bunche (1904-1971) était professeur de science politique à l'université de Howard (1928-1950) et Harvard (1950-1952) et diplomate afro-américain. A ce titre il fut membre de la délégation américaine à la conférence de la paix de *Dumbarton Oaks* du 21 août 1944, qui donna naissance aux Nations-Unies. Après avoir travaillé comme conseiller du gouvernement et de l'armée américaine pour l'Afrique pendant la Deuxième Guerre mondiale, il entra aux Nations-Unies en 1946. Il reçut le Prix Nobel de la paix en 1950 pour son rôle de médiateur en Palestine. Entre 1955 et 1968 il joua un rôle de premier plan dans la résolution des conflits en Afrique, notamment lors de la crise congolaise durant laquelle il fut représentant spécial de Dag Hammarskjöld, secrétaire général des Nations unies de 1953 à 1961.

Guerre mondiale. Elle voit le jour grâce à l'engagement personnel et militant de Lapidio Solanke.

Arrivé à Londres en 1922 pour suivre des études de droit, il est rapidement persuadé de la nécessité d'unir l'ensemble des étudiants originaires de l'Afrique de l'Ouest dans une seule association. Sa première action (peut-être la plus laborieuse) a été de convaincre les associations déjà existantes telles que la *Gold Coast Students' Union*, l'*African Progress Union* (1918), l'*Association of Students of African Descent* (1916) de la pertinence de dépasser les limites nationales et/ou thématiques pour se fondre dans un ensemble régional plus puissant.

Étant lui-même originaire du Nigéria, Solanke s'engage dans un premier temps dans la vie de la communauté nigériane de Londres et cela dès son arrivée en Grande Bretagne. Il assiste au Congrès panafricain de 1923 à Londres, et s'implique dans le militantisme en participant à la formation de la *Nigerian Progress Union* en 1924. Un an plus tard, encouragé par cette première réussite et ayant pris conscience de l'expérience commune qui lie les expatriés africains, il entreprend des initiatives personnelles pour dépasser le carcan sectaire d'une association exclusivement nigériane en fondant une association ouverte à tous les étudiants originaires de l'Afrique de l'Ouest qui, comme lui, étaient arrivés en Grande Bretagne après la première guerre mondiale.¹¹⁷ Son idée est très clairement d'attirer l'intelligentsia africaine en train de se constituer et de lui offrir un lieu de réflexion et de stimulation intellectuelle. La WASU se présente alors comme un lieu de débat où les étudiants viennent échanger sur des sujets afférents aux colonies ouest-africaines, et sa maison devient assez naturellement un lieu de rencontre pour futurs dirigeants africains,¹¹⁸ où ces derniers pouvaient venir discuter librement de l'avenir de leur pays, du continent, et des voies et moyens de faire « les États-Unis d'Afrique ».¹¹⁹

The WASU hostel at 62 Camden Road, NW1, was the headquarters of most West African students in London, where we congregated and devoured West African newspapers. I also had the pleasure of giving a series of talks to the students there.¹²⁰

¹¹⁷L'organisation comptait également parmi ses membres des travailleurs africains notamment des dockers qui travaillaient et vivaient dans les villes côtières telles que Londres, Liverpool, Cardiff. Adi 76.

¹¹⁸Quasiment tous les étudiants de la WASU devinrent des dirigeants dans leurs pays respectifs.

¹¹⁹Philip Garigue "The West African Students' Union. A Study in Culture Contact" *Africa: Journal of the International African Institute*, 23, 1 (Jan., 1953): 55-69. 56

¹²⁰Témoignage de Nnamdi Azikiwe à lire dans son autobiographie : Nnamdi Azikiwe, *My Odyssey* (London: C.Hurst and Company, 1970) 197.

Avec le soutien de Caseley-Hayford membre du NCBWA (*National Council of British West Africa*), alors en visite à Londres, et l'aide d'Herbert Christian Bankole-Bright (1883-1958), originaire de la Sierra Leone, Solanke réussit à assembler plusieurs étudiants lors d'une réunion le 7 août 1927 pour former la *West African Students' Union*. La WASU se donne la mission suivante :

to afford opportunity exclusively to West African Students...to discuss matters affecting West Africa educationally, commercially, economically and politically, and to cooperate with NCBWA¹²¹

Sa philosophie se base fondamentalement sur le « concept de droit individuel et celui de l'égalité universelle devant la loi ». Dans l'optique de travailler en collaboration avec le gouvernement britannique, les membres de l'association débattent de diverses propositions, notamment dans le domaine de l'éducation, pour préparer non pas une révolution mais un progrès soutenu dans un esprit de coopération « avec eux (le gouvernement britannique) pour transformer les chefs coutumiers et traditionnels en dirigeants modernes dans un système de gouvernance modernisé »¹²². Des réunions régulières donnent l'occasion aux étudiants ouest-africains de se connaître les uns et les autres, de s'informer sur les conditions et l'actualité des territoires représentés, de discuter des problèmes des populations, et surtout d'échanger leurs points de vue sur le colonialisme et ses méthodes. Chaque étudiant se considère alors comme le représentant légitime des populations de son territoire d'origine. Étant les rares expatriés de leur territoire d'origine à vivre à Londres et dans les grandes villes britanniques, ils sont animés du sentiment de devoir représenter les colonies ouest-africaines au cœur même de l'empire britannique. Au départ, ils ont la modeste ambition de vouloir améliorer la situation économique et sociale dans les colonies et ne manifestent ainsi aucune intention de renverser le régime colonial. Leurs déclarations et actions initiales (étudiées par Philip Garigue et Hakim Adi), témoignent d'une réelle volonté de coopérer (dans le sens de travailler ensemble) avec l'administration coloniale au service du progrès dans les colonies, peut-être dans l'espoir que le colonialisme dans sa nature puisse être compatible avec le projet de semer les graines du progrès humain en Afrique. L'un des membres définira ainsi le rôle de l'intellectuel ouest-africain :

The intellectuals, it is hardly necessary to point out, were not trying to further some mythical scheme of coloured races to oust the white races from their present dominant position in the world, but rather

¹²¹ Adi 56.

¹²² Adi 57.

aimed towards the development of the potentialities of West Africa, so as to bring her up to the approximate level when she shall become a more effective co-operator.¹²³

Comme la plupart des associations africaines, la *WASU* connaîtra peu de temps après sa fondation une situation financière difficile avec des conséquences qui auront leur importance dans son évolution et dans le développement intellectuel de ses dirigeants. Ces conséquences justifient que l'on aborde brièvement ce point.

Pour garder la maison qui leur servait de foyer depuis 1933, les dirigeants se découvrent dans l'obligation de trouver d'autres sources de financements réguliers. Ils sollicitent alors en premier lieu l'aide du *British Colonial Office* à laquelle ils estiment avoir droit, mais ce dernier pose des conditions qui trahissent une intention de contrôler l'organisation. Aussitôt des tensions apparaissent au sein de l'association entre ceux qui veulent accepter l'offre du Colonial Office, qui propose de financer l'ouverture d'une « Aggrey House » pour y superviser les activités politiques des étudiants, et ceux qui redoutent une telle implication du gouvernement colonial. La situation se dégrade sérieusement quand « tous les membres originaires de la *Gold Coast* (actuel Ghana) décident d'investir ensemble Aggrey House». ¹²⁴ Cet acte est perçu comme une trahison par les membres originaires du Nigeria qui vont cependant poursuivre le bras de fer avec les autorités coloniales. Leur persévérance s'avérera payante puisqu'elle leur permettra de bénéficier du soutien d'une organisation d'aide aux Africains nommée *Committee for the Welfare of Africans in Europe*, dont le financement va contribuer à l'achat d'un foyer à Camden Square en 1937. ¹²⁵ Face à ce succès, le *Colonial Office*, qui se voyait, semble-t-il, comme la seule source financière accessible aux étudiants africains, se retrouve obligé d'envisager une autre stratégie dans sa volonté de contrôler les orientations idéologiques et politiques de la jeune organisation. Il tentera par la suite de se rapprocher de plus en plus du *WASU* et de ses dirigeants, en incitant les Gouverneurs des colonies à rencontrer les représentants locaux de l'organisation. De plus, sa contribution au budget du *WASU* augmentera constamment jusqu'à atteindre 2,000 livres sterling annuellement. Ainsi, grâce à la résistance de ses membres nigériens, le *WASU* en tant qu'association, sortira renforcée de ses débuts difficiles.

Cet épisode attire l'attention sur deux problèmes caractéristiques qui étaient communs aux associations africaines dans ce contexte britannique: l'absence d'autonomie financière et le

¹²³ Adi 58

¹²⁴ Garigue 60.

¹²⁵ Garigue 61.

spectre du sectarisme selon l'origine ethnique ou territoriale. La désolidarisation des étudiants originaires de la *Gold Coast* qui ont collectivement choisi d'accepter l'offre du gouvernement sans demander l'avis des autres membres nigériens et en dépit des risques évidents que cela faisait planer sur l'avenir du WASU n'a fait que renforcer les préjugés et les crispations d'un côté comme de l'autre.

Malgré ses débuts instables pour les raisons déjà expliquées, la WASU réussira, grâce à sa posture idéologique, à tisser les alliances nécessaires pour à la fois se garantir des contributions financières suffisantes et durables et assoir un certain poids politique que le *Colonial Office* et les partis politiques britanniques seront obligés de prendre en considération. Avec une augmentation régulière du nombre de ses adhérents qui dépassera 250 en 1939,¹²⁶ la bonne gestion de ses ressources financières, ses capacités organisationnelles, et surtout le soutien moral de personnalités importantes (l'Alake de Abeokuta¹²⁷, Nana Sir Afori Atta, l'Evêque Akinyele¹²⁸ et l'artiste africain-américain Paul Robeson, plus tard parrain), la WASU prendra de l'importance aux yeux des acteurs de la vie politique britannique. En effet, peu avant le début de la Seconde Guerre mondiale et durant les années qui suivront, la WASU atteindra l'apogée de son militantisme politique au centre duquel apparaîtra de plus en plus clairement le débat sur l'indépendance des colonies britanniques de l'Afrique de l'Ouest et la question de leur unité.

2. La League of Colored Peoples (LCP)

La *League of Coloured Peoples* est quant à elle fondée en 1931 par Harold Arundel Moody (né le 8 octobre 1882 à Kingston et mort le 24 avril 1947 à Londres). Issu de la haute société jamaïcaine, Moody a été élevé dans l'estime de la culture et des traditions de l'Empire britannique. Arrivé à Londres en 1904 pour poursuivre des études de médecine à *Kings College London*, il perd rapidement ses illusions en découvrant la place peu honorable de la population noire au cœur d'une hiérarchie sociale britannique totalement différente de ce qu'il imaginait. Ses études terminées, il peine à trouver un emploi dans les institutions

¹²⁶Geiss 299.

¹²⁷Localité du Nigeria d'où est originaire Lapido Solanke.

¹²⁸Ces personnalités étaient venues en Angleterre dans le cadre d'une mission politique en 1934. Ils étaient des représentants du *Legislative Council* et avaient fait le voyage depuis la *Gold Coast* pour protester auprès du Secretary of State for Colonies au sujet de certaines lois. Padmore, *Pan-Africanism or Communism* 122.

hospitalières, épreuve décisive qui lui fera comprendre que son appartenance raciale représente un handicap malgré ses origines bourgeoises. Il découvre ensuite tout le poids de l'humiliation de la *colour bar*, terme qui désigne l'ensemble des pratiques discriminatoires à l'encontre des populations non-blanches de la Grande Bretagne. En 1913, il décide d'ouvrir son propre cabinet dans la banlieue londonienne de Peckham.¹²⁹ Il constate que les conditions de vie difficiles des personnes de couleur sont aggravées par la crise économique qui a éclaté en 1929. Alors convaincu de son devoir moral de participer à la lutte contre le racisme et la discrimination raciale contre les Noirs, il décide de fonder la LCP en 1931. L'action de la LCP est lancée avec des objectifs très ambitieux :

- To promote and protect the Social, Educational, Economic and Political interests of its members;
- To interest members in the welfare of Coloured Peoples in all parts of the world;
- To improve relations between the races;
- To co-operate and affiliate with organisations sympathetic to Coloured People.
- To render financial assistance to Coloured People in distress as lies within our capacity.¹³⁰

Harold Moody est convaincu que le racisme était uniquement dû à l'ignorance. D'où son idée de le combattre avec l'arme de l'éducation civique et du brassage culturel. En d'autres termes sa stratégie consiste à mettre l'accent sur les initiatives permettant « aux Anglais » (entendez toutes les personnes blanches de l'Empire) de mieux connaître les coutumes et les traditions de leurs concitoyens de couleur issus des colonies. La politique de la LCP vise à promouvoir les vertus d'une cohabitation harmonieuse entre les Noirs et les Blancs. Elle est menée à travers les publications de son journal, *The Keys*, dont le nom est censé rappeler la complémentarité des touches noires et blanches du piano.

L'organisation affiche dès les débuts une image de mixité raciale avec dans ses rangs des Africains de la diaspora (majoritairement originaires des Caraïbes) et des Européens (souvent pour la plupart des sympathisants de la cause noire appartenant à des organisations religieuses). Le fait que les postes de direction sont réservés aux personnes d'origine africaine (des Antilles et d'Afrique de l'Ouest notamment) est le seul élément qui indique que la LCP est une organisation panafricaine.

¹²⁹<http://www8.open.ac.uk/researchprojects/makingbritain/content/harold-moody>

¹³⁰ "Appel aux membres", *The Ralph Bunch Papers*.

Moody conçoit la LCP comme une organisation au service des « coloured peoples », expression qui peut s'appliquer à toute personne « d'origine africaine ». Selon les historiens Hakim Adi et Malika Sherwood, « coloured » dans le langage de la LCP est synonyme de « noir » ce qui peut expliquer le refus d'admission des personnes d'origine indienne comme membres.¹³¹ L'interprétation étriquée du mot « coloured », partagée par Moody, sera très critiquée par les intellectuels noirs influencés par l'idéologie communiste. Mais il faut dire aussi que les personnes originaires des Antilles s'identifient plus facilement à la LCP qu'aux autres organisations panafricaines de la ville. Et il faut ajouter que la présence d'une association ouest-africaine (*WASU*) et la réputation de modéré de Moody ne favorisent pas l'expansion de la LCP.¹³²

Stratégiquement, la LCP s'est beaucoup inspirée de l'association afro-américaine NAACP¹³³ qui a toujours préféré axer sa lutte pour les droits des Noirs sur le plan juridico-légal. Cette stratégie a poussé la LCP à engager des poursuites judiciaires pour des actes discriminatoires contre des citoyens britanniques de couleur en Grande Bretagne. Ce faisant elle entend attirer l'attention sur le décalage entre le discours officiel décrivant le Royaume Uni comme un pays protecteur des droits et des libertés de tous les citoyens et les pratiques gouvernementales et sociétales souvent contraires à ce principe. Mais la LCP se distingue de la NAACP sur le plan idéologique parce qu'elle met en avant la notion de « respectabilité » pour défendre une certaine catégorie de la population noire. Cela peut être interprété comme cela a été le cas comme une manière d'assujettir le droit, dans le cas des Noirs, au statut social de l'individu— le traitement de l'affaire Constantine dont nous parlerons¹³⁴ illustre bien cette stratégie. Dans un article dédié à Harold Moody et à son organisation, la sociologue Anne Spray Rush conclut à propos de la conception de la citoyenneté britannique de la LCP que:

While the League fought for equal rights for persons of all races, its ideology was far from egalitarian. Its rhetoric and activities revolved around a Britishness grounded in respectability, a doctrine that reinforced and supported the importance of gender and class distinctions.¹³⁵

Rappelons que la notion de « respectabilité » est à la mode dans les années 1920 et 1930, et est utilisée par une partie de l'élite noire qui cherche à se protéger des pratiques

¹³¹Adi & Sherwood 11.

¹³²Adi & Sherwood 12.

¹³³ National Association for the Advancement of Coloured People fondée en 1905 par William Du Bois et les membres du *Niagara Movement*.

¹³⁴ Dans « les stratégies de mobilisation de *WASU* et de la LCP », sous-partie 2.

¹³⁵ Anne Spry Rush, "Imperial Identity in Colonial Minds: Harold Moody and the League of Coloured Peoples, 1931–50", *Twentieth Century British History* 13, 4 (November 2002): 356-86.

discriminatoires. C'est la raison pour laquelle l'évocation du terme provoque la colère de Ray, militant noir issu des couches populaires dans le roman de Claude McKay, *Banjo*.¹³⁶ Même au sein de la LCP certains militants de tendance marxiste étaient ouvertement en désaccord avec cette position qui contredit l'idée d'une société égalitaire. Ce désaccord ne fera que s'amplifier au détriment de Moody et des éléments les plus conservateurs de la LCP qui verront leurs idées et leurs stratégies marginalisées au profit de la stratégie de la confrontation directe et de l'idée de l'unité défendues par les dirigeants panafricanistes.

3. Les idées et les stratégies de mobilisations du WASU et de la LCP

a. *La WASU et la promotion d'un fédéralisme ouest-africain à travers l'édification d'un mouvement intergénérationnel et transcontinental :*

Avant de venir à Londres, Lapido Solanke a fréquenté le Fourah Bay College en Sierra Leone, où les idées nationalistes sont déjà très répandues. En 1924, peu de temps après son arrivée en Grande Bretagne, quand il fonde la *Nigerian Progress Union*, sa démarche est certainement influencée par les idées des mouvements « nationalistes » en Afrique de l'Ouest, dont le plus important est le *National Congress of British West Africa* (NCBWA).¹³⁷ Celui-ci a été fondée en 1920 à Accra (Ghana) avec comme but principal la défense des intérêts de l'Afrique de l'Ouest¹³⁸ et finalement de sa libération totale du colonialisme britannique. Au départ, l'idée de cette organisation est issue de l'analyse selon laquelle, dans l'éventualité de la fin du colonialisme, les territoires britanniques de cette partie de l'Afrique, pour leur intérêt collectif, doivent envisager de former une fédération. Cette idée de fédération des colonies ouest-africaines est le fruit de deux faits déterminants: la pérennisation et la complexification des interactions entre les intellectuels de la Sierra Leone, du Libéria, du Nigéria, et de la *Gold Coast*, et la circulation des idées entre ces différentes colonies par le biais des organes de presse tenus par les élites locales (*The Gold Coast Times*, édité par James Hutton Brew, *The Gold Coast People* fondé en 1891 par John Mensah Sarbah (1864-1910))¹³⁹. Solanke qui a

¹³⁶Claude McKay, *Banjo* (London: Serpent's Tail, 2008).

¹³⁷John Iliffe, *Africans : The history of a continent* 2nd edition (New York: Cambridge University Press, 2007) 241.

¹³⁸ Ceci soulève la question du régionalisme qui sera traitée dans la partie III.

¹³⁹ Geiss 71.

fait sa scolarité dans ce climat et y a subi l'influence des idées dominantes se montrera sensible à l'idée de fédération des colonies britanniques ouest-africaines.

You cannot make a nation of Africa, but by securing unity in West Africa, and by securing rights in the western portion, you thereby raise the general standard of African welfare and lay down an ideal of life which the African in the east and south will strive to realize. If Africans are to survive, West Africa must become a nation, it must unite under the sentiment of national progress.¹⁴⁰

Mais il avait, comme le montre ce passage, une façon tout à fait originale de percevoir le fédéralisme. Sa vision graduelle de l'intégration africaine (très proche de celle de Julius Nyerere, comme nous le verrons) repose elle-même sur une vision particulière de l'idée du progrès¹⁴¹. Solanke accorde une grande importance à l'étape de l'état nation et ceci explique le rôle et la place du Nigéria (compte tenu de son poids démographique et géographique) dans la progression graduelle qu'il envisage pour l'Afrique. En plus de l'estime et la très haute considération qu'il a pour les coutumes et traditions de l'ethnie Yoruba¹⁴² dont il est issu,¹⁴³ Lapido Solanke est avant tout convaincu que les potentialités naturelles du Nigéria font de lui un modèle pouvant servir de socle à une évolution progressive.¹⁴⁴ Partant de ce postulat, il élabore la thèse selon laquelle pour libérer l'Afrique de l'Ouest du colonialisme il faut d'abord libérer le Nigéria.

¹⁴⁰Adi 76.

¹⁴¹ Popularisé par les philosophes des *Lumières*, l'idée de progrès a fait irruption dans le discours des penseurs occidentaux grâce aux écrits de saint Augustin (Encyclopédie Universalis). Au XVIII^e siècle Turgot et par la suite Condorcet élaborent « une formulation complète de l'idée comme embrassant non seulement les sciences, mais également les arts, les manières, l'économie, et l'ensemble de la société » (Anna Plassart, *L'Idée de progrès au XVIII^e siècle*). Condorcet fut, parmi les philosophes des *Lumières*, celui qui, conformément à l'esprit de la révolution française, interpréta l'idée de progrès comme : « *the human race, emancipated from its shackles, released from the empire of fate and from that of the enemies of its progress, advancing with a firm and sure step along the path of truth, virtue and happiness* » (Oxford Reference.com). Son interprétation donne une dimension universelle à l'idée de progrès, perçu comme une « progression of all peoples from the most 'primitive' to the most advanced » (Oxford Reference.com). On peut noter que depuis la fin du Moyen Age, les intellectuels de l'Europe n'ont jamais cessé de se passionner pour le « Progrès », compris comme un perpétuel perfectionnement de l'esprit humain au service des sciences, des arts, etc. pour le bien de l'homme. Au XX^e siècle, les élites des colonies, éduquées à travers la pensée occidentale, ne sont pas restés insensibles à cette idée de progrès dans leur quête d'autodétermination. Robert Nisbet resume bien tous ces aspects dans son *The History of the Idea of Progress* (1980): "The idea of progress conceived as the increasing sophistication of knowledge and the improving quality of life, has been the driving force of Western civilization for at least three hundred years. During the 20th century, the same idea has been adopted with variations, by virtually all every culture on earth...In the Third World, development and modernization are taken to be synonymous with progress." Dans le contexte colonial, l'idée de progrès, telle que l'entend Condorcet, est d'abord une émancipation des chaînes de l'immobilisme et de l'emprise de l'ennemi du progrès que représente l'empire coloniale ; ensuite, il s'agit d'entamer la marche, à l'instar des nations européenne, vers « un destin peu à peu éclairé par la raison, la science et l'éducation ». Plassart 64.

¹⁴²Notons au passage que *WASU* veut dire *prêcher* en langue Yoruba, Azikiwe 143.

¹⁴³Geiss 302.

¹⁴⁴Adi 75.

Solanke qui est assez réaliste pour ne pas nier ni minimiser le fait des nationalismes particuliers savait pourtant que le temps n'était pas à la division, qu'il fallait au contraire maintenir l'unité pour sécuriser la victoire contre le colonialisme. Pour lui les élites ouest-africaines doivent renoncer, au moins temporairement, à leur ambitions personnelles et prendre part ensemble à une large mobilisation qui seule peut permettre, à ses yeux, d'accroître suffisamment la pression sur les autorités coloniales britanniques et mener au bout du compte à l'indépendance de toute l'Afrique de l'Ouest britannique. L'unité qu'il propose semble n'être en apparence qu'une unité purement stratégique. Mais Solanke ne fait en réalité que prendre en compte l'esprit du moment largement favorable au nationalisme le plus étroit. Il ne dit nullement qu'il faut automatiquement abandonner cette unité une fois l'indépendance acquise. Il insiste sur le besoin de maintenir une forme d'unité le temps de la lutte. Il déclarera :

The European Great War of 1914 has let loose the spirit of Nationalism and it *behoves us* to conserve our energy in tune with the policy of WASU *remembering* that our ultimate aim and object in view being West African National Independence, *we must be ready to pay its cost*.¹⁴⁵

Solanke espère peut-être que les élites ouest-africaines (en Afrique et en Europe, jeunes et moins jeunes), en s'engageant comme un seul homme dans la lutte contre un ennemi commun, allaient en même temps tisser les liens qui pourraient demeurer solide, malgré le temps et les pressions de toutes sortes, et constituer un rempart contre le morcellement de l'Afrique. Cette préoccupation justifie l'exhortation 'it behoves us' et 'we must', pour insister sur la nécessité impérieuse de faire front commun contre le colonialisme. C'est la même préoccupation qui pousse Nnamdi Azikiwe à déclarer en 1938 que:

As long as we think in terms of Nigeria, Gold Coast, Sierra Leone, Gambia, and not as one United West Africa we must be content with a Colonial Dictatorship.¹⁴⁶

Les propos de Solanke et d'Azikiwe témoignent à la fois d'un changement de ton des élites africaines de la diaspora qui s'expriment de cette manière explicite pour demander l'indépendance, et de l'adhésion des militants nationalistes à la stratégie de l'unité panafricaine dans la lutte.

Les positions respectives de Solanke et d'Azikiwe à l'encontre du colonialisme confirment un niveau d'intransigeance plus élevé qui s'amorce à partir du milieu des années 1930. Pour la

¹⁴⁵Geiss 303. Nos italiques.

¹⁴⁶Iiffe 241.

première fois depuis la fin de la Première Guerre mondiale, des élites africaines commencent à exprimer sans détours leur volonté de libérer l’Afrique de l’Ouest du colonialisme britannique et leur ambition de conduire sinon toute l’Afrique, du moins sa partie occidentale sur la voie du progrès tracée par l’Europe depuis les Lumières. Durant toute la période de la Seconde Guerre mondiale, l’activisme de l’Union, de la LCP et d’autres organisations amèneront les autorités coloniales à débattre de la gouvernance des colonies et des modalités de leur indépendance éventuelle et inciteront les principaux groupes militants à coordonner leurs actions.

b. La LCP pour faire pendant à la WASU

Si la conférence sur les conditions des Noirs en Grande Bretagne et aux États-Unis, organisée en 1933, marque l’entrée de la LCP dans le militantisme politique, c’est certainement la conférence sur les « Peuples africains » que l’association organise en 1939 et à laquelle plusieurs organisations noires londoniennes sont représentées, qui permet d’inscrire son approche dans la tradition panafricaniste.¹⁴⁷ Car, en effet, l’idée d’une telle conférence s’inscrit dans la droite ligne de la tradition panafricaniste depuis la conférence organisée à Londres en 1900, dont l’objectif était d’unir les populations d’origine africaine dans le but de discuter ensemble des préoccupations et des problèmes communes.

Parmi les actions entreprises par Harold Moody et ses partisans pour tenter d’infléchir la position des autorités coloniales sur la question de l’indépendance des colonies britanniques, la plus éclatante a certainement été l’élaboration et la soumission d’une « Charter for Coloured Peoples »¹⁴⁸ au Secrétaire des Colonies et au Premier Ministre britannique. Rédigé en 1944 à l’issue d’une conférence organisée à Londres, ce document exige la redistribution des terres agricoles dans les colonies, la scolarité gratuite, le suffrage universel pour les adultes, les mêmes droits et libertés qu’en Grande Bretagne, et la création d’une fédération des Caraïbes dotée d’une autonomie complète.¹⁴⁹ Conformément à la philosophie de la LCP, ce document insiste sur le respect du principe de l’égalité de droits pour tous les citoyens britanniques. Il ne contient aucune formulation de demande d’indépendance, mais seulement

¹⁴⁷ Adi & Sherwood 12.

¹⁴⁸ Document cité par plusieurs sources, un exemplaire peut être consulté en ligne : <http://credo.library.umass.edu/view/pageturn/mums312-b103-i276/#page/1/mode/1up> (consulté le 14 février 2015).

¹⁴⁹ Ibid.

une référence au principe de « self-government », terme dont le sens reste ambigu. Si l'on tient uniquement compte de la position idéologique de la LCP axée sur la défense de la diversité raciale et culturelle au sein de l'empire britannique, on peut interpréter « self-government » comme la reconnaissance par le gouvernement central des capacités des élites noires à exercer les mêmes fonctions de responsabilités que leurs homologues blancs. Parmi les demandes qui figurent dans cette charte, l'idée d'une fédération des Caraïbes provoquera une ferme opposition du gouvernement britannique qui qualifiera cette approche d' « inacceptable ».¹⁵⁰ De leur côté les radicaux verront dans la réaction du gouvernement britannique la volonté délibérée de s'opposer à tout principe international (comme le droit des peuples à l'autodétermination énoncé dans la Charte de l'Atlantique) qui pourrait de fait s'appliquer aux colonies britanniques. Le désaccord sur l'application de ce principe renforcera la certitude des colonisés quant à la détermination du gouvernement britannique à utiliser tous les moyens pour garder sa mainmise sur ses colonies. Ce constat ne fera que les reconforter dans leur radicalisme naissant.

C'est le rapport de la *Royal Commission* de 1939 qui avait inspiré les principales demandes figurant dans la « Charter for Coloured Peoples ». Ce rapport contenait des recommandations favorables à l'adoption de mesures économiques et sociales pour améliorer les conditions de vie dans les colonies britanniques des Caraïbes. La LCP de Moody avait été consultée pour émettre un avis sur les recommandations de la Commission et en particulier celle qui concernait la création d'un plan de financement global nommé *West Indies Welfare Fund*.¹⁵¹ Ceci indique que bon nombre de militants préféraient encore à cette date la coopération constructive à la confrontation directe. La LCP a voulu entretenir cet esprit de coopération en convoquant une réunion inter-associative le 22 mai 1940 (avec la participation de George Padmore en tant que représentant de l'IASB)¹⁵². A la fin de cette réunion les délégations se sont mis d'accord sur le même constat : les nombreuses limites et omissions du rapport qui, selon elles, occulte la question de l'inégalité sociale dans ces colonies (due principalement à l'accaparement systématique des terres par les Blancs), et le manque de volontarisme du gouvernement pour privilégier des mesures favorables à l'insertion des colonisés dans les plus hautes sphères de la politique et de l'économie.¹⁵³ Cette démarche qui vise clairement à rétablir le dialogue entre les deux parties rencontrera cependant des résistances surtout

¹⁵⁰Ibid.

¹⁵¹Un fond gouvernement financé à 1 million de dollars annuellement pendant 20 ans. Pour financer des projets de développement.

¹⁵²Esedebe 110.

¹⁵³Ibid 111.

induites par le déficit de confiance dans la classe politique britannique. La publication du rapport coïncide avec l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale poussant certains à suspecter un scénario de manipulation dans lequel le rapport serait l'objet d'une opération de séduction minutieusement élaborée dans le but de gagner la sympathie des élites colonisées pour ensuite leur fournir les arguments (l'amélioration des conditions économiques et sociales dans les colonies, etc.), dont ils pourraient se servir pour aller mobiliser et recruter massivement dans les colonies pour soutenir l'effort de guerre des Britanniques. En décalage avec la posture des militants les plus virulents qui souhaitent la neutralité des colonisés, Moody déclare qu'une victoire de l'Allemagne serait une catastrophe pour les colonies.¹⁵⁴

L'autre aspect important du positionnement de la LCP est sa manière de considérer la diaspora noire issue des colonies britanniques non pas comme des personnes isolées mais comme des citoyens britanniques à part entière. C'est pour cela que dès sa fondation elle ne cessera de chercher à se positionner comme le défenseur légitime des droits de tous les citoyens de couleur au sein du Royaume Uni et dans tout l'empire britannique, se substituant parfois à la Société des Nations, suspectée d'être au service exclusif des nations blanches.¹⁵⁵ Ce manque de confiance dans le rôle de la SDN repose sur une accumulation de faits dont nous pouvons évoquer deux exemples. Le premier fait est le massacre des Hottentots¹⁵⁶ d'Afrique australe avec la complicité des Nations Unies. Selon Padmore :

Even before this petition could be considered by the Mandates Commission, the South African Government made it clear that blacks must not expect to get justice from the whites in the Union. In 1922, General Smuts, one of the very founders of the League of Nations and the main architect of the Mandates system, approved the bombing of the Bondelswarts, a defenseless tribe in South West Africa, the former German colony which the League of Nations had entrusted to the Government of South Africa as a mandate territory.¹⁵⁷

Le deuxième fait est l'inaction de la Ligue en 1935 au moment où l'Italie envahit l'Éthiopie. La réaction de la Ligue a sans doute contribué à renforcer les soupçons des militants noirs à

¹⁵⁴Ibid 113.

¹⁵⁵Lors de sa fondation survenue à la fin de la Première Guerre mondiale, la SDN avait pour mission de défendre, conformément à l'esprit de Versailles, les droits de toutes les nations, petites ou grandes, fortes ou faibles. En théorie elle était censée, au mieux, veiller à la protection des intérêts des nations libres qui avaient survécu à la guerre, et, au minimum, œuvrer à la pérennisation du *statu quo*. Mais en réalité, compte tenu des moyens dérisoires dont elle disposait et de sa subordination à la volonté des grandes puissances de l'époque, c'est-à-dire la France et la Grande Bretagne, la Ligue avait peu de pouvoir pour obliger les États à prendre au sérieux son avis et encore moins les obliger à respecter son arbitrage.

¹⁵⁶ Terme dégradant utilisé par les colons Afrikaners pour désigner les Khoïkhoï, peuple indigène d'Afrique australe. Lire François Xavier Fauvelle-Aymar, *L'invention du Hottentot : l'histoire du regard occidental sur les Khoisan (XV^e-XIX^e siècle)* (Paris : Publication de la Sorbonne, 2002).

¹⁵⁷Padmore, *Pan-Africanism or Communism* 113.

son égard. L'épisode éthiopien est un fait essentiel dans la formation de la conscience anticolonialiste et nationaliste qui donne sa dimension panafricaine aux mobilisations anticolonialistes qui se déroulent en Angleterre durant la Seconde Guerre mondiale et qui, finalement, trouveront leur point de convergence en 1945 lors du Congrès panafricain de Manchester. Nous parlerons plus longuement de cette mobilisation exceptionnelle dans les lignes qui suivent. Comme il s'agit d'abord d'insister sur le rôle de catalyseur de la LCP et sa participation à l'émergence d'une stratégie panafricaine dans la lutte contre les puissances coloniales, nous allons mettre l'accent sur deux cas de droit public (Cardiff et l'affaire Constantine) dans lesquels son rôle a favorisé une conscientisation de masse.

L'affaire des Dockers de Cardiff est la conséquence d'une loi spéciale votée par le parlement britannique en 1935. Conçue pour répondre à la hausse du chômage, dans le contexte de la crise économique, cette loi oblige la plupart des armateurs britanniques à réserver leurs offres d'emploi aux citoyens britanniques. Elle vise à exclure du marché de l'emploi tous les travailleurs maritimes qui, au titre du « Coloured Alien Seaman Act » de 1925, ont été répertoriés comme « aliens », c'est-à-dire des personnes étrangères ne possédant pas la citoyenneté britannique. Pour la population noire de la ville de Cardiff les conséquences ont été dramatiques. Plus de 2400 avaient perdu leur emploi à cause de cette loi, soit 80 pour cent des « travailleurs portuaires et maritimes de couleur » de la ville.¹⁵⁸ Après avoir reçu plusieurs plaintes de personnes de couleur victimes de cette loi alors qu'ils détenaient les preuves de leur citoyenneté britannique (passeports britanniques),¹⁵⁹ la LCP déclenche une procédure juridique pour faire la lumière sur cette affaire. Elle découvre que plusieurs citoyens britanniques ont été obligés par les autorités de Cardiff à s'inscrire sur les listes comme « aliens » à cause de leur apparence physique. Finalement grâce à la mobilisation ferme de la LCP et le soutien d'une partie de la presse libérale britannique, les victimes défendues par la Ligue auront gain de cause et les autorités gouvernementales prendront des mesures pour empêcher que d'autres citoyens deviennent les victimes de pareilles manœuvres.¹⁶⁰

L'affaire Constantine concerne Learie Constantine (1901-1971), joueur de cricket originaire de la Trinidad, célèbre dans son pays natal grâce notamment au reportage de C.L.R James (grand admirateur de cricket) dans la presse locale. C'est d'ailleurs ce dernier qui l'invite à se

¹⁵⁸ Rush 374.

¹⁵⁹ Rush 374.

¹⁶⁰ Rush 376.

rendre en Angleterre pour y travailler avec lui dans la rédaction de la biographie de Constantine intitulée *Cricket and I* publiée en 1933.

L'*Imperial Hotel* de Londres aurait refusé une chambre d'hôtel à Constantine le 30 juillet 1943 à cause de son appartenance raciale.¹⁶¹ Les dirigeants de la LCP conseillent alors à Constantine, qui était membre de l'organisation, de porter plainte pour discrimination. L'affaire est finalement jugée dans l'année 1944 par la Haute Cour. Malgré l'absence de preuves et de témoins directs, la Cour décide de donner raison à Constantine en insistant sur sa bonne réputation de citoyen britannique et sa « très haute intégrité ».¹⁶²

On peut tirer au moins deux principaux enseignements de l'affaire de Cardiff et celui de Constantine. Premièrement que dans les deux cas l'engagement de la LCP a permis de montrer clairement et publiquement que les droits des colonisés n'étaient pas toujours reconnus par les institutions législatives et juridiques. Deuxièmement que la prétendue égalité des droits pour tous les citoyens sans aucune distinction semblait n'être qu'un principe creux au Royaume Uni :

In the Constantine incident, as in the campaign for the Cardiff seamen, respectability emerged as the factor that most strongly validated the 'coloured' colonials claim to be British, for the British press, the government, and even the League itself. While British officials trumpeted loudly the British 'tradition' of equal rights for all its peoples, it was apparently necessary to simultaneously invoke their respectability, if the people concerned happened to be 'coloured' colonials.¹⁶³

On peut se demander quel impact ces deux événements ont pu avoir sur les personnes de couleur en général et sur le moral des intellectuels noirs de Londres en particulier ? D'abord on peut dire qu'ils ont permis à tous les citoyens non-blancs de voir que leur réussite sociale ne suffisait pas à les protéger des pratiques discriminatoires. Pour cela Moody écrira plus tard dans les colonnes du *Keys* la phrase suivante:

The Englishman will do everything in his power to establish his race superiority-the one fact on which the whole of his existence seems to depend.¹⁶⁴

Exprimant ce que pensent alors bon nombre d'intellectuels noirs pour qui les Noirs ne peuvent prétendre à la liberté authentique et à la pleine jouissance de leurs droits que dans la terre de leurs ancêtres. Pour beaucoup de colonisés à qui l'on répétait les mêmes promesses

¹⁶¹Rush 377.

¹⁶²Rush 378.

¹⁶³Rush 380-81.

¹⁶⁴The Keys, Oct. 1933, 23 cité dans Rush 372.

non-tenues qui avaient conduit leurs parents et leurs proches aux champs de bataille de la Première Guerre mondiale cette analyse sonne comme une parole d'évangile. A ce propos Edward W. Blyden avait déjà écrit en 1878 sur le compte des populations noires-américaines que :

But as his mind is strengthened and expanded by the wide and inviting prospects which continually open before him, he will feel the need of increasing measures of freedom, social and ecclesiastical as well as political. By the nature of things, he can never enjoy this complete emancipation in the United States. When this period arrives, when the Negro begins to feel the need of wider scope for the full expansion of the inherent energies of his mind, he will seek refuge in his Fatherland, for entrance into which Liberia is the most promising door.¹⁶⁵

Cette nouvelle prise de conscience aide à ouvrir une audience de plus en plus large aux militants panafricanistes qui voient la fin du colonialisme comme le début de la solution des problèmes des populations noires. De plus, le fait que les intellectuels noirs se découvrent subitement aussi vulnérables à la discrimination raciale que les ouvriers, contribue à les conforter dans l'idée de raviver le projet panafricain d'unité les peuples d'origine africaine. Ce contexte favorise la position des panafricanistes qui brandissent l'unité comme la seule arme efficace contre le colonialisme.

c. La recherche d'une alliance avec la gauche britannique en situation d'opposition

En avril 1938 la WASU rend public sa collaboration avec le *Labour Party* lors d'un meeting public présidé par le Arthur Creech-Jones qui est à l'époque à la tête de ce parti. Avec l'éclatement de la Deuxième Guerre mondiale, des membres du gouvernement britanniques et les personnalités politiques issues des associations noires multiplient les rencontres. Dans leurs efforts pour mobiliser les sujets des colonies pour les besoins de la guerre, ces personnalités politiques britanniques tentent de s'appuyer sur les responsables de la LCP et de la WASU (dont plusieurs membres étaient très actifs en Afrique de l'Ouest). Durant cette période de forte mobilisation, la WASU qui participe effectivement à la campagne de recrutement pour le compte de l'armée coloniale à travers des articles publiés dans la presse ouest-africaine et par l'intermédiaire de ses membres présents sur le continent, finit par se convaincre de la bonne foi des autorités coloniales qui promettent d'œuvrer, dès la fin de la

¹⁶⁵Edward W. Blyden, *Christianity, Islam and the Negro Race* (Baltimore, Black Classic Press, 1994) 45.

guerre, à l'application d'une politique plus en phase avec les intérêts des populations des colonies.¹⁶⁶ Pour préparer l'avènement de ce qu'ils appellent « le début d'une ère nouvelle », l'Union comme la *League* mettent en place des groupes de travail chargés de réfléchir et de formuler des propositions dans les domaines de la politique, de l'éducation et de l'économie. Une autre initiative importante de l'Union est l'organisation de deux conférences au cours desquelles les membres échangent sur diverses propositions avec des responsables du parti travailliste britannique et des membres du gouvernement britannique de l'époque. La première, qui se tient en 1942, a été marquée par la présence de Arthur Jones-Creech (plus tard Colonial Secretary) qui y prononce un discours répondant aux demandes de la WASU pour « l'octroi de l'autonomie interne à l'ensemble des colonies britannique de l'Afrique de l'Ouest dans un délai de 5 ans maximum après la fin de la guerre, la mise en œuvre des réformes sociales, économiques et politiques devant conduire à l'indépendance complète ».¹⁶⁷ Les responsables de l'Union espèrent alors que la fin de la guerre soit, comme le promet l'homme politique britannique, le point de départ d'une nouvelle phase dans les relations entre la Grande Bretagne et ses colonies ouest-africaines. Dans l'espoir d'une telle éventualité les militants n'hésitent pas à utiliser leurs propres moyens pour relayer les promesses des personnalités politiques londoniennes en Afrique et dans les îles britanniques. Ils entendent également tout mettre en œuvre pour influencer les mesures que le gouvernement et l'administration coloniale pourraient décider d'appliquer dans les colonies concernant les domaines de l'économie et de la politique. Dans cette optique, la WASU participe à la formation d'un groupe de pression nommé *West African Parliamentary Committee*, composé de membres de l'Union et de quelques sympathisants travaillistes (des parlementaires du parti travailliste), pour influencer les décisions de la Chambre de communes.¹⁶⁸ Au même moment, sur le continent africain, les dirigeants de l'Union entament la mise en place d'organes locaux nommés « youth movements » dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest britannique.¹⁶⁹

¹⁶⁶Garigue 63.

¹⁶⁷Adi 12.

¹⁶⁸Adi 12.

¹⁶⁹Adi 76.

4. Les facteurs de convergence à partir du milieu des années 1930

Nous allons évoquer quatre événements symboliques qui ont occasionné de fortes mobilisations des Africains du continent et de la diaspora. Nous allons voir comment ces mobilisations au départ fondées sur des préoccupations spécifiques vont s'amplifier au point de faciliter les liens entre les différents groupes militants d'origines opposées qui vont déboucher sur une convergence de leurs tendances respectives vers la recherche d'une unité panafricaniste. Les trois premiers événements que nous allons évoquer concernent l'Afrique (le Libéria, l'Éthiopie, et les Protectorats britanniques en Afrique australe) et le quatrième relève de la question d'un accord officiel entre Roosevelt et Churchill concernant les intentions des Britanniques envers leurs colonies après la guerre. Pour plus de clarté et pour mieux mettre en exergue les principaux enjeux, nous allons présenter les faits et les polémiques tels qu'ils se sont passés à l'époque, suivie chaque fois d'une brève discussion de la question philosophique que chaque événement pouvait soulever pour l'idée panafricaniste.

a. Le Libéria :

Maintenant prenons le temps de donner un bref aperçu historique pour mieux comprendre l'importance symbolique du Libéria dans le panafricanisme. Le Libéria a été choisi pour accueillir des anciens esclaves issus des plantations du sud des suite à la guerre d'indépendance. Ces individus ont été tous volontairement recrutés par l'*American Colonisation Society* pour une destination africaine qui a été retenue comme la solution idéale au problème des *free slaves*, ceux qui ont fui les plantations ou obtenu leur liberté et qui se sont installés dans les villes du nord des États-Unis telle que Philadelphia (Pennsylvanie) et à qui la Constitution votée en 1789 n'offre aucun droit de citoyen. C'est alors que des hommes blancs se mobilisent pour leur relocalisation sur la côte ouest-africaine. Dans leur démarche, ces hommes blancs ne cherchent en réalité qu'à reproduire l'exemple de la constitution de la Sierra Léone (plus tard colonie britannique) par Granville Sharpe et ses amis pour secourir les « black poor » (composés de descendants de personnes réduites en esclavage en Grande Bretagne et libérées avant 1834 et d'anciens esclaves qui s'étaient engagés aux côtés de l'armée impériale durant la guerre d'indépendance sur des promesses de liberté en cas de victoire britannique et qui par la suite et avec l'aide des Britanniques réfugièrent à *Nova*

Scotia au Canada). Leurs conditions de vie dans les villes britanniques ont fini par alerter des hommes de conscience.¹⁷⁰ En 1821 Le Libéria voit le jour.

Quand le Libéria devient une république indépendante en 1847 les anciens esclaves qui sont pour la plupart peu éduqués ou carrément analphabètes forment déjà une société à part, séparée des peuples qui vivent plus à l'intérieur. Ils prennent le contrôle du gouvernement et de l'administration, qui est calqué sur le modèle américain. Ils se montrent particulièrement méprisants à l'égard des coutumes locales et se font appeler Américains-Libériens pour mettre en exergue leur niveau prétendument plus élevé de sophistication. Il est important de prendre en compte ce point précis pour bien comprendre les événements que nous allons décrire ainsi que les prise de position de certaines personnalités panafricanistes sur le cas du Libéria.

Au début des années 1930, en pleine crise économique, la jeune république du Libéria a connu un grave scandale qui a failli abrégé sa souveraineté internationale. Le gouvernement est accusé de pratiquer massivement et cruellement au travail forcé pour approvisionner les plantations de caoutchouc (principale production du pays) en main d'œuvre. L'opinion internationale manifeste son indignation et la Société des Nations envoie sur place une commission d'enquête composée d'un anglais, Cuthbert Christy, en tant que président et représentant de l'organisation, de Charles S. Johnson (Afro-Américain représentant le gouvernement des États-Unis) et d'Arthur Barclay mandaté par les États-Unis. Leur rapport (publié en 1930) confirme les accusations et signale, au passage, une recrudescence de la pratique de l'esclavage domestique avec les Américains-Libériens dans le rôle de coupables exploitant impunément les premiers habitants du pays. Le rapport accable également le gouvernement, à qui les experts reprochent notamment le fait de fermer les yeux sur le recrutement massif et forcé des populations de l'intérieur pour travailler dans les plantations de la colonie espagnole de Fernando Po et du Gabon, sous administration française. Le rapport indique cependant que « l'esclavage domestique n'avait reçu aucun encouragement de la part du gouvernement libérien » et insiste sur l'absence de preuve liée « à la participation des membres du gouvernement dans ce trafic ».¹⁷¹ En conclusion les experts internationaux exigent le placement du pays sous la supervision d'une commission étrangère, autrement dit, sa mise sous tutelle avec dans le rôle de tuteur l'une des puissances de l'époque (la France ou la Grande Bretagne). La proposition de faire du Libéria un territoire sous mandat est, par la suite, débattu à la Chambre des Lords puis rejetée par celle-ci en mars 1932.

¹⁷⁰Blyden 219.

¹⁷¹Esedebe 95.

A ce stade, il est désormais clair que les puissances coloniales veulent définitivement abréger « l'indépendance » et la « souveraineté internationale » du Libéria qu'elles perçoivent à la fois comme une anomalie en Afrique de l'Ouest et comme une menace pour la stabilité dans les colonies. En effet, le fait de tolérer l'existence d'un état noir libre au milieu des colonies revient à admettre un élément perturbateur au cœur même du système colonial. En accusant le gouvernement libérien de crime du travail forcé sur une partie de sa population, les agents du colonialisme ne cherchent sans doute qu'à éradiquer une anomalie politique. Car nous savons que ces puissances coloniales pratiquent eux-mêmes le travail forcé dans les territoires qu'elles administrent. Par exemple, en Afrique occidentale française, les autorités coloniales françaises ont l'habitude de recourir au recrutement forcé pour réaliser toutes sortes d'ouvrages. Effectués sous le régime du « travail obligatoire », ces recrutements servent officiellement à réquisitionner des bras pour réaliser des travaux « d'intérêt général » ou « d'intérêt public » ou pour le service militaire.¹⁷² Le travail forcé y est ainsi présenté comme une pratique dédiée au bien-être des populations colonisées ; ce qui, pour l'administration coloniale, justifie amplement l'usage de la force pour la réalisation d'ouvrages publics (ponts, routes, barrages, etc.). La violence et la cruauté des responsables de chantiers (blancs et noirs) sont telles que les conditions de travail dans les chantiers n'ont rien à envier à l'enfer des plantations du sud des États-Unis. On sait ce que ces réalisations ont coûté en labeur et en souffrances aux populations locales « plus souvent menés à la chicotte qu'à coups de bonnes paroles, et qui devaient s'estimer heureux quand les lanières de chicottes n'étaient pas nouées avec du fil de fer qui leur labourait la peau ».¹⁷³

On avait recours à ce type de méthode à chaque fois que les chefs de villages se montraient incapables ou indisposés à fournir le nombre d'ouvriers que l'administration coloniale leur demandait. Les chefs traditionnels subissaient ainsi la double pression des autorités coloniales et des populations locales sur lesquelles la contrainte de devoir se séparer de leurs hommes les plus aptes, parfois au moment des semences et des récoltes, pesait évidemment très lourd. Ainsi le travail forcé, quand il est décrété par les autorités coloniales, est bien évidemment moralement acceptable parce que la noble mission qu'elles prétendent porter, celle d'apporter la civilisation et le progrès aux peuples indigènes d'Afrique, justifie les moyens utilisés. Cependant, dans le cas du Libéria, la pratique du travail forcé n'y pourrait être autre que de

¹⁷²Frederick Cooper, *Décolonisation et travail en Afrique : L'Afrique britannique et française 1935-1960* (Paris : Karthala, 2004) 64.

¹⁷³Amadou H. Bâ, *Oui mon commandant (Mémoires II)* (Paris : Acte Sud 1994) 174.

l'exploitation voire de la barbarie¹⁷⁴, car ceux qui y incarnaient l'autorité politique, étant donné leur appartenance raciale, ne jouissait pas, contrairement aux détenteurs du pouvoir colonial, de supériorité intellectuelle ou morale sur leurs administrés.

L'annonce des accusations et les rumeurs de la mise sous tutelle du Libéria ne tarderont pas de provoquer les plus vives réactions des intellectuels noirs aussi bien en Afrique que dans le reste du monde. Et ces réactions ont été à la mesure de l'espérance que le Libéria a longtemps représentée pour l'ensemble de l'intelligentsia noir dans son combat pour la « réhabilitation »¹⁷⁵ du continent africain. Dans leurs discours ces intellectuels afficheront une détermination totale et tenteront toutes les actions possibles pour empêcher que le Libéria ne tombe finalement dans les filets du colonialisme. Ces intellectuels étaient convaincus que si le Libéria perdait sa souveraineté de cette manière, cela signifierait le triomphe de ceux qui soutenaient que les Noirs n'étaient pas encore aptes à l'autodétermination, alors qu'eux-mêmes n'avaient jamais cessé de prendre ce pays comme l'exemple qui prouvait que les colonisés étaient tout à fait prêts à assumer la responsabilité de leur propre gouvernance.

Georges Padmore a été, parmi les fervents défenseurs de l'indépendance du Libéria, celui qui aura rejeté, avec la plus grande fermeté, les accusations portées contre cet état. Il dénoncera à plusieurs reprises ce qui lui apparaissait comme une machination malhonnêtement élaborée par les principales puissances coloniales dans le but de ternir la réputation du gouvernement libérien pour pouvoir se positionner en sauveur et protecteur. Autrement dit, l'argument bien connu de la « mission civilisatrice » servirait de justification pour organiser la mise sous tutelle de ce territoire. Padmore affirma :

European Powers were no longer prepared to tolerate the existence of an independent black nation in the midst of their colonial dependencies. Liberia's very existence was a bad example to the Africans living under white domination .¹⁷⁶

Pour lui cela explique les diverses manœuvres par lesquelles la France et la Grande Bretagne avaient auparavant tenté de s'emparer du Libéria : tentatives de coup d'état et incitations à la rébellion par les Britanniques ; pressions militaires par les français.¹⁷⁷ Pour assurer sa survie

¹⁷⁴ Nous allons revenir sur les objections que peut soulever cet argument dans notre discussion qui vient plus loin.

¹⁷⁵ Terme utilisé par Blyden et qui renvoie à l'idée de redonner sa dignité au continent africain.

¹⁷⁶ Padmore, *Pan-Africanism or Communism* 38.

¹⁷⁷ En 1909 le Président Arthur Barclay est à la tête d'un Libéria assailli de toutes parts par ces créanciers européens et incapables de rembourser ses dettes. Il finira par demander une aide financière des États-Unis, à laquelle le gouvernement britannique s'opposera en arguant que les services frontaliers de l'État étaient désormais sous contrôle britannique. Pour empêcher une intervention américaine dans leur zone d'influence les

le gouvernement libérien sollicitera et bénéficiera de la protection des États-Unis d'Amérique en contrepartie de quelques avantages :

But in order to secure American aid against France, the Liberian Government had to grant a vast rubber concession to the Firestone Company. At the time 'many Liberians believed that it was only by securing the investment of American capital in Liberia that the Government could count on the continued support of the United States.'¹⁷⁸

La précarité économique du pays et la menace permanente que représentait une puissance militaire comme la France oblige donc le gouvernement libérien à accepter les conditions imposées par les États-Unis, qui était la seule puissance susceptible de contenir durablement les Français. De gigantesques concessions de caoutchouc sont alors mises à la disposition de la firme américaine *Firestone* avec un engagement de la part du gouvernement libérien de fournir la main-d'œuvre requise. Sachant tout cela on peut d'ores et déjà se demander si le gouvernement libérien avait les moyens de refuser les conditions imposées par les Américains ? Un état aussi pauvre et isolé pouvait-il résister indéfiniment aux assauts répétés de la France ? Du côté de *Firestone* on était certain que le gouvernement libérien n'était pas à même de refuser les conditions imposées. Ainsi elle obtiendra comme garantie du bon fonctionnement des plantations la mise en place d'un *Labour Bureau* chargé de veiller au bon fonctionnement du recrutement de la main d'œuvre :

The Bureau agreed to supply annually a total of 10,000 men to the Firestone plantations -two thousand men from each county. By June, 1926, the Bureau already had supplied the plantations with six hundred men. It sent out requisitions to each Native and District Commissioner who in turn divided up contingents among the chiefs. According to the Commissioner the Firestone plantations paid the chiefs one cent a day for each boy and the same sum to the Government bureau."¹⁷⁹

Un tel système de recrutement qui fait intervenir plusieurs intermédiaires en plus des agents gouvernementaux est par nature difficile à contrôler de bout en bout, ce qui implique des risques d'abus de la part de recruteurs qui sont pour la plupart des individus sans scrupules.

britanniques tenteront, par le biais d'une mutinerie, de renverser le gouvernement de Barclay. L'échec de la mutinerie du 1 février 1909 met un terme provisoirement à la menace britannique et ouvre la voie à une intervention américaine de plus en plus active dans la vie politique et économique du pays. Quant à la France, elle restera pendant de longues années la principale menace à l'intégrité et à la souveraineté internationale du Libéria. A ce propos G. Padmore écrit: "For over ten years, from 1912 until 1925, France kept up frontier pressure upon Liberia to force the Negro Republic to surrender the Zinta area, which she wanted to incorporate into the Ivory Coast colony. Despite the intervention of the United States Government to save Liberia from foreign occupation, in April 1925, French troops invaded Liberia and occupied ten villages. In desperation the Liberian Government again appealed to the United States for protection." Padmore, *Pan-Africanism or Communism* 39-40.

¹⁷⁸Padmore, *Pan-Africanism or Communism* 39-40.

¹⁷⁹Padmore, *Pan-Africanism or Communism* 46.

Les firmes capitalistes qui opéraient en Afrique coloniale étaient conscients de ces pratiques mais ne se souciaient généralement pas des conditions de recrutement du moment où le nombre de bras qu'elles exigeaient était assuré. *Firestone* comme la *Goodrich Rubber Company* qui l'y rejoindra plus tard n'ignoraient pas les abus qui pouvaient exister dans le processus de recrutement au Libéria ou ailleurs dans les colonies, mais le fait que le pays était le seul état noir de la région rendait peut-être les pratiques plus odieuses.

Thus, under this system, which is similar to that which has produced wholesale compulsory labour in other parts of Africa, the Firestone Plantation Company is making it financially worthwhile for the Government and the chiefs to keep the plantations supplied. The concession Agreement Number Two imposes on the Government the obligation to co-operate in securing these men. As Liberian officials and chiefs are already accustomed to imposing compulsion whether in securing men for road work or for Fernando Po, there is no reason to believe they will employ different methods in obtaining labour for the Firestone Plantations.¹⁸⁰

William E.B Du Bois écrira quant à lui que:

Liberia's chief crime is to be black and poor in a rich, white world; and in precisely that portion of the world in which colour is ruthlessly exploited as a foundation for American and European wealth.¹⁸¹

Pour Nnamdi Azikiwe, fin connaisseur de l'histoire et de la diplomatie libérienne, les accusations visaient injustement le renversement du gouvernement du Libéria. La *League of Coloured Peoples*, à travers la plume et le militantisme de son leader, Harold Moody a aussi participé à la mobilisation pour la défense du Libéria. Dans un article intitulé « Future of Libéria : Proposed League Control », il rejette en bloc le plan d'assistance proposé par la Société des Nations et exige le respect strict de la souveraineté du pays. De plus, lors de sa conférence annuelle de mars 1934, l'organisation vote une résolution contre la violation de la souveraineté du Libéria qu'elle enverra au British Colonial secretary.¹⁸² Le *WASU* et les autres associations noires ont aussi engagé des initiatives similaires. En Afrique chaque aire de colonisation va naturellement forger sa propre vision de l'Afrique susceptible de rassembler les forces variées dans la résistance anticoloniale. Les nationalistes des années 1918-40 cherchent à baser leur unité politique sur l'idée de la région (ex : *West Africa*, *East Africa*). Le *National Congress of British West Africa* fondée en 1919 par Casely-Hayford, qui publie la même année *United West Africa*, est très impliqué dans les mobilisations panafricanistes.

¹⁸⁰ Padmore, *Pan-Africanism or Communism* 46.

¹⁸¹ Esedebe 97.

¹⁸² Esedebe 97.

Quel sens philosophique les panafricanistes donnent-ils à leur mobilisation en faveur du Libéria ? Si ces derniers ont surtout voulu avancer des arguments pour servir la cause panafricaniste, ils ont aussi pris le soin de les étayer par des faits précis et incontestables que nous allons discuter.

En réalité, en prenant la défense du Libéria comme ils l'ont fait avec la force des arguments, Padmore et Du Bois ne cherchent pas à nier l'existence des faits de travaux forcés. S'ils ont fait le choix de cette posture partisane cela doit être compris et interprété en tenant compte des enjeux politiques parce qu'ils se considèrent avant tout comme des responsables politiques qui ont dédié leurs vies respectives à la cause noire et africaine. Rappelons que William Du Bois a toujours eu une grande admiration pour Bismarck, grand diplomate et artisan de l'unification allemande, et que George Padmore a été responsable pour les affaires africaines au sein de l'international communiste. Tout cela montre qu'ils ont en commun une passion pour la politique et connaissent parfaitement les enjeux internationaux de leur époque. Ils savent aussi évaluer les conséquences qu'une condamnation du Libéria pourrait avoir sur l'avenir du projet panafricaniste.

Même s'ils ne peuvent pas ignorer que le système du travail forcé et les pratiques tout aussi condamnables contre des êtres humains qui l'accompagne existent au Libéria comme ailleurs sur le continent africain durant cette période d'intense exploitation des ressources agricoles et minières par les principales puissances coloniales, ils sont tout à fait conscients du fait que reconnaître la culpabilité du gouvernement libérien ou même soutenir publiquement les recommandations des experts de la SDN risquerait de jouer en faveur des colonialistes et pourrait compromettre l'action des groupes anticolonialisme. Comme l'écrira Rukudzo Murapa dans sa thèse de doctorant dédiée à la contribution de George Padmore au mouvement de libération du continent africain :

This is not to say that he supported the policies of the government of Liberia. The fact of the matter is that he was vehemently opposed to them. However, he always felt duty-bound 'to oppose and denounce the misrule of the Black governing classes of Haiti, Liberia and Abyssinia, while at the same time defending these semi-colonial countries against imperialist aggression.¹⁸³

Si pour ces deux figures panafricanistes défendre la souveraineté du Libéria est nécessaire et conforme à la stratégie panafricaniste visant à stopper l'extension du colonialisme, pour

¹⁸³ Rukudzo Murapa, *Padmore's role in the African liberation movement* (thèse de doctorat soutenue à la Northern Illinois University en 1974) citée dans St. Clair Drake Papers, Manuscripts, Box 8, Folder 23, Archives and Rare Books Division, Schomburg Center for Research in Black Culture, New York.

d'autres il faut critiquer le gouvernement du Libéria pour d'attirer l'attention des Africains sur les abus commis par une partie des Libériens sur les autres. La démarche de ces derniers n'est pas totalement inédite, elle s'inscrit alors dans la tradition critique inaugurée par le plus célèbre des Libériens, le panafricaniste Edward Wilmot Blyden, qui, en 1881, reprochait déjà à ses compatriotes rapatriés des États-Unis d'avoir tourné le dos à leurs concitoyens de l'intérieur qui vivaient avec eux sur le même territoire, de tout ignorer sur leurs traditions et coutumes.¹⁸⁴ Il attribuait cette attitude à ce qu'on peut appeler une « volonté d'ignorance »¹⁸⁵ pour reprendre une expression récente :

We have young men who are experts in the geography and customs of foreign countries; who can tell all about the proceedings of foreign statesmen in countries thousands of miles away; can talk glibly of London, Berlin, Paris and Washington; know all about Gladstone, Bismarck, Gambetta, and Hayes; but who knows anything about Musahdu, Medina, Kankan, or Segoo--only a few miles from us? Who can tell anything of the policy or doings of Fanfi-doreh, Ibrahima Sissi, or Fahqueh-queh, or Simono of Boporu--only a few steps from us? These are hardly known. Now as Negroes, allied in blood and race to these people, this is disgraceful; *and as a nation, if we intend to grow and prosper in this country, it is impolitic, it is short-sighted, it is unpatriotic;*¹⁸⁶

Bien que s'exprimant dans un contexte différent et s'adressant à des publics différents, l'intellectuel libérien a identifié un phénomène qui tend malheureusement à se normaliser : le fait pour certains de se réjouir d'ignorer tout sur l'Afrique, son histoire et ses cultures. Chez Achille Mbembe, concepteur de l'Afropolitanisme, l'usage de cette expression sert à critiquer une attitude condescendante d'une partie de l'élite occidentale, notamment française. Le panafricaniste Blyden est plus préoccupé par l'autosatisfaction intellectuelle qu'une partie de la jeunesse africaine « éduquée » semblait tirer du fait d'ignorance presque totalement tous les faits historiques et sociétaux africains. Aujourd'hui encore ce problème persiste et les panafricanistes semblent toujours ignorer l'ampleur du phénomène qui représente peut-être le plus sérieux obstacle au projet d'unité africaine comme l'a suggéré Julius Nyerere. Nous le verrons dans les deux dernières parties.

La réflexion de Blyden a débouché sur une question incontournable : comment concevoir d'unir des peuples qui ne se connaissent pas et semblent se satisfaire de cette situation ? Les événements des années 1930 sont là pour confirmer ses craintes de voir le manque

¹⁸⁴Blyden 254.

¹⁸⁵ Cette expression revient très souvent dans les textes d'Achille Mbembe. Il l'utilise pour décrire ce qu'il voit comme le mépris des élites françaises envers l'Afrique. Mbembe est l'auteur de plusieurs essais sur l'Afrique postcoloniale dont *Sortir de la grande nuit* (Paris : La Découverte, 2010).

¹⁸⁶Blyden 101-2.

d'éducation de la jeunesse compromettre le projet panafricaniste. Nous retrouvons la même préoccupation chez Julius Nyerere qui, lui aussi a toujours refusé d'idéaliser les peuples africains.

Martin Delany, contemporain de Blyden, avait lui aussi un regard sévère sur ce qu'il nommait avec mépris « the so-called Republic of Liberia » et montrait peu de sympathie envers les Américano-Libériens¹⁸⁷ qu'il assimilait à des obstacles vivants contre le progrès en Afrique.

Parmi les panafricanistes des années 1930 qui se lancent dans une critique ouverte du régime libérien figure Eslanda G. Rebeson (épouse de Paul Robeson) qui à la suite d'un voyage au Libéria n'hésite pas à critiquer sévèrement l'attitude des Américano-libériens. Dans son récit elle décrit une société libérienne divisée, avec sur les zones côtières les Américano-Libériens qui s'arrogent tous les privilèges politiques et économiques et à l'intérieur les populations indigènes méprisées et maltraitées par les premiers. Elle écrit :

Liberia was to be the country where freed Negroes were to be free, and were to help develop and educate their African brothers. And what happened? In time the freed Negroes (Americo-Liberians as they are called) followed the pattern of other colonial peoples--exploiting and enslaving the Africans, and the Liberians...*the backwardness, poverty, and lack of franchise among the subject Liberian people as against the wealth and official corruption among the ruling Americo-Liberian citizens makes a shameful picture--a disgrace to the "Republic" and to the United States which sponsors it.*¹⁸⁸

Dans son ouvrage le sociologue britannique Raymond Buell va plus loin critiquant ces pratiques et qualifiant le Libéria de « de pays malade et peut-être le pays le plus malade de toute l'Afrique ». Selon lui les Américano-Libériens ne font que reproduire sur les peuples indigènes de l'intérieur les mêmes pratiques que leurs propres ancêtres avaient connues en tant qu'esclaves dans les plantations du sud des États-Unis.

Americo-Liberians had sought to maintain what their fathers had brought back to Africa and what they thought was the American tradition. *This tradition took the form of imitating the old southern aristocracy* »¹⁸⁹

Pour tenter de comprendre la signification panafricaniste de la posture défensive de Du Bois et Padmore malgré la véracité des faits graves et les critiques acerbes qu'ils ont provoqué au sein même du mouvement panafricaniste, une mise au point sur la pratique du travail forcé

¹⁸⁷Geiss 124.

¹⁸⁸Cité dans Vincent B. Thompson, *Africa and Unity : The Evolution of Pan-Africanism* (London: Longman 1969) 109. (Nos italiques).

¹⁸⁹Raymond L Buell, *Liberia : A Century of Survival, African Hand Books* (New York: University of Pennsylvania Press, Philadelphia, 1947) 2. (Mes italiques).

dans l'Afrique coloniale s'impose. Il faut dire d'ores et déjà que sa pratique était répandue et presque acceptable. Par exemple, l'écrivain malien Amadou Hampâté Bâ nous raconte dans ses mémoires une campagne de recrutement en vue de réaliser, en urgence, une route devant relier deux villes burkinabaises, à savoir Ouahigouya et Ouagadougou pour permettre le voyage du gouverneur du Soudan de l'époque. La responsabilité de ce recrutement important est confiée à un certain Bara Dem, « un Toucouleur venu du Sénégal dans les bagages des conquérants français », nous dit-il.¹⁹⁰ Voici le déroulement du recrutement tel qu'Hampâté nous l'a raconté :

Bara Dem étant connu pour son courage mâle, sa force physique redoutable et son cœur sans pitié, l'autorité administrative coloniale du pays lui avait proposé les fonctions périlleuses de « surveillant des travaux publics ». Il accepta, mais sous trois conditions :

- un : il recruterait lui-même de force tous les manœuvres dont il aurait besoin, avec droit de punir séance tenante toute résistance ou connivence de sabotage qu'il constaterait ou même soupçonnerait ;
- deux : il se ferait assister par dix hommes qu'il choisirait lui-même ;
- trois : lui et ses auxiliaires seraient armés et auraient le droit de faire usage de leurs armes pour se défendre légitimement.

C'était à prendre ou à laisser... Étant donné l'intérêt que représentait la réalisation de routes à travers les territoires, aussi bien pour le déplacement des représentants de l'autorité que pour l'acheminement des marchandises et des matières premières au profit des grosses sociétés commerciales françaises de la place, Bara Dem fut investi de tous les pouvoirs qu'ils avait demandés.¹⁹¹

Ce récit qui nous fournit un certain éclairage sur le contexte colonial, contient aussi des éléments qui peuvent nous aider à mieux interpréter les propos de Padmore à l'endroit de la Société des Nations. Si la pratique du travail forcé est à l'époque assez répandue dans les colonies françaises comme nous l'apprend Amadou H. Bâ, on peut penser que les révélations de la commission d'enquête de l'organisation internationale ne doivent pas pouvoir constituer ni sur le plan philosophique ni sur le plan juridique des raisons suffisantes pour mettre le Libéria sous tutelle pendant que les puissances coloniales poursuivent leurs activités dans la tranquillité la plus totale. En réalité le Libéria est coupable d'un seul crime, comme le dit Du Bois, celui d'être un état noir dont l'existence gênait les ambitions des colonialistes et des impérialistes. Le raisonnement de Du Bois et de Padmore se base sur la question suivante : comment peut-on justifier juridiquement et moralement la condamnation d'un pays dont le

¹⁹⁰ Amadou H. Bâ 108-9.

¹⁹¹ Ibid 109-110.

crime n'est autre que l'apparence physique de ceux qui le gouvernaient ? Pour eux les panafricanistes ne pouvaient pas accepter une telle condamnation, malgré leur attachement au respect des droits et de la dignité humaine que la SDN et ses experts prétendaient défendre. Pour eux, la condamnation du Libéria est moralement injuste quand, au même moment, l'état colonial du roi Léopold II de Belgique mutilait des Africains pour les forcer à travailler dans ses plantations congolaises en toute impunité.

Pour Raymond Buell le Libéria n'est qu'un pays malade, mais pour George Padmore celui-ci n'est pas plus malade que d'autres qui non seulement pratiquent le travail forcé mais le considéraient comme normal et acceptable. La seule critique acceptable à ses yeux à ce moment précis et dans ce contexte particulier est le maintien des pratiques sociétales qui ne font que détériorer les relations entre les Américano-Libériens et les populations de l'intérieur du pays, comme l'a suggéré Eslanda Rebeson. Mais selon Padmore, sur ce problème précis, les experts de la SDN doivent faire preuve d'impartialité et regarder aussi du côté de l'Afrique du Sud où la minorité blanche est en train d'exploiter la majorité noire. Il fait remarquer que malgré l'existence de preuves accablantes, la SDN n'a jamais jugé utile de condamner de la même manière l'Union Sud-Africaine. Pour lui le problème social qu'on y rencontrait n'est finalement qu'une variante des problèmes existant en Grande Bretagne ou en France et ailleurs. Pour ces pays, contrairement au Libéria, on a toujours pensé que les problèmes entre classes sociales doivent se résoudre autrement.

b. L'Éthiopie :

L'annonce de l'attaque de l'Éthiopie par l'armée mussolinienne en octobre 1935¹⁹² provoque l'émoi de la communauté internationale. On racontera que des écoliers de l'actuelle Ghana s'étaient mis à pleurer en apprenant la nouvelle. Pourquoi le sentiment de solidarité envers l'Éthiopie a-t-il été si fortement ressenti en Afrique et dans le reste du monde noir? Pour répondre à cette question il est peut-être utile de garder à l'esprit l'importance de l'Éthiopie, également appelé Abyssinie à l'époque, dans l'imaginaire panafricain.

¹⁹² Le raison avancée par l'Italie pour justifier cet acte belliqueux est celui d'une querelle de frontière dans l'Ogaden entre la Somalie et l'Éthiopie. Après l'échec de la commission d'arbitrage de la SDN et le refus de la France et de la Grande-Bretagne d'empêcher l'agression italienne, l'armée fasciste, forte de 400 000 hommes et d'un armement supérieur, prend le Tigré. En 1936, Addis-Abeba tombe après d'intenses bombardements et l'Empereur doit s'exiler en Angleterre. A. Mazrui & C. Wondi. *L'Afrique depuis 1935, Histoire générale de l'Afrique*, Vol 3 : (Paris : Présence Africaine, 1998) 54.

A Londres, les étudiants africains et ceux originaires des Antilles forment aussitôt une association pour soutenir la cause des Ethiopiens, l'*International African Friends of Abyssinia* (IAFA).¹⁹³ Ils mettent tout en œuvre pour mobiliser l'opinion publique britannique et organiser des manifestations pour intensifier la pression sur la Grande Bretagne et la France, ainsi que sur la Société des Nations.

La formation de l'IAFA en 1935 a été le fruit d'une réaction spontanée de quelques chefs traditionnels arrivés en Grande Bretagne en 1934 pour protester auprès du *Secretary for Colonies* contre des lois du Gouverneur Sir Shenton Thomas et demander une réforme de la constitution de la *Gold Coast* et de certains militants issus des principales associations noires londoniennes. Ce mouvement de soutien s'est d'abord constitué autour d'un comité de soutien à l'Éthiopie avant de s'élargir avec la mise en place de branches locales en Afrique et aux États-Unis notamment à New York (présidé par Robert Harris) et Washington D.C.¹⁹⁴. Le comité de pilotage donne plus tard naissance à l'*International African Friends of Abyssinia*. La plupart des dirigeants sont originaires des Caraïbes : C.L.R James (président), Peter Milliard (vice-président), Amy Ashwood Garvey (trésorière), et Samuel Manning (secrétaire à la propagande). Et George Padmore qui s'installe à Londres en 1935, devient la figure de proue du mouvement aidé certainement par son parcours de journaliste et de propagandiste au sein de l'International Communist. L'*International African Friends of Abyssinia* ouvre son bureau au 62 New Oxford Street à Londres et lance aussitôt des actions pour tenter de sensibiliser les britanniques sur les évolutions de la crise éthiopienne.

L'arrivée à Londres de la famille royale éthiopienne qui avait fait le choix de s'exiler dans la capitale britannique a été favorable à la campagne de l'IAFA. Plusieurs manifestations sont organisées et une grande réception donnée en l'honneur de l'Empereur Hailé Sélassié et de sa famille à leur arrivée à la gare de Waterloo. Toutes ces manifestations attirent un large public et suscitent l'intérêt des citoyens britanniques. D'autres manifestations sont simultanément lancées à partir d'initiatives individuelles. Par exemple, la LCP organise un grand rassemblement le 4 septembre clôturé par l'adoption d'une résolution critiquant l'inaction de la Société des Nations.¹⁹⁵ Et la suffragette Sylvia Pankhurst lance la publication de son hebdomadaire *New Times and Ethiopia News* avec l'intention d'inciter le public britannique à

¹⁹³ Padmore, *Pan-Africanism or Communism* 122-3.

¹⁹⁴ Letter de Harris à Ralph Bunche, *The Ralph Bunche Papers*, Archives and Rare Books Division, Schomburg Center for Research in Black Culture, New York.

¹⁹⁵ Esedebe 99.

soutenir la cause éthiopienne. Des personnalités anglaises dont Stanley Jevons fondateur de l'*Abyssinian Association* manifestent aussi leur soutien à l'Éthiopie.

Au même moment, en Afrique de l'Ouest, la presse locale publiait des articles critiquant sévèrement le rôle de la Société des Nations et des puissances coloniales soupçonnées de soutenir secrètement l'Italie. Le *Gold Coast Spectator* ira jusqu'à parler de complot « honteux et scandaleux » entre puissances occidentales pour organiser la liquidation de l'Éthiopie :

Force, the white man's god, is again supreme. Addis Ababa is occupied ...Poison gas, British oil, and the white man's duplicity all combined to make the Italian advance victorious...After the Great War the League lent money to some of the small Central Powers to rehabilitate them. But these are white. The League refused funds to Ethiopia, even though Article XVI stipulates it. Ethiopia, being black, could not be supported, even in affliction, and her financial solicitations were treated with derision. This is the Christian nations at work!¹⁹⁶

Des intellectuels et personnalités politiques africaines prennent la plume pour exprimer leur indignation. Au Ghana, Isaac Theophilus Akunna Wallace-Johnson (1894-1965) informe régulièrement ses compatriotes sur l'évolution des événements et sur les conséquences des bombes que l'armée italienne fait pleuvoir sur l'Éthiopie. Dans les articles qu'il publie dans le journal, *African Morning Post*, il n'hésite pas à ridiculiser le caractère disproportionné de l'agression italienne et à dénoncer le soutien militaire et matériel souterrain des autres pays occidentaux, qui continuent malgré leurs dénégations à fournir du pétrole, des armes et toutes sortes de munitions à l'armée de Mussolini. Avec son article « *Has the African a God ?* », publié dans le journal *The African Morning Post* (édité par Nnamdi Azikiwe) il exprime mieux que quiconque le sentiment d'impuissance qui animent alors beaucoup d'Africains qui, confrontés à cette situation de violence et d'humiliation, finissent par comprendre que l'Afrique ne pouvait pas compter sur la bonne foi de ses oppresseurs pour progresser. La découverte du pétrole britannique et des gaz-moutardes danois dans l'armement italien donnent finalement raison aux militants panafricanistes qui, à Londres et à Accra, ont fait bloc derrière l'Éthiopie pour sauver un symbole et pour barrer la route au projet colonialiste d'un pays occidental. C.L.R. James déclare que l'attitude du colonialisme lors de cette crise éthiopienne illustre le vrai visage de l'impérialisme occidental, propos qui continueront à marquer les esprits des panafricanistes. Il déclare :

Africans and people of African descent, especially those who have been poisoned by British Imperialist education, needed a lesson. They have got it. Every succeeding day shows exactly the real motives

¹⁹⁶Esedebe 103.

which move Imperialism in its contact with Africa, shows the incredible savagery and duplicity of European Imperialism in its quest for markets and raw materials.¹⁹⁷

Son ami George Padmore ajoute que cet événement a servi à ouvrir les yeux des militants panafricains dits modérés qui refusent jusque-là de voir les vraies intentions des pays colonisateurs et de ceux qui, parmi eux, croient encore que le colonialisme peut avoir une issue positive pour l’Afrique. Il insiste :

The brutal rape of Ethiopia combined with the cynical attitude of the Great Powers convinced Africans and peoples of African descent everywhere that black men had no rights which white men felt bound to respect if they stood in the way of their imperialist interests.¹⁹⁸

La crise éthiopienne a surtout introduit dans le débat des aspects juridiques et philosophiques auxquels il est utile d’accorder quelques lignes. On notera que le traitement de ces aspects a joué en faveur des panafricanistes dans leur stratégie d’unification des différents groupes.

En permettant à l’Italie de s’attaquer impunément à un état souverain, les puissances colonisatrices n’ont pas uniquement failli à leurs prétendues obligations morales, mais elles ont surtout manqué à leurs obligations de faire respecter les décisions prises dans le cadre du Traité de Versailles. L’agression italienne contre l’Éthiopie constitue une violation des articles XII, XIII, et XV de la Charte de la Ligue des Nations, ainsi que du Traité d’Amitié signé par les deux pays en 1928. En outre, l’utilisation d’armes non conventionnelles (gaz-moutarde) constitue une violation flagrante du Protocole de Genève de 1925.

Malgré ces nombreuses violations, la communauté internationale n’a pas jugé nécessaire de s’opposer à l’agression italienne. De leur côté les gouvernements français et britannique ont surtout cherché à appuyer le plan Hoare-Laval du nom de Samuel Hoare (Ministre des affaires étrangères britannique) et Pierre Laval (Premier ministre français) qui, soucieux de ménager l’amour propre des italiens, avaient proposé de sacrifier l’Éthiopie pour détourner l’Italie de l’Europe continentale. Le soutien populaire des Britanniques et de quelques personnalités publiques qui ont manifesté de la sympathie envers l’Empereur Hailé Sélassié et son peuple ont finalement joué en faveur des panafricanistes qui s’opposent fermement à ce plan.¹⁹⁹

En plus de constituer une injustice et une violation des règles internationales, l’agression italienne laissera des marques indélébiles dans l’histoire politique du panafricanisme. Certains

¹⁹⁷Esedebe 100.

¹⁹⁸Padmore, *Pan-Africanism or Communism* 123-4.

¹⁹⁹L’émotion suscitée par l’agression italienne contre l’Éthiopie peut être comparée à l’émotion que peut provoquer de nos jours toute action militaire chinoise contre le Tibet du Dalai Lama.

parmi les panafricanistes verront dans cette agression la preuve de la brutalité des états colonialistes et le reflet de leur véritable volonté d'assujettir les peuples non-blancs et les maintenir indéfiniment dans cette situation. L'Italie leur offrira assez d'arguments pour soutenir les positions les plus radicales et les idées les plus nationalistes. Elle accélérera l'engagement politique de Kwame Nkrumah. Quand l'attaque est annoncée ce dernier se trouve encore à Londres en train de terminer ses préparatifs pour rejoindre les États-Unis. Il décrit ainsi le sentiment que la nouvelle réveilla en lui :

But just as I was feeling particularly depressed about the future, I heard an excited newspaper boy shouting something unintelligible as he grabbed a bundle of the latest editions from a motor van, and on the placard I read : 'MUSSOLINI INVADES ETHIOPIA'. That was all I needed. At that moment it was almost as if the whole of London had suddenly declared war on me personally. For the next few minutes I could do nothing but glare at each impassive face wondering if those people could possibly realize the wickedness of colonialism, and praying that the day might come when I could play my part in bringing about the downfall of such a system. My nationalism surged to the fore; I was ready and willing to go through hell itself, if need be, in order to achieve my object.²⁰⁰

Ce passage exprime le sentiment de beaucoup d'autres Africains de cette génération qui se sont identifiés à l'impuissance des Éthiopiens face à la supériorité militaire de l'armée italienne.

c. Les Protectorats britanniques en Afrique australe:

Ces territoires étaient des protectorats britanniques, statut différent de celui de colonie et qui implique une gouvernance intérieure « autonome » alors que les colonies sont généralement gouvernées directement par le pouvoir colonial concerné. Ces territoires avaient signé des traités de protectorat, c'est-à-dire de protection (pour certaines volontairement et pour d'autres sous la contrainte) avec la Grande Bretagne, par lesquels ils acceptaient de céder au protecteur la charge de leur diplomatie, la gestion de leurs transactions commerciales, la défense de leur territoire et celle de leurs citoyens. Un traité de protectorat permettait aux états faibles de bénéficier de la protection d'une puissance militaire contre les agressions venant des voisins plus puissants, et pour les puissances cela permettait de protéger leur chasse gardée contre les incursions des puissances rivales. Le Basutoland (Royaume du Lesotho

²⁰⁰Kwame Nkrumah, *The Autobiography of Kwame Nkrumah* (Edinburgh: Thomas Nelson and Sons Ltd, 1957) 27.

depuis 1966), le Bechuanaland (République de Botswana depuis 1966), et le Swaziland (Royaume du Swaziland depuis 1968) avaient signé des traités de protectorat avec la Grande Bretagne entre 1868 et 1894 pour se protéger principalement des attaques des Boers et des Zulus.

En 1910, L'Union Sud-Africaine devient l'unique état souverain d'Afrique australe et contrôle l'essentiel de l'économie régionale grâce notamment à la témérité de l'homme d'affaires Cecil J. Rhodes (1853-1902). Pour les autorités sud-africaines, l'existence de ces territoires protégés par la Grande Bretagne et enfermés dans leur espace géographique représente une entrave sérieuse à tout projet expansionniste. Il faut rappeler que depuis sa naissance l'Union Sud-Africaine avait toujours essayé, par divers moyens, d'annexer les territoires du Basutoland, du Bechuanaland et du Swaziland. Mais à partir de 1930, ils décident d'engager des négociations avec le gouvernement britannique pour obtenir le placement de ces territoires sous leur autorité directe. Ils basent alors leurs demandes sur le *South Africa Act* du 20 septembre 1909 dont la provision 151 prévoit un éventuel transfert des territoires concernés :

The King, with the advice of the Privy Council, may, on addresses from the House of Parliament of the Union, transfer to the Union the government of any territories, other than the territories administered by the British South Africa Company, belonging to or under the protection of His Majesty, and inhabited wholly or in part by natives, and upon such transfer the Governor-General in Council may undertake the government of such territory upon the terms and conditions embodied in the Schedule to this Act.²⁰¹

Entre 1910 et 1930 les gouvernements de l'Union n'avaient cessé de tenter de faire fléchir les gouvernements britanniques successifs sur cette question de transfert conformément à la stratégie préconisée par Louis Botha (1862-1919) qui avait déclaré en 1913 que l'Union « devait faire pression sur les Britanniques pour obtenir le plus tôt possible le transfert du Swaziland et du Bechuanaland en même temps ».²⁰²

Après la Première Guerre mondiale les gouvernements de Jan Smuts (1870-1950) et de James B. Hertzog (1866-1942) avaient poursuivi la même politique. En 1924 ce dernier avait adressé

²⁰¹Acte disponible à l'adresse suivante : http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier%3ASouth_Africa_Act_1909_%28Brand%29.djvu&page=24

²⁰²Cité dans Harold M. Glass, « South Africa Policy Towards Basutoland », *South African Institute of International Affairs* (Jan Smuts House, University of Witwatersrand, 1966) 15. (Consulté depuis l'adresse : <http://dspace.cigilibrary.org/jspui/bitstream/123456789/30036/1/South%20African%20policy%20towards%20Basutoland.pdf?1>)

une lettre au *High Commissioner*²⁰³ dans laquelle il plaidait en faveur du même plan de transfert préconisé par Botha, c'est-à-dire d'abord les territoires du Bechuanaland et du Swaziland et enfin le Basutoland. En 1933 il change cependant de stratégie et insiste plutôt sur la nécessité pour son gouvernement de s'approprier les trois territoires en même temps.²⁰⁴ Au milieu des années 1930, la pression des autorités sud-africaines s'accroît et les élites africaines et d'origine africaine, désireuses de révéler à l'opinion publique britannique et internationale ce qu'elles perçoivent comme les vraies intentions de l'Union Sud-Africaine, décident de mener une campagne de dénonciation du plan de transfert de ses Protectorats entre le gouvernement de Sa Majesté et le gouvernement sud-africain. Ils accusent la Grande Bretagne de vouloir livrer les populations de ces territoires à la brutalité des autorités sud-africaines, les exposant ainsi au même traitement réservé à la population noire du pays. Les chefs de file des associations noires londoniennes commencent alors à militer très activement pour stopper ce projet. Harold Moody adresse une lettre de protestation au secrétaire d'état de l'époque chargé des affaires des *Dominions*, Mr J.H. Thomas.²⁰⁵ Mais, bien que soutenue par la plupart des militants et des associations, cette initiative se révèle peu efficace pour dissuader les Sud-Africains de poursuivre leur plan de contestation d'une réalité géographique perçue comme une anomalie, à savoir précisément l'existence de ces états noirs à l'intérieur de leur surface géographique. Leur détermination est renforcée par les avantages que l'État sud-africain espère tirer de ce transfert : accès total aux terres fertiles du Swaziland et de la Basutoland pour les fermiers blancs et aux ressources minières pour les compagnies sud-africaines, et surtout la garantie d'une main d'œuvre abondante et corvéable à merci.²⁰⁶

Dès 1935, toutes les conditions semblent réunies pour finaliser le transfert car les deux gouvernements concernés avaient persisté, malgré les pressions, dans leur volonté de travailler ensemble dans ce sens. Mais dans un contexte mondial de moins en moins favorable au colonialisme et à l'impérialisme, le plan sud-africain bute sur la résistance des élites africaines et d'origine africaines qui bénéficient du soutien de citoyens britanniques et de personnalités influentes qui partagent leur point de vue.

Que faut-il retenir de cette mobilisation du point de vue panafricaniste ? Comment a-t-elle servi la cause des militants noirs ?

²⁰³ Devenue depuis 1935 "*His Majesty's High Commissioner for Basutoland, the Bechuanaland Protectorate and Swaziland*" elle était chargée des affaires de ces protectorats.

²⁰⁴ Glass. 15.

²⁰⁵ Esedebe 108.

²⁰⁶ Esedebe 107.

Empêcher à l'Union Sud-Africaine de s'emparer des Protectorats c'est éviter la persécution raciale contre d'autres populations noires, selon Harold Moody.²⁰⁷ En s'opposant de la manière la plus ferme à ce plan de transfert, les panafricanistes veulent montrer que l'impérialisme n'a plus sa place sur le continent africain au moment où des voix de plus en plus audibles s'élèvent pour dénoncer ses crimes. Ils entendent aussi montrer leur refus de laisser la voie libre au plan impérialiste de l'Afrique du Sud et de cautionner par leur silence les annexions et les nouvelles formes de colonisation pendant que d'autres se mobilisent contre le colonialisme. De plus, les militants noirs de Londres qui s'étaient déjà mobilisés contre la domination coloniale et l'impérialisme publiant des articles et des pamphlets très critiques savent qu'ils risquent de se discréditer en décidant de rester silencieux face à l'Union Sud-Africaine. Leur mobilisation est donc la preuve d'une prise de conscience de la nécessité de se préparer à d'autres formes de colonialisme et d'impérialisme plus sournois.

Aujourd'hui en se rappelant les guerres civiles qui ont accompagnées les années des indépendances africaines²⁰⁸ et au regard des nombreux conflits d'origines ethniques qui continuent de faire l'actualité africaine on est obligé de s'interroger sur les conséquences qui auraient pu découler d'une annexion de ses trois territoires par l'Afrique du Sud. L'on imagine aisément les difficultés qu'aurait ce pays à maintenir tous ces territoires dans un seul ensemble après la fin du régime de l'Apartheid. Plusieurs raisons nous poussent à douter qu'une unité pouvait être maintenue sans l'usage de la force. Premièrement, les rivalités ethniques (Zulu contre Xosa) qui étaient survenues après la libération de Mandela et qui s'étaient poursuivies durant la période de transition politique avaient failli faire basculer le pays dans une guerre civile. Deuxièmement, nous pouvons dire qu'il est difficile d'imaginer que la classe dirigeante dans ces principaux territoires allait docilement accepter la domination sud-africaine. Rien dans l'histoire récente de l'Afrique et celle de ses relations avec ses voisins ne permet de croire que sa domination sur ceux-ci ne serait pas contestée le moment venu. C'est la raison pour laquelle une relecture des arguments de George Padmore face au plan de transfert des Protectorats nous paraît utile pour mieux comprendre comment les panafricanistes se sont servis de cette polémique pour rassembler les militants. Nous utiliserons l'exemple de la Namibie pour tenter d'examiner la validité de ses arguments.

En 1938 George Padmore publie un livret *Hands Off the Protectorates*, dans lequel il résume ses arguments contre le projet colonialiste du régime sud-africain. Il y réitère aussi ses

²⁰⁷Esedebe 107.

²⁰⁸Guerre civile angolaise entre UNITA et MPLA, la crise congolaise, la guerre civile mozambicaine.

critiques contre les déclarations et l'action politique d'Hertzog (à l'époque Premier Ministre de l'Union Sud-Africaine). Il faut rappeler pour ce qui est du contexte que deux ans avant la publication de ce livret, le gouvernement d'Hertzog avait fait voter la *Native Bill* qui l'autorisait à trouver près de 7 millions d'hectares pour satisfaire les besoins des fermiers Boers en terres cultivables. Le vote de cette loi attestait d'une forme de capitalisme agressif des dirigeants sud-africains et faisait craindre le pire pour les populations des principaux Protectorats. La loi en question spécifiait que:

Natives must obey the white man's law. They are living in a land of the white man. If the native does not obey the white man's rule he will be forced to obey, even if this has to be carried out by the imposition of more rigorous punishment or stricter supervision of the native's freedom of movement.²⁰⁹

Aux yeux de Padmore, cet extrait prouve que l'Union n'avait pas l'intention d'honorer ses engagements l'obligeant à respecter la volonté des populations noires dans ces territoires. Pour lui il est clair que si le plan de transfert est validé par Whitehall, le monde peut s'attendre à une persécution raciale contre ces mêmes populations :

The urban native population are lodged in locations, which contain some of the worst slums in the world. Tuberculosis, dysentery, typhus, syphilis, all flourish and create a high mortality [...] Racial discrimination is carried into education. The cost of educating a white child is about £25 per annum, and that of a black £2 10s., paid out of direct native taxation. [...] Africans are forced to carry no fewer than 12 passes : *Six Days' Special; Monthly; Identification; Day Special; Night Special; Location Visitor's; Lodger's; Poll tax receipt; Travelling; Daily Labourer's; Exemption*. Their movements are restricted; right to free speech, assembly and press are positively denied to them. They cannot be out after 9 p.m., for curfew laws exist for them. Though bearing the brunt of taxation and other burdens, they have no representation in Government, and in 1936 General Hertzog took away the vote from the Africans in the Cape. These people have been made aliens in their own land!²¹⁰

Le second point de l'argumentaire de Padmore concerne le respect des actes qui forment l'Acte de l'Union, notamment celui qui oblige les Britanniques à demander le consentement des représentants des populations concernées avant de céder leur autorité à un autre état. Pour Padmore il est impossible et impensable que ces populations acceptent de bon gré à consentir à être gouverné par un régime notoirement raciste si elles sont correctement informées des conditions. Il déduit que la possibilité d'un accord avec ces populations devrait être exclue contrairement aux prétentions défendues par le *Secretary of State for Dominion Affairs*,

²⁰⁹Padmore, "The Government's Betrayal of the Protectorates," *Controversy* 2, 21 (June 1938) disponible en ligne en suivant le: <http://www.marxists.org/archive/padmore/1938/government-betrayal.htm> (consulté le 12/10/15).

²¹⁰Ibid.

Malcolm MacDonald. Padmore perçoit derrière les déclarations officielles des deux gouvernements une volonté de tromper l'opinion publique en faisant planer la possibilité d'un consentement des populations. Pour montrer qu'un tel consentement n'est nullement envisageable il évoque les démarches des chefs²¹¹ du Bechuanaland, qui en 1934 avaient exprimé au gouvernement britannique de l'époque leur opposition à tout plan de transfert. Il rappelle aussi la mobilisation des populations des Protectorats elles-mêmes qui n'ont jamais écarté la possibilité de recourir à la lutte armée pour défendre leur statut. Pour lui le gouvernement britannique ne fait que ruser et n'a aucunement l'intention de tenir compte de l'avis des populations directement concernées, et pour cette raison il insiste sur la nécessité pour les Africains de se mobiliser et de s'opposer fermement aux ambitions du gouvernement de l'Union Sud-Africaine.

The appointment of a Standing Joint Advisory Conference between Great Britain and the Union to study openings in matters affecting the native territories is a move to pave the way for annexation. The Secretary for Native Affairs and two other officers of the Union Government and the Resident Commissioners of the Protectorates, who compose the committee, are not going to find reasons why the transfer should not be made. And unless the British Government seriously contemplated the transfer it would not have set up a Commission to study the basis on which it should take place.²¹²

Retenons que Padmore s'oppose au plan de transfert pour trois raisons principalement. Premièrement il considère que le Général Hertzog et son gouvernement avaient déjà donné assez de preuve de leur hostilité vis-à-vis des populations noires. Deuxièmement il pense que les populations, à travers leurs représentants, avaient à plusieurs reprises exprimé leur désaccord et montré qu'elles n'avaient ni l'intention ni le besoin de rejoindre l'Union Sud-Africaine. Troisièmement il est convaincu que les deux gouvernements n'ont pas l'intention de respecter la volonté des populations indigènes.

L'histoire des relations entre la Namibie et l'État sud-africain nous permet aujourd'hui de tirer les enseignements qui nous permettent d'étayer le point de vue formulé par George Padmore :

²¹¹En réalité ayant pris connaissance de la provision de l'Acte sud-africain, les chefs commencent à s'interroger sur sa signification pour leur territoire respectif. Dès 1909 une délégation des chefs du Basutoland se rend à Londres pour rencontrer le roi Edouard VII. Les chefs lui font alors part de leurs inquiétudes, rappelant les raisons pour lesquelles leur pays a demandé et obtenu la protection de la Grande Bretagne. Voir Reuben O. Makenye, "The African Role in the Failure of South African Colonialism, 1902-1910: The Case of Lesotho" *International Journal of Humanities and Social Science* 1. 16 (Nov 2011): 135. L'article est disponible sur le lien: http://www.ijhssnet.com/journals/Vol_1_No_16_November_2011/15.pdf

²¹²Padmore. "The Government's Betrayal of the Protectorates"

Concernant ce pays l’Afrique du Sud refusera pendant des années et malgré les injonctions de la communauté internationale de respecter les termes du Mandat de la SND. Et, comme le craignait Padmore les lois de l’Apartheid seront introduites dans le pays.

L’exploitation économique sera aussi au rendez-vous comme il l’avait prédit. Les ressources naturelles du pays, notamment l’uranium, seront exploitées de manière intensive au détriment des populations locales. L’Union y installera une administration de type colonial très répressive pour mieux contenir les actes de rébellion. Le refus de cette situation de colonisation obligera une partie de la population namibienne à recourir à la force contre l’Afrique du Sud. La guerre de libération pour mettre fin à cette colonisation sud-africaine durera plusieurs décennies avec des conséquences durables pour ce pays et pour le continent africain. C’est certainement le même sort qu’auraient connu les Protectorats si le projet de transfert avait abouti.

On peut imaginer que le moment venu, les chefs traditionnels et les élites éduquées demanderaient leur indépendance respective. Et étant donné les intérêts économiques dans ces pays (terres arables et ressources minières au Swaziland et au Lesotho, mines de diamant au Botswana) il est presque certain que le gouvernement sud-africain aurait opposé un refus à leurs demandes d’indépendance, et une telle réaction aurait conduit au même dénouement qu’en Namibie ou pire car une guerre de libération aurait certainement occasionné l’éclatement de l’Afrique du Sud telle que nous le connaissons aujourd’hui. Les Zulus auraient été peut-être tentés de profiter de la situation pour constituer un état-nation séparé du reste de l’Afrique du Sud.

Dès lors l’argument panafricain qu’avait brandi Jan Smuts n’était qu’une ruse car l’Union que l’Afrique du Sud avait l’intention d’imposer à ses voisins n’était pas fondée sur des bases acceptables ou favorables aux intérêts des populations concernées. C’est au contraire l’opposition à une telle union qui nous paraît, au vu des raisons évoquées, être un meilleur service au projet panafricain comme Padmore et ses partisans l’ont compris à l’époque.

d. Le débat provoqué par la Charte de l’Atlantique

Dès la fin de la Grande Guerre, les militants anticolonialistes avaient interpellé à plusieurs reprises les puissances coloniales sur les implications réelles des principales déclarations du

Traité de Versailles pour les territoires encore sous domination coloniale. Les quatorze points du président Wilson avaient occasionné de vives débats politiques durant la période de l'entre-guerre et plus particulièrement les points 5 et 14 que voici :

5/ A free open, minded, and absolutely impartial adjustment of all colonial claims, based upon a strict observance of the principle that in determining all such questions of sovereignty the interests of the populations concerned must have equal weight with the equitable claims of the government whose title is to be determined.

14/ A general association of nations must be formed under specific covenants for the purpose of affording mutual guarantees of political independence and territorial integrity to great and small states alike.

La Charte de l'Atlantique signée le 14 août 1941 par le Premier ministre britannique, Winston Churchill, et le Président américain, Franklin D. Roosevelt, n'a fait que justifier leur interrogation pour savoir si les colonies sont aussi concernées par les déclarations sur le respect du droit des peuples à décider de leur propre forme de gouvernement contenues dans son point 2 :

They desire to see no territorial changes that do not accord with the freely expressed wishes of the peoples concerned;

Il n'est pas inutile de préciser que cette Charte publiée pendant que la grande mobilisation anticolonialiste des années 1940 bat son plein est une source de motivation supplémentaire pour les militants africains dans les colonies comme dans les métropoles coloniales. Il représente surtout un argument de poids pour donner plus de crédit à leurs revendications d'autonomie.

Quand Clement Attlee annonce la nouvelle sur les ondes britanniques le 16 août, beaucoup de militants africains commencent aussitôt à entrevoir l'ouverture d'un nouveau chapitre de l'histoire coloniale, car, à cet instant précis, ils sont convaincus que les déclarations de la Charte peuvent être interprétées en faveur de l'indépendance ou de l'autonomie qu'ils réclament depuis plusieurs années pour les territoires colonisés. En effet, l'article 3 de la Charte de l'Atlantique reconnaît l'engagement des puissances alliées à respecter la volonté de tous les peuples à l'autodétermination. Voici les mots qui ont apporté de l'eau au moulin des militants anticolonialistes :

They respect the right of all peoples to choose the form of government under which they will live; and they wish to see sovereign rights and self-government restored to those who have been forcibly deprived of them;

Face à la pression des associations et des militants londoniens qui exigent la clarification de la position officielle du gouvernement britannique par rapport à ce troisième point, Attlee finira par adresser aux militants de la *WASU* une déclaration qui montre le manque de clarté de la position officielle des autorités britanniques sur leur intention envers leurs colonies :

You will not find in the declarations which have been made on behalf of the Government of this country on the war any suggestion that the freedom and social security for which we fight should be denied to any of the races of mankind. We fight this war not just for ourselves alone, but for all peoples.²¹³

Bien que très floue la déclaration d'Attlee a eu un impact considérable au regard de la polémique qu'elle a occasionnée. Le quotidien de gauche, le *Daily Herald*, titrera : « The Atlantic Charter: it means dark races too » ce qui ne manqua pas d'alimenter la polémique entretenue par la presse et les personnalités politiques. Mais il faut noter que les unes de la presse et les déclarations des hommes politiques ne permettront ni d'apporter les éléments de précision attendus ni de dissiper le malentendu autour de la question.

L'intervention du chef du gouvernement a été salutaire pour mettre un terme à la polémique. De retour dans son pays Churchill fait une première déclaration à la *Chambre des Communes* détaillant sa position dans un langage clair et franc disant que la charte concerne uniquement les nations européennes directement menacées par l'Allemagne nazie et nullement les territoires administrés par la Grande Bretagne. Cette mise au point provoque aussitôt une vive réaction des militants anticolonialistes, qui refusent d'accepter une interprétation aussi étroite de ce point de la Charte. Ils dénoncent notamment l'absence d'égalité de traitement qui prouve, selon eux, que les élites « bourgeoises » occidentales, malgré leurs déclarations d'intention, n'ont jamais eu réellement l'intention de respecter les aspirations des peuples colonisés.

Finalement, les militants africains comprendront leur échec quand Churchill déclare en novembre 1942 qu'il n'a jamais eu l'intention « d'organiser la liquidation de l'empire de Sa Majesté. » A partir de ce moment, ils comprennent que l'indépendance ne leur serait pas être

²¹³Esedebe 120.

offerte sur un plateau doré. Ils admettent surtout que les auteurs de la Charte n'avaient pas imaginé que les mots du document pourraient s'appliquer aux colonies africaines. Cette prise de conscience les poussera finalement à épouser l'argument des panafricanistes (Padmore et James) selon lequel les puissances coloniales ne renonceraient pas volontairement aux richesses et au prestige qu'elles pourraient continuer à tirer de leur contrôle de ressources africaines.

B. George Padmore et l'organisation du réveil panafricaniste à partir de Londres :

George Padmore (né Malcolm Ivan Meredith Nurse, 1903-1959) est l'une des plus grandes figures du Panafricanisme du XX^e siècle. Il quitte son Trinidad natal en 1924 pour aller étudier la médecine à *Fisk University* (États-Unis) puis à *Howard University* à Washington D.C. Il fait ses premières armes dans le militantisme politique en fréquentant les organisations communistes (*Workers Communist Party*, *American Negro Congress*) pendant ses années à Howard ; il s'y illustre notamment en organisant une campagne de protestation contre la politique coloniale britannique en Afrique lors d'une visite de Sir Esmé Howard, ambassadeur de la Grande Bretagne aux États-Unis dans les années 1920.²¹⁴ En 1929, Padmore se rend à Moscou où il reste jusqu'en 1930 pour recevoir une solide formation de propagandiste en tant que responsable du Comintern, chargé de la direction du Bureau des syndicats des travailleurs noirs (Profintern). Ce poste lui donne l'occasion de parcourir le monde. Il effectue plusieurs voyages en Afrique où il découvre le colonialisme de l'intérieur et étudie sur le terrain les modes opératoires de l'impérialisme. En 1930, il s'installe en Allemagne (Hambourg) pour y organiser et diriger le groupement des organisations syndicales noires.²¹⁵ Il y édite le journal *The Negro Worker* et y séjourne de 1931 jusqu'en 1934. Ainsi quand il arrive en Grande Bretagne en 1935 il a déjà le profil idéal pour organiser et diriger un mouvement d'envergure internationale comme le panafricanisme.

À Londres, Padmore retrouve son ami d'enfance C.L.R James, lui aussi originaire de l'île de Trinidad et qui vit en Angleterre depuis 1932. James s'est déjà illustré à Londres en organisant la mobilisation de soutien à l'Éthiopie et est déjà l'auteur d'un pamphlet, *The Case*

²¹⁴Azikiwe 133.

²¹⁵ Organisation dénommée *International Trade Union Committee of Negro Workers* (ITUCNW)

for *West-Indian Self-Government* (1933) et d'une pièce de théâtre, *Toussaint L'Ouverture* (1934). En tant que trotskyste, James partage avec Padmore son idée d'appliquer la stratégie internationaliste du *Komintern* au panafricanisme.

1. L'International African Service Bureau (IASB)

Les initiatives diverses des associations africaines que nous avons présentées précédemment ainsi que l'évolution de leur idées respectives ont contribué à propager le point de vue qui présente le colonialisme comme le principal frein au progrès en Afrique. De plus, les expériences conjuguées de ces principales associations, qui entretiennent par ailleurs d'étroites relations, permettent aux militants africains de voir la nécessité et l'utilité d'une coopération entre colonisés pour combattre le colonialisme en Afrique.

Le Bureau (IASB) a été en réalité le fruit d'une réorientation des activités de l'*International African Friends of Abyssinia*. Comme la mobilisation de soutien à l'Éthiopie avait commencé à atteindre les limites de son influence et de son efficacité, il a fallu la redynamiser pour servir de tremplin à un mouvement politique sur le modèle de l'Internationale communiste, une sorte de centre des affaires africaines en Occident dont les activités seraient axées sur la défense des intérêts de l'Afrique et des Africains. Il faut voir dans cette orientation stratégique l'empreinte des internationalistes, Padmore et James.

L'*International African Service Bureau* est fondé en 1937 avec comme Président George Padmore et Wallace-Johnson, originaire de la Sierra Leone, Secrétaire Général. Jomo Kenyatta du Kenya et Ras Makonnen de la Guyane Britannique deviennent respectivement assistant et secrétaire exécutif. La composition de la direction de l'IASB reflète la diversité et l'élan de coopération qui caractérisent alors le mouvement anticolonialiste et panafricaniste. Son quartier général se trouve à Gray Inn Road.

Ras Makonnen a joué un rôle clé dans le développement du panafricanisme à Londres, ainsi que le révèle son parcours. Au début de la mobilisation en faveur de l'Éthiopie il vit encore au Danemark, ce qui ne l'empêche pas de publier des articles dans la presse locale, dénonçant la campagne italienne et la fourberie des puissances coloniales impliquées dans la gestion de cette crise. À son arrivée en Grande Bretagne, il s'installe dans la ville de Manchester où il tient un restaurant et se fait remarquer pour ses talents d'orateur en tant qu'activiste politique

et panafricaniste.²¹⁶ Sa maîtrise de l'art oratoire lui permet de s'imposer comme un des éléments clés du panafricanisme à Londres. Plus proche des milieux d'affaires, il milite en faveur d'une prise de distance par rapport au parti communiste britannique et pour l'application d'une politique associative permettant d'empêcher les personnes non-africaines d'y briguer un poste de direction. Sa plus grande contribution a sans doute été la fondation de l'*International African Opinion*, journal édité par C.L.R James et William Harrison.

Revenons sur l'importance de l'IASB. Elle est issue de la volonté de Padmore de ressusciter le panafricanisme et de relancer le projet d'un autre congrès panafricain en s'appuyant sur le dynamisme des principales organisations panafricanistes londoniennes. Cependant, Padmore et ses partenaires sont conscients de la nécessité de garder le secret sur la vraie nature de leur projet pour ne pas éveiller, dans ce contexte de troubles politiques majeurs, les soupçons des Britanniques. Makonnen écrit à ce propos que :

We had naturally considered the possibility of reviving Du Bois's pan-African movement, but it seemed safer to operate under the umbrella of service rather than risk a frontal attack by taking a bolder pan-African title.²¹⁷

Plus loin dans ses mémoires, il raconte avec plus de détails l'état d'esprit qui a favorisé la fondation de l'IASB :

The whole point of our creating first the I.A.S.B and then the federation was to break with the age-old tradition of blacks depending on white organizations. As has been seen, we would tolerate people who offered some skill or money, but never let them interfere in guiding the affairs of our institutions. Reflecting on black history, one could see clearly that this had been one of the mistakes in the National Association for the Advancement of Coloured People, or in the LCP, and we weren't going to repeat it.²¹⁸

L'objectif principal de l'organisation est donc précisément d'œuvrer dans le sens de l'unité des peuples africains et de toutes les populations opprimées (noires et autres populations non blanches) pour lutter efficacement contre l'exploitation et la domination du colonialisme et de l'impérialisme.

²¹⁶ Dans son autobiographie, Nkrumah évoque une seule fois Makonnen pour le qualifier de « *a gifted speaker* ». Cela montre à quel point il fut impressionné par cet aspect du personnage.

²¹⁷ Makonnen 117.

²¹⁸ Makonnen 178.

The I.A.S.B. is an organisation representing the progressive and enlightened public opinion among Africans and peoples of African descent. It supports the demands of Africans and other colonial peoples for democratic rights, civil liberties and self-determination.²¹⁹

Les fondateurs de l'IASB ont fait le constat de l'émergence d'une prise de conscience politique provoquée et entretenue par *WASU* et les autres associations londoniennes. Pour eux, il suffit de donner de la cohérence et une direction à ce phénomène pour le transformer en un instrument efficace de mobilisation anticolonialiste. De ce fait, on peut considérer l'IASB comme une organisation ombrelle servant à coordonner les actions des différentes organisations panafricaines londoniennes.

It (the Bureau) aims to co-ordinate and centralise the activities of the various organisations—be they political, trade union, co-operative, fraternal, cultural, etc.--which at present exist in different parts of the black world, and in this way bring them into closer fraternal relation with one another, as well as sympathetic organisations in Great Britain and other countries, so as to arouse concerted action upon all questions affecting the common economic, political, social and educational well-being of the Africans and peoples of African descent.²²⁰

Il a aussi pour mission de diriger la propagande anticolonialiste, conçue non pas uniquement pour attaquer les pouvoirs coloniaux mais aussi pour sensibiliser les citoyens britanniques sur les conditions économiques et sociales dans les différentes colonies :

One of the chief functions of the Bureau will be to help and enlighten public opinion in Great Britain especially the working and middle classes, as to the true conditions in the various colonies, protectorates and mandated territories in Africa, the West Indies and other colonial areas.²²¹

Les militants entretiennent ainsi l'espoir de gagner la sympathie de l'opinion publique anglaise et de pousser les citoyens du pays à faire pression sur leur gouvernement pour soutenir la cause anticoloniale. Le Bureau ambitionne également de se rapprocher des responsables des partis politiques britanniques pour débattre de l'actualité dans les colonies et pour convaincre ces derniers de soutenir les demandes autonomistes. Parmi les objectifs de l'IASB :

1. Rassembler et disséminer les informations sur les mauvaises conditions dans les colonies ;
2. Organiser des manifestations et autres rassemblements dans le but d'informer et de faire réagir l'opinion publique britannique ;

²¹⁹ Brochure IASB, *The Ralph Bunche Papers*, Archives and Rare Books Division, Schomburg Center for Research in Black Culture, New York.

²²⁰ Brochure IASB, *The Ralph Bunche Papers*.

²²¹ Brochure IASB, *The Ralph Bunche Papers*.

3. Approcher les milieux politiques dans le but de faire parvenir aux parlementaires les informations sur la situation dans les colonies britanniques ;
4. Établir blir des contacts avec les personnes et les organisations en Grande Bretagne et dans le monde favorables à la cause anticoloniale ;
5. Concevoir un programme visant à renforcer le sentiment de solidarité internationale et d'unité panafricaine entre population d'origines africaine et européens ;
6. Créer un journal et d'un service d'édition chargé de diffuser les informations et de maintenir le contact entre l'élite et les masses.

2. *La Pan-African Federation (PAF)*

Elle est fondé en 1944 lors d'un rassemblement organisé à Manchester, sous l'égide de l'IASB, à l'issue duquel les représentants des diverses organisations présentes décident d'unir leurs forces sous la bannière d'un « Pan-African united front movement ». ²²² La Fédération est conçue pour aller plus loin que l'IASB dans le travail de rassemblement et de fusion des organisations panafricanistes en Grande Bretagne et dans le monde entier. Malgré son modèle d'organisation d'inspiration communiste, la PAF se présente comme une alternative au communisme international, qui, de l'avis de Padmore, est plus préoccupé par les intérêts de Moscou que par ceux des peuples colonisés.

By pooling resources and liberating themselves from the eroding influence of doctrinaire Marxism which British Communists operating through certain Negro fellow travelers were trying to impose upon the African national liberation movements as a means of exercising Stalinist control over them, the Pan-African Federation was able to take an independent ideological position on the colonial question. ²²³

La création de la fédération marque ainsi le triomphe d'une volonté palpable dans le discours des associations londoniennes depuis le milieu des années 1930 et qui s'est déjà exprimée à travers la marginalisation de Moody et de son organisation, soupçonnée alors d'être sous l'emprise des communistes, une volonté devenue d'autant plus ferme que les principaux dirigeants du mouvement ont pris publiquement leur distance vis-à-vis de la ligne doctrinaire moscovite, créant ainsi un vide idéologique que l'*International African Opinion* essaiera de combler. Plus tard, Padmore tentera de donner un contenu théorique à cet affranchissement

²²²Padmore, *History of the Pan-African Congress* 127.

²²³Padmore, *History of the Pan-African Congress* 128.

idéologique et doctrinal avec la publication de l'ouvrage qui est certainement sa plus grande contribution au corpus panafricaniste, *Pan-Africanism or Communism* (1956).

Selon Padmore, les objectifs de la *Pan-African Federation* (PAF) sont :

- To promote the well-being and unity of African peoples and peoples of African descent throughout the world;
- To demand self-determination and independence of African peoples, and other subject races from the domination of powers claiming sovereignty and trusteeship over them;
- To secure equality of civil rights for African peoples and the total abolition of all forms of racial discrimination;
- To strive to co-operate between African peoples and others who share our aspirations.²²⁴

La PAF est également une université populaire où les intellectuels africains et les militants anticolonialistes peuvent se familiariser avec les grands courants idéologiques et politiques et se former aux diverses méthodes d'organisation et de lutte militantes.

Son bureau sert aussi de lieu de débat où les militants viennent échanger sur les stratégies des partis politiques, les méthodes et les tactiques dans les luttes de libération, la possibilité d'appliquer la non-violence gandhienne à la situation africaine. Son journal *l'International African Opinion* publie des articles documentés sur des thèmes aussi variés que l'économie, la politique et la culture, destinés à informer les élites et l'opinion publique sur la situation des colonies. De plus, la Fédération assure la publication d'ouvrages écrits par ses membres sur les problèmes liés à la question coloniale.²²⁵ Pour pérenniser ses activités éditoriales, deux structures spécialisées sont mises en place : *The Pan-African Book Agency* et *The Pan-African Speaker's Bureau*.

Les membres de la PAF sont pour la plupart originaires des colonies africaines, des Antilles britanniques, des États-Unis, d'Haïti. Des branches locales sont mises en place dans les colonies antillaises et dans plusieurs territoires africains : Angola, Éthiopie, Gambie, Guinée, le Libéria, le Nigéria, la *Gold Coast*, la Sierra Leone, l'Afrique du Sud, la Somalie.²²⁶ Ceci explique le nombre assez significatif de membres d'origine africaine. La liste des responsables contient des personnalités africaines telles que Robert Broadhurst (Sierra Leone), président ;

²²⁴Padmore, *Pan-Africanism or Communism* 127-8.

²²⁵Padmore, *Pan-Africanism or Communism* 128.

²²⁶ *The Ralph Bunche Papers*, Archives and Rare Books Division, Schomburg Center for Research in Black Culture, New York.

Samuel R. Wood (Gold Coast), Johnstone (Jomo) Kenyatta (Kenya), Mohamed Said (Somaliland), J.J. Magade (Afrique du Sud), vice-présidents.

Avec l'avènement de la PAF, toutes les conditions sont alors réunies pour envisager sérieusement l'organisation d'un nouveau congrès panafricain: la représentation de tous les continents et des principaux territoires coloniaux à travers ces principales associations, une plus grande détermination des intellectuels colonisés, galvanisés par les événements récents, une plus grande familiarité avec les personnalités politiques occidentales, une meilleure connaissance des méthodes d'organisation et des techniques de propagande, et, pour couronner le tout, l'apparition sur la scène londonienne d'une direction d'un nouveau type composé d'idéologues, de propagandistes et d'organiseurs importants comme George Padmore, C.L.R James, Ras Makonnen, Kwame Nkrumah.²²⁷

C. Les moments clés du Congrès de Manchester de 1945

Depuis le Congrès panafricain de New York en 1927, beaucoup de questions avaient été laissées en suspens. Le congrès suivant qui devait initialement avoir lieu à Tunis ou dans une autre ville africaine²²⁸ n'est pas autorisé par les autorités françaises. En outre, la crise économique des années 1930 a touché de plein fouet la diaspora afro-américaine, principal bailleur de fonds des congrès précédents. D'autres problématiques survenues dans les années 1940 se sont ajoutées aux questions qui existaient déjà, rendant la tenue d'un nouveau Congrès panafricain encore plus urgente.

Pour pouvoir enfin réunir le Congrès prévu dès 1927 il fallait que les principaux tenants du panafricanisme à Londres se mobilisent et conjuguent leurs efforts. La date de la manifestation envisagée semble avoir été suggérée par Harold Moody mais celui-ci étant de moins en moins apprécié des militants londoniens, il n'aurait pas pu organiser tout seul un Congrès de grande envergure. Soutenu par Amy J. Garvey, il contacte alors la personnalité qui, de par son expérience, était la plus susceptible de réunir des tendances panafricanistes diverses : Du Bois, qui répond favorablement dès 1944²²⁹. Celui-ci lance un appel que signent

²²⁷ Voir partie III et sous-partie A pour plus sur Nkrumah.

²²⁸ Geiss 257.

²²⁹ Geiss 383.

Max Yergan, Paul Robeson, Amy A. Garvey et Harold Moody²³⁰ mais il n'arrive pas à réunir les fonds nécessaires. C'est donc Padmore qui prend les devants de la scène pour conduire l'organisation de la manifestation.²³¹ Padmore bénéficie alors du soutien d'un réseau de nombreuses associations et de militants confirmés acquis à son approche radicale. Il a, par exemple, le soutien de la *WASU* et de la *Youth League* de Wallace-Johnson, et l'amitié et la coopération de James, Makonnen, Milliard, Kenyatta et bien d'autres. On peut même affirmer que sa force politique à ce moment lui permet largement de se passer de l'aide de Du Bois et de la NAACP. Mais Du Bois incarne à lui seul le panafricanisme depuis plusieurs décennies et Padmore, qui sait sans doute qu'une nouvelle page est en train de s'ouvrir pour le projet panafricain, comprend tout à fait l'importance de collaborer avec celui-ci. De son côté, Du Bois fera tout pour peser sur la direction à suivre comme le montrent ses échanges épistolaires avec Padmore concernant le choix du lieu pour lequel il avait déjà son propre plan.

La première question à trancher est donc le lieu où doit se tenir le Congrès ; l'idée de la Grande Bretagne est suggérée, semble-t-il, pour faciliter la participation des délégations qui viennent d'Afrique et de toute la diaspora. En effet, les membres du bureau exécutif de la *Pan-African Federation*, très proches des organisations de la gauche britannique et internationale, veulent que la date du Congrès s'aligne sur celle de la conférence internationale organisée par le *Bureau International du Travail* qui doit se dérouler en février et septembre 1945 à Londres et à Paris. Les délégations africaines et caribéennes qui doivent venir en Europe pour participer à cette manifestation n'auraient pas beaucoup de difficultés à prendre part au Congrès si la date retenue est suffisamment proche de celle de la conférence internationale. Ce choix est donc principalement motivé par le souci d'éliminer ou de minimiser les risques liés au refus de visas et d'autorisation de séjour en Europe pour ce type de manifestations anticoloniales.

In February 1945 the presence on British soil of the trade-union delegates from his West Indian homeland and from West Africa seems to have inspired Padmore to bring into play his contacts in trade-union circles from his days in Comintern and Profintern. Perhaps he was even behind the invitation tendered to the colonial delegates to come to Manchester.²³²

²³⁰Ibid.

²³¹On sait que la PAF fut formée en 1944 mais Padmore ne donne pas de date précise, il dit simplement : « the merger was brought about in 1944.. ».

²³²Geiss 389.

Pour ce qui est du choix de Manchester au lieu de Londres, il s'explique surtout par les conséquences de la guerre sur la capitale: plusieurs bâtiments de la ville ont été dévastés par les bombardements. Sherwood et Adi donnent d'autres raisons supplémentaires qui auraient poussé les panafricanistes à choisir Manchester, parmi lesquelles : la domiciliation du bureau exécutif de la *Pan-African Federation* (PAF) dans cette ville, les possibilités d'hébergement et de restauration proposées par Ras Makonnen qui avait deux restaurants dans la ville, et le pouvoir de persuasion de Peter Milliard.

La décision est plutôt bien accueillie par les militants. Une réunion préparatoire est ensuite convoquée le 24 février, et la décision d'organiser le Congrès au mois d'octobre (juste après la deuxième partie de la conférence internationale du travail) validée. Les délégations syndicales africaines et caribéennes déjà présentes dans la ville sont invitées à assister à cette réunion et leur présence rassure les organisateurs. Un comité d'organisation est aussitôt formé et ses membres : Peter Milliard, Jomo Kenyatta, Wallace-Johnson, Makonnen, James Taylor et George Padmore sont chargés de la tâche de rédiger le manifeste de la conférence et d'entrer en contact avec les organisations et les militants susceptibles de s'intéresser au Congrès. Padmore peut alors annoncer la décision définitive à Du Bois :

A week after this conference Padmore wrote to Du Bois to present him with a *fait accompli*. The venue had been switched to Britain, because of travel difficulties and the desperate economic situation in Paris. Padmore also argued that a more liberal environment was to be found in Britain, especially after the recent election of a Labour government. The Pan-African Congress would convene on 15 October, six days after the close of the trade union conference in Paris²³³

Mais Du Bois qui n'entend pas se satisfaire d'un rôle de second plan envoie immédiatement une lettre de protestation (le 22 mars 1945) à Padmore dans laquelle il exprime ses doutes sur la pertinence du lieu choisi et sur le moment de la publication du manifeste. Il rappelle qu'il a déjà commencé à travailler sur le projet avec Moody et A. A. Garvey reprochant à Padmore de chercher à lui couper l'herbe sous le pied. Dans sa réponse du 12 avril 1945, Padmore rejette habilement ces accusations en se présentant comme l'humble serviteur d'une cause à laquelle Du Bois a consacré toute sa vie.²³⁴ Il laisse aussi entendre que son rival Harold Moody a perdu toute sa crédibilité auprès des militants et que lui seul est capable de mobiliser les panafricanistes. Bien renseigné sur la personnalité de Padmore et sur son poids politique, Du Bois prend la décision de coopérer avec lui et de prendre le train en marche.

²³³Adi & Sherwood 23.

²³⁴Geiss 393.

Il convient à présent d'aborder la manifestation elle-même et sa place dans l'histoire du panafricanisme. Dans son ouvrage *Pan-Africanism or Communism*, qui est, malgré son orientation plus idéologique qu'historique, une source incontournable, Padmore présente le Congrès de 1945 comme la manifestation la plus importante de toute l'histoire du panafricanisme, un tournant décisif dans la marche du projet panafricaniste. Il souligne ainsi l'ampleur de la participation :

The most significant thing about the Fifth Pan-African Congress as compared with the earlier ones, was its plebeian character. Representation was drawn from the ranks of political, trade union and farmers' movements, as well as the nationalistically minded student elements. There were over two hundred direct delegates and observers. A new militant leadership was reflected, closely linked with the popular movements in the home lands. Earlier Congresses had centered around a small élite. Now there was expression of a mass movement intimately identified with the underprivileged sections of the coloured colonial populations.²³⁵

Le Congrès de Manchester a permis en effet de réunir dans une grande ville européenne un nombre important de militants anticolonialistes, de représentants de mouvements syndicaux hostiles aux intérêts de l'impérialisme et du capitalisme, des chefs de partis politiques nationalistes déterminés à vaincre le colonialisme. Dix colonies britanniques d'Afrique y sont représentées ainsi que plus d'une vingtaine d'organisations. La diaspora africaine en Europe est représentée par onze associations établies en Grande Bretagne. En revanche, les colonies francophones d'Afrique sont totalement absentes—contrairement au Congrès de 1919 où Blaise Diagne avait joué un rôle déterminant. L'absence de la diaspora afro-américaine est notable compte tenu de son rôle historique dans la fondation et l'édification du panafricanisme. Seuls deux Africains-Américains sont présents à Manchester: Du Bois (qui a rencontré des difficultés pour obtenir son visa pour Londres)²³⁶ et un certain Aaron Mozelle représentant la *United Committee of Coloured and Colonial Peoples* de Cardiff, qui y prononce un discours lors de la session sur le racisme et la ségrégation raciale, *colour bar*, auxquels était confrontée la population noire en Grande Bretagne. L'absence de Harold Moody et de la LCP est incomprise compte tenu de son engagement dans toutes les actions militantes de années 1930-40. Malgré ces absences de taille, il faut signaler la dimension populaire de la manifestation et l'émergence de nouveaux dirigeants.

Ces derniers adoptent un ton ferme. La déclaration prononcée lors de la session d'ouverture à l'attention des puissances coloniales montre leur volonté bien déterminée d'engager une

²³⁵Padmore, *Pan-Africanism or Communism* 139.

²³⁶Geiss 399.

confrontation directe avec les puissances coloniales présentes en Afrique et se termine par une affirmation qui tranche radicalement avec les déclarations antérieures. On peut y lire : « Nous allons lutter par tous les moyens possibles pour la liberté, la démocratie et le progrès social ». Toutes les options, y compris la violence physique, sont ainsi envisagées. On y distingue deux ennemis à combattre : le colonialisme et l'impérialisme. Les militants y expriment surtout le souhait de l'avènement d'un nouvel ordre politique et économique dans toutes les colonies :

- We demand for Black Africa autonomy and independence
- We condemn the monopoly of capital and the rule of private wealth and industry for private profit alone

Incontestablement, Manchester a marqué un véritable tournant dans l'histoire du panafricanisme. Il a une importance historique par la participation et les demandes formulées mais surtout parce qu'il a facilité l'émergence d'un nouveau type de leadership africain déterminé à défendre les aspirations des populations africaines. Le Congrès a contribué notamment à mettre sur le devant de la scène deux personnalités politiques d'envergure : Jomo Kenyatta et Kwame Nkrumah. Sans minimiser l'importance du premier, attardons-nous sur l'avènement de Kwame Nkrumah dont les idées et l'approche panafricanistes s'opposeront plus tard à celles de Julius Nyerere.

1. L'entrée en scène de Kwame Nkrumah

Nkrumah a suivi des études supérieures aux États-Unis entre 1935 et 1945. Quelques détails de sa vie associative dans ce pays montrent une tendance à concevoir l'Afrique dans sa globalité géographique. Par exemple il est membre fondateur de l'*African Students' Association of America and Canada* de l'université de Lincoln. Il a également collaboré à la publication du journal *The African Interpreter*. Quand les membres nigériens et ghanéens de l'association se sont opposés sur la position à adopter face à la question de l'unité africaine, il a défendu avec ces derniers une politique associative favorable à l'unité continentale de l'Afrique.²³⁷

À Londres, sa collaboration avec la WASU et le WANS (*West African National Secretariat*) a mené à la fondation du journal *The New African* en 1946. Le journal édité par Nkrumah lui-même a pour devise « *The Voice of the Awakened Africa* ». En plus de sa contribution à la

²³⁷ K. Nkrumah, *The Autobiography of Kwame Nkrumah* (Edinburgh: Thomas Nelson & Sons Ltd., 1957) 43.

réussite du Congrès de Manchester, il a entrepris des initiatives pour rapprocher les élites anglophones et francophones en Europe. À cette fin, il s'est rendu deux fois à Paris entre 1945 et 1946 pour promouvoir l'idée d'une conférence ouest-africaine.²³⁸

Kwame Nkrumah arriva à Londres au mois de juin 1945 où il fut accueilli par George Padmore avec qui il entretenait depuis plusieurs mois une correspondance et pour qui il avait une grande admiration « pour son intégrité et sa connaissance de la question coloniale ».²³⁹ C.L.R James²⁴⁰ mit les deux hommes en relation car il avait su déceler les talents politiques de Nkrumah mais estimait que sa connaissance des réalités et des enjeux économiques mondiaux restait à parfaire et que Padmore était la personne la mieux placée pour l'aider à combler ses lacunes. Padmore jouera ensuite son rôle de mentor et se chargera effectivement de l'introduire dans les organisations politiques où il multipliera les rencontres décisives. À travers ses contacts avec certaines personnalités politiques de la gauche britannique et en fréquentant la faculté de droit de la *London School of Economics* (pour tenter de reprendre sa thèse de droit qu'il ne terminera jamais), il fera la rencontre du professeur Harold Laski qui, selon Padmore, a été l'une des personnalités britanniques qui aura le plus influencé les étudiants noirs et africains de ces années-là :

From what I know of colonial students in Britain and America, few university professors have had a greater influence on their political development than Professor Harold J. Laski of London School of Economics and Political Science and Professor Ralph J. Bunche head of Howard University department of Political Science.²⁴¹

En fréquentant les partis politiques comme il le faisait aux États-Unis, il se confronta à de nouvelles idées et des points de vue différents sur l'Afrique en général et sur la question coloniale en particulier. Il fut particulièrement marqué par ses rencontres avec des personnalités du parti communiste britannique à propos desquelles il écrira :

As in my American days I associated myself with all political movements and parties, and I felt that the Communist Party in England was fortunate in having among its leaders' personalities such as Emil Burns, Palme Dutt and Harry Pollitt.²⁴²

²³⁸ Cette conférence a effectivement eu lieu en 1946 et a été marquée par la présence de Léopold S. Senghor (Sénégal) et de Sourou Apithy (Benin) représentant l'Afrique francophone.

²³⁹ Nkrumah, *The Autobiography* 49.

²⁴⁰ James avait rencontré Nkrumah pendant que les deux étaient aux États-Unis. Il lui donna une lettre d'introduction pour George Padmore.

²⁴¹ Padmore, *Pan-Africanism or Communism* 342.

²⁴² Nkrumah, *The Autobiography* 51

En arrivant dans la capitale britannique, Nkrumah était peut-être loin d'imaginer que, deux ans plus tard, il retournerait dans son territoire natal pour y organiser et conduire la lutte pour l'indépendance. À cette date, la *Pan-African Federation* avait déjà commencé les préparatifs pour le Congrès de Manchester. Et Peter Abrahams (Afrique du Sud) et Ras Makonnen étaient déjà sur le pied de guerre, répertoriant et envoyant des invitations à diverses organisations en Afrique et dans les îles des Caraïbes. En s'impliquant activement dans l'organisation, dans la rédaction des déclarations du congrès, il n'aura, par la suite, aucune difficulté à endosser le rôle de première véritable icône africaine du panafricanisme.

Aussi, en devenant membre de la *WASU*, il fit la rencontre de certains de ses compatriotes qui étaient bien représentés dans l'association et participaient activement à l'organisation du Congrès panafricain de Manchester.

Le Congrès lui-même fut l'occasion pour Nkrumah d'exercer ses qualités d'organisateur et de propagandiste en devenant secrétaire du comité d'organisation et en s'associant avec William Du Bois à la rédaction des déclarations finales. Les répercussions de son parcours londonien sur la suite de sa carrière politique seront considérables : de solides relations tissées avec Padmore et DuBois qui passeront les dernières années de leur vie au Ghana et avec Ras Makonnen (qui deviendra son conseiller sur les affaires africaines jusqu'à sa chute en 1966), une solide réputation d'organisateur talentueux qui lui vaudra l'invitation décisive de la UGCC (United Gold Coast Convention) et son retour au pays natal pour devenir chef du gouvernement puis premier président du Ghana indépendant en 1957.

A la tête de la *Gold Coast*, il la rebaptisa Ghana pour faire revivre symboliquement l'empire ouest-africain du même nom qui exista entre le 8^e et le 13^e siècle.²⁴³ A l'instar de son héros, Marcus Garvey,²⁴⁴ il rêvait de poser les fondements politiques d'une république de taille continentale.²⁴⁵ Pour ce faire, il entreprit d'abord de forger de nouveaux liens entre les deux parties du continent au nord et au sud du Sahara pour rassembler l'Afrique dans toute sa diversité :

²⁴³ Il est admis que l'empire du Ghana se trouvait entre le Mali et la Mauritanie actuels, cela n'a pas empêché Nkrumah, qui connaît parfaitement l'histoire de l'Afrique, de choisir ce nom. En identifiant ainsi son règne à ce symbole de l'histoire impériale de l'Afrique, il cherche non seulement à établir un lien de continuité avec une époque prétendument glorieuse de l'histoire africaine mais aussi à concrétiser sa vision d'une unité politique de l'Afrique.

²⁴⁴ Ceci confirme l'idée de réhabilitation du garveyisme à partir de 1945 et après la fondation de la République du Ghana par Nkrumah comme le suggère Decraene (1959).

²⁴⁵ Marcus Garvey, *Philosophy and Opinions* (New York: Atheneum, 1992) 42.

To us Africa with its islands is just one Africa. We reject the idea of any kind of partition. From Tangier or Cairo in the North to Capetown in the South, From Cape Guardafui in the East to the Cape Verde Islands in the West, Africa is one and indivisible.²⁴⁶

En ceci il était proche des idées de son ami Frantz Fanon. En mettant tout en œuvre pour reconnecter le nord et le sud de l’Afrique, Nkrumah voulait « Abrutir le désert, le nier, rassembler l’Afrique, créer le continent » comme l’a préconisé Frantz Fanon dans *Pour la révolution africaine*.²⁴⁷ D’ailleurs, Frantz Fanon était ambassadeur du gouvernement provisoire de la République algérienne au Ghana en 1960.

Sur le terrain, Nkrumah s’investit très activement dans cette mission en offrant son soutien aux indépendantistes algériens en lutte contre la France colonialiste. Aussi soigna-t-il ses rapports avec les dirigeants et le peuple du plus puissant État nord-africain de l’époque, l’Égypte, en se liant d’amitié avec le président égyptien Gamal Abdel Nasser²⁴⁸ qu’il soutint durant le conflit contre l’État d’Israël, et en épousant une femme égyptienne, Fathia Rizk (1932-2007) en 1957. À propos de ce mariage son fils Gamal Nkrumah écrit :

It was not meant to be a marriage made in heaven. It was a political union between Mediterranean-oriented North Africa and the rest of the continent, often pejoratively termed sub-Saharan or Black Africa²⁴⁹

Nkrumah fut l’agent majeur de la création de l’OUA (l’Organisation de l’Unité Africaine) en 1963²⁵⁰ mais son idée des États-Unis d’Afrique semble encore loin de se réaliser.²⁵¹ Si, à l’issue du sommet d’Addis-Abeba, la charte de l’OUA²⁵² adoptée par les chefs d’États africains paraissait favorable aux nationalismes particuliers et, dans une moindre mesure, aux groupements régionaux, aujourd’hui l’idée de l’unité politique de l’Afrique continentale revient en force. Cela s’explique notamment par le constat de plus en plus amer de la fragilité

²⁴⁶ Kwame Nkrumah, *Africa Must Unite 1963* (London: Panaf Books, 2007) 217.

²⁴⁷ Frantz Fanon, *Pour la révolution africaine* (Paris : La Découverte, 2001) 206.

²⁴⁸ Partisan d’une Afrique indivisible comme Nkrumah, ce dernier restera un de ses alliés les plus fidèles comme nous le verrons dans la partie III et surtout dans la sous-partie dédiée au regroupement de Casablanca.

²⁴⁹ Gamal Nkrumah, “Fathia Nkrumah : Farewell to all that. Tranquility was never on the Agenda”, *Al-Ahram*, No. 3. (Septembre 2000) : 14-20. <<http://weekly.ahram.org.eg/2000/499/profile.htm>> consulté le 13 janvier 2015.

²⁵⁰ Lors de sa création en 1963 cette organisation panafricaine est chargée de promouvoir la coopération interafricaine pour la libération totale du continent du colonialisme et de travailler à la réalisation d’une union entre les États africains indépendants. Devenue officiellement Union Africaine (UA) en 2002 sa principale mission est désormais la réalisation de l’union des pays africains.

²⁵¹ Nous verrons comment les regroupements créés à partir des années 1960 vont sceller le sort de la vision continentale de Nkrumah et de son approche immédiate de l’unité africaine, voir partie III.

²⁵² Nous parlerons de la naissance de l’OUA et analyserons les implications de cette charte pour l’unité africaine dans partie III.

chronique des États africains que les événements récents et en cours (irrédentisme, guerres tribales, terrorisme) ne cessent de mettre en évidence ainsi que les tendances néo-dominatrices²⁵³ qui, dans le contexte actuel d'un monde de plus en plus interconnecté mais en même temps paradoxalement fragmenté,²⁵⁴ profitent partout des morcellements et des tensions inhérentes à l'absence de concertations et de coordination dans le choix et l'application des politiques des États africains.

En 1945, pendant que Kwame Nkrumah, alors âgé de 36 ans, discutait de l'avenir de l'Afrique avec William Du Bois et George Padmore, Julius Nyerere qui n'avait que 23 ans était sur le point de terminer ses études à Makerere. Et au début de l'été il retourna dans son village natal, son certificat d'enseignant en poche. Il y restera plusieurs mois—divisant son temps entre ses lectures, les travaux champêtres, et les visites de courtoisie aux proches et voisins—avant de rejoindre en janvier 1946 l'école catholique St Mary de Tabora. Il y exercera son métier d'enseignant jusqu'en 1949, publiant régulièrement des articles dans le *Tanganyika Standard* dans lesquels il aborde la question du colonialisme et celle de l'éducation de l'élite locale.²⁵⁵ Dans ses articles Nyerere se montre (contrairement à Azikiwe et Nkrumah qui avaient pris l'habitude d'appréhender l'Afrique comme une seule entité) particulièrement préoccupé par la situation spécifique du Tanganyika.²⁵⁶

Sur le plan idéologique Nyerere n'a jamais été proche des organisations communistes et avait déjà manifesté une volonté de prendre ses distances avec la doctrine socialiste à travers la publication (le 10 juillet 1943) dans les colonnes du *Tanganyika Standard* de ses premières véritables réflexions sur le concept spécifique de « socialisme africain ». ²⁵⁷ Dans ses écrits on remarque toujours deux grandes sources d'inspiration : l'environnement social dans lequel il a acquis sa maturité intellectuelle et l'enseignement chrétien ou plus précisément le catholicisme qu'il a librement choisi comme religion. Il était certainement capable d'apprécier l'utilité politique de l'intransigeance des Padmore et James (qu'il aura l'occasion de connaître plus intimement) mais il s'est toujours montré beaucoup plus sensible à la sérénité intellectuelle de Booker T. Washington et James Aggrey. Nyerere s'est illustré par son esprit de synthèse et son indépendance intellectuelle.

²⁵³ Nous utilisons cette expression en référence aux forces actives de la mondialisation qui contribuent à perpétuer les inégalités dans le monde.

²⁵⁴ C'est le point de vue de l'historien français Roger Martelli, qu'il développe lors de son intervention dans le documentaire intitulé "Mondialisation" réalisé par ARTE et diffusé par la chaîne le 5 décembre 2014.

²⁵⁵ Thomas Molony, *Nyerere : The Early Years* (Woodbridge: James Currey, 2014.) 85.

²⁵⁶ Molony 73.

²⁵⁷ Molony 68.

2. Un front contre l'impérialisme :

L'impérialisme sera présenté comme la principale cause de tous les problèmes que l'on rencontrait dans les colonies ; le moteur de l'exploitation systématique des ressources naturelles et de l'autoritarisme répressif exercés par l'appareil colonial sur les masses colonisées. Pour les panafricanistes, le colonialisme et l'impérialisme étaient les deux faces d'une seule pièce. Ils ne faisaient guère de différence entre ceux qui récoltaient les fruits de la présence et les agents de l'administration qui se chargeaient de défendre et de protéger leurs affaires. Ainsi unanimement condamné, l'impérialisme et le modèle économique qui lui était associé servirent de prétextes aux revendications autonomistes et indépendantistes des panafricanistes. Kwame Nkrumah accusera l'impérialisme d'être la cause de toutes les guerres et donc le principal responsable de l'instabilité en Afrique. Deux ans plus tôt, Nyerere faisait la même analyse et appelait de ses vœux l'instauration d'un système économique plus en phase avec le « penchant socialiste » de l'Africain.²⁵⁸ Le représentant des fermiers africains de la Côte de l'Or, G. Ashie Nikoi s'attaquera plus précisément à l'impérialisme britannique perçu par ceux dont il était le représentant comme le seul véritable obstacle à leurs intérêts personnels.²⁵⁹

Wallace-Johnson,²⁶⁰ le légendaire syndicaliste Sierra léonais, préfère, quant à lui, juger l'impérialisme non pas uniquement comme un système économiquement défaillant et anachronique, mais plutôt comme le reflet du décalage flagrant entre le discours officiel de bienfaisance des promoteurs du colonialisme et la réalité des faits dans les colonies. Il dénonce encore plus vertement les méthodes, selon lui insidieuses, par lesquelles les agents de l'impérialisme ont cherché à se rendre indispensables—comme par exemple en attisant les haines tribales pour mieux faire planer le spectre de l'instabilité et du chaos. Pour certains militants panafricanistes certainement influencés par l'ouvrage de William Macmillan, *Africa Emergent* (1938), les autorités dites traditionnelles n'étaient que des pions au service du pouvoir colonial. L'intervention du nationaliste, Wallace-Johnson, visait deux objectifs : provoquer un débat autour du rôle des chefs traditionnels (dont l'autorité était de plus en plus contestée, y compris dans les rangs du WASU) dans le renforcement du tribalisme, et déconstruire la dernière arme des défenseurs du colonialisme, c'est-à-dire l'argument des

²⁵⁸ Molony 69.

²⁵⁹G. Ashie Nikoi était le président du groupement des producteurs de cacao et représentant de la *Gold Coast Farmers' Association*.

²⁶⁰En tant que représentant à la fois de la *West African Youth League* et du *Trade Union Congress*.

« bienfaits » du régime colonial qui constituait un pan entier du discours du Britannique, Lord Lugard, dans son très célèbre *The Dual Mandate*²⁶¹. Dans cet ouvrage qui a si profondément et durablement influencé l'impérialisme britannique, Lugard commence par annoncer dans son introduction que c'est le sacrifice des Européens comme Livingston et Barth qui a permis à l'Afrique subsaharienne de sortir du long et ténébreux isolement dans lequel elle s'était enfermée.

For thirty or forty years tropical Africa remained a field for adventurous and sensational exploration, and it was not till 1885—when the Berlin Act was passed—that the modern development of Africa began to assume definite and recognized form.²⁶²

Lugard publie son ouvrage au début des années 1920, après la Première Guerre mondiale, au moment où les colonisés commencent sérieusement à douter de la supériorité morale de leurs maîtres. Voici la réponse condescendante que Lugard adresse alors aux détracteurs de l'ordre colonial :

Though we may perhaps at times entertain a lingering regret for the passing of the picturesque methods of the past, we must admit that the locomotive is a substantial improvement on head-borne transport, and the moto-van is more efficient than the camel. The advent of Europeans has brought the mind and methods of Europe to bear on the native of Africa for good or for evil, and the seclusion of ages must perforce give place to modern ideas. Material development is accompanied by education and progress.²⁶³

Cette idée du colonialisme présenté comme l'unique voie de transmission des idées d'un continent et d'un peuple à un autre, et cette conception universalisante du progrès caractéristique du discours de la bourgeoisie européenne du XIX^e et XX^e siècle—que critique de manière très virulente Aime Césaire dans son pamphlet mémorable (1950)—est ce contre quoi Wallace-Johnson entendait s'attaquer frontalement en mettant en évidence des faits sur l'éducation des colonisés qui contredisaient les propos de Lugard. « En 155 ans d'administration, dira-t-il, les britanniques n'avaient éduqué que 5% de la population sierra-léonaise ». Nous verrons que cette dénonciation des déficiences du système éducatif britannique que nous avons déjà relevé chez Blyden sera plus tard reprise et développée par Nyerere qui en tirera les enseignements qui serviront de fondement à sa philosophie de l'éducation *education for self-reliance* que nous analyserons en détails dans la quatrième partie.

²⁶¹ F. D. Lugard, *The Dual Mandate in British Tropical Africa* (London: Blackwood & Sons, 1922).

²⁶² Lugard 2.

²⁶³ Lugard 4.

Pour Johnson, l'attitude de Lugard n'est rien d'autre que la manifestation d'une volonté de sauver par tous les moyens le système colonial qui contribuait à la grandeur et à la prospérité de l'empire britannique. Autrement dit, Wallace-Johnson prédisait bien avant Nkrumah la poursuite irréductible du projet colonial dans une forme encore plus subtile que ce dernier appellera le néo-colonialisme.

3. Critiquer le colonialisme pour mieux resserrer les rangs

Les problèmes associés à l'impérialisme et au colonialisme se retrouvent dans l'essentiel des sujets abordés par les différents délégués qui ont intervenu lors des différentes sessions. L'impérialisme en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest, l'oppression en Afrique du Sud, l'Afrique de l'Est, l'Éthiopie et les républiques noires, le problème dans les Caraïbes seront les principales questions abordées par les principaux intervenants.

a. La situation en Afrique australe

Les deux représentants de l'ANC (African National Congress) Marko Hlubi et Peter Abrahams ont présenté dans leur exposé respectif une Afrique du Sud où la condition des Noirs était à tout point de vue plus déplorable que dans le reste du continent. Une injustice inqualifiable y caractérisait, selon eux, les rapports entre la minorité blanche dominatrice et la majorité noire dominée. À l'aide de données statistiques, ces deux hommes vont mettre les projecteurs sur les injustices racialement motivées qui étaient particulièrement exacerbées dans les colonies de peuplement (par opposition aux protectorats, par exemple) où cohabitaient Noirs et Blancs. Leur traitement de la question de la propriété terrienne et celle de la restriction des libertés individuelles de la population majoritaire caractéristique de ce type de colonie mérite que l'on s'y arrête pour la résonance que celles-ci auront dans la Déclaration d'Arusha et dans la philosophie politique de Nyerere.

Hlubi a dénoncé la distribution inégale des terres à l'avantage de la population blanche qui y contrôlait pas moins de 230 millions d'hectares au détriment de l'écrasante majorité noire qui devait se contenter de quelques 7 millions d'hectares. En évoquant cette situation outrancière injuste, Hlubi cherchait, sans doute, à dénoncer en même temps une situation économique intenable qui allait, pensait-il, nécessairement déboucher sur une révolte de la majorité qui ne

pourrait pas supporter docilement cette situation de manière pérenne d'autant plus qu'elle était agrémentée de la systématisation progressive des faits de violences physiques et morales contre la population noire précurseurs de l'avènement de l'Apartheid. Peter Abrahams évoquera quant à lui les « Pass laws » qui entravaient déjà de façon draconienne la liberté de circulation et d'entreprendre de la majorité. Ces lois indiscutablement injustes et racistes imposaient aux Noirs, sans aucune exception, l'humiliation de devoir solliciter une autorisation spécifique pour chaque activité de leur vie. En réalité, les Noirs n'avaient pratiquement aucun droit mais uniquement des devoirs dont celui de payer des taxes dès l'âge de 18 ans. À partir de cet âge, chaque personne noire, avec ou sans activité professionnelle, devait payer une taxe de 30 shilling annuellement. Cela signifie que la majorité subissait une version encore plus draconienne de la fameuse règle de la « Taxation without representation » qui avaient poussé les 13 colonies américaines à la révolte contre la Grande Bretagne. On sait que la présence britannique au Tanganyika avait débuté dans des circonstances autres que pour le Kenya, par exemple, sur lequel nous reviendrons quand nous examinerons plus en détails le rôle de Jomo Kenyatta, mais cela ne nous dissuade pas de supposer que Nyerere avait certainement en tête la situation dans ces pays²⁶⁴ au moment de rédiger son pamphlet *Socialism is not Racialism* en 1967. Nous verrons la manière dont il abordera cette question qui avait une réelle signification pour la Tanzanie multiraciale.

L'Afrique du Sud était, pour les panafricanistes, le parfait exemple de ce projet de déshumanisation voire d'annihilation qu'ils supposaient être à l'œuvre contre le monde noir. Le tableau que dressent les responsables de l'ANC ne fera que conforter cette opinion. L'insalubrité généralisée dans les ghettos, disent-ils, favorise la prolifération des maladies telles que la tuberculose et la dysenterie. L'utilisation des mots (« darkness », « infamous », « dirt », « rubbish ») dans leur discours vise à corroborer cette réalité. La syphilis ainsi que d'autres maladies sexuellement transmissibles se propageaient au sein de la communauté noire et faisaient également beaucoup de morts. Hlubi insistera notamment sur la mortalité infantile qui était extrêmement élevée chez les Noirs (500 pour mille) liée principalement aux conditions de vie dans les « réserves » ou l'État sud-africain parquait les familles africaines, mais aussi et surtout au manque de soins médicaux dans les ghettos. Promiscuité et misère économique y régnaient faisant des Sud-Africains noirs « les misérables » et les indésirables de la terre de leurs ancêtres.

²⁶⁴ Rappelons qu'il était familier de la problématique raciale dans ces colonies durant ses années à Makerere où il côtoyait des étudiants originaires du Kenya qui ne manquaient aucune occasion de décrire la tension raciale qui y régnait. Molony 67.

Nous avons déjà vu avec le mouvement éthiopianiste le rôle central de ce territoire dans l'amplification et la densification du sentiment panafricaniste vers la fin du XIX^e siècle. L'avènement du pouvoir des Boers au début du XX^e siècle inaugure une nouvelle phase de tensions raciale qui a duré plusieurs décennies servant de cause de ralliement aux militants panafricanistes. Pour Abrahams, les Noirs étaient avant tout victimes de la politique hostile du gouvernement sud-africain qui visait délibérément à maintenir les Africains dans l'ignorance et la pauvreté économique et morale pour pouvoir les utiliser comme main-d'œuvre dans les mines. Cela expliquerait les maigres moyens que ce gouvernement allouait à l'éducation des enfants africains pour leur éducation (2 livres sterling pour un enfant noir contre 25 livres pour un enfant blanc). Notons que cette inégalité de traitement a eu des conséquences durables sur l'épanouissement intellectuel et le développement personnel de la population noire sud-africaine. Ils étaient seulement 5% à bénéficier d'une éducation élémentaire et encore moins à atteindre un niveau supérieur. Leur condition ne fera que se dégrader avec l'avènement de l'Apartheid au milieu du XX^e siècle, ce qui aura comme effet immédiat le renforcement de la volonté de résistance des militants et des dirigeants panafricanistes qui verront l'imposition de lois racistes et discriminatoires ainsi que l'édification de bantoustans (zones d'habitation réservées aux Noirs en Afrique du Sud durant l'Apartheid) comme le comble de l'humiliation. Nous le verrons dans notre quatrième partie, Nyerere va prouver son ralliement sans concession à cette cause panafricaniste en soutenant moralement et militairement les nationalistes de l'ANC durant plusieurs décennies.

b. L'Afrique orientale :

Ce que les congressistes ont retenu sur l'Afrique australe, ressemble, sur plusieurs aspects, à la situation qui prévalait dans l'est du continent. Cette région de l'empire colonial britannique a été représentée à Manchester par Jomo Kenyatta, auteur de *Facing Mount Kenya* (1938) qui était un des membres fondateurs de la *Pan-African Federation*. Il vivait déjà à Londres depuis plusieurs années où il avait suivi des études d'anthropologie sociale à l'École des études orientales et africaines (SOAS). Membre de l'ethnie Kikuyu au Kenya, il avait réussi dès le début des années 1930 à s'imposer comme le symbole du nationalisme africain de cette importante colonie de peuplement. Dans les milieux militants et panafricanistes, il faisait figure de spécialiste du colonialisme britannique de la région est-africaine. C'est à ce titre qu'il présente un exposé de la situation foncière en Afrique de l'Est à l'assistance du congrès de Manchester.

Kenyatta commence son discours en insistant encore plus que les autres intervenants sur l'harmonie entre l'homme et la nature qui caractérisait prétendument l'Afrique précoloniale. Cette Afrique était caractérisée, selon lui, par une répartition rationnelle et consensuelle de l'espace et des ressources entre ses membres qui était basée sur la reconnaissance des besoins spécifiques de chaque groupe: les terres arables pour les agriculteurs, les prairies pour les éleveurs de bétails et la forêt pour les chasseurs. Cette glorification de l'Afrique précoloniale était monnaie courante durant cette période de lutte anticoloniale et un sujet de débat intense entre panafricanistes. Nyerere qui a toujours appréhendé les coutumes et traditions de son groupe ethnique avec un souci de recul critique a été conforté dans son attitude par sa découverte des arguments de Macmillan dont il a lu le livre durant les années qu'il a passées à Edinbourg.²⁶⁵ Son approche critique de certains aspects de la société traditionnelle africaine est une dimension de son panafricanisme que nous verrons dans la quatrième partie.

L'exploitation, l'oppression économique et politique sont autant de réalités qui rythment la vie des Noirs aux Kenya où les propriétaires terriens blancs contrôlent des pans entiers de la vie économique et politique. Son analyse ne concernait pourtant pas uniquement le Kenya puisqu'il pousse l'exagération jusqu'à comparer la situation sociale dans ce territoire à celle de l'Ouganda et du Tanganyika qui n'étaient pas des colonies de peuplement, et cela sans doute pour provoquer le sentiment de persécution raciale qui favorisait la stratégie de front uni envisagée par les internationalistes qui étaient désormais à la tête du mouvement panafricaniste.

La question du sous financement de l'éducation des enfants noirs apparaît également dans le discours de Kenyatta qui n'hésite pas à accuser les Britanniques de rechercher la disqualification politique de la majorité en limitant son accès à une éducation supérieure de qualité. Dans ce domaine, les enfants noirs du Kenya et de l'Afrique du Sud étaient, selon-lui, logés à la même enseigne. Il parlera encore plus longuement des lois introduites au Kenya pour protéger les intérêts des planteurs blancs en restreignant au maximum les libertés de circulation et de rassemblement des Africains. La *Crown Land Ordinance* de 1915 avait rendu légale la confiscation des terres appartenant aux Africains par le pouvoir britannique et avait transformé les Africains en simples ouvriers agricoles. Quant à la *Native Registration Ordinance* elle obligeait les Africains à présenter leur *Registration Certificate* à l'instar des Sud-Africains noirs soumis aux Pass Laws. Comme le fera remarquer Padmore dans ses

²⁶⁵ Molony 194.

commentaires, la restriction des droits s'exerçait également dans les mines de la Rhodésie du Sud où les Noirs n'avaient pas le droit de former des syndicats et étaient de surcroît exclus des syndicats réservés aux Blancs ce qui les rendaient particulièrement vulnérables aux abus des patrons. Kenyatta conclut en disant que seule l'indépendance totale dans ces colonies pouvait mettre un terme à ces injustices.

c. *La réaffirmation de la signification symbolique de l'Éthiopie et d'Haïti*

Nous avons vu qu'en 1935 les ambitions impérialistes du Duce italien, dirigées contre L'Éthiopie de l'Empereur Hailé Sélassié alors encore indépendante, avaient provoqué une vive réaction de la part des organisations noires et africaines dans la capitale britannique et dans plusieurs territoires africains où des nationalistes comme Nnamdi Azikiwe et Wallace-Johnson se chargeaient de disséminer les informations et de relayer la propagande anticolonialiste. Nous savons également que cette mobilisation, fortement soutenue par des personnalités britanniques et un grand nombre de citoyens britanniques ordinaires, avait directement contribué à la création de l'*International African Service Bureau*, qui lui, donne naissance en 1945 à la *Pan-African Federation*, principal promoteur du Congrès de Manchester organisé cette année-là. Ainsi le congrès a naturellement été l'occasion pour les panafricanistes et leurs soutiens occidentaux de débattre de l'avenir international de cette nation africaine, l'Éthiopie qui, encore plus que le Libéria, était le modèle de l'idéal panafricaniste d'une résistance réussie à la domination politique et militaire de l'Occident. Ceci, Nkrumah le rappellera quelques années plus tard, très exactement le 1 décembre 1961, lors de son discours à *L'Ambassador Hotel* d'Accra à l'occasion d'une visite officielle de l'Empereur Hailé Sélassié au Ghana :

Ethiopia, because of her existence as an ancient and free-state in Africa and the oldest continuously independent country in our continent, has always stood as a symbol of our political aspirations as a people. Ethiopia in our minds has stood for African freedom, African independence, African dignity and African self-respect. Even when we were not free, the struggle of Ethiopia to maintain her independence and integrity was regarded by us as our struggle. We always felt that so long as Ethiopia remained free there was hope that we too would be free.²⁶⁶

²⁶⁶ Discours de Nkrumah cité dans Poe Nkrumah's contribution to Pan-Africanism : An Afrocentric Analysis, 2003.

Ces remarques de Nkrumah pouvaient également s'appliquer à Haïti qui s'était soulevée contre la France impériale de Napoléon et avait fini par proclamer son indépendance le 1^{er} janvier 1804, c'est-à-dire peu de temps après le début de la Révolution Française. L'évocation de ces deux pays dans cette assemblée qui réunissait une nouvelle génération d'hommes politiques africains déterminés à venir à bout du régime colonialiste et de l'exploitation capitaliste des richesses africaines doit se comprendre comme un instrument de mobilisation. Ceci est une stratégie très utilisée par les hommes politiques consistant à capitaliser sur la désacralisation des symboles et des dommages subis (cinq mille étudiants massacrés en décembre 1935, l'occupation de la province Ogaden par les Britanniques en 1941 imposant un traité à l'Éthiopie en échange d'une aide contre l'Italie) pour provoquer l'excitation patriotique et la haine de l'agresseur, nécessaires pour favoriser une mobilisation d'opposition des forces militantes et populaires. De l'autre côté, le discours avait pour objectif de dénoncer, à l'adresse de la communauté des consciences-éprises-de-justice²⁶⁷, l'acharnement et la volonté de domination inassouvie des puissances européennes. Convaincus comme ils l'étaient que l'impérialisme ne connaît pas de limite et n'abandonne ses ambitions que sous la contrainte absolue, ceux qui prennent la parole pour s'exprimer sur cette question des républiques noires insistent sur la nécessité de rester mobilisés et unis face aux moyens redoutables de l'ennemi.

d. Pour le renforcement de la solidarité historique entre l'Afrique et la diaspora

La situation des Africains sur le continent était un sujet de discussion important, mais les congressistes ont également pris le soin d'évoquer celle des Africains de la diaspora. La diaspora africaine a longtemps joué le rôle de porte flambeau du militantisme panafricaniste, et cela depuis la première conférence de 1900 à Londres. Originaire de Trinidad, Sylvester Williams a été l'artisan de cette première rencontre qui marqua le début du mouvement panafricaniste. Cette conférence a surtout permis de lancer l'idée de la nécessité de la solidarité noire universelle qui, il est important de le rappeler, n'a pas été engendrée, comme le prétendent certains détracteurs du panafricanisme, par une réaction aux thèses racistes véhiculées par certains intellectuels et hommes politiques occidentaux, mais par une véritable prise de conscience (manifeste dans les écrits de Blyden, Horton, et Du Bois) d'une partie de

²⁶⁷ Nous préférons cette expression à celle de *communauté internationale*.

l'élite noire occidentalisée, désireuse de tourner la page sur ces épisodes sombres de l'histoire des peuples africains. L'importance du facteur racial dans la genèse du panafricanisme militant ne peut donc être véritablement comprise que si elle est appréhendée dans son contexte historique. Rappelons que le panafricanisme est issu d'une réaction à un contexte socio-économique donné, produit par un régime politique et économique particuliers, à savoir le colonialisme et l'impérialisme, qui se traduisaient en termes simples par la domination d'une catégorie d'hommes par une autre et l'imposition d'un système économique à sens unique destiné à accroître le pouvoir et les instruments de domination des dominants aux dépens des dominés. D'ailleurs, la vision manichéenne du monde qui est issue de ce régime de gouvernance mondiale a été entretenue et promue non pas par les panafricanistes qui ne contrôlaient aucun instrument de propagande significatif mais par certains idéologues occidentaux qui, influencés certainement par une version de la culture judéo-chrétienne qui enseigne le mythe de la malédiction de Cham, n'ont jamais cessé de considérer les Noirs comme une communauté de destin.²⁶⁸ Leur traitement des problèmes prétendument causés par la présence de populations noires « libres » au sein des sociétés occidentales (les Noirs pauvres en Grande Bretagne, the Negro Problem dans l'Amérique postrévolutionnaire) ainsi que les solutions envisagées (Sierra Leone et Libéria) pour résoudre ces problèmes ont été révélateurs de cette volonté d'essentialisation du Noir que les élites intellectuelles noires avaient tout intérêt à entretenir (à travers les mouvements littéraires et culturels tels que le *New Negro* des années 1920 et la *Négritude* des années 1930) dans le dessein de la transformer en instrument de mobilisation pour la cause de la libération du peuple noir.

Aucun militant noir de la diaspora n'a mieux compris et exploité cette réalité historique que Marcus M. Garvey. Originaire de la Jamaïque, issu d'une famille de la petite bourgeoisie noire, il décide d'émigrer aux États-Unis durant la Première Guerre mondiale après avoir lu le récit autobiographique de Booker T. Washington, *Up From Slavery*. Son organisation, la *Universal Negro Improvement Association* (UNIA) deviendra en peu de temps la plus importante et la plus populaire des organisations noires du XX^e siècle. Il réussira même à se faire élire Président provisoire de l'Afrique avec le soutien de Tovalou Houenou²⁶⁹ (1836-1887) fondateur en France de la Ligue Universelle pour la Défense de la Race Noire (1924) à laquelle succéda le Comité de Défense de la Race Nègre dirigé par Lamine Senghor et son

²⁶⁸ Lire à ce propos Jean Pierre Chrétien, *L'invention de l'Afrique des Grands Lacs* (Paris : Karthala, 2010), plus précisément le chapitre 7 intitulé : « L'émergence de l'idéologie hamitique au XIX^e entre la science et la Bible » 147-182.

²⁶⁹ Il a assisté au congrès de la UNIA de 1924 à la Liberty Hall de New York

lieutenant Thiémoko Garan Kouyaté. Fort de ses soutien francophones (farouches opposants de la ligne assimilationniste de Blaise Diagne)²⁷⁰, Garvey annonce publiquement son intention de chasser les colonisateurs du territoire africain pour y fonder un État continental, puis entreprend des initiatives concrètes comme la nomination en 1920 de Gabriel Johnson (à l'époque Maire de Monrovia, Libéria) « *Potentate of Africa* » et l'envoi d'une délégation de la UNIA pour étudier la possibilité d'y établir une colonie.²⁷¹ Dans son projet, il se heurte à l'opposition de William E.B. Du Bois, membre fondateur de la NAACP et éditeur de son journal officiel, *The Crisis*. Les cadres de la NAACP qui avaient fait de la lutte contre la ségrégation et le lynchage des Noirs dans le Sud des États-Unis leur principale mission voyaient d'un mauvais œil l'action de celui qui n'hésita pas à pactiser avec le Ku Klux Klan et à solliciter leur soutien financier pour réaliser son projet. Au-delà du fait que Garvey militait ouvertement pour une séparation raciale radicale entre les Noirs et les Blancs, Du Bois lui reprochait ses liaisons avec ceux que la NAACP considérait comme des racistes et des ennemis des Noirs et sa vision « Back-to-Africa » qui lui paraissait à la fois dangereuse et irréaliste²⁷². De ce point de vue, l'engagement personnel de Du Bois à travers l'organisation du second congrès panafricain (le premier selon lui)²⁷³ en 1919 à Paris et son rapprochement avec le député Blaise Diagne peut être interprété, dans une certaine mesure, comme une tentative de contrecarrer les plans de Garvey. Pour empêcher Garvey de prendre le leadership du panafricanisme et d'y imposer une attitude de défiance vis-à-vis des puissances coloniales qu'il jugeait insensée, Du Bois assume la posture de l'alternative modérée en s'appuyant sur l'aide de Blaise Diagne (grand défenseur du colonialisme français) qui lui permettra de jeter les bases d'un panafricanisme pacifiste et diplomatique. Ainsi on peut dire qu'entre 1919 et 1927, période durant laquelle Du Bois était à sa tête, le panafricanisme s'apparentait à une organisation diplomatique car les partisans de Garvey étant écartés, le renversement du régime colonial n'était plus l'objectif. Il s'agissait plutôt d'œuvrer pour l'amélioration des conditions des Noirs dans ce même système. La vision de Du Bois a été certainement influencée par sa profonde admiration pour celui qu'il a appelé son « héros », Otto Von Bismarck, le grand génie de la diplomatie.²⁷⁴ Son ambition était plus modeste que celle de Garvey et il a visé pendant longtemps à rendre uniquement les conditions économiques et politiques du *statu quo* international inauguré à Versailles plus favorables pour les Africains,

²⁷⁰ J. Ayo Langley, « Pan-Africanism in Paris, 1924-1936 », *The Journal of Modern African Studies*, 7, 1 (April 1969): 69-94. 76.

²⁷¹ Geiss 270.

²⁷² Il a qualifié son plan de « crazy scheme » ; Du Bois, *Writings* 697.

²⁷³ Voir *Dusk of Dawn* dans Du Bois, *Writings*.

²⁷⁴ Du Bois, *Writings* 577.

y compris ceux du Nouveau Monde. Du Bois était convaincu que la voie que Garvey et ses partisans voulaient emprunter était risquée, à cause de l'avantage technique et militaire des Occidentaux.

My plans as they developed had in them nothing spectacular nor revolutionary. If in decades or a century they resulted in such world organization of black men as would oppose a united front to European aggression that certainly would have been beyond my dream. But on the other hand, in practical reality, I knew the power and guns of Europe and America, and what I wanted to do was in the face of this power to sit down hand in hand with colored groups and across the council table to learn of each other, our condition, our aspirations, our chances for concerted thought and action. Out of this there might come, not race war and opposition, but broader co-operation with the white rulers of the world, and a chance for peaceful and accelerated development of the black folk.²⁷⁵

La phase duboisienne du panafricanisme s'était fondamentalement basée sur la différence de vision entre Garvey et Du Bois. Cependant, le pacifisme affiché par Du Bois ne permet pas de rassurer complètement les colonialistes qui continuent pendant longtemps à voir la main de Garvey derrière toutes les manifestations panafricanistes, avec comme conséquence une forte suspicion et des manœuvres hostiles²⁷⁶ qui perdureront sous d'autres formes pendant la phase continentale du panafricanisme comme nous le verrons dans notre troisième partie.

La diaspora a aussi joué son rôle pour propulser le panafricanisme dans sa phase de militantisme anticolonialiste radical à partir des années 1930 depuis la ville de Londres. Comme l'illustre très bien Imanuel Geiss, c'est l'émergence dans les colonies antillaises d'une bourgeoisie noire, assez aisée pour être en mesure d'envoyer ses enfants poursuivre des études en Grande Bretagne, qui a permis de semer les graines du renouveau panafricaniste en Europe. C'est parce que ces jeunes Antillais (qui, pour la plupart, ont grandi dans la certitude d'être des citoyens britanniques comme les autres) ont connu un traitement particulier en Europe, justifié uniquement par leur apparence physique, que leur besoin de solidarité s'en trouva renforcé. Ces jeunes avaient une conscience de classe qui les distinguait des autres Noirs qui fréquentaient les mêmes campus britanniques et américains comme le montre l'expression « King George niggers ».²⁷⁷ George Padmore qui a dirigé des organisations d'étudiants à Howard aux États-Unis et des organisations communistes en Europe était un parfait exemple de cet état d'esprit qui caractérisait cette jeunesse. C'est ce même état d'esprit

²⁷⁵ Du Bois, *Writings* 755.

²⁷⁶ Du Bois, *Writings* 757.

²⁷⁷ Makonnen 61. Celui-ci nous explique que ces jeunes Antillais étaient connus, particulièrement aux États-Unis, par leur tendance à riposter face aux traitements racistes en mettant en avant leur citoyenneté britannique qu'ils voyaient comme un privilège et une protection.

qui l'a poussé à assumer la lourde tâche de reprendre le flambeau du panafricanisme allumé par son illustre compatriote Sylvester Williams. Pour cela il a pu s'appuyer sur le soutien et l'expérience de C.L.R James, lui aussi originaire de Trinidad, et de Peter Milliard (Guyane britannique) pour relancer le panafricanisme révolutionnaire.

Les Antilles, qui avaient ainsi donné au panafricanisme ses plus illustres représentants, devaient pouvoir récolter les fruits de leurs efforts. Les conditions de vie des Caribéens différaient peu de ce que connaissaient les Africains sous la domination coloniale, et leur situation économique n'était guère meilleure. Padmore, dans son exposé de la situation économique au Trinidad, critique le système économique imposé par les britanniques avec la prédominance de la culture de la canne à sucre qui entravait, selon lui, de diverses manières le développement de l'île. A l'instar de Ken Hill²⁷⁸, il insiste longuement sur la solidarité et l'entente qu'il considérait comme une force que les Africains et les personnes d'origine africaines devaient à tout prix préserver. Les représentants de la Guyane britannique, de la Barbade, de l'Antigua, de la Grenade, vont dans le même sens et insistent tout particulièrement sur les conditions de chômage et de pauvreté qui étaient le lot quotidien de ces populations antillaises.

4. Les résolutions de Manchester :

À l'issue des différentes interventions, plusieurs résolutions sont adoptées. On distingue des résolutions générales et des résolutions plus spécifiques, ce qui s'explique par le fait que les auteurs (Nkrumah, Padmore) avaient le souci d'examiner toutes les questions et d'adopter une position panafricaniste sur les problèmes communs aux colonies et, d'autre part, ceux qui étaient suffisamment importants dans certains territoires comme, par exemple, les *Pass Laws* en Afrique du Sud. Le contenu des résolutions était dans l'ensemble déterminé par la présence ou non de représentants régionaux ou territoriaux, le niveau d'expertise des représentants, la nature du système d'administration, et la situation politique et économique. Les résolutions générales concernent uniquement deux régions pour des raisons déjà explicitées. Notons que la taille de la représentation a été un facteur déterminant dans la composition des résolutions que nous allons présenter. Les résolutions spécifiques quant à elles ne concernent que quelques-uns des territoires dans lesquels la situation sociale et/ou politique était

²⁷⁸Délégué représentant *Jamaica Trades Union Council*.

suffisamment préoccupante pour nécessiter une position immédiate. Les résolutions spécifiques qui méritent notre attention concernent l’Afrique du Sud, le Congo, et les Protectorats britanniques de l’Afrique australe. Les autres résolutions spécifiques qui concernent l’Afrique du Nord et les Antilles britanniques ne nous permettent pas de mettre en perspective les enjeux qui continueront à marquer le panafricanisme dans sa phase continentale et par conséquent ne nécessitent pas que nous les exposions en détails.

a. *Soutenir les mouvements sociaux dans les colonies de l’Afrique Occidentale*

Les résolutions qui traduisent le mieux la dimension révolutionnaire du Congrès de Manchester, qui a eu une influence considérable sur la doctrine anticolonialiste de Nyerere,²⁷⁹ concernent la région ouest-africaine, plus précisément ses colonies britanniques. Cela s’explique par la forte présence des délégations ouest-africaines à Manchester et la situation politique et socio-économique en cours dans cette région durant et après la Seconde Guerre mondiale : grève générale au Nigéria soutenue par la *Pan-African Federation* avec des rassemblements publics à *Trafalgar Square*, d’autres manifestations ayant éclaté un peu partout en Afrique de l’Ouest au cours de la décennie 1940. Quinze organisations syndicales et politiques ont représenté l’Afrique de l’Ouest en plus de la *WASU* qui a envoyé quatre délégués. Au total, plus de vingt-cinq militants ouest-africains d’envergure sont présents, parmi eux Wallace-Johnson et Kwame Nkrumah. En guise de comparaison, l’Afrique de l’Est a envoyé six délégués. Les militants ouest-africains, pour des raisons diverses que nous ne pourrions développer ici, jouissent alors d’une plus grande maturité politique comparés à leur homologues de l’est du continent.

La résolution qui concerne l’Afrique de l’Ouest dans sa globalité commence par une présentation des systèmes politiques que les Britanniques, les Français et les Portugais y ont imposé et se termine par une demande d’indépendance dans des termes très clairs : « That complete and absolute independence for the Peoples of West Africa is the only solution to the existing problems. ». Les problèmes en question sont énumérés dans une liste de quatorze points et concernent la politique, l’économie, et la société :

²⁷⁹ Nous le verrons dans la quatrième partie dans le cadre de son soutien aux luttes d’indépendance en Afrique australe.

Politique :

- Régression dans toutes les colonies et inadéquation des systèmes politiques imposés ;
- L'écrasement et la liquidation des institutions démocratiques indigènes par des lois blasphématoires et oppressives et leurs remplacements par des systèmes de gouvernance autocratique ;
- L'imposition de simulacres de réformes constitutionnelles qui ont pour fin l'asservissement politique des peuples ;
- L'oppression des populations à travers le système de l'*indirect rule* ;
- L'obstruction à l'unité politique des populations à travers la création de facteurs de division et de frontières artificielles.

Economie :

- L'exploitation systématique des ressources naturelles au détriment des habitants ;
- La non-industrialisation imposée par les puissances impérialistes ;
- L'accaparement des terres par les Européens ;
- Le refus d'octroyer le droit syndical au mineurs et fermiers ;
- La mainmise sur les ressources minières par les monopoles étrangers du capitalisme financier ;
- La monoculture qui oblige les producteurs à subir la loi du capitalisme financier

Société :

- L'échec du colonialisme dans le domaine d'éducation, de la santé, et de la nutrition, etc. ;
- La coopération de l'église chrétienne dans l'exploitation politique et économique des populations ouest-africaines.

Ces résolutions montrent la volonté de l'élite ouest-africaine de tourner la page sur plus d'un demi-siècle de colonialisme. La décision du Congrès de demander l'indépendance, pour la

première fois dans toute l'histoire du militantisme panafricaniste, est conforme aux aspirations des représentants politiques et syndicaux qui représentent les principales régions de l'Afrique de l'Ouest.

In view of these conditions, the Congress unanimously supports the members of the West African delegation in declaring: that complete and absolute independence for the Peoples of West Africa is the only solution to the existing problems.²⁸⁰

Issue de la plume de Nkrumah, cette décision est fortement appuyée par l'ensemble des militants ouest-africains.

b. Défendre les droits de la majorité noire dans les colonies de l'Afrique orientale :

La situation de l'Afrique de l'Est partage plusieurs similitudes avec celle en Afrique de l'Ouest mais certains aspects distinguent les deux régions, notamment la typologie des colonies. En Afrique l'Est, on dénombre des Protectorats, comme le Bouganda (dans le nord de l'Ouganda) et le Zanzibar (aux larges du Tanganyika), et des colonies de peuplement, comme le Kenya (avec une forte présence de fermiers européens). Sur le plan de l'éducation secondaire et supérieur, à l'exception de Makerere, les colonies d'Afrique de l'Est n'avaient pas des institutions scolaires de la même qualité que Fourah Bay College. Cela a été un obstacle indéniable contre l'éclosion de dirigeants bien éduqués pour organiser une opposition crédible au pouvoir colonial. Avec des institutions similaires cette région aurait sans doute eu ses Caseley-Hayford, ses Bankole-Bright, ses Wallace-Johnson, ses Nnamdi Azikiwe et ses Kwame Nkrumah, ce qui aurait représenté une force indiscutable pour le nationalisme africain et le militantisme panafricanisme de l'après-guerre, mais, jusque vers la fin des années 1940, Julius Nyerere, Hastings Banda (Zambie) et Milton Obote (Ouganda) suivent l'évolution du panafricanisme depuis l'Afrique. Ce fait a certainement contribué à faire de Kenyatta (congressiste à Manchester) un personnage mythique de la résistance kényane et est-africaine contre le colonialisme et contre le monopole des colons. Les auteurs de la résolution ont sans doute en tête la faiblesse du leadership est-africain au moment de rédiger la résolution concernant cette région, ce qui apparaît dans le choix des mots et dans le ton beaucoup plus

²⁸⁰Padmore, *Pan-Africanism or Communism* 143.

conciliant des différents points de la résolution. Le mot « self-government » y est préféré au mot « independence »:

This Congress of African peoples demands democratic rights and self-government for the people of Kenya, Uganda, Tanganyika, Nyasaland, Somaliland, Zanzibar.

« Self-government » voulant dire simplement le gouvernement d'un pays ou d'un territoire par des indigènes, comme dans le cas d'un département ou d'un État dans une fédération d'États. Ce terme suppose implique qu'un pays peut être gouverné par des indigènes pour ses affaires intérieures et dépendre d'un gouvernement fédéral, par exemple, pour ses affaires extérieures et internationales. Le mot « indépendance » quant à lui implique dans son essence l'absence de toute forme de dépendance, et désigne par ailleurs un régime politique contrôlé d'un bout à l'autre par une partie de la population autochtone. Dans le cas d'un pays indépendant, le gouvernement de ma majorité contrôle la politique intérieure et extérieure du pays.

Comme l'Afrique de l'Est n'avait pas, contrairement à l'Afrique de l'Ouest, des élites fortes et politiquement expérimentées, le Congrès a jugé l'indépendance de la région prématurée, préférant insister sur une série de réformes pour remédier à cette situation. Cette résolution qui contient dix points principaux commence ainsi: « Le Congrès demande au Secrétaire d'État pour les colonies de prendre en considération les demandes suivantes » :

- Appliquer le principe des quatre libertés de la charte de l'Atlantique ;
- Abolir des lois foncières autorisant l'expropriation des Africains par les Européens ;
- Permettre aux Africains de développer les ressources économiques de leur pays ;
- Abolir définitive des lois raciales et discriminatoires et introduction du système de l'égalité citoyenne ;
- Garantir la liberté de parole, de la presse, d'association et d'assemblée ;
- Revoir du système de taxation et du code civil et pénal ;
- Garantir l'éducation gratuite et obligatoire à tous les enfants jusqu'à l'âge de 16 ans ;
- Octroyer le droit de vote à chaque homme et chaque femme de plus de 21 ans ;
- Garantir l'accessibilité de la santé et des services sociaux à tous ;

- Abolir le travail forcé et appliquer du principe salaire égal pour travail égal.

c. Le Congo montre le vrai visage du colonialisme

Le Congo, propriété personnelle de Léopold II jusqu'en 1909, puis colonie de la Belgique,²⁸¹ est caractérisée par les conditions de vie déplorables des populations indigènes, notamment celles employées dans les plantations de caoutchouc du roi belge. Contrairement à la Centrafrique et au Congo Brazzaville, colonies françaises d'Afrique centrale, le Congo (qui n'est pas officiellement représenté au congrès de Manchester) est dirigé selon la volonté autocrate d'un seul individu. Le système instauré par Léopold II dans sa propriété est aux yeux des panafricanistes la preuve des abus et des pires dérives du colonialisme. Les panafricanistes ont mis en exergue la situation au Congo pour mieux l'utiliser comme argument contre les défenseurs de l'impérialisme et du colonialisme. Mais, les congressistes ne vont pas jusqu'à demander l'indépendance du Congo de manière explicite.

d. L'Afrique du Sud, violence systématique et crimes raciaux

This Fifth Pan-African Congress, representing millions of Africans and peoples of African descent throughout the world, condemns with all its power the policy towards Africans and other non-Europeans carried out by the Union of South Africa which, although representing itself abroad as a democracy with a system of parliamentary government, manifests essentially the same characteristics as Fascism:

Ce préambule pose la question des Noirs en Afrique du Sud sous l'angle du droit et de la démocratie. Cette Afrique du Sud n'est plus une colonie britannique mais un pays indépendant, avec une minorité blanche jouissant de la pleine citoyenneté et une majorité noire opprimée et humiliée. Les fermiers blancs y contrôlent les terres fertiles et la quasi-totalité de l'appareil économique et politique. En 1945 l'Apartheid n'est pas officiellement mise en œuvre, mais les pratiques qu'on lui associe sont déjà très répandues. Conscients de cela, les congressistes adoptent dix résolutions sur l'Afrique du Sud allant dans le sens de la

²⁸¹ Pour en savoir plus sur le colonialisme belge, lire par exemple : Jacques Robert Leconte, *Les Tentatives d'expansion coloniale sous le règne de Léopold I^{er}* (Bruxelles : Editions coloniales Zaïre, 1946) et Catherine Lanneau, *L'Afrique belge aux XIX^e et XX^e siècles : Nouvelles recherches et perspectives en histoire coloniale* (Bruxelles : Peter Lang 2014).

reconnaissance et de l'application du principe de l'égalité des droits entre populations blanches et noires.

Concernant les protectorats (Bechuanaland, Basutoland, Swaziland), on peut dire que le Congrès a cherché à réaffirmer la position de l'IASB et de George Padmore contre un éventuel transfert de ces protectorats sous l'autorité juridictionnelle de l'État sud-africain. Le congrès s'est prononcé pour le respect strict des pouvoirs des chefs traditionnels, et pour la sauvegarde des libertés individuelles des populations et la protection de leurs biens : les terres agricoles et les ressources minières que les capitalistes sud-africains convoitent. La résolution se termine sur un ton moralisateur qui insiste tout particulièrement sur le contrat liant la Grande Bretagne à ses protectorats :

The natives of the Protectorates demand that the British Labour Government honour the promise of Protection made to their Chiefs by Her Majesty Queen Victoria's Government during the latter part of the last century in return for their allegiance to the British Crown.

Les principaux sujets abordés lors du Congrès de Manchester (l'exploitation capitaliste des ressources africaines par les firmes occidentales, l'autoritarisme des régimes minoritaires blancs dans les colonies de peuplement, l'imposition de régimes majoritaires et démocratiques, l'édification de nations africaines multiethniques et multiraciales, le renforcement de la solidarité panafricaniste) ainsi que les résolutions exposées ci-dessus ont trouvé un écho favorable dans l'ensemble du mouvement panafricain de l'ère postcoloniale, et tout particulièrement dans les écrits politiques de Julius Nyerere comme nous le verrons dans les quatrièmes et cinquièmes parties.

Partie III

LES AFRICAINS REPRENENT LE FLAMBEAU : Le Panafricanisme face à la naissance des États-nations africains

III. LES AFRICAINS REPRENENT LE FLAMBEAU : Le Panafricanisme face à la naissance des États-nations africains

Cette partie s'intéresse au panafricanisme du début de l'ère postcoloniale. Elle s'ouvre sur les rivalités et les luttes d'intérêts entre certains dirigeants importants qui vont donner naissance à des regroupements d'États sur la base de visions et/ou de stratégies communes. Elle se poursuit avec la création de l'Organisation de l'Unité Africaine qui deviendra la première institution permanente véritablement panafricaine. Quelques lignes sont ensuite consacrées à la transition de l'OUA vers l'Union Africaine, interrogeant les différences fondamentales entre les deux organisations. Elle se termine par une présentation de l'UA avec ses évolutions récentes et par une analyse de ses capacités, compte tenu de son orientation actuelle, à répondre aux problèmes qui s'opposent à la réalisation du projet panafricain.

A. Antagonismes politiques et désaccords idéologiques internes

Dans cette sous-partie nous abordons les tensions qui sont apparues entre dirigeants africains au début des années 1960 quand il a été question de donner au panafricanisme une orientation postcoloniale. Elle présente les initiatives prises par les dirigeants ghanéens et guinéens pour rapprocher leurs deux pays et former un noyau pour une future fédération continentale. Elle présente ensuite les autres regroupements et les autres dirigeants africains qui s'opposent au plan de Nkrumah et de ses alliés, en insistant sur le caractère hétéroclite de cette opposition. Ce faisant, elle présente les principales approches panafricanistes ou nationalistes qui ont coexisté, avant la création de l'OUA, comme opposition à la vision portée par Nkrumah pour montrer comment elles se différencient et se distinguent de la voie panafricaniste que Julius Nyerere défend dans ses écrits. Cette démarche permet surtout de mettre en exergue la vision panafricaniste de ce dernier et de montrer qu'il est l'une des rares personnalités politiques africaines à croire au projet panafricaniste et à proposer une vision véritablement différente de celle de Nkrumah.

1. Nkrumah et les partisans de l'approche continentale (les maximalistes)

En novembre 1958, le Ghana et la Guinée du Président Sékou Touré (1922-1984) rendent officiel leur rapprochement (fraternel)²⁸². Les liens idéologiques entre les deux dirigeants se confirment avec la publication de la Déclaration de l'union Ghana-Guinée signée le 1 mai 1959. Notons que le deuxième point de cette déclaration illustre bien l'ambition des deux chefs d'États qui souhaitent voir leurs deux pays former ensemble « le noyau pour une union des États africains »²⁸³, comme le dira Nkrumah. Le point en question précise ceci :

Each State or Federation which is a member of the Union shall preserve its own individuality and structure. The member States or Federations will decide in common what portion of sovereignty shall be surrendered to the Union in the full interest of the African community.²⁸⁴

Malgré les pressions internes et externes de toutes sortes occasionnées ou simplement exacerbées par cette décision perçue comme radicale (voir sous-partie sur le groupe de Casablanca) les deux pays parviennent à maintenir leurs relations intactes. Même si leurs deux dirigeants n'arrivent pas à obtenir des résultats notables ni dans leurs engagements bilatéraux²⁸⁵ ni sur le terrain du panafricanisme, ils parviennent à afficher de l'entente et de la solidarité. Prenons trois exemples qui illustrent bien cette solidarité et cette entente. Nkrumah a été le seul dirigeant africain à voler au secours de Touré (en lui offrant une aide financière et technique) suite au retrait de la France provoqué par le « NON » guinéen à la Communauté française proposée par le Président Charles de Gaulle. Lors de la crise congolaise, leurs désaccords concernant l'aide à accorder à Patrice Lumumba sont presque demeurés secrets. Et, après le coup d'État militaire qui a renversé le régime de Nkrumah en 1966, la Guinée a accordé l'asile politique à Nkrumah et l'a nommé vice-président du pays, de manière symbolique.²⁸⁶ De l'autre côté, il faut relever un élément important qui nous pousse à penser que l'« union » entre les deux pays n'a pas été motivée par une vision et une cause commune. La main tendue du Ghana en 1958 en faveur de la Guinée (seule colonie française à avoir publiquement rejeté la Communauté française proposée par le Général de Gaulle) doit d'abord être perçue comme un véritable acte de solidarité. Ayant blessé l'orgueil des Français et embarrassé ses homologues de l'Afrique francophone, Sékou Touré ne peut que se réjouir

²⁸² Terme jadis utilisé par les deux pays.

²⁸³ Nkrumah, *Africa Must Unite* 141.

²⁸⁴ C'est nous qui soulignons pour mieux comparer avec la déclaration suivante

²⁸⁵ Les séances de travail régulières entre les principaux ministères des deux pays n'ont jamais été suivies correctement comme prévue dans la déclaration.

²⁸⁶ Après l'avoir accueilli en Guinée Touré le nomma aussi comme Vice-Président de la Guinée.

de cette « union » avec le Ghana qui lui permet de rompre son isolement sur la scène africaine, même si les deux pays ne partagent pas de frontière commune.



D'autres éléments qui auraient pu jouer contre le rapprochement des deux pays sont liés aux différences de personnalités et les styles politiques des deux hommes. Pour obtenir l'indépendance de son pays, le premier a accepté de s'engager dans une négociation avec les autorités coloniales, qui s'est soldé par une réforme constitutionnelle. On peut dire alors que malgré les confrontations que l'on peut qualifier de tactiques, Nkrumah a obtenu l'indépendance par la voie de la concertation avec les Britanniques. Le second a opposé un « Non » catégorique au Général. Touré incarne alors le refus du néocolonialisme et cultive l'image d'un homme politique franc et direct. A l'opposé, Nkrumah multiplie les compromis aux conséquences désastreuses²⁸⁷ et traîne une réputation de rêveur²⁸⁸. Notons enfin que la distance (1532 km) qui sépare les deux capitales (Conakry et Accra) n'a pas favorisé le maintien de relations soutenues entre les deux pays²⁸⁹.

Compte tenu des éléments déjà avancés, il est difficile de soutenir que cette alliance²⁹⁰ est bâtie sur des bases suffisamment solides. Mais malgré cette fragilité les deux dirigeants tentent ensemble de franchir de nouveaux paliers, et d'abord en essayant d'attirer de nouveaux alliés.

En juillet 1959, le Président du Libéria, William Tubman (1895-1971), poursuivant sa politique de « ré-africanisation »²⁹¹ du pays, accueille ses homologues ghanéen et guinéen

²⁸⁷ Sa décision, durant la crise du Congo de maintenir ses troupes dans les forces de l'ONU et ses conseils à Lumumba. Colin Legum, *Pan-Africanism: A Short Political Guide* 1963 (New York: Praeger, 1965) 76.

²⁸⁸ Makonnen, *Pan-Africanism from Within* 241

²⁸⁹ Sur ce dernier point, lire plus loin la sous partie intitulée « le nationalisme comme moyen pour le panafricanisme » dans partie III.

²⁹⁰ Terme qui nous semble traduire le mieux la nature des liens entre ces deux pays.

²⁹¹ Ce dernier cherchait dans sa politique intérieure et extérieure les moyens de rompre l'isolement entre les Afro-libériens et le reste des africains. Un rapprochement avec les premiers États indépendants du continent était presque une nécessité pour ce pays.

dans sa résidence de Sanniquellie pour jeter les bases d'une « Communauté » des États africains indépendants. Les trois chefs d'États signent une Déclaration de principes le 19 juillet dans laquelle ils s'engagent à coopérer tout en respectant l'identité nationale et la constitution de chaque État membre et à renoncer à toute forme d'interférence dans les affaires intérieures d'un autre État membre.²⁹² Mais, en analysant de près, on s'aperçoit très rapidement que la « Communauté » de Sanniquellie marque un recul par rapport à « l'Union » Ghana-Guinée. Notons le troisième point de la déclaration de principe :

Each State and Federation, which is a member of the Community, shall maintain its own national identity and constitutional structure. The Community is being formed with a view to achieving unity among independent African States. It is not designed to prejudice the present or future international policies, relations and obligations of the States involved.²⁹³

En effet, soucieux de rompre leur isolement de plus en plus pesant sur la scène africaine, Nkrumah et Touré acceptent sans trop hésiter la structure plus modeste et plus flexible d'une « communauté » proposée par Tubman. Mais face au constat d'échec—hostilité accrue des autres États qui voient leur camp se renforcer et l'ambivalence de plus en plus insoutenable du Libéria—cette communauté sans fondement solide se disloque elle aussi assez rapidement.

En 1960 Nkrumah et Touré découvrent un nouvel allié, Modibo Keita du Mali dont qui vient tout juste de sortir de la fédération « éphémère » du Mali.²⁹⁴ Les trois dirigeants engagent aussitôt les concertations nécessaires pour la mise sur pied d'une « Union » Ghana-Guinée-Mali.

²⁹² Nkrumah, *Africa Must Unite* 141.

²⁹³ C'est nous qui soulignons. Notons l'ajout des termes « national » et « constitutional ». Toutes les précautions sont prises pour rassurer les futurs membres que rien ne changera pour eux.

²⁹⁴ Entre mai 1959 et septembre 1960. Pour en savoir plus sur cette fédération lire Thomas Hodgkin & Ruth Schachter, « French-speaking West Africa in Transition » *International Conciliation* n. 528 (Mai 1960).



« The Union of African States »²⁹⁵ est officialisée le 29 avril par la signature conjointe d'une charte. La structure de cette union, ouverte à tous les États africains qui reconnaissent et acceptent ses objectifs, se révèle finalement aussi fragile que les précédentes. Pourtant Nkrumah se félicite de son avènement :

This shows clearly the workability of union between African states. It is my great hope that the U.A.S. may prove to be the successful pilot scheme which will lead eventually to full continental unity.²⁹⁶

L'avenir a semblé lui donner raison avec l'émergence du groupe de Casablanca en janvier 1961.²⁹⁷

²⁹⁵ Nom donné à cette union.

²⁹⁶ Nkrumah, *Africa Must Unite* 143.

²⁹⁷ Les membres: Ghana, Guinée, Mali, Egypte, Maroc, FLN algérien se réunissent pour la première fois à Casablanca entre le 3 et le 7 janvier 1961.



Colin legum *Pan-Africanism: A Short Political Guide*,70

Les 6 pays franchissent ensemble des pas importants dans la voie de l'unité africaine en adoptant la charte dénommée « The African Charter of Casablanca ». Parmi les décisions clés contenues dans cette charte :

- § la mise en place d'une assemblée consultative permanente ;
- § la création de trois comités chargés de piloter la coopération sur les plans politique, économique, et culturel entre les pays membres ;
- § la création d'un « Haut Commandement Africain » chargé d'organiser la défense de tout pays africain contre un agresseur extérieur.

2. Le groupe de Casablanca, une alliance velléitaire :

Cette alliance en apparence prometteuse n'a pourtant pas réussi à attirer d'autres membres pour mieux peser sur la bataille décisive d'Addis-Abeba. Plusieurs raisons peuvent expliquer l'échec du groupe de Casablanca. D'abord, on ne saurait nier l'impact des pressions externes, celles des anciennes puissances coloniales, des États-Unis et des dirigeants africains rivaux. Mais il est important d'insister sur les raisons internes qui ont très certainement fragilisé le groupe de Casablanca et causé son effondrement. Prenons quelques exemples. Colin Legum a mis l'accent sur quelques décisions contestables de Nkrumah telles que le maintien des militaires ghanéens dans la force onusienne soutenant le régime de Stanleyville lors de la crise congolaise alors que le Mali et la Guinée optent pour le retrait de leur troupes respectives ; la signature d'un traité économique avec la Haute Volta du Président Maurice Yameogo, couteuse et humiliante pour le Ghana et Nkrumah (qui espère par ce biais attirer ce pays dans le groupe) ; le soupçon de l'implication du régime de Nkrumah dans l'assassinat du Président togolais Sylvius Olympio²⁹⁸ (situation embarrassante pour son plus fidèle allié, Sékou Touré) ; la décision prise par Nkrumah, à l'approche du sommet d'Addis-Abeba, de lancer de manière unilatérale l'idée d'une nouvelle charte de l'unité politique de l'Afrique sans consultation préalable avec les membres du groupe.²⁹⁹ Tout cela alors qu'au même moment Sékou Touré tente, par des moyens diplomatiques, de convaincre les dirigeants nigériens de soutenir son camp. Dans ce cadre, il reçoit le Premier Ministre de ce pays en visite officielle à Conakry en décembre 1961 et entretient des relations amicales avec le Président Nnamdi Azikiwe. Globalement, la politique étrangère du Ghana, ou plutôt celle de Nkrumah entre 1959 et 1963, n'a pas de retombées favorables sur l'union Ghana-Guinée-Mali qui est le noyau dur du groupe de Casablanca. Parmi les initiatives diplomatiques avortées qui ont contribué à discréditer Nkrumah et à fragiliser son camp, on peut retenir trois. Premièrement : Sanniquellie, qui peut être qualifiée de distraction orchestrée par le Président libérien qui n'a aucune intention, comme le prouvera son ralliement futur au camp des pays ennemis, de s'unir avec le Ghana et le Mali. Tubman a pourtant réussi à faire reculer Nkrumah sur beaucoup de points, ce qui le fera apparaître, aux yeux de ses pairs, comme un homme qui hésite, qui doute, qui est prêt à faire toute sorte de compromis. Bref, un homme qui manquait de cohérence de vision et de conviction politique et idéologique. Deuxièmement : la tentative de rapprochement avortée avec la Haute Volta. Cette décision, prise malgré les mises en garde

²⁹⁸ Les deux connaissaient des disputes sur le tracé de la frontière entre eux.

²⁹⁹ Legum 76.

très de Conakry et de Bamako est lourde de conséquence pour Nkrumah. Ayant toujours été économiquement et politiquement dépendante de la Côte D'Ivoire à l'époque dirigée par Houphouët-Boigny, farouche opposant de Nkrumah, Haute Volta est traditionnellement tournée vers Abidjan. Troisièmement : sa décision, quelque mois seulement après la signature de la Charte de Casablanca, de recevoir en visite officielle à Accra le Président de la Mauritanie, dont la souveraineté n'est pas reconnu par le Maroc.³⁰⁰ C'est en partie contre ces décisions que s'exprime le président malien en 1961, déclarant que son pays ne pourrait approuver l'existence, et encore moins faire partie, d'une organisation politique dans laquelle il y aurait un membre avec lequel il ne partage pas une convergence de vue sur la politique internationale et la politique économique intérieure.³⁰¹ L'acceptation de ce principe aurait peut-être empêché à Nkrumah de tenter un rapprochement avec Tubman.³⁰²

D'autres raisons internes sont à noter. Contrairement à la Côte d'Ivoire qui peut user de ses moyens financiers pour convaincre la Haute Volta et le Niger de rallier son camp, les États de Casablanca manquent de moyens pour courtiser de nouveaux alliés. Aussi, notons que l'attitude du Maroc, tiraillé entre ses intérêts immédiats (notamment ses revendications territoriales) et ses loyautés complexes,³⁰³ ne favorise pas une participation constructive du Royaume dans le camp mené par Nkrumah.

On voit bien que le bloc de Casablanca, en apparence très déterminé à adhérer à la vision d'unité politique continentale, connaît des faiblesses de taille déjà notables en 1961. On peut dire que bien avant le sommet d'Addis-Abeba Nkrumah est un homme complètement isolé sur la scène africaine. Quand ils arrivent dans la capitale éthiopienne, ses alliés, Modibo Keita et Sékou Touré, ont déjà perdu l'enthousiasme et la combativité dont le groupe aurait besoin pour défendre sa vision du projet panafricaniste.

³⁰⁰ Un contentieux territorial opposait les deux pays. Le Maroc revendiquait une partie du territoire de la Mauritanie actuelle.

³⁰¹ Modibo Keita, « The Foreign Policy of Mali » *International Affairs* (Oct. 1961) pp. 435.

³⁰² Ce dernier était souvent du côté de la politique américaine et son programme économique était plutôt libéral et pro-capitaliste contrairement à Nkrumah qui prêchait le socialisme et militait contre les puissances impérialistes y compris les États-Unis.

³⁰³ Le Maroc était, avec la Tunisie, un des piliers du projet du Grand Maghreb, et ceci depuis la signature de la première Charte du Maghreb en 1945. De plus la proposition d'une fédération du Maghreb, adoptée par le Maroc, la Tunisie et le gouvernement provisoire d'Algérie en avril 1958, exigeait des pays membres l'attitude suivante : « That the three governments should refrain from making basic international agreements on matters of foreign policy or defence until the federal institutions could be made effective ». Legum 67. Cela n'a pas empêché au Maroc de signer en 1961 la Charte africaine de Casablanca qui contenait notamment une clause de défense commune.

3. Le camp minimaliste ou l'axe Abidjan-Brazzaville-Monrovia

Il est important, voire nécessaire, de mentionner l'existence du groupe de Brazzaville et celui de Monrovia, même si les deux groupes, ayant fusionné en 1961, constituent une seule et même entité. Le fait de prendre en compte l'existence de Brazzaville avant de parler du groupe de Monrovia est une reconnaissance de l'importance de son rôle à Addis-Ababa mais aussi de la très forte influence de certains de ses membres dans cette bataille idéologique et politique que se livrent alors les dirigeants africains préoccupés par la sauvegarde de leur pouvoir nouvellement acquis. Les pays de ce groupe pensent que « sécuriser » leur pouvoir nécessite une mobilisation sur le plan intérieur et sur le plan extérieur pour repousser les rivaux aussi loin que possible de leurs propres frontières. Contrairement à Nkrumah les dirigeants de ce groupe ont très tôt compris le besoin d'étendre leur influence en commençant par le voisinage le plus proche. On peut dire que la politique de Nkrumah dans ce domaine est un échec. Il n'a jamais véritablement réussi à asseoir son autorité sur le plan national encore moins à étendre son influence dans la région ouest-africaine. A l'intérieur du Ghana, ses rapports avec les plus hauts dignitaires Ashantis sont restés déléteres depuis la mise en place de sa politique de contrôle des prix du cacao.³⁰⁴ Dans la sous-région, ses initiatives diplomatiques en direction de son voisin du nord, la Haute Volta, sont facilement torpillées par ses adversaires menés par un puissant voisin à l'ouest, la Côte d'Ivoire. En plus du Togo à l'est, on peut dire que le Ghana de Nkrumah est encerclé à partir de 1960 par trois gouvernements hostiles. Il faut noter que la Côte d'Ivoire de Houphouët-Boigny est l'acteur clé dans cette situation, sinon l'artisan de l'isolement de Nkrumah comme le montre ses activités au sein du groupe de Monrovia et du *Conseil de l'Entente* que nous allons aborder plus en détails.

Dans son ouvrage, Colin Legum³⁰⁵ tire de son analyse des relations entre les pays « riches » et les plus pauvres de l'Afrique du début de l'ère postindépendance des clés qui peuvent nous aider à mieux comprendre le rôle d'Abidjan dans le groupe de Monrovia et au sein du *Conseil de l'Entente*. Legum soutient que les pays pauvres sont généralement très disposés à s'engager dans un projet de fédération si celui-ci est initié soit par un État riche soit par un pays révolutionnaire.³⁰⁶ Mais, on note que les pays pauvres sont plus enclins à se rallier aux

³⁰⁴ Kwame Nkrumah, *The Autobiography* 216.

³⁰⁵ Colin Legum. *Pan-Africanism: A Short Political Guide* (London: Pall Mall Press, 1962).

³⁰⁶ Il cite parmi les États révolutionnaires, le Ghana, la Guinée, le Mali. 80

pays riches qu'aux pays révolutionnaires ou radicaux. Ces derniers arrivent rarement à attirer dans leur camp d'autres pays. Grâce à la diplomatie agressive d'Abidjan certains pays comme la Haute Volta, le Togo, le Libéria, la Libye finissent par rejoindre le groupe de Monrovia alors que le Congo déchiré par une profonde crise politique peine à peser sur la balance du côté du groupe de Casablanca. Le seul allié de taille pour Nkrumah au nord du continent est l'Égypte du Président Gamal Abdel Nasser qui partage sa vision continentale.³⁰⁷ À l'inverse Abidjan peut compter sur le soutien de deux autres pays relativement riches : le Nigeria et la Gabon. Les gouvernements de ces pays sont aussi hostiles à la politique de Nkrumah mais la Côte d'Ivoire semble plus disposés à user de ses moyens financiers et politiques pour faire plier Accra. Contrairement à son homologue Gabonais Léon Mba, Houphouët-Boigny ne ménage pas ses efforts pour faire échouer les plans de Nkrumah (nous aborderons les différentes tendances idéologiques dans ce camp minimaliste). Houphouët-Boigny pèse dans les groupes de Brazzaville et de Monrovia grâce au *Conseil de l'Entente* qu'il fonde en avril 1959 avec la mission de promouvoir des projets de coopération économique comme le partage du port d'Abidjan entre la Côte d'Ivoire et la Haute Volta (pays francophone et enclavé). Le *Conseil* est aussi chargé de faciliter la coopération avec les autres pays voisins : Dahomey (actuel Bénin) et le Niger pour améliorer les services (postaux, douaniers) et pour créer un *Fonds de solidarité*.³⁰⁸ On voit bien que cette structure ne vise ni une union ni un projet de fédération entre ses membres. Elle représente pour son inventeur, celui que le président Yaméogo appelait « notre général à nous », une structure lui permettant de peser dans la politique africaine. Nous verrons plus loin la véritable raison d'être de cette *Entente* quand nous aborderons les approches panafricanistes et les motivations diverses des personnalités clés du camp minimaliste. Avec le soutien de trois pays, la Côte d'Ivoire est l'un des initiateurs de la conférence de Brazzaville de décembre 1960 qui a donné son nom au groupe.³⁰⁹

En décembre 1960, Brazzaville, la capitale de la République du Congo, accueille les chefs d'États de 13 pays indépendants³¹⁰ pour former un bloc politique dont les membres, animés d'intentions diverses, s'accordent néanmoins sur un point : faire éclater le triangle Ghana-

³⁰⁷ Il s'est prononcé publiquement contre le projet du Grand Maghreb qu'il considérait comme divisé.

³⁰⁸ Contribution ivoirienne de 73% entre 1960-66 (date qui coïncide avec la chute de Nkrumah). Voir. Amondji *Felix H-B et la Côte Ivoire, l'envers d'une légende* (Paris : Karthala 1984) 107.

³⁰⁹ Legum 50.

³¹⁰ Congo Brazzaville, Cameroun, Gabon, République Centre Africaine, Tchad, Niger, Haute Volta, Dahomey, Côte d'Ivoire, Sénégal, Mauritanie, Gambie, Madagascar. Ce groupe prend le titre officiel de « l'union des États africains et du Madagascar », mais par ses caractéristiques, il ne représentait qu'une simple association.

Guinée-Mali avec leurs alliés du nord de l'Afrique³¹¹. Le déséquilibre des forces, déjà notable, se creuse davantage avec la conférence de Monrovia du 8 mai 1961.³¹² En effet, 8 nouveaux gouvernements rejoignent le groupe³¹³. Désormais, parmi les 27 États africains indépendants à cette date, 21 se retrouvent dans le bloc de Monrovia. Les chefs d'États réunis à Monrovia partagent deux préoccupations principales : le maintien de leur souveraineté et celui de leur intégrité territoriale. Ils rejettent l'union politique (dans le cadre des fédérations ou celui d'un gouvernement continental) et préfèrent la coopération scientifique et technique entre les États associés. Ils se prononcent en faveur de l'abandon sinon le recul du projet d'union politique du continent. Ils arrivent à Addis-Ababa avec la forte conviction de vaincre le camp des partisans de l'unité africaine immédiate.

4. Les grands points de désaccords :

a. L'approche continentale de l'unité africaine :

Rappelons d'abord que la *Gold Coast* (actuelle Ghana) est la première des colonies britanniques d'Afrique de l'Ouest à accéder à l'indépendance en 1957. Nkrumah, figure de proue du panafricanisme depuis sa participation au Congrès de Manchester de 1945, voit l'indépendance de son pays comme un premier pas vers l'émergence d'une fédération continentale. Sa perception de l'émergence de nouveaux États indépendants est donc assez naturellement influencée par cette posture. Chaque État naissant, notamment à partir des années 1960, représente à ses yeux un obstacle ou un frein à l'unité africaine. C'est l'une des préoccupations que l'on peut relever dans *Africa Must Unite* qu'il publie peu de temps avant le sommet d'Addis-Ababa (des copies envoyées aux différentes délégations).³¹⁴ Nkrumah y présente le nationalisme comme une menace directe contre son projet. Le danger de ce nationalisme réside, selon lui, dans le fait qu'il entraîne potentiellement hypertrophie des egos détournant les États de tout projet d'ensemble. Pour lui, tous ceux qui s'expriment en faveur du nationalisme et militent pour les indépendances particulières ne font que semer les graines de la discorde en Afrique postcoloniale car, volontairement ou involontairement, leur actions

³¹¹ Maroc, Egypte, Soudan,

³¹² En effet le groupe de Monrovia n'est que la suite logique de celui de Brazzaville avec encore la forte mobilisation de Houphouët-Boigny. Mais le président sénégalais Senghor y joue un rôle important. Legum 52.

³¹³ Somalie, Éthiopie, Libye, Tunisie, Nigeria, Sierra Leone, Libéria, Togo.

³¹⁴ Esedebe 193.

et leurs mots sont souvent perçus comme de la « flatterie des égos nationaux »³¹⁵. C'est la raison qu'il avance pour expliquer son rejet du nationalisme. Mais cela ne l'empêche pas de reconnaître l'importance du « nationalisme africain »³¹⁶ qu'il met sur le même piédestal que le panafricanisme. Cependant, il ne conçoit ce « nationalisme africain » que comme un tout indivisible renvoyant au « sentiment d'unité dans le fait d'être des *Africains* »³¹⁷ qu'il oppose à ce qu'il nomme l' « exclusivisme national »³¹⁸.

Le point central de l'argument de Nkrumah s'articule donc autour de la nature des États que l'exclusivisme national rend possible. Pour lui c'est la nature de ces États qui est préoccupante pour l'avenir de l'Afrique tel qu'il le conçoit. Au lieu de générer des États viables capables de créer les moyens de leur subsistance individuelle, ce nationalisme fait naître ce qu'il assimile à des « États en apparence indépendant »³¹⁹, bâtis sur l'illusion d'une existence nationale leur procurant une « apparence de nation »³²⁰. Ce nationalisme, synonyme, selon lui, de balkanisation³²¹, est essentiellement nuisible et dangereux car ne servant en réalité que les intérêts des puissances néo-impérialistes.³²² Voilà comment il explique la logique de ces dernières, qu'il accuse d'encourager la balkanisation de l'Afrique :

The creation of several weak and unstable states of this kind in Africa, it is hoped, will ensure the continued dependence on the former colonial powers for economic aid, and impede African unity. This policy of balkanization is the new imperialism, the new danger to Africa.”³²³

Pour lui l'assaut néo-impérialiste ne peut être contrecarré que par un groupe d'États formant un seul bloc indivisible. C'est le message qu'il faut retenir de son discours du 7 janvier 1961 devant les chefs d'États des pays du bloc de Casablanca. Il y affirme que les États africains doivent s'unir pour résister durablement et efficacement à toutes les formes d'impérialisme et de colonialisme.³²⁴ Deux ans plus tard, il réitère la même position à Addis-Ababa devant un

³¹⁵ Nkrumah, *Africa Must Unite* 188.

³¹⁶ Nkrumah, *Africa Must Unite* 134.

³¹⁷ Nkrumah, *Africa Must Unite* 132.

³¹⁸ Nkrumah, *Africa Must Unite* 189.

³¹⁹ Nkrumah, *Africa Must Unite* 181.

³²⁰ Nkrumah, *Africa Must Unite* 180.

³²¹ Dans son ouvrage sur les fondements de l'unité africaine, Cheikh Anta Diop conteste la validité de ce terme et propose *sud-américanisation* à la place. Il attire l'attention sur le fait que les pays des Balkans sont au moins relativement consolidés comparés aux États africains.

³²² Nkrumah, *Africa Must Unite* 181.

³²³ Nkrumah, *Africa Must Unite* 180.

³²⁴ Nkrumah, *Africa Must Unite* 145.

public moins réceptif de trente-deux³²⁵ chefs d'États et de gouvernements représentants des pays indépendants.

Our objective is African Union now. There is no time to waste. We must unite now or perish. I am confident that by our concerted effort and determination we shall lay here the foundation for a continental Union of African States. [...] The increase in our number in this short space of time is open testimony to the indomitable and irresistible surge of our peoples for independence. It is also a token of the revolutionary speed of the world events in the latter half of this century. In the task which is before us of unifying our continent we must fall in with that pace or be left behind. The task cannot be attacked in the tempo of any other age than our own. To fall behind the unprecedented momentum of actions and events in our time will be to court failure and our own undoing.³²⁶

Nkrumah plaide ici en faveur de l'union immédiate des États africains comme la seule et unique alternative contre un effondrement collectif et irrémédiable. La répétition de l'adverbe de temps « now » renforce le caractère pressant de la situation tout en évoquant le besoin urgent d'agir sous la menace d'un danger imminent. Nkrumah adopte ici une tactique très offensive face à des adversaires de plus en plus nombreux. Il pose un ultimatum et serre l'étau sur ces derniers, qui, en plus de livrer l'Afrique fragmentée à ses bourreaux néo-colonialistes et néo-impérialistes, trahissent aussi la voix des peuples qu'ils prétendent représenter.

A whole continent has imposed a mandate upon us to lay the foundation of our Union at this Conference. It is our responsibility to execute this mandate by creating here and now the formula upon which the requisite superstructure may be erected.³²⁷

Cependant, il ne ferme pas toutes les portes. Il se déclare ouvert à tout projet de fédération pouvant réunir certaines conditions :

any effort at association between the states of Africa, however limited its immediate horizons, is to be welcomed as a step in the right direction: the eventual political unification of Africa.³²⁸

Il laisse clairement entendre que les fédérations ou les groupes ne peuvent pas constituer le but ultime, mais simplement des étapes vers la seule bonne direction qui est l'unité politique du continent africain dans son intégrité. Julius Nyerere a déclaré dans le même esprit en 1960 à Addis-Ababa :

³²⁵ Lors de la *All-Africa Peoples' Conference* tenue à Accra en 1958, le nombre était de huit seulement.

³²⁶ Extrait du discours de Nkrumah prononcé devant les chefs d'États africains réunis à Addis-Ababa le 25 mai 1963.

³²⁷ Nkrumah dans son discours de mai 1963 à Addis-Ababa.

³²⁸ Nkrumah, *Africa Must Unite* 140.

Many of us agree without argument that a Federation of the East African states would be a good thing. In our struggle against imperialism we have emphasized that our strength lies in our unity. We have warned ourselves against the dangers of divide and rule. We have said, and rightly so, that the boundaries which divide our countries were made by the imperialist, not by us, and that we must not allow them to be used against our unity.³²⁹

Les deux hommes ont des points de vue opposés sur le nationalisme. Leur désaccord donne rapidement lieu à une confrontation publique, que Nyerere imputera au radicalisme de Nkrumah :

When I clashed with Kwame, it was when we were very close to a federation of East African States and Kwame was completely opposed to the idea. He said that regionalization—that's what he called it—was Balkanization on a larger scale. I said, "Look, Kwame, this is absurd." I thought that historically there were grounds for different groupings of countries trying to come together. West Africans at one time—under the British—had a common currency. Basically the French had two huge colonies—French Equatorial Africa and French West Africa. I thought it was possible to move towards unity by putting those areas together. But even that didn't happen. I thought that these groups could come together naturally, within the OAU. Then there could be the propaganda, and incentive, and the push for greater unity.³³⁰

Il faut dire qu'au départ Nkrumah donne l'impression d'accepter d'idée du fédéralisme comme une étape préalable vers l'unité africaine. C'est la raison pour laquelle son opposition au projet de fédération que Nyerere tente de promouvoir en Afrique de l'Est est difficile à expliquer. Radicalement opposé à la fédération que Nyerere entend bâtir pour servir d'étrier à l'unité africaine, Nkrumah continue à peaufiner sa vision continentale, malgré les critiques qui relèvent l'absence de structures politiques précoloniales tangibles en Afrique et les différences ethniques, raciales, religieuses, que l'on rencontre d'un bout à l'autre du continent. Parmi les critiques de la première heure, on peut citer Rupert Emerson qui écrit en 1962 :

The characteristic problem confronting anyone who seeks to establish the political shape of Africa south of the Sahara is that there are no 'natural' communities or political entities between the smallest and the most typical expression of African community, the tribe, at one extreme, and the whole of the African continent at the other.³³¹

³²⁹ Legum 74

³³⁰ Bill Sutherland & Matt Meyer, *Guns and Gandhi in Africa. Pan-African Insights on Nonviolence, Armed Struggles and Liberation in Africa* (Trenton (N.J): Africa World Press, 2000) 84.

³³¹ Rupert Emerson, "Pan-Africanism" *International Organization* 2. 16 (1962): 275-290. 276.

La critique d'Emerson semble ne s'appliquer qu'à l'Afrique au sud du Sahara d'abord parce que cette partie du continent focalise l'attention à chaque fois qu'il s'agit de débats sur le panafricanisme et ensuite parce que l'Afrique du Nord est souvent perçue comme possédant toutes les caractéristiques d'une nation moderne : une langue, une religion, une histoire largement partagée. Un critique contemporain de l'idée de l'Afrique continentale est Rossatanga-Rignault avec son ouvrage *L'Afrique existe-t-elle ?*

- *L'idée du panafricanisme continental, quelle réalité ?*

Emerson commence par noter le retour d'une conception continentale de l'idée de l'Afrique s'opposant à la compartimentation du continent et/ou à l'exclusion d'une partie de celle-ci sur la base raciale. Cette approche est plus marquée chez les Africains qui ont été influencés par le fédéralisme américain durant leurs études aux États-Unis, comme l'a souligné Shepperson³³².

Rupert Emerson, qui a étudié spécifiquement la période postcoloniale,³³³ relève ce qu'il considère comme les véritables obstacles à l'idée de l'Afrique continentale³³⁴. Il identifie des obstacles externes parmi lesquels le plus important serait le fait que l'Afrique du Nord est davantage tournée vers le monde Arabe et la méditerranée. Il insiste aussi sur les efforts des gouvernements français (thème développé dans les pressions externes) qui se sont opposés à la circulation des idées panafricanistes dans leur sphère d'influence durant la période coloniale, et ont persisté, après la décolonisation, dans la même posture hostile. Sur ce point, il est d'accord avec l'historien de la décolonisation Watterstein qui explique que la France a toujours œuvré contre l'unité africaine, dont elle redoute les conséquences sur ses intérêts³³⁵. Emerson aborde aussi d'autres obstacles internes indiscutables : la tendance qui consiste à décliner le panafricanisme sur le mode racial excluant certaines populations à l'intérieur même du continent, notamment en Afrique du Nord, et le concept de *Négritude*,³³⁶ perçu comme s'adressant principalement à la race noire. La première partie de notre thèse aborde les origines de cette idée compartimentée de l'Afrique.

- *Le panafricanisme continental, un bilan mitigé*

³³² Shepperson 349. Un exemple : Nnamdi Azikiwe, premier président du Nigeria qui a suivi ses études supérieures au États-Unis entre 1926 et 1934. Il a fait la promotion d'une vision plus élargie de l'Afrique avec les publications du quotidien *The African Morning Post* qu'il fonde en 1934.

³³³ Rupert Emerson, "Pan-Africanism" *International Organization* 2. 16 (1962): 275-290.

³³⁴ Désignent tout ce qui peut entraver la marche—du panafricanisme depuis sa phase africaine

³³⁵ Immanuel Watterstein, *Africa: The Politics of Independence* (New York: Vintage Books, 1961) 111.

³³⁶ La *Négritude* est généralement opposée au panafricanisme comme une idée concurrente ou son pendant culturel, mais en réalité elle a plutôt commencé comme théorie littéraire et philosophique.

Pan-Africanism : A Short Political Guide de Colin Legum nous éclaire sur la période la plus fructueuse du panafricanisme entre la fondation en août 1946 de la *West African National Secretariat* (WANS)—peut-être le moment déterminant de l'émergence du panafricanisme politique)³³⁷ et la fondation de l'Organisation de l'Unité Africaine en 1963. Il nous donne quelques renseignements sur la période qui a précédé la fondation de l'OUA à Addis-Abeba notamment sur la course aux alliances qui a débuté à partir de la déclaration d'union entre la Guinée et le Ghana, et sur le rôle de la Côte d'Ivoire dans l'organisation de la conférence de Brazzaville et de Monrovia. En outre, Legum s'attarde sur l'importance des grandes conférences panafricaines organisées en Afrique avant cette date dont la première rencontre de la *All-African Peoples Organisation*³³⁸, qui a marqué, selon lui, le retour du panafricanisme sur le continent africain.

Le caractère populaire et non gouvernemental de la *All-African Peoples conference* (1958) a montré que le panafricanisme a temporairement cessé d'être exclusivement une affaire de l'élite pour gagner les organisations (partis politiques, syndicats, associations). Notons aussi que c'est la première conférence des États africains indépendants³³⁹, tenue en marge de cet événement, qui réaffirme le principe de l'indivisibilité du continent africain. L'article d'Ali Mazrui, *Africanity Revisited*³⁴⁰ montre comment ce principe est alors défendu par Nkrumah et Gamal Abdel Nasser pour qui ni l'Islam ni le Sahara ne peuvent être considérés comme des « barrières insurmontables ».³⁴¹ Pour cette raison on peut dire que la *All-African Peoples conference* a facilité l'émergence de Nkrumah en tant que leader naturel du panafricanisme. C'est à partir de ce moment que le Ghana et son président deviennent les symboles du panafricanisme, grâce à l'engagement personnel de Nkrumah.

Dans son article publié un an avant la chute du régime de Nkrumah, Claude Ake, nous livre un point de vue optimiste et une présentation plutôt favorable du panafricanisme et de son évolution sous la direction de Nkrumah.

³³⁷ Legum 33.

³³⁸ Deux autres rencontres de ce type se tiendront à Tunis en 1960, puis au Caire en 1961. On peut voir là une volonté de rapprocher l'Afrique du Nord du reste du continent.

³³⁹ La deuxième a eu lieu en 1960 à Addis-Abeba, Éthiopie.

³⁴⁰ Ali Mazrui, *Africanity Redefined* (Asmara: Africa World Press, 2002).

³⁴¹ Legum 42.

The last decade has seen the proliferation of organisations and institutions [...] The sophistication of a broad African perspective, which tended to be a monopoly of top-level leadership, is now permeating the lower strata of African society³⁴².

Puis il annonce, quelques lignes plus loin, l'avènement de l'unité psychologique des peuples africains qui reconnaissent finalement qu'ils partagent les mêmes attentes et les mêmes aspirations.

En parlant de la « prolifération d'organisations », responsables de cet état d'esprit, Ake fait précisément référence à des associations proches des principaux partis politiques (et prétendument panafricains). Certaines de ces organisations panafricaines sont des mouvements d'opposition dans certains africains tels que le Togo et la Côte d'Ivoire, qui sont soutenus par des chefs d'États panafricanistes (Nkrumah, Touré, Keita). Ces alliances entre les panafricanistes et certains partis d'opposition sont surtout motivées par des intérêts territoriaux comme dans le cas du Ghana et du Togo. On sait que la recherche de solutions aux conflits de frontières entre les pays africains limitrophes, à travers des tactiques subversives, a été un facteur déterminant aussi bien dans le jeu des alliances d'avant Addis-Abeba que dans l'œuvre de construction du panafricanisme.

Ake situe l'âge d'or de ce panafricanisme populaire entre 1960 et 1965. Durant cette période, Nkrumah porte le panafricanisme et son discours jouit d'un certain écho dans toute l'Afrique, relayé par d'autres dirigeants, qui en partagent l'essentiel du contenu, comme c'est le cas d'un Valdiodio Ndiaye (1923-1984)³⁴³ du Sénégal. On peut aussi citer Mamadou Dia (1910-2009)³⁴⁴, Sékou Touré, Modibo Keita, et Nnamdi Azikiwe. En Afrique de l'Est, Jomo Kenyatta est alors, malgré ses convictions personnelles,³⁴⁵ une personnalité panafricaniste vue par ses pairs comme un ardent défenseur de l'idée de « personnalité africaine ». Cette période est marquée par l'existence de causes communes pour entretenir ce sentiment panafricain dont: la lutte de libération de l'Afrique du Sud³⁴⁶ et de la Rhodésie du Sud (actuel Zimbabwe). Certains gouvernements africains hésitants subissent alors la pression de leurs

³⁴² Claude Ake. "Pan-Africanism and African Governments". *The Review of Politics* 27.4 (1965): 532-542. 532

³⁴³ Homme politique sénégalais. Il s'oppose à la politique de Senghor, qui l'accuse de tentative de coup d'état en l'emprisonne en 1962. Pour un aperçu du personnage et de cette période de l'histoire, voir le documentaire intitulé « Valdiodio Ndiaye, l'indépendance du Sénégal » réalisé par Eric Cloué et Amina N'diaye Leclerc (Paris : Médiatèque des Trois Mondes : 2000) disponible aussi sur Youtube.com

³⁴⁴ Homme politique sénégalais, Président du Conseil du Sénégal entre 1957 et 1962. Pour en savoir plus sur ce personnage lire : Adama Baytir Diop, *Le Sénégal à l'heure de l'indépendance : Le projet politique de Mamadou Dia (1957-1962)* (Paris, L'Harmattan, 2007).

³⁴⁵ Nous reviendrons sur ce personnage plus loin.

³⁴⁶ Colin Legum écrit à propos de l'Afrique du Sud que c'est là-bas où l'idée de l'Afrique aux Africains a trouvé pour la première fois son expression politique. Legum 22.

populations qui exigent une position de fermeté contre l'Apartheid, surtout suite aux événements de Sharpeville.³⁴⁷ Pour Ake tous ces éléments prouvent le fait d'une unité psychologique naissante. Ses conclusions indiquent que les masses africaines se sont emparées du projet panafricain. Même si les propos d'Ake ne manquent pas de fondements, nous constatons toujours la très forte emprise des élites politiques sur le panafricanisme. Ce double constat nous pousse vers la question suivante: quelle a été l'évolution de ce sentiment panafricain après la deuxième moitié de la décennie 1960 ?

Le postulat de l'émergence d'une unité d'ordre psychologique est là où s'articulent les arguments qui méritent le plus d'être pris en considération. La réaction des États pour qui le panafricanisme de Nkrumah représente une menace est souvent de faire en sorte que ses idées ne se répandent pas dans le territoire qu'ils gouvernent. Il faut reconnaître que pendant près d'une décennie après les indépendances politiques, certains chefs d'États africains, qui ne disposent pas de modèles alternatifs à proposer se contentent tout simplement de saper le modèle panafricaniste dominant qui n'arrangent pas leur projet politique. Pour ce faire ils n'hésitent pas à favoriser d'autres causes au détriment du projet panafricaniste. Nous verrons (dans la sous-partie *les postures minimalistes de l'unité africaine*) quelques-unes de ces causes et comment elles ont desservi le projet panafricaniste, même si celui-ci a toujours été soutenu par un grand nombre de dirigeants africains.

Au registre des acquis positifs du début de l'ère continentale du panafricanisme figurent l'implication significative de la société civile et la forte adhésion des masses populaires aux idées des figures de proue du panafricanisme. C'est l'argument principal de V.B. Thompson³⁴⁸ qui insiste tout particulièrement sur la manière dont les syndicats d'ouvriers et les organisations de jeunesse ont contribué aux succès politiques de Nkrumah au Ghana.³⁴⁹

³⁴⁷ Olayiwola Abegunrin, *Africa in Global Politics in the Twenty-first Century. A Pan-African Perspective* (New York: Palgrave MacMillan, 2009) 5. Ce fut le cas du Nigeria où le Premier Ministre, suite à l'émoi suscité par ce massacre, fut obligé de montrer un soutien à travers lui-même et son ministre de l'intérieur, Jaya Wachuku qui multiplia les déclarations publiques en soutien aux Sud-Africains et demandant l'expulsion du régime raciste des Nations-Unies. Cette politique jadis très populaire sera même poursuivie après le coup d'État militaire qui a renversé le régime de Balewa.

³⁴⁸ Vincent B. Thompson, *Africa and Unity: the Evolution of Pan-Africanism* (London: Longman, 1969).

³⁴⁹ Ce succès au Ghana est important car il confirme le talent politique de Nkrumah d'une part, et légitime son rôle de porte flambeau du panafricanisme dont la priorité était désormais la libération du continent africain du colonialisme, d'autre part. Encore selon l'auteur sans le coup de pouce des syndicats et autres organisations sociales la carrière de Nkrumah aurait sûrement connu une tournure différente. Sans doute aurait-il plus de difficulté à engager un bras de fer constitutionnel avec les britanniques qui aboutiront à l'indépendance de son pays en 1957, une avance sur le reste de l'Afrique au sud du Sahara sans laquelle il lui serait impossible de s'imposer comme une figure politique dominante de la scène africaine.

Ensuite, Thompson montre comment les mesures de protection³⁵⁰ prises par l'administration coloniale française ont contribué à neutraliser le développement du sentiment panafricain dans les colonies françaises où l'élite tend à rechercher la continuité plutôt que la rupture. Il explique cette attitude par ce qu'il nomme « l'obsession de l'assimilation »³⁵¹ caractéristique de l'élite francophone depuis Blaise Diagne. Thompson part de l'article 10 de la Constitution française de 1848 pour explorer les origines et l'évolution du modèle d'assimilation à la française. Ses travaux nous aident à mieux comprendre l'action de certains représentants de cette élite afro-francophone.

D'autres auteurs, en revanche, insistent sur l'autre face de période marquée par le leadership de Nkrumah. Parmi eux R. W. Howe et W. R. Bascom.

Howe³⁵² de la W.E.B Du Bois Institute³⁵³ publie en 1966 un article dans lequel il présente l'ex-président ghanéen comme le plus grand ennemi de la cause qu'il prétend servir. Il écrit, par exemple, que :

Nkrumah's African policy, since Ghanaian independence, was nine long years of persistent sabotage of anything tending toward Black African harmony, cooperation, or unity, using any tool that came to hand: from alliances with the more maverick Arab powers (the Casablanca Bloc) to spurious pan-African counterinitiatives."³⁵⁴

Selon lui, Nkrumah a toujours considéré le panafricanisme comme une menace pour son pouvoir personnel et son ambition secrète de devenir le Lénine africain.³⁵⁵ Il note aussi que Nkrumah a toujours eu l'intention de faire échouer les entreprises de ses concurrents panafricanistes en s'opposant aux projets de fédération existant, en démantelant toutes les structures économiques et administratives liant les pays de la région avant l'indépendance, et en diabolisant tous ceux qui avaient une vision différente de la sienne , y compris Nyerere qu'il accusait d'être à la solde des Occidentaux. Mais quelques problèmes sont à relever dans la démarche de Howe qui met en doute sa probité scientifique. D'abord, en utilisant des concepts vagues, il donne l'impression de chercher à tromper la vigilance du lecteur non-averti. Et, en se gardant de définir ce qu'il entend par « all forms of pan-Africanism»,³⁵⁶ il

³⁵⁰ Contre le développement et la recrudescence de mouvements sociaux dans les colonies françaises. Thompson 99.

³⁵¹ Thompson 103.

³⁵² Russell Warren Howe, "Did Nkrumah favor Pan-Africanism?" *Transition* 75 76 (1997):128-134.

³⁵³ Université Indiana

³⁵⁴ Howe 130.

³⁵⁵ Howe 132.

³⁵⁶ Howe 132.

crée la confusion généralisée autour de ce concept qui semble signifier tout et rien à la fois. Enfin, en omettant de poser en termes clairs l'approche panafricaniste de Nkrumah, il arrive à faire passer ce dernier comme un vulgaire imposteur. Il n'est pas question dans cette thèse de tenter de réhabiliter ni Nkrumah ni aucun autre panafricaniste avant ou après lui. Il n'est pas question non plus de prendre parti pour un individu ou un groupe en particulier, mais de rechercher à poser les faits et les actes des uns et des autres pour guider notre génération et les générations futures. Si nous devons prendre parti, nous prendrons le parti des peuples africains qui voient le panafricanisme comme le meilleur moyen pour concrétiser leurs aspirations.

William. Bascom³⁵⁷ a consacré un article aux tensions nées de la coexistence d'idéologies essentiellement opposées et antagonistes sur la scène politique africaine (antagonismes exacerbés par les rivalités politiciennes internes, les ambitions personnelles, mais surtout par les revendications territoriales de certains pays importants comme le Ghana et le Maroc).³⁵⁸ Pour étudier cette période postcoloniale marquée par des tensions politiques à l'intérieur des États et entre les États, Bascom choisit le cas du Nigéria. A lui seul, ce pays contient tous les obstacles potentiels à la construction d'un État africain politiquement et socialement stable. En raison de son importance démographique et économique, le pays a été et demeure un problème majeur de la politique africaine comme le suggère Bascom mais aussi un défi panafricain parce que la fracture ethnique (entre Ibo, Yoruba et Hausa-Fulani) s'y trouve renforcée par les facteurs religieux et régionaux. Autre cas important est celui du Congo, qui, pendant longtemps, (et surtout durant la période cruciale du tout début de l'ère postcoloniale) a été le talon d'Achille du panafricanisme.³⁵⁹ Pour les panafricanistes, les troubles dans ce pays durant la période des négociations entre le pouvoir colonial belge et les dirigeants congolais, connus sous le nom de *crise congolaise*, valident les thèses sur les dangers du néo-colonialisme, de l'impérialisme et de la balkanisation contre lesquels l'unique rempart est, pensent-ils, l'unité politique immédiate des pays africains indépendants. Les panafricanistes voient derrière cette situation dramatique les forces déstabilisatrices des intérêts extérieurs. Bascom préfère pointer du doigt les « supposées rivalités » entre deux groupes ethniques celui des Lubas et celui des Lulus.³⁶⁰ Les cas du Congo et du Nigeria, sans oublier ceux du Ghana

³⁵⁷ William R. Bascom, "Tribalism, Nationalism, and Pan-Africanism", *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 342 (July 1962): 21-29.

³⁵⁸ Le Ghana revendiquait une partie du territoire togolais et le Mali une partie de la Mauritanie.

³⁵⁹ Voir sous-partie consacrée au groupe de Casablanca.

³⁶⁰ Bascom 24. On pense qu'il est préférable de dire « supposées rivalités » car d'une part même si rivalité y avait, elle n'était pas vraiment notable avant son instrumentalisation par Moïse Tshombe pour légitimer son

et du Togo, sont à la fois similaires sur un point, à savoir l'implication de puissances étrangères, et différents sur plusieurs autres qui débordent le cadre de cette thèse. L'action clandestine des gouvernements africains anti-panafricanistes est un autre facteur de ces crises que la plupart des chercheurs sur le panafricanisme ont tendance à minimiser ou parfois négliger.

b. Les postures minimalistes de l'unité africaine

Notons que discours universitaire actuel sur le panafricanisme, qui consiste à distinguer un camp dit des minimalistes et un autre dit des maximalistes, entretient jusque-là l'idée selon laquelle tous les acteurs politiques africains sont d'accord sur le principe de l'unité politique africaine. Nous pensons que cette attitude qui tend à présenter les divergences entre ces différents acteurs comme s'articulant exclusivement autour de simples modalités (techniques et pratiques) d'une finalité unanimement admise comme bonne pose certains problèmes. Il pose un problème d'ordre épistémologique dès lors que des chercheurs avancent des conclusions à partir de déclarations d'intention, de surcroît sur des sujets impliquant des notions plutôt consensuelles comme l'unité et la solidarité. Il pose aussi un problème historique à partir du moment où l'on décide de mettre les acteurs de l'histoire africaine, du moins en ce qui concerne le panafricanisme, dans le même panier, les traitant comme si leur actions ont la même valeur et la même importance. D'une part ceci constitue une entrave à la rigueur intellectuelle et de l'autre une volonté de nier au peuple africain un droit que l'on reconnaît pourtant aux autres peuples : le droit de savoir ou de chercher à découvrir la vérité sur les actions et les intentions des personnes responsables de leur histoire. Que tous les responsables politiques d'un peuple donné puissent à un moment donné de l'histoire avoir un seul et même point de vue sur l'avenir politique de ce peuple est une éventualité qui n'a aucun fondement historique. L'Afrique serait-elle aussi une exception dans ce domaine ? Ou nous refusons nous intentionnellement à appliquer à l'Afrique, à l'étude de son histoire politique plus précisément, les mêmes règles d'exigences que l'on applique aux autres continents ? Rares en effet sont les personnalités politiques qui déclarent, sans raisons exceptionnelles, leur

leadership et ensuite justifier la sécession en juillet 1960 de la riche province du Katanga. Ce sont les mêmes raisons qui animaient Albert Kolonji qui, malgré son échec, avait tenté à l'instar de Tshombe, de proclamer la sécession de Kivu pour exploiter le potentiel économique de cette autre province minière. Dans les deux cas, ces personnalités bénéficiaient de soutiens extérieurs (nous en parlerons dans la partie consacrée aux pressions externes).

opposition au principe de l'unité ou de solidarité. Mais l'historien ne peut pas et ne doit pas se contenter de simples déclarations pour tirer des conclusions comme l'ont fait certains auteurs³⁶¹ qui n'hésitent pas à affirmer que tous chefs d'États africains sont en principe favorables à l'unité africaine mais ont des désaccords sur les modalités de sa mise en œuvre. Esedebe est un des rares historiens du panafricanisme à attirer l'attention sur le risque d'appeler panafricaniste « tout agitateur politique en Afrique » ;³⁶² mais il ne nous dit pas qui sont ceux méritent d'être appelés panafricanistes et ceux qui ne le méritent pas. Nous voulons ici entamer la démarche qui consiste à dire que tous les dirigeants ne sont pas réceptifs aux idées panafricanistes, et tenter de distinguer les panafricanistes de leurs opposants qui ont souvent, pour la plupart, d'autres objectifs en vue.

Pour montrer la diversité des préoccupations politiques et idéologiques qui se sont manifestées à l'intérieur de ce groupe des minimalistes on retiendra trois principales personnalités politiques qui, à travers des discours et des déclarations entre la fin des années 1950 et le milieu des années 1960, se sont positionnées comme les voix dominantes : Felix Houphouët-Boigny apôtre du maintien de « liens étroits » entre le colonisateur Français et ses anciennes colonies d'Afrique occidentale et équatoriale ; Léopold Senghor l'un des auteurs³⁶³ du concept de *Négritude* et Habib Bourguiba le promoteur du Grand Maghreb et de la francophonie.

Dans les lignes qui suivent nous tenterons de questionner les motivations ou les principales préoccupations qui ont poussé ces hommes à exprimer ou manifester leur opposition aux thèses des partisans de l'unité politique continentale. Nous allons trouver dans des travaux déjà réalisés sur les politiques et les personnalités de ces derniers les éléments pertinents qui nous permettront de dégager des hypothèses. Autant dire que nous ne prétendons pas, en quelques lignes, pouvoir traiter de l'ensemble des motivations de personnalités sûrement plus complexes que l'image que nous pouvons avoir d'elles. Ceci étant dit, reconnaître la complexité des personnalités politiques du passé—dans le contexte spécifique du mouvement vers la décolonisation—et de leurs motivations ne signifie pas que leurs paroles et leurs actes ne doivent pas être interprétés pour en tirer, même temporairement, des conclusions pour guider l'action des générations présentes et futures. Notre postulat de base consiste à dire que si ces derniers ont fait entendre leur opposition plus fortement que tous les autres, parfois en

³⁶¹ Un exemple parmi plusieurs : Jon Kraus « Pan-Africanism in Perspective » *World Affairs* 125.4 (1962) : 225-231.

³⁶² Esedebe 6.

³⁶³ Avec Aimé Césaire et Léon Gontran Damas.

puisant sans compter dans les ressources de leurs pays, c'est parce qu'ils devaient avoir plus de raisons que les autres de le faire. Aussi si cette opposition et ces divergences qui sont pourtant apparues dès le milieu des années 1950 avec le projet de la loi cadre³⁶⁴ n'ont pas abouti à la formation d'un seul bloc avant 1961 c'est peut-être parce que leurs motivations respectives ne convergent que sur peu de points, si toutefois elles convergent.

a. Houphouët-Boigny, l'adepte de l'option bilatérale

Nous parlerons en premier lieu d'Houphouët-Boigny compte tenu de l'importance de sa voix à l'intérieur de cette nébuleuse pseudo-idéologique qu'il est convenu très injustement de nommer le bloc minimaliste. Ce dernier est un riche planteur ivoirien ; le symbole jadis de la « bourgeoisie » émergente de l'Afrique coloniale partagée entre un certain désir d'autonomie et le réel souci de préserver ses relations profondes et complexes avec les milieux politiques et économiques parisiens. Rappelons que sa carrière politique à Paris à partir de 1944 lui permet de devenir un élément clé de l'échiquier politique français, un interlocuteur privilégié de Paris. Il est député à l'Assemblée nationale française jusqu'à 1956. Il occupe également plusieurs postes ministériels dans les gouvernements français en 1956 et 1959³⁶⁵, et il est l'un des acteurs de la loi cadre qui a abouti à l'éclatement de l'AOF et de l'AEF qui représentent à l'époque de vraies structures pour des fédérations de futurs États africains. C'est l'auteur Pierre Nandjui qui montre que la stratégie de Houphouët-Boigny a consisté à tout mettre en œuvre pour décourager les projets de fédération dont celle de l'Afrique de l'Ouest défendue par L.S. Senghor³⁶⁶ et M. Keita. Si la Côte d'Ivoire est l'unique véritable opposant à ce projet, sa position a été confortée par le soutien de la France « qui encourageait l'installation de la bourgeoisie agraire ivoirienne. »³⁶⁷

« Point n'est besoin de super-gouvernement et de super-assemblée, déclare le premier président ivoirien, pour réaliser une union étroite entre les États africains. » Pour lui une

³⁶⁴ Cette loi votée en 1956 est considérée comme le premier pas vers l'éclatement des entités administratives de l'Afrique occidentale française et de l'Afrique équatoriale française durant l'époque coloniale. Il s'agit de donner plus d'autonomie politique et économique aux assemblées locales de différentes colonies individuellement.

³⁶⁵ Thompson 103.

³⁶⁶ Ce dernier était le dirigeant du Sénégal dont la capitale Dakar était également la capitale économique et administrative de l'AOF. Ce qui veut dire que son pays disposait de tous les atouts pour rester le cœur d'une éventuelle fédération. Egalement Senghor était certain de bénéficier des soutiens nécessaires pour être désigné à la tête de cette fédération.

³⁶⁷ Pierre Nandjui, *Houphouët-Boigny, l'homme de la France en Afrique* (Paris : L'Harmattan 1995) 86.

fédération est « inutile, onéreuse, inefficace »³⁶⁸, et pour s'expliquer il ajoute qu'une union politique entre pays africains n'aurait concrètement aucun effet positif pour ses membres. Au contraire, elle constituerait, selon lui, une « régression » enfonçant davantage les Africains dans la « misère et l'obscurantisme ». Donc selon Houphouët-Boigny bâtir des États africains fédérés à partir de structures déjà existantes (il faut le rappeler) n'offre, d'une part, aucune utilité, et, d'autre part, coûterait plus cher que d'en créer de nouvelles, pour chaque pays individuellement, et à partir de rien. Les recherches de Bascom qui s'est penché sur le nationalisme dès le début des années 1960 ont abouti à des conclusions qui indiquent le contraire. Citons-le :

Federation offers Africa far more than a solution to the future of her small enclaves. It can eliminate some of the problems of Africa's arbitrary boundaries, as in the case of Somalia. It can also increase the stature of African nations, strengthen their economies, and increase the efficiency of their communications, technical services, and social services.³⁶⁹

Aussi selon Houphouët-Boigny un regroupement de pays africains ne peut que mener à la généralisation de la misère et de l'obscurantisme, fléaux que les États africains ne peuvent éradiquer qu'en s'associant à la France, tout en restant séparés entre eux. C'est l'ancien pouvoir colonial qui peut ainsi, comme par coup de baguette magique, réussir ce qu'il n'a pas pu ou voulu réaliser en presque un siècle de colonisation. C'est en brandissant cet argument qu'il déclare son opposition à tout projet de fédération entre seuls pays africains, et son refus de participer à toute réunion ou conférence sur le sujet.³⁷⁰ Soutenu par les autorités françaises qui le considèrent comme le meilleur défenseur de leurs intérêts politiques et économiques en Afrique, il se fait le défenseur de l'idée de la communauté française, et à ce titre il publie une déclaration le 18 avril 1958 annonçant que son pays adhère directement à la « communauté franco-africaine » sans passer par l'alliance préalable proposée par Senghor et ses partisans.³⁷¹ On voit bien dans les propos et la démarche que Houphouët-Boigny est clairement contre l'idée d'une union entre pays africains, qui est, selon lui, synonyme de régression, et favorable à l'association directe à la France à laquelle il fait encore confiance pour apporter la prospérité et la lumière aux Africains. A l'union africaine il préfère l'Eurafrique³⁷² qui est,

³⁶⁸ Rappelons, à ce propos, que la structure administrative et politique existait déjà il fallait juste trouver un accord entre futurs dirigeants africains pour renforcer cette structure et l'adapter aux nouvelles réalités.

³⁶⁹ Bascom 28.

³⁷⁰ Nandjui 99.

³⁷¹ Ceux-là étaient aussi favorables à la communauté française que seule la Guinée avait rejetée. Mais ils voulaient se réunir en fédérations entre anciennes colonies avant d'adhérer ensemble à la communauté.

³⁷² En fait au lieu d'un rapprochement entre l'Europe et l'Afrique, il était en train en réalité de poser les fondements de la France-Afrique avec tout ce qu'elle implique en termes de controverses.

dit-il, « son vœu le plus cher. »³⁷³ Dans son discours d'investiture du 30 avril 1959 il promet : « La Côte d'Ivoire, par notre réussite certaine, sera la grande fierté de la Communauté franco-africaine au sein de laquelle, elle entend demeurer fraternellement associée à la France, la grande République-sœur et aux États de la Communauté. »³⁷⁴ Avec une diplomatie très active et de nombreux discours prononcés dans les pays francophones de la sous-région (Niger, Haute Volta, Togo, Benin) il parvient à affaiblir puis contenir les panafricanistes, et plus précisément les partisans de l'approche continentale, Nkrumah et Touré.

Notons que Houphouët-Boigny ne se contente pas d'exprimer son opposition au panafricanisme, qui, pense-t-il, ne peut mener qu'à la faillite politique et économique des pays y adhérant, mais il a, avec le soutien de la France, mis tout son influence et ses ressources à contribution pour faire tomber les régimes qui ont porté cette idée « subversive ». A propos de ces derniers, il déclare : « Ils veulent la liberté panafricaine, mais ils n'auront pas le panafricanisme et ils auront l'insécurité politique »³⁷⁵ Là aussi on peut dire qu'il a tout fait pour s'assurer que ses voisins connaissent effectivement le sort qu'il leur prédit. Et, pour ce faire il a bénéficié de l'aide de Paris. Nandjui écrit : « Les deux états [Le Côte d'Ivoire et la France] ont utilisé le *Conseil de l'Entente* dans leur lutte contre le régime de Sékou Touré, contre le nationalisme et l'unité africaine prônée par Kwame Nkrumah, contre la création de l'OUA, contre l'émergence du Nigeria comme puissance régionale en Afrique de l'Ouest ».³⁷⁶ Il faut aussi rappeler que le dirigeant ivoirien était l'un des rares dirigeants africains à refuser de rompre ses relations économiques—décision pourtant adoptée par l'OUA—avec le régime sud-africain s'alignant ainsi, assez logiquement, sur la politique étrangère de la France, qui en violation de l'embargo sur les armes décidé en 1964 par les Nations Unies contre ce régime, décide alors de maintenir voire augmenter ses ventes d'armes à l'Afrique du Sud.³⁷⁷

On peut supposer qu'Houphouët-Boigny pense tout d'abord à la prospérité économique de la Côte d'Ivoire pour laquelle il a jugé le soutien de Paris crucial pour l'accès des produits ivoirien (notamment le cacao) au marché européen. Peut-être pense-il alors le potentiel

³⁷³ Nandjui 100.

³⁷⁴ Discours d'investiture du président H.B accessible sur le site <http://www.fondation-fhb.org/download/DISCOURS_INVESTITURE_FHB_30_04_2012.pdf> consulté le 07 septembre 2014.

³⁷⁵ Nondjui 96.

³⁷⁶ Nandjui 107

³⁷⁷ « L'embargo fut appliqué par le Royaume Uni et les États-Unis, mais pas par la France qui était devenue ainsi le premier fournisseur d'armes à Pretoria, vendant entre 1965 et 1975, en moyenne pour 1 milliard de francs par an. » Nandjui 206.

économique de la Côte d'Ivoire la rend auto-suffisante, capable de se développer toute seule sans s'associer aux autres pays africains qui ne peuvent que la tirer vers le bas ?

b. La *Négritude* senghorienne, une posture équivoque

En ce qui concerne son homologue et ami L.S Senghor—malgré leur opposition sur cette idée de fédération—on ne peut pas affirmer qu'il est clairement pour ou contre le principe de l'unité politique de l'Afrique, mais on peut dire qu'il a été à l'origine d'une idéologie concurrente, la *Négritude* qui, dans un sens, a plus desservi que servi le panafricanisme. De quelle manière ?

« Ce que je reproche à la négritude, c'est sa généralité, qui crée des conflits ravagés. Là-dedans, il y a un appel à la révolte universelle. Les Français aiment la négritude, mais les Africains anglophones ne l'aiment pas. »³⁷⁸ Ces propos d'Edouard Glissant, ancien disciple de Césaire³⁷⁹ et théoricien de la Créolité, sur la *Négritude* résume, nous semble-t-il, le malaise que beaucoup d'intellectuels noirs et africains ressentent parfois à l'égard de la *Négritude*. Ici Glissant attire l'attention sur deux phénomènes que la *Négritude* a pu générer dans sa tentative de se définir par rapport à l'idée de « l'universel »³⁸⁰ : conflits identitaires, rivalités linguistiques. Nous allons voir comment la *Négritude* peut mener vers de telles tensions ; et dans quelles mesures ces tensions peuvent causer des dissensions au sein du panafricanisme. Mais d'abord revenons brièvement sur les origines de la *Négritude* pour nous aider à comprendre son évolution.

La *Négritude* est une idée née des interactions « fertilisantes » entre certains intellectuels et universitaires importants du mouvement de la renaissance artistique et culturel des écrivains afro-américains comme Langston Hughes et Alain Locke et leurs homologues francophones établis à Paris dans les années 1930. Ce fait précis la rapproche et la distingue en même temps du panafricanisme. Si les pères spirituels et intellectuels du panafricanisme et de la *Négritude* sont tous issus de la diaspora, il y a néanmoins une grande différence dans le fait que les

³⁷⁸ Cité dans Pierre Akinwande, *Négritude et francophonie, paradoxes culturels et politiques* (Paris, L'Harmattan, 2011) 239.

³⁷⁹ Césaire reconnaissait la validité et la pertinence de la Créolité et considérait l'avènement salutaire à condition qu'elle ne soit un prétexte pour prendre ses distances vis-à-vis de l'Afrique.

³⁸⁰ L'auteur Nigérian Chinua Achebe, qui est pourtant d'accord avec Senghor sur plusieurs, recommande la prudence vis-à-vis d'un terme qui souvent tend à passer pour le synonyme de Européen.

leaders du Harlem Renaissance se sont inspirés et nourris des réalités quotidiennes de la culture populaire de l'Amérique noire alors que le panafricanisme a longtemps été le domaine de prédilection de l'élite intellectuelle noire. A cause de cette différence le *Harlem Renaissance* comme la *Négritude* ont toujours été considérés comme de simples mouvements culturels et artistiques idéologiquement liés au panafricanisme. Mais les similitudes entre les deux mouvements ne vont pas plus loin. Le Harlem Renaissance a toujours eu une relation ombilicale avec les masses qu'un lecteur des poèmes de Hughes ou des romans de Claude McKay ressent naturellement. Une telle relation n'a jamais pu exister entre les auteurs de la *Négritude* et les masses africaines, en France ou en Afrique francophone. La biographie de Senghor montre, par exemple, qu'il n'a jamais baigné dans les milieux populaires et ouvriers, ni au Sénégal ni en France. N'ayant pas pu établir un lien avec les masses populaires, la *Négritude* est restée, elle aussi, dans une grande mesure, l'affaire d'une élite noire africaine et francophone, une sorte de société de savants noirs sophistiqués dont la production littéraire est essentiellement détachée de la vie et des modes de représentations des masses colonisées qui ne parlent pas la même langue française et ne se définissent pas forcément en fonction des rapports entre les Noirs et les Blancs nés de la colonisation. Le fossé entre l'élite de la *Négritude* et les masses ne s'étant pas réduit après l'indépendance le mouvement a voulu s'affirmer comme une idéologie politique à prétention universelle, et donc naturellement concurrente du panafricanisme. Mais le problème que nous pose la *Négritude* senghorienne n'est pas le simple fait de se positionner comme une alternative « modérée » au panafricanisme, mais plutôt en faisant de la langue et de la culture française le modèle par excellence, dans une Afrique compartimentée en zones d'influences linguistiques par le simple fait du passé colonial. Pour le dire autrement, la *Négritude*, pour s'imposer comme une idéologie politique crédible a introduit en Afrique postcoloniale une cause supplémentaire de division en accordant au Français et à la culture française une valeur « prépondérante ». En plus de cela, le terme *Négritude*, qui renvoie clairement à la couleur noire laisse supposer une volonté de différencier l'Afrique noire de l'Afrique du Nord.³⁸¹ Cette perception persiste malgré la présence des notions de brassage culturel et de métissage dans le discours de Senghor et de ses disciples. Et, même cette idée de métissage paraît de plus en plus douteuse aux yeux de certains.

C'est le cas des fondateurs du mouvement de la Créolité qui défend le désir des peuples issus du métissage (les Antilles par exemple) de se libérer des « hypnoses d'Europe et d'Afrique ».

³⁸¹ Thompson 35.

Théorisée par Edouard Glissant et Patrick Chamoiseau, la Créolité est un mouvement de révolte contre la tendance qui consiste à aborder le métissage uniquement du point de vue des Africains et des Européens et rarement du point de vue des métissés. Elle questionne également la signification du concept de l'*universel* que l'on rencontre chez Senghor et que celui-ci n'a jamais su définir de manière intelligible. Personne ne sait à quoi le terme *universel* renvoie précisément. Mais on a l'impression que l'universalisme de Senghor repose sur le présupposé que l'Europe doit s'imposer comme le modèle civilisationnel indiscutable. Citons-le :

C'est parce que nous avons découvert que toute grande civilisation était métissage que nous avons, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, réorienté le mouvement de la négritude. *Il ne s'agit pas de renier la civilisation négro-africaine ... Il est question de l'approfondir ... et de bien nous enraciner en elle, mais c'est pour nous ouvrir aux apports féconds des autres continents et civilisations et, d'abord, à la langue et à la civilisation françaises.* »³⁸²

On peut difficilement s'arrêter de s'interroger sur le pourquoi de cette deuxième phrase : « il ne s'agit pas de renier la civilisation négro-africaine ». Vise-t-elle simplement à dissiper les accusations des adversaires ? Est-ce une tentative de justification de la part de Senghor d'accorder une plus grande importance à « la langue et la civilisation françaises » ? Cette phrase intrigue car elle semble reléguer à l'extrême périphérie une idée qui normalement doit être centrale. Qu'est-ce que la *Négritude* si la place de la « civilisation négro-africaine » y paraît si peu évidente. Cette définition semble nier ou minimiser la centralité des valeurs de langue et de cultures africaines qui se retrouvent « inféodés » aux « prépondérantes valeurs de la langue et de la culture françaises ». ³⁸³ C'est pourquoi cette définition de Senghor est à la fois « floue et conflictuelle ». On note chez lui une difficulté à proposer un arbitrage clair entre son héritage français et les cultures africaines. C'est peut-être là où Césaire se démarque remarquablement de Senghor quand il définit l'universel comme le « rendez-vous du donner et du recevoir ».

En insistant sur cette idée de dialogue et de partage entre peuples libres et égaux, Césaire voulait lever l'équivoque à propos de la culture française (présente chez Senghor) et faire de la notion « d'échange » l'unique mode de fonctionnement de la *Négritude*. La démarche de ce dernier répond clairement à un souci panafricain de repousser le néo-colonialisme et la domination culturelle qui risquent de succéder à la domination politique. Il s'agit d'une

³⁸²Chaker Lajili *Bourguiba-Senghor, deux géants de l'Afrique* (Paris : L'Harmattan 2008) 245. Nos italiques

³⁸³ Akinwande 226.

contribution salutaire de Césaire : donner à la *Négritude* une définition capable d'atténuer les craintes de ceux qui n'y voient que la perte programmée de la « personnalité africaine » chère à Blyden. Car, aussi paradoxale que cela puisse paraître, la *Négritude* senghorienne qui s'est construite à ses débuts (dans les années 1930) autour de la nécessité pour les Noirs colonisés de préserver leur *personnalité* était devenue au fil des années non seulement un concept ambiguë mais aussi le symbole de la perte de cette *personnalité*. Pour des panafricanistes comme Touré et Nkrumah elle est devenue au mieux une diversion inutile au pire une idée dangereuse et source de discorde. Cette suspicion profonde a fait que les efforts de redéfinition de Césaire n'ont pas pu réconcilier les panafricanistes avec la *Négritude*.

Pendant longtemps deux interrogations subsistent qui sont sans doute à la base de l'émergence d'une idée alternative comme celle de la Créolité. Il y a d'abord une mise en doute de ce postulat d'un rendez-vous universel dont on ignore les participants et qui n'est finalement qu'une volonté de présenter un rêve comme étant la réalité des relations humaines. Il y a ensuite la nature de ce que l'on échange, de ce que l'on doit prendre à l'autre et donner en échange. Doit-il y avoir un équilibre entre ce que l'on donne et ce que l'on reçoit ? Serait-il envisageable pour une partie de toujours recevoir sans jamais rien donner ? Tout cela pour dire que le rendez-vous du donner et de recevoir est une idée qui, pour être crédible, nécessite au moins deux parties qui décident en toute connaissance de cause d'y consentir ensemble et qui pour se maintenir doit reposer sur un équilibre permanent entre le recevoir et le donner. Autrement dit, on peut désirer un rendez qui puisse inaugurer le dialogue entre les cultures, mais on ne peut pas le présenter comme un fait réel avant d'avoir consulté les participants potentiels. Aussi échanger ne veut plus rien dire si c'est pour que les uns prennent sans donner ou que les autres donnent sans rien recevoir. L'idée de l'*universel* comme celle de la mondialisation aujourd'hui produisent la même crainte, très largement justifiée, de la perte de ce que certains considèrent comme étant leur « l'authenticité »³⁸⁴ ; de ce qui les distingue des autres sans pour autant les opposer aux autres et leur procurer leur dignité³⁸⁵ d'acteurs de cultures à part entière. Les panafricanistes qui entendent préserver l'authenticité de l'apport culture des peuples noirs ont des raisons suffisantes de se méfier d'une idéologie dont l'un des

³⁸⁴ La perte d'authenticité est l'une des craintes qu'expriment les tenants du concept de Créolité.

³⁸⁵ Dans son discours inaugural lors du 2^e congrès des écrivains et artistes noirs organisé à Rome en 1959, Alioune Diop (le fondateur de la revue *Présence Africaine*), l'un des initiateur de cette rencontre, mettait l'accent sur la nécessité pour les dirigeants politique de prendre des mesures qui visent à préserver et valoriser l'héritage linguistique et culturel de leur pays respectifs. Selon lui il appartenait à la classe politique émergente de « construire les fondements et les institutions de leur dignité. » Akinwande 231.

promoteurs a exprimé des doutes sur l'avenir littéraire des langues africaines.³⁸⁶ Cette attitude a pendant longtemps découragé les travaux sur les langues nationales dans certains pays africains, notamment ceux dont les dirigeants sont profondément impliqués dans la promotion de la francophonie. Ces derniers se sont toujours gardés d'adopter toute politique culturelle ou linguistique qui serait difficile à mettre en œuvre³⁸⁷ et ne ferait qu'aggraver les rivalités entre groupes ethniques et menacer l'harmonie nationale. Leurs craintes sont peut-être justifiées mais il faut noter qu'il n'y pas en Afrique un seul exemple où le simple fait de faciliter l'expression littéraire ou artistique d'une ou de plusieurs ethnies ait engendré de tels problèmes. Les problèmes de rivalités entre groupes ethniques ont surgis là où les dirigeants politiques ont provoqué ou réveillé ces rivalités à des fins électoralistes.³⁸⁸ Rien ne permet aujourd'hui d'attester de la validité de cet argument qui mène à la disqualification de tout projet culturel qui vise à valoriser les apports « authentiques » des différents groupes sociaux. Mais la réalité est que cette idée selon laquelle la promotion des cultures particulières est une entreprise risquée pour la cohésion nationale des pays africains nous met dans une situation où il devient impossible de défendre la validité de la *Négritude*, y compris dans le sens du donner et du recevoir de Césaire. Car les réticences envers les cultures africaines créent les conditions de leur paupérisation et les mettent ainsi dans une situation où elles seront incapables de s'exprimer de façon authentique. Et si on étouffe les initiatives en faveur des langues et des cultures africaines comment voudrait-on qu'elles puissent déployer toutes leurs potentialités et permettre aux Africains de s'engager dans un échange sain avec les autres peuples, c'est-à-dire dans un vrai échange qui implique de donner et de recevoir. Certains considèrent le festival des arts nègres organisé pour la première fois en 1966 à Dakar³⁸⁹ comme une contribution majeure de la *Négritude* à la culture universelle. Mais qui aujourd'hui en Afrique et ailleurs dans le monde se souvient de cet événement ? Quel impact a-t-il eu dans l'histoire de l'art et de la culture mondiale ? Notons qu'aujourd'hui le

³⁸⁶ Lilian Kesteloot cité dans Akinwande 227.

³⁸⁷ C'est l'argument que soutient Chinua Achebe dans sa critique de *Decolonising The Mind* de Ngũgĩ Wa Thiong'o. Cependant il reconnaît en conclusion que cela ne devrait pas décourager les initiatives en écrivant : « This does not in any way close the argument for the development of African languages by the intervention of writers and governments. » Chinua Achebe, "Politics and Politicians of Language in African Literature" 96-106 dans *The Education of a British Protected Child 2009* (London: Penguin Classics, 2011) 106.

³⁸⁸ Lire sur le sujet l'entretien réalisé en 2008 par *Le Monde Afrique* et disponible en version électronique à l'adresse web : http://www.lemonde.fr/afrique/article/2008/03/29/en-afrique-la-question-ethnique-a-ete-manipulee_1028764_3212.html consulté le 31 août 2015.

³⁸⁹ Le deuxième s'est déroulé à Lagos en 1977 et le troisième en 2010 à Dakar. Le peu d'enthousiasme que cette troisième édition a créé montre que les populations ne voient pas vraiment ce que veut dire « arts nègres » et cela donne raison à Fanon qui prédisait la fin des nègres avec l'effondrement des empires coloniaux.

patrimoine immatériel de toute l’Afrique³⁹⁰ pèse presque aussi lourd que celui d’un petit pays européen, la Belgique. Et ceci n’est pas dû à la pauvreté des cultures africaines mais uniquement à la connaissance étreinte que nous en avons. Les recherches scientifiques qui peuvent permettre de les découvrir et les faire connaître à travers la littérature et les autres modes d’expressions artistiques n’ont jamais été entreprises sérieusement dans la majorité des pays africains, peut-être par manque de moyens ou seulement par absence de volonté politique. Comme l’admet la réflexion philosophique, il faudrait s’engager avec modération dans une universalité qui risque de « jeter de l’ombre sur les particularismes. »³⁹¹ Car on sait que, « même s’il s’accompagne de précautions oratoires sur le respect des autres cultures, tout discours universaliste est amené inéluctablement à poser celle qu’il représente en modèle ».³⁹²

c. Habib Bourguiba, le promoteur de la francophonie :

Habib Bourguiba en tant que représentant le plus en vue de l’Afrique du Nord francophone avait au sein de ce groupe un certain poids ; et ceci, à nos yeux, rend son discours tout aussi important que celui des précédents. Habib Bourguiba (1903-2000) est le fondateur du *Néo-Destour*, parti nationaliste perçu comme modéré et réformateur par les occidentaux et hostiles à l’idéologie nationaliste et anti-occidentale en cours en Egypte et en Algérie. Partisan d’un panarabisme favorable à la France dont il n’a jamais cessé de louer la « civilisation avancée », et opposé à Gamal Abdel Nasser (allié de K. Nkrumah) pour qui l’Occident dominateur est l’ennemi du nationalisme arabe, il a surtout le souci de rassembler les pays du Maghreb dans une union du *Grand Maghreb* (que le Caire dénonce comme anti-africaine et néocolonialiste). La première constitution de la Tunisie, par la volonté de Bourguiba, prévoit la cessation d’une partie de la souveraineté du pays dans l’éventualité d’une telle union. Sans être particulièrement hostile à l’unité en Afrique ou opposé aux projets de fédérations comme l’a été Houphouët-Boigny, Bourguiba se fixe comme priorité la construction de l’unité des pays du Maghreb, à l’exclusion de l’Egypte. Donc, sans fermer complétement la porte à l’unité politique et continentale de l’Afrique, il préconise la prudence vis-à-vis d’un tel projet. Il faut,

³⁹⁰ Réf à la liste du patrimoine mondial immatériel de l’Unesco.

³⁹¹ Jean-Michel Besnier (dir.), *Histoire des idées* (Paris : Ellipses Poche, 2013) 250.

³⁹² Patrice Bollon, « L’universalisme, ou la liberté à marche forcée » *Le Magazine littéraire* 560 (Octobre 2015):79-81.

dit-il, laisser aux peuples du continent le temps de se découvrir et de se connaître davantage avant de parler d'unité sur le continentale.³⁹³

Parce qu'il s'est positionné éloquemment comme un des détracteurs des partisans de l'unité immédiate de l'Afrique, dont il dit de la conception de l'unité qu'elle « risque d'aboutir à des déceptions » si elle est posée « comme une chose imminente »³⁹⁴, il est naturellement devenu un allié précieux pour Houphouët-Boigny. En visite officielle à Abidjan le 2 décembre 1965, il affirme son intention de s'associer à la Côte d'Ivoire dans la lutte contre ceux qu'il nomme les « partisans ombrageux de l'unité africaine. » Il conteste l'argument de Nkrumah selon lequel l'unité africaine est réclamée par les peuples africains et explique que cet argument ne repose que sur des suppositions. Pour lui toute initiative pour l'unité des nations africaines doit partir du réel consentement des assemblées populaires de chaque pays ; mais ceci ne l'a pas empêché de signer, sans avoir consulté le peuple tunisien, et après une entrevue en tête-à-tête avec le guide Libyen le 12 janvier 1974, une déclaration de fusion entre les deux pays.³⁹⁵ C'est dire que la condition du consentement populaire apparaît dès lors comme un simple prétexte pour rejeter l'unité africaine et non plus comme une conviction morale de la part du dirigeant tunisien qui bénéficie de la sympathie de son homologue sénégalais grâce à son engagement enthousiaste en faveur de la francophonie.

Toutes ces personnalités ont affirmé, au moins une fois dans leur longue carrière politique, leur adhésion au principe de l'unité africaine ; mais il n'ont fait que manifester un intérêt de pure forme qui ne les engage en rien. En tout cas cela ne les a pas empêché de mettre leurs énergies sur d'autres projets qui ont miné par le bas celui de l'unité africaine. A travers les exemples de ces trois figures de proue du groupement de Monrovia,³⁹⁶ nous avons voulu montrer que ce groupe a représenté moins une autre conception de l'unité africaine qu'une coalition stratégique de visions politiques différentes voire opposées. Il s'agit donc d'une alliance stratégique entre personnalités politiques ayant chacun son propre projet politique, pour contrer une vision qu'ils considèrent dangereuse. Ils ne peuvent donc pas être considérés

³⁹³ Selon Rossatanga-Rignault les conditions ne sont toujours pas réunies.

³⁹⁴ Lajili 145.

³⁹⁵ Lajili 145.

³⁹⁶ On aurait pu ajouter l'exemple du Nigeria mais on connaît l'instabilité intérieure qui a toujours fracturé ce pays entre le Nord et le Sud ; ce qui, évidemment, l'empêche souvent de parler d'une seule voix dans les affaires africaines. On aurait aussi pu parler de l'Éthiopie dont le chef d'État était encore une figure importante de la politique africaine. Mais comme l'explique Thompson, ce dernier était également préoccupé par les troubles internes qui menaçaient son autorité. Thompson 106. Concernant le Libéria on peut dire que ses relations avec la reste de l'Afrique ont toujours été ambiguës. Voir Raymond L. Buell, *Liberia : A Century of Survival* (Philadelphia : University of Pennsylvania Press, 1947) 2.

comme des défenseurs de visions panafricanistes alternatives à celle du continentalisme de Nkrumah. Nous pensons que la seule vraie alternative à la vision défendue par ce dernier était celle de Julius Nyerere.

2. *Une vision alternative de l'unité africaine, celle de Julius Nyerere :*

Les chefs d'États africains de l'Afrique de l'Est et du Sud commencent à véritablement faire entendre leur voix sur la scène continentale à partir de 1960 à travers les discours de « leur porte-parole » Julius Nyerere. La déclaration la plus importante en faveur de l'idée d'une fédération est-africaine est émise par ce dernier en juin 1960 à Addis-Abeba lors d'une réunion des chefs d'États africains. Il ne s'agit pas d'une idée nouvelle car elle avait déjà été proposée dans les années 1920 par les colons (Blancs) britanniques de cette région, qui n'avaient cependant pas réussi à convaincre les autorités coloniales de l'utilité d'une telle fédération.³⁹⁷ Pour certains Nyerere a ressuscité cette idée qu'il sait chère à une partie des dirigeants britanniques pour simplement obtenir l'indépendance le plus rapidement possible. D'autres, en revanche, soutiennent qu'il était convaincu qu'une fédération des États de l'Afrique de l'Est est non seulement désirable mais cruciale pour la consolidation de l'indépendance des États et leur développement. En ce qui nous concerne il nous est difficile de soutenir que Nyerere s'est servi de cette idée à seule fin d'obtenir l'indépendance de son pays qui était déjà à portée de main. Il a peut-être seulement voulu appuyer les demandes d'indépendance de ses voisins ? Avant de tirer des conclusions voyons d'abord comment cette idée a fait son chemin entre son lancement en 1960 et 1963.

a. Commencer par une fédération le Tanganyika-Uganda-Kenya

La PAFMECA (Pan-African Movement for East and Central Africa) est fondée en 1958 à Mwanza au Tanganyika. Elle réunit au départ sept colonies britanniques : Tanganyika, Kenya, Uganda, Rhodésie du Nord, Rhodésie du Sud, Nyassaland, Zanzibar. Jomo Kenyatta, est reconnu comme chef naturel du groupe. Il ne cache pas son opposition au mouvement qui se profile à l'ouest de l'Afrique mené par le duo Nkrumah-Touré. On note, dès la naissance du

³⁹⁷ Legum 73.

PAFMECA, une intention de contrecarrer les plans de Nkrumah, incarnée par Kenyatta lui-même qui est par ailleurs plus célèbre pour son Kikuyuisme que pour son panafricanisme.

Les dirigeants est-africains entendent alors utiliser leur propre mouvement pour proposer une alternative à l'unité continentale immédiate défendue par Nkrumah. Ils donnent l'impression d'être parfaitement en phase avec l'idée d'une fédération. Ils manifestent dans tous les rassemblements panafricains une volonté de s'opposer à l'approche de Nkrumah, louant les mérites du régionalisme. Accra et Nairobi ont alors de profondes divergences sur la question de la place des pays africains dans le syndicalisme international. Rien dans tout cela ne laisse envisager une chance de collaboration entre le camp de Nkrumah et celui des pays de l'Afrique de l'Est, qui semblent également favorable au « panafricanisme » et au projet de l'unité africaine. Nyerere qui est convaincu que sa méthode est acceptable aux yeux des gouvernements africains dans le camp majoritaire se contente de tout mettre en œuvre pour accélérer le processus de fédération. Il dira plus tard dans une interview :

I was carried away with the idea of setting an example for African unity by leaving the door open for an East African Federation.³⁹⁸

Pour travailler dans ce sens, il propose un premier cadre dès janvier 1961 qui est adopté conjointement par le Tanganyika, l'Ouganda, et le Kenya. Cet accord prévoit le renforcement de la coopération entre les trois pays par le biais d'une structure déjà existante : East African High Commission. Nyerere et ses homologues kenyan et ougandais sont censés travailler en collaboration pour le bon fonctionnement des services communs aux trois pays. Mais dès juin 1961 les responsables kenyans commencent à dénoncer le manque d'indépendance de la Commission qui se traduit, selon eux, par une trop forte influence du *British Colonial Office*. Le mode d'administration qu'ils proposent de mettre en place freine aussitôt l'élan de coopération entre les trois États sans pour autant apporter des améliorations notables.³⁹⁹ L'indépendance du Tanganyika en décembre 1961 donne naissance à l'*East African Common Services Organization* qui se substitue à la *Commission* sans pour autant apporter des changements notables dans son fonctionnement ou à travers l'adoption de mesures efficaces dans le sens du projet de fédération. Dans son ouvrage consacré à la politique internationale

³⁹⁸ Ikaweba Bunting, "Heart of Africa: Interview with Julius Nyerere on Anti-Colonialism" *New Internationalist Magazine*, 309 (January-February 1999). < <http://newint.org/features/1999/01/01/anticolonialism/> > consulté le 12 janvier 2013.

³⁹⁹ Puisqu'il n'était pas possible d'aboutir à une quelconque réforme en profondeur de cette organisation avant l'accession à indépendance d'au moins d'un des pays, il aurait été dans l'intérêt de tous de laisser une tradition de coopération se consolider entre les nouveaux dirigeants africains des deux pays que de tenter de remettre en question son fonctionnement.

de Julius Nyerere, Ali Mazrui énumère trois manières par lesquelles la Tanganyika aurait « saboté » ce projet de fédération : premièrement en inscrivant dans sa Constitution la règle du parti unique alors que ses voisins n'ont pas adopté de mesures similaires , deuxièmement en exigeant la mise en application de termes économiquement plus favorables à tous les membres du marché commun est-africain, troisièmement en favorisant l'union Tanganyika-Zanzibar aux dépens de la fédération est-africaine. Toutes ces mesures ont sans doute rendu difficile la mise en place d'une fédération en Afrique de l'Est. Elles indiquent également que bâtir une fédération en Afrique de l'Est n'a jamais été une entreprise aisée car chaque dirigeant tente de préserver ses intérêts en exprimant ses réticences personnelles. Milton Obote déclare dès juillet 1963 que la déclaration de Nairobi ne constitue pas un engagement de son pays en faveur d'une fédération, avant d'ajouter, un an plus tard, que son gouvernement est plus préoccupé par la création d'une cohésion nationale que par une fédération. De son côté, Jomo Kenyatta parle de « trick » pour qualifier la déclaration de Nairobi, qui, selon lui, vise tout simplement à avancer la date de l'indépendance de son pays. Notons que ces événements ont précédé la plupart des faits avancés par Mazrui pour accuser Dar Es Salaam de « sabotage » du projet de fédération est-africaine alors qu'il est clair que Nyerere n'aurait pas pu se rendre à Addis-Abeba pour y défendre un projet de fédération que personne ne souhaite à part lui. Son engagement personnel durant cette période nous pousse à penser qu'il espère que le fédéralisme—à travers l'exemple de l'Afrique de l'Est—peut être un premier pas important vers l'unité africaine. On peut même dire qu'il est, avant leur confrontation directe lors du sommet des chefs d'États africains de 1963 à Addis Ababa, le meilleur allié de Nkrumah dans le sens ou son projet de fédération, bien qu'appréhendé sous l'angle du gradualisme, a aussi pour finalité l'unification du continent tout comme celui de Nkrumah et ses partisans. Ceci Nyerere l'expliquera clairement dans un entretien avec Bill Sutherland et Matt Mayer :

At the OAU Conference in 1963, I was actually trying to defend Kwame. I was the last to speak and Kwame had said this charter has not gone far enough because he thought we would leave Addis with a United States of Africa. I told him that this was absurd; that it can't happen. This is what we have been able to achieve. No builder, after putting the foundation down, complains that the building is not yet finished. You have to go on building and building until you finish, but he was impatient because he saw the stupidity of the others.

N'ayant pas réussi à faire du succès d'une fédération est-africaine un exemple à suivre, Nyerere renoue très rapidement avec une certaine idée du nationalisme qui ne l'avait jamais vraiment quitté depuis son passage à Makerere d'où il publie son premier article sur le sujet.

Le dénouement du sommet d'Addis-Ababa n'a fait que le conforter dans le postulat que le nationalisme est une étape normale dans l'évolution historique du continent entre la fin du colonialisme et l'avènement éventuel de l'unification politique du continent, étape rendue obligatoire par plusieurs facteurs liés à la diversité des régimes coloniaux dans les sphères francophones, anglophones et lusophones, respectivement. Contrairement à Nkrumah, Nyerere pense qu'il est important de prendre en compte ces faits historiques :

My differences with Kwame were that Kwame thought there was somehow a shortcut, and I was saying that there was no shortcut. This is what we have inherited, and we will have to proceed within the limitations that that inheritance has imposed upon us. Kwame thought that somehow you could say, "Let there be a United States of Africa" and it would happen. I kept saying, "Kwame, it's a slow process." He had tremendous contempt for a large number of the leaders of Africa and I said, "Fine, but they are there. What are you going to do with them? They don't believe as you do—as you and I do—in the need for the unity of Africa. BUT WHAT DO YOU DO? THEY ARE THERE, AND WE HAVE TO PROCEED ALONG WITH EVERYBODY!" And I said to him in so many words that we're not going to have an African Napoleon, who is going to conquer the continent and put it under one flag. It is not possible.

La grande différence entre les deux panafricanistes réside donc dans le fait qu'ils portent deux regards complètement différents sur l'évolution historico-politique de l'Afrique. L'un pense que le passé colonial doit être présenté comme une parenthèse historique qui n'a fait que retarder un événement programmé, à savoir l'unité politique de l'Afrique, alors que pour l'autre ce passé a un poids significatif parce que les systèmes coloniaux ont présidé à l'émergence des élites politiques africaines de l'ère postcoloniale.

b. Construire l'unité continentale à partir des États-nations consolidés

Le Tanganyika, 28^e pays africain à accéder à la souveraineté nationale sous la direction de Julius Nyerere, fait figure de leader en Afrique de l'Est. Alors que les dirigeants qui ont réussi à obtenir l'indépendance de leur pays parlent de consolidation des acquis de l'indépendance ceux qui luttent encore rêvent de rejoindre les 28 pays africains déjà indépendants. Les partisans de l'unité africaine se demandent comment réagir face à cette dynamique ? Faut-il chercher à l'arrêter ou au contraire l'accepter comme une nécessité. Deux attitudes s'opposent : celle de ceux qui l'abordent comme une menace naissante à éradiquer et celle de

ceux qui le perçoivent comme une réalité à apprivoiser. Voici comment Frantz Fanon tranche l'opposition entre les uns et les autres :

Et voici venu le moment de dénoncer le Pharisaisme de certains. La revendication nationale, dit-on çà et là, est une phase que l'humanité a dépassée. L'heure est aux grands ensembles et les attardés du nationalisme doivent en conséquence corriger leurs erreurs. Nous pensons au contraire que l'erreur, lourde de conséquence, consisterait à vouloir sauter l'étape nationale.⁴⁰⁰

L'étape nationale serait donc une étape nécessaire et indispensable, qui, au lieu de susciter la peur, doit encourager la créativité politique qui tire son inspiration de la nette distinction entre ce qui fait avancer et ce qui fait reculer.⁴⁰¹ Pour Nyerere comme pour Fanon les panafricanistes doivent, au lieu de combattre ce nationalisme, qui n'est autre que la responsabilité du dirigeant africain de « construire sa nation », le faciliter et l'appuyer car il « s'accompagne nécessairement de la découverte et de la promotion de valeurs universalisantes »⁴⁰² Autrement dit, pour le dirigeant nationaliste, la « construction nationale » est une participation à la création de la « conscience internationale » qui elle-même n'est pas incompatible avec le panafricanisme

Devons-nous voir dans ces propos de Fanon et Nyerere une vision qui se contredit elle-même. Commençons par rappeler que Nyerere n'a jamais manqué une occasion d'expliquer et de commenter sa manière de concevoir la construction de l'unité africaine. L'analyse de son discours montre une vision constante et une approche cohérente de ce qui doit être le fondement de l'unité africaine et les moyens de sa mise en œuvre. Il s'est toujours exprimé en faveur d'une vision gradualiste, dont il recommande de considérer chaque étape comme cruciale. Il a surtout ironisé sur la proposition de Nkrumah, qui, selon lui, revient à bâtir un édifice en commençant directement par poser le toit. Il a toujours pensé qu'à l'inverse chaque étape est d'une importance capitale, et que l'ordre des étapes ne doit pas être inversé, et qu'il est important de commencer par faire la fondation pour pouvoir progresser selon un plan précis et bien pensé. On retrouve aussi cette idée de progression graduelle chez George Padmore qui a écrit :

Today, Pan-Africanism is becoming part and parcel of emergent African nationalism, serving as a beacon light in the struggle for self-determination, the prerequisite to regional federations of self-

⁴⁰⁰ Frantz Fanon 225.

⁴⁰¹ J. Nyerere "The Second Scramble" 1962.

⁴⁰² F. Fanon 225.

governing African communities which may one day evolve into a Pan-African Federation of United States.⁴⁰³

Chaque étape négligée, brûlée, peut se révéler lourde de conséquence, peut retarder l'entreprise ou ruiner définitivement l'ouvrage. Pour Nyerere comme pour Padmore, des États africains consolidés ne peuvent constituer de *fait* des freins à la réalisation de l'unité africaine comme le suggèrent les théoriciens de la balkanisation. Pour Nyerere ces États peuvent, au contraire, et sous certaines conditions (voir plus loin), constituer les bases de l'unité africaine. En d'autres termes, ces États consolidés avec une réelle souveraineté nationale et internationale, acceptant de cohabiter et de coopérer dans la paix, s'engagent comme un seul pays et de manière résolue dans un processus pouvant naturellement conduire à l'unité. Cette idée se base sur la théorie de l'inter-connectivité fonctionnaliste selon laquelle l'existence et le maintien de rapports équilibrés et réciproquement bénéfiques entre deux entités (États ou gouvernements) peut instaurer entre elles des pratiques de solidarité et d'entraide pouvant déboucher sur une culture de l'interdépendance qui les incite à rechercher des liens plus étroits organisés autour de règles et de valeurs communes. En effet l'approche de Nyerere est proche de celle de Jean Monnet dans son œuvre de construction de la Communauté européenne qui a commencé par la promotion de la paix et de la coopération économique entre deux États consolidés, la France et l'Allemagne. Il existe en vérité beaucoup de similitudes entre l'approche de Monnet qui a abouti à l'Union européenne et celle de Julius Nyerere. Après avoir exposé la logique de la pensée de Nyerere, essayons maintenant d'illustrer son point de vue avec quelques exemples tirés de ses nombreux discours et déclarations avant de les interroger dans leurs contextes.

c. Le nationalisme comme moyen pour le panafricanisme

I believe that you, as the youth of Africa, can understand that the role of African nationalism is different—or should be different—from the nationalism of the past, that the African national State is an instrument for the unification of Africa, not for dividing Africa, that African nationalism is meaningless, is dangerous, is anachronistic, if it is not at the same time Pan-Africanism.⁴⁰⁴

⁴⁰³ Padmore, *Pan-Africanism or Communism* 96.

⁴⁰⁴ The inaugural address to the second pan-african youth seminar (Dar Es Salaam, 1961)

Ainsi s'adresse-t-il à la jeunesse africaine réunie à Dar Es Salaam dans le cadre d'une rencontre panafricaine. Essayons d'abord de voir ce que Nyerere entend par « nationalisme du passé », à quoi il veut faire référence.

Une définition du nationalisme nous aidera sans doute à proposer une réponse. « Advocacy of or support for the interests of one's own nation, esp. to the exclusion or detriment of the interests of other nations », est la définition donnée dans l'*Oxford English Dictionary* pour le mot « nationalisme ». La dernière partie de cette définition renvoie à ce que Nyerere appelle le nationalisme du passé : le fait d'être disposé à défendre ce que l'on considère, dans « l'imaginaire ou le réel », comme étant sa propre nation au *détriment de tous les autres*, souvent vus comme des rivaux ou des ennemis. Donc toute la relation que les nations entretiennent avec les autres est déterminée par la nature des intérêts que les uns et les autres sont disposés à défendre. Ses intérêts peuvent être divers et variés mais on peut en citer deux qui nous permettront de saisir le portrait que Nyerere en dresse : les valeurs religieuses et morales, les biens matériels et pécuniaires. Pour chaque État-nation se pose la nécessité de fixer les bornes de ses propres prétentions sur le matériel et moral. C'est pourquoi nous retrouvons chez Johann Fichte (1762-1814) l'idée selon laquelle un État-nation ne peut exister que s'il y a convergence des frontières politiques et l'ensemble des valeurs qui caractérisent cette nation. Ce faisant il introduit dans le débat l'idée de supériorité nationale qui s'extirpe des pluralismes constitutive de la nation.⁴⁰⁵ Cette idée de supériorité nationale, qui est basée sur la supposition que certaines nations seraient les seules dépositaires de la vérité en ce qui concerne la morale et l'exploitation du monde matériel pour le bien de l'homme, a été le principal moteur du nationalisme du XIX^e siècle, qui, lui-même, a débouché sur l'impérialisme et le colonialisme. On retrouve cette même idée chez les idéologues du « nationalisme totalitaire » comme Charles Mauras (1868-1952) qui assigne à l'État-nation la mission de redressement de la morale supérieure et du rétablissement de la hiérarchie entre individus, y compris, bien évidemment, entre les États-nations elles-mêmes. Benito Mussolini (1883-1945) et Adolf Hitler (1889-1945) ont incarné ce « nationalisme totalitaire » dans l'histoire de l'Europe du XX^e siècle.

D'autres éléments du discours de Nyerere nous aident à comprendre plus précisément ce contre quoi il mettait l'élite africaine en garde. Il faut éviter les faiblesses de l'État 'national', dit-il quelques lignes plus tôt. C'est-à-dire, explique-t-il, le chauvinisme qui incite à

⁴⁰⁵ Vincent Pecora (ed.), *Nations et Identités* (Oxford : Blackwell, 2001) 23.

l'armement et encourage l'hostilité entre les nations. Ensuite il fait référence au nationalisme du XIX^e siècle animé par l'idée de conquête et de puissance, et fustige ce qu'il appelle « l'attitude Victorienne » de certains États puissants de l'époque. Le nationalisme du XIX^e siècle est donc, selon Nyerere, un chauvinisme motivé par un élan égoïste de recherche de plénitude matérielle à travers la conquête et la domination des autres.

Nyerere exhorte la jeunesse africaine à repenser le nationalisme comme il a lui-même repensé le socialisme (voir partie IV) pour le rendre adapté aux sociétés modernes qu'il souhaite voir naître en Afrique postcoloniale. Selon lui, il faut tirer des leçons à partir de l'expérience européenne et définir une posture dépassant les rivalités entre les nations pour ouvrir un nouveau chapitre de paix et de coopération entre ceux-ci. Le « nationalisme moderne », celui qu'il recommande aux États africains, apparaît donc comme un facteur de rapprochement contrairement au nationalisme occidental du XIX^e siècle qu'il présente comme un facteur de rivalités et de conflits entre États-nations. Ce nationalisme moderne est un nationalisme qu'on peut qualifier de *nationalisme altruiste* par opposition au *chauvinisme* qui a marqué le XIX^e siècle. On peut voir dans cette idée du nationalisme le principe d'*Ubuntu*⁴⁰⁶ qui présente la coexistence entre individu comme la condition de l'existence individuelle. Si je suis c'est parce que tu es, et non pas parce que tu dois cesser d'exister ; ce qui a semblé être le credo du nationalisme du XIX^e siècle et celui des fascistes du XX^e siècle. C'est ce même principe qui a poussé Thomas Sankara à dire que « nous sommes certain que ceux qui aiment leur peuple, aiment les autres peuples »⁴⁰⁷, propos que l'attitude de certains néo-nationalistes semble contredire. Nyerere qui encourage la jeunesse africaine à surpasser cette tradition égoïste et belliqueuse nous enseigne qu'affirmer sa propre existence c'est en même temps affirmer l'existence de l'autre et la reconnaître comme nécessaire à sa propre existence. Toujours selon Nyerere, un État-nation qui affirme son existence affirme aussi nécessairement le droit de tous les autres États-nations à exister librement. Nier l'existence des autres États-nations, c'est simplement s'engager dans un processus paradoxal de négation de soi. Le nationalisme moderne doit être selon lui une affirmation de la légitimité des nationalismes particuliers dans la mesure où ils sont engagés simultanément dans la même entreprise d'édification de l'homme pour l'homme et non pas de l'homme contre l'homme. Le nationalisme de Nyerere est donc un humanisme, c'est l'affirmation de l'existence nationale qui n'est pas seulement de

⁴⁰⁶ Pour en savoir plus, voir Michael Battle, *Reconciliation, The Ubuntu Theology of Desmond Tutu* (Pilgrim Press, 2009).

⁴⁰⁷ Dans une interview donnée en France en 1984 disponible à l'adresse web : <<http://www.youtube.com/watch?v=Uzz4ODjAs1Y>> consulté 4 juillet 2015.

l'auto-exaltation mais qui vise surtout à travers le perfectionnement de soi à élever l'humanité toute entière. C'est une affirmation altruiste de soi, l'acceptation de la responsabilité de l'homme (d'État) devant les hommes et les nations.

C'est dans son discours intitulé « Tanzania Policy on Foreign Affairs » prononcé le 16 octobre 1967 que Nyerere développa sa théorie du lien intrinsèque entre nationalisme et panafricanisme. Après avoir rappelé que l'unité africaine est l'un des objectifs principaux de son parti politique le TANU, il ajoute :

We must keep working for unity and co-operation. Yet we must not indulge in day-dreams, nor imagine that unity and harmony is round the corner. We have, instead, to look hard at the current situation, and work forward from a full acceptance of it [...]. The only way forward to African unity is a prior acceptance of Africa as it is.

L'Afrique des États-nations est donc une réalité à accepter et à dépasser. Pour lui le panafricaniste doit d'abord commencer par accepter l'Afrique des États-nations, des frontières artificielles, et des divergences idéologiques comme une norme et non pas comme une simple tendance ou un fléau. Et que c'est seulement à partir de cette acceptation de la réalité qu'il peut entreprendre une politique panafricaine efficace qui comprend un volet national et un volet international. Le volet national englobe toutes mesures qui visent le renforcement du sentiment africain des peuples des différentes nations à travers l'éducation et la culture, par exemple. La politique en matière d'éducation de la Tanzanie conçue par Nyerere accorde une large importance à la diffusion des valeurs qui peuvent contribuer au renforcement de la cohésion nationale et au rapprochement avec les nations voisines. Concernant le volet international qui nous préoccupe plus particulièrement, il l'a plutôt envisagé sous l'angle strict du principe de la responsabilité des gouvernements vis-à-vis de leurs peuples et vis-à-vis des autres gouvernements et nations.

For us in Tanzania this means that the first thing we have to recognize is that Tanzania is responsible to Africa for Tanzania, and for Tanzania's actions towards her neighbours and towards the liberation of Africa. We are not responsible for any other nation. We must accept the full implications of the existing separate sovereignty of all African states.⁴⁰⁸

Ainsi chaque gouvernement, chaque État-nation, qui assume sa responsabilité dans l'entreprise de construction nationale assume en même temps sa responsabilité pour l'unité africaine. Cette « responsabilité conjointe » selon les termes de Fanon est crucial pour l'avenir

⁴⁰⁸ Nyerere "Tanzania Policy on Foreign Affairs" (1967).

de l'unité africaine car elle implique de la part de chaque État africain une prise de conscience qui ne peut que constituer un terreau fertile pour une plus grande coopération au sein d'un ensemble plus vaste.

d. Comment Nyerere proposait-il de bâtir l'union africaine à partir des États-nations

Nyerere admet donc la raison d'être du nationalisme ou plutôt celle de la construction de l'État-nation dans l'Afrique postcoloniale, et, en ceci, il se distingue de Nkrumah qui voit d'un mauvais œil ce qu'il a toujours présenté comme l'éclatement de l'Afrique continentale en plusieurs micro-états manipulables par les puissances « néo-colonialistes ». Voici comment Nyerere expliquera leur opposition de vue sur ce point précis :

Kwame thought that we all could just sit down together and come out as a United States of Africa. I really think that Kwame was perhaps over-influenced by the way that the U.S. and the Soviet Union came together. You know the way the thirteen colonies came together, drafted a charter, and then declared the United States of America? I never thought it would work this way, because these African countries had become independent and the mistake was evident in East Africa. If we wanted to come together, we should have come together before independence, because if you wait until after independence it cannot be done. With four presidents, four flags, or national anthems, four seats at the UN—ahh! It's extremely difficult.⁴⁰⁹

Après l'échec du projet de fédération des anciennes colonies britanniques de l'Afrique de l'Est et l'adoption de la charte de l'OUA qui met en avant le principe de l'intangibilité des frontières héritées du colonialisme, il se montre encore plus convaincu de la nécessité de considérer l'existence et la consolidation des États-nations africains comme une étape incontournable de l'unité continentale de l'Afrique. Il tente par la suite, durant le reste de sa carrière politique, de démontrer qu'il existe des mécanismes efficaces pour franchir cette étape et cheminer de manière résolue vers une unité continentale solide. Dans ce sens, il propose notamment de favoriser les relations amicales entre États voisins, arguant que le bon voisinage peut pousser les États à désirer un renforcement et un élargissement de plus en plus substantiel de leurs domaines de coopération. Et avec le temps la coopération interétatique renforcée et élargie peut atteindre un niveau de complexité élevée qui peut finir par rendre la

⁴⁰⁹ Sutherland & Meyer 85.

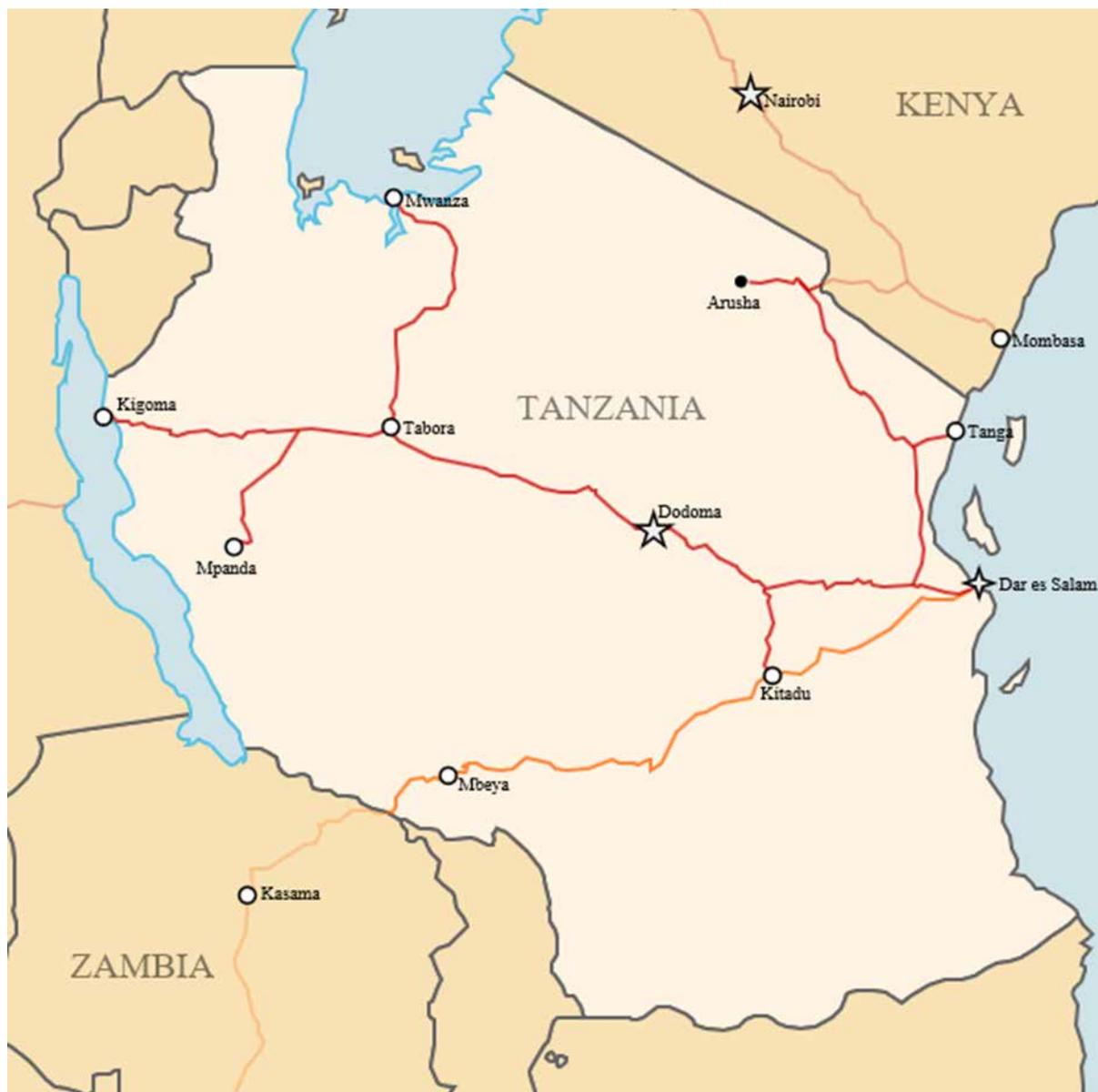
marche vers l'unité de deux ou plusieurs pays voisins irréversible. C'est dans son discours, « Tanzania Policy on Foreign Affairs » qu'il développe cette idée :

If each accepts the full sovereignty of the other, and within this framework endeavours to maximize co-operation in all fields, then African cooperation will be maximized. For we are all neighbours of one another. If Tanzania works in harmony with Kenya and with Zambia, then Kenya and Zambia are linked together. If Kenya then cooperates with Ethiopia, then Tanzania and Zambia are both linked to Ethiopia—and so on throughout our continent. This is the way forward for Africa now.⁴¹⁰

“This is the way forward for Africa *now*.” Là il faut noter la reprise du “now” mémorable de Nkrumah⁴¹¹ à Addis-Abeba. Le « now » de Nyerere qui invite aussi à l'action, est avant tout une exhortation à la réflexion tranquille qui favorise une prise de décision raisonnée. Libéré du « must » impératif de Nkrumah, cette phrase sonne finalement comme une résignation face à une situation pas tout à fait souhaitée mais dont on sait qu'elle est appelée à perdurer. Ici Nyerere ne demande pas aux panafricanistes de dessiner (dans l'urgence) ce qui pourrait présenter la « bonne » carte politique de l'Afrique mais, il les invite à la remobilisation dans le calme et la sérénité pour construire un avenir dans lequel les États-nations disparaîtront naturellement du fait du rapprochement culturel et économique entre les peuples et les gouvernements. Pour lui, il n'était pas nécessaire de s'opposer à l'émergence d'États et de micro-états en Afrique, mais plutôt urgent de s'atteler à planifier l'avènement de l'unité continentale en favorisant les instruments les plus efficaces d'une politique de *soft power* dont la diplomatie, les échanges scientifiques et culturels, les télécommunications. Essayons d'explicitier la logique qui sous-tend cette voie imaginée par Nyerere tout en gardant à l'esprit le contexte géopolitique marqué par la Guerre froide et la poussée néo-coloniale.

⁴¹⁰ Ibid.

⁴¹¹ Nkrumah avait déclaré le 24 mai 1963 à Addis-Abeba que les pays africains devaient s'unir maintenant ou périr.



Carte des principales voies de communication à l'intérieur de la Tanzanie et vers les pays limitrophes, *British Information Services*, 1960s.

La réflexion à laquelle Nyerere nous invite est comment créer une communauté africaine à partir d'un nombre de deux États individuels et quelles sont les conditions requises pour réaliser un tel projet ? Autrement dit, s'il est possible de forger un 'esprit de bon voisinage'⁴¹² en partant d'un socle composé d'un nombre limité de pays dans le cadre d'une région comme l'Afrique de l'Est tout en ayant une vision continentale de l'unité, qui reste la finalité

⁴¹² Notre utilisation n'est pas une référence à la « Good Neighbor Policy » du Président Roosevelt de 1933 qui concernait les États-Unis et ses voisins de l'Amérique du Sud. Nous utilisons le terme 'bon voisinage' de manière très générale. Comme l'entendait Nyerere, il renvoie à toute politique entre pays voisins dont le but est de maintenir la paix et la coopération entre eux.

recherchée ? Si la réalisation d'un tel 'esprit de bon voisinage' semble, à la fois réaliste et réalisable en théorie, les mécanismes pratiques par lesquels ceci peut déboucher sur la création d'une communauté—qui a pour vocation de s'élargir pour unir l'ensemble du continent africain—sont quant à eux moins évidents à déceler et à évaluer.

Dans la discussion qui va suivre, le mot communauté renvoie à un ensemble de relations (au sens large du terme comme celles qui se déroulent entre des personnes ou entre des États) multifonctionnelles, c'est-à-dire des relations qui concernent plusieurs aspects de la vie des individus concernés unis dans le cadre de cette communauté.

L'étude des phénomènes de communauté a donné naissance à plusieurs théories qui ont tenté d'expliquer les causes qui ont mené à leur réalisation. Pour comprendre l'évolution imaginée par Nyerere à travers ce qu'il a appelé « la maximalisation des relations entre États souverains », un article intitulé « When Are Neighbourhoods Communities ? »⁴¹³, nous indique deux théories qui nous paraissent particulièrement éclairants : celle de Claude Fischer⁴¹⁴ qui explique qu'une communauté émane de la nécessité pour des individus de s'associer pour réaliser des objectifs autrement inatteignables ou difficilement atteignables individuellement, et celle de Donald Warren⁴¹⁵ qui suggère que l'importance d'une communauté aux yeux des individus est déterminée par les possibilités d'interactions relationnelles alternatives qui peuvent s'ouvrir à eux. Par exemple, le fait d'avoir la possibilité de construire une autre relation utile en dehors de la communauté peut constituer un motif de désintéressement dans les affaires de celle-ci alors que l'absence d'une telle possibilité pousse à focaliser l'attention sur un seul projet de communauté existant. Dans un autre article « Facing across Borders : The Diplomacy of Bon Voisinage »⁴¹⁶, le spécialiste des relations internationales, Alan Henrikson, cite parmi les leviers d'une politique de bon voisinage : les échanges transfrontaliers entre deux ou plusieurs pays voisins, la réalisation conjointe de projets organisationnels, institutionnels et constitutionnels conçues pour favoriser et intensifier les relations entre les États impliqués, et la signature d'accord et de traités bilatéraux et multilatéraux. Cette dernière exigence est particulièrement importante parce

⁴¹³ B. Volker, H. Flap & S. Lindenberg, « When Are Neighborhoods Communities » 23. 1 (Feb. 2007) : 99-114.

⁴¹⁴ Voir C. S. Fischer et al, *Networks and Places* (New York, Free Press, 1977) et *To Dwell Among Friends* (Berkeley: University of California Press, 1982).

⁴¹⁵ Voir D. I. Warren, « The Helping Role of Neighbours : some empirical patterns. In R. B. Taylor (ed.), *Urban Neighbourhoods. Research and Policy* (New York, Praeger, 1986) 1201-1231.

⁴¹⁶ Alan Henrikson, "Facing across Borders : The Diplomacy of Bon Voisinage" *International Political Science Review* 21.02 (April 2000): 121-147.

qu'elle concerne le volet juridico-légale qui est un gage de stabilité dans les relations entre États:

These agreements, because they join pairs or groups of countries formally, can enhance international stability and serve as a basis of confidence for transactions of economic and other kinds. They are legal commitments and are to be taken seriously. In particular, treaties which include good neighborhood, or *bon voisinage*, provisions which bind countries together via cooperative border arrangements are needed, not only to symbolize but also actually to secure 'close' relations between contiguous nations.⁴¹⁷

Pour Henrikson une diplomatie de bon voisinage nécessite : que les pays concernés se regardent mutuellement, restent attentifs à ce qui se passent d'un côté et de l'autre de leur frontières communes, qu'ils aient une organisation interne constitutionnellement et socialement facilitant les échanges de biens et de services encourageant une transmission fluide des idées et des représentations entre leurs sociétés respectives.

Essayons d'appliquer ces explications théoriques à la situation politique de l'Afrique l'époque de Nyerere. Le contexte de Guerre froide a été particulièrement propice à la conclusion de traités bilatéraux et multilatéraux dans les domaines civils et militaires. Dans ce contexte les nouveaux pays africains sont convoités par les puissances rivales soucieuses d'étendre leur influence. Ces puissances étrangères du bloc communiste et du bloc occidental qui proposent des projets de coopération alternatives (au panafricanisme et aux projets de communautés régionales) comme le Commonwealth britannique ou la Communauté française à leurs anciennes colonies, représentent selon la théorie de Warren d'autres choix de partenaires en dehors des pays voisins. Ces présences étrangères et les possibilités de partenariats alternatifs qui en découlent pour les pays africains individuellement ou collectivement se réalisent au détriment des relations entre pays voisins. Par exemple, si un pays africain X a des possibilités de s'associer à d'autres pays en dehors du continent (la France, la Grande Bretagne, l'Allemagne de l'Est) et en tirer des avantages économiques et stratégiques, il peut s'investir intensément dans cette relation au point de négliger ses relations avec ses voisins et ses obligations envers ces derniers. Dans ce cas de figure une possibilité de partenariat avec un autre pays ne favorise pas un projet de communauté, car les pays africains qui tirent des avantages matérielles de leurs relations bilatérales avec les anciennes puissances coloniales (beaucoup plus influents politiquement sur la scène internationale que n'importe quelle État africain et détenteurs de moyens politiques et militaires conséquents) dans la plupart des cas

⁴¹⁷ Henrikson 137.

s'investissent de moins en moins dans les relations peu fructueuses avec leurs voisins. L'exemple plus précis de la Côte d'Ivoire vient immédiatement à l'esprit avec la volonté affichée par le président Houphouët-Boigny de s'allier bilatéralement à la France dans la cadre de la Communauté française, ce qui équivaut à orienter l'action diplomatique de son pays en direction de Paris, la détournant ainsi des pays du *Conseil de l'Entente* dont il était pourtant l'artisan principal. En Afrique de l'Est aussi le Kenya (principaux partenaires économiques dans le sens des importations et des exportations cumulées: Royaume Uni, les Emirats Arabes Unis, les Pays Bas) et l'Ouganda regardent traditionnellement vers le nord au détriment de leurs relations avec la Tanzanie et les autres pays de la sous-région. Aussi l'instabilité politique en Ouganda avec notamment l'avènement de régime d'Idi Amin (1925-2003) qui a été responsable d'une guerre contre la Tanzanie aux conséquences désastreuses pour l'économie des deux pays n'a pas permis la poursuite de relations bilatérales normales entre les deux pays. Les relations avec le Kenya ont souvent été entravées par le fait que le leader Kenyatta avait opté pour la voie du capitalisme et de l'économie de marché contrairement à la Tanzanie qui se revendique pays socialiste et anticapitaliste. Tout cela fait que les points de désaccords entre les trois pays et leurs dirigeants respectifs sont multiples, comme l'a montré Mazrui, ne favorisant pas des avancées concrètes comme la réalisation de projets communs aux trois pays.⁴¹⁸ Ceci explique en partie que Nyerere, soucieux de montrer l'exemple, intensifie les relations bilatérales entre son pays et la Zambie de son ami Kenneth Kaunda. La coopération entre la Zambie (pays enclavé) et la Tanzanie à travers la réalisation en 1970 (avec l'aide technique et financier de la République de Chine) du chemin de fer TanZam qui dont le but est de désenclaver la Zambie, jusque-là dépendante des ports de la Rhodésie du Sud et de l'Afrique du Sud, reste un exemple d'une politique de bon voisinage dans cette région.

Une fois les bases d'une communauté jetée, la tâche la plus importante et la plus ardue reste sa consolidation et son maintien. Pour cela une fois créée la communauté a besoin d'être stimulée et nourrie pour pouvoir résister aux pressions internes et externes et perdurer et s'étendre. Parmi les pistes allant dans le sens du maintien et de l'élargissement d'une communauté dégagés par les chercheurs, nous retenons trois voies à travers lesquelles le sentiment d'appartenance à une communauté donnée d'hommes ou de nations peut être promue : les rencontres qui peuvent être par exemple de nature culturelles, scientifiques ou sportives, l'intérêt que les membres ont à s'investir dans des relations interactives avec leurs

⁴¹⁸ Mazrui, *On Heroes and Uhuru Worship* (Longman: London, 1967).

voisins, et l'interdépendance entre les voisins qui aspirent à former une communauté.⁴¹⁹ La rencontre (physique) est un aspect crucial dans les relations humaines car elles permettent de faire connaissance, de développer des relations poussées pouvant engendrer des affinités et parfois de l'amitié. L'expérience nous pousse à penser que les rencontres régulières restent, malgré l'importance grandissante des réseaux sociaux dans les relations humaines, indispensables pour créer de réelles affinités entre les individus et les peuples. Le fait que dans les milieux scientifiques des rencontres comme les colloques et les journées d'études restent encore privilégiées alors que des moyens techniques de plus en plus sophistiqués permettent les rencontres virtuelles beaucoup moins coûteuses et moins contraignants pour les chercheurs en termes de temps et d'organisation en est une indication claire. A côté de la distribution inégale des retombées économiques de la communauté entre les trois pays,⁴²⁰ le plus sérieux obstacle lors des premières tentatives de création d'une communauté est-africaine est le fait que les pays limitrophes (Tanzanie-Ouganda-Kenya) ne se font pas face pour pouvoir maintenir des relations constantes et pérennes et cela pour des raisons géographiques, économiques et historiques qui mériteraient d'être étudiées en profondeur. On sait, par exemple, que Mombassa et Zanzibar jouèrent un rôle déterminant dans la pénétration européenne en Afrique de l'Est. Le port de Mombassa a servi de comptoir aux Portugais et a été également une plaque tournante de la traite négrière organisée dans la Corne de l'Afrique sous l'égide du Sultanat de Zanzibar. On connaît aussi l'importance historique et stratégique de Mombassa en tant que porte d'entrée vers l'intérieur de l'Afrique de l'Est pour les colonisateurs allemands et britanniques. Ceci fait, qu'historiquement, l'Ouganda et le Tanganyika et les autres pays de la région (Burundi, Rwanda) se sont toujours tournés vers cette ville qui a été la première capitale du Protectorat du Kenya jusqu'en 1906. Economiquement aussi le Kenya reste un partenaire économique incontournable pour le plupart des pays de l'Afrique de l'Est grâce à sa situation géographique qui lui assure un rôle de premier plan dans les échanges maritimes entre l'Afrique et le Moyen-Orient. Kampala (capitale de l'Ouganda) a été, grâce à l'université de Makerere, la première institution d'études supérieures instaurée par les Britanniques, le centre intellectuel de l'Afrique de l'Est britannique, lieu où les jeunes gens de pays différents se retrouvent pour parfaire leur éducation. Les Tanzaniens ont toujours regardé vers le Kenya et l'Ouganda pour les mêmes raisons historiques, mais le pays a aujourd'hui ses propres universités et son propre port

⁴¹⁹ Volker, H. Flap & S. Lindenberg 101-2.

⁴²⁰ Voir A. M. O'Connor, "A Wider Eastern African Economic Union" *The Journal of Modern African Studies* 6. 4 (Dec. 1968): 485-493. 485.

autonome, celui de Dar Es Salaam qui assure 95% de ses échanges maritimes avec les principaux pays de l’Océan indien et des autres continents. Moins bien doté que Mombassa, Dar Es Salaam est néanmoins en train de devenir un port stratégiquement important pour le Rwanda, le Burundi et la République Démocratique du Congo qui cherchent à réduire leur dépendance vis-à-vis du Kenya, pays qui ne cessent de subir des attaques organisées par les terroristes d’*Al Shabaab* (*Westgate Mall* en 2013, l’université de Garissa 2015). Le port de Dar Es Salaam est aujourd’hui le principal débouché maritime pour le Malawi et la Zambie et les relations commerciales, très étroites entre la Tanzanie et ces deux pays, peuvent certainement contribuer au renforcement de l’amitié entre les voisins limitrophes de la Tanzanie au sud et au nord, c’est-à-dire les autres pays membres de la Communauté de l’Afrique de l’Est (Kenya, Ouganda, Tanzanie, Rwanda, Burundi).⁴²¹ L’avènement de la CAE et l’accroissement des échanges commerciaux entre ces différents pays de la région sont en train de bouleverser les relations entre ces pays dans le sens d’une plus forte interdépendance.

Le Traité établissant la Communauté de l’Afrique de l’Est, signé en novembre 1999, entre en vigueur en juillet 2000. L’article 5 du Traité précise que « les objectifs de la Communauté sont de développer des politiques et des programmes visant à agrandir et à approfondir la coopération entre les États membres dans les domaines politique, économique, social, culturel, de la recherche, de la technologie, de la défense, la sécurité, les affaires juridiques et judiciaires, pour leur bénéfice mutuel ». Ayant reconnu l’importance des moyens de transport et de communication pour favoriser les échanges et les investissements entre pays membres, les dirigeants de la communauté se sont engagés « à élaborer des politiques de transport et de communication coordonnées, harmonisées et complémentaires, à améliorer et à étendre les liens de transport et de communication existants et à en établir de nouveaux en tant que moyen de renforcer la cohésion entre États membres et faciliter ainsi le mouvement au sein de la Communauté »⁴²² C’est très précisément ce que la Tanzanie qui soutient activement les candidatures du Malawi et de la Zambie pour rejoindre la CAE avait tenté de faire à travers le chemin de fer TanZam qui avait pour but de faciliter les rencontres entre les peuples Tanzaniens et Zambiens. Mais cette mission de cohésion sociale entre les États voisins de la Tanzanie et de la Zambie a été entravée par l’éloignement géographique entre les capitales des deux pays (en 1970) : Lusaka, située au centre de la Zambie se trouve à presque 2000 km

⁴²¹ Les demandes d’adhésion du Malawi, de la Zambie, de la République Démocratique du Congo sont en cours d’examen, et le Sud Soudan est récemment devenu le sixième pays de la Communauté en signant le Traité en avril 2016. Ces pays pourraient venir élargir et renforcer une communauté qui s’étend déjà sur 1.8 millions de km² et compte une population de plus de 140 millions d’habitants.

⁴²² Chapitre 15 du Traite établissant la Communauté d’Afrique de l’Est—l’article 89.

de Dar Es Salaam, située à l'extrême est de la Tanzanie. Depuis l'inauguration de ce chemin de fer par les présidents Nyerere et Kaunda, la liaison entre les deux villes est assurée par la compagnie ferroviaire TanZam et des réseaux de bus réguliers (à l'intérieur de chaque pays) et nécessite dans le meilleur des cas plus de deux jours dans des conditions de transport souvent très difficiles. Aujourd'hui l'état de dégradation des équipements et la qualité du service à bord des trains n'encouragent pas les déplacements entre les deux pays. Mais il est certain qu'une amélioration du service et des équipements devrait avoir un effet positif sur la coopération politique et économique entre les deux pays. Si toutes les conditions sont réunies (voies de communications praticables et fiables, relations économiques accrues, accords bilatéraux dans les secteurs agricoles et miniers qui emploient plus 80% des actifs dans les deux pays, des rencontres stratégiques, culturelles et scientifiques entre les peuples et les dirigeants des deux pays), la Tanzanie et la Zambie (qui va probablement rejoindre la communauté très prochainement) peuvent constituer un lien indéfectible entre l'ensemble des États de la communauté d'Afrique de l'Est⁴²³ forte de son marche commun établi en 2010⁴²⁴ et ceux de la Communauté de développement d'Afrique australe également très dynamique.⁴²⁵

B. L'unité africaine organisée et institutionnalisée avec la création de l'OUA

L'ex Organisation de l'Unité Africaine (OUA) est créée en 1963 à Addis-Abeba (Éthiopie). Plusieurs années de débats, de confrontation, de dialogues, de manœuvres politiques, ont mené à sa réalisation en tant que première institution panafricaine à caractère permanent. Rappelons-nous du bras de fer ayant opposé les maximalistes (partisans de l'unité continentale immédiate) aux minimalistes (les nationalistes et les partisans de l'unification par étapes), déterminant lors de sa création, et que Sékou Touré, l'un des acteurs de premier plan, explique de la manière suivante, 20 ans après sa création (50 États membres à cette date) :

⁴²³ O'Connor 492.

⁴²⁴ L'instauration d'une monnaie commune (le Shilling est-africain) initialement prévue pour 2012 devrait se concrétiser très prochainement et cette étape contribuerait très sérieusement à faciliter l'objectif ultime qui est la création d'une fédération d'Afrique de l'Est.

⁴²⁵ En anglais Southern African Development Community (SADC) succède et remplace la Southern African Development Coordination Committee (SADCC) établie en 1980 à Lusaka le 1 avril 1980 par les États suivants : Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Tanzania, Zambia, Zimbabwe. Le traité établissant la SADC a été signé le 17 août 1992 par les 9 États fondateurs de la SADCC puis six autres nouveaux membres : Namibie, Afrique du Sud, Maurice, Madagascar, République Démocratique du Congo, Seychelles.

L'OUA est une institution continentale. De sa création, à nos jours, elle est régie par des lois objectives de l'histoire, autrement dit, tous les changements socio-politiques qui s'opèrent dans le continent et hors de celui-ci, s'y reflètent à des degrés variés d'intensité.

Avant même sa création, le continent qui devait être son espace d'existence, était tenaillé par les contradictions entre lui et les puissances étrangères qui n'avaient d'autres objectifs que de renforcer leur mainmise sur les ressources tant en hommes qu'en richesses naturelles. Il n'est donc pas étonnant qu'à sa création, la lutte des nouvelles forces dans l'arène mondiale se traduise en son sein par un clivage entretenu par les mêmes puissances hostiles à toute démarche d'unification et de cohésion des Africains.⁴²⁶

L'historien congolais, A. M'Bokolo, note que si on se borne uniquement à analyser les objectifs et les dispositions de l'OUA, on ne peut que constater l'évidence de la victoire des « modérés » autrement dit, celle des minimalistes sur ceux qui voulaient voir l'Afrique entière entrer dans la voie de l'unité. En effet, la charte de l'OUA, signée par les chefs d'États et de gouvernements de 32 pays membres le 25 mai 1963, semble, sur certains points essentiels, être favorable aux positions des modérés. Voyons d'abord le contenu du préambule. On y donne la préférence à l'expression au pluriel « des peuples africains » qui met en exergue les différences et les particularismes au lieu du singulier « le peuple africain » qui renvoie davantage à l'idée de communauté de destin chère aux panafricanistes proches de Du Bois. On y utilise l'expression « la consolidation d'une fraternité et d'une solidarité intégrées au sein d'une unité plus vaste », notion délibérément vague, qui est loin d'être aussi précis que les expressions « union africaine » et « unité africaine ». Derrière cette notion vague, il y a la volonté de traduire les préoccupations principales des chefs d'États du camp majoritaire, « fermement résolu à sauvegarder et à consolider l'indépendance et la souveraineté durement conquises, ainsi que l'intégrité territoriale de [leurs] États et à combattre le néo-colonialisme dans toutes ses formes »⁴²⁷

Les articles de la charte confirment cet état d'esprit. Examinons les objectifs fixés par l'article II de cette charte :

- a- Renforcer l'unité et la solidarité des États africains ;
- b- Coordonner et intensifier leur coopération et leurs efforts pour offrir de meilleures conditions d'existence aux peuples d'Afrique ;
- c- Défendre leur souveraineté, leur intégrité territoriale et leur indépendance ;

⁴²⁶ Ahmed Sékou Touré, *Au sujet de l'Organisation de l'Unité Africaine* (Conakry, Gouvernement 1982) 15.

⁴²⁷ Préambule Charte de OUA.

d- Éliminer sous toutes ses formes, le colonialisme de l'Afrique

Malgré ce que disent les commentateurs qui considèrent que l'OUA avait deux principaux objectifs (combattre le colonialisme et bâtir l'unité africaine), on constate que les chefs d'États n'ont en réalité avalisé qu'un seul objectif clairement défini : « éliminer » le colonialisme. L'objectif de l'unité continentale n'apparaît pas aussi clairement ; il est dissimulé derrière un voile de mots et sonne comme une idée ajoutée à la dernière minute, mais jamais comme la préoccupation principale. Le mot « unité » utilisé dans l'objectif (a) peut être traduit par « dialogue » ou « entente » ou tout autre mot appartenant au lexique de la paix internationale, mais, en aucun cas, il ne doit être compris comme « unité politique ». On ne peut pas se baser sur cette utilisation du mot pour conclure que l'unité a été un des objectifs précis de l'OUA.

On peut dire que l'OUA, par la volonté triomphante de certains chefs d'États africains, a toujours eu un seul vrai objectif : vaincre le colonialisme, parce que ces derniers le perçoivent comme le seul vrai obstacle à l'indépendance et l'intégrité territoriale des États qu'ils souhaitent « fermement » sauvegarder. Il faut ajouter que même si « l'unité politique » a réellement été un des objectifs principaux de l'OUA comme le suggère un des points que nous avons cités, elle ne peut pas apparaître comme une volonté sérieuse alors que l'on insiste davantage sur le besoin de perpétuer l'intégrité territoriale des États membres. Comment, en effet, peut-on insister aussi lourdement sur la nécessité de sauvegarder leur « indépendance et la souveraineté durement conquise » et consentir en même temps à les liquider pour promouvoir un grand ensemble allant à l'encontre de leur volonté. Vouloir l'un revenait à renoncer à l'autre ou à le retarder au maximum. Les verbes « consolider » et « défendre » sont là pour témoigner de l'importance que les chefs d'États accordent à la garantie de leur souveraineté nationale et internationale.

Après avoir identifié les véritables objectifs de l'OUA que sont la lutte contre le colonialisme et la promotion de la paix entre pays africains, il convient de savoir si ces objectifs ont été réalisés ou pas. D'après les termes de la Charte, il est inutile voire superflue de juger l'action de l'OUA en fonction de l'objectif de la création de l'unité africaine parce qu'il n'y apparaît pas comme tel. Ainsi, une bonne approche serait de faire le bilan de l'OUA à l'aune des objectifs qu'il s'est clairement fixés. Aussi pour établir un lien entre les objectifs visés et les moyens engagés—ce qui est nécessaire pour bien cerner l'action d'une organisation internationale—il faut s'intéresser au fonctionnement de ses organes internes en lien avec les

missions principales qui leur sont assignées, à savoir la coordination et l'harmonisation des politiques générales des États membres dans les domaines suivants : diplomatie, économie, transports, communications, éducation et culture, santé, science et technique, défense et sécurité. Comment les spécialistes qui se sont penché sur le sujet ont-ils évalué le bilan général de l'OUA ? Tous sont unanimes pour dire que l'OUA a réussi son objectif de débarrasser l'Afrique du colonialisme, mais a, en revanche, échoué dans son objectif de créer l'Union Africaine. Donc pour eux le bilan est à moitié positif. Que peut-on dire de cette analyse ?

La réussite dont ils parlent est bien réelle et ne peut être niée ; mais, elle doit être sérieusement relativisée car la coopération des puissances coloniales (France et Grande Bretagne), qui avaient compris suffisamment tôt l'utilité de négocier avec les principaux dirigeants africains les termes de l'indépendance de leurs pays respectifs, a eu comme effet de faciliter voire accélérer la décolonisation de l'essentiel du territoire continental. On peut même affirmer que l'objectif de l'élimination du colonialisme était presque déjà acquis lors de la création de l'organisation puisque plus de la moitié des pays étaient déjà politiquement indépendants. Après sa création l'organisation a certainement contribué à l'indépendance de plusieurs autres pays, mais son rôle dans les cas les plus difficiles doit également être réévalué. En effet, les mouvements de libération dans les pays comme la Guinée Bissau, l'Angola, la Namibie, l'Afrique du Sud ont surtout bénéficié de l'engagement individuel de quelques gouvernements (Ghana, Guinée Conakry, Tanzanie, Botswana, Zambie) et de l'appui militaire et logistique de Cuba, notamment.⁴²⁸ Tandis que l'action de certains États membres, notamment les pays de l'*Entente* menés par la Côte-d'Ivoire, a donné lieu une position contraire à la position officielle de l'organisation sur le cas de l'Afrique du Sud⁴²⁹. Si l'OUA a réussi dans ce domaine, elle le doit au concours d'autres facteurs et pas uniquement à son action personnelle et à son efficacité organisationnelle ou opérationnelle parce qu'elle n'a jamais été efficace dans son fonctionnement comme l'affirment ceux qui ont étudié son fonctionnement et son action sur certains dossiers précis. Son bilan en matière de promotion de la paix et de résolution des conflits interafricains est jugé décevant. Elle a montré son incapacité à éviter l'affrontement sanglant entre les sécessionnistes biafrais et l'armée

⁴²⁸ Pour en savoir plus sur l'aide de Cuba aux mouvements de lutte anticoloniale en Afrique voire le documentaire, *Cuba : l'Odyssée africaine* lire l'ouvrage de Piero Gleijeses, *Visions of Freedom : Havana, Washington, Pretoria, and the Struggle for Southern Africa 1976-1991* (The New Cold War History) (Chapel Hill: The University of North Carolina Press, 2013).

⁴²⁹ La Côte d'Ivoire s'étant alignée sur la politique étrangère de la France favorable à la reprise de relations diplomatiques et commerciales avec le régime de l'Apartheid entraînant avec elles ses vassaux.

nigériane et dans bien d'autres conflits (Somalie/Éthiopie février 1964 ; Maroc/Algérie octobre 1963). Globalement son action dans ce domaine est qualifiée d'échec⁴³⁰ car il s'est rarement agi de régler les problèmes objectivement et conformément à la Charte de l'OUA « mais de donner raison à ceux qu'on considère comme des amis, quelque erronée que soit leur position, et tort à ceux-là qui, en toute justice, ont raison, parce qu'ils sont censés être des ennemis idéologiques ! ». ⁴³¹ Et la raison principal à cela se trouve dans le fonctionnement de l'organisation elle-même que certains n'hésitent pas à qualifier de « club de chefs d'États africains » préoccupés uniquement par le maintien de leur propre pouvoir personnel.⁴³² Ajoutons que si l'OUA n'a pas réussi à être efficace dans la « coordination et l'harmonisation des politiques générales des États membres » c'est aussi à cause de son manque de moyens financiers et de pouvoirs réels. Cela ne peut être nié et tout procès contre l'organisation doit en effet en prendre compte⁴³³; et d'ailleurs sa dissolution en 2000 montre bien que les dirigeants africains ne peuvent plus continuer à ignorer cet état de fait. Prendre la décision radicale de sa dissolution a été une manière d'admettre son inefficacité voire son inutilité. Déjà en 1982, plus d'une décennie avant la déclaration de Syrte dont nous parlerons plus loin, et qui lui a donné son coup de grâce, S. Touré tire de son analyse des contradictions internes de l'Organisation la nécessité d'une réforme radicale. « Nous ne devons pas dire que l'OUA doit vivre pour être opérationnelle, insistait-il, Nous devons exiger de nous qu'elle soit opérationnelle pour vivre. »⁴³⁴ Touré se fait ainsi le porte-parole d'un sentiment d'insatisfaction profonde qui gagne bon nombre de dirigeants africains et de militants panafricains, les poussant à mettre en doute les prétentions panafricanistes de l'Organisation.⁴³⁵ Ces critiques acerbes vont pousser les dirigeants africains à réagir par une série de déclarations, de résolutions et de traités dans le but d'insuffler une dynamique nouvelle ou simplement pour calmer les nombreuses critiques.

Plusieurs mesures sont prises au sein des instances de l'OUA, à partir du début des années 1980, notamment sur les plans économiques et sociales pour tenter d'endiguer les difficultés

⁴³⁰ Mirlande Manigat, « L'organisation de l'unité africaine », *Revue française de science politique* 21, 2 (1971): 382-401. Et Robert H. Jackson & Carl G. Rosberg, "Why Africa's Weak States Persist: The Empirical and the Judicial in Statehood", *World Politics* 35, 1 (Octobre 1982): 1-24.

⁴³¹ Touré, *Au sujet de l'Organisation de l'Unité Africaine* 19.

⁴³² Jackson & Rosberg 19.

⁴³³ Manigat 400.

⁴³⁴ Touré 29.

⁴³⁵ Kwame Ture (Stokely Carmichael) déclarait au début des années 1990 que l'OUA n'a rien à voir avec le panafricanisme. Voir le débat « Africa and the Future—Pan-Africanism vs. Afrocentrism » qui l'a opposé à Molefi K. Asante, disponible en ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=o3zoIaSp0Kk> consulté le 05 janvier 2015.

dans ces domaines. On peut en citer quelques-unes parmi les plus importantes et qui illustrent mieux le besoin de doter l'Organisation de moyens d'actions plus efficaces.

Vers la fin des années 1970, émerge l'idée de la nécessité d'un traitement de choc pour extirper l'Afrique du sous-développement dans lequel elle ne cessait de s'enfoncer. Pour ce faire la déclaration de Monrovia de juillet 1979 incite l'organisation à mobiliser ses moyens et à travailler en coopération avec les États pour ériger des structures nationales et régionales capables de mener des programmes de développement convergents sur l'ensemble du continent. L'objectif est alors de réaliser « l'autosuffisance » et le développement en 20 ans.⁴³⁶ Dans la continuité de l'esprit de Monrovia, le *Plan d'Action de Lagos* est adopté en 1980 au Nigéria avec l'ambition de doter l'OUA d'instruments adéquats pour soutenir ses efforts en matière de développement économique et social des pays africains. Le plan préconise plusieurs mesures pour lutter contre le sous-développement et la marginalisation de l'Afrique dans le commerce international, telles que: la coopération commerciale renforcée entre pays africains, la réduction de la dette extérieure, « l'autosuffisance » alimentaire *self-reliance*. Cependant les chefs d'États se contentent tout simplement de mettre sur pied des structures sans se préoccuper sérieusement des moyens de les faire fonctionner. Ce manquement, ainsi que le refus de l'introspection de la part des chefs d'États africains, pour qui les causes des problèmes de l'Afrique sont exclusivement extérieures, font dire à certains que le *Plan d'Action de Lagos* est déjà un échec avant son lancement.⁴³⁷ Globalement, ce plan basé sur un diagnostic partial et partiel des problèmes africains; et, par conséquent, les mesures adéquates pour y répondre ne pouvaient être prises.

En 1981, la Charte africaine de droits de l'homme et des peuples est adoptée à Nairobi et une Commission africaine (permanente) des droits de l'homme établie à Banjul (Gambie). Cette décision montre la volonté de traduire en actes concrets l'engagement de l'OUA pour la défense du bien être des peuples africains dans un contexte de conflits durables entraînant des exactions contre les populations civiles ainsi que des déplacements massifs de populations.

En 1990, une nouvelle déclaration de l'OUA concernant la situation politique et socioéconomique en Afrique et les mutations fondamentales en cours dans le monde est

⁴³⁶ Michael Bruntrup, Henning Melber & Ian Taylor, *Africa, Regional Cooperation and World Market: Socio-economic Strategies in Times of Global Trades Regimes* (New York: Stylus Publishing 2006). 15.

⁴³⁷ Ibid 16.

signée par les chefs d'États pour exprimer leur volonté d'éliminer les obstacles à la paix et à la sécurité sur le continent.

En 1991 une étape décisive dans la voie de l'intégration économique est atteinte avec la ratification du Traité d'Abuja qui reprend à son compte les principes directeurs de la déclaration de Monrovia et les engagements pris par les chefs d'États à Lagos. Le Traité d'Abuja, entré en vigueur en 1994, contient la décision phare de l'établissement de la Communauté Economique Africaine (CEA) —salué à l'époque comme une avancée décisive par Salim A. Salim—« faisant partie intégrante de l'OUA » et ayant comme objectifs la promotion de développement « endogène » et la réalisation du Marché Commun Africain par étapes, et à travers une série de mesures, dont :

- le renforcement des communautés économiques régionales existantes et la création d'autres là où il n'en existe pas ;

- la conclusion d'accords en vue d'harmoniser et de coordonner les politiques entre les communautés économiques sous régionales et régionales existantes et futures ;

- la promotion et le renforcement des programmes conjoints d'investissements dans la production et la commercialisation des principaux produits et des intrants dans le cadre d'une autonomie collective ;

- la libéralisation des échanges par l'élimination, entre les États membres, des droits de douane à l'importation et à l'exportation des marchandises et l'abolition, entre les États membres, des barrières non-tarifaires en vue de la création d'une zone de libre-échange au niveau de chaque communauté économique régionale.

- l'harmonisation des politiques nationales en vue de la promotion d'activités communautaires, notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie, des transports et des communications, de l'énergie, des ressources naturelles, du commerce, de la monnaie et des finances, des ressources humaines, de l'enseignement, de la culture, de la science et de la technologie.

En fait, l'OUA opte ainsi pour la stratégie de l'interdépendance prônée par l'école fonctionnaliste et néo-fonctionnaliste. David Mitrany théoricien du fonctionnalisme et auteur de *A Working Peace System. An Argument for the Functional Development of International Organization* (1943) et de *The Functional Theory of Politics* (1975), part du constat que la

nature des États modernes entraîne des transformations profondes du seul fait de la complexification de l'exercice gouvernemental qui pousse les gouvernants à rechercher des mécanismes de coopération technique et fonctionnelle de plus en plus imbriquées et durables. Pour lui des exemples de coopération comme l'Union postale, l'aviation civile, communications et télécommunications sont là pour prouver qu'avec la modernisation les États ont tendance à renforcer leur coopération comme l'envisageait Emmanuel Kant (1724-1804). Ernst B. Haas, qui part des bases établies par Mitrany, et étudie les dynamiques en cours en Europe, arrive à la conclusion selon laquelle la coopération fonctionnaliste favorise fortement l'intégration politique. La réalisation de l'Union Européenne d'aujourd'hui est considérée comme la validation des thèses fonctionnalistes. En 1977 Robert Keohane et Joseph Nye publient *Power and Interdependence*, et, pour qualifier la nature des relations entre nos États, développent la notion de « complex interdependence » qui se base sur quatre prémisses⁴³⁸, dont la multiplicité des réseaux d'inter-connectivité qui correspond parfaitement au stade actuel de la stratégie panafricaniste de l'OUA:

As the scope of governments' domestic activities has broadened, and as corporations, banks, and (to a lesser extent) trade unions have made decisions that transcend national boundaries, the domestic policies of different countries impinge on one another more and more. Transnational communications reinforce these effects. Thus, foreign economic policies touch more domestic activity than in the past, blurring the lines between domestic and foreign policy and increasing the number of issues relevant to foreign policy.⁴³⁹

Il faut noter qu'en plus du laxisme des États africains et du manque de moyens pour la mise en œuvre des décisions, toutes ces initiatives de l'OUA se déroulent au moment où les politiques d'ajustements structurels (à partir de la publication du rapport Berg en 1981) sont en train d'être mis en place dans les principaux pays du tiers-monde avec les effets que nous connaissons sur l'économie des pays africains en particulier—ainsi les mesures appliquées plus ou moins superficiellement (parfois dans un laxisme sidérant) peinent à produire des effets notables. Alors, depuis 1995 une nouvelle orientation est amorcée avec le *Programme d'Action du Caire* (Caire Agenda for Action). Dans le préambule du programme du Caire, les chefs d'États reconnaissent que:

Since the beginning of the 1990s, changes have occurred in the world, particularly in the political, economic and social arena. These include a growing tendency, especially in the developed countries, to

⁴³⁸ Ils citent aussi l'amplification du rôle des ONG, l'absence d'hierarchie les différents domaines de politique internationale, soft power aussi important que 'hard power'.

⁴³⁹ Robert Keohane & Joseph Nye, *Power and Interdependence* 3rd ed. (New York: Longman, 2001) 22.

establish, strengthen and enlarge economic groupings in the form of trading blocs such as the Single European Market; the conclusion of the Uruguay Round Agreements, the establishment of the World Trade Organisation; and the further advances in information science and production technology. These developments have been buttressed by the dominance of the free market economic system based on competition, efficiency and productivity. These criteria were emphasised in both the bilateral and multilateral conditionalities of the Structural Adjustment Programmes. Consequently, Africa must take new steps to ensure that it becomes an active partner in the world economic system. In this regard, Africa must adopt a new vision for its development and translate this vision into appropriate programmes. This approach will place Africa in a position to fully participate, as a credible partner, in the world system. In this new spirit, Africa will be able to promote its fundamental interests and concerns.⁴⁴⁰

Cet engagement du Caire s'inscrit dans la perspective d'une participation plus avantageuse de l'Afrique dans les échanges commerciaux mondiaux, suivant la tendance inaugurée par les pays développés, qui, s'étant déjà organisés en groupes (suivant le modèle néo-fonctionnaliste pour l'Europe), pèsent sur les négociations. Le programme du Caire reconnaît le triomphe de l'idéologie néo-libéral de marché et invite les pays africains à s'engager unis pour la construction d'une stratégie économique commune pouvant leur mettre d'accroître leur compétitivité, leur efficacité et leur productivité. Pour les dirigeants réunis au Caire, les plans et les programmes adoptés précédemment et appliqués aux niveaux national, régional et international, n'ont pas pu produire les résultats escomptés pour des raisons de manque de rigueur et de constance dans leur mises en œuvre par les États, mais aussi aux conflits armés et autres catastrophes naturelles. Ils reconnaissent aussi le manque de ressources extérieures adéquates (diplomatiques, technocratiques, par exemple) pour défendre la politique internationale des États africains. Pour toutes ces raisons, la rencontre du Caire apparaît avant tout comme un appel à la remobilisation, une exhortation à l'action efficace sur tous les plans :

We are deeply concerned that the socio-economic situation in Africa has remained precarious despite the many efforts made by our countries, individually and collectively, to lay a solid foundation for Africa's development. In all these endeavours, we have been guided by the principle of collective self-reliance in order to achieve self-sustaining development of our countries. We reaffirm our commitment to this principle.⁴⁴¹

Ces colmatages de brèches ne réussiront pas à sauver une organisation de plus en plus perçue comme le symbole de l'incompétence des élites africaines incapables d'imaginer des

⁴⁴⁰ Point 2 du préambule.

⁴⁴¹ Point 5 du préambule

politiques cohérentes, réalisables et efficaces, individuellement comme collectivement. Pour Salim Ahmed Salim (Secrétaire General de l'OUA entre 1989 et 2001) le problème le plus sérieux est l'attitude des dirigeants africains qui se contentent, pour la plupart de faire des déclarations de pure forme en faveur de l'unité africaine sans jamais avoir l'intention d'aller au-delà :

In concrete terms, we haven't moved sufficiently. When the OAU was formed, there was talk of economic cooperation, there was talk of improving telecommunications, and there was talk of improving transportation on the continent. There was talk of inter-African trade [...] But hitherto, for a long time, the question of cooperation has been given mere lip service. Despite all the talk about inter-African trade, the reality of the situation is that there is much more interaction between Africa and the rest of the world than there is amongst the African countries.⁴⁴²

Ce témoignage prouve le besoin de changer de cap. Les dirigeants des années 1960 ayant quitté alors la scène politique, le Colonel Kadhafi, aidé par son expérience politique et l'importance géographique et économique de la Lybie, prend presque naturellement le leadership de ce renouveau. La déclaration de Syrte, qu'il imagine, insiste très précisément sur « l'efficacité » et la « rapidité » comme critères pour guider l'action de la nouvelle organisation conçue pour créer une « Afrique forte et unie ». Contrairement à ce que nous constatons dans les résolutions et les déclarations antérieures, ici, l'Afrique est envisagée au singulier, comme une réalité politique voulue. La déclaration de Syrte en décidant de la création de l'Union Africaine l'investit en même temps d'une mission claire, celle de la création des États-Unis d'Afrique.

C. L'avènement de l'Union Africaine

L'Acte Constitutif de l'Union Africaine est adopté par 53 pays membres (c'est-à-dire tous les pays africains à l'exception du Royaume du Maroc⁴⁴³ qui avait quitté l'OUA en 1984 et le Soudan du Sud actuel qui est devenu un pays souverain en 2011) le 11 juillet 2000 à Lomé (Togo). La signature de l'Acte par la totalité des pays membres est complétée le 1 mars 2001. Les pays signataires s'associent à la déclaration suivante :

⁴⁴² Bill Sutherland & Matt Meyer, *Guns and Gandhi in Africa*, 234. Extrait d'un entretien entre les auteurs et Salim A. Salim (Dar Es Salam le 10 septembre 1992).

⁴⁴³ Le Royaume du Maroc s'est retiré de l'Organisation en 1984 en protestation contre l'adhésion de la République arabe Sahraouie démocratique.

Guidés par notre vision commune d'une Afrique unie et forte, ainsi que par la nécessité d'instaurer un partenariat entre les gouvernements et toutes les composantes de la société civile, en particulier les femmes, les jeunes et le secteur privé, afin de renforcer la solidarité et la cohésion entre nos peuples.⁴⁴⁴

a. Les objectifs de l'UA

L'Acte Constitutif se démarque de la Charte de l'OUA⁴⁴⁵ sur certains points essentiels de l'article 3 ayant trait aux objectifs de l'Union. En plus de donner, du moins théoriquement, une portée plus étendue et des implications plus vastes à l'objectif de l'unification du continent en remplaçant « renforcer l'unité et la solidarité des États africains » par l'expression « **réaliser** une plus grande unité et solidarité entre les pays africains et entre les peuples d'Afrique », l'Acte Constitutif représente sur le papier le renforcement des prérogatives de l'institution panafricaniste dans plusieurs autres domaines et notamment dans celui de l'intégration économique (d, i, j), de la promotion de la démocratie participative (g), de la protection des droits de l'homme et des peuples, de l'amélioration des conditions de vie des africains (k, n).⁴⁴⁶

1. Les principes de l'UA

L'article 4, dans la continuité de l'esprit de l'OUA, réaffirme dans quasiment les mêmes termes deux principes auxquels les chefs d'États africains semblent être encore très attachés, à savoir : le respect stricte de la souveraineté des pays membres et le respect des frontières existant au moment de leur accession à l'indépendance. La continuité dans cette posture est en effet interprétée par les partisans de l'avènement immédiat de l'unification politique du continent comme une volonté de retarder la concrétisation du projet des États-Unis d'Afrique.⁴⁴⁷ En effet il est difficile d'imaginer comment il est possible de réconcilier la volonté de sauvegarder la souveraineté des États membres avec le désir d'une intégration économique et politique accrues. Dans l'esprit des pères fondateurs⁴⁴⁸ il s'agit de maintenir le *statu quo* le temps nécessaire pour organiser le transfert des pouvoirs des États vers les organes de l'Union. Nous devons attendre encore quelques années avant de pouvoir constater

⁴⁴⁴ Déclaration figurant dans le préambule.

⁴⁴⁵ Voir annexe 1

⁴⁴⁶ Pour plus de détails voir le texte intégral de l'Acte Constitutif en annexe 2.

⁴⁴⁷ Voir Delphine Lecoutre, « Vers un gouvernement de l'Union Africaine ? Gradualisme et *statu quo* v. immédiatisme », *Politique Etrangère* 3 (Automne 2008) : 629-639.

⁴⁴⁸ Le terme utilisé dans les premiers textes, mais un amendement de l'Acte Constitutif datant de 2008.

une évolution des positions des États sur ce point précis. S'il n'est pas encore possible d'envisager une réelle évolution dans ce domaine, il faut tout de même noter que la signature de *l'Acte Constitutif* représente une avancée dans bien des domaines. Parmi eux : « le principe de mise en place d'une politique de défense commune pour le continent africain » (d), un grand pas vers la création d'une armée africaine et un motif de satisfaction pour les panafricanistes comme les initiateurs du mouvement AFRICOM Go Home⁴⁴⁹ qui rêvent de voir une Afrique capable d'assurer sa propre défense et de résoudre ses conflits intérieurs sans l'intervention des puissances étrangères. L'Acte Constitutif donne en effet à l'Union le droit : « d'intervenir dans un État membre sur décision de la Conférence, dans certaines circonstances graves, à savoir : les crimes de guerre, le génocide et les crimes contre l'humanité » (h) et aux États membres le droit de « solliciter l'intervention de l'Union pour restaurer la paix et la sécurité » (j). Aussi l'Acte Constitutif de l'Union Africaine consacre « le principe de la participation des peuples africains aux activités de l'Union » (c).

2. Organisation et fonctionnement de l'UA :

Lors de sa fondation l'Union Africaine compte 9 organes chargés de l'élaboration et de l'application de ses politiques :

-la Conférence de l'Union⁴⁵⁰ (composée des chefs d'États et de Gouvernement ou leurs représentants) est l'organe suprême de l'Union. Ses membres se réunissent au moins une fois par an en session ordinaire et peuvent se réunir en session extraordinaire à la demande d'un État membre et sur approbation des deux tiers des États membres. Le président de la conférence est élu par ses pairs pour une durée d'un an. « La Conférence prend ses décisions par consensus ou, à défaut, à la majorité des deux tiers des États membres »⁴⁵¹ Parmi les pouvoirs de la Conférence : définir la politique de l'Union ; examiner les recommandations des autres organes ; examiner les demandes d'adhésion ; créer les organes de l'Union ; contrôler la mise en œuvre des politiques de l'Union et leur application par les États

⁴⁴⁹ Pour en savoir plus sur ce mouvement lancé par le groupe de recherche et d'initiative pour la libération de l'Afrique (GRILA) voir la vidéo « AFRICOM Go Home, Bases étrangères hors d'Afrique » disponible à l'adresse : <http://www.mondialisation.ca/video-africom-go-home-bases-etrangees-hors-dafrique/5363786>. Lire aussi leur programme en suivant le lien : <http://www.journaldemalabo.com/files/communiqués/46.pdf>

⁴⁵⁰ Voir les articles 6-9.

⁴⁵¹ A l'exception des décisions de procédures qui sont prises à la majorité simple, le quorum est constitué des deux tiers des États membres de l'Union pour toute session de la Conférence.

membres ; adopter le budget de l'Union ; superviser l'action du Conseil exécutif ; nommer les hauts fonctionnaires de l'Union.

-le Conseil exécutif⁴⁵² (composé des ministres des affaires étrangères ou de tous autres ministres ou autorités désignés par les États membres) se réunit en session ordinaire au moins deux fois par an et peut se réunir en session extraordinaire sur demande d'un État membre et sous réserve de l'approbation des deux tiers de tous les États membres. Le processus de prise de décision du conseil est identique à celui de la Conférence. Le Conseil exécutif assure la coordination et décide des politiques de l'Union dans certains domaines d'intérêt commun comme : le commerce extérieur, l'énergie, l'agriculture, transport, éducation, science et technologie, circulations des personnes.

-le Parlement panafricain⁴⁵³ est créé « en vue d'assurer la pleine participation des peuples africains au développement et à l'intégration économique du continent. L'Acte Constitutif de l'Union ne précise ni les modalités de fonctionnement ni les prérogatives du Parlement, un fait inexplicable selon certains spécialistes du droit.

-la Cour de justice. L'article 18 indique assez laconiquement « il est créé une Cour de justice de l'Union » sans ajouter aucune autre précision.

-la Commission⁴⁵⁴ de l'Union Africaine est l'organe central de l'institution. Les membres de la Commission sont le Président de la Commission (le poste le plus important de l'organisation), les vice-présidents, et les commissaires (leur nombre est déterminé par la Conférence). La Commission est composée par la Conférence qui décide également de ses attributions.

-le comité des représentants permanents⁴⁵⁵ est composé de représentants et plénipotentiaires des États membres. Ils sont les représentants directs des États membres au sein de l'Union, et, à ce titre, sont « responsables de la préparation des travaux du Conseil exécutif ». Le Comité fonctionne selon les instructions du Conseil.

-les comités techniques spécialisés⁴⁵⁶ sont responsables devant le Conseil exécutif concernant les différents domaines de coopération techniques. Les comités sont chargés de

⁴⁵² Voir les articles 10-13.

⁴⁵³ Voir l'article 17.

⁴⁵⁴ Voir l'article 20.

⁴⁵⁵ Voir l'article 21.

⁴⁵⁶ Voir l'article 15.

préparer des projets et les soumettre à l'approbation du Conseil ; de suivre la mise en œuvre des décisions prises par les organes de l'Union ; de présenter des rapports et des recommandations au Conseil exécutif.

-le conseil économique, sociale et culturel⁴⁵⁷ est un organe consultatif. Ses membres sont issus de la société civile des États membres. Leur rôle au sein de l'Union est déterminé par les Chefs d'États.

-les institutions financières⁴⁵⁸ sont : la Banque Centrale Africaine, le Fonds monétaire africain, la Banque africaine d'investissement. L'Acte Constitutif ne précise pas leur structure et leurs attributions.

Depuis quelques années d'autres organes créés par la Conférence sont venus s'ajouter à cette liste que certains trouvent déjà très longue⁴⁵⁹. On compte aujourd'hui trois organes additionnels : la Commission de l'union africaine pour le droit international, le Conseil consultatif de l'Union Africaine sur la corruption, la Commission de l'Union Africaine pour les droits de l'homme et des peuples.

D. De l'OUA à l'UA : quels changements ?

Selon les partisans d'une intégration africaine renforcée les Chefs d'États africains n'ont fait que « édulcorer les objectifs »⁴⁶⁰ pour finalement garder les mêmes positions qui ne favorisent pas l'interdépendance entre les pays et les peuples d'Afrique, qui, selon eux, reste la seule voie certaine vers l'édification de l'unité africaine sous la forme des États-Unis d'Afrique. Pour eux l'Union Africaine dans sa forme actuelle n'est pas ambitieuse et ne constitue par conséquent pas une avancée réelle par rapport à l'OUA. Ses objectifs sont pour eux trop limités pour créer une forte dynamique capable de mobiliser toutes les forces du continent dans une même direction. Ils regrettent tout particulièrement la faible présence de personnalités issues de la société civile africaine dans les organes importants.

⁴⁵⁷ Voir l'article 22.

⁴⁵⁸ Voir l'article 19.

⁴⁵⁹ Konstantinos D. Magliveras & Gino J. Naldi, "The African Union: A New Dawn for Africa?", *The International and Comparative Law Quarterly* 51, 2 (April. 2002): 415-425. 419.

⁴⁶⁰ Lire par exemple Yves Ekoue Amaizo, « Les États-Unis d'Afrique : Vers une Charte de l'Interdépendance », *Afrology.com*. 17 juin 2007. Disponible : <http://www.afrology.com/pol/pdf/amaizo_uacharte.pdf> consulté le 12 septembre 2015.

Certains spécialistes du droit international se sont penchés sur le cas de l'UA. Dans un article qui analyse les fondements légaux de l'UA, les auteurs⁴⁶¹ posent les questions suivantes :

Did the African leadership take sufficient note of its experiences with the OAU and the many proposals for change made along the way? And are the new Union and its CA innovative enough to tackle Africa's contemporary challenges?⁴⁶²

Leurs conclusions montrent que rien dans l'Acte Constitutif ne permet de répondre par l'affirmative à ces questions. Pour eux les obstacles les plus sérieux subsistent avec l'UA. D'autres⁴⁶³ vont encore plus loin dans leur critique et insistent tout particulièrement sur le laconisme (évoqué plus haut) de l'Acte Constitutif concernant le Parlement panafricain et la Cour de justice :

That the Act itself fails to make any provision as concerns these issues should be criticized. The mere establishment of organs without laying down basic regulatory aspects, especially when these organs do not exist under the OAU, questions at least the seriousness of the Union's founding fathers in achieving the states' objectives. Moreover, the legal relationship between these protocols and the Act is not stated.⁴⁶⁴

Pour ces auteurs ce fait est d'autant plus surprenant que les organes en question sont les seuls véritables changements notables de l'OUA à l'UA. Pour cette raison ils soutiennent que la création de l'UA ne constitue pas une vraie rupture par rapport à certaines pratiques ou, pour le dire autrement, de la manière traditionnelle de procéder du temps de l'OUA.⁴⁶⁵ Et la raison principale de cette continuité dans le changement est à chercher selon la majorité des spécialistes dans le fait que les Chefs d'États gardent les pleins pouvoirs. Cette situation est non seulement irréconciliable avec une volonté de progresser sur les points importants, comme l'intégration économique, la défense commune, mais elle constitue aussi un sérieux frein à toute initiative volontariste sur ces mêmes questions. Par exemple l'application des principes h et j de l'article 4 nécessitent que les Chefs d'États acceptent, si la situation s'impose, de renoncer à une partie de leur souveraineté. Aujourd'hui on constate que les Chefs d'États prêts à ce type de renoncement sont encore peu nombreux.⁴⁶⁶ Les questions soulignées dans ces différents articles montrent que la volonté de faire mieux que l'OUA est

⁴⁶¹ Corinne A. Packer & Donald Rukare, "The New African Union and Its Constitutive Act" *The American Journal of International Law* 96, 2 (April 2002): 365-379.

⁴⁶² Ibid 369.

⁴⁶³ Magliveras & Naldi.

⁴⁶⁴ Magliveras & Naldi 421.

⁴⁶⁵ Ibid 415.

⁴⁶⁶ Voir ce témoignage de M. K. Asante :

bien réel mais d'aucuns pensent que l'UA n'est pas dotée des moyens juridiques et financiers pour agir correctement.

1. Le projet panafricain et le contexte actuel de la Mondialisation

S'il est une région marginalisée dans la mondialisation, c'est bien l'Afrique. Au plan économique, politique, stratégique, elle ne pèse rien ou pas grand-chose. Et quand elle parvient à accrocher l'attention des médias, c'est du fait des catastrophes qui s'y développent : pandémie du sida ou guerres civiles.⁴⁶⁷

C'est dans ces termes que le magazine *Alternatives Internationales* présentait la situation de l'Afrique dans le monde en 2003, quelques années seulement après la dissolution de l'OUA (jugée impuissante et inefficace pour atteindre ses objectifs) et la création de l'UA (2000) sous l'impulsion du Guide libyen, Mouammar Kadhafi. On n'y retrouve, présentées sous un jour nouveau, les mêmes lignes de faiblesse, les mêmes préoccupations qui ont motivé l'action des pionniers du panafricanisme : mettre un terme à l'oppression subie par les peuples africains, affirmer la personnalité de l'Afrique et rétablir sa dignité. C'est ce que nous pouvons retenir du bilan que dresse Julius Nyerere en 1967 :

We have been oppressed a great deal, we have been exploited a great deal and we have been disregarded a great deal. It is our weakness that has led to our being oppressed, exploited and disregarded. Now we want a revolution—a revolution which brings to an end our weakness, so that we are never again exploited, oppressed, or humiliated.⁴⁶⁸

En lisant la déclaration de Syrte⁴⁶⁹, qui a jeté les bases de l'UA, on constate que c'est le même constat amer de la marginalisation continuelle de l'Afrique jusque dans l'ère de la mondialisation qui semble animer les promoteurs de l'Union Africaine. Citons en un extrait :

Au moment où nous nous préparons à entrer dans le 21^e siècle et ayant à l'esprit les défis auxquels notre continent et nos peuples sont confrontés, nous soulignons la nécessité impérieuse et l'extrême urgence de raviver les aspirations de nos peuples à une plus grande unité, solidarité et cohésion dans une communauté plus large des peuples, qui transcende les différences culturelles, idéologiques, ethniques et nationales [...] Nous sommes convaincus que notre Organisation continentale doit être revitalisée

⁴⁶⁷ Philippe Frémeaux, "La mondialisation vue d'Afrique", *Alternatives Internationales*, 11 (novembre 2003).

⁴⁶⁸ Julius Nyerere, *Ujamaa-Essays on Socialism* (Dar Es Salaam : Oxford University Press, 1968).

⁴⁶⁹ Voir annexe 3.

afin qu'elle puisse jouer un rôle plus actif et continuer à répondre aux besoins de nos peuples et aux exigences de la conjoncture actuelle.

Cette « impérieuse et extrême urgence » de poursuivre le projet panafricain sous la conduite d'une institution plus efficace, est perçue comme découlant de défis géostratégiques majeurs (pauvreté, guerres, pandémies, par exemple) tous intrinsèquement liés à l'impuissance des États africains qui les empêche d'agir pour leurs intérêts au sein des structures politiques et économiques dominées par des États puissants hégémoniques.⁴⁷⁰ Les mécanismes actuels de la mondialisation (surtout dans sa forme économique) ont représenté aux yeux de Kadhafi, héritier de la vision continentale de Nasser et de Nkrumah, la nouvelle forme de l'oppression contre lequel il a préconisé « une Afrique forte et unie capable de relever les défis qui se posent à elle au niveau mondial... »⁴⁷¹

Lors de son lancement en 2001, le Nepad⁴⁷² est présenté comme le corps exécutif et technique de l'Union Africaine chargé de proposer et de mettre en œuvre des programmes de développement pour l'ensemble du continent. Parmi ses missions :

- éradiquer la pauvreté ;
- engager l'Afrique sur la voie du développement économique durable ;
- remédier à la marginalisation de l'Afrique dans la mondialisation.⁴⁷³

Tous ces éléments montrent que la mondialisation, ou plus précisément ses dysfonctionnements, a eu comme effet de redynamiser les panafricanistes. Cette nouvelle donne fait apparaître le projet d'union politique des États-nations africains défendues par tous les panafricanistes,⁴⁷⁴ comme la seule issue possible, la condition impérative qui ouvre la porte sur toutes les autres aspirations des peuples africains. C'est dans cet esprit que Sidi

⁴⁷⁰ Pour comprendre les causes du dérèglement de la mondialisation et la manière dont celle-ci contribue à aggraver les difficultés économiques des pays du tiers-monde, lire l'ouvrage de Joseph Stiglitz publié au début des années 2000 et qui occupe une place importante dans notre corpus théorique : *Globalization and its Discontents* (New York: Norton & Company, 2003). Nous utiliserons ses arguments notamment pour mettre en évidence le caractère contemporain des positions de Nyerere sur la mondialisation dans la dernière partie de cette thèse.

⁴⁷¹ La déclaration de Syrte.

⁴⁷² Très critiqué dans l'ouvrage de Patrick Bond (ed.), *Fanon's warnings : A Civil Society Reader on the New Partnership for Africa's Development* (Trenton (N.J) Africa World Press, 2005).

⁴⁷³ <http://www.au.int/fr/NEPAD>

⁴⁷⁴ Pour nous, cette thèse est aussi l'occasion de combattre une idée reçue dont les conséquences sur le développement du panafricanisme sont indiscutables; celle qui tend à présenter tous les dirigeants africains comme des panafricanistes. Dans son ouvrage Esedebe déplorait déjà le laxisme d'un grand nombre de spécialistes, peu soucieux de faire la distinction entre « ce qui est panafricain et ce qui ne l'est pas ». Nous pensons que cette tendance existe toujours et s'aggrave par le fait que l'on considère indistinctement tous les Chefs d' États africains comme des panafricanistes sans pour autant comprendre leur vision, s'ils en ont.

Tidiane Gaye déclarait en 2005 : « seuls les États Unis d’Afrique peuvent éviter aux Africains d’être les perdants d’une mondialisation irrésistible ». ⁴⁷⁵ Dans son ouvrage publié en 2014, le chercheur et militant panafricaniste, Amzat Boukari-Yabara est formel, « le panafricanisme reste un chantier d’avenir » ⁴⁷⁶ car, avec une mondialisation de plus en plus agressive, les militants panafricanistes qui peinent à réaliser les objectifs fixés par les générations précédentes voient surgir d’autres obstacles que ces derniers n’avaient pas pu anticiper. Avec la mondialisation qui frappe l’Afrique de plein fouet, le panafricanisme, parce qu’il existe depuis plusieurs siècles et demeure valide et réalisable, semble s’imposer comme la seule vision globale pour une Afrique unie en ce début du troisième millénaire. Les ouvrages et les articles publiés sur le sujet depuis le début des années 2000 sont autant de preuves de ce renouveau. Et il faut ajouter à cela que le fait que les efforts de certaines personnalités et organisations, qui tentent de lui substituer des idéologies nouvelles, prouvent le besoin d’une idéologie effective à la hauteur des aspirations des États et des peuples africains. Il reste à savoir si les idéologies proposées et défendues çà et là sont de véritables alternatives, des innovations inutiles et superflues ou encore des tentatives de diversion. ⁴⁷⁷ On peut également penser que chacune de ces idéologies (ou concepts) sans préméditation de la part de leurs promoteurs, à vocation à se positionner à l’instar de l’afro-centrisme ⁴⁷⁸ comme le socle théorique et philosophique du panafricanisme.

2. La diaspora africaine, quelle rôle et place dans le panafricanisme ?

La diaspora africaine est au panafricanisme ce que la diaspora juive est au sionisme. L’existence de la diaspora africaine a été essentielle au panafricanisme. Cette diaspora a joué un rôle important durant plusieurs générations pour élargir et répandre les idées associées au

⁴⁷⁵ <http://www.panapress.com/La-diaspora-souhaite-devenir-la-6eme-region-du-NEPAD-a-Syrte--12-618992-1-lang4-index.html> consulté le 9/09/15.

⁴⁷⁶ Amzat Boukari-Yabara, *Africa Unite!* (Paris: La Découverte, 2014).

⁴⁷⁷ Nous pensons que ce travail de comparaison et de confrontation est nécessaire, mais il sera l’objet d’un article que nous envisageons ultérieurement. Dans le cadre de cette thèse il s’agit de démontrer la validité ou non des thèses du panafricanisme et de ceux de Julius Nyerere en particulier pour le développement de l’Afrique et contre la mondialisation.

⁴⁷⁸ C’est ce que suggère les propos de Molefi Kete Asante (qui a plusieurs fois travaillé comme consultant de l’OUA et de l’UA) qui prétend dans une de ces conférences que : « Pan-Africanism is an empty shell without the substance of African agency ; and afrocentricity provides African agency. » Voir : https://www.youtube.com/watch?v=8Gf0mLdGY_E consulté le 10 septembre 2015.

panafricanisme. Mais le temps, la distance, l'altérité culturelle sont des facteurs qui contribuent à accentuer le bouleversement des rapports entre les membres de la diaspora et le continent et sa population. Paul Gilroy, l'auteur de *The Black Atlantic*, utilise la notion de "mongrel cultural forms" pour décrire les mutations culturelles et identitaires qui sont à l'œuvre au sein de la diaspora noire de Grande Bretagne, précisément.

I have argued elsewhere that the cultures of this group (Britain's black citizens) have been produced in a syncretic pattern in which the styles and forms of the Caribbean, the United States, and Africa have been reworked and reinscribed in the novel context of modern Britain's own untidy ensemble of regional and class oriented conflicts.⁴⁷⁹

Ces mutations culturelles et identitaires que connaissent les Africains de la diaspora ont pour effet de produire des complications et des mutations dans les relations entre Africains sur le continent et Africains vivants à l'extérieur du continent.⁴⁸⁰ Leurs relations ont connu et connaissent encore des bouleversements qui sont également influencés par des événements sociopolitiques en Afrique et dans le reste du monde noir.

D'Edward W. Blyden au *Black Power* en passant par Du Bois, des générations de leaders et de mouvements noirs ont vu dans « blackness » le trait physique caractéristique de « l'identité africaine ». Tous les Noirs sont des « Africains » est le message qu'on peut tirer de leurs discours. Cependant, le lien sentimental que les Noirs de la diaspora ont pu nourrir vis-à-vis de l'Afrique et des peuples du continent a connu des rebondissements liés au déroulement des événements sur le continent : la période précoloniale, et coloniale (de Berlin jusqu'aux années 1950) ; la période des indépendances (de 1960 jusqu'au milieu des années 1970), et celle des grands troubles postcoloniaux (entre 1966 et les années 1980), la période du multiculturalisme américain (à partir des années 1990 avec le gouvernement Clinton). Ce découpage correspond à des moments où le désir de s'identifier à l'Afrique était plus ou moins fort au sein de la diaspora noire, surtout celle des États-Unis d'Amérique. La période précoloniale peut elle-même être divisée en plusieurs autres. Mais si on prend en compte les années où le lynchage battait son plein, on voit que le désir de renouer avec l'Afrique est très fort, beaucoup envisageant de retourner physiquement en Afrique.⁴⁸¹ Durant la période coloniale, on remarque que peu de Noirs-Américains acceptent de s'identifier ouvertement à

⁴⁷⁹ Brazziel & Mannur 51.

⁴⁸⁰ Esedebe 227.

⁴⁸¹ Esedebe explique que la proclamation de l'émancipation (1863) a suscité beaucoup d'espoir chez les Noirs qui commencent à se considérer comme des Américains à part entière. Mais cet état est très vite retombé avec la recrudescence de la violence raciale.

l'Afrique à cause de l'image de « Heart of Darkness »⁴⁸². C'est au milieu de cette période que le terme « *African* » a été abandonné au profit « Negro » qui ne sera abandonné à son tour que dans les années 1960 pour être remplacé par « Black ». La période entre les années 1960 et 1970, durant laquelle des États africains indépendants voient le jour correspond avec un fort désir de s'identifier à une image de l'Afrique qui veut s'affirmer. Durant cette période, certains Noirs-Américains, des Jamaïcains, des Guyanais, vont résider et travailler sur le continent. Mais les problèmes politiques et économiques survenus à partir du milieu des années 1960 vont commencer progressivement à corroder la relation entre l'Afrique et sa diaspora. On peut dire que cette période débute avec le coup d'État au Ghana contre Nkrumah en 1966 avant de connaître son apogée durant les règnes des potentats et autres dictateurs comme Mobutu, Bokassa et Idi Amin. Cette période a grandement contribué à ternir l'image globale de l'Afrique. Il faut connaître ce contexte précis pour apprécier la signification de la chanson « African » de Peter Tosh⁴⁸³. On peut dire que c'est une période durant laquelle « l'*identité africaine* » ne faisait pas rêver les Africains de la diaspora ! Il n'était pas rare que certains d'entre eux décident de se définir par une identité autre que « l'*identité africaine* ».

Le rôle de la diaspora africaine au sein du panafricanisme aborde ainsi à partir de 1945 une tendance régressive, évoluant très rapidement du centre vers la périphérie ce qui s'est traduit par un rôle de plus en plus marginal de ce morceau de l'Afrique, qui ne perd pour autant pas son attachement idéologique et culturel à la terre et au peuples africains.⁴⁸⁴ En ce début de 21^e siècle, la question de la place de cette diaspora, qui elle-même ne cesse de connaître des mutations dans sa constitution même, réapparaît au cœur du débat sur l'avenir du panafricanisme face à une mondialisation brutale pour l'Afrique. Mais, prenons le temps de préciser ce que nous devons entendre par diaspora africaine aujourd'hui.

Si les spécialistes des études diasporiques sont unanimes pour dire que le concept de diaspora est un concept en perpétuel mutation, ils peuvent néanmoins se reconnaître dans la définition que Braziel et Mannur en ont proposée dans *Theorising Diaspora*⁴⁸⁵:

⁴⁸² Voir l'essai de Chinua Achebe, "Africa's Tarnished Name" 1998.

⁴⁸³ Peter Tosh, « African » *Equal Rights* (Label CBS 1977). Disponible sur youtube : <https://www.youtube.com/watch?v=Hxm1cU5Ewbw> consulté le 31 juillet 2016.

⁴⁸⁴ Certains auteurs issus des deux côtes ont souligné les tensions inhérentes aux relations entre les Africains et la diaspora. L'un des ouvrages important à ce sujet est : Joseph E. Harris (ed), *Global Dimensions of the African Diaspora* (Washington D.C.: Howard University Press, 1993). Parmi les articles de cet ouvrage celui de Elliot P. Skinner, « The Dialectics Between Diasporas and Homelands » (11-40) est particulièrement intéressant.

⁴⁸⁵ Jena Evans Braziel & Anita Mannur (eds.), *Theorising Diaspora* (Oxford: Blackwell Publishing, 2003).

Etymologiquement dérivé du terme grec diasporien, de dia-, 'à travers' et -sperien, 'à semer ou à disperser', diaspora peut être vue comme une désignation de l'autre qui a historiquement désigné des communautés de personnes qui ont été déplacées de leur terre natale à travers les mouvements de migration, d'immigration, ou d'exil.⁴⁸⁶

Pendant très longtemps le terme était utilisé pour faire référence à la dispersion des Juifs en réaction aux persécutions dont ils étaient victimes.⁴⁸⁷ Dans le cas des peuples noirs, le terme désigne aussi depuis longtemps la dispersion de populations d'origine africaine dans le reste du monde avec la traite négrière (y compris celle pratiquée par les Arabes) et le colonialisme. Mais aujourd'hui, le concept tend à s'élargir pour prendre en compte les phénomènes de dispersion volontaire à travers l'immigration, par exemple. À cause de ces phénomènes, l'expression 'diaspora africaine' est amenée à prendre une nouvelle signification. Aujourd'hui, si on parle de diaspora africaine, on cherche généralement à faire référence aussi bien aux migrants qu'aux nationaux (fruits de la traite des Noirs), qui, dans les principaux pays occidentaux (spécialement aux États-Unis) mais aussi en Amérique du Sud⁴⁸⁸, dans les Antilles et ailleurs, continuent, à travers des initiatives diverses, à entretenir les liens historiques et culturels qui les unissent au continent africain. Notre utilisation du terme diaspora englobe ces deux groupes qui coopèrent assez naturellement dans des initiatives communes au service du panafricanisme. L'ONG panafricaniste fondée et dirigée par un Africain-Américain, Melvin P. Foote, CFA (*Constituency for Africa*)⁴⁸⁹ et la fédération des travailleurs Africains de France (FETAF) dirigé par le sénégalais, Sidi Tidiane Gaye,⁴⁹⁰ ont ensemble joué un rôle très actif dans l'orientation politique du Nepad.⁴⁹¹

Aujourd'hui l'une des grandes questions qui préoccupent les panafricanistes est celle de la promotion de relations interculturelles permanentes entre l'Afrique et sa diaspora.⁴⁹² Si tous

⁴⁸⁶ Braziel & Mannur 1.

⁴⁸⁷ » <http://www.cnrtl.fr/definition/diaspora>

⁴⁸⁸ Voir pour ce qui concerne le Brésil, le *Quilombismo* théorisé par Abdias do Nascimento (1914-2011) qui y est une représentation du panafricanisme.

⁴⁸⁹ Le principal objectif de cette organisation très active dans les coulisses du pouvoir politique en Afrique et aux États-Unis est: (« *to build public and private support for Africa, and to help shape a progressive U.S. policy towards Africa* »).

⁴⁹⁰ Lire ces deux brèves publiées sur un site d'information panafricain : <http://www.panapress.com/La-diaspora-souhaite-devenir-la-6eme-region-du-NEPAD-a-Syrie--12-618992-1-lang4-index.html> et <http://www-panapress.cms-france.net/Un-lobby-americain-mobilise-la-Diaspora-en-faveur-du-NEPAD--12-689100-65-lang1-index.html> (consulte le 8/9/15).

⁴⁹¹ Pour en savoir plus au sujet de l'implication de la diaspora noire américaine dans les affaires africaines lire : Michael L. Clemons (ed.), *African Americans in Global Affairs : A contemporary perspective* (New York : Northeastern University Press, 2010).

⁴⁹² C'est le thème, par exemple, d'un colloque international sponsorisé par les Nations Unies sur le « Pan-Africanism and Négritude : Dialogues between Africa and the African Diaspora (Past, Present, Future) », et qui s'est tenu à l'université de Howard à Washington entre le 4 et le 6 Novembre 2015.

les panafricanistes sont unanimes sur la nécessité de maintenir ce pont culturel, ils divergent sur les principes qui doivent le soutenir. Si, actuellement, les opposants du panafricanisme reconnaissent la nécessité de ces interactions culturelles qui sont la condition même de l'existence d'une diaspora, ils se montrent très critiques vis-à-vis des mécanismes de leur mise en œuvre. Pour eux ces mécanismes visent simplement à promouvoir un panafricanisme qui véhicule une vision déformée voire archaïque de ce que doit être l'Africain.⁴⁹³ A l'instar d'un Achille Mbembe, ils semblent plutôt favorables à des formes d'alter-panafricanisme⁴⁹⁴ pour marquer leurs frustrations dans la manière dont celui-ci tend à aborder la question de la culture et de l'identité africaine.

3. Quelles stratégies pour réaliser l'unité africaine ?

Pour qu'elle puisse jouer normalement son rôle et atteindre son principal objectif qui est très clairement la création de l'unité africaine, l'UA doit d'abord fonctionner normalement. Et on constate que la plupart des problèmes qui ont entravé le bon fonctionnement de l'OUA et l'ont empêché d'être efficace sur la quasi-totalité des dossiers importants se retrouvent, malgré les tentatives de réformes successives, dans l'actuelle Union Africaine. Packer et Rukare font partie des rares spécialistes de la question qui pensent que l'Union est effectivement dotée d'une structure beaucoup plus solide que son successeur et que certains de ces organes ont le potentiel de contribuer positivement et considérablement au succès de l'organisation. Puisque les critiques se focalisent en particulier sur l'aspect organisationnel interne de l'Union, il est nécessaire d'examiner minutieusement les relations entre les organes pour évaluer ses forces et les faiblesses.

Packer et Rukare notent une certaine solidité dans les organes exécutifs de l'UA mais il nous semble que leur analyse pourrait aller un peu plus loin pour interroger la manière dont ils fonctionnent individuellement et interagissent avant de tirer des conclusions.

L'observateur est d'abord frappé par le nombre important des organes qui composent l'Union Africains (au départ 9 et aujourd'hui 12). On peut d'emblée supposer que ce nombre peut être

⁴⁹³ Arjun Appadurai, "Disjuncture and Difference in the Global Cultural Economy" dans Braziel & Mannur 25-48.

⁴⁹⁴ On parle aujourd'hui d'Afropolitanisme et d'Afropolitanisme.

une cause de lenteurs dans les processus de prise de décision et peut par conséquent affecter de manière négative l'application des mesures prises.

Toutefois, les thèmes développés dans quelques articles récents montrent que beaucoup d'universitaires africains restent convaincus du potentiel transformateur du panafricanisme si les principaux acteurs politiques comprennent et restent fidèles à ses principes et si les institutions panafricaines et leurs bras exécutifs (*la question de leur nombre et de leur efficacité se pose*) parviennent à concevoir des stratégies efficaces et les mettre en œuvre de la manière la plus efficace. Trois pistes stratégiques semblent aujourd'hui retenir l'attention des acteurs et des spécialistes :

Olayiwola Abegunrin⁴⁹⁵ s'intéresse au rôle que pourrait jouer les géants de l'Afrique que sont le Nigeria et l'Afrique du Sud qui pourraient, pense-t-il, en poursuivant une « stratégie hégémonique » bâtir un large réseau d'interconnexion⁴⁹⁶, qui, partant de l'ouest de l'Afrique vers le sud en passant par l'est, mettrait l'Afrique de manière certaine sur la voie de l'unité politique et économique.

Ces deux pays, depuis le début des années 60, quand le Nigeria soutenait le peuple noir d'Afrique du Sud et ses dirigeants de diverses manières, jusqu'à nos jours, où les deux tentent, parfois de manière concertée, de contrôler l'orientation de la politique africaine à travers une plus grande implication dans les instances de l'Union Africaine, travaillent de concert⁴⁹⁷ pour instaurer la stabilité politique en Afrique pour leurs propres intérêts et supposément pour ceux des autres pays africains. Le poids politique et économique de ces deux pays⁴⁹⁸ est indiscutable mais la manière dont ils pourraient peser réellement et durablement sur la politique africaine globale reste floue pour de multiples raisons.⁴⁹⁹

⁴⁹⁵ Olayiwola Abegunrin, *Africa in Global Politics in the Twenty-first Century. A Pan-African Perspective* (New York: Palgrave MacMillan, 2009).

⁴⁹⁶ La théorie de l'inter-connectivité développée dans le A de la partie III.

⁴⁹⁷ A l'exception de la période d'hostilité entre Nelson Mandela et le régime de Sani Abacha avec son lot d'emprisonnements arbitraires et d'assassinats politiques (Ken Saro Wiwa). Durant cette période, Mandela critiquait ouvertement la dictature militaire au Nigeria, et la coopération politique et économique entre les deux pays était au point mort.

⁴⁹⁸ Le Nigeria est la première puissance économique et reste le plus grand marché africain compte tenu de sa population (177 millions) et l'Afrique du Sud est la deuxième puissance économique et reste le pays le plus industrialisé d'Afrique.

⁴⁹⁹ Parmi les raisons les plus évidentes : leurs difficultés sur le plan interne et l'ambiguïté qui entoure leur politique africaine.

E. Ike Udogu⁵⁰⁰ pense que le véritable frein à l'essor du panafricanisme au 21^e siècle est la crise de leadership au niveau des États-nations comme au niveau continental, point de vue partagé par Théophile Obinga⁵⁰¹. Pour Udogu, ceci doit être la question centrale pour les militants panafricanistes. Ce faisant il reprend à son compte les théories de l'exemplarité et du bon voisinage (vu plus haut), selon lesquelles l'action des gouvernants et des dirigeants panafricanistes responsables (par opposition à ceux qui semblent motivés uniquement par leurs intérêts et leur maintien au pouvoir)⁵⁰², peut avoir comme effet de favoriser les rapprochements entre les États et les peuples, en les incitant à envisager un destin commun et à œuvrer ensemble dans une voie qui peut mener à sa concrétisation. Cette approche que certains qualifient de « gradualiste » est combattue par ceux qui pensent que l'union doit se faire immédiatement avec les États qui souhaitent y participer sans aucune autre considération, une « *coalition of the willing* », comme le nomme Molefi K. Asante. Ces derniers utilisant l'argument des effets négatifs de la mondialisation, comme Nkrumah et ses partisans utilisaient l'argument de la balkanisation, tentent de redonner un nouveau souffle à la stratégie de l'unification l'immédiate.

⁵⁰⁰ E. Ike Odugu, "Confronting the Challenges and Prospects in the creation of a Union of African States in the 21th century", *Cambridge Scholars*, 2010.

⁵⁰¹ Theophile Obenga, *L'État fédéral d'Afrique noire : la seule issue* (Paris : L'Harmattan, 2012) 8.

⁵⁰² Odugu 11-12.

Partie IV

**L'AFRIQUE DE L'EST ENTRE EN SCÈNE : Julius Nyerere,
figure panafricaniste d'exception**

IV. L'AFRIQUE DE L'EST ENTRE EN SCÈNE : Julius Nyerere, le théoricien panafricaniste

A. Les grandes lignes de sa carrière politique

Kambarage⁵⁰³ Nyerere, premier chef d'état de la Tanzanie indépendante est aujourd'hui reconnu en Afrique, et plus particulièrement dans son pays pour son intégrité et son exercice modéré du pouvoir.⁵⁰⁴ Les nombreux travaux consacrés à son régime et au concept socialiste et agraire, *Ujamaa*, sont à la dimension de l'intérêt grandissante que son œuvre suscite au sein de la communauté scientifique mondiale. Ses efforts dans la recherche du modèle économique le mieux adapté pour la Tanzanie ont propulsé cette dernière parmi les pays africains les plus étudiés par les économistes à partir des années 1970. Sa contribution sur le plan des idées panafricanistes, également vaste et dense, demeure, en revanche, toujours très peu étudiée. Cela s'explique, en partie, par l'ubiquité de Kwame Nkrumah sur la scène panafricaniste entre 1945⁵⁰⁵ et 1966, l'année à laquelle il fut renversé par un coup d'Etat militaire. Pourtant, tout le cheminement politique et intellectuel de Julius Nyerere témoigne bien d'un engagement exceptionnel pour l'Afrique, aussi bien sur le plan continental qu'international, comme nous le verrons tout au long de cette thèse, qui est consacrée à sa pensée politique et panafricaniste.

Les bouleversements que le monde a connu ces dernières années (la question des réfugiés de guerre, le problème des migrations clandestines, la crise économique, les relations commerciales de plus en plus déséquilibrées entre les pays du Nord et ceux du Sud) ont contribué à la redécouverte de sa pensée, comme l'indiquent les nombreuses distinctions posthumes : en 2004 le magazine panafricaniste *New African* le place à la quatrième place⁵⁰⁶

⁵⁰³ Nom donné par sa mère et inspiré de la mythologie locale. Il évoque dans la croyance ancienne de cette région de l'Afrique l'esprit bienfaiteur qui réside dans la pluie.

⁵⁰⁴ Il existe aujourd'hui dans le pays une initiative portée par des chefs religieux tanzaniens qui cherchent à honorer la mémoire de « Julius ». Celle-ci rassemble des Chrétiens et des Musulmans tanzaniens qui estiment que leur premier président a été un saint homme et mérite à ce titre la canonisation par l'église catholique. Ce projet a en effet suscité de vives réactions comme le montre le documentaire, *The Road to Sainthood* réalisé par Mwene J. Ikaweba et disponible à l'adresse suivante : <https://www.youtube.com/watch?v=WJzCwO5d9Ak>. Il a aussi provoqué un regain d'intérêt pour l'œuvre et la personnalité de Julius Nyerere qui s'est traduit par des publications récentes le concernant : Paul Bjerck, *Building a Peaceful Nation : Julius Nyerere and the Establishment of Sovereignty in Tanzania, 1960-1964* (Rochester (N.Y) : Boydell & Brewer, 2015). (Thèse de Doctorat soutenue en 2008 à l'Université du Wisconsin-Madison) ; Thomas Molony, *Nyerere: The Early Years* (New York: James Currey, 2014).

⁵⁰⁵ Voir Partie I qui aborde l'histoire du panafricanisme.

⁵⁰⁶ Dans les trois premières places on retrouve les noms de Nelson Mandela (Afrique du Sud), de Kwame Nkrumah (Ghana) et celui de Robert Mugabe (Zimbabwe). Remarquons au passage que toutes les personnalités

des plus grandes personnalités africaines de tous les temps, et en 2007 l'Union Africaine a lancé le programmes de bourses Mwalimu Nyerere en reconnaissance de ses efforts intellectuels et politiques pour l'amélioration de l'éducation en Afrique postcoloniale. En revanche, les publications critiques, qui remettent en cause les fondements théoriques et les modalités de mise en œuvre de sa politique économique demeurent et continuent à assombrir le tableau, même si elles ne sont pas toujours tout à fait objectives. Précisons, toutefois, que l'objet de cette thèse n'est pas d'analyser les échecs politiques de Julius Nyerere, mais de comprendre et d'expliquer la finalité de sa vision politique à partir de ses propres écrits.

1. Milieu social et contexte politique

D'abord, concernant les sources consultées pour la rédaction de cette sous-partie, il est important de remarquer que jusqu'à très récemment, c'est-à-dire en 2014, il n'existait pas de biographie complète de Julius Nyerere donnant des informations fiables et objectives sur son enfance et sa jeunesse. Ce vide biographique n'a été comblé que très récemment. Les biographies qui existaient jusqu'à cette date ne s'intéressaient qu'à des aspects particuliers de sa vie publique.⁵⁰⁷ Pour cette raison, il nous a fallu, dans un premier temps, chercher à comprendre la personnalité de l'homme d'Etat à travers les informations que nous avons pu collecter sur l'environnement socio-politique, où il a passé sa jeunesse. Ensuite, nous avons pu confronter nos déductions aux éléments apportés par Thomas Molony. Celui-ci a réalisé une étude bien documentée de la vie de Julius Nyerere dans son *Nyerere : The Early Years*.⁵⁰⁸ Cet ouvrage s'appuie sur des sources épistolaires (lettres d'amis proches parmi les missionnaires des Pères Blancs, correspondance avec des officiers des services coloniaux britanniques à Londres et à Dar Es Salam) et des documents d'archives concernant les étudiants originaires du Tanganyika (ex : *Fabian Colonial Bureau*) jusque-là inexplorées, ainsi que sur des entretiens avec ses amis d'enfance. Il est donc indispensable pour ceux qui

citées dans ce classement appartiennent à l'histoire récente de l'Afrique. Ceci démontre très clairement que la plupart des Africains en savent très peu sur leur histoire, mais ceci n'est pas l'objet de notre étude.

⁵⁰⁷ Listowel, *The Making of Tanganyika* (London: Chatto & Windus, 1965). Hatch, *Two African Statesmen: Kaunda of Zambia and Nyerere of Tanzania* (London: Secker & Warburg, 1976). Pratt, *The Critical Phase in Tanzania* (Nairobi: Oxford University Press, 1978). Mwakikagile, *Nyerere and Africa: End of an era* (Dar Es Salaam, New Africa Press, 2010). Brennan, *Taifa: Making nation and race in urban Tanzania* (Athens, OH: Ohio University Press, 2012).

⁵⁰⁸ Thomas Molony, *Nyerere: The Early Years* (New York: James Currey, 2014).

voudraient connaître plus de détails sur le parcours de Julius Nyerere entre son village natal et l'université d'Edinburgh, où il a poursuivi ses études supérieures entre 1949 et 1952.

Qui était Julius Kambarage Nyerere ? Quelles étaient ses origines sociales ? Il est né Kambarage Nyerere le 13 avril 1922 à Butiama au nord-ouest du Tanganyika, qui a d'abord été une colonie allemande avant de devenir un territoire sous mandat, mis sous la tutelle des Britanniques après la Première Guerre mondiale par la S.D.N⁵⁰⁹. Le père de Kambarage, Nyerere Burito (1860-1942) était le chef de l'ethnie *Zanaki*.

a. *Le Tanganyika sous mandat*

Comment était organisé le système colonial dans lequel il a évolué ? Comment celui-ci a-t-il contribué à façonner sa personnalité politique ?

Le système d'administration mis en place par les Allemands reposait, notamment dans les régions où il n'existait pas (selon les critères d'évaluation de ses mêmes colons) une organisation tribale suffisamment sophistiquée, sur une subdivision en « districts » avec à leurs tête des « officiers de district » qui pouvaient s'appuyer sur des officiers subalternes nommés *akidas* et *jumbes*. Ce système a été préservé par les autorités britanniques.⁵¹⁰ Le Gouverneur Sir Horace Byatt introduit en 1923 un premier cadre légal d'une administration indirecte britannique avec une *Native Authority Ordinance* qui donne aux officiers britanniques et à leurs subordonnés autochtones la prérogative d'édicter des lois et de les appliquer dans leurs juridictions respectives. C'est à partir de ces bases administratives et légales que le Gouverneur Sir Donald Cameron, qui dirige la colonie entre 1925 et 1931, a pu bâtir le système d'administration indirect resté en vigueur au Tanganyika durant tout le reste de la présence coloniale britannique. Selon ses propres mots, la *Native Authority Ordinance* de 1926 avait pour but le maintien de la cohésion des sociétés autochtones et l'amélioration des capacités administratives des chefs traditionnels par le biais d'une formation assurée par les officiels britanniques.⁵¹¹ L'extrait suivant nous fournit quelques renseignements sur la procédure, qui était généralement suivi pour désigner les chefs :

⁵⁰⁹ L'article 22 du Pacte de la S.D.N contient les principes généraux du régime du mandat.

⁵¹⁰ Lord Hailey, *An African Survey*. 1938. 435.

⁵¹¹ Lord Hailey 436.

It will be understood that, as in Nigeria, the chief or headman obtains that position by the customary usage of his community, whether it be hereditary or by selection, and the administration intervenes mainly in order to settle disputes as to succession. He acquires the constitutional position of native authority only when he is recognized by the administration as such; and it is implied that, in acting in this capacity, he maintains the customs of his community in respect of consultation with his council. The membership of the council is not prescribed by the administration; it is regulated by local custom.⁵¹²

Mais il est important de noter que, par exemple, contrairement au Nigéria où les principaux groupes ethniques (Yoruba, Ibo) avaient (et continuent à avoir) une grande importance sur l'échiquier politique, la plupart des colonies britanniques de l'Afrique de l'Est (exception faite du Kenya) ont connu des circonstances politiques qui n'ont pas favorisé les rivalités entre les différentes ethnies, celles-ci étant beaucoup moins importantes dans cette région du point de vue de leur taille. Et le fait que les chefs traditionnels de cette partie de l'Afrique ont été beaucoup plus nombreux à percevoir une très faible rémunération a, sans doute, été un facteur déterminant. Lord Hailey nous apprend, par exemple, qu'au Nigéria le système de gouvernance indirecte avait, à l'inverse, engendré l'enrichissement personnel de certains « Chiefs » ou « Paramount Chiefs », ce qui a contribué à exacerber les tensions ethniques et à fragmenter et fragiliser le mouvement nationaliste dans les années 1930-1940.⁵¹³ On peut affirmer que, dans le cas du Tanganyika, ces relations inter-ethniques, relativement apaisées, ont été propices à une transition politique tranquille vers l'ère postcoloniale, qui, elle, a produit, sous l'égide de Nyerere, l'un des modèles démocratiques les plus stables sur l'ensemble du continent. On peut penser que le système d'administration indirecte a été mieux adapté au cas du Tanganyika, à cause principalement de l'absence de groupes ethniques dominants et/ou rivaux, et moins bien adapté au cas du Nigeria ou celui de l'Ouganda, par exemple, où le Bouganda avait presque toutes les caractéristiques d'une nation à part entière.⁵¹⁴ Dans le Tanganyika où Julius Nyerere a grandi, la légitimation de l'autorité

⁵¹² Lord Hailey 438.

⁵¹³ C'est l'opinion que défendra une personnalité comme CLR James et Lapido Solanke de la WASU que nous avons évoqué dans la première partie.

⁵¹⁴ Quand on voit la situation du Nigeria (au Nord notamment) et de l'Ouganda où sévissent les terroristes de Bokko Haram et de la *Lord's Resistance Army* de Joseph Kony avec la complicité des chefs traditionnels, qui entretiennent une tradition de défiance à l'égard des pouvoirs centraux, dont ils n'ont jamais accepté de reconnaître l'autorité, on comprend que les gouvernements, qui ont succédé aux colons dans ces pays, ont failli dans leur mission de construction nationale, parce qu'ils ont sous-estimé les revendications des chefs traditionnels ou ont pensé qu'en les éliminant physiquement la menace allait disparaître d'elle-même. On voit aujourd'hui avec le Ghana (Ashanti), le Nigeria (au nord) où la dimension religieuse est également réelle, et l'Ouganda, que certains de ces chefs ont réussi à préserver leur pouvoir au grand dam de la construction nationale.

publique, que détenait son père Nyerere Burito dans son village natal de Butiama, se faisait par la voie du consensus.

Le fait d'avoir grandi dans le foyer d'un chef traditionnel dans les circonstances que nous venons de décrire a permis à Julius Nyerere de développer une philosophie politique et une approche de l'autorité le distinguant de ses contemporains. Ali Mazrui attribue cette caractéristique de la vie politique tanganyikaise à ce qu'il a identifié comme étant « une tradition de l'acceptation de l'autorité » dans cette colonie. Il ajoute :

Even during the colonial period Tanganyika did not have a militant form of nationalism. There was a certain *gentleness* in Tanganyika's "struggle" for independence which made it hardly a struggle at all. And it was fitting that Tanganyikans should have accepted the leadership of a gentle personality like Nyerere.⁵¹⁵

Bien qu'il soit utile de noter l'absence ou plutôt la faiblesse d'une forme de nationalisme militant au Tanganyika (comme l'a fait Mazrui), il est aussi nécessaire d'insister sur les origines de cette tradition de modération politique.

Si les Tanganyikais avaient choisi Nyerere simplement par aversion au « militantisme nationaliste », un meilleur choix aurait, peut-être, été Mr. Ivor Bayldon, chef de l'UTP (United Tanganyika Party), dauphin du Gouverneur Twining, qui prétendait proposer une alternative plus modérée au militantisme nationaliste du TANU. Et pourtant, ils n'ont eu aucun mal à choisir, puis, à soutenir Julius Nyerere.

Il faut tout de même reconnaître que Nyerere est bien le fruit de cette tradition de vie politique et sociale apaisée, qui a longtemps caractérisé le Tanganyika. Il a su incarner et tirer profit de cette atmosphère politique particulière. Mais, il faut aussi insister sur le fait qu'il a su, durant toute sa jeunesse, observer et apprendre des qualités et des faiblesses de son père dans sa méthode d'exercice du pouvoir⁵¹⁶, et approfondir ainsi ses connaissances des sociétés et des traditions locales. C'est de cette manière qu'il a pu tirer avantage de l'hostilité des autorités coloniales à son égard, comme le souligne Pratt⁵¹⁷ affirmant que la stratégie de discréditation

⁵¹⁵ Ali A. Mazrui & Lindah L. Mhando. *Julius Nyerere: Africa's Titan on a Global Stage. Perspectives from Arusha to Obama* (Durham: Carolina Academic Press, 2012) 60.

⁵¹⁶ Molony 40-41.

⁵¹⁷ Cranford Pratt, *The Critical Phase in Tanzania, 1945-1968: Nyerere and the Emergence of a Socialist Strategy* (Cambridge: Cambridge U. Press, 1976).

menée par le Gouverneur Twining contre lui et son parti politique le TANU n'avait fait qu'augmenter leur popularité.⁵¹⁸

A partir des éléments ci-dessus, nous pouvons déduire que les Tanzaniens n'avaient pas suivi et soutenu Nyerere simplement parce qu'il incarnait une forme de tranquillité parfaite à leurs yeux, mais aussi et surtout parce qu'il avait appris à connaître le peuple en profondeur et savait parfaitement comment s'y prendre pour capter son imagination et sa confiance. Nyerere avait pris le soin d'étudier son groupe ethnique et des aspects de la société africaine dans sa jeunesse : ceci se lit dans son article « The Wa-Zanaki Country and Customs of the Wa-zanaki » (1941) ou encore dans son essai inédit intitulé « Race Problem in East Africa » (1950).⁵¹⁹ Il ne s'est pas limité qu'à l'étude de ces sociétés, mais il s'est aussi confronté, dans plusieurs de ses écrits, à leurs fondements philosophiques avec une posture critique. Et, la manière dont il s'est approprié certaines grandes idées des philosophes occidentaux (Rousseau, Kant, Mill et d'autres), nous le verrons plus loin, font de lui un esprit universel soucieux de découvrir les valeurs fondamentales communes à l'humanité. On ne peut qu'insister, comme l'ont fait l'ensemble de ses biographes⁵²⁰, sur son ouverture d'esprit qui a marqué son parcours entre son initiation philosophique et politique dans un petit village du Tanganyika et sa découverte de certains penseurs occidentaux dans les bibliothèques de l'université d'Edinbourg en Ecosse. Ce parcours a fait en sorte qu'il a toujours vu son rôle comme celui d'un modèle pour son peuple et celui d'un médiateur entre l'Afrique et l'Europe.

b. L'importance de la situation familiale

Que pouvons-nous dire du foyer familial pour éclairer davantage notre compréhension du personnage politique ? Ce n'est pas tant la structure familiale, similaire à celle de plusieurs autres familles africaines, qui mérite notre attention. Nous nous interrogeons plutôt sur le rang qu'il y a occupé et les responsabilités associées à celui-ci, à l'intérieur et à l'extérieur de la cellule familiale, dans le village et dans la communauté au sens large.

⁵¹⁸ Pratt 24-42.

⁵¹⁹ Molony 73 & 143.

⁵²⁰ Judith Listowel, *The Making of Tanganyika* (London: Chatto & Windus, 1965). William Edgett Smith, *Nyerere of Tanzania* (London: Victor Gollancz, 1973). John Hatch, *Two African Statesmen: Kaunda of Zambia and Julius Nyerere of Tanzania* (London: Secker & Warburg, 1976).

La mère de Julius Nyerere, Mugaya Nyang'ombe, était la cinquième épouse du Chef Nyerere Burito et partageait le foyer conjugal avec une vingtaine de coépouses et leurs enfants. Nyerere a grandi dans ce contexte où il pouvait observer de près tous les éléments généralement associés à la société africaine comme la polygamie, l'hospitalité, pour ne citer que deux exemples récurrents. Son père représentait, quant à lui, l'autorité traditionnelle (reconnue par la communauté) et symbolisait en même temps le lien avec le monde extérieur, le pouvoir colonial, perçu comme l'autorité suprême et l'incarnation d'une vision encore plus large de la communauté.

On sait aussi que Nyerere était le puîné de sa mère et avait trois frères et quatre sœurs « maternels ». ⁵²¹ Ce fait mérite d'être mentionné, car, sans pour autant revenir sur l'importance du matriarcat dans les sociétés africaines déjà traitée par des auteurs majeurs ⁵²², on peut rappeler que l'âge et le sexe sont des facteurs déterminants de l'éducation de l'enfant dans les traditions d'un grand nombre de peuples africains, et que la position sociale de la famille dans la communauté (tribu, ethnie, village, etc.) engendre nécessairement des responsabilités et des devoirs de la part de l'enfant vis-à-vis de cette même communauté. Il est vrai que Nyerere n'est pas la seule personnalité politique de sa génération à avoir grandi tout en ayant clairement conscience de son devoir d'exemplarité au sein de sa communauté. Parmi ses homologues africains, beaucoup d'autres ont vécu et grandi dans des circonstances similaires, c'est-à-dire en ayant conscience de devoir toujours être irréprochables pour préserver l'honneur de toute une famille ou celui d'un clan. Mais, ce qui rend le cas de Julius Nyerere encore plus singulier c'est d'avoir grandi en ayant conscience d'une responsabilité sociale à plusieurs versants. D'un côté il était un grand frère pour le foyer maternel, censé à ce titre, montrer, dans tous les domaines, la voie à suivre à ses petits frères et petites sœurs. De l'autre, en tant qu'héritier potentiel de la chefferie de Burito, il était un modèle de conduite pour les jeunes de sa génération et le garant de l'honneur de tout le foyer paternel. Parmi les hommes politiques africains de sa génération, on peut comparer ses origines à celle de Seretse Khama (1921-1980) qui était également enfant de chef important de son pays puis Président de la République du Botswana. On connaît la carrière qui a été la sienne et qui lui a valu d'être sans cesse présenté comme le modèle africain de l'exercice démocratique et modéré du pouvoir. Il serait intéressant, dans le cadre des études de politique africaine, de faire une étude comparative des personnalités politiques africaines sur la base de leurs origines sociales.

⁵²¹ Molony 34.

⁵²² Voir l'ouvrage de Cheikh Anta Diop consacré à ce sujet, *L'Unité culturelle de l'Afrique noire* (Paris : Présence Africaine, 1959).

A ce propos on peut évoquer brièvement les travaux d'Amadou Hampâté Bâ (1901-1991). Ce dernier dénonce dans ses mémoires ce qu'il considérait comme le renversement brutal, par le système colonial français, de la hiérarchie sociale dans les sociétés africaines. Il explique que dans le cadre de l'Afrique occidentale française (AOF), où il a servi comme fonctionnaire du gouvernement colonial, les gouverneurs des colonies n'hésitaient pas à abuser de leurs pouvoirs pour nommer et destituer des chefs sans prendre en compte les sentiments et les avis des populations. Par opposition, le système d'administration indirecte (*indirect rule*), privilégié par les britanniques, a permis à une ethnie minoritaire comme celle des *Zakani* non seulement de survivre mais aussi de maintenir, à travers un chef dont l'autorité était reconnue par les membres, une organisation sociale stable.

Le souci qu'a montré Nyerere durant toute sa vie de devoir partout, et en toutes circonstances, se conduire de façon exemplaire, lui vient de son éducation dans une structure familiale à la fois normale pour une société africaine et particulière compte tenu de la position sociale qui était celle de son père.⁵²³ Dans une certaine mesure cette attitude a servi son ambition politique dans un pays encore peu urbanisé au milieu des années 1950, et où les valeurs coutumières et traditionnelles avaient été préservées par la politique des puissances coloniales qui s'y étaient succédé. On peut dire que si Burito Nyerere a pu transmettre à son fils et potentiel successeur Kambarage certaines qualités de dirigeants comme le sens du devoir et de la responsabilité, il a su lui-même s'imposer les valeurs et les principes qui ont caractérisé son approche de l'exercice du pouvoir (l'exemplarité, le sens du devoir, la modestie) à partir des enseignements tirés de la foi chrétienne qu'il a adoptée à l'âge de 21 ans, devenant ainsi Julius Kambarage Nyerere.⁵²⁴ Si, par exemple, il a toujours tenu à vivre modestement c'est sans doute parce qu'il avait reçu une éducation qui allait dans ce sens, mais c'est aussi parce qu'il était un fervent catholique et un homme politique adepte du socialisme. En tant que Président de la Tanzanie il a su gouverner par l'exemple comme en atteste ce témoignage :

His personal example was a leader who always lived modestly, never wanted to drive about in big cars with huge escorts or to live grandly. The visitor to State House in Dar Es Salam would find no fancy furniture or lavish decoration. Nyerere had grown up simply and went on living in the same way. [...] he never wanted pomp around him.⁵²⁵

⁵²³ A ce propos voir le documentaire, *Mwalimu Julius Nyerere* : <<https://www.youtube.com/watch?v=HQ6h2FbOhYc>> consulté le 25 janvier 2015.

⁵²⁴ Il fut baptisé le 23 décembre 1943 par un Père Blanc du nom d'Aloysius Junker. Molony 63.

⁵²⁵ Darek Ingram (Co-founder of the Commonwealth Journalists Association), "The Modest Ways of Julius Nyerere" <<file:///C:/Users/Lamine/Downloads/Derek%20Ingram.pdf>> consulté le 25 décembre 2013.

2. Son éducation

a. A Makerere

Après ses études primaires à Musoma, ville située à quelques kilomètres au nord de son village natal, il intègre l'école secondaire à Tabora en 1937.⁵²⁶ En 1942 est admis à Makerere College (aujourd'hui Makerere University, Ouganda). Il traverse alors, pour la première fois, la frontière pour rejoindre la capitale ougandaise, Kampala. Il obtient son brevet d'enseignant en 1945.

Avant d'aborder quelques détails importants de son passage à Makerere, prenons le temps de présenter brièvement cette institution qui a formé d'autres grandes figures africaines comme, par exemple, l'homme politique ougandais Milton Obote et l'essayiste et romancier kenyan Ngugi Wa Thiongo.

Makerere est aujourd'hui la plus ancienne et la plus prestigieuse université ougandaise. Elle se trouve à Kampala, et attire des étudiants venus de tous les pays d'Afrique de l'Est et d'ailleurs. Des penseurs panafricanistes tels que Walter Rodney et Ali Mazrui ont enseigné dans cette institution. Elle est célèbre pour avoir accueilli la première conférence des écrivains africains en 1962. Pour cela elle se positionne comme la plus panafricaniste des universités africaines. Mais Makerere n'a pas toujours été cette université qui forme des intellectuels et des universitaires africains. Ses débuts ont été beaucoup plus modestes. En effet, l'idée du Gouverneur Robert Coryndon⁵²⁷ qui a fut à l'origine de sa fondation en 1922 était de créer une école de formation professionnelle pour les jeunes indigènes,⁵²⁸ où ils pouvaient apprendre la menuiserie et la mécanique, par exemple. Makerere est restée une école de formation professionnelle jusqu'en 1937.⁵²⁹ Puis, suite à la publication du rapport de la commission sur l'éducation supérieure dirigée par Earl De La Warr, favorable à l'introduction d'un enseignement supérieure classique en Afrique de l'Est, le Gouverneur Philip Mitchell⁵³⁰

⁵²⁶ Molony 43.

⁵²⁷ Gouverneur de la colonie de l'Ouganda entre 1918 et 1922.

⁵²⁸ Entre 1922 et 1927 la totalité des étudiants inscrits sont originaires de la colonie de l'Ouganda. L'ouverture aux autres colonies de l'Afrique de l'Est ne devient effective qu'en 1928 avec l'admission du premier étudiant venu de la colonie du Kenya. Entre 1928 et 1943 les inscrits sont exclusivement originaires de quatre territoires (Ouganda, Kenya, Tanganyika, Zanzibar). A partir de 1944 des étudiants venus de la Rhodésie du Nord (actuelle Zambie) du Nyassaland (Malawi), de l'Ethiopie, et du Soudan comptent parmi les inscrits. J.E. Goldthorpe. *An African Elite: Makerere College Students, 1922-1960* (Nairobi: Oxford University Press, 1965) 26.

⁵²⁹ Margaret MacPherson, *They Built for the Future. A Chronicle of Makerere University College, 1922-1962* (Cambridge: Cambridge University Press, 2009).

⁵³⁰ Gouverneur entre 1935-1940.

entame alors des réformes pour rehausser le statut de l'école, qui prend ensuite le nom de Makerere College. Durant la Seconde Guerre mondiale, la commission Asquith va encore plus loin et propose de rattacher Makerere à l'Université de Londres. Les autorités coloniales acceptent de suivre les recommandations de la commission Asquith et Makerere School devient en 1949 « Makerere College, the University College of East Africa ». ⁵³¹ Ce changement a eu des répercussions importantes sur la suite de la carrière de Julius Nyerere, qui n'avait obtenu qu'un certificat lui permettant d'exercer le métier d'enseignant. Ce changement de statut lui a donné l'occasion d'intégrer enfin une université britannique. Il est finalement accepté à l'université d'Edinbourg en 1949. Que faut-il retenir du passage de Julius Nyerere à Makerere ?

En 1944 il y fonde avec d'autres camarades ⁵³² la *Tanganyika African Welfare Association* (TAWA). Cette formation est ensuite dissoute pour céder la place à la *Tanganyika Welfare Association* de l'université de Makerere. Ce changement de nom apparaît véritablement comme une volonté de se concentrer sur les problèmes spécifiques du Tanganyika et de se pencher en priorité sur les voies et moyens de les résoudre. Cette volonté a sans doute été partagée par Nyerere. ⁵³³ Comme nous allons le voir plus en détails, ailleurs dans ce document, ⁵³⁴ ce recentrement sur la nation correspond à une étape de la maturité politique et intellectuelle de Nyerere qui, en même temps, explique en partie, son attitude vis-à-vis de la question de l'unité africaine, et plus particulièrement celle de la méthode de sa réalisation. Le fait de fonder la TWA en Ouganda témoigne de sa prise de conscience de l'importance d'une vision nationale ⁵³⁵ en tant qu'étape incontournable sur la voie de l'unification du continent africain, qui n'a jamais cessé d'être son objectif ultime. En tant que président de cette association, fondée par des Tanganyikais dans une colonie distincte, l'Ouganda, Nyerere a su faire preuve de distanciation pour analyser le déroulement des événements dans l'ensemble du continent africain. Cette distance par rapport à son pays d'origine lui ouvre un point de vue unique, à la fois celui d'un expatrié et celui d'un Africain, sur une période cruciale de l'histoire de l'Afrique. Contrairement à Kenyatta et Nkrumah, par exemple, qui, depuis la Grande Bretagne et les États-Unis, percevaient le continent comme une seule entité

⁵³¹ Goldthorpe 12.

⁵³² Les étudiants originaires du Tanganyika sont au nombre de 10 à inscrits cet année en première année. Si on compte ceux qui étaient dans leur deuxième et troisième année on peut déduire que l'association pouvaient compter entre 33 et 35 membres potentiels. Goldthorpe 26.

⁵³³ Molony 70.

⁵³⁴ Voir partie IV, sous partie A.

⁵³⁵ Ce point sera étudié dans la partie qui est consacré au nationalisme telle qu'articulé par Nyerere.

homogène, Nyerere a eu l'avantage, en étudiant à Makerere, de pouvoir appréhender l'Afrique en tant que Tanganyikais, Africain, et expatrié à la fois.

Nous pouvons retenir deux éléments importants à propos des années que Nyerere a passées à Kampala. Premièrement il y fonde sa première organisation politique et y a écrit, le 10 juillet 1943, son premier texte politique, un article intitulé « African Socialism », publié dans le journal *Tanganyika Standard*.⁵³⁶ Deuxièmement il y fait la découverte des grandes idées anticolonialistes et panafricanistes qu'il a pu évaluer tout en étant au plus près des réalités (politiques, culturelles, économiques, etc.) africaines des années 1940. C'est peut-être cette expérience qui distingue son approche de celui d'un Kwame Nkrumah, par exemple.⁵³⁷ Ces différences de situation géographiques (Nyerere en Ouganda puis en Ecosse et Nkrumah aux Etats-Unis) ont, sans doute, engendré des différences dans leur perception de l'Afrique comme semblent l'indiquer leurs approches panafricanistes respectives. Dans une interview donnée en décembre 1998, Nyerere reconnaît lui-même le caractère déterminant de cet élément :

Africans who studied in the US like Nkrumah and [Nnamdi] Azikiwe were more aware of the Diaspora and the global African community than those of us who studied in Britain. They were therefore aware of a wider Pan-Africanism. Theirs was the aggressive Pan-Africanism of W.E.B. DuBois and Marcus Garvey.⁵³⁸

⁵³⁶ Molony 68.

⁵³⁷ Kwame Nkrumah est officiellement né le 21 septembre 1909 mais, d'après les déductions qu'il aurait faites à partir des informations fournies par sa mère sur des événements qui se seraient déroulés l'année de sa naissance, il serait plutôt né en 1912. Dans un cas ou dans l'autre il est né au moins dix ans avant Nyerere dans le village de Nkroful dans l'ouest du Ghana. En 1926 il débute une carrière d'instituteur tout en poursuivant ses études à Achimota où il fait la rencontre du docteur Kwegyir Aggrey qui aura une influence sur sa prise de conscience politique. Il écrit que c'est en écoutant le discours d'Aggrey durant l'inauguration du *Prince of Wales College* qu'il découvre le nationalisme. Et c'est également son admiration pour Aggrey qui lui inspira le choix d'aller aux Etats-Unis pour y continuer ses études comme l'avait fait Nnamdi Azikiwe quelques années auparavant. Entre 1942 et 1945 il enseigne la philosophie, l'histoire noire américaine et la langue grecque à Lincoln University (Etats-Unis). En 1945 il quitte les Etats-Unis et séjourne en Grande Bretagne où il prend une part très active dans l'organisation du Congrès panafricain de Manchester. En 1947 il décide de retourner au Ghana sur invitation des membres de l'*United Gold Coast Convention* (dirigé par Danquah) qui lui offre le poste de Secrétaire par le truchement de son ami de longue date Ako Adjei.

⁵³⁸ Ikaweba Bunting, "Heart of Africa: Interview with Julius Nyerere on Anti-Colonialism" *New Internationalist Magazine*, 309 (January-February 1999). < <http://newint.org/features/1999/01/01/anticolonialism/>> consulté le 12 janvier 2013.

b. *Son apprentissage de la philosophie occidentale à Edinbourg*

Nous avons évoqué l'essentiel sur son passage à Makerere qui a été couronné de succès. A son retour au Tanganyika, il enseigne l'Anglais et la Biologie à la *St. Mary's Secondary School* de Tabora pendant trois ans avant d'obtenir, en 1949—quatre ans après le Congrès de Manchester—une bourse du gouvernement britannique lui permettant d'aller poursuivre des études supérieures à l'université d'Edinbourg en Ecosse. A Edinbourg, il passe beaucoup de temps à étudier l'œuvre de John Stuart Mill et de William Shakespeare.

De son passage en Grande Bretagne, Nyerere se confronte aux différents courants idéologiques, en cours en Europe à ce moment-là, et qui commençaient à se répandre lentement mais sûrement dans les colonies (y compris celles de l'Afrique de l'Est), où la marche vers l'autodétermination était déjà engagée. À Edinbourg il consacre l'essentiel de son temps à la lecture des auteurs classiques et à la pratique religieuse si bien que ces professeurs se souviennent de lui, avant tout, comme un jeune homme avide de savoir et dont le sens de la dignité n'admettait aucun écart de conduite.⁵³⁹ Les nouvelles idées qu'il rencontre dans ses lectures, ainsi que les découvertes qu'il fait sur certains aspects de la société britannique marquent le début d'une nouvelle étape de sa vie. C'est le commencement d'une remise en question de toutes les certitudes qu'il entretenait sur l'homme et sur la société. En lisant les auteurs classiques, cette fois-ci, de l'Occident, à l'instar de l'auteur du *Prince*, il découvre ce qu'on peut appeler les fondements universels de la pensée humaine. Cette découverte qui n'encourage pas le repliement sur soi, l'incite, d'ailleurs, à s'investir dans la quête de la pertinence intrinsèque des valeurs transmises et des savoirs assimilés dans le cadre traditionnel. Ainsi, il entendait prendre une posture philosophique conciliant l'enracinement et l'ouverture aux apports extérieurs avec le but d'instaurer dans l'esprit de ses compatriotes, surtout celui de la classe politique, une tradition de créateur de modernité. Une tradition impliquant l'attitude de ne jamais considérer les idées importées comme entièrement transposables, et celle de toujours les évaluer en fonction des circonstances locales, et, si besoin, de les adapter pour les rendre opératoire dans les sociétés africaines. Tout au long de sa vie il s'est montré constant dans son attitude : s'ouvrir au reste du monde sans jamais oublier ses racines, s'inspirer de l'expérience d'autres peuples sans se contenter de les imiter.

⁵³⁹ Molony, "Nyerere: The Formative Years" <file:///C:/Users/Lamine/Downloads/Dr%20Molony.pdf> consulté le 12 janvier 2013.

Dans ses discours il n'a cessé d'inviter le peuple tanzanien à l'ouverture constructive qui refuse l'imitation pure et simple.

I remember that Nyerere in his address to the graduates of the TANU party school, "Kivukoni College", specified the importance of using the experience of socialist transformation in the USSR, warning, however, against simply copying, and emphasizing the need to take into account specifically African conditions and local traditions.⁵⁴⁰

Nyerere savait que l'homme est un être de culture et de tradition et que celles-ci sont des produits de sa relation et de son interaction avec son environnement matériel et immatériel. Tout philosophe politique doit toujours avoir le souci de tenir compte des traditions et de l'histoire des hommes, le tout appréhendé dans un environnement et des circonstances précises. De cette prémisse il tire la conclusion que même si les hommes partagent les mêmes aspirations fondamentales, le fait d'évoluer dans des sociétés et des circonstances particulières les obligent à employer des moyens souvent différents. A partir de là, il sait que l'Africain ou le Tanzanien, qui croit en une société socialiste ne peut pas réussir avec les mêmes moyens que l'Écossais ou l'Européen. S'il faut retenir quelque chose du passage de Julius Nyerere à l'université de Edinbourg c'est bien cette prise de distance par rapport à tout ce qu'il avait appris dans le cadre de son milieu social d'origine particulier et dans les sociétés africaines en général. En Europe, ses connaissances s'enrichissent et se densifient au contact d'autres maîtres et par le biais de liens personnels qu'il parvient à tisser en Ecosse et en Angleterre. Parlant de l'importance de son passage à Edinbourg, il écrit :

I endured the whole of my political philosophy while I was there. I wrote a manuscript on Race and Politics in East Africa in which I expressed for myself what I have been trying to put into practice.⁵⁴¹

Ses études en Grande Bretagne se terminent en 1952 avec l'obtention du diplôme de maîtrise dans les Liberal Arts. La même année il retourne au Tanganyika où il reprend sa profession d'enseignant, cette fois-ci, au Lycée St. Francis de Dar Es Salaam (l'ancienne capitale de la Tanzanie actuelle)⁵⁴². Dans l'exercice de ses fonctions d'enseignant, il apprend à développer ses qualités de pédagogue. Il découvre également l'importance du rôle de l'enseignant et la place de l'instruction dans une société telle que le Tanganyika à l'époque où tout était à

⁵⁴⁰ Arkadi Glukhov, "The Fateful August of 1968, Hot Summer in Dar Es Salaam: A political profile of Julius Nyerere" in Russian Academy of Sciences, Institute for African Studies, *Julius Nyerere: Humanist, Politician, Thinker* (Dar Es Salaam: Mkuki na Nyoto, 2005) 53.

⁵⁴¹ Tanzanian Government, Agency for Public Information, *Julius K. Nyerere, President of the United Republic of Tanzania* (Dar Es Salaam: Tanzanian Government, 1974) Exemplaire disponible dans *Tanzania speeches and pamphlet collection*, Library of Congress, Washington D.C., Etats-Unis.

⁵⁴² Depuis 1973 la capitale de la Tanzanie est Dodoma, dans le centre du pays. Mais malgré ce transfert officiel la plupart des institutions du pays demeurent à Dar Es Salaam.

construire depuis le début. L'enseignement lui a permis de développer des techniques en communication qu'il a su mettre au service de sa carrière politique. Cette expérience lui a inspiré, en quelque sorte, la nécessité de s'engager encore plus résolument en politique dans le dessein de contribuer le plus concrètement possible à l'édification d'une société tanzanienne sur la base du socialisme dont il est convaincu qu'il est le seul modèle possible dans le contexte économique et social des pays africains à ce stade de leur existence. Le passage à l'université de Makerere n'est pas étranger à cette prise de position très claire et solidement fondée sur des principes et des convictions rigoureusement articulés comme nous le verrons plus en détails dans la partie IV.

3. De l'enseignant à l'homme politique

Comme nous l'avons vu, Nyerere est issu d'un groupe ethnique minoritaire⁵⁴³ au Tanganyika mais cela n'a pas constitué pour autant un frein à son ascension politique. Deux raisons peuvent expliquer son succès. D'abord la stabilité politique et l'équilibre social auxquels les systèmes coloniaux allemand et britannique ont contribué à préserver dans cette colonie. Ensuite il faut prendre en compte la reconnaissance par les Tanganyikais de la légitimité de

⁵⁴³ La répartition tribale très différente de celle qui prévalait dans le Kenya voisin où se dégagent deux ethnies majoritaires qui monopolisent le pouvoir politique, en entretenant entre elles des rivalités qui débouchent sur des violences meurtrières à chaque période électorale. Toutefois, le poids de l'ethnicité telle qu'elle se donne à voir dans le contexte kenyan ne doit pas être perçu comme le symptôme d'une rivalité systématique, qui, selon certains politologues de l'Afrique, est la caractéristique culminant et déterminant de la vie politique en Afrique. La théorie qu'ils défendent selon laquelle l'ethnicité détermine le dénouement final de toute échéance électorale en Afrique est largement démentie par la situation de beaucoup de pays africains et les résultats de récentes élections dans plusieurs pays. Il est possible que cette erreur de jugement vienne du fait que la plupart de ces chercheurs ne s'intéressent, pour la plupart, qu'à des cas de coexistences difficiles entre groupes ethniques durant une période donnée, souvent de grande instabilité politique ou économique, et tendent ensuite de les généraliser. Il serait peut-être plus éclairant d'analyser cette question à partir non pas des conséquences électorales des rivalités (de certaines groupes ethniques) mais plutôt à partir des facteurs de cristallisation des crispations et des frustrations ethniques. Une étude empirique des relations interethniques dans la plupart des régions africaines permettrait de montrer que les rivalités qui se manifestent à travers l'usage de la violence lors de rendez-vous électoraux ne sont que les conséquences des stratégies de divisions que certaines organisations politiques voient comme le seul moyen sûr, ou la voie la plus certaine, de s'emparer du pouvoir dans certains pays. Ce fut le cas du Kenya de Kenyatta père, et Kenyatta fils également. Une configuration ethnique telle qu'elle est présente au Kenya peut être un facteur potentiel de troubles ou d'instabilité politique car pouvant être exploitée par un parti politique pour faire main basse sur l'appareil d'état, mais elle ne peut constituer une fatalité contre laquelle il n'existerait aucun remède. Partant du postulat qu'il est plus naturel pour un prince de préférer régner dans la paix et la stabilité plutôt que dans le trouble et l'instabilité, on peut supposer qu'il puisse souhaiter l'instauration d'un climat de tension ethnique partir du moment où, d'un côté, il s'aperçoit de son incapacité à s'adresser à toutes les composantes de la société et de créer ainsi un consensus autour de sa personne, et que de l'autre, il voit la mobilisation de son groupe ethnique comme un tremplin vers le maintien ou l'acquisition du pouvoir.

l'autorité héréditaire⁵⁴⁴, rendue possible par la préservation des traditions locales. Mais au-delà de ces aspects sociopolitiques, il ne faut pas minimiser l'importance de sa profession d'enseignant qui lui a valu le surnom de « Mwalimu ». ⁵⁴⁵ Avant de se lancer dans une carrière politique, ne jouissait-il pas déjà de l'admiration et du respect de ses élèves et de leurs parents, notamment à Tabora ? En plus de l'estime qui était généralement réservée aux enseignants à cette époque, Nyerere a su développer des relations privilégiées avec les populations grâce à ses capacités d'écoute, son talent d'orateur, et sa maîtrise de la langue kiswahili. Il avait le don de pouvoir communiquer son message à toutes les couches de la population tanganyikaise, qualité qu'il devait, en grande partie, à sa profession d'enseignant. À cela s'ajoute son érudition qui est un facteur de plus pouvant expliquer sa fulgurante ascension dans la vie politique de son pays. On peut dire que son éducation traditionnelle lui a appris à adopter l'attitude que les Tanganyikais avaient l'habitude d'attendre de leur chef : celui de toujours faire preuve de dignité et de courage dans l'exercice des fonctions publiques. De son éducation formelle, ⁵⁴⁶ il a tiré le goût de la découverte, celui de ne jamais se contenter des connaissances acquises, des opinions favorables, mais de toujours être au fait des dernières avancées et de prendre en compte les points de vue contradictoires. ⁵⁴⁷ Ces qualités lui ont sans doute permis de gagner des sympathisants et des disciples en Tanzanie et ailleurs. A ce propos lisons ce témoignage d'un diplomate russe ayant servi en Tanzanie pendant sa présidence :

His European education and high level of culture, breadth of views, and independent judgment—all this, combined with an irrepressible sense of humor, lambent wit, and his sheer personal charm, made Nyerere an extremely attractive and interesting person. At the same time he was far from being a 'simple' interlocutor. His deep knowledge in the field of world history and literature, international relations, and law required from his negotiators the appropriate knowledge, erudition, and meaningful response. The diplomats in Dar Es Salam used to say jokingly that before going to talk to President Nyerere, it was necessary to thoroughly study Shakespeare [...]. ⁵⁴⁸

Les mêmes qualités ont été aussi pour lui autant d'atouts pour briguer et conserver la présidence de son parti politique. Il n'était pas le plus connu des politiciens de cette période

⁵⁴⁴ C'est le cas de Mandela et de Seretse Khama du Bostwana.

⁵⁴⁵ Ce terme qui est souvent traduit comme 'maitre d'école' ou professeur' renferme aussi une connotation de sage, de guide. Appliquée à la politique il fait penser à la notion de philosophe dans le sens de Platon.

⁵⁴⁶ Il faut entendre par-là l'éducation reçue au sein du système éducatif mis en place par les autorités coloniales.

⁵⁴⁷ Comme le montrent ses lectures

⁵⁴⁸ Arkadi Glukhov 53-4.

très agitée des luttes anticoloniales mais son programme audacieux ⁵⁴⁹ lui a permis de mobiliser le soutien de la majorité des militants. Il n'était ni avocat célèbre, ni marchand fortuné⁵⁵⁰ mais simplement jeune enseignant. Et, peut-être, plus étonnant encore (compte tenu de l'importance que beaucoup de chercheurs accordent à la question de l'ethnicité dans la politique africaine) il était issu d'un groupe ethnique minoritaire dans le pays.⁵⁵¹ On peut dire que son pedigree socio-professionnel et ses origines ethniques le distinguent de l'image habituelle du politicien classique de cette période coloniale.

a. *Le militant nationaliste :*

Enrichi par ses nouvelles rencontres et armé d'une vision complexifiée du monde et des hommes, Julius Nyerere regagne le bercaïl et l'Afrique en 1952, au moment où les revendications sociales, de plus en plus organisées, contre l'autorité coloniale étaient en train de devenir monnaie courante. Il s'engage aussitôt en politique et commence à peaufiner sa stratégie en vue d'obtenir des britanniques l'Indépendance du Tanganyika. Aussi encourage-t-il son parti à demeurer solidaire des autres mouvements de libération nationale surtout en Afrique de l'Est et du Sud.

Après un bref détour par la profession d'enseignant suite à son retour d'Ecosse, Nyerere décide de consacrer le reste de sa vie à la politique sûrement à cause du climat de trouble et de conflits sociaux qui régnait dans toute l'Afrique de l'Est.

C'est en 1953 qu'il commence réellement à jouer un rôle de premier plan dans la vie politique de son pays en tant que « Territorial President » de la *Tanganyika African Association* (TAA). Cette nomination lui offre l'occasion de vérifier l'impact de ses idées sur la société à travers ses représentants, et de prouver, dans la lutte qui se préparait, les qualités de courage qu'on lui attribuait.⁵⁵² Très vite il gagne la confiance de ses compagnons qui voient en lui les qualités naturelles d'un dirigeant capable de guider la nation entière sur le chemin de la libération

⁵⁴⁹ Gabriel Ruhumbika, ed., *Towards Ujamaa, Twenty Years of TANU leadership* (Dar Es Salaam: East African Literature Bureau, 1974) 2.

⁵⁵⁰ Dans son roman *The Beautiful Ones Are Not Yet Born*, l'écrivain ghanéen Ayi Kwei Armah, ironise sur le fait que pendant longtemps le paysage politique africain était dominé par des hommes issus de ces catégories socio-professionnelles.

⁵⁵¹ Ali Mazrui soutient que la politique de détribalisation menée par Nyerere dès le début de sa carrière s'inscrivait dans une stratégie nationale et panafricaine. Mazrui & Mhando 27.

⁵⁵² G. Ruhumbika 4.

nationale. Le 7 juillet 1954 la *Tanganyika African Association* organise sa conférence annuelle. Marquée par la présence de 17 délégués représentant les principales régions de la colonie, cette conférence est l'occasion de fonder un véritable parti politique pouvant organiser et coordonner la lutte contre le régime coloniale au Tanganyika. À l'issue de cette conférence, Nyerere obtient démocratiquement la confiance de la majorité des délégués et est élu Président de la nouvelle formation politique *TANU*. En transformant une organisation en décrépitude, la *TAA*, en un mouvement dynamique avec des objectifs bien définis, Julius Nyerere réalise l'ambition qu'il entretenait : « de ranimer la *TAA* et de l'utiliser pour aller encore plus loin dans le projet d'éveiller les Africains du Tanganyika pour lutter pour l'indépendance ». Il réussit sans heurts à fédérer les différents groupes nationalistes au sein du nouveau parti qui reste le parti dominant jusqu'au 5 février 1977, date à laquelle celui-ci est dissout, puis remplacé par le Chama cha Mapinduzi (*CCM*) qui regroupe le *TANU* et l'*ASP* (*Afro-Shirazi Party*) de Zanzibar.

b. . Ses activités à l'ONU et le bras de fer avec le pouvoir colonial

To see that the government works tirelessly towards world peace and security through the United Nations Organization⁵⁵³.

On ne peut pas faire le bilan de la carrière politique de Julius Nyerere sans évoquer son travail sur la scène internationale, que ce soit pour défendre son pays ou pour porter devant les instances supranationales les revendications des gouvernements et des peuples du tiers-monde. Dès 1954, peu de temps après la fondation du *TANU*, il fait le choix stratégique d'interpeller moralement les représentants des Nations Unies pour le Tanganyika sur ce qu'il considérait comme les preuves de l'incapacité de l'administration britannique à mettre son pays sur la voie du progrès et de la modernité. Deux ans plus tard, le 20 décembre 1956, il s'envole pour New York où il délivre un discours devant l'assemblée des Nations Unies dans lequel il plaide pour l'indépendance tout en rappelant l'engagement du *TANU* de faire du Tanganyika avec ses 8.000.000 d'Africains, 70.000 Asiatiques, et 20.000 Européens d'alors une nation multiraciale et égalitaire. Il y retourne en 1957 provoquant cette fois-ci l'ire du pouvoir colonial, qui publie des pamphlets contre le *TANU* et son leader. Non content de s'en prendre à la réputation de Nyerere, les autorités coloniales de l'époque encouragent et

⁵⁵³ Phrase extraite du « *TANU Creed* » qui ouvre la Déclaration d'Arusha. Nyerere, *Ujamaa* 13-15.

soutiennent la formation d'un parti d'opposition favorable au régime coloniale, l'*United Tanganyika Party* (UTP). Ils tentent également de le faire taire en votant des mesures lui interdisant toute déclaration publique. Fidèle à sa stratégie d'intimidation, la justice coloniale l'accuse de sédition le 9 juillet 1958 et lui impose une amende de 150 livres sterling ou une peine de six mois d'emprisonnement. Les militants se chargent aussitôt de payer la somme demandée pour éviter à Nyerere un séjour en prison. L'effort de déstabilisation engagé par le régime colonial bute ainsi contre le soutien des couches populaires, qui se mobilisent derrière Nyerere comme leur chef légitime et le TANU comme le véritable parti du peuple tanganyikais en lutte pour son indépendance.

c. . Un dirigeant favorable au fédéralisme proposé par les Britanniques

Quant à son œuvre dans le sens de l'unité régionale, il s'illustre à travers plusieurs exemples. Avant l'indépendance de son pays, il tente de convaincre ses homologues ougandais et kenyan, Milton Obote et Jomo Kenyatta, d'unir leurs pays au sein d'une fédération est-africaine. C'est en effet en juin 1960 qu'il a fait devant les chefs d'Etats africains réunis à Addis Ababa la promesse d'intention suivante :

I, for one, would be prepared to postpone the celebration of Tanganyika's independence for a few months and celebrate East Africa's independence in 1962 rather than take the risk of perpetuating the balkanization of East Africa.

Il faut évidemment replacer ce propos dans le contexte du début des années 1960, dans lequel le courant dominant était celui de l'approche continentale et anti-impérialiste radicale de Nkrumah. On peut alors penser que la position fédéraliste proposée par Nyerere comme alternative à cette dernière était strictement stratégique. En se positionnant comme le porte-voix du panafricanisme dans le front est-africain, il se présente en même temps comme le meilleur allié de Nkrumah, même si celui-ci se méfiait également du régionalisme, qu'il considérait comme une autre forme de balkanisation. Mais Nyerere ne se contente pas de faire des déclarations ; il prend aussi l'initiative d'un projet de réforme constitutionnelle pour aller plus loin dans le sens de cette idée de fédération. Même Mazrui qui défend l'argument d'un sabotage par la Tanzanie⁵⁵⁴ du projet fédéral reconnaît, au début de son argumentaire, que ce

⁵⁵⁴ Mazrui & Mhando 175-190.

n'est pas Nyerere mais Milton Obote et Jomo Kenyatta⁵⁵⁵ qui ont ruiné le processus constitutionnel, débuté avec la déclaration de Nairobi du 5 juin 1963.⁵⁵⁶ Nous abordons plus en détails cette critique de Mazrui dans les désaccords internes (partie III).

4. Nyerere, chef d'état d'un pays indépendant

a. . L'unité nationale

Nyerere est élu député du peuple pour la première fois en 1958. Puis suite aux élections de 1960 il retourne au conseil législatif et devient, en tant que dirigeant du parti majoritaire, *Chief Minister* d'un gouvernement encore sous le contrôle des Britanniques. Le 1 mai 1961 le Tanganyika obtient son autonomie interne et un nouveau gouvernement est formé sous la conduite de Nyerere, qui prend le poste de Premier Ministre. Notons que pendant qu'il luttait pour l'indépendance totale de son pays, il militait en même temps pour une fédération des colonies de l'Afrique de l'Est (nous reviendrons sur ce point dans les lignes qui suivent). Finalement, l'indépendance totale arrive le 9 décembre 1961 et il est élu premier président du pays. Il prend ses fonctions de Président du Tanganyika en janvier 1962.

Aussitôt l'indépendance acquise il utilise son nouveau pouvoir pour œuvrer dans le sens de l'unité régionale. Ses efforts dans ce sens, et l'aide de la Grande Bretagne et des Etats-Unis, permettent à l'union entre le Tanganyika et Zanzibar de voir le jour.⁵⁵⁷

⁵⁵⁵ Ce dernier a prouvé dans une déclaration faite le août 1964 qu'il n'a jamais réellement adhérer à l'idée d'une fédération est-africaine. Il avait déclaré en fait que la déclaration conjointe de juin 1963 n'était en réalité qu'une « ruse » pour forcer les Britanniques qui étaient favorables à la fédération, à accélérer l'indépendance de la Tanzanie.

⁵⁵⁶ Dans cette déclaration les trois leaders réitérent leur intention de rendre la fédération concrète avant la fin de cette année 1963.

⁵⁵⁷ Ces pays occidentaux entendaient ainsi barrer la route à l'infiltration communiste par l'est de l'Afrique. Les Américains acceptent le plan de Nyerere de soutenir le camp modéré (ou plutôt favorable à l'Occident) représenté par Abeid Karume et son parti le ASP contre celui des radicaux représenté par le Castriste Abdulrahman Babu. Mazrui & Mhando 26.



Julius Nyerere en compagnie d'Abeid Karume (Vice-président de la Tanzanie). *Tanzania speeches and Pamphlet collection*, Library of Congress.

Les deux pays forment officiellement la République de Tanzanie en 1964. Cette union forgée dans la paix, témoigne de l'habileté politique et des qualités de diplomates de Julius Nyerere qui peuvent être une source d'inspiration pour les dirigeants africains d'aujourd'hui et de demain. On peut affirmer avec Derek Ingram que la plus grande action panafricaniste de Nyerere est l'édification d'une Tanzanie unie.

Mais l'union Tanganyika-Zanzibar, loin d'être une simple formalité administrative, impliquait de réels défis pour un état jeune avec des ressources limitées. Sur le plan linguistique et culturel il fallait trouver les moyens de garantir une cohabitation paisible et, dans le meilleur des cas, harmonieuse et fraternelle entre les différents groupes ethniques et raciaux.⁵⁵⁸ Cela était, nous le verrons, un des objectifs visés par la politique linguistique adoptée par Nyerere. Sur le plan économique aussi cette union exigeait une nouvelle approche globale adaptée aux deux parties constitutives de la nouvelle république. Il a pour cette raison opté pour un programme basé sur le principe de *self-reliance*⁵⁵⁹, qui oblige à construire l'avenir à partir des

⁵⁵⁸ Mazrui & Mhando 24.

⁵⁵⁹ Ce concept sera abordé très amplement plus loin.

moyens immédiatement disponibles sans attendre une aide hypothétique. Quelles sont les raisons structurelles qui expliquent ce choix ?

A son arrivée à la tête de la Tanzanie, Nyerere trouve un pays extrêmement pauvre en ressources humaines, avec un petit nombre d'autochtones qualifiés sur lesquels un gouvernement pouvait s'appuyer pour mettre en œuvre un programme de développement économique. Comme il aimait à le rappeler à ses détracteurs, la Tanzanie post-indépendante souffrait d'un grave déficit en matière d'éducation et de formation professionnelle, avec 85% de sa population adulte illettrée et seulement 2 ingénieurs et 12 docteurs qualifiés.⁵⁶⁰ Dans ces conditions il était difficile d'envisager un modèle de développement nécessitant de recourir à une main-d'œuvre abondante et hautement qualifiée. En plus, la majorité de la population tanzanienne vivait dans les zones rurales et travaillait la terre pour sa subsistance. L'agriculture vivrière était pratiquée à l'échelle familiale et la monoculture du sisal, encouragée par les autorités coloniales, était restée le socle de l'économie nationale. La commercialisation des récoltes de sisal était la plus importante source de revenu pour le gouvernement, et l'investissement requis dans tous les domaines dépendait totalement de la quantité et de la qualité de la production agricole. Ces éléments structurels militaient en faveur d'une politique de développement fondée sur l'agriculture, car, d'une part, la population active majoritairement illettrée et peu qualifiée était plutôt orientée vers l'activité agricole, et d'autre part, parce que les investissements pour assurer l'éducation des populations et la formation des cadres, en dehors de l'aide extérieure et des dons, ne pouvaient être assurés que si les rendements du sisal étaient abondants et les prix de vente favorables. Conscient de tous ces paramètres internes et externes, Nyerere décide de placer l'agriculture au centre de son programme de développement. En tant que président de la République de Tanzanie mais aussi en tant que panafricaniste, il élabore une idée du développement s'appuyant sur les spécificités locales de chaque pays et visant comme finalité le développement au niveau national, régional et continental.

⁵⁶⁰ Bunting, "The Heart of Africa. Interview with Julius Nyerere on Anti-Colonialism".

b. *Le Kiswahili : langue nationale voire panafricaine ?*

Nous venons de voir que Nyerere faisait de l'unité nationale sa priorité, et, pour la réaliser, entendait s'appuyer sur les acquis historiques de la langue Kiswahili, parfois appelée Swahili. On peut dire qu'il avait fait le choix pendant qu'il était étudiant à Édimbourg de donner ses lettres de noblesse à une langue africaine en traduisant *Julius Caesar* de Shakespeare en langue Kiswahili. En tant que chef d'Etat de la Tanzanie, il a poursuivi sa politique de construction nationale en s'appuyant sur cette langue nationale tandis que la plupart de ses pairs ont privilégié les langues européennes, y compris là où il existait une langue vernaculaire. Mais il faut reconnaître, sans pour autant minimiser le mérite de Nyerere, qu'au Tanganyika l'importance linguistique du Kiswahili était une réalité bien avant son apparition sur la scène politique.

Sur la question de savoir par quels processus le Kiswahili est devenue une langue nationale en Tanzanie, Mazrui nous donne les repères historiques et politiques qui permettent de voir très précisément la manière dont Nyerere a contribué au développement de celle-ci en tant que première langue de communication, de diffusion de l'information et des connaissances en Tanzanie. Mazrui explique que deux premiers facteurs historiques ont contribué à faire du Kiswahili une langue dominante.

Il cite d'abord l'idéologie, selon lui, « raciste » des colonisateurs allemands qui ont permis à cette langue de se développer et de devenir la langue vernaculaire au Tanganyika. En effet, ces derniers considéraient que la préservation de la pureté et la supériorité de la langue allemande nécessitait que ses locuteurs soient exclusivement de la race aryenne considérée comme supérieure à toutes les autres. Ils ne pouvaient admettre que des Noirs l'utilisent comme leur langue de communication. C'est la raison pour laquelle ils ont favorisé le développement du Kiswahili pour qu'elle devienne la langue de communication intertribale au Tanganyika.⁵⁶¹

L'autre facteur que relève Mazrui réside dans le fait que les colonisateurs britanniques, s'appuyant sur le modèle inauguré par leurs prédécesseurs allemands, ont renforcé le statut de cette langue de façon significatif à travers l'écriture et l'enseignement :

Kiswahili had been a written language for centuries before the coming of European colonialism, but in those earlier centuries Kiswahili was written in some kind of modified Arabic alphabet. In the course of

⁵⁶¹ Mazrui & Mhando 28.

the twentieth century the Latin alphabet eventually completely replaced the Arabic alphabet for written Kiswahili.⁵⁶²

Par ailleurs, les Britanniques ne se sont pas contentés de donner l’alphabet latin au Kiswahili, ils ont aussi encouragé son enseignement dans les écoles des colonies est-africaines, et autorisé la publication de journaux locaux édités dans cette langue et diffusés localement.

Il y avait donc cette contribution historique des colons allemands et britanniques concernant la place de la langue Kiswahili en Tanzanie, qui a constitué un terrain favorable à la politique linguistique menée par Nyerere dès son arrivée à la tête de ce pays. Mais, il faut dire qu’il a fait plus que poursuivre ces politiques coloniales ; il a considéré la promotion de cette langue comme un axe clé de sa politique nationale⁵⁶³ et internationale comme la démontré Ngugi Wa Thiongo.⁵⁶⁴ Sur le plan national Nyerere s’est appuyé sur le Kiswahili pour mener à bien sa politique de construction nationale, dont l’objectif, largement atteint⁵⁶⁵, était de surpasser les loyautés tribales, ethniques, et raciales.⁵⁶⁶ Sur le plan international le Kiswahili lui a permis de rétablir, par l’intermédiaire de l’Europe, le dialogue longtemps rompu entre l’Afrique et le reste du monde. A ce propos il avait comme habitude de dire en Kiswahili que « Kiingereza ni Kiswahili cha Dunia ». ⁵⁶⁷ La conviction qui était la sienne que chaque nation a un message à communiquer au reste de l’humanité s’est illustrée à travers les efforts qu’il a consacrés à enrichir le patrimoine littéraire de cette langue. Il suffit de rappeler à ce propos qu’il a rendu les idées de William Shakespeare, de John Stuart Mill et de Lénine⁵⁶⁸ accessibles à des millions d’afRICAINS en traduisant leurs écrits en langue Kiswahili. Aussi ses efforts ont

⁵⁶² Mazrui & Mhando 28.

⁵⁶³ Il en fait une langue officielle au même titre que l’anglais. Son apprentissage est obligatoire durant les sept premières années de l’instruction publique en Tanzanie. Il lance des programmes d’alphabétisation en Kiswahili destinés aux adultes.

⁵⁶⁴ Ngugi Wa Thiongo, “The Politics of Self-Reliance: Julius Nyerere and the Asmara Declaration” dans David McDonald & E. N. Sahle, eds., *The Legacies of Julius Nyerere: Influences on Development Discourse and Practice in Africa* (Trenton, Africa World Press, 2002).

⁵⁶⁵ Mazrui & Mhando 29.

⁵⁶⁶ La plupart de ses discours ont été prononcés en Kiswahili. Les autres ont été traduits en Kiswahili pour les rendre accessibles à la majorité des Tanzaniens.

⁵⁶⁷ Ce qui veut dire comme l’explique Yohana P. Msanjila, professeur de linguistique à l’université de Dar Es Salaam, que l’Anglais est pour les Tanzaniens qui souhaitent s’adresser au reste du monde ce que le Kiswahili est pour un groupe ethnique qui veut s’adresser à un autre groupe ethnique. Lire, par exemple, Yohana P. Msanjila, « Kiswahili as a unifying force » < file:///C:/Users/Lamine/Downloads/Prof%20Msanjila.pdf > consulté le 25 janvier 2013.

⁵⁶⁸ Son parti avait appuyé le lancement d’un journal *Urusi Leo* ou « Russia Today » en anglais entièrement édité en Kiswahili. Nyerere a également traduit des discours et des ouvrages de Lénine en Kiswahili.

contribué à faire de celle-ci la langue africaine la mieux placée pour devenir une langue panafricaine, comme l'a également soulignée Ngugi Wa Thiongo.⁵⁶⁹

c. *Un pouvoir politique mis au service de la lutte de libération du continent africain*

To co-operate with all political parties in Africa engaged in the liberation of all Africa⁵⁷⁰.

Julius Nyerere est aussi, sans aucun doute, le chef d'Etat africain qui a consacré le plus d'énergie et de ressources à soutenir les luttes de libération des années 1960 et 1970 en Afrique, ceci d'abord parce qu'il pensait que les soutenir était une manière de préserver la souveraineté de son pays.⁵⁷¹ Aussitôt son indépendance proclamée, le Tanganyika était devenu une terre d'accueil et une base arrière pour les nationalistes, les indépendantistes et les activistes des mouvements de libération des pays voisins en lutte pour leur indépendance (la Zambie, le Mozambique, l'Angola, etc.). Nyerere et son gouvernement soutenaient moralement et matériellement ces mouvements de libération, adoptant une posture favorable à leurs dirigeants devant les institutions internationales telles que les *Nations-Unies* et le *Commonwealth*. Aussi autorisait-il le transit de l'aide militaire venue des pays socialistes dont l'Union soviétique, qui soutenaient également ces mouvements.⁵⁷² Le peuple tanzanien participait lui aussi à ce soutien comme en témoigne Nyerere dans un discours prononcé en 1985.

Our nation is also famous internationally for its firm support for the Liberation Struggles in Africa. And you [Tanzanians] have made this possible. You have supported the Government and Party policies of helping FRELIMO, the M.P.L.A. of Angola, the Patriotic Front of Zimbabwe, SWAPO of Namibia, and the Liberation Movements of South Africa. And you have given help directly; in particular I am remembering the blood donations which were made for the Freedom Fighters of Mozambique, but there

⁵⁶⁹ Il écrit dans son article "The Politics of Self-Reliance: Julius Nyerere and the Asmara Declaration" : "In my view, development of African languages should not mean isolation from other languages of the world. There is a lot that African languages can learn from those of Europe, Asia and Latin America. African languages must be open to the heritage of those Africans who have now built new nations and communities in the Caribbean, the Americas, the Pacific and so on. Africans who have made their homes in these new lands also have to be challenged to connect with Africa through a knowledge of other languages in addition to those they actually now normally use. In other words, without abandoning it, they can use as a base the standard language of their new country in the Caribbean, America, the Pacific, but they can connect to Africa through another African language" David McDonald & E. N. Sahle, eds., *The Legacies of Julius Nyerere: Influences on Development Discourse and Practice in Africa* (Trenton, Africa World Press, 2002) 11.

⁵⁷⁰ Nyerere, *Ujamaa* 14.

⁵⁷¹ Nyerere, "Farewell Speech", Diamond Jubilee Hall, Dar Es Salaam, 4th November 1985.

⁵⁷² Glukhov 51.

have also been other gifts voluntarily contributed by Tanzanian individuals and groups as an expression of solidarity with their brothers who are still fighting for freedom.⁵⁷³

d. . Sa contribution dans le cadre de l'Organisation de l'Unité Africaine

To see that the Government co-operates with other states in Africa in bringing about African Unity⁵⁷⁴.

Au sien de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) il prend la direction du comité chargé de la coordination du mouvement de libération de l'Afrique. Il assume alors le poste de président du comité pendant vingt-deux ans, durant lesquelles il endosse, au nom de la Tanzanie et du reste de l'Afrique, la responsabilité de chef de file des pays de la ligne de front (*Frontline States*) dans leur lutte contre le régime de l'Apartheid.⁵⁷⁵ Dans un discours prononcé en 1967 devant les militants du TANU il explique les raisons de son engagement :

The total liberation of Africa must be a continuing concern of every independent African State. And legal independence is not enough. Legally the Union of South Africa is a sovereign state. The freedom we seek must be freedom for the peoples of Africa without distinction of race, colour, or religion. Racialist minority governments cannot be acknowledged because they are a negation of the very basis of our existence. Co-existence is impossible; for if the African peoples of South Africa and Rhodesia have no human right to govern themselves, then what is the basis of Tanzania's existence, of Zambia's, of Kenya's, and so on? If the principle of white supremacy is accepted anywhere in Africa it will seek to spread, and there will be no peace for any of us.⁵⁷⁶

L'on se souviendra de Nyerere comme d'un chef d'Etat dont la contribution à la recherche de la paix et de la stabilité politique en Afrique reste inégalée. Sous son autorité, la Tanzanie était devenue une terre d'asile pour les milliers de réfugiés de la Région des Grands Lacs depuis les années 1960, où l'hospitalité interafricaine en tant qu'obligation panafricaine (selon Nyerere) était devenue un principe étatique sous sa présidence. Dans les années 1990, il s'engage dans la recherche de solution au conflit burundais. Sa médiation a notamment abouti à la signature d'accords de paix entre les parties belligérantes. Sa décision la plus controversée dans le domaine de la recherche de la paix en Afrique est, peut-être, celle d'avoir autorisé l'invasion de l'Ouganda par l'armée tanzanienne en 1979, pour défendre l'intégrité territoriale de son pays menacé par le régime d'Idi Amin et pour faire chuter ce dernier.

⁵⁷³ Nyerere, "Farewell Speech".

⁵⁷⁴ Nyerere, *Ujamaa* 15.

⁵⁷⁵ Hashim I. Mbita (former Executive secretary, OAU Liberation Committee, "A Pan-African Freedom Fighter", < file:///C:/Users/Lamine/Downloads/Hashim%20Mbita.pdf> consulté le 12 janvier 2013.

⁵⁷⁶ Nyerere, "Tanzania's Policy on Foreign Affairs", Conference TANU, Dar Es Salaam, 16 octobre 1967.

Celui qui évoque ou tente de comprendre les décisions prises par Nyerere dans ce sens, doit le faire en ayant toujours à l'esprit qu'il ne s'agissait pas d'une série d'actions spontanées, mais bien de décisions mûrement réfléchies, reflétant une logique et une philosophie précise. En effet, en soutenant les mouvements de libération et en participant à la résolution des conflits sur le continent, Nyerere ne faisait qu'appliquer son programme politique qui se déclinait en trois grandes étapes : la libération totale du continent du colonialisme et du régime de l'Apartheid avec le soutien de chaque mouvement par tous les autres dans le dessein de renforcer les liens de fraternité et de solidarité entre les nations africaines ; l'unité régionale par le renforcement des liens entre les pays tout en respectant les spécificités et les intérêts vitaux de chaque pays ; puis l'unité continentale devant s'appuyer sur des groupements régionaux sains et rendus solides par les liens d'interdépendance économique entre les pays.

5. Nyerere sur la scène internationale : des idées exportées

L'on ne saurait résumer la carrière politique de Julius Nyerere sans aborder un autre volet tout aussi intéressant de sa vision politique : celui concernant la manière de dialoguer avec l'Occident et de s'impliquer positivement dans les affaires internationales. Ceci parce qu'il était conscient que le développement d'un pays pauvre, au sein d'une économie de plus en plus mondialisée, ne pouvait dépendre uniquement de la force de travail et du sens du sacrifice de la population active, aidée en cela par une poignée d'expatriés de bonne volonté. Il ne pouvait pas être naïf au point de croire que les efforts des paysans tanzaniens pouvaient suffire à réaliser des performances économiques dans le cadre d'un système mondial totalement sous le contrôle des puissances étrangères. Car la plupart des difficultés des pays pauvres, cherchant à s'extirper du sous-développement, résident dans les politiques économiques imposées de l'extérieur par des institutions et des gouvernements beaucoup plus puissants. Parce qu'il était au fait de ces paramètres extérieurs, les discours qu'il adressait aux paysans étaient autant marqués par l'exhortation à l'action que par l'appel à plus de justice dans la conduite des relations commerciales entre les pays du Nord et ceux du Sud. « Education for Self-Reliance », par exemple, insiste fortement sur l'idée de l'engagement positif :

We in Tanzania must accept the realities of our present position, internally and externally, and then work to change these realities into something more in accord with our desires.⁵⁷⁷

Ses discours prononcés à l'intérieur de la Tanzanie cependant mettent plutôt l'accent sur la part de responsabilité de chaque citoyen et celle des Tanzaniens dans leur ensemble. Ceci parce qu'il mettait la responsabilité individuelle (ou nationale) et les devoirs au-dessus des droits, partant du principe que les individus comme les nations ont des devoirs et des droits d'une importance égale, et qu'ils doivent avoir accompli leurs devoirs avant de réclamer leurs droits. Ce type de discours s'adressait tout particulièrement aux responsables politiques et aux fonctionnaires tanzaniens. Les discours prononcés à l'étranger, et qui nous préoccupent davantage ici, insistent en revanche sur le respect du droit international et sur le principe d'équité. Deux de ses discours en particulier illustrent parfaitement son approche de l'ouverture au reste du monde, et du dialogue avec l'Occident, démentis éclatant, s'il en fallait, de la supposée non-implication de l'Afrique dans la mondialisation. Ce sont : « The Economic Challenge : Dialogue or Confrontation » (1975) et « Africa—Hunger and Debt » (1985). Les deux discours sont prononcés à Londres devant les membres de la *Royal Commonwealth Society*, durant une décennie particulièrement difficile pour les jeunes États. C'est dans ce contexte que s'inscrit le message d'ouverture et de fermeté que nous découvrons dans ces discours.

Nyerere y argue, par exemple, que les pays du tiers-monde qui se considèrent lésés, notamment dans le cadre de leurs relations commerciales avec les pays développés, doivent trouver les moyens de s'organiser correctement pour pouvoir rejeter ou, au moins, dénoncer les termes commerciaux souvent pénalisants qui leur sont imposés.

On entend dans ces discours non seulement la voix des paysans tanzaniens mais aussi celles de paysans et des travailleurs de tous les pays pauvres. On y reconnaît le Julius Nyerere panafricaniste, internationaliste, et humaniste, à la fois. Il y développe sa propre vision des relations internationales, qui, nous le verrons, s'accorde avec les arguments de certains critiques contemporains, proposant de repenser les mécanismes de la mondialisation et ceux des relations entre les pays riches et les pays pauvres. La haute préoccupation morale qui sous-tend ces discours est : la stabilité et l'équilibre du monde vus comme les biens communs de l'humanité dans son ensemble. Pour Nyerere, la paix et la stabilité du monde dépendent surtout de la volonté des responsables politiques des pays riches et puissants, qui ont les

⁵⁷⁷ Nyerere, *Ujamaa* 50.

moyens de soutenir des solutions concrètes pour lever les obstacles structurels entravant le développement des pays du tiers-monde. Pour étayer son propos, Nyerere commence par donner un exemple illustrant le fait que seuls les sacrifices des peuples, aussi colossaux soient-ils, ne peuvent suffire à régler leurs problèmes dans un monde où la gestion du fruit de leur travail échappe totalement à leur contrôle.

Tanzania, like many poor countries, is making a valiant effort to increase its wealth producing capacity. Although our per capita annual national income is now \$137—or \$89 in 1966 prices, --our gross capital formation is currently running at just over 21 per cent of our G.D.P. At the same time we are trying to reduce wealth inequality within our own nation. At the time of our independence in 1961 our post-tax wage differential was 50: 1. Today it is 9:1. It is not enough, especially as 40 per cent of our farmers have a real income less than two thirds of the purchasing power of the minimum wage earner. But the truth is that however much we reorganize our economic system to serve the interest of the mass of the people, and however much our government tries to weight the income distribution in favour of the poorest people, we are merely redistributing poverty, and we remain subject to economic decisions and interests outside our control. The amount of wealth we can produce is subject to the weather, which no one can control. But it is also dependent on economic decisions made by the wealthy nations in the interest of making the rich even richer.⁵⁷⁸

Ayant dressé le tableau de la situation comme elle pouvait être observée dans n'importe quel pays du tiers-monde, il annonce ensuite sa position en faveur d'une redistribution éthique et rationnelle des richesses du monde. Sur le plan purement éthique, il soutient que l'accaparement des richesses mondiales par une poignée de pays ne doit pas être acceptable encore moins encouragée, car ce serait fondamentalement irrationnel dans la mesure où le monde est un espace de partage avec des ressources limitées sur lesquels les riches et les pauvres ont essentiellement les mêmes droits. Le fait pour les riches de chercher à accaparer toutes les richesses apparaît alors comme un comportement irrationnel susceptible de mettre en péril l'avenir de toute l'humanité. La cupidité des pays riches entretiendrait ainsi le spectre de la « confrontation » permanente, ne pouvant être éliminé qu'à travers l'instauration d'un régime mondial de partage responsable des richesses et des ressources. Un tel régime impliquerait des responsabilités partagées. Nyerere poursuit ensuite son argumentaire autour de deux aspects importants des relations Nord-Sud : la question de l'aide au développement, d'une part, et celle de l'équilibre des relations commerciales, d'autre part.

⁵⁷⁸ Nyerere, "The Economic Challenge: Dialogue or Confrontation", Royal Commonwealth Society, London, 21 November 1975.

Concernant l'aide au développement, il défend l'idée qu'elle doit être organisée de manière respectueuse de la dignité des pays la recevant. Une telle approche témoigne de notre humanisme, et participe de la promotion de la paix et de stabilité dans le monde. Pour lui, la nécessité de l'aide au développement se justifie *de fait* par l'existence et la coexistence dans un monde indivisible de pays extrêmement riches et de pays extrêmement pauvres. Donc, le problème ne serait pas dans l'aide elle-même, que certains voudraient voir disparaître pour de bon⁵⁷⁹, mais bien dans la manière de la penser et de la donner. Le fait de l'appréhender comme de la charité simplement, ne ferait que perpétuer une relation de mendiant/bienfaiteur entre les pays, autrement dit celle d'une dépendance. Alors qu'au contraire, le fait de l'appréhender comme un droit pour les pays pauvres, serait un moteur de transformation radicale du monde ; parce que de cette manière l'aide est octroyée dans le dessein de libérer ces derniers de la pauvreté plutôt que de les maintenir dans la mendicité perpétuelle. Considérer la question de l'aide au développement sous un angle moral incite à porter un tout autre regard sur la relation entre les États-nations, assimilable à une relation entre des entités individuelles partageant le même espace (la Terre) sans pour autant disposer, pour des raisons variées, de moyens égaux pour mener une existence digne dans des conditions matérielles décentes. De la même manière qu'il existe des individus pauvres et des individus riches, il existe des nations riches et des nations pauvres. Comme dans la plupart des pays les personnes pauvres bénéficient d'au moins un minima sur les richesses détenues par l'État (pour des raisons morales et économiques), on peut concevoir que les pays pauvres puissent revendiquer un droit sur la richesse des pays riches avec lesquels ils partagent la même planète sans disposer du même potentiel de contrôle ou d'exploitation des richesses s'y trouvant.

Cette idée de droit à la solidarité entre États ne date pas de Nyerere, on la trouve dans la plupart des religions (la tradition islamique en est un exemple) ou chez un philosophe comme Emmanuel Kant dont l'idée de droit cosmopolitique contribuerait à garantir la paix perpétuelle vers laquelle il exhortait les États à tendre.

Mais Nyerere va plus loin que Kant quand il dit que l'aide au développement est, au-delà des considérations éthiques ou/et rationnelles, une question de droit et de justice :

In One World, as in One State, when I am rich because you are poor, and I am poor because you are rich, the transfer of wealth from the rich to the poor is a matter of right; it is not an appropriate matter

⁵⁷⁹ Un exemple dans ce cas est l'économiste zambienne Dambisa Moyo auteure de *Dead Aid: Why Aid Is Not Working and How There Is a Better Way for Africa* (New York, Farrar, Straus & Giroux, 2009).

for charity. The fact that in a nation state there is a government which arranges this transfer of wealth, but that in the world there is no equivalent authority to do this work, makes a difference as to how the transfer should be effected. It does not make a difference to the requirement that a transfer be made. The rich countries are on the same planet as the Third and Fourth World nations; human beings inhabit both. If the rich nations go on getting richer and richer at the expense of the poor, the poor of the world must demand a change, in the same way as the proletariat in the rich countries demanded change in the past. And we do demand change. As far as we are concerned the only question at issue is whether the change comes by dialogue or confrontation.⁵⁸⁰

Devoirs (responsabilité) et droits sont un couple inséparable dans l'éthique de Nyerere, car séparément ils sont potentiellement aliénants. Celui qui observe assez scrupuleusement son devoir pour voir son droit bafoué ou nié va généralement nourrir un sentiment d'injustice envers le reste de la communauté, qu'elle soit nationale ou internationale, pouvant aller jusqu'à causer des tensions. Et celui qui se voit octroyer des droits alors qu'il se dispense de tout devoir, de toute responsabilité, cause également des tensions au sein de la société. Pour éviter ces deux cas de figure, il est important, aussi bien dans le cadre d'un seul État que dans celui de plusieurs États, qu'un équilibre entre droits et devoirs soit préservé. Mais un tel travail ne peut être entrepris que par des visionnaires parfaitement au fait de la complexification incessante des relations internationales. Nyerere appartenait à cette catégorie d'hommes d'États. Ses responsabilités de chef d'État d'un pays pauvre l'obligeaient évidemment à se préoccuper des questions intérieures ; mais ses valeurs religieuses et ses références philosophiques le poussaient à constamment les relier aux problèmes du monde au sens large. Son attitude face aux problèmes humains découlait donc de la conviction que la paix (perpétuelle) et l'équilibre ne peuvent régner que dans un monde de justice et de droit, pour les forts comme pour les faibles.

Il faut connaître l'attention toute particulière que Nyerere accordait aux questions de la paix et de la justice mondiales pour bien comprendre le sens de son engagement sur la scène internationale. Il était convaincu de la possibilité de reformer, de rendre le monde un peu plus humain en s'armant de patience et en communiquant avec le reste du monde afin d'éveiller les consciences des peuples. « La compassion des citoyens ordinaires des pays riches est tout à fait réelle »⁵⁸¹ disait-il, pour montrer que les leaders du tiers-monde ne doivent pas ménager leurs efforts pour informer et sensibiliser les peuples du monde développé, tout en les

⁵⁸⁰ Nyerere, "The Economic Challenge: Dialogue or Confrontation"

⁵⁸¹ Nyerere, "Africa—Hunger and Debt", Royal Commonwealth Society, London, 20 March 1985.

considérants comme leurs véritables alliés pour le changement. Dans son discours d'adieu à la nation tanzanienne du 4 novembre 1985 il précise sa pensée dans les termes suivants :

All over the world good people respect someone who stands up and argues reasonably for justice more than they do those who beg, provided that, while arguing, the victims of injustices also try to help themselves by their own work and sacrifices.⁵⁸²

Le dirigeant de la révolution burkinabaise, Thomas Sankara, pensait de la même manière et n'hésitait pas, lors de ces visites à Paris, à se placer en rupture avec le protocole diplomatique pour s'adresser directement au peuple français.

L'exemple de ces deux figures panafricaines nous pousse à poser la question de savoir si les États injustement traités dans la mondialisation actuelle doivent continuer à observer obséquieusement des règles qu'ils n'ont pas contribué à élaborer, et qui de surcroît les obligent à dépendre d'autres pays ?—Nous verrons plus tard les positions de certains penseurs contemporains qui se sont penchés sur la mondialisation et sur la question des relations Nord-Sud—Pour Nyerere la réponse est claire : c'est d'abord la responsabilité des dirigeants des pays du tiers-monde, donc de tous les pays africains, de sensibiliser l'opinion internationale sur les injustices qui contribuent à les retarder, en leur donnant des exemples concrets de ces abus comme il avait l'habitude de le faire :

It is understandable therefore that we are very suspicious when these rates appear to discriminate against processed goods from East Africa, as when it costs \$44.40 to transport a ton of raw cotton to the mills of Europe, but \$110.50 to carry to Europe a ton of textiles. There may be good reasons of transport economics for some of the difference. But our suspicions are not absurd when we consider these charges in the light of tariffs and quotas imposed by the rich to protect their industries against what they call unfair industrial competition from the poor.⁵⁸³

Dans son discours "The Third World and the International Economic Structure", prononcé lors d'une visite d'Etat en République Fédérale d'Allemagne, le 6 mai 1976, il propose une réforme des institutions internationales dans le but de les rendre plus représentatives et plus démocratiques dans leurs processus de prise de décision. Son discours devant les membres du groupe des 77 va dans le sens de l'exhortation des pays du tiers-monde à unir leurs forces pour exiger un changement dans le fonctionnement des institutions internationales qui se contentent de leur dicter des politiques économiques :

⁵⁸² Nyerere, "Farewell Speech"

⁵⁸³ Nyerere, "The Economic Challenge: Dialogue or Confrontation"

The Third World nations did not shape the world's institutions of production and exchange and have virtually no say in them. But we are dominated by them. It is this domination by forces over which we have no control that each one of us has rejected. And our coming together in the Group of 77 has the purpose of enabling us to deal on terms of greater equality with an existing Centre of Power. Ours is basically a unity of opposition. And it is a unity of nationalisms.

Dans son "Africa—Hunger and Debt" de 1985 à la *Royal Commonwealth Society*, il se montre plus préoccupé par ce que des chercheurs contemporains ont identifié comme les paradoxes de la mondialisation, qui font qu'elle éloigne (les hommes, les cultures, les peuples, etc.) plus qu'elle ne les rapproche.⁵⁸⁴ L'interdépendance tant vantée⁵⁸⁵ s'apparente de plus en plus à un vain mot, qui, en réalité, permet de perpétuer, sous des formes nouvelles, les mêmes pratiques d'exploitation dénoncées jadis par le théoricien panafricaniste Walter Rodney.⁵⁸⁶ Nyerere considérait que les avantages supposés de la spécialisation de l'économie mondiale sont les véritables causes des déséquilibres commerciaux et des dérives de toutes sortes (écologiques, financières, etc.) qui minent l'ensemble du système. Si par exemple, explique-t-il, un pays pauvre se trouve, à cause des mesures protectionnistes des pays industrialisés, dans l'obligation de réduire drastiquement ses importations, les pays industrialisés, qui auparavant bénéficiaient de ces transactions, subissent une hausse de leur taux de chômage du fait de la baisse des activités engendrée par la baisse de leurs exportations vers les pays pauvres. Les pays pauvres subissent quant à eux les conséquences des décisions prises unilatéralement par les pays riches, et sont maintenus dans un rapport de dépendance par rapport à ces derniers. Or les pays riches sont assurés de rester les maîtres du jeu, capables de renoncer volontairement à quelques points de croissance. Pour Nyerere les gouvernements occidentaux qui raisonnent ainsi ne se préoccupent que de leurs intérêts (économiques et stratégiques) immédiats sans accorder la moindre réflexion aux conséquences futures de leurs décisions. Pour lui le choix le plus rationnel, économiquement et politiquement, est celui de l'intérêt mutuel qui admet une hausse de la croissance dans les pays riches (en facilitant les exportations des pays pauvres) pour favoriser le développement dans les pays pauvres (qui accèdent ainsi aux capitaux nécessaires leur permettant d'acquérir de l'équipement pour l'activité agricole et industrielle). Une telle vision de l'économie mondiale s'inscrit dans une logique de réduction constante de la pauvreté dans le monde, et semble plus économique

⁵⁸⁴ Lire, par exemple: François Heran, *Le temps des immigrés. Essai sur le fertile destin de la population française* (Paris : Seuil, 2007). Roger Martelli, *La bataille des mondes* (Paris : François Bourrin, 2013).

⁵⁸⁵ Cette thèse est davantage développé dans la partie III.

⁵⁸⁶ Lire Walter Rodney, *How Europe Underdeveloped Africa* (London, Harare: Bogle L'Ouverture, Tanzania Publishing House, 1972).

parce que les conséquences sociales de la pauvreté représentent une menace pour la paix et la stabilité du monde.

Nor are the social effects of worsening poverty among the poor countries confined within their own national borders. For they mean rising hunger and malnutrition among the people, greater sickness and a reduction in productivity among the workers and peasants and increasing vulnerability to the natural calamities such as those which have hit Africa so continually since the early 1970s. And disease spreads; famines too affect other countries as well as the one which is directly afflicted. And when suffering people react to their worsening conditions by civil disturbance, increased corruption, and a general break-down of law and order, a new flash-point of conflict threatens world peace.

Nyerere en appelle à la conscience des hommes et des femmes pour qui le respect de la dignité humaine n'est pas un slogan que l'on proclame pour se donner bonne conscience, mais une vision du monde méritant d'être défendue. Dans un monde où coexistent la force et la faiblesse, l'indigence et l'opulence, la dignité d'une partie de l'humanité aura toujours besoin d'être défendue par des justes, capables de se placer au-dessus de leurs intérêts personnels, locaux, nationaux, pour embrasser le monde dans son unicité indivisible. Seule une coalition de dirigeants responsables doués d'une connaissance aiguisée de la réalité des structures socio-économiques nationales et supranationales peut permettre, pensait-il, de transformer les modalités des échanges internationaux à l'avantage des pauvres. Cela n'est toutefois possible que dans la recherche permanente de l'équilibre entre les devoirs et les droits de chaque entité constitutive de ce monde. Autrement dit, l'éradication des dysfonctionnements qui contribuent à la pauvreté dans certains pays ou à l'exacerbation de celle-ci exige, au premier plan, des dirigeants responsables, qui assument pleinement leur rôle d'agents de transformation sur le plan national comme sur le plan international. Ni la victimisation ni l'accusation permanente ne sont viables en tant que stratégies pour sortir de la pauvreté ; il faut affronter les réalités sur tous les fronts, tout en sollicitant le soutien des alliés sincères là où il est possible de les trouver.

Leaders have to know the reality of our present position, and then show the people how, by our own efforts, we can change our present poverty into something better. It is no use pretending that certain facts are not facts; [...] Bad things do not disappear because we pretend they are not there, or because we accuse other people of causing them. We cannot run this country by complaining, and we have been entrusted with the responsibility of running this country. Complaining that we are poor, or that world prices are low, is as useless as complaining that the rains do not fall. We have to assess our present situation—which includes many things beyond our control—and work out plans to change the situation

and counteract the effect of the things we cannot alter. Then we have to execute our plans by hard and intelligent work. There is no other way. There is no short cut.⁵⁸⁷

B. Nyerere, théoricien politique méconnu

1. La déclaration d'Arusha⁵⁸⁸

a. Remarques préliminaires

La *Déclaration d'Arusha* est un document politique important dans l'histoire de la République de Tanzanie, et au-delà. Il contient des résolutions du comité national exécutif (NEC) du TANU. L'expression '*Arusha Declaration*' a été utilisée pour la première fois par la presse nationaliste. Située au nord-est du pays, Arusha est la ville qui avait accueilli la réunion du comité national exécutif du 26 au 29 janvier 1967.



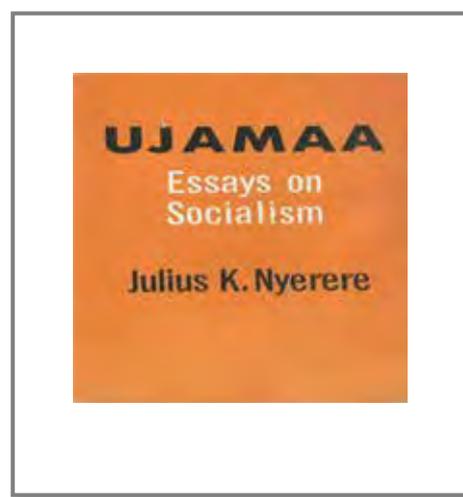
Arusha au pied du mont Meru, *British Information Services*, 1960.

⁵⁸⁷ Nyerere, *Ujamaa* 158.

⁵⁸⁸ L'intégralité du document en annexe 18.

La version originale de *Déclaration* est en langue Swahili, mais sa traduction en anglais a été très vite rendue disponible en Tanzanie et à Londres. Elle a été prononcée le 5 février 1967 par Julius Nyerere devant les parlementaires et les militants du TANU. Ce texte d'une vingtaine de pages réaffirme l'adhésion du parti aux préceptes du socialisme et présente les principes de base du concept de *self-reliance*.⁵⁸⁹ Il est composé de 5 parties avec les parties 2 et 3 (les plus significatives) divisées en plusieurs sous-parties. Le texte est disponible sur internet⁵⁹⁰ et dans l'ouvrage *Ujamaa : Essays on Socialism*⁵⁹¹ que nous avons utilisé. Il compte 25 pages subdivisées en 5 parties organisées comme suit :

- Part One : The TANU Creed
- Part Two : The Policy of Socialism
- Part Three: The Policy of Self-Reliance
- Part Four: TANU Membership
- Part Five: The Arusha Resolution



Pour comprendre toute la portée sociale et politique de la *Déclaration d'Arusha*, il est nécessaire de connaître son contexte, c'est-à-dire que, dans la mesure du possible, il faudrait préalablement prendre en considération les raisons internes et externes qui ont motivé son auteur. Mais cela, bien que primordial, ne suffit pas car ces raisons n'expliquent pas toute la motivation de l'auteur, il y a aussi la vision de l'homme politique que les événements ne peuvent que conforter ou parfois amender. C'est pourquoi, il nous semble tout aussi nécessaire, pour dresser une analyse satisfaisante, de se placer dans une posture où on tente de suivre la manière dont l'auteur cherche à contrôler la suite de sa parole, c'est-à-dire l'appropriation de celle-ci par le public. Comme disent les Wolofs du Sénégal, la parole qui est prononcée n'appartient plus (ou presque plus) à son auteur ; elle tombe dans la sphère

⁵⁸⁹ Nous avons fait le choix de garder le mot en anglais et ce choix est expliqué dans une note plus loin dans cette sous-partie.

⁵⁹⁰ Par exemple sur le site www.marxist.org

⁵⁹¹ Nyerere, *Ujamaa: Essays on Socialism* (Dar Es Salaam: Oxford University Press, 1968).

publique et est soumise à la capacité de compréhension de tout un chacun. Elle sera reçue et assimilée par chaque individu selon son « entendement », selon ses aptitudes à analyser et à discerner. Et la personne que cette parole pousse, par la suite, à l'action ne pourra agir qu'en fonction de son propre jugement.⁵⁹² Et ce jugement personnel ne peut pas être le même pour tous les individus à qui la parole s'adresse, ce qui suppose que leurs actions aussi risquent de diverger sur beaucoup de points en fonction de la portée performative de la parole. Le plus souvent, une parole mal comprise mène à une situation de confusion, si des actions antagonistes sont simultanément engagées, et cela même si les individus qui s'y engagent ont des intentions parfaitement louables. C'est pourquoi la parole, surtout quand elle n'est pas à la portée de tous les « entendements » doit faire, autant de fois qu'il sera nécessaire, l'objet d'explications et de commentaires. Chose que l'auteur de la parole est le mieux disposé à faire.

La Déclaration d'Arusha n'est pas une parole ordinaire ; elle est une parole qui se veut une invitation à l'action créatrice dans le cadre d'un État-nation. Nyerere y résume sa vision de la société qu'il entendait bâtir avec le concours de tous ses compatriotes. C'est dire son importance pour l'auteur et tout l'intérêt qu'il avait à ce que sa parole pousse à agir dans la « bonne » direction. Tout ceci pour dire que pour nous qui, aujourd'hui, près de 50 ans après, tentons de comprendre ce document non seulement pour enrichir notre connaissance de l'époque mais aussi pour découvrir sa validité politique et même philosophique pour notre propre époque et/ou notre avenir, notre lecture doit être attentive à l'avant, au pendant et à l'après Arusha (il faut entendre par là les textes qui sont par la suite venus expliciter des points ou les développer). La manière dont Nyerere a tenté de guider la compréhension de sa parole nous intéresse tout particulièrement.

Pour ce qui est de l'avant Arusha, le travail d'un auteur proche de Nyerere comme Cranford Pratt⁵⁹³ est inestimable. Avant la publication de son ouvrage, celui-ci avait vécu plusieurs années en Tanzanie où il enseignait les sciences économiques et politiques à l'université de Dar Es Salaam. Il y a occupé le poste de Recteur entre 1961 et 1964 et a également été un proche conseiller de Julius Nyerere sur les affaires économiques. Il connaissait parfaitement l'économie et la politique tanzaniennes pour avoir été associé de près aux événements durant toute la gouvernance de Julius Nyerere. Son ouvrage est le fruit d'une riche expérience et se

⁵⁹² Il est sous-entendu que la personne soit libre d'agir dans le cadre d'une société démocratique.

⁵⁹³ Cranford Pratt, *The Critical Phase in Tanzania 1945-1968* (Cambridge : Cambridge University Press, 1976).

base sur des documents et des témoignages rares. Notre analyse s'appuie en grande partie sur sa mise en contexte solidement documentée.

Concernant l'après Arusha, aucun de ses biographes n'a suffisamment pris en compte son importance pour la compréhension de la vision et de la philosophie politique de Julius Nyerere. Ce dernier n'écrit-il pas « the Arusha Declaration is a general outline »⁵⁹⁴ ; ce qui veut dire que son contenu devait être développé et c'est ce qu'il a tenté de faire par la suite comme le suggère l'un des textes que nous étudierons et qui s'intitule *After The Arusha Declaration*.

Les textes (pamphlets ou discours) qui ont été publiés/prononcés après Arusha ont été motivés par certains faits politiques et sociétaux que nous aborderons. Ils sont des outils essentiels pour faciliter notre compréhension de la Déclaration car l'auteur y commente des réactions provoquées par celle-ci ou y discute plus longuement certains points importants pour les rendre accessibles au plus grand nombre. Certains de ces textes sont en anglais et beaucoup d'autres encore en swahili pour la simple raison que c'est la langue la plus parlée du pays (90% de locuteurs tanzaniens).⁵⁹⁵ Notons que ce corpus (en plus de son intérêt littéraire) a surtout permis à Nyerere d'élargir son audience sur le plan national et international.

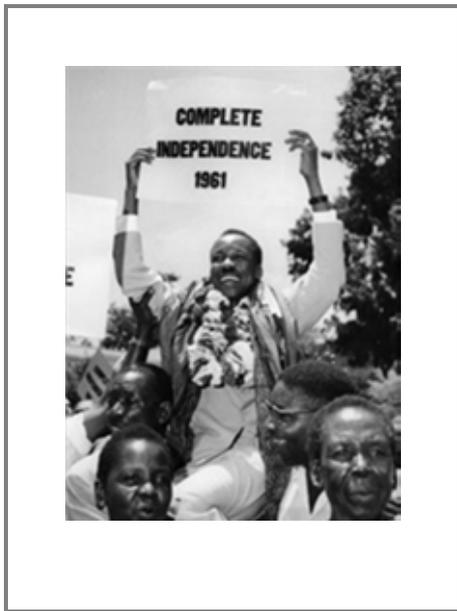
Ce corpus est constitué de discours et de pamphlets publiés dans les jours et mois qui ont suivi le discours d'Arusha et qui sont regroupés dans un recueil intitulé *Ujamaa : Essays on Socialism* publié en 1968 à Dar Es Salaam, Nairobi, London et New York. Ce recueil a connu pas moins de cinq réimpressions en moins de dix ans. Une version en Swahili, écrite par Nyerere lui-même, a été publiée simultanément. Donc les textes existent dans les deux langues et étaient accessibles à la quasi-totalité des Tanzaniens. Ces textes qui étaient essentiellement conçus pour guider (pour ne pas dire encadrer) la compréhension du public peuvent nous aider, nous aussi, nous l'espérons, à mieux comprendre ce texte fondateur qui contient une pensée toujours originale et novatrice, témoignage encore vivant de la synthèse, que, jusqu'ici, seul Nyerere a pu proposer de la pensée de ses maîtres Africains et Européens. Ce recueil d'essais contient les textes suivants : *Education for Self-Reliance* (publiée sous forme de livret en mars 1967) ; *The Purpose is Man* (discours prononcé à l'université de Dar Es Salaam le 5 août 1967) ; *Socialism and Rural Development* (déclaration de politique

⁵⁹⁴ Nyerere, *Ujamaa* 104.

⁵⁹⁵ Il faut préciser que, généralement, quand on parle de Swahili, on fait référence au Kiswahili qui est une variante du Swahili. En effet il existe des langues swahilies parlées dans les différentes régions de l'Afrique de l'Est, mais le Kiswahili est aujourd'hui la plus populaire. Depuis 2015, le Kiswahili, appelé aussi Swahili, est devenue la langue de l'instruction et de l'apprentissage en Tanzanie remplaçant l'Anglais.

générale publiée sous forme de livret en septembre 1967) ; *After the Arusha Declaration* (discours à la conférence nationale du TANU le 17 octobre 1967). Mais ce sont les premiers et quatrièmes textes publiés après Arusha qui retiendront notre attention pour les lignes qui suivent. Ces textes sont : *Socialism is Not Racialism* (14 février 1967) et *The Varied Paths to Socialism* (discours à l'université du Caire le 10 avril 1967).

b. . *Le contexte politique national et international*



Après ces remarques préliminaires, parlons du contexte dans lequel le texte a été publié. Cranford Pratt a étudié l'évolution politique et économique de la Tanzanie entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et la fin des années 1960 dans son *The Critical Phase in Tanzania, 1945-1968*. Il y identifie des périodes déterminantes qui permettraient d'expliquer, selon lui, la vision de l'orientation de la politique intérieure et extérieure qui ressort de la Déclaration d'Arusha.

Sur le plan national, la première période déterminante a été celle de 1959 à janvier 1962 durant laquelle la gouvernance du pays était encore entre les mains de personnalités britanniques comme Sir Ernest Vasey (nommé Ministre des Finances par Nyerere) et C. M. Meek (Secrétaire de Nyerere).⁵⁹⁶ Cette période se termine par la démission de Nyerere de son poste de Premier Ministre le 23 janvier 1962. L'autre période déterminante au regard de Pratt commence en 1963 et se termine en 1968 et a été marquée par l'élection de Nyerere comme premier Président de la République du Tanganyika, et la tentative de redéfinition d'une politique étrangère conformément à la stratégie de développement mise en avant dans la Déclaration.

Après avoir obtenu officiellement son indépendance, la Tanzanie a continué à compter pendant quelques années supplémentaires sur la Grande Bretagne pour les ressources humaines dont elle avait besoin pour la bonne marche de son administration, notamment. En

⁵⁹⁶ Pratt 95-6.

effet, le pays ne disposait pas de personnes qualifiées en nombre suffisant pour faire fonctionner les différents services administratifs et gouvernementaux⁵⁹⁷. Jusqu'en 1962 tous les postes importants étaient encore entre les mains des Britanniques. Si on prend l'exemple du domaine de l'éducation, à l'époque l'un des secteurs les plus africanisés, sur 616 fonctionnaires seulement 67 étaient des Africains.⁵⁹⁸ Nyerere qui subissait une pression grandissante de la part de certains militants du TANU, qui réclamaient une africanisation accélérée dans le gouvernement et l'administration, était obligé de prendre en compte cette réalité. Il fallait qu'il accepte cette « stratégie de dépendance », selon les termes de Pratt, le temps nécessaire pour éduquer et former les autochtones. Pour Nyerere, cet accompagnement (c'est ainsi qu'il le voyait) de la Grande Bretagne était une nécessité vitale pour la Tanzanie. Et il est légitime de penser que les Tanzaniens pouvaient tirer profit de quelques années de coopération et de collaboration avec des officiels britanniques beaucoup plus expérimentés dans les affaires administratives et gouvernementales. Les expatriés britanniques étaient également indispensables pour le maintien de l'activité économique et de l'organisation économique mises en place par le système colonial. Leurs savoir-faire, leurs connaissances techniques et leurs expériences les rendaient indispensables et, en théorie, utiles pour former les nationaux qui les côtoyaient. Si ces derniers étaient totalement disposés à apprendre et les premiers totalement disposés à transmettre leurs connaissances, les uns éprouveraient, au bout du compte, le sentiment d'avoir accompli un acte libérateur et les autres le sentiment d'avoir obtenu cette liberté authentique que procure l'acquisition du savoir. Mais l'engagement sincère que Nyerere espérait, peut-être naïvement, des deux côtés ne s'est pas matérialisé. Selon Pratt, cette « stratégie de dépendance » n'a pas porté les fruits escomptés pour quatre raisons : le manque de loyauté des fonctionnaires britanniques, le paternalisme des ministres et chefs de service britanniques, la pression des radicaux pour une africanisation rapide et la tension raciale croissante.⁵⁹⁹ Mais parmi ces raisons c'est l'attitude des militants qui a donné le plus de fil à retordre à Nyerere dans ses efforts pour donner une orientation socialiste à son pays. Quelques extraits de discours prononcés entre 1960 et 1962 prouvent qu'il était parfaitement conscient de la capacité de nuisance de certains militants. En février 1960, il fait le constat suivant :

I have seen TANU officials getting drunk with power and scheming to undermine one another...Too many big TANU officials seem to spend most of their time talking about their positions. To what sort of

⁵⁹⁷ Pratt 94.

⁵⁹⁸ Voir tableau en annexe 4.

⁵⁹⁹ Pratt 104.

government would that lead when responsible government comes? You [TANU officials] and I [Nyerere] must reform because if we do not, we will be blamed by the 200 million in Africa. If we cannot reform, then we must destroy TANU because it will be of no use to this territory.⁶⁰⁰

Les implications de ce constat se comprennent à l'aune de l'importance du parti et des militants dans la conception de la gouvernance chez Nyerere. Pour lui, un parti bien organisé et des militants totalement au service de la communauté sont deux atouts essentiels sur lesquels un gouvernement peut s'appuyer pour quérir et obtenir l'adhésion du peuple. Pour lui, un gouvernement qui n'a pas comme relais, entre lui et la population, des militants dévoués est un gouvernement inutile car inefficace. Son message de 1961 aux militants lors de la célébration de la fête de l'indépendance du pays insiste bien sur ce point :

It is the job of the government to work out an overall plan and to check the direction in which we move just as the TANU National Executive in the past worked out the tactics of the struggle...In this TANU has a vital role to play. It is an organization of the people. Through it the people can and must express their desires and worries to the government. Through it the government can and must explain to the people what it is doing and why.⁶⁰¹

Ce raisonnement l'a contraint à la démission le 23 janvier 1962⁶⁰² de son poste de premier ministre pour mieux se consacrer à la réorganisation interne du parti :

I have taken this action and won the support of my colleagues for it after a long debate that has gone on for days because of our firm belief that this is the best way to achieve our new objective, the creation of a country in which the people take a full and active part in the fight against poverty, ignorance and disease.

To achieve this purpose it is necessary to have an able elected government which has the full support and the cooperation of the people. This we have had and will have. It is also necessary to have a strong political organization active in every village which acts like a two-way all-weather road along which the purposes, plans of the government, can travel to the people the same time as the ideas, desires and misunderstandings of the people can travel direct to the government. This is the job of the new TANU.⁶⁰³

C'est-à-dire un parti capable de remplir son rôle de relais entre le gouvernement et les citoyens tanzaniens. Pour permettre au TANU de véritablement incarner cette mission, une

⁶⁰⁰ Cité dans Pratt 110.

⁶⁰¹ Cité dans Pratt 98. Discours aux militant du TANU pour a célébration de la fête de l'indépendance décembre 1961. Nyerere, *Freedom and Unity* (London : Oxford Universtity Press, 1967). 140.

⁶⁰² Son successeur au poste de premier ministre, Rashidi Kawawa, avait pris un certain nombre de mesures pour accélérer l'africanisation au plus haut niveau. Il avait, par exemple, décidé du limogeage de Meek et de plusieurs autres Britanniques qui occupaient des postes clés dans le gouvernement et l'administration. Pratt 125.

⁶⁰³ Cité dans Pratt 116-7.

refondation éthique et morale du parti était nécessaire. Ce travail de refondation nécessitait une prise de distance (de janvier 1962 à décembre 1962) par rapport aux affaires du gouvernement pour pouvoir engager une réflexion philosophique sereine. Cette réflexion mena à la publication en 1962 d'*Ujamaa : The Basis of African Socialism*, un pamphlet politique qui marque l'aboutissement d'un cheminement philosophique entamé en 1942 avec la publication d'un article intitulé « African Socialism » dans le journal *Tanganyika Standard* pendant qu'il était encore étudiant à Makerere.⁶⁰⁴ La notion d'*ujamaa* que Nyerere introduit dans le discours socialiste à partir de cette publication est incontestablement sa contribution majeure à la conceptualisation théorique du socialisme en Afrique. En effet le terme kiswahili *ujamaa* traduit l'appartenance à une seule famille.⁶⁰⁵ Nyerere, en tant que dirigeant visionnaire, ne fait qu'interpréter l'idée pour ensuite soutenir que ce lien familial étendu implique l'existence de l'esprit de coopération au sein de cette même famille aussi bien dans le domaine de la production (dimension économique de la vie) que dans celui des relations humaines quotidiennes (dimension sociale).⁶⁰⁶ Il a su établir une filiation idéologique entre le concept de famille dans la tradition africaine et la forme d'organisation sociale envisagée par les théoriciens occidentaux à travers ce qu'ils ont appelé le socialisme.

L'évolution des relations économiques et diplomatiques avec les pays étrangers des deux sphères idéologiques a aussi eu un impact dans sa vision du socialisme. Elu Président de la République du Tanganyika à la majorité écrasante le 9 décembre 1962, Nyerere voit dans cet élection le plébiscite des efforts de redressement moral qu'il avait engagés avec la publication de *Ujamaa : The Basis of African Socialism*. Les pressions diverses⁶⁰⁷ qu'il subissait de la

⁶⁰⁴ Thomas Molony analyse cet article dans son ouvrage au chapitre 3 « Becoming Julius ». Molony 68-72.

⁶⁰⁵ Le dictionnaire bilingue en ligne *Freelang.com* donne en effet 'le socialisme' comme étant le sens français du mot. Mais cette définition est très influencée par la politique d'*Ujamaa*. En revanche <www.africanlanguages.com/swahili> propose d'autres définitions en anglais : family ties, relationship. Celles-ci sont plus proches de celle que Nyerere donne dans son pamphlet « Ujamaa : The Basis of African Socialism ».

⁶⁰⁶ Nyerere, *Ujamaa* 12.

⁶⁰⁷ Pratt nous donne en effet plusieurs exemples qui illustrent selon lui les tentatives des puissances occidentales pour imposer leur volonté à la Tanzanie. Il n'est pas nécessaire de les énumérer ici. On peut néanmoins en citer un pour ses implications directes par rapport au choix de développement de la Tanzanie à travers l'agriculture. Il concerne des tensions diplomatiques entre la Tanzanie et les deux Allemagnes simultanément en 1964 quelques jours après la formation de l'Union Tanganyika-Zanzibar. Le gouvernement de l'Allemagne de l'Ouest qui avait prêté 45 millions de marks au gouvernement de Nyerere pour soutenir son programme agricole et l'éducation exigeait que la Tanzanie rejette les sollicitations de l'Allemagne de l'Est qui de son côté exigeait l'ouverture d'un consulat à Dar Es Salaam en reconnaissance au soutien qu'elle avait toujours apporté aux dirigeants de Zanzibar. Pratt 137-142. La République Démocratique Allemande a été l'un des rares pays socialistes à avoir reconnu et soutenu le Zanzibar révolutionnaire. Elle a été le plus important soutien financier et technique de l'état de Zanzibar sous Karume. L'Allemagne de l'Ouest de son côté, était un partenaire privilégié des Tanganyikais. Elle soutenait l'agriculture du pays non seulement financièrement mais aussi humainement et techniquement. Une centaine de techniciens qualifiés et de volontaires Allemands travaillaient dans le secteur. La coopération avec les deux pays concernait aussi d'autres domaines comme la sécurité publique et la santé. L'Allemagne de l'Ouest partenaire vital de Nyerere et de son gouvernement exigeait la non-reconnaissance par

part des bailleurs de fonds occidentaux l'ont poussé à revoir sa politique internationale, non pas seulement par réaction nationaliste, comme le suggère Pratt⁶⁰⁸, mais aussi parce que les conditions imposées par ces pays étaient nettement en contradiction avec les valeurs qu'il essayait de promouvoir et par conséquent risquaient de compromettre les réformes intérieures déjà entreprises.

Il est évident que Nyerere avait tiré des événements survenus sur la scène nationale et internationale les leçons qui fondent sa vision politique et économique telle que présentée dans les grandes lignes dans la Déclaration et explicitée par la suite dans d'autres écrits publiés postérieurement. Nous verrons, en analysant ces documents, que Nyerere ne cherchait pas à isoler son pays mais plutôt à le soustraire de l'emprise des puissances rivales de la Guerre froide et de celle de leurs alliés respectifs. C'est dans son essai "Principles and Development" (1968) qu'il expliquera plus clairement son adhésion à la stratégie du non-alignement :

We have declared that we wish to build our economy on the basis of the equality of all citizens [...] What we are thus trying to do is build a 'mixed economy' which includes both public and private enterprise [...] Tanzania's objectives, therefore, means [sic] that she wants to adapt to her own needs some of the institutions from each side. Clearly she can best do this by having friendly relations with each side of the divided world. Indeed, it is impossible to carry our economic policy unless we do have relations with both East and West, and unless we attract some economic investment from both.⁶⁰⁹

Pour un pays dont le chef de l'Etat défendait une vision authentiquement africaine du monde, le vrai enjeu n'était pas dans le choix d'un camp ou un d'autre mais bien dans les moyens de naviguer librement entre les partenaires économiques des deux côtés de la barrière idéologique. Les besoins de la Tanzanie, conformément à son choix de modèle de développement le poussaient à regarder des deux côtés, et à adapter les emprunts aux réalités endogènes. Cette posture nécessitait d'écarter *a priori* l'option de la dépendance pour lui substituer une toute autre conception du développement, *self-reliance*, qui repose sur une seule ressource indispensable qui est la terre. Sa conception du développement découle du raisonnement suivant :

The production of wealth, whether by primitive or modern methods, requires three things. First, land. God has given us the land, and it is from the land that we get the raw materials which we reshape to

Dar Es Salaam de l'Allemagne de l'Est. Pour Nyerere la menace de l'Allemagne de l'Ouest de retirer son aide était tout simplement inacceptable. Nyerere, "Principles and Development" 2-11.

⁶⁰⁸ Pratt 152.

⁶⁰⁹ Nyerere, "Principles and Development" 4.

meet our needs. Secondly, tools. We have found by simple experience that tools do help! So we make the hoe, the axe, or the modern factory or tractor, to help us to produce wealth—the goods we need. And thirdly, human exertion—or labour. We don't need to read Karl Marx or Adam Smith to find out that neither the worker nor the landlord produces land. Land is God's gift to man—it is always there.⁶¹⁰

Mais cette volonté d'afficher une indépendance intellectuelle authentiquement africaine à travers cette contestation de l'ordre établi ne sera pas favorablement accueillie par les dirigeants du bloc soviétique qui, dès la publication de *Ujamaa: The Basis of African Socialism* (1962), lui reprochent une obsession à vouloir donner au socialisme une particularité africaine selon eux douteuse.⁶¹¹ Il est intéressant de citer une partie de ce pamphlet pour mieux percevoir ce que Nyerere entend comme différences fondamentales entre la doxa et sa propre vision du socialisme :

European socialism was born of the Agrarian Revolution and the Industrial Revolution which followed it. The former created the 'landed' and the 'landless' classes in society; the latter produced the modern capitalist and the industrial proletariat.

These two revolutions planted the seeds of conflict within society, and not only was European socialism born of that conflict, but its apostles sanctified the conflict itself into a philosophy. Civil war was no longer looked upon as something evil, or something unfortunate, but as something good and necessary. As prayer is to Christianity or to Islam, so civil war (which they call 'class struggle') is to the European version of socialism—a means inseparable from the end. Each becomes the basis of a whole way of life. The European socialist cannot think of his socialism without its father—capitalism!

Brought up in tribal socialism, I must say I find this contradiction quite intolerable. It gives capitalism a philosophical status which capitalism neither claims nor deserves. For it virtually says, 'Without capitalism, and the conflict which capitalism creates within society, there can be no socialism'! This glorification of capitalism by the doctrinaire European socialists, I repeat, I find intolerable.⁶¹² [...]

Africa's conditions are very different from those of the Europe in which Marx and Lenin wrote and worked. To talk as if these thinkers provided all the answers to our problems, or as if Marx invented socialism, is to reject both the humanity of Africa and the universality of socialism. Marx did contribute a great deal to socialist thought. But socialism did not begin with him, nor can it end in constant reinterpretations of his writings.⁶¹³

Pour comprendre la Déclaration d'Arusha, il est aussi important de noter que l'anticonformisme dont Nyerere fait preuve dans cet extrait, au moment où le pays avait le plus besoin de renforcer ses relations économiques et diplomatiques avec les pays socialistes,

⁶¹⁰ Nyerere, *Ujamaa* 4.

⁶¹¹ Mazrui & Mhando 294.

⁶¹² Nyerere, *Ujamaa* 11.

⁶¹³ Nyerere, *Freedom and Socialism* 17.

ne sera pas compris par tous les militants. Cela explique les autres mises au point que Nyerere fait dans la Déclaration et les autres documents comme nous allons le voir.

2. Quatre principes de base du socialisme africain de Julius Nyerere :

a. « *Socialism has nothing to do with race, nor with country of origin* »

Dans la Déclaration il attribue les caractéristiques suivantes aux pays socialistes :

A truly socialist state is one in which all people are workers and in which neither capitalism nor feudalism exists. It does not have two classes of people, a lower class composed of people who work for their living, and an upper class of people who live on the work of others. In a really socialist country no person exploits another....⁶¹⁴

Il oppose naturellement le socialisme au capitalisme et au féodalisme. Ces idéologies et systèmes économiques différents sont mentionnés de manière juxtaposée pour mettre en évidence leurs divergences fondamentales. Nyerere cherche, à travers cette distinction, à valoriser l'idéal socialiste qu'il juge moralement supérieur parce que n'admettant pas l'existence d'une classe d'exploiteurs. Avec la Déclaration d'Arusha, il réaffirme, d'une part, son adhésion à ce pilier du socialisme, qui est le rejet de l'exploitation, pour répondre à ses critiques, et condamne, d'autre part, le racialisme pour mettre ses concitoyens en garde contre les dérives sectaires. Déterminé à protéger la cohésion sociale dans une Tanzanie multiraciale contre les campagnes des partisans de l'africanisation rapide, qui n'hésitaient pas à présenter les Européens et les Asiatiques comme la classe des capitalistes, il ira encore plus loin dans *Socialism is Not Racialism* dans lequel il fait la mise au point suivante :

It is true that because of our colonial history the vast majority of the capitalist organizations in this country are owned and run by Asians or by Western Europeans. Twenty years ago we could have said all the capitalists in this country were from those areas; we cannot say this now. For the truth is that

⁶¹⁴ Nyerere, *Ujamaa* 15.

capitalism and capitalist attitudes have nothing whatsoever to do with the race or national origin of those who believe in them or practise them.⁶¹⁵

Pour ne pas ajouter à la confusion et pour éviter de monter les uns contre les autres—ce qui, selon lui, est l’apanage des gouvernements fascistes⁶¹⁶—il évitera tout simplement de désigner de « capitalistes » dans la Tanzanie de l’époque préférant l’expression « capitalist organisations » à la place du générique « capitalists ». Quant à l’expression « all the capitalists in this country were from those areas », c’est-à-dire l’Europe et l’Asie, qui ne fait que reprendre ce que la majorité des Tanzaniens disaient et pensaient, il le placera dans une situation passée pour pousser ces derniers à admettre qu’il existait désormais une rupture entre le passé colonial du pays et son présent. Ce qui était vrai dans la Tanzanie sous l’ère coloniale, précisera-t-il, n’était plus valable dans la Tanzanie devenue indépendante (politiquement). La fin du colonialisme, selon lui, ne signifiait pas non plus que cette dernière devenait automatiquement un pays socialiste. De cette comparaison de la société coloniale et postcoloniale découle le premier principe de base du socialisme de Nyerere.

La Déclaration d’Arusha présente la société tanzanienne comme étant essentiellement identique aux autres sociétés dans son hétérogénéité :

Tanzania is a nation of peasants and workers, but it is not yet a socialist society. It still contains elements of feudalism and capitalism—with their temptations. These feudalistic and capitalistic features of our society could spread and entrench themselves.

Elle précise aussi que :

Socialism is a way of life, and a socialist society cannot simply come into existence. A socialist society can only be built by those who believe in, and who themselves practise, the principles of socialism. A committed member of TANU will be a socialist, and his fellow socialists—that is his fellow believers in this political and economic system—are all those in Africa and elsewhere in the world who fight for the rights of peasants and workers.⁶¹⁷

Le socialisme est donc un système politique et économique qui doit être réalisé par ceux qui y adhèrent, indépendamment de la couleur de peau et de leurs origines particulières. Un pays ne peut pas être capitaliste ou socialiste simplement parce que la majorité des individus qui l’habitent sont Noirs ou Blancs. La tentation du capitalisme est, selon lui, aussi réelle en Tanzanie que dans le reste du monde, et peut toucher aussi bien les citoyens que les expatriés

⁶¹⁵ Nyerere, *Ujamaa* 40.

⁶¹⁶ Nyerere, *Ujamaa* 39.

⁶¹⁷ Nyerere, *Ujamaa* 17.

Noirs ou Blancs du pays : « Indeed, nobody who was at Arusha needs any more proof that the *temptations of capitalism*⁶¹⁸ ignore colour boundaries ». En effet, l'attitude de certains dirigeants⁶¹⁹ était là pour rappeler que ceux-là mêmes qui avaient pour mission de prêcher le socialisme aux masses, c'est-à-dire les cadres et les militants du parti, n'étaient pas tous immunisés contre « la tentation du capitalisme » :

Even leaders of TANU were getting deeply involved in the practices of capitalism and landlordism. A few had started talking of 'my Company'. And very many others would have done so if they could; they were capitalists by desire even when they could not be so in practice.⁶²⁰

Les faits divers de contrebandes et de fraudes impliquant des membres du gouvernement et des militants rempliront les pages du *Nationalist*, surprenant ainsi les autorités qui n'étaient pas préparées à y répondre correctement. Malgré quelques exemples de condamnations,⁶²¹ il apparaîtra très clairement que la volonté de bâtir une nation socialiste ne s'accomplirait pas uniquement à travers la mise en place d'institutions de régulation car le « socialisme ne peut pas être imposé au peuple »⁶²² comme le reconnaîtra Nyerere dans son discours du Caire « The Varied Paths to Socialism » :

In 1962 I said that socialism is an attitude of mind.⁶²³ I still believe this to be true. It does not mean that institutions and organisations are irrelevant. It means that without the correct attitudes institutions can be subverted from their true purpose. First and foremost, there must be this acceptance of human equality. Then there must be, among the leadership, a desire and a determination to serve alongside of, and in complete identification with, the masses. The people must be, and must know themselves to be

⁶¹⁸ Mes italiques.

⁶¹⁹ Pratt, 232.

⁶²⁰ Nyerere, *Ujamaa* 40. Il est important de souligner que la tendance que note Nyerere dans ce passage (en ironisant) ne fera que s'amplifier comme le montre les articles du *Nationalist* et ceux du *Standard* (organes de presse du TANU) qui, s'étaient assignés la mission d'enquêter et de révéler au public tous les manquements des dirigeants du parti et des responsables des activités économiques du pays. (Voir Mazrui, *Julius Nyerere* 147). Ces derniers sont physiquement présent à Arusha entre le 26 et le 29 janvier 1967 et ont pris part à tous les débats du Comité Exécutif National du parti qui ont abouti à l'adoption de la « Resolution d'Arusha » (The Arusha Resolution) qui contient une clause sur le code de conduite des dirigeants que Nyerere va d'ailleurs trouver difficile à mettre en application. Voici les termes de cette résolution concernant les dirigeants du TANU : « Every TANU and Government leader must be either a peasant or a worker, and should in no way be associated with the practices of capitalism or feudalism. (2) No TANU or Government leader should hold shares in any company. (3) No TANU or Government leader should hold directorships in any privately owned enterprise. (4) No TANU or Government leader should receive two or more salaries. (4) No TANU or Government leader should own houses which he rents to others. ». Nyerere, *Ujamaa* 36

⁶²¹ Mazrui & Mhando 144-6.

⁶²² Même si certains auteurs accusent Nyerere d'avoir imposé le socialisme aux villageois, il faut reconnaître que son régime n'a pas utilisé la terreur et l'assassinat comme arme contre les récalcitrants.

⁶²³ Référence au pamphlet "Ujamaa: The Basis of African Socialism" (avril 1962) dans Nyerere, *Ujamaa* 1-12.

sovereign. Socialism cannot be imposed upon people; they can be guided; they can be led. But ultimately they must be involved.⁶²⁴

Si le socialisme comme il le conçoit ne peut pas être imposé au peuple alors la question qui se pose est comment procéder pour qu'il soit appliqué par les différentes composantes de la société ? Nyerere part d'une constatation à partir de laquelle il formule sa propre stratégie pour enraciner le socialisme dans la société tanzanienne. Son postulat est que le socialisme est une attitude mentale qui n'entretient *a priori* aucun rapport avec l'appartenance raciale ou l'origine sociale des individus. Cette manière de concevoir le socialisme implique une toute autre façon d'appréhender les voies et moyens de sa promotion au sein de la société. Comme il le précisera dans « Socialism is Not Racialism », il n'était pas nécessaire de persécuter les capitalistes ou ceux qui aspiraient à le devenir⁶²⁵ mais plutôt de tout faire pour, d'une part, montrer que le socialisme, à l'inverse du capitalisme, était bien adapté aux réalités tanzaniennes et africaines, et d'autre part, attirer en Tanzanie les socialistes étrangers qui manifesteraient le désir de s'associer aux efforts des Tanzaniens. En effet, Nyerere voyait le socialisme comme une idéologie universelle qui déborde de fait le cadre des États-nations pour embrasser l'humanité. Ainsi, un individu qui adhère librement au socialisme aspire naturellement à évoluer dans un environnement organisé selon les principes du socialisme. Autrement dit, la vraie patrie du socialiste c'est tout pays dans lequel la réalité économique ne contredit pas ses convictions idéologiques.

In fact any intelligent man, whether he is a socialist or not, realizes that there are socialists in capitalist countries—and from capitalist countries. Very often such socialists come to work in newly independent and avowedly socialist countries like Tanzania, because they are frustrated in their capitalist homeland. Neither is any intelligent man blind to the fact that there are frustrated capitalists in the communist countries⁶²⁶

Ce raisonnement favorisait l'idée qu'un pays sans capitaux pouvait prétendre à la solidarité de la fraternité socialiste pour obtenir une aide notamment en termes de connaissances pratiques et techniques pour une utilisation optimale des ressources de base : la terre et les ressources humaines. Il était sans doute convaincu que ceux qu'il appelle des socialistes « frustrés » dans les pays capitalistes étaient naturellement disposés à venir en aide à un pays socialiste qui manifesterait le désir de les accueillir. Cette posture encouragera en 1970 l'initiative panafricainiste que nous étudierons plus loin, la *Pan-African Skills Project*.

⁶²⁴ Nyerere, *Ujamaa* 88-9.

⁶²⁵ Nyerere, *Ujamaa* 41.

⁶²⁶ Nyerere, *Ujamaa* 40.

b. « *No Man is Infallible* »⁶²⁷

Ce truisme est dans le discours *The Varied Paths to Socialism* (avril 1967) dans lequel Nyerere répondra en particulier à ses détracteurs qu'il accusait de vouloir imposer ce qu'il a nommé une « théologie du socialisme ». ⁶²⁸ Pour lui, le concept de « socialisme scientifique » pose problème dans la mesure où il s'appuie sur l'idée qu'il est possible d'universaliser un phénomène particulier (la lutte des classes) survenu dans un contexte particulier (l'Europe). Non seulement conteste-t-il la validité universelle de cette analyse, mais il entreprend également d'attirer l'attention sur le fait que par définition la connaissance humaine est limitée dans le temps et dans l'espace. Ainsi, il est impossible que les idéologues européens aient pu étudier toutes les sociétés humaines pour en tirer des lois universelles et immuables. Pour lui, Karl Marx qui n'a pas inventé le socialisme n'a fait que l'étudier dans un contexte en particulier (l'Europe occidentale) et n'a, par conséquent, pas apporté toutes les réponses adaptées à toutes les sociétés humaines. Nyerere est clair. Cette analyse ne peut pas s'appliquer à l'Afrique car :

African socialism, on the other hand, did not have the 'benefit' of the Agrarian Revolution or the Industrial Revolution. It did not start from the existence of conflicting 'classes' in society. Indeed I doubt if the equivalent for the word 'class' exists in any indigenous African language; for language describes the ideas of those who speak it, and the idea of 'class' or 'caste' was non-existent in African society.⁶²⁹

Son rejet de la grille de lecture marxiste ne l'empêchait pas de concevoir le socialisme comme une idéologie universelle parce qu'il était convaincu que ses principes fondamentaux sont observables dans toutes les sociétés humaines. Il est important de noter que son point de vue ne faisait pas l'unanimité dans son propre parti⁶³⁰ et ne faisait pas non plus l'unanimité parmi les panafricanistes.⁶³¹ Mais Nyerere ne se contentait d'écarter l'analyse marxiste de la

⁶²⁷ Nyerere, *Ujamaa* 76.

⁶²⁸ Nyerere, *Ujamaa* 76.

⁶²⁹ Nyerere, *Ujamaa* 11.

⁶³⁰ En plus de quelques membres du gouvernement, les marxistes les plus virulents étaient les directeurs des principaux journaux : *Uhuru* (édité en Langue Swahili) et *The Nationalist* (édité en Anglais), Ben Mkapa et Nsai Kaisi respectivement. Il y avait aussi d'autres marxistes doctrinaires comme le « Committee of Nine » pour l'essentiel des expatriés et universitaires dont les activités politiques étaient limitées dans le campus de l'université de Dar Es Salam. Mazrui, *Julius Nyerere* 290.

⁶³¹ Par exemple Nkrumah se présentait comme un marxiste et le témoignage que donne Ras Makonnen qui a été un de ses conseillers sur les affaires africaines en 1965 le confirme. Lire Ras Makonnen, *Pan-Africanism from Within* (London: Oxford University Press, 1973) 241.

lutte des classes, il va beaucoup plus loin en ouvrant des pistes vers d'autres paradigmes pour une meilleure connaissance des lois qui gouvernent les sociétés africaines.

Although when we talk of exploitation we usually think of capitalists, we should not forget that there are many fish in the sea. They eat each other. The large ones eat the small ones, and small ones eat those who are even smaller. There are two possible ways of dividing the people in our country. We can put the capitalists and feudalists on one side, and the farmers and workers on the other. But we can also divide the people into urban dwellers on one side and those who live in the rural areas on the other. If we are not careful we might get to the position where the real exploitation is that of town dwellers exploiting the peasants.⁶³²

Nous avons vu que Nyerere ne s'est pas contenté non plus de revendiquer une filiation entre les valeurs du socialisme et des aspects en particulier des sociétés traditionnelles africaines. Son souci est clairement de mettre en exergue le fait que l'Afrique est un environnement qui se distingue par ses particularités et son histoire et qui, par conséquent, ne peut être comprise qu'à travers ces mêmes paramètres. Il est en effet impossible de comprendre une société à travers le prisme de notions et de concepts qui lui sont étrangers. C'est la raison pour laquelle Nyerere parachèvera sa démarche en conférant un sens proprement africain à sa philosophie en la nommant *Ujamaa* pour que le peuple auquel il s'adresse puisse y distinguer son âme et son histoire. Les chercheurs d'horizons intellectuels divers qui se sont penchés sur le sujet nous apprennent que nos réactions sont déterminées par le sens que nous donnons aux phénomènes.⁶³³ Nyerere qui comprenait que le sens passe par le langage a su, le moment venu, substituer le swahili *ujamaa* à l'anglais *African socialism*. Il est évident que pour la majorité des Tanzaniens *ujamaa* traduit mieux les pratiques que Nyerere a voulu décrire dans son concept de *African socialism*.

Nyerere n'admet pas la théorie de la fin de l'histoire qui, depuis Hegel, défend l'idée qu'aucune autre contribution ou amélioration significative ne peut être apportée à la production idéologique et scientifique du monde occidental. En cela, le panafricaniste de Nyerere s'inscrit en droite ligne dans l'idée de « personnalité africaine » associée à Blyden qui, dans son discours⁶³⁴ du 5 janvier 1881, déplorait :

⁶³² Nyerere, *Ujamaa* 28.

⁶³³ Lire, par exemple, l'article de James Drever, « Meaning », *Journal of Philosophical Studies* 3. 9 (Janvier 1928) : 71-77. Ou plus récent, l'article de Luis Radford, « The Anthropology of Meaning » *Educational Studies in Mathematics* 61. 1-2 (2006): 39-65.

⁶³⁴ Blyden prononça ce discours en tant que premier président de *Liberia College*. Il s'adressa à la jeunesse du pays en particulier et la jeunesse africaine en général.

We look too much to foreigners, and are dazzled almost to blindness by their exploits—so as to fancy that they have exhausted the possibilities of humanity.⁶³⁵

On retrouve la même idée dans la pensée de Fanon qui dans son célèbre ouvrage *Les damnés de la terre*, exhortait les jeunes Etats africains nouvellement indépendants «à ne pas singer l'Europe» et à ne pas «être obsédés par le désir de la rattraper». Tout comme Blyden et Fanon, Nyerere pensait, et a montré par l'exemple, que les Africains doivent évoluer selon leurs propres méthodes, approche que semble adopter certains penseurs africains contemporains.⁶³⁶

Aussi avec son rejet de la validité de l'analyse de classe marxiste pour la situation africaine, Nyerere cherchait à prouver que les situations sont variables d'un continent à un autre, voire d'un pays à un autre, ce qui implique une variation dans l'interprétation des idées et leurs applications. Cela nous mène au troisième principe de son socialisme.

c. « *Socialist policies will vary from place to place* »

Dans son principe, la Déclaration d'Arusha est une invitation à l'action qui s'adresse aux socialistes et à tous les Africains. Nyerere les y exhorte à l'étude approfondie du corpus théorique qu'il conçoit comme des outils pour une réflexion ininterrompue qui doit mener à une connaissance sans cesse réactualisée des spécificités de chaque société humaine. L'objectif étant le meilleur choix d'une politique de développement et l'adoption des politiques et mesures les mieux adaptées à chaque réalité. Il ajoutera dans *The Varied Paths to Socialism* que c'est un impératif pour les socialistes du monde entier qu'ils continuent sans cesse à réfléchir pour pouvoir continuer à apporter des réponses aux problèmes nouveaux qu'engendrent nos sociétés en perpétuelles mutations, et il précisera :

And this thinking must be more than an attempt to discover what any so-called socialist Bible or socialist Koran really says and means.⁶³⁷

Il poursuivra avec la même rhétorique, qui cherche à interpeller le bon sens et la logique de son auditoire⁶³⁸ :

⁶³⁵ Blyden 90.

⁶³⁶ On peut inclure dans cette catégorie des auteurs africains comme Ngandu Nkashama, Etounga-Manguelle, C. Monga, G. Rossatanga-Rignaut dont nous aurons l'occasion de reparler dans la dernière partie de cette thèse.

⁶³⁷ Nyerere, *Ujamaa* 77.

It is necessary that those who call themselves scientific socialists should be scientific! In that case they would accept or reject socialist ideas and methods in accordance with the objective circumstances of time and place. They would certainly not be hampered or inhibited by the irrelevancies of a socialist theology.⁶³⁹

En réalité, il ne fait que réitérer un point de vue que l'on retrouve chez un des théoriciens du socialisme britannique Sydney Webb qui écrivit :

We had little sympathy with the ideal of a universal cosmopolitanism which some Socialists and many Liberals more or less consciously cherished, as an exaggeration, if not a perversion, of the teachings of Mazzini on the one hand, and Cobden on the other. [...] We counted **on each racial group or Nation-State pursuing its own evolution**, and shaping its own destiny, uninterruptedly in its own way, **intensifying thereby its characteristic faculties**, and thus increasing the special services that it could render to the world; in order to **enrich the common future**, not only by exchange but actually by the continuous increase of a desirable variety in qualities and achievements, even in such secondary matters as costume and language.⁶⁴⁰

L'autre aspect que Nyerere développera davantage devant les socialistes égyptiens c'est la contradiction entre le socialisme et ce qu'il a appelé le « nationalistic chauvinism » qui se traduisait, selon lui, par le fait que certains pays socialistes pensant se suffire à eux-mêmes ne communiquaient ni n'échangeaient suffisamment avec les autres. Pour lui, la variété des chemins qu'empruntent les nations individuellement est une richesse pour les dirigeants socialistes (notamment ceux des nouveaux Etats des années 1960) si les expériences individuelles sont soumises à l'étude et partagées sur une base régulière. Son idée est que par le biais d'une communication active entre les pays et les dirigeants socialistes, ces derniers gagneraient en temps et en efficacité car ils sauraient tirer réciproquement avantages des échecs et réussites. Citons-le :

Sometimes we shall try things before we are ready; sometimes we shall fail to choose the best methods out of alternatives available to us. And sometimes we may miss opportunities for advance because we are too cautious.

But while none of us has all the answers, we underdeveloped countries, in particular, can help each other—especially where we have the same socialist objectives. Some of our problems are similar, but

⁶³⁸ Il s'adressait aux partisans de Nasser.

⁶³⁹ Nyerere, *Ujamaa* 77.

⁶⁴⁰ Sidney Webb, *Introduction to the 1920 reprint of the Fabian Essays* pp. xviii-xxvi (London: George Allen & Unwin Ltd.) 34. Nous soulignons.

we tackle them at different times and in different ways. Why then should each of us act as if there was no experience at all?⁶⁴¹

Fidèle à l'esprit de la Déclaration d'Arusha, Nyerere ne fera que plaider pour une communauté de pays socialistes solidaires pour faire avancer leur projet commun, qui est d'abord panafricaniste par nécessité (parce qu'il faut bien partir de quelque part) et en même temps internationaliste par la finalité qui est visée, c'est-à-dire le bonheur de l'être humain. La Déclaration d'Arusha et le discours du Caire, qui le développe sur ce troisième principe du socialisme de Nyerere, reflètent ensemble une préoccupation que partageaient les socialistes de sa génération : comment rétablir la crédibilité morale du socialisme après les dérives du régime stalinien ? Il était certainement convaincu que si le communisme a échoué c'est en partie parce qu'il a été détourné de son objectif principal⁶⁴² qui était l'homme (man-centered) et non pas la grandeur nationale (state-centered).⁶⁴³ Le quatrième principe que nous allons voir s'articule autour de cette idée.

d. *"I believe in Human Brotherhood and the Unity of Africa"*⁶⁴⁴

Pour Nyerere il n'y avait pas de doute que le socialisme dans sa version (perfectible)⁶⁴⁵ africaine était la "bonne" voie pour le panafricanisme parce qu'il refuse l'exploitation de l'homme par l'homme et ne fait pas de distinction entre les hommes sur la base de leur race ou de leur pays d'origine. Ce qui le conduit à penser que si les hommes ont une origine commune et font face à un destin commun, s'ils sont nés libres et égaux et aspirent à vivre libres et heureux, ils ne peuvent s'accomplir pleinement que dans une société socialiste qui cherche à éliminer les inégalités et l'exploitation capitaliste de l'homme. Cela implique que celui qui croit sincèrement au socialisme et accepte humblement la valeur impérative de ses principes ne peut restreindre sa solidarité à un groupe spécifique et rester indifférent au sort de tous ceux qui se trouvent hors des limites que revendique ce groupe. Autrement dit, le socialiste sans pour autant nier l'existence matérielle des séparations entre les hommes

⁶⁴¹ Nyerere, *Ujamaa* 88.

⁶⁴² George Orwell, *Animal Farm*, (en donne une parfaite illustration)

⁶⁴³ Cette vision du socialisme est symbolisée par le *Stalinisme* que son successeur Khrushchev n'a pas hésité à dénoncer après sa mort en 1953. Voir « Leon Trotsky : Stalinism and Bolshevism », *Marxist.org* (1937) <<https://www.marxists.org/archive/trotsky/1937/08/stalinism.htm?>> consulté le 2 mars 2015.

⁶⁴⁴ Nyerere, *Ujamaa* 12.

⁶⁴⁵ Il se satisfaisait du socialisme comme héritage traditionnel ; et au contraire, il pensait qu'il fallait travailler à le moderniser.

(frontières, langues, coutumes, etc..) ne cherche qu'à les transcender. Son but n'est ni de les légitimer ni nécessairement de les abattre, mais d'agir comme si leur importance ne dépassait pas leur existence fortuite.

Modern African socialism can draw from its traditional heritage the recognition of 'society' as an extension of the basic family unit. But it can no longer confine the idea of the social family within the limits of the tribe, nor, indeed, of the nation. For no true African socialist can look at a line drawn on a map and say, 'The people on this side of that line are my brothers, but those who happen to live on the other side of it can have no claim on me'; every individual on this continent is his brother.⁶⁴⁶

Il ne confinera pas non plus sa conception de la solidarité au seul continent africain. Il connaissait parfaitement l'histoire du panafricanisme pour comprendre que la fraternité raciale qui l'a fondé et l'a nourri était une nécessité après l'esclavage, la colonisation, et toutes les autres formes d'humiliation et d'oppression subies par les Africains. L'idée de solidarité raciale qui est indissociable du panafricanisme pour des raisons évidentes a toujours été un moyen et jamais une finalité pour la majorité de ses penseurs, contrairement à ce que certains critiques semblent suggérer.⁶⁴⁷ Nyerere a toujours insisté sur l'idée d'ouverture car il était convaincu que les peuples des différents continents étaient destinés à former un seul peuple.

It was in the struggle to break the grip of colonialism that we learnt the need for unity. We came to recognize that the same socialist attitude of mind which, in the tribal days, gave to every individual the security that comes of belonging to a widely extended family, must be preserved within the still wider society of the nation. But we should not stop there. Our recognition of the family to which we all belong must be extended yet further—beyond the tribe, the community, the nation, or even the continent—to embrace the whole society of mankind. This is the only logical conclusion for true socialism.⁶⁴⁸

Le discours de Nyerere ne cherche pas à délégitimer les formes de solidarités nécessaires imposées par les circonstances historiques car il connaît leur utilité. Mais il pense qu'il faut tendre vers un idéal qui est la « solidarité humaine absolue ».

Ces quatre principes que nous venons de dégager à propos du socialisme de Nyerere nous seront utiles pour comprendre toutes les implications que contient la notion de « *self-reliance* » énoncé dans la Déclaration d'Arusha et qui, bien plus qu'une simple notion, est un programme de développement économique et social.

⁶⁴⁶ Nyerere, *Ujamaa* 12.

⁶⁴⁷ Le plus important critique de cet aspect du panafricanisme est sans doute Achille Mbembe, défenseur du concept d'afropolitanisme, à lire dans son ouvrage *Sortir de la grande nuit* (Paris : La Découverte, 2012).

⁶⁴⁸ Nyerere, *Ujamaa* 12.

3. Comment définir *self-reliance* ?

a. La question sémantique

Tout gouvernement concerné par l'intérêt de ceux qu'il gouverne aura comme objectif principal d'accroître leur niveau de sécurité (dans un sens large). Un gouvernement qui a un tel objectif cherchera toujours à réduire, voire à éliminer, toute forme de dépendance vis-à-vis d'un autre pays. Durant les années 1960, tous les États africains, y compris ceux dont l'intention était de ne rien changer au modèle de développement⁶⁴⁹ hérité du colonialisme, prétendaient avoir comme objectif l'indépendance économique de leurs pays respectifs. Les expressions françaises les plus fréquemment utilisées par ces dirigeants étaient « indépendance politique »⁶⁵⁰ et « autonomie ».⁶⁵¹ Cela explique la traduction fréquente de *self-reliance* par « autonomie » même si les deux n'ont pas exactement la même charge sémantique.

Le dictionnaire *Le Petit Robert* indique que le mot « autonomie » renvoie à l'indépendance d'un pays ou d'une région, donc très précisément à un régime politique et administratif. Aujourd'hui on entend souvent parler d'autonomie des régions, des localités ou des institutions publiques comme les universités. Le mot « autonomy » en anglais renvoie à la même signification qu'en français. Quant au mot composé *self-reliant*, il signifie compter sur ses propres capacités et moyens (au sens large) et sur ses propres efforts pour atteindre un objectif en particulier. Son équivalent exact n'existe pas dans la langue française, qui ne possède pas la même flexibilité que l'anglais. Compte tenu des différences sémantiques précédemment exposées, la traduction de *self-reliance* par « autonomie » ne peut pas être tout à fait satisfaisante. Faute de trouver dans la langue française un équivalent, il nous semble préférable de garder le terme original dans le souci de traduire le plus fidèlement possible la pensée de l'auteur dans les lignes qui suivent.

Que pouvons-nous dire à propos du contenu sémantique *self-reliance* ? Qu'y a-t-il dans le concept qui le rend si intéressant sémantiquement ? Nous pouvons d'ores et déjà avancer que

⁶⁴⁹ On peut en effet poser la question de savoir s'il est justifié de parler de modèle de développement. C'est, par exemple, l'une des questions que soulève l'ouvrage de Walter Rodney, *How Europe Undeveloped Africa*, publié en 1972. Nous considérons qu'il n'est pas nécessaire d'ouvrir ce débat dans cette thèse qui propose d'étudier les idées politiques de Nyerere, qui n'avait pas jugé utile de s'y attarder.

⁶⁵⁰ Nkrumah, *Africa Must Unite* 107.

⁶⁵¹ Amzat Boukari-Yabara, *Africa Unite* 200.

son utilisation dans la Déclaration D'Arusha nous oblige certes à prendre en compte le contexte économique mais aussi et surtout la vision politique de Nyerere pour bien déterminer son potentiel. C'est l'approche que préconise Pratt :

Self-reliance was a call to Tanzanians to concentrate their energies and efforts upon what they can do with their own resources. Nyerere did not rule out foreign aid, far from it, but he wanted it to be regarded as supplementary to a national development effort. It was a call for self-respect. It was a call for greater realism about international politics. 'Self-reliance' was thus an understandable development from a number of ideas, values and attitudes that had long been present in Tanzanian politics. It is intimately linked with nationalism, with a concern for African dignity, with the earlier TANU call for 'Uhuru na Kazi' (freedom and work) and with a foreign policy of positive non-alignment.⁶⁵²

On retrouve dans cette définition l'essentiel des aspects que contient le programme de *self-reliance* tel qu'articulé dans la Déclaration d'Arusha. Ce programme vise à traduire une philosophie politique (celle de Nyerere lui-même) en actes concrets dans le contexte d'une nation naissante, la Tanzanie. Il est fondé sur les principes du socialisme que nous avons développés auparavant et constitue une stratégie globale orientée vers la finalité de l'émergence d'une nation socialiste en Tanzanie. Ici l'instrument idéologique, en l'occurrence le socialisme, ne suffit pas, il faut des hommes et des femmes convaincus pour le traduire en actes concrets. *Self-reliance* engage avant tout la responsabilité des citoyens. Autrement dit, c'est tout un ensemble de décisions et de mesures censées donner aux citoyens (hommes et femmes) l'idéal vers lequel tendre et les moyens de l'atteindre individuellement et collectivement. C'est globalement une discipline de vie qui doit être totalement conforme aux principes d'*Ujamaa*. C'est un programme de développement qui embrasse tous les aspects de la vie de l'individu et de la communauté. En accord avec la définition qu'en donne Pratt, on pourrait dire que *self-reliance* renferme un certain nombre d'idées comme l'esprit d'indépendance, la coopération entre les individus, la créativité collective et individuelle, l'éducation et la formation des citoyens. Toutes ces idées étant censées converger vers un objectif qui est de faire de la Tanzanie un pays d'hommes et de femmes « intègres »⁶⁵³ comme disait Thomas Sankara. Il est utile de poser tous ces éléments qui indiquent bien que le concept de *self-reliance* ne peut être cantonné au domaine économique uniquement avant d'aller plus loin dans l'analyse. Dans sa définition, Emerson qui a consacré un essai célèbre au concept parle de l'affirmation de l'individualité de chacun. Nyerere, en revanche, lui confère une dimension sociale et communautaire alors que pour Emerson la société est

⁶⁵² Pratt 232.

⁶⁵³ La Haute Volta rebaptisée Burkina Faso par Thomas Sankara veut dire en langue Mossi, le pays des hommes (humanité) intègres.

synonyme de privation de liberté pour l'individu.⁶⁵⁴ Le *self-reliance* d'Emerson fait l'éloge de l'individualisme absolu tandis que celui de Nyerere conçoit l'individu comme un membre permanent de la communauté. C'est pourquoi chez ce dernier *self-reliance* s'appuie sur une relation d'interdépendance entre la communauté et l'individu qui implique pour ce dernier la nécessité d'observer une attitude particulière, de respecter un ensemble de valeurs, de suivre certaines croyances, de s'associer aux autres dans le travail. Tous ces éléments sont transmis par le biais de l'éducation qui est de ce fait un aspect fondamental de la vision de Nyerere. Sans une éducation capable de préparer les individus et la société et leur fournir les outils et le savoir pour développer les qualités qui lui sont nécessaires, *self-reliance* ne peut avoir une existence concrète. Ceci explique la place que la Déclaration d'Arusha accorde à la question de l'éducation. Avant d'aborder ce point, il est utile de présenter quelques éléments essentiels que Nyerere commentera de manière plus détaillée après la publication de la Déclaration.

b. *Self-reliance* « ...what it does not mean »⁶⁵⁵

Il s'évertuera pendant plusieurs mois après sa publication à démontrer que *self-reliance* se distingue très nettement de l'individualisme et de l'isolationnisme. Pour lui, l'individu ne peut se réaliser en dehors de la société ou de la communauté comme le prétend Emerson, mais se réalise par et pour la communauté (au sens large) qui aspire, elle aussi, au *self-reliance*. Cette idée sera davantage développée dans une autre publication *After the Arusha Declaration* (17 octobre 1967) qui reviendra sur des points qui alimentaient la confusion autour du concept. Nyerere s'y adressera aux militants de son parti politique et en particulier aux éléments favorables à l'africanisation rapide qui entretenaient l'incompréhension au point de monter les citoyens tanzaniens contre les expatriés accusés ou soupçonnés de déloyauté envers la nation.⁶⁵⁶ Il aura cette réaction ferme :

⁶⁵⁴ Ralph Waldo Emerson « Self-Reliance », 1841. La version électronique du texte que nous avons consulté est disponible à l'adresse internet: <http://www.emersoncentral.com/selfreliance.htm> consulté le 10 février 2015.

⁶⁵⁵ Nyerere, *Ujamaa* 146.

⁶⁵⁶ Il faut en effet noter que, d'une part, la presse Tanzanienne, dans une poussée de nationalisme, allait beaucoup contribuer à cette confusion et que d'autre part, la nationalisation massive des entreprises autorisée par Nyerere et son gouvernement et poursuivie avec une frénésie extraordinaire dans les semaines qui suivront la déclaration d'Arusha fera régner dans le pays une atmosphère de « chasse aux sorcières ». Peut-être était-ce l'intention de Nyerere que de pousser les Tanzaniens à se mobiliser contre tout ce qui représentait le capitalisme et le féodalisme ? Les journaux principalement responsables de cette situation étaient *The Nationalist* et le *Standard* qui étaient financés par le gouvernement tanzanien. Cela veut dire que Nyerere pouvait exercer son influence pour les empêcher d'alimenter cette confusion ; et une telle intervention de sa part pouvait trouver une

Some of our people have spoken and acted as though it meant self-sufficiency in manpower and financial resources. It means nothing of the kind. It would be extremely silly if we imagined that the Arusha Declaration had caused us to have more qualified doctors, engineers, teachers, administrators, and so on...⁶⁵⁷

Ces mots étaient destinés aux idéologues réfractaires pour qui être « self-reliant » ne pouvait être que synonyme de rejet de tout ce qui vient de l'extérieur. Dans cet extrait, Nyerere introduira la notion de « self-sufficiency » (c'est-à-dire l'autonomie de ressources ou de moyens qui dispense une personne ou un pays d'une aide extérieure) pour bien mettre en évidence l'écart entre l'essence de l'idée du mot *self-reliance* et celle de la représentation populaire. En faisant cela il montre qu'il a bien identifié la cause de l'incompréhension du public comme étant sa connaissance superficielle de la langue anglaise. Le Mwalimu pédagogue prendra ainsi le dessus sur l'homme politique. *After the Arusha Declaration* est très précisément un discours dans lequel Nyerere fera la pédagogie de son projet de société et expliquera plus précisément ce qu'il entend par être *self-reliant*, en s'appuyant sur des aspects concrets de la situation économique du pays pour interpeller le bon sens de son auditoire. Le fait de rappeler le niveau de sous-développement du pays a pour but de pousser l'auditoire à déduire que le rejet des expatriés (c'est-à-dire des compétences et du savoir-faire) équivaut à de la stupidité. Le chiasme « it is not being self-reliant...its just being stupid » dans le passage suivant force l'adhésion de l'auditeur.

Few things make me more angry than a refusal to accept and to work with people from other countries whose participation can make all the difference between our plans succeeding or failing. It is not being self-reliant to refuse to carry out the directions of a foreign engineer, or a foreign doctor, or a foreign manager; it is just being stupid.⁶⁵⁸

Il est intéressant de noter deux niveaux de discours dans cet extrait. D'un côté, l'accent est mis sur l'intérêt général et de l'autre, sur le devoir de l'individu. Notons d'abord que Nyerere n'utilisera pas le nom « expatriate » (plus communément utilisé à l'époque) mais lui préfère l'expression « people from other countries » plus conforme avec l'idée qu'il se faisait du socialisme que les partisans d'une africanisation accélérée utilisaient comme prétexte pour justifier l'octroi des postes de la fonction publiques exclusivement aux nationaux.⁶⁵⁹ De la

justification morale dans le besoin de garantir la paix sociale en Tanzanie. Il pouvait agir d'autant plus que les personnes responsables étaient ceux-là mêmes qui critiquaient son socialisme africain. On peut penser que le choix de laisser ces derniers s'exprimer, au-delà d'un souci démocratique, était animé par le besoin de tester l'adhésion des Tanzaniens à son projet socialiste.

⁶⁵⁷ Nyerere, *Ujamaa* 146.

⁶⁵⁸ Nyerere, *Ujamaa* 100-1.

⁶⁵⁹ Nyerere, *Ujamaa* 148.

même manière il préférera le nom « participation » pour insister sur cette idée de fraternité humaine qui est un autre principe fondamental de son socialisme. Il invitera par ce biais les Tanzaniens à observer une attitude d'hospitalité à l'encontre des étrangers, qui apportaient leur contribution salutaire à l'édifice national. Aussi, son discours s'adressera à chaque Tanzanien qu'il veut mettre devant ses propres responsabilités dans les différents domaines d'activités, en leur rappelant leur mission tout en essayant de tirer le meilleur avantage de l'expérience et du savoir-faire des étrangers.

Dans un autre passage, il ira encore plus loin sur les implications adverses de la confusion alimentée par des éléments marxistes sur la stratégie macroéconomique du pays. Les investissements étrangers destinés aux financements de projets d'infrastructure⁶⁶⁰ étaient également présentés comme des menaces encore plus importantes contre la politique du pays. Sur ce point Nyerere se contentera de rappeler le contenu exact de la Déclaration.

There is another aspect of our self-reliance policy which has also been misunderstood by some people. For the Arusha Declaration does not say that Tanzania refuses outside aid, or that there is something wrong in receiving it. The Declaration says, and I quote: 'we are not saying that we will not accept, or even that we shall not look for, money from other countries for our development. This is not what we are saying.'⁶⁶¹

La Déclaration d'Arusha ne dit pas que l'assistance étrangère est une chose essentiellement mauvaise pour le modèle de développement choisi par la Tanzanie ; elle affirme simplement qu'elle ne doit pas être recherchée à n'importe quel prix. C'est-à-dire que la Tanzanie ne doit pas définir ses orientations économiques en fonction d'une aide éventuelle ou pour satisfaire les exigences des bailleurs de fonds étrangers. *Self-reliance* ne suppose pas le refus pour des raisons idéologiques ou dogmatiques de tout investissement extérieur. Elle ne signifie pas non plus l'hostilité systématique vis-à-vis des expatriés et des capitalistes.

L'approche pédagogique que Nyerere adoptera dans son discours *After the Arusha Declaration* débouche assez naturellement sur l'annonce d'une stratégie de mise en application de l'idée de *self-reliance* axée d'une part sur la réforme et de l'autre sur l'engagement volontariste de l'Etat.

⁶⁶⁰ Les Chinois devaient assurer le financement et la construction de la voie ferrée entre la Tanzanie et la Zambie pour désenclaver cette dernière et réduire sa dépendance par rapport au régime sud-rhodésien et sud-africain. Quant aux Américains ils s'étaient engagés dans le projet de route Dar Es Salaam-Tunduma.

⁶⁶¹ Nyerere, *Ujamaa* 148-9.

La troisième partie de la Déclaration s'intitule « The Policy of Self-Reliance » que Nyerere définira comme une politique de réforme économique et sociale. Il y fait l'annonce suivante :

TANU is involved in a war against poverty and oppression in our country; the struggle is aimed at moving the people of Tanzania (and the people of Africa as a whole) from a state of poverty to a state of prosperity. We have been oppressed a great deal, we have been exploited a great deal and we have been disregarded a great deal. It is our weakness that has led to our being oppressed, exploited and disregarded.⁶⁶²

La réforme annoncée vise *in fine* la transformation de la société africaine dans son intégralité (Africa as a whole). Il n'y a aucun doute sur le fait que Nyerere place son discours dans une perspective panafricaniste, mais ceci ne doit pas nous faire perdre de vue son approche gradualiste que nous avons vue dans la troisième partie. Son utilisation de vocables qui renvoient à l'idée d'injustice et de violence (oppressed/ exploited/ disregarded) a pour but d'enraciner le discours dans une tradition panafricaniste bien établie; cette tradition s'appuyant elle-même sur des faits historiques incontestables (la traite négrière transatlantique, le colonialisme). La Déclaration reste laconique sur les événements passés car c'est un document qui invite à l'action pour la transformation de la réalité plus qu'à la simple commémoration d'une histoire partagée. Le choix rhétorique de mettre l'accent sur des causes (poverty/ weakness) et des conséquences (oppression/ exploitation), en particulier de cette expérience historique, s'explique par le besoin de convaincre l'auditoire de la nécessité de l'action et de la mobilisation. Dans l'esprit de la Déclaration, la transformation sociale n'est possible qu'à partir du moment où les individus eux-mêmes se libèrent des carcans d'une histoire tragique pour en être les véritables acteurs de leur devenir. Ainsi l'évocation des faits historiques ne se justifie que par les enseignements qu'il faut en tirer pour mieux appréhender le présent et l'avenir :

Now we want a revolution—revolution which brings to an end our weakness, so that we are never again exploited, oppressed, or humiliated.⁶⁶³

Le mot « révolution » doit être compris dans le sens de transformation profonde de la société, donc un processus plutôt qu'un événement. Nyerere ne fait ensuite qu'appliquer à la situation de l'Afrique l'esprit du dialogue mélien ainsi que sa propre interprétation de la loi de la sélection naturelle en résumant par le substantif « weakness » le caractère général de ce continent par rapport à l'Occident qui, par opposition, est forte par son organisation sociale,

⁶⁶² Nyerere, *Ujamaa* 18.

⁶⁶³ Nyerere, *Ujamaa* 18.

son économie et sa technologie. Pour Nyerere, ce déséquilibre des forces est le véritable problème et non pas l'oppression et l'exploitation qui sont avant tout des conséquences. Il préconise de s'attaquer à l'origine plutôt qu'aux conséquences, ce qui revient à dire que si la pauvreté économique et sociale est à l'origine de la vulnérabilité des sociétés africaines, la recherche des moyens efficaces de son éradication doit être le projet du panafricanisme et la préoccupation principale des panafricanistes. Un projet qui, en aucun cas, ne doit être envisagé par un recours aux armes des sociétés économiquement puissantes, mais au moyen d'une bonne utilisation des ressources disponibles, c'est-à-dire, la terre et les ressources humaines.⁶⁶⁴

Self-reliance is a positive affirmation of that we shall depend upon ourselves for the development of Tanzania, and that we shall use the resources we have for that purpose, not just sit back and complain because there are other things we do not have.⁶⁶⁵

Etre « self-reliant », c'est affirmer sa volonté d'acteur, d'agent de transformation social. Un pays véritablement « self-reliant » est un pays qui base son développement sur ses propres ressources et qui s'évertue à utiliser ses ressources pour atteindre les objectifs qu'il s'est librement fixés :

We are saying to ourselves that we are going to build a self-reliant socialist society. We are saying: 'Here is land, here we are; this is the amount of knowledge, skill and experience we have, and this is the amount of money we have to spend on supplementing our skill and knowledge or on buying more advanced machines. Now let us get on with it.' And we are saying to other people: 'This is what we are doing; if you want to help us, do this and this and this, for that is what we need most at this stage.' The really important thing for us to be clear about is that we are not saying to other people (and now, after the Arusha Declaration, we cannot say): 'Please come and develop our country for us, and if you insist we will stop being socialist, or believing in equality, or being anti-colonial'. These things we will never say. We do not believe that anyone else can develop our country for us and, even if they could, we would not be willing to give up the determination of our own policy. It is we ourselves who will develop our country.⁶⁶⁶

L'idée de volonté inébranlable qui se dégage de ce passage se présente comme le ferment de la transformation ou de la révolution sociale qui doit nécessairement être portée par chaque élément de la société en question.

If every individual is self-reliant then the house cell will be self-reliant; if all the cells are self-reliant the whole ward will be self-reliant; and if the wards are self-reliant the District will be self-reliant. If the

⁶⁶⁴ Nyerere, *Ujamaa* 51.

⁶⁶⁵ Nyerere, *Ujamaa* 149

⁶⁶⁶ Nyerere, *Ujamaa* 149-50.

Districts are self-reliant, then the Region is self-reliant, and if the Regions are self-reliant, then the whole nation is self-reliant and this is our aim.⁶⁶⁷

En effet, la transformation sociale ne peut être qu'un processus devant nécessairement reposer sur l'effort des femmes et des hommes qui forment le corps de la nation. Pour cela il faut les responsabiliser par le moyen de l'éducation, et leur fournir les outils pour s'organiser efficacement.

Et en tant que panafricaniste, Nyerere est très proche d'E. W. Blyden qui prônait l'affirmation d'une authenticité africaine dans tous les domaines. Fidèle à cette approche, il cherchera à mobiliser les militants du parti et les citoyens à l'engagement à travers le programme d'*Ujamaa*. La Déclaration préconise l'engagement de l'État dans l'activité agricole à travers des mesures d'incitation à la production, l'aide à l'organisation, et la fourniture d'équipement plus modernes.

c. "*Commitment to a Quality of Life*"⁶⁶⁸

From now on we shall stand upright and walk forward on our feet rather than look at this problem upside down. Industries will come and money will come but their foundation is the *people* and their *hard work*, especially in AGRICULTURE⁶⁶⁹. This is the meaning of self-reliance.⁶⁷⁰

L'engagement et le volontarisme de l'Etat que Nyerere juge essentiels pour accompagner les efforts des travailleurs (particulièrement la majorité qui s'adonne à l'activité agricole) doivent être conditionnés au préalable par un état des lieux exact des atouts et des faiblesses du pays :

- Our United Republic has at present a poor, underdeveloped, and agricultural economy;
- We have very little capital to invest in big factories or modern machines;
- We are short of people with skill and experience;
- What we do have is land in abundance and people who are willing to work hard for their own improvement. It is the use of these latter resources which will decide whether we reach our total goals or not.⁶⁷¹

⁶⁶⁷ Nyerere, *Ujamaa* 34.

⁶⁶⁸ Nyerere, *Ujamaa* 92.

⁶⁶⁹ Les italiques sont de l'auteur.

⁶⁷⁰ Nyerere, *Ujamaa* 33.

⁶⁷¹ Nyerere, *Ujamaa* 50-1.

Il poursuivra cette réflexion dans *Education for Self-Reliance* (mars 1967) dans lequel il mettra davantage l'accent sur les modalités d'utilisation des ressources qu'il estime être l'aspect le plus déterminant. L'intensification de l'investissement physique dans le travail qui est mis en avant dans la Déclaration d'Arusha ne suffit pas en soi s'il ne s'accompagne pas de ce qu'il appellera « spirit of self-reliance » qui n'est autre que l'intention et la signification que, par exemple, le paysan met dans son rapport à la terre qu'il cultive. L'expression renferme l'idée de conviction parfaite et donc aussi celle de dévouement total à une conception du travail, qui devient une manière de vivre, une philosophie de vie. Nyerere dira très précisément :

If we use these resources in *a spirit of self-reliance*⁶⁷² as the basis for development, then we shall make progress *slowly but surely*.⁶⁷³ And it will then be real progress, affecting the lives of the masses, not just having spectacular show-pieces in the towns while the rest of the people of Tanzania live in their present poverty.⁶⁷⁴

Cet esprit de *self-reliance* est donc une dimension de la politique de *self-reliance* dont l'État doit aussi se préoccuper pour avoir la certitude de réussir le développement qui n'est rien d'autre que l'amélioration de la qualité de vie pour la majorité des citoyens d'un pays. Evidemment, l'expression *spirit of self-reliance* renferme d'autres aspects que nous aurons l'occasion d'aborder dans les lignes qui suivront mais pour le moment nous devons retenir que c'est un élément important de l'approche de Nyerere au même titre que la ressource principale (la terre) et la force de travail des citoyens. Ainsi se pose à nouveau la question des moyens de son acquisition. Ces moyens ne peuvent être que l'éducation et la communication, ce qui explique l'importance que Nyerere donne à ces deux volets.

Nous pouvons retenir des éléments de définition et d'explication ci-dessus deux choses fondamentales. Premièrement, que *self-reliance* est un engagement politique qui s'appuie sur un document théorique et deuxièmement, que l'objectif de cet engagement est l'amélioration de la qualité de la vie sur le continent africain. Donc, il faut, tout en poursuivant la réflexion garder à l'esprit ceci : *self-reliance* est une politique de développement fondée sur des principes idéologiques (le socialisme africain) et orientée vers un objectif, l'homme (The Purpose is Man)⁶⁷⁵. Les ressources et la manière de les exploiter sont les seuls prérequis du

⁶⁷² Mes italiques.

⁶⁷³ Mes italiques. Dans son essai *Socialism and Rural Development*, il met ses camarades du parti contre ce qu'il a appelé les tentations de l'impatience. *Ujamaa* 134.

⁶⁷⁴ Nyerere, *Ujamaa* 51.

⁶⁷⁵ Nyerere, *Ujamaa* 91.

développement. Dans les années 1960, deux visions du développement s’opposaient, celle de ceux qui l’appréhendaient par la voie de l’accélération de l’industrialisation rapide (soutenue par la croissance et le transfert de technologie) et celle de ceux qui préconisaient la voie agraire avec de chaque côté des arguments valides et des exemples concrets. C’est dans ce contexte de réexamen théorique de la notion de développement qu’il convient de replacer la pensée et les idées de Julius Nyerere. Pour l’analyse qui suit, nous avons besoin de situer ses idées dans un courant de pensée d’économistes du développement. Deux économistes nous seront particulièrement utiles. Il s’agit d’Arthur Lewis (1915-1991) et Ernst F. Schumacher (1911-1977) —tous contemporains de Nyerere qu’ils ont probablement rencontré—pour deux raisons principales : l’application de leurs travaux à des situations similaires à celles de la Tanzanie et l’étendue des paramètres qu’ils prennent en considération.

4. “Education for *self-reliance*”

Avant de poursuivre notre analyse en évoquant ces deux auteurs, parlons d’abord de comment l’école participe à la fabrication de l’esprit de *self-reliance*. Selon Aristote pour atteindre le bonheur (la félicité), il est nécessaire de connaître la bonne finalité et de choisir les bons moyens pour l’atteindre.⁶⁷⁶ Fanon dira, quant à lui, que « l’homme est ce par quoi la société parvient à être ». ⁶⁷⁷ Le postulat du sage grec et l’aphorisme du révolutionnaire anticolonialiste contiennent des éléments que nous retrouvons dans une phrase clé de la Déclaration d’Arusha :

In order properly to implement the policy of self-reliance, the people have to be taught the meaning of self-reliance and its practice.⁶⁷⁸

Self-reliance est la quête d’une meilleure qualité de vie donc, en d’autres termes, la recherche du bonheur au sens aristotélicien. C’est la bonne finalité recherchée dans le cas qui nous concerne. L’éducation traduit par l’expression (have to be taught) renvoie au moyen que l’auteur juge adéquat. Mais l’homme (the people) au centre de la phrase est en réalité le véritable moyen (comme le dit Fanon) car l’éducation (dans le sens où nous l’employons ici) n’est utile qu’aux hommes sans qui aucun projet n’est réalisable.

⁶⁷⁶ Ernest Baker (trad), *The Politics of Aristotle* (London: Oxford University Press, 1973) 311.

⁶⁷⁷ Frantz Fanon, *Peau noire, masques blancs* (Paris : Seuil, 1952).

⁶⁷⁸ Nyerere, *Ujamaa* 33.

A partir de ce constat préalable se pose la question du choix d'un modèle d'éducation. Quelles peuvent être les spécificités d'une éducation qui vise comme finalité *self-reliance* ? Sur quelles bases doit-elle être établie pour atteindre ses objectifs ? Nous allons voir les réponses que Nyerere nous propose.

Mais avant cela, que pouvons-nous dire de l'éducation en général, de son rôle et de ses objectifs ? On peut dire, dans un premier temps, qu'elle a comme mission première de transmettre aux générations successives les valeurs et les idées d'une société ou d'une nation donnée. Aussi, elle vise à transmettre des connaissances et des savoirs pour préparer les individus à faire face aux exigences de la vie et à produire les moyens de leur propre subsistance. Autrement dit, l'éducation sert aussi à préparer les individus aux métiers qu'ils pourraient exercer dans un cadre géographique précis.⁶⁷⁹ En règle générale c'est l'environnement économique qui détermine le contenu des programmes d'éducation et de formation. Blyden est sans doute le premier panafricaniste à s'être sérieusement penché sur la qualité de l'éducation coloniale dispensée à plusieurs générations de colonisés et il disait à propos du rôle de l'éducation :

The object of all education is to secure growth and efficiency, to make a man all that his natural gifts will allow him to become; to produce self-respect, a proper appreciation of our own powers and of the powers of other people; to beget a fitness for one's sphere of life and action, and an ability to discharge the duties it imposes.

Ce sont là les caractéristiques d'un système scolaire bien conçu tel que Blyden l'entendait. On pourrait résumer ceci en disant que dans l'idéal l'épanouissement de la personne humaine doit être la mission principale de l'éducation. Il oppose ensuite cette vision idéalisée de l'éducation à la réalité de l'ère coloniale et impériale. Ce qui l'avait amené à conclure que :

Now, if we take these qualities as the true outcome of a correct education, then every one who is acquainted with the facts must admit that, as a rule, in the entire civilized world, the Negro, notwithstanding his two hundred years residence with Christian and civilised races, has nowhere received anything like a correct education.⁶⁸⁰

Pour Blyden, l'éducation qui était destinée aux Africains en son temps avait des objectifs différents de ceux évoqués plus haut. Son successeur, Julius Nyerere, lui aussi homme

⁶⁷⁹ En 1967 l'Afrique était à peine concernée par la circulation de la main d'œuvre mondiale dans le sens où une petite minorité seulement (pouvait) faire le choix de l'immigration de travail. Ce qui fait que les jeunes diplômés n'avaient d'autres débouchés que le marché du travail local. Aujourd'hui on est obligé de constater que la situation n'a guère évolué.

⁶⁸⁰ Blyden 85.

politique qui a exercé le métier d'enseignant, fera exactement le même constat plusieurs décennies plus tard.

The education provided by the colonial government in the two countries which now form Tanzania had a different purpose. It was not designed to prepare the young for the service of their own country; instead it was motivated by a desire to inculcate the values of the colonial society and to train individuals for the service of the colonial state.

Alors qu'en était-il vraiment de ce système colonial ? Que disent les historiens qui l'ont étudié et les experts qui ont analysé ses conséquences sur les modes d'interactions sociales et de production dans les anciennes colonies ? Leurs conclusions confirment-elles ou, au contraire, contredisent-elles le constat que faisait Blyden à la fin du 19^e siècle et celui que fait Nyerere dans sa Déclaration d'Arusha ?

Dans son *An African Survey Revisited* (1956), Lord Hailey explique comment le gouvernement colonial a délibérément retardé la diffusion des techniques modernes en limitant l'accès à la qualification technique aux autochtones dans le domaine de l'agriculture, qui nous intéresse tout particulièrement. Lord Hailey semble suggérer que cette politique ne pouvait pas être en faveur du développement futur des colonies concernées :

In regard to agriculture and animal husbandry, however, the need for qualified Africans is not confined to the subordinate staff, but extends also to the superior ranks, for there can be few other departments of work where so salutary an influence can be exercised by a cadre of officers who, in addition to their scientific qualifications, are intimately conversant with the life and customs of the people.⁶⁸¹

Dans son ouvrage qui étudie le système d'administration britannique, l'historien Richard Symonds démontre que le programme scolaire dispensé dans les colonies britanniques n'a pas permis de préparer de manière quantitative et qualitative les colonisés à prendre leur destin en main. Il rappelle le rôle de pionniers des missionnaires dans le domaine qui, jusque dans les années 1920, ont pu maintenir leur emprise grâce notamment au soutien politique et financier du pouvoir colonial. La formation en question mettait donc davantage l'accent sur la religion et s'intéressait accessoirement à l'initiation à certains métiers et à des techniques agricoles de base.

[...] from about 1945 until self-government, the emphasis was on the creation of institutions of higher education modelled on those of England. As the territories became self-governing they usually entered a

⁶⁸¹ Lord Hailey, *An African Survey Revisited 1956: A Study of Problems Arising in Africa South of the Sahara* (London: Oxford University Press, 1957).

fourth stage in which primary and secondary education was greatly expanded and an attempt was made to relate higher education to manpower needs.⁶⁸²

Nyerere pouvait aisément s'appuyer sur les travaux de ces Britanniques pour affirmer tout à fait aisément que :

So little education had been provided that in December, 1961, we had too few people with necessary educational qualifications even to man our administration of Government as it was then, much less undertake the big economic and social development work which was essential. Neither was the school population in 1961 large enough to allow for any expectation that this situation would be speedily corrected. On top of that, education was based upon race, whereas the whole moral case of the independence movement had been based upon a rejection of racial distinctions.⁶⁸³

Dans les années 1960, d'autres experts ont tenté de chercher dans les systèmes d'instruction mis en place dans les colonies par les britanniques et les autres puissances coloniales les obstacles structurels au développement des sociétés postcoloniales. C'est ainsi que l'économiste E. F. Schumacher a découvert dans les particularités de l'enseignement en Inde britannique les souches persistantes d'une perception populaire selon laquelle l'acquisition d'une bonne éducation n'est qu'un moyen ouvrant un accès direct aux privilèges.⁶⁸⁴ Schumacher n'a fait que confirmer l'absence de ce que Nyerere a appelé « le sens du dévouement à la communauté » dans le modèle qu'il a étudié. Un spécialiste de l'éducation, Theodore Lewis, a montré dans les années 1990 la manière dont le modèle d'enseignement britannique continuait à promouvoir l'élitisme à travers une hiérarchisation de la connaissance qui relègue au second plan les travaux manuels et l'enseignement pratique :

The practice of dividing the curriculum into academic and vocational aspects, and treating the latter as a default for those deemed to be ill-suited to the former, has been an enduring staple of educational systems and schools across the globe [...] Liberal education was education of prestige, for 'free men of independent means,' and was different from inferior 'instrumental knowledges' which could be acquired *in situ*, at hospitals, the Inns of Court, or the offices of professionals. Thus status was the wedge that separated the two kinds of knowledge.⁶⁸⁵

Il a expliqué la nécessité de la disqualification du système scolaire colonial par le besoin de transmettre les valeurs de la société traditionnelle :

⁶⁸² Richards Symonds, *The British and their Successors: A Study in the Development of the Government Services in the New States* (Evanston: North Western University, 1966) 134.

⁶⁸³ Nyerere, *Ujamaa* 47-8.

⁶⁸⁴ Schumacher 172.

⁶⁸⁵ Theodore Lewis, « Vocational Education as General Education », *Curriculum Inquiry* 28, 3 (1998): 283-309. 285.

Colonial education in this country was therefore not transmitting the values and knowledge of Tanzanian society from one generation to the next; it was a deliberate attempt to change those values and to replace traditional knowledge by the knowledge from a different society. It was thus a part of a deliberate attempt to effect a revolution in the society; to make it into a colonial society which accepted its status and which was an efficient adjunct to the governing power.⁶⁸⁶

Les travaux cités ci-dessus viennent étayer le constat de Nyerere et celui que Blyden avait fait avant lui. A présent voyons un peu plus en détail les arguments que Nyerere utilise contre le système en question dans *Education for Self-reliance* (mars 1967), notamment. Ceux-là s'articulent autour de la nature des rapports entre les individus et la communauté et autour de la question de la relation au travail et à l'engagement individuel.

Le premier argument qu'il avance contre l'école coloniale et son héritage est précisément ce qu'il percevait comme la capacité de celle-ci à créer les conditions de l'acceptation de l'élitisme comme une norme sociale irrécusable. L'émergence d'une classe d'élites issues des bancs de l'école coloniale étant perçu comme pernicieuse et contraire aux prétendues valeurs traditionnelles et sociales, elle ne devrait être acceptée d'une nation qui, à travers l'indépendance, cherchait à accomplir sa personnalité propre. Mais cette logique ne semblait guère aller de soi car, dans l'imaginaire populaire, les personnes ayant reçues une éducation française ou britannique (selon les colonies) étaient automatiquement vues comme les dépositaires d'un certain pouvoir faisant d'eux des maîtres au même titre que les colons blancs.⁶⁸⁷ Mais, d'autres paramètres socio-historiques sont certainement à prendre en compte pour pouvoir étudier ce phénomène de la perception populaire de la personne détenteur de la culture occidentale dans les sociétés anciennement colonisés.

Nous nous contentons de donner ici l'analyse de Julius Nyerere dont les critiques sont dirigées à la fois contre les reliques de l'héritage colonial mais aussi contre la société tanzanienne contemporaine qui, par son mutisme permissif, facilitait l'instauration progressive et la normalisation de l'esprit de classe dans le pays. C'est le deuxième argument de Nyerere. Il l'étaye avec une description du processus par lequel la personne éduquée prend progressivement ses distances vis-à-vis de la communauté rurale et nationale pour se placer au-dessus d'elles.

In other words, the education now provided is designed for the few who are intellectually stronger than their fellows; it induces among those who succeed a feeling of superiority, and leaves the majority of

⁶⁸⁶ Nyerere, *Ujamaa* 47.

⁶⁸⁷ Le romancier Cheikh H. Kane le montre très bien dans son œuvre fondateur, *L'Aventure ambiguë* (Paris : Julliard, 1961).

the others hankering after something they will never obtain. It induces a feeling of inferiority among the majority, and can thus not produce either the egalitarian society we should build, nor the attitudes of mind which are conducive to an egalitarian society [...] The new university graduate has spent the larger part of his life separated and apart from the masses of Tanzania; his parents may be poor, but he has never fully shared that poverty. He does not really know what it is like to live as a poor peasant. He will be more at home in the world of the educated than he is among his own parents. Only during vacations has he spent time at home, and even then he will often find that his parents and relatives support his own conception of his difference, and regard it as wrong that he should live and work as the ordinary person he really is. For the truth is that many of the people in Tanzania have come to regard education as meaning that a man is too precious for the rough and hard life which the masses of our people still live.

Ce statut que l'individu éduqué tire de son éducation le distingue des autres, le plaçant au-dessus d'eux. La critique de Nyerere concerne la relation entre cet individu et ses concitoyens non-instruits qui, n'étant plus une relation d'égal à égal, ne peut être compatible avec les valeurs du socialisme développées plus haut, et entraîne par conséquent la perte des savoir-faire traditionnels⁶⁸⁸, notamment dans le domaine du travail de la terre et celui de l'exploitation des ressources naturelles. Son troisième argument repose sur ce constat :

Everything we do stresses book learning, and underestimates the value to our society of traditional knowledge and the wisdom which is often acquired by intelligent men and women as they experience life, even without their being able to read at all [...] It is as much a mistake to over-value book learning as it is to under-value it [...] Yet at present our pupils learn to despise even their own parents because they are old-fashioned and ignorant; there is nothing in our existing educational system which suggests to the pupil that he can learn important things about farming from his elders. The result is that he absorbs beliefs about witchcraft before he goes to school, but does not learn the properties of local grasses; he absorbs the taboos from his family but does not learn the methods of making nutritious traditional foods. And from school he acquires knowledge unrelated to agricultural life. He gets the worst of both systems.⁶⁸⁹

Pour lui et pour le succès de son programme de développement, cette situation est d'autant plus dramatique que ce mépris risquait de mener à l'abandon de l'activité principale du pays à savoir l'agriculture :

This does not mean that education in Tanzania should be designed just to produce passive agricultural workers of different levels of skill who simply carry out plans or directives received from above. It must produce good farmers; it has also to prepare people for their responsibilities as free workers and citizens in a free and democratic society, albeit a largely rural society.⁶⁹⁰

⁶⁸⁸ Nyerere, *Ujamaa* 56.

⁶⁸⁹ Nyerere, *Ujamaa* 57-9.

⁶⁹⁰ Nyerere, *Ujamaa* 52-3.

Et l'abandon du secteur agricole par une partie de la population (composée de jeunes et de citadins) pousse celle-ci à l'oisiveté et la rend dépendante de l'autre partie laborieuse (le monde rural). Pour lui, c'est de cette manière que les individus s'habituent à la dépendance qui, avec le temps, devient normale pour une frange de plus en plus importante de la population. Fidèle à l'esprit de la Déclaration d'Arusha qui condamne la paresse et l'oisiveté et promet la distribution équitable des richesses du pays, Nyerere rappellera à plusieurs reprises l'importance de l'effort individuel. Dans *Education for Self-reliance*, il se penchera tout particulièrement sur le cas des étudiants :

Not only do they fail to contribute to that increase in output which is so urgent for our nation; they themselves consume the output of the older and often weaker people. There are almost 25,000 students in secondary schools now; they do not learn as they work, they simply learn. What is more, they take it for granted that this should be so. Whereas in a wealthy country like the United States of America it is common for young people to work their way through high school and college, in Tanzania the structure of our education makes it impossible for them to do so. Even during the holidays we assume that these young men and women should be protected from rough work; neither they nor the community expect them to spend their time on hard physical labour or on jobs which are uncomfortable and unpleasant.⁶⁹¹

L'évocation du modèle américain lui a sans doute été inspirée par son admiration pour Booker T. Washington (dont il a lu les écrits pendant sa scolarité à Makerere) qui, parti de rien, était déterminé à obtenir une éducation⁶⁹² et à fonder en Alabama la *Tuskegee Institute*, dédiée à la formation professionnelle des jeunes noirs. Nnamdi Azikiwe, premier président du Nigéria, reconnaît aussi dans son autobiographie l'influence de Washington sur sa pensée et apprécie tout aussi particulièrement cet aspect de l'éducation américaine.

Au delà des critiques, que proposait-il concrètement comme alternative au modèle qu'il estimait inadapté aux réalités du pays et en décalage total avec son orientation idéologique ? Rappelons, pour être précis, que les principaux aspects de la réforme proposée dans la Déclaration émanent de l'objectif déclaré du TANU d'instaurer le socialisme et d'appliquer la politique de *self-reliance* aussi bien dans le cadre de sa politique nationale qu'internationale. En définitive, la première exigence de la réforme envisagée conformément à cet objectif concerne l'aspect pratique de l'enseignement. En effet, le dirigeant tanzanien pense qu'un enseignement exclusivement théorique (basé sur les livres) ne peut être satisfaisant pour la préparation de la jeunesse et ne favorise pas non plus son épanouissement intellectuel et matériel.

⁶⁹¹ Nyerere, *Ujamaa* 59.

⁶⁹² Molony 68.

We cannot integrate the pupils and students into the future society simply by theoretical teaching, however well designed it is. Neither can the society fully benefit from an education system which is thoroughly integrated into local life but does not teach people the basic skills—for example, of literacy and arithmetic, or which fails to excite in them a curiosity about ideas.⁶⁹³

Ce qu'il proposait allait dans le sens de ce qu'il a appelé *éducation complète* comportant à la fois les aspects théoriques d'un enseignement classique et pratiques d'un enseignement technique et professionnel. Une telle combinaison théorico-pratique a, selon lui, l'avantage de répondre aux besoins d'un plus grand nombre d'apprenants et de permettre l'acquisition des connaissances utiles à chaque étape de la scolarité, ce qui permet à ceux ayant abandonné le système scolaire trop tôt de rebondir plus facilement. Ce modèle permet, selon lui, un plus grand respect du principe d'égalité et de justice sociale :

The only choice before us is how we allocate the educational opportunities, and whether we emphasize the individual interests of the few or whether we design our educational system to serve the community as a whole. And for a socialist state only the latter is really possible.⁶⁹⁴

Quelles implications la notion d'*éducation complète* pouvait-elle avoir pour la Tanzanie de 1967 ? Pour Nyerere, il n'y a pas de doute, la généralisation de l'*éducation complète* est un impératif pour l'émergence future d'une société « self-reliant ». Pour lui, les institutions scolaires jouent un rôle essentiel dans le développement d'un pays et sont d'autant plus efficaces qu'elles sont bien orientées et suffisamment dotées :

They must prepare people for life and service in the villages and rural areas of this country. For in Tanzania the only true justification for secondary education is that it is needed by the few for service to the many [...] Further education for a selected few must be education for service to the many. There can be no other justification for taxing the many to give education to only a few [...] Our sights must be on the majority; it is they we must be aiming at in determining the curriculum and syllabus. Those most suitable for further education will still become obvious, and they will not suffer. For the purpose is not to provide an inferior education to that given at present. The purpose is to provide a different education—one realistically designed to fulfill the common purposes of education in the particular society of Tanzania.⁶⁹⁵

L'approche de l'éducation que Nyerere développe dans *Education for self-reliance* n'a, en réalité, rien de révolutionnaire dans les grandes lignes. On peut indiquer deux sources d'inspiration qui ont sûrement influencé la vision de l'homme d'Etat Nyerere.

⁶⁹³ Nyerere, *Ujamaa* 60.

⁶⁹⁴ Nyerere, *Ujamaa* 61.

⁶⁹⁵ Nyerere, *Ujamaa* 62-63.

D'abord, on ne saurait nier l'impact du milieu traditionnel dans lequel il a grandi et dans lequel l'école est essentiellement liée à la communauté. Cette approche de l'éducation à cheval entre tradition et modernité caractéristique de la vision de Nyerere sera reprise par des penseurs occidentaux. Elle a notamment trouvé un écho favorable dans les recherches d'un spécialiste occidental de l'éducation comme Theodore Lewis qui écrit en 1998 dans le journal *Curriculum Inquiry* déplorant la pratique qui consiste à cloisonner l'éducation avec d'une part un cursus « académique » et de l'autre un cursus « professionnel ». ⁶⁹⁶

La politique en matière d'éducation de la Chine maoïste a aussi influencé la pensée de Nyerere. ⁶⁹⁷ Le modèle instauré par le régime de Mao Tse-Toung avait pour objectif de promouvoir une parfaite cohésion sociale en éradiquant l'esprit de classe et l'élitisme des intellectuels selon les termes de J. C. Cheng :

The question of bridging the ancient division between the illiterate, laboring masses of China and the sophisticated, intellectual elite has long been a matter of concern to the Chinese Communist leaders. It is mainly with this in mind that the Communist regime has, since the beginning of 1958, instituted the now widespread system of 'half-work and half-study' among students in mainland China as a means of linking the intellectuals more closely with the workers and peasants, and integrating mental with physical labour. ⁶⁹⁸

5. L'agriculture, véritable base du développement

Nous avons vu que pour Nyerere l'éducation complète permet à l'individu de pouvoir évoluer aisément dans son milieu. Ensuite il propose l'équation : Développement = Ressources naturelles (Terres agricoles) + Travail (du plus grand nombre). Elle est énoncée dans la Déclaration puis développée dans d'autres écrits qui traitent spécifiquement de la question du développement : *The Purpose is Man* et *Socialism and Rural Development* publiés en août et septembre 1967. Cette idée n'était pas partagée par la majorité des dirigeants africains de sa génération qui avaient d'autres conceptions de l'économie du développement. Nous allons commencer cette sous-partie en présentant brièvement la conception dominante des années 1960-70 en nous appuyant sur les exemples du Ghana et de la Côte d'Ivoire, avant de donner les principaux arguments que Nyerere avance dans les essais cités ci-dessus.

⁶⁹⁶ T. Lewis 284.

⁶⁹⁷ Mazrui & Mhando 16. Pour en savoir plus sur le système chinois sous Mao lire: J. C. Cheng, « Half-Work and Half-Study in Communist China » *Pacific Affairs* 32, 2 (Juin 1959): 187-193. 188.

⁶⁹⁸ Cheng 187.

Pour la majorité des gouvernements africains de la décennie 1960-70, le développement rimait avec l'accélération du processus d'industrialisation et se traduisait par la concentration des unités de production dans les zones urbaines. La logique qui sous-tend cette position était que pour rattraper son retard sur l'Europe, l'Afrique devait s'industrialiser le plus rapidement possible.⁶⁹⁹ Et, cette posture impliquait un important investissement de capitaux pour l'acquisition d'équipements industriels fabriqués dans les pays développés. En Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire et le Ghana s'étaient particulièrement illustrés dans cette voie. Grands producteurs de cacao, ils avaient bénéficié de prix de vente avantageux dans les années 1960 et avaient concentré leurs investissements dans les grandes villes. C'est-à-dire que les bénéfices issus de l'exportation du cacao étaient en grande partie réinvestis dans l'achat de machines pour les usines et la réalisation d'infrastructures urbaines. Des chercheurs comme Lynn K. Mytelka et Angela W. Browne ont étudié ces deux cas et leurs conclusions nous aideront dans notre argumentation.

Le choix stratégique de ces deux pays s'appuyait sur une doctrine économique qui elle-même se fondait sur le simple espoir que le transfert de technologie allaient naturellement s'opérer et s'accompagnerait de la hausse des investissements étrangers. Cette justification s'accordait parfaitement avec l'état d'esprit de certaines grandes personnalités politiques africaines qui les rendaient particulièrement réceptives à toute idée allant dans le sens de la réduction de l'écart entre l'Europe et l'Afrique. On peut citer à titre d'exemple le Sierra Léonais, Wallace-Johnson, qui déclarait dans les années 1930 :

There is no reason why West Africans, a Negro race, should not catch up with the Aryans and the Mongols in one quarter of a century. Our education must be so directed that in a few years' time African engineers and mechanics will be able to build and operate in African soil the necessary railways and other locomotive transport without which we cannot hope to achieve an independent West African Nationality⁷⁰⁰

Le Ghanéen Joseph B. Danquah (1895-1965) affirme quelques années plus tard que l'Afrique est capable de réussir en moins de 10 ans ce que l'Union Soviétique avait mis 25 ans à réaliser.⁷⁰¹ Et Kwame Nkrumah écrit dans son ouvrage *Africa Must Unite* que l'Afrique pouvait même faire mieux que l'URSS et la Chine :

⁶⁹⁹ La stratégie de l'industrie de substitution consiste à promouvoir la production sur le plan local de biens habituellement importés.

⁷⁰⁰ Cité dans Imanuel Geiss, 121.

⁷⁰¹ Geiss 121.

Soviet embarkment upon industrialization occurred in the edge of the nineteen-thirties, after a really critical approach had been made to the intricate problems involved in making the 'take-off' with a paucity of reserves and resources rather greater than our own at the present time. There were the conditions created by the aftermath of revolution and civil war, including the destruction of such industrial plant as had existed under the Czarist Empire or its alienation to the states that had succeeded.”⁷⁰²

Les richesses naturelles de l’Afrique étaient, toujours selon cette approche, un avantage pour une expansion industrielle que Nkrumah appréhendait comme une exigence stratégique majeure pour le continent africain. C’est l’idée qui transparaît de cet autre extrait du même ouvrage :

Every time we import goods that we could manufacture if all the conditions were available, we are continuing our economic dependence and delaying our economic growth. It is just these conditions that we are planning to provide, so as to make ourselves independent of the importation of goods and foodstuffs that we can produce ourselves. These are the conditions which will assist to build up our body of knowledge, techniques and skills, to make us more self-confident and self-sufficient, to push towards our economic independence.⁷⁰³

A travers le rayonnement industriel d’Abidjan avec son port international et ses infrastructures ultramodernes, Houphouët-Boigny (premier Président de la Côte d’Ivoire) pensait de la même manière mettre son pays dans la bonne voie du développement en misant lui aussi sur l’industrialisation rapide. Les partisans de cette thèse avaient comme principale référence théorique W. Rostow⁷⁰⁴ qui, cependant, avait très bien montré le caractère déterminant des spécificités socio-culturelles de chaque pays. Les conclusions que tire la chercheuse⁷⁰⁵ de son étude de l’état de l’industrie africaine à la fin des années 1980 prouvent que les dirigeants africains avaient amplement négligé de prendre en compte les réserves émises par Rostow.

A quarter of a century after independence, few would dispute that African industry is in crisis. In a recent survey of 343 factories in over 16 African countries, spanning sectors as diverse as beverages, textiles, pulp and paper, flour milling, sugar refining and cement, fully 23 percent of the companies were found to have ceased production by mid-1980 and a further 57 percent were functioning at less than 70 percent of nominal capacity--well below their break-even point. No African country has been

⁷⁰² Nkrumah, *Africa Must Unite* 165-6.

⁷⁰³ Nkrumah, *Africa Must Unite* 112.

⁷⁰⁴ W. Rostow, *The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto* (Cambridge: Cambridge University Press, 1960).

⁷⁰⁵ Lynn K. Mytelka, “The Unfulfilled Promise of African Industrialization” *African Studies Review*, 32. 3 (Dec. 1989): 77-137.

spared, including those that, like the Ivory Coast, had been regarded as economic miracles in the first two post-independence decades.⁷⁰⁶

Et parmi les explications qu'elle donne de cet échec on peut retenir :

- La difficulté d'accès aux capitaux étrangers ;
- la faiblesse de l'épargne des paysans ;
- les aléas liés aux fluctuations des prix de la production agricole destinée à l'exportation comme le cacao ;
- la faillite des industries de substitution (leurs produits manufacturés s'étant heurtés à la résistance des consommateurs locaux qui préféraient la qualité des produits importés) ;
- l'absence de transfert réel de technologie ;
- la pénurie de main d'œuvre locale avec des compétences managériales.⁷⁰⁷

Nyerere qui avait su parfaitement évaluer la faiblesse structurelle profonde qui caractérisait les sociétés africaines, oppose aux arguments de ses homologues l'idée de la centralité du facteur humain dans le développement.⁷⁰⁸ Ainsi le premier critère de jugement d'une bonne politique de développement est, selon lui, le degré d'implication des ressources humaines dans ses principales composantes. Autrement dit, le rôle des acteurs économiques doit être déterminant. Selon sa conception, c'est l'homme qui améliore la société par le fruit de son travail. Ce qui conduit à la déduction qu'il est impossible de réaliser le développement, qui est synonyme de bien-être chez Nyerere, si les capacités physiques et intellectuelles des hommes ne sont pas correctement mobilisées et mises à contribution dans l'exploitation des ressources naturelles disponibles. Le second critère de jugement qu'il propose c'est la nature de la base envisagée pour ce développement qui, pour lui, ne peut être que la terre. La terre est, pour lui, la ressource naturelle par excellence qui peut permettre une plus ou moins grande diversité

⁷⁰⁶Mytelka 77.

⁷⁰⁷ "The country does not get the greatest benefit if the foreigners keep the secrets of their craft to themselves, and therefore admission of foreigners may be accompanied by a requirement that the newcomers must train local people. In these days the most important craft which foreigners possess is the technique of managing large undertakings. Most other crafts can be learnt in technical colleges or universities, but business management can be learnt only in the practice of managing business, so if the foreigners refuse to employ the indigenous people in managerial positions, where they may acquire experience, the foreigners may acquire and retain a stranglehold over the economy." Lewis 258.

⁷⁰⁸ Nyerere, *Ujamaa* 28.

d'activités économiques selon les pays. Dans le cas de la Tanzanie, la nature de la terre y permettait le développement de l'agriculture, de l'élevage, mais aussi de la pêche.

We can produce food crops (which can be exported if we produce in large quantities) such as maize, rice, wheat, beans, groundnuts, etc. And we can produce such cash crops as sisal, cotton, coffee, tobacco, pyrethrum, tea, etc. Our land is also good for grazing cattle, goats, sheep, and for raising chickens, etc.; we can get plenty of fish from our rivers, lakes, and from the sea.⁷⁰⁹

En réalité, il n'existe pas de pays qui ne peut tirer aucun avantage de l'exploitation de cette ressource naturelle, surtout si les pouvoirs publics adoptent les mesures idoines pour en faciliter l'accès à la population active. Ceci semble avoir été le cas pour la Tanzanie puisque la propriété terrienne y revenait exclusivement de droit à l'Etat qui pouvait librement redistribuer des parcelles aux particuliers.⁷¹⁰

Le troisième critère d'évaluation d'une politique de développement selon Nyerere c'est une orientation des investissements publics en harmonie avec les deux premiers critères. En d'autres termes, si la majorité de la population active vit et travaille dans les zones rurales et dans le domaine agricole, les investissements doivent en priorité servir à appuyer l'activité économique dans le monde rural.

By this method we can achieve a widespread increase in the general level of people's income, instead of concentrating any economic improvement in the hands of a few people. Such capital as we do have will make the widest possible impact by being invested in fertilizers, in credit for better breeding stock, in improved instruments of production, and other similar things. These, although small in themselves, can bring a great proportionate increase in the farmers' incomes.⁷¹¹

Et enfin, tout ceci doit être chapeauté par des mesures protectionnistes mises en application, si besoin, pour protéger l'économie locale dans sa phase de décollage.

Avant de discuter plus en détail les postulats de base énoncés ci-dessus, nous allons poursuivre par une présentation des points de vue des deux spécialistes en économie du développement que sont Ernst Schumacher et Arthur Lewis qui nous permettra de dégager des éléments d'analyse supplémentaires.

Arthur Lewis (1915-1991) est natif de l'île de Sainte-Lucie. Il étudie les sciences économiques à l'université de Londres (London School of Economics) avant de consacrer le

⁷⁰⁹ Nyerere, *Ujamaa* 29.

⁷¹⁰ Voir « TANU Creed » qui ouvre Déclaration d'Arusha.

⁷¹¹ Nyerere, *Ujamaa* 98.

reste de carrière universitaire à ses recherches en économie du développement. Son œuvre majeure est *The Theory of Economic Growth* publié en 1955. L'essentiel de ses publications est dédié aux problématiques des pays dits en voie de développement (par exemple *Report on Industrialisation and the Gold Coast*, 1953). Il a reçu le prix Nobel d'économie en 1979 pour sa contribution fondamentale dans sa discipline. Nous avons retenu de son ouvrage cité plus haut quelques principes fondamentaux qui méritent d'être mentionnés. D'abord, à propos de la gestion des ressources humaines dans les pays pauvres :

Those less developed countries which are sparsely populated may also gain by using machinery to increase the area cultivated per head, but the densely populated countries stand to gain only marginally from mechanizing operations, since widespread use of machinery would do much more to increase unemployment than it would do to raise output.⁷¹²

L'affirmation est parfaitement claire : les pays pauvres avec une forte démographie ne tirent aucun avantage économique de l'utilisation soutenue de la machine. Une forte industrialisation dans une telle situation entraîne le chômage massif sans pour autant déboucher sur une hausse de la production. Donc, selon lui, il est préférable pour un pays dans ce cas de figure de maximiser l'utilisation de ses ressources humaines.

Ensuite, à propos de l'attractivité supposée des pays dits en voie de développement pour les investisseurs étrangers, il écrit :

It must not be taken for granted that it is profitable to invest in less developed countries just because they are less developed. The fact is that these countries have certain marked disadvantages for investment. For one thing, the social framework is not always suitable. Even though the genetic composition of peoples may be much the same, as far as potential productivity is concerned, their cultural inheritance is very different. Illiteracy, shortage of modern skills, and lack of adjustment to the wage relationship keep productivity low; while differences in forms of government and in social attitudes increase the uncertainties of investment. There is also the vicious circle of capital shortage. If any undertaking is to be started, the productivity of this undertaking depends not only upon itself, but also upon the efficiency of all other industries whose services the new undertaking would need to use—especially general engineering services, suppliers of components, transport, and other public utilities.⁷¹³

⁷¹² A. Lewis 206.

⁷¹³ A. Lewis 249.

Cela équivalait à dire que les pays qui fondaient leur espoir de développement sur une éventuelle injection de capitaux étrangers se basaient sur une mauvaise évaluation des risques qui sont des facteurs déterminants pour les investisseurs.⁷¹⁴

Enfin, un autre point important que Lewis aborde est l'investissement dans l'outil de travail. Selon lui, l'acquisition de machines et de tout équipement technique entraîne aussi d'autres problèmes que les pays sous-développés ne peuvent résoudre dans la plupart des cas. Ces problèmes sont liés à la mauvaise utilisation des machines par une main d'œuvre pas correctement formée ou très peu qualifiée ou bien à l'absence ou la mauvaise qualité de l'entretien et de la maintenance. Pour lui, on peut parler de gaspillage de capitaux si des failles persistantes sont à déplorer dans ces domaines :

There is waste in the sense that capital goods are not handled with as much care as they are in more developed [countries]. Workmen are less skilled, and handle their tools less carefully; chauffeurs and engine drivers drive their machines beyond the breaking point; and roads, buildings and other equipment are not so carefully maintained; hence depreciation rates are much higher in the less developed countries.⁷¹⁵

Les exemples que donne l'économiste dans ce passage font penser au tableau de la ferme africaine que nous livre V.S Naipaul, dans son roman (publié en 1979) *A Bend in à River* :

The farm didn't materialize. The Chinese and the Taiwanese didn't turn up to till the land of the new model African farm; the six tractors that some foreign government had given remained in a neat line in the open and rusted, and the grass grew high about them.⁷¹⁶

Ernst Friedrich Schumacher (1911-1977) était un économiste britannique d'origine allemande. Après ses études à la London School of Economics et à l'université d'Oxford, il travaille pendant plusieurs années comme journaliste et conseiller au sein de plusieurs

⁷¹⁴ Concernant ce point précis, Ras Makonnen nous raconte que Nkrumah n'a pas voulu prendre en compte les conseils de Lewis dans le cadre de son projet de barrage nommé « Volta River ». Citons-le : « I personally agreed with Arthur Lewis that the outlay of money was too fantastic, and that with a number of small generators one could have gradually built up levels of skill. Also one had no reason to believe that foreign firms would pour into Ghana to avail themselves of the cheap power. This had been Kwame's dream, but even Kaiser, who was behind the dam and the aluminium smelter along with the World Bank, did not really want a true investment in Ghana [...] This was all very well, but it didn't take into account the fact that the Western commodity-producing nations had no intention of letting Ghana industrialize, and disturb the traditional commodity pattern. The world was simply not amenable to the idea of creating industries in the developing countries. Instead, the big engineering firms like Kaiser were looking for large infrastructural contracts projects; they weren't looking to invest in commodity production, but for contracts to build dams, construct roads and railways. And when the Third World countries have got all they want of this kind of construction, the West can still laugh at us, because we still won't have the technology to rival the industrial goods of the West. This then was the contradiction behind Volta. Makonnen 250.

⁷¹⁵ A. Lewis 203.

⁷¹⁶ Naipaul 101-2.

organisations en Grande Bretagne et en Allemagne. Ses recherches étaient particulièrement attentives à la question du développement rural. Il est l'auteur de *Small is Beautiful—A Study of Economics as if People Mattered* 1973. Cet ouvrage que nous allons étudier a été publié après la Déclaration d'Arusha mais la plupart des concepts clés que Schumacher y développe étaient déjà notable chez lui. On ne peut pas affirmer avec certitude si ses idées ont influencé la vision de Nyerere ou si c'est l'inverse qui s'est produit, mais en revanche, nous savons qu'ils partageaient un certain nombre de valeurs fondamentales : la foi religieuse⁷¹⁷, un profond respect pour les systèmes d'organisation traditionnels, et le respect de la dignité humaine.

Dans son ouvrage, ce dernier consacre un chapitre au concept de «The Proper Use of Land»⁷¹⁸ qui renvoie globalement à une exploitation éthique de la terre, à l'idée d'une agriculture qui se préoccupe de la pérennité des ressources naturelles non pas simplement pour la subsistance de l'homme mais aussi par respect pour la vie sous toutes ses formes. Il proposait ainsi une conception de l'agriculture diamétralement opposée à celle que conduisait à l'époque Sicco Mansholt en tant que Vice-président de la Commission européenne chargée de l'agriculture (entre 1958 et 1972). Voici la direction alternative qu'il proposait :

I agree with Mr. Herber's assertion that 'reconciliation of man with the natural world is no longer merely desirable, it has become a necessity'. And this cannot be achieved by tourism, sightseeing, or other leisure-time activities, but only by changing the structure of agriculture in a direction exactly opposite to that proposed by Dr Mansholt and supported by the experts quoted above: instead of searching for means to accelerate the drift out of agriculture, we should be searching for policies to reconstruct rural culture, to open the land for the gainful occupation to larger numbers of people, whether it be on a full-time or a part-time basis, and to orientate all our actions on the land towards the threefold ideal of health, beauty and permanence.⁷¹⁹

La direction agricole prise par l'Europe symbolisait à ses yeux toutes les dérives (manque de considération éthique, vénération excessive de la technologie, déshumanisation du processus de production) d'une certaine conception de la modernité. Il nomme cela 'idolatry of economism', une expression qui trahit ses convictions religieuses et prouve de la même manière son aversion profonde pour cette conception de l'agriculture.⁷²⁰ L'économisme est donc une idéologie hostile à l'humanité parce qu'elle encourage « les tendances les plus

⁷¹⁷ Les deux se sont convertis au Catholicisme à l'âge adulte.

⁷¹⁸ Schumacher 81-94.

⁷¹⁹ Schumacher 91-2.

⁷²⁰ Schumacher 90.

destructrices, de la violence, de l'aliénation, et de la destruction de l'environnement ». ⁷²¹
« Proper Use of the Land », au contraire, est une conception éthique de l'agriculture qui veut rétablir l'harmonie entre l'homme et son environnement.

We can say that man's management of the land must be primarily oriented towards three goals—health, beauty, and permanence. The fourth goal—the only one accepted by the experts ⁷²²—**productivity**, will then be attained almost as a by-product. The crude materialist view sees agriculture as 'essentially directed toward food-production'. A wider view sees agriculture as having to fulfill at least three tasks:

-to keep man in touch with living nature, of which he is and remains a highly vulnerable part;

-to humanize and ennoble man's wider habitat; and

-to bring forth the foodstuffs and other materials which are needed for a becoming life. ⁷²³

Pour réconcilier productivité et les trois autres buts, il développe aussi le concept de *technologie intermédiaire* et nous en explique sa logique de manière claire et persuasive :

If we define the level of technology in terms of 'equipment cost per workplace', we can call the indigenous technology of a typical developing country—symbolically speaking—a £ 1-technology, while that of the developed countries could be called a £ 1,000-technology. The gap between these two technologies is so enormous that a transition from the one to the other is simply impossible. In fact, the current attempt of the developing countries to infiltrate the £ 1,000-technology into their economies inevitably kills of the £ 1-technology at an alarming rate, destroying traditional workplaces much faster than modern workplaces can be created, and thus leaves the poor in a more desperate and helpless position than ever before. If effective help is to be brought to those who need it most, a technology is required which would range in some intermediate position between the £ 1-technology and the £ 1,000-technology. Let us call it—again symbolically speaking—a £ 100-technology. ⁷²⁴

On retient de cette explication que la technologie intermédiaire est en fait le compromis le plus acceptable entre l'outil de travail rudimentaire et l'équipement moderne le plus coûteux. A travers ce concept Schumacher tentait de proposer une solution concrète et réaliste aux problèmes des pays dits en voie de développement, loin derrière les pays dits développés sur le plan de l'accès et de la maîtrise technologiques. Sa proposition avait pour but de répondre à la question de savoir comment améliorer l'équipement des paysans dans les pays sous-développés tout en tenant compte de leurs moyens financiers limités et du niveau de savoir-faire de la main d'œuvre locale. La solution doit pouvoir répondre à deux impératifs :

⁷²¹ Schumacher 92.

⁷²² Désigne Mansholt et les économistes partisans de l'industrialisation et de la dépersonnalisation de l'agriculture.

⁷²³ Schumacher 90.

⁷²⁴ Schumacher 148-9.

réduction de la pénibilité du travail et accroissement du rendement. En plus de cela, la technologie intermédiaire permet aussi aux pays dits en voie de développement d'éviter des effets adverses comme la réduction de l'activité que pourrait causer l'introduction brutale de la haute technologie. Car en effet, si un équipement industriel arrive dans un environnement dans lequel les moyens de production traditionnels prédominent, cela peut pousser les acteurs économiques qui ne disposent pas des capitaux requis pour moderniser leur outil de production vers l'oisiveté ou l'abandon de leur activité.⁷²⁵ La technologie intermédiaire peut réduire voire éliminer ce risque grâce à son accessibilité. Et Schumacher ajoute :

Such an intermediate technology would be immensely more productive than the indigenous technology (which is often in a condition of decay), but it would also be immensely cheaper than the sophisticated, highly capital-intensive technology of modern industry. At such a level of capitalization, very large numbers of workplaces could be created within a fairly short time; and the creation of such workplaces would be 'within reach' for the more enterprising minority within the district, not only in financial terms but also in terms of their education, aptitude, organizing skills, and so forth. [...] The intermediate technology would also fit much more smoothly into the relatively unsophisticated environment in which it is to be utilised. The equipment would be fairly simple and therefore understandable, suitable for maintenance and repair on the spot. Simple equipment is normally far less dependent on raw materials of great purity or exact specifications and much more adaptable to market fluctuations than highly sophisticated equipment. Men are more easily trained; supervision, control, and organization are simpler; and there is far less vulnerability to unforeseen difficulties.⁷²⁶

Donc, la technologie intermédiaire constitue aussi une réponse aux problèmes de l'entretien et de la maintenance des machines que soulevait Lewis dans le cadre des pays pauvres. Parce que l'équipement est moins complexe, plus simple d'utilisation, et plus facile à maîtriser le niveau de qualification requis pour en assurer la maintenance suit automatiquement.

En améliorant progressivement l'équipement des agriculteurs, le développement se poursuit sans brutaliser les systèmes traditionnels et tout en respectant les capacités d'adaptation des acteurs économiques locaux. Cette approche, contrairement à celle privilégiée par les tenants de l'industrialisation rapide, a l'avantage de favoriser le maintien en activité d'un grand nombre de personnes dans les villages et d'encourager en même temps la diversification de l'activité économique dans les zones rurales. Et en accentuant le développement dans ces zones qui abritent la majorité de la population, les pays dits en voie de développement peuvent réduire les effets néfastes de « l'économie duale » identifiée par Lewis et explicitée

⁷²⁵ Schumacher 149.

⁷²⁶ Schumacher 149-50.

par Schumacher.⁷²⁷ Pour Schumacher la pérennité de l'économie duale peut entraîner ces pays dans un « processus d'empoisonnement mutuel ».⁷²⁸ La conception de l'économie du développement telle que nous la trouvons dans *Small is Beautiful* nous apprend que le vrai développement ne doit pas être appréhendé comme une course de vitesse ou même comme un « miracle », mais plutôt comme une « évolution » plus ou moins lente⁷²⁹ qui implique une bonne utilisation des ressources disponibles, à savoir l'homme et la terre. En outre, Schumacher était favorable à la protection des économies dans leurs périodes de vulnérabilité. Selon lui, le protectionnisme a toujours été la règle en économie⁷³⁰

Nous l'avons dit : l'éthique a une place importante dans la pensée de Schumacher (certainement due à l'influence de la pensée de Saint Thomas d'Aquin et de la spiritualité bouddhiste) mais ce serait une erreur de réduire sa réflexion à cette seule dimension car il était suffisamment lucide pour savoir que l'homme est aussi motivé par l'intérêt et le gain matériel.

Call a thing immoral or ugly, soul-destroying or a degradation of man, a peril to the peace of the world, or to the well-being of future generations; as long as you have not shown it to be 'uneconomic' you have not really questioned its right to exist, grow and prosper.⁷³¹

Par conséquent sa vision de l'économie du développement se fonde sur des arguments économiques scientifiquement étayés qui, en plus de cela, comportent une dimension éthique et morale. Il a ainsi réussi à prouver qu'un système économique peut être profitable tout en restant éthique.

⁷²⁷ Voici comment Schumacher a expliqué ce phénomène qui est encore la réalité des pays africains : « One of the unhealthy and disruptive tendencies in virtually all the developing countries is the emergence, in an ever more accentuated form, of the 'dual economy', in which there are two different patterns as widely separated from each other as two different worlds. It is not a matter of some people being rich and others being poor, both being united by a common way of life: it is a matter of two ways of life existing side by side in such a manner that even the humblest member of the one disposes of a daily income which is a high multiple of the income accruing to even the hardest working member of the other [...] In the dual economy of a typical developing country, we may find fifteen per cent of the population in the modern sector, mainly confined to one or two big cities. The other eighty-five per cent exists in the rural areas and small towns." Schumacher 135.

⁷²⁸ Il écrivait: "the dual economy, unless consciously counteracted, produces what I have called a 'process of mutual poisoning', whereby successful industrial development in the cities destroys the economic structure of the hinterland, and the hinterland takes its revenge by mass migration into the cities, poisoning them and making them utterly unmanageable." Schumacher 138.

⁷²⁹ Schumacher 139.

⁷³⁰ Schumacher 89. D'autres économistes partagent ce point de vue. C'était le cas dans les années 80 au moment où les pays nouvellement industrialisés cherchaient à pénétrer les marchés des pays riches. A ce propos lire article de Miles Kahler, « European Protectionism in Theory and Practice », *World Politics* 37, 4 (July 1985): 475-502. Et Lawrence A. Fox et Stephen Cooney, "Protectionism Returns", *Foreign Policy* 53 (Winter 1983-1984): 74-90.

⁷³¹ Schumacher 27.

Après cet exposé des arguments des économistes, examinons un peu plus en détails les propositions de Julius Nyerere. Dans *The Varied Paths to Socialism*, il se montrera totalement en phase avec l'opinion de Lewis qui défendait, dans le cas des pays dits en voie de développement, le choix de l'augmentation de la main d'œuvre humaine contre l'utilisation de machines. Il poursuivra cette réflexion dans *The Purpose is Man* dans lequel il insistera, pour des raisons d'efficacité, sur le caractère primordial d'une planification économique normalement appréhendée et sérieusement conduite. Il suggérera, en outre, que le manque de rigueur et de méthode dans ce domaine expliqueraient les erreurs d'appréciation des adeptes de l'industrialisation rapide. Selon lui, une étude rigoureusement menée afin de bien évaluer les spécificités des sociétés africaines aurait permis à certains Etats de déceler les faiblesses récurrentes évoquées par les économistes : manque de capitaux propres, insuffisance de la main d'œuvre locale.⁷³² Pour Nyerere, il n'y a pas de doute, la vision du développement qui se base sur les industries n'est pas un choix rationnel :

We have put too much emphasis on industries. Just as we have said, 'Without money there can be no development', we also seem to say, 'Industries are the basis of development, without industries there is no development'. This is true. The day when we have lots of money we shall be able to say we are a developed country. We shall be able to say, 'When we began our development plans we did not have enough money and this situation made it difficult for us to develop as fast as we wanted. Today we are developed and we have enough money'. That is to say, our money has been brought by development. Similarly, the day we become industrialized, we shall be able to say we are developed. Developed would have enabled us to have industries. The mistake we are making is to think that development begins with industries. It is a mistake because we do not have the means to establish many modern industries in our country. We do not have either the necessary finances or the technical know-how.⁷³³

En d'autres termes, cette vision du développement doit être perçue, dans le meilleur des cas, comme un rêve ou la manifestation d'une ambition démesurée et, dans le pire des cas, comme une erreur économique et politique majeure. Ainsi, il écrira dans *The Purpose is Man* :

To be realistic, therefore, we must stop dreaming of developing Tanzania through the establishment of large, modern industries. For such things we have neither the money nor the skilled man power required to make them efficient and economic. We would even be making a mistake if we think in terms of covering Tanzania with mechanized farms, using tractors and combine harvesters.⁷³⁴

Et en guise de preuves, il énumérera les mêmes problèmes socio-structurels évoqués par Lewis et ensuite par Schumacher qui, plus que le premier, insiste sur ce qu'il a appelé les

⁷³² Schumacher 150-1.

⁷³³ Nyerere, *Ujamaa* 25-6.

⁷³⁴ Nyerere, *Ujamaa* 96.

impératifs du développement, à savoir : l'éducation, l'organisation et la discipline. Pour lui, ces trois impératifs doivent pouvoir être adaptés aux circonstances du pays et à son orientation économique. Ce qui équivaut à dire que ces trois éléments doivent se concevoir différemment selon les spécificités de chaque pays.

Once again, we have neither the money nor the skilled manpower, nor in this case the social organization which could make such investment possible and economic.⁷³⁵

Autrement dit, ce qui est bien en termes d'orientation et de structuration pour un pays "développé" peut carrément être néfaste pour un pays dit en voie de développement. Mais Nyerere s'empressera de rajouter :

This is not to say that there will be no new modern industries and no mechanized farms. But they will be the exception, not the rule, and they will be entered upon to meet particular problems. They are not the answer to the basic development needs of Tanzania.⁷³⁶

Ceci pour montrer que le choix économique doit être fondé sur des critères de faisabilité et de rationalité plutôt que sur des critères purement idéologiques. Cet extrait montre qu'il ne s'opposait pas à la mécanisation là où les circonstances la rendaient économiquement justifiée et qu'il ne remettait pas totalement en cause (pour des raisons que nous ne pourrions développer ici) certains aspects de l'économie duale qui impliquaient un certain degré de mécanisation dans l'agriculture, par exemple, pour répondre aux exigences de production et de commercialisation de produits exclusivement destinés à l'exportation. Dans le cas précis l'exemple du sisal, principale produit destinée presque exclusivement à l'exportation, vient à l'esprit. La production et le stockage de cette plante très résistante nécessitent des investissements en termes d'équipement qui ne laissent aucun choix aux pays producteurs.⁷³⁷ Donc, le recours à la mécanisation doit être envisagé exceptionnellement pour répondre à des besoins spécifiques dans des secteurs économiques précis. Pour les pays pauvres avec une forte démographie, la règle doit être « la production par les masses », pour reprendre l'expression de Schumacher, et non pas « la production de masse ». Cette approche répond favorablement aux recommandations émises par Lewis et appuyées par Schumacher et milite très clairement en faveur d'une politique de développement qui s'oriente davantage vers là où résident les masses, c'est-à-dire dans les zones rurales. La Déclaration d'Arusha défend cette vision contre la tendance qui prédominait :

⁷³⁵ Nyerere, *Ujamaa* 96.

⁷³⁶ Nyerere, *Ujamaa* 96-7.

⁷³⁷ Pour en savoir plus sur sa production en Tanzanie, consulter la page web : <<http://www.katanitz.com/index.php?page=sisalfarming>> consulté le 12 mars 2015.

Yet the greater part of this money that we spend in the towns comes from loans. Whether it is used to build schools, hospitals, houses or factories, etc., it still has to be repaid. But it is obvious that it cannot be repaid just out of money obtained from urban and industrial development. To repay the loans we have to use foreign currency which is obtained from the sale of our exports. But we do not now sell our industrial products in foreign markets, and indeed it is likely to be a long time before our industries produce for export.⁷³⁸

Cela signifie l'exploitation organisée du monde rural par les zones urbaines. Persister dans cette direction serait, selon lui, un renoncement aux principes de justice et d'égalité du socialisme dans la mesure où les bénéficiaires des politiques de développement ne sont pas ceux qui contribuent à leurs financements, le monde rural.⁷³⁹ Une fois cette mise au point faite, Nyerere s'attaquera ensuite à la question de savoir comment et sur quelles bases fallait-il organiser et appuyer le développement rural ?

Il avance dans la Déclaration d'Arusha ce qu'il a nommé « *integrated programme* » qui repose sur trois axes : l'utilisation d'une technologie appropriée, la promotion du développement rural et le contrôle des importations. Il s'agit d'une organisation censée permettre au pays d'augmenter le rendement de son agriculture, d'accroître les opportunités d'emploi dans les villages, d'améliorer les conditions de vie des populations rurales⁷⁴⁰ sans pour autant dépendre des capitaux étrangers et sans compromettre ses valeurs et ses principes.

Concernant le choix de l'outil de production, il se prononcera en faveur d'une modernisation progressive des techniques qui étaient jadis utilisés :

The jembe will have to be eliminated by the ox-plough before the latter can be eliminated by the tractor. We cannot hope to eliminate the jembe by the tractor. Instead of thinking about providing each farmer with his own lorry, we should consider the usefulness of oxen-drawn carts, which could be made within the country and which are appropriate both to our roads and to the loads which each farmer is likely to have.⁷⁴¹

Ici l'outil traditionnel "jembe" représente le choix de la stagnation et de l'effort excessif sans un rendement significatif. Cette technologie est donc à dépasser aussi rapidement que possible mais de manière évolutive en prenant en compte l'environnement social, le niveau de formation des individus, et surtout le coût global de l'investissement (l'acquisition et

⁷³⁸ Nyerere, *Ujamaa* 27

⁷³⁹ Nyerere, *Ujamaa* 27.

⁷⁴⁰ Nyerere, *Ujamaa* 33.

⁷⁴¹ Nyerere, *Ujamaa* 97.

l'entretien des équipements⁷⁴²). Nyerere va donc parfaitement dans le sens de Schumacher qui préconise la technologie intermédiaire (plus performant que l'outil traditionnel) pour son accessibilité en termes de financement, son adaptabilité aux spécificités des pays pauvres, et pour ses meilleures performances en termes de rentabilité comparée à l'outillage traditionnel.

L'introduction de la technologie intermédiaire dans les zones rurales doit contribuer au maintien de l'activité agricole et à l'amélioration de la rentabilité, d'une part, et favoriser la diversification des activités et la création d'activités complémentaires, d'autre part. La diversification de l'activité économique dans les villages a pour objectif, quant à elle, de diminuer l'ampleur de l'économie duale à travers un soutien étatique en termes d'équipement, de formation et d'aide à l'organisation mais aussi avec le maintien et la promotion d'autres activités semi-industrielles supplémentaires :

At the same time we can develop small industries and service stations in the rural areas where the people live, and thus help to diversify the rural economy. By this method we can achieve a widespread increase in the general level of people's income, instead of concentrating any economic improvement in the hands of a few people.⁷⁴³

Nyerere était sans doute convaincu que l'urbanisation était un phénomène irréversible sur lequel l'Etat doit pouvoir exercer un certain niveau de contrôle pour éviter les effets négatifs identifiés par les économistes et pour garantir un développement équilibré et harmonieux. Ce souci de l'équilibre est un aspect important de la vision de l'économie du développement chez Nyerere. Dans sa conception de celle-ci, il s'agissait plus de donner aux villages et zones rurales la part qui leur revenait en termes d'investissement compte tenu de leur importance stratégique que de sevrer les projets urbains viables des financements indispensables à leurs réalisations. Il dira précisément :

It would be absurd to pretend that we can forget the towns, which are in any case often a service centre for the surrounding rural areas.⁷⁴⁴

Enfin, l'Etat doit avoir un control sur les exportations pour protéger les producteurs locaux contre la concurrence de producteurs étrangers beaucoup plus puissants et pour éviter d'exposer les couches sociales fragiles à des désirs qu'ils n'auront pas les moyens de satisfaire. Nyerere n'utilise pas le mot « protectionnisme » mais il en défendait le principe

⁷⁴² Parfois les coûts d'entretien peuvent revenir tellement exorbitants que le rendement permet difficilement d'amortir l'investissement même sur le long terme. Parfois aussi les pièces de recharges peuvent nécessiter plusieurs années ou mois d'attente qui force l'immobilisation de l'équipement et le chômage technique.

⁷⁴³ Nyerere, *Ujamaa* 98.

⁷⁴⁴ Nyerere, *Ujamaa* 98.

tout en l'appréhendant de la même manière que Schumacher, c'est-à-dire comme étant la règle plutôt que l'exception en commerce international. Dans les années 1960 d'autres publications en économie soutenaient que cette approche reposait sur des arguments économiques valides.⁷⁴⁵ Nyerere pouvait s'appuyer sur leurs arguments pour annoncer que :

The things we import will increasingly have to be the things which are essential for our development, and which we cannot produce ourselves. Up to now we have been importing many things which a little effort would enable us to provide for ourselves, such as food, as well as luxury items which simply arouse desires among our people which could never be satisfied for more than a tiny minority.⁷⁴⁶

Cet aspect de la politique de *self-reliance* avait pour but de changer le caractère de la participation de la Tanzanie dans le commerce international et non pas celui de l'isoler de ses partenaires internationaux.

L'expérimentation de l'idée de la technologie intermédiaire théorisée par Schumacher et que nous retrouvons dans la pensée de Nyerere a été étudiée dans les années 1980 par un géographe, A. W. Browne,⁷⁴⁷ et ses observations peuvent être présentés en guise de conclusion à cette sous partie. Selon elle, la fiabilité des informations liées aux besoins réels des paysans détermine l'efficacité des politiques mises en place.⁷⁴⁸ Ses recherches se sont concentrées sur le tissage au Ghana mais son analyse interroge la manière dont certains disciples de Schumacher faisaient généralement la promotion de son idée dans les pays dits en voie de développement.⁷⁴⁹ Ses critiques s'adressent à la manière dont l'idée a été projetée dans la réalité et non à la substance de l'idée elle-même :

The problems of weavers—and other rural artisans—are not primarily technological. They are organisational problems like obtaining raw materials, finding the necessary capital and marketing at the highest price. [...] A much more useful approach to these industries is to try to identify those attitudes which allow them to flourish in the 1980s and to use this information to determine policies to foster other industries, in rural areas which presently lack employment.⁷⁵⁰

⁷⁴⁵ Voir par exemple Alexandre Kafka, « A New Argument for Protectionism », *The Quarterly Journal of Economics* 76, 1 (1962): 163-166.

⁷⁴⁶ Nyerere, *Ujamaa* 99.

⁷⁴⁷ Angela W. Browne, "Rural Industry and Appropriate Technology: The lessons of Narrow-Loom Ashanti Weaving", *African Affairs* 82,326 (janvier 1983): 29-41.

⁷⁴⁸ Browne 30.

⁷⁴⁹ Lire par exemple, R. S. Eckaus, *Appropriate technologies for developing countries* (Washington: National Academy of Sciences, 1977). Et Frances Stewart, *Technology and Underdevelopment* (London: Macmillan, 1978).

⁷⁵⁰ Browne 40-1.

Dans la conception de Schumacher, qui rejetait le « fanatisme du changement rapide »,⁷⁵¹ le « développement de la technologie intermédiaire » n'implique aucunement l'idée de son imposition, d'une manière ou d'une autre, aux acteurs économiques. De son côté, Nyerere envisageait la réforme sociale, du moins théoriquement, à travers l'implication volontaire des citoyens. Ses textes insistent sur la méthode de la 'persuasion', même si certains critiques⁷⁵² semblent prétendre l'inverse avec une forte tendance à baser leurs conclusions sur certaines pratiques répréhensibles de représentants gouvernementaux zélés.⁷⁵³ Pour lui, le développement ne peut être décrété par un gouvernement ou être imposé par des mesures coercitives quelconques.

These socialist villages must grow from an application of the principle of self-reliance; they must grow through the efforts of their own members, and that means hard work which brings results only after a few years. Only a full realization of the problems as well as the possibilities of ujamaa communities will enable them to get firmly on their feet. This is why it is so important that each community should start with a mixture of private and co-operative living if the former has been the custom of the people, gradually increasing the level of co-operative working as the members sort out the problems which occur and find a method of organizing their communal activities which best suits them.⁷⁵⁴

Le rôle le plus important d'un gouvernement selon Nyerere est de soutenir les travailleurs en leur facilitant l'accès aux outils de production et en les aidant dans l'organisation de leur activité. C'est la vision que nous pouvons retenir de notre analyse de la Déclaration d'Arusha. Cette vision sera reprise dans "Socialism and Rural Development" dans lequel il écrira:

The Government role's is to help people to make a success of their work and their decisions. [...] It is not a question of forcing our people to change their habits. It is a question of providing leadership. It is a question of education. And it is a question of all of us together making a reality of the principles of equality and freedom which are enshrined in our policy of Tanzanian socialism.⁷⁵⁵

Les critiques oublient très souvent de rappeler les objectifs et les principes des auteurs qu'ils étudient. Ainsi, les problèmes et les égarements qu'ils prétendent déceler dans leur mise en application des idées sont présentés comme étant fatalement liées aux idées elles-mêmes.

⁷⁵¹ Schumacher 94.

⁷⁵² Lire, par exemple, Goran Hyden, *Beyond Ujamaa in Tanzania: Underdevelopment and an Uncaptured Peasantry* (London: Heinemann, 1980).

⁷⁵³ Un roman tanzanien qui met bien en évidence ces pratiques est : Peter K. Palangyo, *Dying in the Sun* (Nairobi: Heinemann Educational Books Ltd, 1968).

⁷⁵⁴ Nyerere, *Ujamaa* 134.

⁷⁵⁵ Nyerere, *Ujamaa* 142-4.

Partie V

**LA VISION ET L'ACTION : Le panafricanisme de Nyerere
revisité**

V. LA VISION ET L'ACTION : Le panafricanisme de Nyerere revisité

La *self-reliance* est un programme de développement comme l'annonce la Déclaration d'Arusha. Et, comme tout programme de développement, il nécessite des capitaux et du savoir-faire humain. La Tanzanie était confrontée à plusieurs défis : une classe dirigeante sous-formée et peu expérimentée, le manque de capitaux propres,⁷⁵⁶ le manque de discipline et d'organisation dans le travail. Mais le plus grand défi était sans doute le manque d'experts et de travailleurs qualifiés au plus haut niveau. C'est dans ce domaine que le panafricanisme, dans sa dimension transcontinentale, pouvait jouer un rôle.

A. Brève histoire d'une solidarité panafricaniste

Nous avons déjà évoqué l'influence que Booker T. Washington a eue sur Julius Nyerere dans sa jeunesse. Aussi, on peut voir dans la *Tuskegee Institute*, qu'il fonde en 1881 à Atlanta (Etats-Unis), l'origine lointaine de la *PAS Project*. Washington était favorable à la méthode de l'accommodement (qui se fonde sur l'idée qu'il était impossible de changer la réalité sociale du sud des Etats-Unis en faveur des Noirs de manière radicale et brutale).⁷⁵⁷ Conformément à cette approche, son institution avait pour but de former les jeunes noirs dans les disciplines et les métiers susceptibles de les éloigner d'une confrontation directe avec l'Amérique blanche. Le message de Washington était généralement bien accueilli dans le Sud, où les suprématistes blancs étaient très bien établis. Ses relations cordiales avec les notables sudistes étaient favorablement perçues en Afrique colonisée où certains entrepreneurs européens voyaient son modèle d'un bon œil et sollicitaient ses conseils.⁷⁵⁸ C'est ainsi qu'il a pu initier un projet pour contribuer au développement de la culture du coton en Afrique, précisément au Togo (sous domination coloniale allemande à l'époque). Dans ce cadre des élèves de *Tuskegee* séjournent sur le continent africain entre 1901 et 1909, pour y appliquer les méthodes agricoles de leur

⁷⁵⁶ Dans le domaine de l'acquisition de capitaux et de l'assistance technique la Tanzanie avait obtenu la coopération de certains pays dits middle-powers comme la Suède et le Danemark.

⁷⁵⁷ Cette vision découle de l'accord verbal entre certains dirigeants noirs du sud et certains suprématistes blancs connu sous le nom de *The Atlanta Compromise*. Pour en savoir plus sur la vie Booker T. Washington et sur sa pensée lire son autobiographie intitulé *Up from Slavery* (New York, Doubleday, 1901).

⁷⁵⁸ Sterling Johnson, *Black Globalism: The International Politics of a Non-state Nation* (Aldershot: Ashgate, 1998) 81.

professeur, George Washington Carver⁷⁵⁹, sous la supervision des Allemands. Ce projet est couronné de succès avec une hausse considérable de la production de coton dans cette colonie entre 1905 et 1908.

Après la Première Guerre mondiale, son idée de coopération transatlantique est poursuivie par ses successeurs à la tête de la *Tuskegee Institute* Robert R. Morton et Washington Carver⁷⁶⁰, et reprise plus tard par d'autres panafricanistes.⁷⁶¹

Au milieu des années 1920, William E. B. DuBois, tente de ressusciter l'idée comme en témoigne une lettre qu'il adresse au président du Libéria de l'époque Charles Dunbar Burgess King (1875-1961) le 21 janvier 1924⁷⁶². Citons en un extrait :

On leaving Liberia I want to lay before you certain considerations of mine, as to the economic development of Liberia [...] I believe Liberia needs the aid of American Negro capital and of colored technical experts to help Liberians in the development of agriculture, industry and commerce.⁷⁶³

Du Bois poursuit en énumérant trois domaines dans lesquels la coopération préconisée pourrait être envisagée :

I suggest, first, that Liberia approach New York Bankers with a definite proposition of railroad building, and that the suggestion be made that these Bankers finance the building of the railroad....Secondly, Liberia should approach the soundest of the various colored Bankers of America, with a proposal that they form under the strict laws of the New York State, and in the city of New York, a strong financial institution, to act as a National Banking and Trust Company.....Thirdly, that there should be formed in Liberia and in America an International Corporation of colored men for handling Liberian products, and for furnishing Liberia a regular stream of technically trained colored farmers, mechanics and merchants of high character and efficiency, covering a period of twenty-five years or more, with periodic recruiting, sanitary aids, industrial surveys and systematic study of resources and markets.⁷⁶⁴

Ce ne sont là que deux exemples qui méritent d'être soulignés dans une longue histoire de recherches de débouchés de coopération transatlantique. L'histoire des relations entre

⁷⁵⁹ Celui-ci était un ingénieur en agronomie et enseignait à Tuskegee. Ses découvertes sur l'arachide et la patate douce.

⁷⁶⁰ Azikiwe, *My Odyssey* 134.

⁷⁶¹ A commencer par DuBois qui, pourtant, s'était farouchement opposé à sa vision comme en témoigne le chapitre consacré à Washington dans son ouvrage célèbre *Souls of Black Folks*. Voir le chapitre...intitulé « Of Booker T. Washington ». Il mettra longtemps avant de se rallier à l'idée de Washington. On peut aussi évoquer l'exemple de Nnamdi Azikiwe, Premier Président du Nigeria qui, dans son autobiographie, porte un regard très positif sur le modèle de coopération proposé par Washington. Lire, Nnamdi Azikiwe, *My Odyssey* (London C.Hurst & Co, 1970)179.

⁷⁶² Pamela Newkirk, *Letters from Black America* (New York: Farrar, Straus and Giroux, 2009) 335-337.

⁷⁶³ Newkirk 336.

⁷⁶⁴ Newkirk 336-7.

l'Afrique et sa diaspora étasunienne recèle de plusieurs autres exemples d'initiatives de ce genre. Mais il faut dire que c'est dans le contexte plus favorable de la décennie des indépendances qu'on assiste à une véritable implication des États africains pour tenter de transformer ces initiatives isolées en programmes de développement économique.

Au milieu des années 1960, quelques facteurs ont joué en faveur d'un renouveau de la solidarité entre Africains et Africains-Américains. Notons l'émergence des États africains indépendants avec à leurs têtes des dirigeants panafricanistes et le manque de résultat probants dans la lutte pour les droits civiques des années 1960. Parmi les pays africains indépendants, le Ghana de Nkrumah faisait figure de destination privilégiée pour les Africains-Américains. Ce succès s'explique par le fait que d'importantes personnalités afro-américaines telles que William E. B. Du Bois et l'écrivaine Maya Angelou⁷⁶⁵ s'étaient déjà installées dans ce pays. Comme tous les autres pays africains, le Ghana et la Tanzanie connaissaient une pénurie de main-d'œuvre qualifiée qui les handicapait économiquement. En tant que panafricanistes, les dirigeants ghanéen et tanzanien pensaient que les Africains-Américains pouvaient apporter leur contribution solidaire à la résolution de ce problème, et qu'il fallait prendre des mesures pour encourager et faciliter cela. Des représentants du gouvernement tanzaniens (diplomates pour la plupart) se rendent dans des universités américaines pour y rencontrer des candidats potentiels. La vision politique de Nyerere⁷⁶⁶ et l'intérêt suscité par la culture tanzanienne était des atouts que ces diplomates pouvaient utiliser lors de leurs visites.

1. L'impact des idées de Malcolm X

Malcolm X était un partisan de la stratégie de l'internationalisation de la cause afro-américaine.⁷⁶⁷ Pour cette raison il voyait les États africains comme des alliés naturels sur lesquels s'appuyer pour porter la lutte au niveau des institutions internationales comme les Nations Unies. Cette stratégie nécessitait le renforcement au préalable des liens supposés fraternels entre les Africains sur le continent et les populations d'origine africaines aux États-

⁷⁶⁵ Maya Angelou nous raconte la rencontre idyllique entre le Ghana et les Africains Américains dans son *All God's Children Need Traveling Shoes* (New York : Random House, 1986).

⁷⁶⁶ Antérieurement à l'indépendance du Tanganyika, Nyerere visita New York à plusieurs reprises et s'adressa à l'Assemblée des Nations Unies deux fois entre 1955 and 1957. A chacune de ses visites, il y défendit la cause de son pays, ce qui lui valut la réputation d'un dirigeant africain dévoué à son peuple et déterminé à reconquérir sa liberté. Ces voyages à New York étaient aussi l'occasion pour lui d'établir des contacts avec les dirigeants de la communauté noire américaine.

⁷⁶⁷ Johnson 145-157.

Unis. Il a cherché ensuite à concrétiser ce lien à travers l'Organisation de l'Unité Afro-Américaine⁷⁶⁸ qu'il fonde en 1964, un an avant sa mort. Cette organisation avait comme objectif principal de rassembler les différentes organisations qui étaient impliquées dans la lutte pour les droits civiques des Noirs aux Etats-Unis afin de former un bloc capable de peser sur la scène politique américaine et sur la scène internationale aux côtés des Etats africains. Son assassinat en 1965 ne fera que donner plus de poids à son message, qui sera repris par les militants plus radicaux du SNCC (Student Non-Violent Coordinating Committee) et du mouvement *Black Power*. Ces militants de la fin des années 1960 et du début des années 1970 voulaient tenter autre chose que la stratégie intégrationniste et la méthode de la non-violence prônées par la NAACP et Martin Luther King.

Certains membres du SNCC s'étaient rendus en Guinée⁷⁶⁹ et en Tanzanie⁷⁷⁰ entre 1964 et 1966. Pour eux, la seule arme efficace contre l'exploitation et l'humiliation était le renforcement du pouvoir économique et politique des Noirs, exactement comme le préconisait Malcolm X.⁷⁷¹ D'ailleurs c'est la même analyse que fait Nyerere dans la Déclaration d'Arusha⁷⁷², mais avec une rhétorique beaucoup moins enflammée. Le marxiste Stokely Carmichael est, parmi les militants du SNCC, celui qui a défendu le plus ardemment cette analyse insistant tout particulièrement sur la nécessité d'une stratégie internationaliste impliquant plus sérieusement les Etats africains.⁷⁷³

2. L'attractivité de la culture tanzanienne

Ces individus n'étaient pas isolés. Au sein du mouvement *Black Power* aussi, une organisation s'est bien illustrée sur le terrain du rapprochement culturel avec l'Afrique et a beaucoup fait pour promouvoir la culture et la langue swahilie aux Etats-Unis. Il s'agit de la *US Organisation* fondée en 1965⁷⁷⁴ par Ron 'Maulana' Karenga.⁷⁷⁵ Né en 1941 à Parsonsburg (Maryland), il était un adepte du nationalisme culturel. Après ses études de sciences politiques

⁷⁶⁸ Inspirée par l'OUA.

⁷⁶⁹ Wesley C. Hogan, *Many Minds, One Heart: SNCC's Dream for a New America* (Chapel Hill: The University of North Carolina Press, 2007) 197.

⁷⁷⁰ Hogan 375.

⁷⁷¹ Lire à ce propos George Breitman, *Malcolm X Speaks* (New York, Grove Weidenfeld, 1965).

⁷⁷² Nyerere, *Ujamaa* 18.

⁷⁷³ Maning Marable, *Malcolm X: A Life of Reinvention* (New York: Penguin Books, 2011) 485.

⁷⁷⁴ Cette organisation existe toujours.

⁷⁷⁵ Né en 1941 dans le Maryland, Karenga est aujourd'hui une figure importante de l'afrocentrisme. Il a étudié à l'université de Californie où il a appris le Swahili et découvert les écrits de Julius Nyerere.

à l'université de Californie, il entreprend l'apprentissage du Swahili et découvre ainsi les écrits de Julius Nyerere. L'*US Organisation* était très active dans le domaine culturel de manière, une orientation conforme à l'ambition de son fondateur :

Sustaining and always expanding and deepening the dialogue with African culture; recovering, creating, recreating and circulating the best of African culture; and posing models of excellence and paradigms of possibilities from this.⁷⁷⁶

On peut dire que Karenga appréhendait surtout la langue swahilie comme une porte d'entrée dans la culture africaine pour sa richesse littéraire comparée aux autres langues africaines. Rappelons, au passage, que Nyerere a publié la plupart de ses écrits en Swahili. Toutes ces raisons font que le Swahili est considéré par l'Union Africaine comme la langue africaine la mieux placée pour devenir la *lingua franca* du panafricanisme.

L'apprentissage du Swahili était rendue obligatoire pour tous les membres de l'*US Organisation*, qui s'est notamment illustrée aussi à travers la tenue de cérémonies rituelles censées permettre de développer et de maintenir une relation spirituelle entre les Africains-Américains et leurs racines africaines. La célébration de *Kwanza*⁷⁷⁷ (terme swahili signifiant le premier fruit de la récolte), fête annuelle totalement inventée par Karenga, symbolise toujours cette quête de rapprochement culturel.

Plusieurs sources⁷⁷⁸ indiquent que Nyerere avait des contacts avec certaines figures du militantisme radical afro-américain des années 1960, établis au cours de ses déplacements à New York, au siège des Nations Unies (entre 1955 et 1960), pour y plaider la cause de l'indépendance de son pays. En outre, sa vision socialiste et son soutien actif aux mouvements de lutte de libération en Afrique de l'Est et australe avaient contribué à accroître sa popularité aux yeux des militants de gauche et d'extrême gauche à travers le monde.⁷⁷⁹ Ses idées comme celles de Kwame Nkrumah, de Sékou Touré, d'Amilcar Cabral, de Patrice Lumumba sont reprises par les organisations et les institutions afro-américaines durant cette décennie.

Tous les éléments que nous venons d'évoquer ont fait de la Tanzanie une destination attractive pour les Africains-Américains. A partir du milieu des années 1960, plusieurs centaines d'Africains-Américains s'installent dans ce pays africain. Quelques lignes sur cette

⁷⁷⁶ Voir son programme disponible à l'adresse internet suivante : <<http://www.us-organization.org/30th/ppp.html>>

⁷⁷⁷ Cette fête est célèbre aux Etats-Unis et au Brésil, par exemple, entre le 26 décembre et le 1 janvier. Elle est déclarée fête afro-américaine et panafricaine par Karenga.

⁷⁷⁸ Les documents d'archives de la PASP, de Clair Drake et du diplomate afro-américain, Ralph Bunche.

⁷⁷⁹ Hyden 221.

première génération des années 1960, surtout sur la manière dont leur présence a été perçue, nous aiderons à comprendre l'ampleur du défi qui attendait les concepteurs du *PAS Project* ainsi que les précautions qu'ils ont pris pour tenter de les surmonter.

Ci-dessous nous avons un témoignage de l'un d'eux, Pete O'Neale, ancien membre du *Black Panther Party*, qui a vécu jusque dans les années 2000 avec son épouse, elle aussi ancienne militante du BPP, dans un village tanzanien nommé Imbaseni, près d'Arusha. Cette interview d'un participant est un des rares documents qui nous éclairent sur cette expérience de la *PAS Project* et sur ce chapitre de l'histoire des Africains-Américains venus vivre en Tanzanie durant la décennie 1960. Il raconte :

My wife Charlotte and I came to Tanzania from Algeria, in fact, because we had some Kansas City friends who invited us to Dar-es-Salaam. You had a huge population. It was amazing. There was an excitement here. There were so many African Americans here and everybody had at least some kind of vague sense of revolution. Definitely they felt Pan-Africanism. And everybody wanted to be a part of it. There was an excitement here. You had your cultural nationalists, your had your Pan-Africanists, old Garveyites. And our home soon became a meeting place.⁷⁸⁰

Ces Africains-Américains se voyaient comme des socialistes ou aspiraient à vivre dans un pays africain socialiste. Comme le montre ce témoignage, la majorité souhaitait s'établir en Tanzanie. La Déclaration d'Arusha ne fera que les conforter dans leur décision, et le programme de développement qu'elle implique leur donnera le sentiment de pouvoir continuer à être utiles pour ce pays dans différents domaines. On peut imaginer que tous ces éléments ne seront que des motivations supplémentaires pour ces militants qui pensaient pouvoir contribuer au succès d'une vision politique et panafricaniste pour transformer profondément et durablement la société africaine dans son ensemble.⁷⁸¹ Un article s'est penché sur le cas de ces Africains-Américains qui s'étaient établis au Ghana dans les années 1960 et 1970 et a montré que ces derniers entendaient mêler leur destin à celui de

⁷⁸⁰ Jeremy O'Kasick & Pete O'Neal, "An Interview with Pete O'Neal", *African Affairs*, 102, 409 (Oct. 2003): 631-636. 633. Le témoignage d'un autre Africain-Américain Ralph Ibbott *Ujamaa : the Hidden Story of Tanzani's Socialist Villages* va dans le même sens. Publié en 2015 celui-ci relate l'histoire d'un village *ujamaa* Ruvuma au sud de la Tanzanie entre 1963 et 1969. Il raconte comment le succès de cette mise en application concrète des idées socialistes de Nyerere par une organisation de villageois dénommée *Ruvuma Development Association* a été saboté par certains hommes politiques tanzaniens qui n'appréciaient leur indépendance vis-à-vis de l'État tanzanien.

⁷⁸¹ Ces idées étaient déjà présentes dans le pamphlet *Ujamaa : The Basis of African Socialism* publié en 1962.

l'Afrique.⁷⁸² Or, ceux qui avaient choisi la Tanzanie allaient se heurter à des formes de rejet et de marginalisation sociale, parfois alimentées et encouragées par une partie de la presse.

3. La perception des Africains-Américains arrivés en Tanzanie avant le *PAS Project*

Un article publié en 1967, certainement peu de temps après la Déclaration d'Arusha, illustre bien l'hostilité dirigée contre les Africains-Américains.⁷⁸³ L'article en question a été publié dans le journal du TANU *The Nationalist*.⁷⁸⁴ Il faut préciser que ce journal était à l'époque le plus lu dans le pays. Cet article traduit si bien le sentiment et les interrogations provoqués en Tanzanie par une présence afro-américaine⁷⁸⁵, qu'il nous paraît utile de le commenter ici pour bien comprendre l'ampleur de la tâche réservée aux concepteurs de la *Pan-African Skills Project*. D'ailleurs, l'exemplaire que nous utilisons ici se trouve dans les documents d'archives du *PAS Project*. Cette précision sert d'emblée à montrer que les dirigeants de ce projet avaient le souci de tirer les leçons des expériences passées pour ne pas reproduire les mêmes erreurs. L'article commence dans ces termes :

[...] the utterances, to say nothing of the activities and groupings, of some of the Afro Americans now in the country represent amorphous concepts vis-à-vis the revolutionary situation obtaining in the United Republic, and I am afraid it may be necessary for us to mount vigilance in order to be sure what they exactly represent.

A travers ces propos on imagine que leur présence avait créé un véritable malaise dans le pays du fait des fantasmes très probablement suscités par leur nombre dans cette période de Guerre froide. La nature de leur présence, elle-même source de nombreuses interrogations au sein des instances du parti et dans le pays en général, était ouvertement utilisée par certains militants dans leurs bras de fer contre le gouvernement sur la question de l'africanisation de l'administration. Ce passage prouve aussi que l'esprit d'ouverture qui auréole la déclaration d'Arusha n'était pas toujours ressenti à travers le comportement des Tanzaniens et surtout dans les rangs du TANU (dont les éditeurs de ce journal). La volonté du gouvernement, cherchant à attirer des étrangers qualifiés pour faire tourner l'économie et les services

⁷⁸² Obiagele Lake, "Toward a Pan-African identity: Diaspora African Repatriates in Ghana" *Anthropological Quarterly* 68, 1 (Jan. 1995): 21-36.

⁷⁸³ L'exemplaire que nous avons pu consulter n'est pas précisément daté (seule l'année de publication y figure), mais il est aisé de voir qu'il a été publié après la Déclaration grâce à la rhétorique et aux références évidentes aux arguments qui se trouvent dans celle-ci.

⁷⁸⁴ Voir annexe 5.

⁷⁸⁵ Ils étaient une population d'environ 700 personnes en 1970 et presque tous concentrés dans la ville de Dar Es Salaam.

administratifs du pays, se heurtait clairement aux ambitions personnelles de certains militants plus préoccupés par l'amélioration rapide de leur position sociale. Leur voix est parfaitement perceptible dans le passage ci-dessous qui reprend le vocable (*reactionary/ pro-capitalist/anti-socialist*) qui leur servaient, parfois, d'armes pour mettre en doute l'intégrité morale de ceux qu'ils voulaient écarter. Prenons le temps de lire et de discuter ce passage :

The first thing that we must demand of the Afro-Americans who come here is a certain amount of discipline as is expected of various African anti-imperialist combatants based here. And the Afro-American has an extra burden of responsibility, namely that of disabusing his mind of accumulating false ideas, reactionary tendencies and other concepts, pro-capitalist and anti-socialist, which are in conflict with the avowed policies of the people of Tanzania.

D'abord, nous ne pouvons que relever cette impression que les Africains-Américains n'étaient rien d'autres que des opportunistes, contrairement à tout ce qu'ils pouvaient prétendre. Plus étonnant encore, l'auteur les accuse ouvertement de n'être que des saboteurs déterminés à détourner le pays de la voie socialiste. Précisons au passage que ce genre d'accusations n'était pas exclusivement réservé aux Africains-Américains, les Asiatiques et les Européens en étaient, eux aussi, souvent les victimes.⁷⁸⁶ Mais pour comprendre la violence particulière avec laquelle les Africains-Américains étaient vilipendés, il faut prendre en compte non seulement le contexte de la Guerre froide, mais aussi autre élément essentiel qui est la menace que ces derniers représentaient aux yeux d'une partie de l'élite tanzanienne. Celle-ci les considérait comme des rivaux encore plus dangereux que les Asiatiques et les Européens parce que convoitant les mêmes postes que les Tanzaniens tout en possédant pour la plupart deux atouts majeurs : une meilleure formation que les Tanzaniens « de souche » et une solide expérience professionnelle, tout cela accompagnées d'une grande facilité et d'une forte volonté d'intégration (absence de barrière raciale, et maîtrise du Swahili pour la majorité). Cet esprit de compétition et cette forme de rivalité directe sont donc des éléments qui ressortent dans cet article, et que nous retrouverons dans les rapports échangés entre les responsables tanzaniens et les dirigeants de la *Pan-African Skills Projet*. Il est impératif de garder ces deux éléments en mémoire pour bien analyser ce programme panafricaniste.

Notons aussi que les accusations portées sans preuves contre ces expatriés étaient, en réalité, des coups portés à l'objectif ultime du panafricanisme, celui d'unir tous les peuples issus du continent africain. Parce que le panafricanisme renferme le concept de fraternité et sous-

⁷⁸⁶ Beaucoup de postes importants étaient encore occupés par des Britanniques et autres Européens nombreux dans les postes clés pour lesquels peu de nationaux étaient qualifiés. Les Arabes et les Indiens étaient eux généralement entrepreneurs mais certains d'entre eux contrôlaient des postes importants.

entend que l'hospitalité doit aider à la réalisation de l'unité. On peut dire que cette idée est mise à mal dans cet article qui présente la communauté afro-américaine, présente en Tanzanie dans une dynamique de solidarité, comme de la vermine. On imagine aisément les effets d'un tel refus d'hospitalité pour une communauté, qui, pendant longtemps, a été à l'avant-garde du projet panafricaniste.

Un troisième élément à relever dans le texte est la récurrence de la notion d'indiscipline. Pour comprendre la gravité de cette accusation, il faut se remémorer ce que Schumacher dit à propos des impératifs du développement. En d'autres termes cette accusation équivalait à dire que la communauté afro-américaine établie dans le pays constituait un obstacle au développement. L'indiscipline est identifiée par l'économiste Schumacher comme un frein au développement. Et, dans cet article, les Africains-Américains sont présentés comme essentiellement indisciplinés (l'auteur ne fait aucune distinction) et ne pouvaient donc être que des forces adverses pour *Ujamaa*. Par conséquent, leur présence ne pouvait pas être tolérée, car contraire aux intérêts de la Tanzanie. Leur indiscipline est aussi idéologique, selon l'auteur de l'article, qui ne fait que contredire les propos de Nyerere assimilant le socialisme à une prise de conscience personnelle, tout le contraire d'un phénomène de groupe. L'auteur omet tout simplement de préciser que certains des saboteurs étaient des Tanzaniens qui se souciaient apparemment peu du devoir d'exemplarité des responsables politiques mis en exergue dans la Déclaration d'Arusha. Cet article nous fait aussi ressentir la peur collective qui a caractérisé cette période de l'histoire politique de la Tanzanie, qualifiée de « phase critique » par Pratt. Les Africains-Américains n'étaient que les boucs émissaires d'une société qui doutait sérieusement de ses propres capacités à peser sur le cours des événements. Il y avait certainement parmi les Africains-Américains une minorité qui travaillait pour des intérêts capitalistes et impérialistes, de la même manière qu'il existait aussi, sans doute, des Tanzaniens qui travaillaient pour des intérêts étrangers.

Enfin, un autre élément qui est intéressant à relever est la manière dont l'auteur de cet article classe dans l'ordre croissant les groupes dont les activités sont perçues comme étant dangereuses pour la société tanzanienne. Sont considérés dans le texte comme étant les moins nuisibles, ceux qui sont présentés comme étant : « des chercheurs notoires des fondations Ford et Rockefeller ». Après eux viennent ceux décrits comme étant : « des Africains-Américains notoires au service du gouvernement impérialiste des Etats-Unis et de ses agences contre-révolutionnaires ». Pires encore que ces deux premiers groupes sont : « les racistes noirs, se faisant passer pour des ultra-militants, alors qu'ils passent leur temps à monter les

uns contre les autres et à semer la division dans les rangs ». Ce classement ne laisse aucun doute sur la perception négative des expatriés afro-américains par une partie des Tanzaniens. Le message que nous retenons de cet article est que tous les Africains-Américains étaient animés de mauvaises intentions. L'idée qu'il pourrait y avoir parmi eux des gens de bonne volonté n'y apparaît pas. Les Africains-Américains y sont vus comme des saboteurs et des espions travaillant pour le compte des Etats-Unis d'Amérique. Les craintes liées à la Guerre froide étaient bien réelles pour un pays socialiste, mais rien ne permettait d'affirmer que tous les Africains-Américains, présents à l'époque sur le sol tanzanien, étaient impliqués, d'une manière ou d'une autre, dans des activités de sabotage. Pourtant, le texte insiste sur leur subversion collective, les opposant aux « Américains respectables restés aux Etats-Unis » :

Today the blackman in the United States knows and understands the difference between 'black pride' and 'black racism'. He knows that only the reactions of imperialism and its forces stand to gain when the struggle is being sabotaged from the rear by his own people.

On peut donc retenir de ce texte trois faits importants pour la suite de notre analyse. Premièrement, les expatriés afro-américains arrivés en Tanzanie au début des années 1960 avaient une très mauvaise réputation. Deuxièmement, ces derniers servaient de boucs émissaires à une partie des militants du TANU, soucieuse de les écarter de la compétition pour certains postes. Troisièmement, la Guerre Froide arrangeait les plans de ces militants hostiles à cette présence afro-américaine, pourtant crucial pour le programme de développement imaginé par Nyerere.

La question que soulève l'article est pourquoi les services secrets américains avaient besoin de placer 800 espions africains-américains en Tanzanie alors que ce pays n'était pas considéré comme la plus grande menace contre les intérêts américains en Afrique de l'Est ?

Il est utile de souligner que ce climat de suspicion découlait aussi du fait que les Africains ignoraient presque tout de l'histoire et de la culture afro-américaine.⁷⁸⁷

4. Nyerere réaffirme son soutien aux expatriés

⁷⁸⁷ Cela persiste de nos jours comme le montre le film documentaire de la réalisatrice Kenyane, Peres Owino. Peres Owino: *Bound : Africans vs. African-Americans*, 2015.

Julius Nyerere réagira très fermement, non pas directement contre cet article en particulier mais contre l'esprit que celui-ci véhiculait, dans deux de ses discours, notamment « The Purpose is Man » (prononcé le 5 août 1967 à l'université de Dar Es Salaam) et « After the Arusha Declaration » (adressé aux militants du TANU le 17 octobre 1967). Il abordera, dans chacun de ces discours, la question des travailleurs expatriés pour répondre aux allégations de la presse et de certains responsables du TANU.

Dans « The Purpose is Man » il ne fait que constater, avec agacement, que certains hauts responsables de son gouvernement étaient toujours incapables de percevoir les côtés positifs d'une politique favorable à l'arrivée de travailleurs étrangers qualifiés.⁷⁸⁸ Ce discours devant les étudiants et les universitaires du pays donne au Président Nyerere l'occasion de mobiliser le soutien des intellectuels (qui étaient très impliqués dans ce débat) et des étudiants, plus réceptifs aux discours des défenseurs de la politique d'africanisation.

Nyerere commence par y rappeler que la Déclaration d'Arusha n'a pas présenté l'africanisation comme une priorité absolue et ne contient aucune promesse de remplacer rapidement les Européens et les autres travailleurs étrangers par des Tanzaniens. Au contraire, répète-t-il, la Déclaration présente un but, *self-reliance*, et énonce les moyens de l'atteindre. Il y invite son auditoire à examiner, de manière lucide et dans un esprit 'scientifique', les vraies motivations des opposants à sa politique :

We must look at this question of employing expatriates scientifically and without prejudice; we must assess the interests of our development as a whole, not the interests of a particular person who feels that he would like the high post concerned but is neither ready for it nor prepared to go on learning from someone else.⁷⁸⁹

Il ajoute que son gouvernement avait toujours besoin des expatriés pour le fonctionnement de l'économie, et, plus généralement, pour appuyer les efforts de développement dans tous les domaines. Il conclut donc, que, dans l'intérêt du développement de la Tanzanie, la politique de recrutement d'experts étrangers devrait être poursuivie pour encore plusieurs années.

Dans « After the Arusha Declaration » il répond directement aux inquiétudes (sabotage, menace capitaliste, etc.), notées dans l'article du *Nationalist* et commentées. Il insiste aussi sur le fait que les Tanzaniens « responsables » ne devaient pas perdre de vue l'objectif national de *self-reliance*, plus important que les intérêts particuliers. En poussant les individus

⁷⁸⁸ Pratt 106.

⁷⁸⁹ Nyerere, *Ujamaa* 101.

à penser de cette manière, il espère réussir à changer leur perception de la présence des Africains-Américains et des autres travailleurs étrangers :

What all this means is that if we are to make progress towards the implementation of our policies of socialism and self-reliance, we should be ready to use all the people who are able to contribute towards these objectives. There are certain jobs which have to be done by citizens. Those we have now filled. There are other jobs which have to be done, and done now or in the next few years, whether or not we have enough citizens or enough socialists. Let us get these jobs done instead of indulging our prejudices or our generalized assessments of people by skin colour or country of origin.⁷⁹⁰

Pour lui, le pragmatisme doit l'emporter sur cette question avec un engagement gouvernemental pour obtenir les résultats escomptés, en exigeant des expatriés plus de responsabilité, de loyauté et d'efficacité, d'une part. Le gouvernement doit aussi agir pour préparer ses propres citoyens à la relève en adoptant des programmes d'éducation et de formation professionnelle adaptés à sa situation et à ses objectifs, d'autre part.⁷⁹¹

5. Le *PAS Project* ouvre un nouveau chapitre de la solidarité intercontinentale

Les troubles politiques de la fin des années 1960 marquent un tournant dans les relations entre l'Afrique et sa diaspora américaine. Suspectés de servir les intérêts de l'impérialisme américain et de mener des actes de sabotage pour le compte des Etats-Unis et des pays occidentaux, les Africains-Américains étaient de plus en plus exposés aux attaques des journalistes. Suite aux coups d'états de 1966 qui ont précipité des changements de régimes aux Ghana et au Nigeria⁷⁹² beaucoup d'entre eux vont quitter les postes qu'ils occupaient dans ces pays africains pour retourner aux Etats-Unis. Mais, malgré ce contexte défavorable, la Tanzanie, qui montrait des signes de stabilité politiques, garde son attractivité. La force de persuasion de la Déclaration d'Arusha, toujours intacte dans les années 1970, a contribué à cela comme l'atteste cette lettre de St Clair Drake à Nyerere⁷⁹³ écrite le 1 septembre 1970 :

⁷⁹⁰ Nyerere, *Ujamaa* 148.

⁷⁹¹ Nyerere, *Ujamaa* 147.

⁷⁹² Le Premier Nnamdi Azikiwe et le Premier Ministre Sir Abubaker Balewa furent chassés du pouvoir par les militaires.

⁷⁹³ St Clair Drake (1911-1990) était un sociologue et anthropologue africain-américain. Il enseigna à l'université de Stanford où il fonda le département des études africaines et africaines-américaines en 1969. Il fut également connu pour son militantisme panafricaniste. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dans le domaine des études

You may, perchance, remember me as the Afro-American professor whose home you visited on your very first trip to the USA [...] Many Afro-American students approach me about the possibility of doing some type of useful service in Africa and getting to know their brothers and sisters there [...] Since the Arusha Declaration, Tanzania has been a magnet, attracting idealistic, sensitive, Black Americans who want to 'participate' and to learn from you and TANU.⁷⁹⁴

Il poursuit son argumentation en rappelant au président tanzanien l'intérêt que les jeunes Africains-Américains nourrissaient pour son pays depuis la publication de la Déclaration d'Arusha. Pour Drake cet intérêt était la preuve que l'élan de solidarité n'avait jamais cessé d'être réel malgré les oppositions, mais nécessitait simplement d'être redynamiser par le biais d'une orientation idéologique claire (la Déclaration d'Arusha), et par la mise sur pied d'une structure par les dirigeants africains en collaboration avec les responsables de la communauté afro-américaine. Pour justifier la pertinence de cette proposition, il rappelle le fait que les structures américaines non-gouvernementales (exemples : *Ford Fondation*, *Peace Corps*, *Operation Crossroads Africa*, *Teachers for East Africa*) existantes à l'époque n'inspiraient plus confiance à la jeunesse afro-américaine. Pour lui, la coopération entre l'Afrique et sa diaspora avait besoin d'être stimulée à travers des méthodes jugées appropriées par les deux parties et des structures indépendantes entièrement contrôlées et administrées par les populations directement concernées.

For some time I have been wondering if some organized activity jointly sponsored by your government and an Afro-American agency could be devised so that a carefully selected group of young Black Americans could come to live and work in Tanzania for a year or two."

La lettre de St Clair Drake nous renseigne aussi sur les motivations qui poussaient encore les candidats africains-américains vers les pays africains, dévoilant en même temps leurs inquiétudes liées aux troubles politiques et sociales ainsi qu'aux activités prétendument subversives de certaines organisations non-gouvernementales. Les propositions contenues dans cette lettre sont partagées par certains activistes qui envisageaient la solidarité afro-africaine sous un nouveau jour. Parmi eux, un ancien membre de la SNCC, Irving B. Davis⁷⁹⁵, qui, à partir du milieu des années 1960, commence à réfléchir sur la création d'une

africaines, par exemple, *Black Religion and the Redemption of Africa* (1971) et de *Black Folks Here and There : An Essay in History and Anthropology* 1987.

⁷⁹⁴ St. Clair Drake Papers, Manuscripts, Archives and Rare Books Division, Schomburg Center for Research in Black Culture, Box 8, folder 19.

⁷⁹⁵ Photo en annexe 6.

organisation chargée de recruter, à partir des États-Unis, des Africains-Américains qualifiés dans divers domaines pour le compte de la Tanzanie.⁷⁹⁶

Un autre facteur qui peut expliquer la motivation des jeunes et des entrepreneurs africains-américains, qui envisageaient la destination africaine, était lié à la politique internationale de l'administration du Président Nixon. Elle favorisait le capitalisme noir américain⁷⁹⁷ dans le but de saper le radicalisme de la fin des années 1960, en encourageant l'investissement afro-américain dans les pays africains. Pour certains Africains-Américains cette politique présentait l'avantage de leur permettre à la fois de s'épanouir économiquement en Afrique tout en étant solidaire.

B. Le PAS Project prend forme

1. Le soutien de la frange internationaliste du militantisme afro-américain

⁷⁹⁶ Irving B. Davis est né le 23 septembre 1937 à Akron dans l'Ohio. En 1955 après une scolarité normale au lycée public de sa ville natale, il entame des études de Médecine à la Compton College-Harbor Junior en Californie avant de les abandonner deux ans plus tard pour prendre la direction de l'Europe. En 1958, il s'inscrit à la Laboratory Technical School de Nuremberg et gagne ensuite la France où il termine ses études de Médecine à Verdun en 1959. A son retour aux Etats-Unis en 1960, il fréquente les universités de New York et New Jersey ou il s'initie à d'autres disciplines comme l'informatique et les sciences économiques. Ses études aux Etats-Unis et en France ont été perturbées par ses activités militantes entamées à l'âge de 19 ans au sein de la Nation of Islam. Durant son séjour en Europe, il découvre la lutte de libération anticoloniale en fréquentant les militants de la FLN algérien et des étudiants africains établis à Paris. Pour cela, on peut dire que son séjour en Europe lui offre aussi l'occasion d'étudier la question coloniale et de prendre conscience des liaisons internationales des mouvements de libération. Grâce à son expérience, il se voit confier la direction des affaires internationale de la SNCC quand il rejoint l'organisation en 1961. L'assassinat de Malcolm X pour qui il avait une grande admiration l'affecte terriblement et le pousse à s'engager plus résolument dans la voie que celui-ci avait tracée. Davis était également un militant actif dans le mouvement pour les droits civiques pour lequel il s'est illustré en soutenant des employés noirs de la *Chase Bank* qui se soulevaient contre « les mesures racistes » appliquées à leur encontre. On peut dire que son engagement pour la libération et le développement du continent africain est la suite logique de son parcours de militant pour la cause afro-africaine qui épouse l'idée selon laquelle la solution du problème noir américain ne peut passer que par la résolution du problème de pauvreté et de sous-développement de l'Afrique. C'est ce parcours qui lui fait prendre conscience des besoins des jeunes Etats africains en matière d'éducation et d'expertise. Il se considérait comme le symbole d'une génération de diplômés noirs Américains qui, malgré une grande expérience et une forte motivation, n'arrive pas à trouver sa véritable place dans la société américaine. Source: Irving B. Davis Papers, Pan-African Skills Project Collection SCM 98-33, Manuscripts, Archives and Rare Books Division, Schomburg Center for Research in Black Culture, Box 1/1, folder 14 & 15.

⁷⁹⁷ Pour en savoir plus sur ce sujet lire, par exemple: Robert E. Weems, Jr & Lewis A. Randolph, "The National Response to Richard Nixon Black Capitalism Initiative: The Success of Domestic Détente" *Journal of Black Studies* 31, 1 (Septembre 2001): 66-83. Et Dean Kotlowski, «Black Power-Nixon Style: The Nixon administration and Minority Business Enterprise », *The Business History Review* 72, 3 (autumn 1998): 409-445.

Le *Pan-African Skills Project* est né d'une idée simple : trouver dans la population noire américaine les talents et les personnes qualifiées dont les pays africains avaient besoin pour leur développement. L'idée du *PAS Project* avait précédé la publication du *Black Manifesto*⁷⁹⁸, mais si cette dernière a été mise en avant par Davis, comme on peut le noter dans les sources, c'est pour une raison précise. Le militantisme noir américain qui a été à l'origine de sa publication était acquis à la politique de la *self-reliance*, et souhaitait sa mise en application aux Etats-Unis pour tenter de résoudre les problèmes économiques et sociaux de la population noire. C'est la raison pour laquelle le mouvement provoqué par cette publication, ainsi que les initiatives qui en découlèrent, comme la collecte de fonds pour financer des projets conformes à l'idée de *self-reliance*, étaient, selon Davis, les principales causes de la dynamique nécessaire pour mobiliser les soutiens et les financements dont il avait besoin. Ce mouvement entendait accentuer l'action des organisations africaines dans trois domaines :

- The raising of money for the program of the National Black Economic Development Conference
- The development of cooperatives in Africa countries and support of African Liberation movements
- Establishment of a Black Anti-Defamation league which will protect our African image

L'objectif était de créer des conditions (politiques et financières) propices à la multiplication des canaux de coopération effective entre les Africains et les Africains-Américains par le biais d'un organe de pilotage nommé *National Black Economic Development Conference*. Celui-ci prônait une coopération suivie, englobant tous les secteurs :

We fully recognize that revolution in the United States and Africa, our Motherland, is more than a one dimensional operation. It will require the total integration of the political, economic, and military components and therefore, we call upon all our brothers and sisters who have acquired training and expertise in the fields of engineering, electronics, research, community organization, physics, biology,

⁷⁹⁸ Le « *Black Manifesto* » (1969) par James Forman, ancien militant du SNCC. D'autres militants du mouvement pour les droits civiques, dont Davis lui-même, ont également contribué à la rédaction de ce document. L'idée de Forman était de demander des réparations financières pouvant permettre à la population noire de financer son propre programme de développement. Le manifeste contient 10 points qui exposent les raisons d'une demande de réparation adressée « aux églises blanches et synagogues juives ». Pour Forman et ses partisans, ces institutions religieuses avaient largement bénéficié de l'exploitation capitaliste des Noirs et devaient verser, selon leurs estimations, une compensation financière de 500, 000,000 de dollars aux responsables de cette population. Pour gérer ce fonds et organiser sa distribution une agence a été fondée la International Black Appeal avec comme mission : « This International Black Appeal will be funded with no less than \$20,000,000. The IBA is charged with producing more capital for the establishment of cooperative businesses in the United States and in Africa, our Motherland. The International Black Appeal is one of the most important demands that we are making for we know that it can generate and raise funds throughout the United States and help our African brothers », Irving B. Davis Papers, Box 1/1, folder 1.

chemistry, mathematics, medicine, military science and warfare to assist the National Black Economic Development Conference in the implementation of its program.”

Le *PAS Project* visait les mêmes objectifs et son fondateur avait une conception identique de la coopération et de la solidarité panafricaniste.

2. La collaboration de personnalités issues des églises noires américaines

Le fondateur du *PAS Project* Davis pouvait aussi compter sur l’aide de la *National Committee of Black Churchmen* (NCBC), l’une des premières institutions religieuses à encourager la publication du *Black Manifesto*. Certains membres de la NCBC étaient des personnalités influentes dans les communautés noires américaines. A ce titre, ils pouvaient apporter leur soutien moral et financier pour faciliter le démarrage du *PAS Project*. La coopérativité des hommes d’église était une source de motivation supplémentaire pour Davis, qui, fort du soutien des militants internationalistes et de celui d’une partie de l’élite religieuse, n’a eu aucune difficulté à convaincre les dirigeants tanzaniens de la pertinence de son idée. En juillet 1970, il obtient finalement le feu vert de Julius Nyerere par l’intermédiaire de son Ministre des Affaires étrangères Stephan Mhando.⁷⁹⁹ Citons un passage de ce document qui autorise et approuve les idées du *PAS Project* :

The President has instructed that it will now be the deliberate policy of the Government to recruit Afro-Americans into service in the same way that we are recruiting other people including white Americans. To implement this policy an organization called the Pan African Skills Project has been established in the U.S.A., and a representative who has had discussions with the President is now establishing himself in Dar Es-Salaam and is in contact with the Foreign Ministry. [...] Men and women of all skills and at all levels will be allowed in, and those who wish to settle down in Tanzania permanently will not be stopped from doing so.⁸⁰⁰

Ayant accepté le parrainage du projet, la NCBC suggère l’idée de la formation d’une commission (*Africa Commission*) chargée d’en étudier les modalités. Irving B. Davis est désigné ‘consultant spécial’ de la commission, ce qui lui permet de suivre correctement

⁷⁹⁹ Voir annexe 7, le document intitulé « Endorsement Tanzania », Irving B. Davis Papers, Box 1/1, folder 3.

⁸⁰⁰ *Ibid.*

l'évolution du projet. Cependant, en tant que principal bailleur de fonds la direction du NCBC garde les rênes et dirige l'étude du projet.

3. La conférence de la NCBC jette les bases du PAS Project

Une fois les formalités de départ réglés, les différents groupes concernés se sont mis d'accord sur une idée de conférence. Celle-ci s'est tenue entre le 5 et le 6 octobre 1970. Il existe un compte rendu des débats⁸⁰¹

La séance du 5 octobre est présidée par Maynard Catchings avec la participation de tous les membres importants de la NCBC.⁸⁰² Les débats s'articulaient autour d'une question principale : comment (ré)-activer la coopération entre Africains et Africains-Américains et la rendre plus opérante dans les deux sens ? En revanche, la question plus spécifique du recrutement qui intéressait davantage Davis est à peine abordée. En débattant longuement de la nécessité d'une solidarité panafricaniste effective, les participants s'accordent sur un point : l'Afrique étant la terre de leur origine (*Motherland/ Fatherland*) ils doivent aider les Africains à bâtir un avenir prospère et une existence plus digne, dont ils pourraient partager les avantages. Pensant, comme Nyerere, que la libération totale du continent est le préalable à tout cela, ils affichent une volonté de soutenir, d'abord, tous les mouvements de libération.

Lors de son intervention Catchings insiste tout particulièrement sur le besoin de médiation en s'appuyant sur les qualités diplomatiques de son organisation. Il annonce en effet que le rôle le plus important de l'*Africa Commission* doit être la recherche de solutions diplomatiques aux problèmes des Africains-Américains et des Africains, par le moyen de son influence sur la politique étrangère des Etats-Unis. Il préconise alors le dialogue avec l'administration américaine, pensant qu'une telle approche pourrait encourager les responsables politiques et

⁸⁰¹ National Committee of Black Churchmen, Inc., eds., "The Minutes of the Meeting of the Commission on African Relations", October 5-6, 1970, Irving B. Davis Papers, Box 1/1, folder 3.

⁸⁰² Par exemple: Rev. William J. Harvey, III; Isaac Crosby; Gayraud S. Wilmore Jr; James J. Thomas; Liberty Mhlanga; George M. Daniels; Robert Powell; Clinton M. Marsh; Evelyn Kwanza; Ann Douglas; Leon W. Watts, II; J. Metz Rollins, Jr.

économiques à prendre un peu plus en considération les intérêts des pays africains. Cette tendance à privilégier le dialogue, très caractéristique des hommes d'église, contrastait avec le radicalisme des anciens membres du SNCC (Irving B. Davis, Fred Brooks, Danny Brown, Betty Jean Mitchell), qui étaient les principaux associés dans le cadre du *PAS Projet*. Ce groupe de radicaux pensait que la commission devrait, plutôt, attirer l'attention du public et des responsables politiques américains sur les pratiques abusives des entreprises américaines comme la *Gulf Oil Corporation*, accusée de soutenir militairement le régime portugais contre le MPLA⁸⁰³ angolais.

La séance du 6 octobre s'est quant à elle penchée sur l'examen des propositions stratégiques et tactiques pour accompagner les activités du *PAS Project* aux Etats-Unis et sur le continent africain. Des spécialistes des questions économiques africaines étaient invités à partager leur propre analyse des problèmes de l'exploitation des ressources africaines (naturelles et humaines), notamment en Afrique du Sud. Lors de son intervention, Tim Smith, économiste qui avait travaillé sur cette question pour le compte de la NCBC, utilise l'exemple des multinationales américaines en Afrique du Sud pour mettre la lumière sur les activités anti-africaines des entreprises occidentales en Afrique, et plus particulièrement dans les pays qui luttent encore pour leur indépendance. Il termine son intervention en déclarant que la majorité des grandes entreprises opérant en Afrique du Sud sous le régime de l'Apartheid étaient, en réalité, des « mécènes de l'oppression ». Les chiffres qu'il avance pour étayer ses accusations méritent qu'on s'y arrête : 60% des Américains établis en Afrique du Sud votaient pour les partis favorables au maintien de la ségrégation contre les Noirs ; et 77% d'entre eux souhaitaient la poursuite du *statut quo*, autrement dit la marginalisation politique et économique de la majorité noire.

Après cette présentation très pessimiste de la situation, tous les participants décident de voter pour l'approbation de la tactique proposée par Smith, qui consistait à faire pression (par exemple, par l'acquisition d'actions) sur les compagnies suspectées de soutenir les régimes oppressifs et à financer les groupes armés de libération. Notons que cette stratégie ne prend pas en compte le fait que les compagnies en question étaient généralement contrôlées par des hommes d'affaires et bureaucrates blancs. Le rôle que pourraient jouer les entrepreneurs africains-américains a été examiné par un autre intervenant représentant l'*African Investors*

⁸⁰³ En français : Mouvement Populaire de Libération de l'Angola fondé en 1956 par Agostinho Neto (1922-1979).

*and Placement Services Inc.*⁸⁰⁴. En effet, certains membres de NCBC considéraient qu'encourager l'investissement afro-africain en Afrique pouvait constituer une partie de la solution aux abus des capitalistes occidentaux. Cette idée était soutenue par ceux qui pensaient que cela pourrait être un moyen de renforcer le pouvoir économique des Africains, et par d'autres capitalistes africains-américains qui la voyaient comme un moyen de s'enrichir en Afrique. Le fait que le panafricanisme s'est construit en opposition au capitalisme et à l'impérialisme occidental en Afrique, et que les grandes figures du panafricanisme sont idéologiquement proches de socialisme n'a pas été relevé. Cela indique, il est important de le souligner, que les personnalités impliquées dans le *PAS Project*, issues d'horizons divers, ne partageaient pas nécessairement les mêmes objectifs et les mêmes préoccupations.

Après avoir longuement débattu des propositions de Davis, les participants s'accordent sur le fait que le plus grand frein au développement des pays africains était le manque de main d'œuvre qualifiée. Fidèle aux idées présentées par Davis, la NCBC envisageait l'action du *PAS Project* dans deux domaines pouvant permettre de satisfaire les besoins des Africains et ceux des Africains-Américains.

The purpose and objectives of the PAS Project is *to gather the much needed technical skills of African Americans to assist in the internal development of our Motherland, Africa. To help bridge a gap, brought about through years of deliberation [sic] misinformation on the part of others, between Afro Americans and our African Brothers and sisters.*⁸⁰⁵

Pour répondre efficacement aux besoins des pays africains en travailleurs qualifiés, le *PAS Project* est alors chargé, dès son lancement, d'informer les institutions afro-américaines et le grand public, et d'organiser des campagnes de recrutement dans l'ensemble des Etats-Unis. Et pour travailler dans le sens du renforcement de la coopération et de l'entente interafricaine, comme l'entendait Davis, les responsables du *PAS Project* étaient censés prendre des mesures pour faciliter la circulation de l'information et des idées entre l'Afrique et la diaspora afro-américaine, par le moyen d'un journal, *The African Reader* (dont nous parlerons plus loin). Cette stratégie nécessitait également l'organisation de conférences et de rencontres diverses dans les pays africains et aux Etats-Unis, visant à encourager les dirigeants des deux côtés à travailler de concert.

⁸⁰⁴ Organisation dont la mission de conseiller les entrepreneurs africains-américains sur les opportunités d'investissement en Afrique

⁸⁰⁵ Voir "Nation Building Jobs in Africa" Irving B. Davis Papers, Box 1/1, folder 3.

A l'issue de la conférence de lancement, les membres de la NCBC et les militants présents approuvent unanimement le projet du *PAS Project*⁸⁰⁶ et décident de l'organisation d'une conférence interafricaine en Tanzanie, pays africain choisi pour accueillir la première mission du *PAS Project*. L'objectif de cette conférence était de donner aux participants (personnalités politiques et religieuses) l'occasion d'examiner la nature des relations entre Africains et Africains-Américains. Dans les lignes qui suivent, nous abordons plus en détail cette conférence, qui doit être considérée comme le moment inaugural du *PAS Project* sur le sol africain.

Dans l'ensemble, on peut dire que celle-ci a permis aux participants de poursuivre la discussion sur quelques points idéologiques et stratégiques. Il a été notamment question de définir le socialisme africain et de comprendre la participation des institutions religieuses. Les principaux sujets abordés lors de cette conférence ont révélé des contradictions internes (modération des hommes d'église/radicalisme et capitalisme afro-américain/socialisme africain de Nyerere). Mais malgré leurs divergences les participants parviennent à lancer le *PAS Project* à l'issue de cette conférence.

4. La conférence interafricaine de Dar Es Salaam

Relevons d'abord quelques éléments de forme sur cette conférence qui s'est tenue à Dar Es Salaam (à l'époque capitale de la Tanzanie)⁸⁰⁷ entre le 22 et le 28 août 1971, un an après l'arrivée des premiers travailleurs recrutés par le *PAS Project*⁸⁰⁸ avec l'approbation des autorités tanzaniennes.

Fred Brooks, responsable du bureau de Dar Es Salaam, et Irving B. Davis étaient déjà sur place pour les préparatifs, et avaient réussi à organiser l'ouverture d'un bureau du *PAS Project* le 10 juillet. Ceci leur avait permis de mieux s'organiser pour la conférence.⁸⁰⁹

⁸⁰⁶ Avec l'engagement de financer entièrement les campagnes de recrutement, de gestion des dossiers, les salaires du bureau exécutif, les frais de transports, la construction et le fonctionnement du bureau de Dar Es Salaam.

⁸⁰⁷ Voir annexe 8 document intitulé « *International Conference of Black Churchmen* », Dar Es Salaam, August 22-28, 1971, dans Irving B. Davis Papers, Box 1/1, folder 5.

⁸⁰⁸ Voir « Departure group », Irving B. Davis Papers, Box 1/1, folder 4.

⁸⁰⁹ Dans une lettre adressée à Davis on apprend que Brooks arrive en Tanzanie au mois de février 1970. *PAS Project Archives* « A Very Confidential and Special Report », 6 June 1970, Irving B. Davis Papers, Box 1/1, folder 3. Quand à Davis, il gagnera la Tanzanie bien plus tard, le 22 juillet 1971 pour assister à la conférence et

Sur le fond, la conférence avait pour thème officiel : « The Role of the Church as a Medium of Social Change ». Mais, la plupart des interventions était sur le thème du développement.⁸¹⁰ Les participants se sont confrontés plus spécifiquement à la philosophie du développement de Nyerere, telle qu'il l'a exposée dans la Déclaration d'Arusha et les textes successifs. Il a été notamment question d'étudier la manière dont le *PAS Project* pourrait réellement aider la Tanzanie et l'Afrique tout en demeurant fidèle à l'esprit de la Déclaration d'Arusha. C'est ce qui apparaît dans les propos que nous allons présenter.

Le thème « Rural Development in Africa: The concept of self-reliance and Ujamaa villages », proposé par le représentant de la délégation tanzanienne, montre que les autorités de ce pays avaient tiré les leçons des expériences passées et avaient besoin de clarifier le sens du socialisme africain. Par ailleurs, la réduction du fossé culturelle entre les Africains et la diaspora afro-américaine apparaissait comme un autre grand défi à relever. C'est la raison pour laquelle cette rencontre a aussi été l'occasion d'adopter des recommandations dans le sens de la consolidation des relations entre Africains et Africains-Américains, vues comme le moyen le plus efficace de soutenir la politique de *self-reliance*. Nous évoquerons quelques-unes de ces recommandations qui nous paraissent les plus pertinentes pour comprendre l'évolution du *PAS Project*. Mais d'abord, que faut-il retenir du débat concernant le socialisme africain et la politique de *self-reliance* ?

Le Révérend N.J. Maro, personnage sur lequel nous n'avons aucune information, s'est exprimé au nom de la délégation tanzanienne et fait un commentaire intéressant sur l'évolution de la signification du socialisme africain. Il a relevé la différence entre le socialisme renvoyant à l'organisation sociale en Afrique traditionnelle et celle des dirigeants africains de l'ère postcoloniale.

African Socialism was probably uniform for the entire continent in pre-colonial days, but it is no longer so in post-colonial Africa. African Socialism then had to do with the family or clan, village or tribe at the most. Socialism in post-independent Africa has a larger scope beyond the tribe, to the nation-state or even between one or more nation-states.⁸¹¹

entreprendre des démarches auprès des autorités zambiennes pour le lancement d'un autre projet avec ce pays. Document archives du *PAS Project* daté du 19 juillet 1971.

⁸¹⁰ Le compte rendu de cette conférence historique a fait l'objet d'une publication mandatée par la NCBC Prescilla Massie, ed., *Black Faith and Black Solidarity* (New York, Friendship Press, 1973).

⁸¹¹ N.J. Maro, "Rural Development in Africa", Discussion Paper, International Conference of Black Churchmen, Irving B. Davis Papers, Box 1/1, folder 5.

Ce propos suggère que le socialisme africain est un concept sujet à des interprétations diverses, dont la signification pouvait varier d'un dirigeant africain à un autre. Avec ces mots, il ne faisait que paraphraser Julius Nyerere, qui, dans son pamphlet de 1962, *Ujamaa—The Basis of African Socialism*⁸¹², précise que sa version du socialisme s'inspire des modes de fonctionnement des sociétés africaines et s'inscrit en même temps dans une démarche progressiste de dépassement des carcans tribaux et ethniques pour devenir une idée de fraternité et d'égalité humaine.

Maro invite ainsi les Africains-Américains en général, et en particulier les responsables du projet à distinguer les complexités et les diversités de l'Afrique pour une coopération fructueuse entre eux, le gouvernement tanzanien, et les responsables du TANU. Les propos de la délégation américaine, conduite par Maynard Catchings, allaient également dans ce sens. Tous étaient convaincus que la seule voie pour le *PAS Project* en Tanzanie était la voie du socialisme à laquelle tous les militants du TANU et les membres du gouvernement tanzanien devaient adhérer.⁸¹³ En se conformant à la vision socialiste de Nyerere, considérée par les personnalités religieuses comme conforme aux enseignements de leur religion, le PAS Projet pourrait contribuer, selon ces derniers, au développement économique et social de la Tanzanie. L'accent était alors mis sur la nécessité de considérer la Tanzanie comme un pays socialiste souhaitant organiser son développement conformément à l'idée de *self-reliance*. Ceci la distinguait des autres pays africains partageant avec elle certaines caractéristiques (ruralité, pénurie de main-d'œuvre qualifiée, sous-industrialisation, etc.). Pour cette raison la Déclaration d'Arusha restait le document de référence pour guider l'action du *PAS Project* en Tanzanie. Insistant sur l'importance de la Déclaration d'Arusha pour la Tanzanie, Maro n'hésite pas à la comparer aux *Saintes Ecritures* et aux enseignements de la *Bible*.

Après les débats sur la signification du socialisme africain, la délégation tanzanienne, sans oublier de saluer la générosité et l'esprit de solidarité de la délégation afro-américaine, insiste pourtant longuement sur l'importance de la flexibilité, déclarant que le *PAS Project* devrait être capable de s'adapter aux circonstances nouvelles dans sa volonté de servir l'Afrique. Cette exhortation à la remise en question permanente, en forme de mise en garde, révèle une attitude qui aura de graves répercussions sur le projet.

⁸¹² Nyerere, *Ujamaa* 1-12.

⁸¹³ La cinquième partie de la déclaration d'Arusha les y oblige.

Les propos des Tanzaniens insinuant que le *PAS Project*—imaginé et proposé par des Africains-Américains pour servir le continent qu'ils considèrent comme leur patrie—devrait en permanence essayer de rester pertinent pour servir la Tanzanie peuvent en effet surprendre. Le *PAS Project* pouvait-il demeurer pertinent autrement qu'en restant fidèle à son engagement de recruter des personnes qualifiées acceptant de travailler pour la Tanzanie ? Ces propos signifiaient-ils que les concepteurs du *PAS Project* étaient les seuls responsables de son bon fonctionnement ? De leur côté les Tanzaniens avaient-ils compris qu'il s'agissait d'un projet de coopération entre des militants africains-Américains et le gouvernement tanzanien ? Deux parties qui décident de coopérer dans le cadre d'un projet, ne sont-elles pas censées en partager toutes les responsabilités ? Nous allons revenir sur ces questions dans notre bilan, mais avant cela intéressons-nous aux des retombées de cette conférence.

5. Les recommandations de la conférence de Dar Es Salaam

Nous avons retenu trois recommandations adoptées à la fin de cette conférence interafricaine de Dar Es Salaam:

1. We have problems understanding one another. The Afro-American is in need of relating to Africans, because the myths of education and economic history we all have experienced have divided us over the centuries. These myths must be broken;
2. The sharing of detailed information between African and African Americans on a regular basis with the view of building up a common programme to combat neo-colonialism, racism and exploitation;
3. The importance of visitation to Africa by Afro-Americans to learn more of African traditions, customs and history.⁸¹⁴

Pour aller dans le sens de ces recommandations un des moyens envisagés était de lancer un appel aux responsables des universités des deux côtés (aux États-Unis et en Tanzanie) pour encourager la coopération entre eux et permettre la mise en place de programme d'échanges pouvant faciliter la circulation des idées entre l'Afrique et l'Amérique. L'accent a été mis sur le rôle de l'éducation vu comme un moyen de préparer les futures générations à s'épanouir pleinement dans une société socialiste. Cette manière d'appréhender l'éducation conçoit les universités contrôlées par les Africains et les Africains-Américains comme des leviers

⁸¹⁴ "International Conference of Black Churchmen", Irving B. Davis Papers, Box 1/1, folder 5.

incontournables pour stimuler l'entente et la coopération entre les Africains et les populations diasporiques.

Le rôle et la contribution de toute la communauté noire américaine ont aussi été étudiés. Dans son ensemble, cette dernière faisait figure d'enfant prodige⁸¹⁵ et continuait ainsi à représenter l'espoir dans l'imaginaire de beaucoup de panafricanistes pour qui ses universités et écoles de formation professionnelles lui donnaient un avantage considérable par rapport au reste du monde noir. A la suite de Du Bois, qui a introduit l'idée de *Talented Tenth* (le dixième talentueux), c'est-à-dire l'élite intellectuelle du monde noir, dans son essai publié en 1903, les panafricanistes présents à cette conférence entretenaient le même espoir à l'égard de la communauté noire américaine :

We realize and appreciate the fact that you have in the Afro-American Society an educated elite. These are the great minds that give hope. We expectantly look forward to their leadership in your Society and in ours.⁸¹⁶

Si les Africains-Américains étaient seulement relativement mieux lotis économiquement que les Africains, leurs homologues tanzaniens les pensaient capables de contribuer pleinement au développement économique et social de l'Afrique. C'est le message qui apparaît dans les premières brochures du *PAS Project* :

We have learned much from our four centuries of struggle inside the richest and most powerful nation in the world, and while we do not pretend to be capable of determining Africa's path of development, we feel that the contribution of sharing of these skills can help African people throughout the world to consolidate and intensify our common struggle against capitalist and imperialist domination. The PAS Project, though is not be classified as a service for Black expatriates or servants of American foreign policy or interests. We have witnessed the intense efforts of the United States government to use Blacks in America as the new tool for the introduction of capitalism and class contradictions to the motherland."⁸¹⁷

Leurs talents, leurs connaissances scientifiques et techniques, leurs capacités organisationnelles—dus à leur nationalité américaine et de leurs universités—étaient censés être bénéfiques à la politique de *self-reliance*. Leurs hommes d'églises et leurs dirigeants politiques représentaient une force diplomatique pouvant défendre les intérêts économiques des pays africains aux États-Unis. La contribution de la NCBC était envisagée dans ce sens.

⁸¹⁵ On retrouve cette idée dans la roman du panafricaniste Ayi Kwei Armah, *The Beautiful Ones Are Not Yet Born*, (Nairobi : African Writers Series 1988).76-77.

⁸¹⁶ N.J. Maro, "Rural Development in Africa", Discussion Paper, International Conference of Black Churchmen, dans Irving B. Davis Papers, folder 5.

⁸¹⁷ « Brochure », Irving B. Davis Papers, Box 1/1, folder 1.

Le fait qu'elle représentait une autorité morale était vu comme un avantage dans le contexte de la Guerre froide. Cela explique les deux recommandations spécifiques en direction des représentants de la NCBC :

1. We call upon N.C.B.C and all related agencies to use all of the power at their disposal to influence the U.S. Government to expand and liberalize its aid program
2. We further urge N.C.B.C to pressure the U.S Government to take the leadership in revamping its international trade policy to promote a more just structure for the struggling nations of the world.⁸¹⁸

Retenons qu'avec la tenue de la conférence de Dar Es Salaam, les concepteurs du *PAS Project* ont réussi un événement unique dans l'histoire du panafricanisme : réunir sur le sol africain des personnalités noires issues du monde ecclésiastique et des organisations civiques pour débattre des solutions aux problèmes socioéconomiques de l'Afrique et d'une partie de sa diaspora. Comme nous l'avons vu, elle a permis de réfléchir sur les moyens concrets à mettre en œuvre pour accompagner les efforts dans le sens du développement d'un pays africain. Elle a aussi permis de répondre positivement à la crise qui avait concerné le premier contingent d'expatriés Africains-Américains en Tanzanie. La confusion autour de la signification du socialisme africain a été dissipée et le besoin de promouvoir le dialogue et l'entente entre les Africains et Africains-Américains pris en considération. Toutes les conditions étaient dès lors réunies pour l'inauguration du bureau du *PAS Project* à Dar Es Salaam que Fred Brooks présentait comme la première étape de l'aventure africaine du *PAS Project*.⁸¹⁹ Sa première lettre à la direction exécutive à New York insiste tout particulièrement sur l'importance stratégique du *PAS Project* Dar Es Salaam.

2. Le fonctionnement du *PAS Project*

Le *PAS Project* peut être étudié dans quatre domaines très liés: le recrutement, l'information, la sensibilisation, et le placement. Il avait le statut d'une organisation non-gouvernementale, celui d'une association plus précisément, administrée exclusivement par des Africains-Américains et des responsables désignés par le gouvernement tanzanien. Ces derniers jugeaient nécessaire d'élargir leur intervention au-delà du recrutement pour inclure des domaines annexes considérés comme cruciaux. A côté de la propagande américaine et

⁸¹⁸ "International Conference of Black Churchmen", dans Irving B. Davis Papers, Box 1/1, folder 5.

⁸¹⁹ A cette date des pourparlers étaient en cours entre Davis et les diplomates zambiens pour l'ouverture d'un bureau à Lusaka, la capitale. Irving B. Davis Papers, Box 1/1. Folder 4.

soviétique, il était important pour eux de relayer la vraie voix des Africains et de renforcer les liens entre Africains et membres de la diaspora, par le biais d'un travail de médiation.

Le bureau du *PAS Project* à New York abritait l'essentiel des services de l'organisation. Le staff et les membres du Conseil administratif⁸²⁰ étaient solidaires pour amoindrir l'impact du manque de moyens matériels et financiers. Ils étaient, par exemple, tous impliqués dans l'activité de recrutement.

Comment fonctionnait le *PAS Project* concrètement ? Comment remplissait-il les missions qu'il s'était fixé?

3. Le recrutement de main-d'œuvre qualifiée pour les pays africains

Le recrutement de personnes qualifiées aux Etats-Unis pour le compte des États africains était la principale mission du *PAS Project* comme on pouvait le lire dans les brochures distribuées lors de certains événements culturels et dans les écoles et les universités abritant une forte population noire.

Quite simply, the Pan African Skills Project is a recruitment agency. Our objective has been clear from the beginning; to actively recruit those Afro-Americans who have knowledge, technical skills, and the commitment needed to assist in the building of truly independent African nations. We feel that the ultimate self-determination and self-reliance of Black people throughout the world should be the end for which we struggle, and that the economic independence of Africa is the first step toward that end.⁸²¹

Un examen des modalités de ce travail de recrutement nous aideront à mieux expliquer le fonctionnement du *PAS Project*. Quels sont les mécanismes qui ont été mis en place pour faciliter le recrutement ? Quels sont les critères qui ont été adoptés pour le recrutement ?

Dès la fondation du *PAS Project* et sa validation par les autorités tanzaniennes, Davis et son équipe de « *volunteer regional recruitment officers* » commencent à sillonner les Etats-Unis à la rencontre de responsables d'organisations et d'institutions afro-américaines et de dignitaires de la communauté capables de les aider dans le réseautage et dans l'élaboration de méthodes d'approche. En imaginant cette stratégie, l'objectif de Davis était de réussir à bâtir

⁸²⁰ Voir liste des membres du Conseil d'administration et du staff en annexe 9.

⁸²¹ Voir annexe 10, brochure "Pan-African Skills—Employment Opportunities for Peoples of African Descent in the Motherland", Irving B. Davis Papers, Box 1/1, folder 1.

un réseau de recrutement performant à travers les Etats-Unis avec un minimum de moyens financiers. Avec cette manière de procéder, les candidatures parvenaient aux bureaux de New York par deux manières : par la voie des candidatures spontanées facilitées par les annonces dans la presse afro-américaine notamment, et par l'intermédiaire de recruteurs itinérants.

A la tête de l'équipe de recruteurs (le plus souvent des volontaires) il y avait un chef de service de recrutement employé à plein temps pour gérer les candidatures depuis l'agence de New York.

Le premier rapport d'étape produit par Davis en 1970 nous donne un aperçu de l'organisation mise en place dès le démarrage des activités de recrutement du *PAS Project*.

I need to make an immediate trip to Chicago, where we have a very good group of people who want to go to Tanzania and have excellent skills that are badly needed there. While in the mid-west, I can take this opportunity to go on to Cleveland, Ohio, where there are a group of Medical Doctors who are interested in going to Africa. I need not elaborate on the importance of getting these people involved in our program.⁸²²

Davis et ses collaborateurs avaient compris assez tôt qu'ils devaient toujours rester vigilants pour ne pas rater les occasions qui n'impliquaient pas des moyens importants, parce que les ressources financières disponibles ne permettaient pas des campagnes de recrutement coûteuses. Dans ce même esprit des lettres étaient également envoyées à des personnes susceptibles d'être intéressées par le projet. Les recruteurs bénéficiaient ainsi de l'appui de certaines personnes influentes (chefs d'entreprises, responsables d'associations locales, des professionnels, des enseignants, etc.) qui pouvaient leur fournir des contacts. Par exemple, une lettre datée du 27 janvier 1971 était adressée à plusieurs personnes recommandées par une certaine Sister Karen Spellman, (avec le titre de Director of *Southern Education Program*). On y explique que le *PAS Project* en Tanzanie était déjà un succès, ce qui favorisait son extension vers d'autres pays africains comme la Zambie et le Lesotho. La lettre contenait également des informations ayant trait aux conditions de recrutement et à l'accompagnement des recrues.

⁸²² Voir « Progress Report » 13 July, 1970. 3, Irving B. Davis Papers, Box 1/1, folder 3.

We recruit only Afro-Americans with qualified skills for whom we have a position available in the various countries mentioned. Our project arranges employment, housing, transportation, as well as an orientation both here in the United States before departure and upon arrival in the Continent.⁸²³

La dimension politique de l'engagement du *PAS Project* était toujours rappelée dans ces lettres. Le combat pour la liberté et l'indépendance de l'Afrique était un argument de taille dans la stratégie de recrutement du *PAS Project*. Outre que ce type de lettre, le service de recrutement envoyait régulièrement des lettres d'information à d'autres associations dans lesquelles il présentait les activités, les objectifs, les valeurs et les réalisations du *PAS Project*. Par ce biais d'autres recrues potentielles étaient informées des opportunités et des profils recherchés par le gouvernement tanzanien comme on peut le lire dans cet extrait :

Some of the skills that are needed and for which we have immediate openings at this time are: engineers, architects, teachers (science and math), dentists, draftsmen, chemists, electricians, mechanics, road and building experts, surveyors and many more."⁸²⁴

Les lettres d'information ont grandement contribué au succès du *PAS Project* dans sa première année. Beaucoup de jeunes Africains-Américains découvrent ainsi l'existence du *PAS Project* et certains n'hésitent pas à écrire pour en savoir davantage, et d'autres proposent leur candidature en manifestant beaucoup d'enthousiasme comme dans le cas d'un étudiant de *Yale University* qui souhaitait enseigner les mathématiques en Tanzanie⁸²⁵. Une liste de 1970 « *Inquiries 1970* » contient les noms de personnes ainsi que leurs métiers et diplômes. Ces derniers avaient manifesté directement leur vœu de partir travailler pour la Tanzanie ; par exemple, l'un d'eux écrit :

I am very interested in working there [Tanzania] and would appreciate it if you would send me any information concerning the educational system and the name of a math teacher there whom I could write to to get a better idea of your math program and my position in it if I am accepted.

Les candidats devaient remplir certains critères de qualification et de formation et fournir une liste de pièces justificatives :

- 5 copies of a current resume
- 5 copies of two letters of recommendation from former employers
- 3 recent passport photographs

⁸²³ "Pan-African Skills—Employment Opportunities for Peoples of African Descent in the Motherland", Irving B. Davis Papers, Box 1/1, folder 1.

⁸²⁴ "Nation Building Jobs in Africa" Irving B. Davis Papers, Box 1/1, folder 3.

⁸²⁵ Voir lettre annexe 11.

- 5 copies of undergraduate and graduate transcripts
- 5 copies of any license, diploma, or qualifying certificate⁸²⁶

Les copies de ces documents étaient ensuite distribuées aux différentes instances de décision, la NCBC et l’ambassade tanzanienne où un chargé d’affaires devait vérifier la qualité des candidatures. Ce dernier devait refuser ou valider les candidatures qu’il recevait avant de les envoyer à Dar Es Salaam (*Overseas Recruitment Office*), qui les redistribuait aux ministères concernés. Ces derniers prenaient les décisions finales avant d’en informer les candidats et le bureau du *PAS Project* à Dar Es Salam. Les candidats retenus étaient ensuite convoqués à New York où des cérémonies dits « d’ajustement culturel » étaient organisées pour les préparer à leur futur environnement. Avant de parler brièvement de l’esprit de ces cérémonies, prenons le temps d’analyser le bilan des premières campagnes de recrutement.

Le nombre de candidatures recueillies entre 1970 et 1971 atteste d’un début réussi, malgré les moyens limités. Le *PAS Project* avait réussi à se construire une réputation et à tisser un réseau performant de recruteurs dans plusieurs états. En 1971, il disposait déjà d’une longue liste de candidatures provenant de toutes les régions du pays et possédant des qualifications variées.

Tableau 1 : Liste de candidatures reçues entre mars et octobre 1970⁸²⁷

Formation/ Métier	Candidatures reçus	États	Candidatures retenues
Education	14	New York	10
Sociology	19	Washington	5
Nursing	6	New Jersey	5
Medical	15	Ohio	9
Secretary	3	Illinois	2
Seamstress	2	Massachusetts	2
Radio Engineer	1	Tennessee	1
Mechanical Engineer	2	Michigan	3
Communications	4	California	6
TV-Radio Producer			2
Journalism			1
Industry			1
Welder			2
Editor			1

⁸²⁶ Voir formulaire de candidature, Irving B. Davis Papers, Box 1/1, folder 1.

⁸²⁷ Tableau 1, 2 et 3 établis à partir des informations tirées des documents “Lists of candidates” et “Inquiries”, Irving B. Davis Papers, Box 1/1, folder 3 & 4. Listes à voir en annexe 12.

Printer	1
Airline Ticket Agent	2
Bricklayer	1
Accountant	1
Commercial art	1

Entre mars et septembre 1970 les recruteurs du *PAS Project* ont recueilli 56 candidatures. Parmi les candidats, seuls 41 ont été finalement retenues pour partir en Tanzanie. Le départ de ces derniers, en trois groupes, a eu lieu en juin, juillet et août de l'année 1970. Un bref aperçu des qualifications retenues nous permet d'évaluer le rapport entre les attentes des recruteurs et la réalité du marché du travail tanzanien tel qu'il est présenté dans le volume IV⁸²⁸ du plan quinquennal du gouvernement juillet 1969-juin 1974.

Tableau 2 : Départs réels de juin 1970

Formation/ Métier	Candidats retenus	États	Candidats sur la liste des départs
Engineering	6	Ohio	5
Medical	4	Tennessee	5
Education	2	Massachusetts	2
Construction	2	Michigan	1
Technical	1	Washington DC	2
Media	1	New Jersey	1

Tableau 3 : Départs réels du mois de juillet et août 1970

États	Nbre/État	Profession	Nbre/Profession
Ohio	8	Technician	4
New York	6	Media	6
New Jersey	5	Medical	5

⁸²⁸ Volume intitulé "Survey of the High and Middle Level Manpower Requirements and Resources" dans *Tanzania: Second Five-Year Plan for Economic and Social Development*, Dar Es Salaam: The United Republic of Tanzania, 1969.

Georgia	1	Administration	1
Arkansas	1	Accounting	1
Michigan	1	Marketing	1
Virginia	1	Education	3
Massachusetts	1	Mechanical	2
Washington D.C	1	Printing	1

On compte 41 personnes recrutées pour travailler dans différents secteurs de la vie économique tanzanienne. Concernant l'origine des personnes recrutées dans le groupe de juin, on voit que 37,5% venaient de l'Ohio, l'état d'où était originaire le directeur du *PAS Project*, 25% du Tennessee, 12% du Massachusetts et du Michigan. Cela signifie que 75% du groupe de juin provenaient des états de l'est étasunien. Dans le groupe de juillet/août, on voit que 32% étaient originaires de l'Ohio, 24% de New York et 20% de New Jersey. Globalement, cela veut dire que 88% étaient originaires des états de l'est. Dans la totalité des groupes 81,5% des personnes recrutées étaient issues des villes de l'est.

Dans les trois groupes on comptait 8 couples mariés, quelques-uns avec un ou deux enfants et 7 autres familles qui projetaient de rejoindre le groupe de juillet/août (information donnée à la fin de la liste). Ces recrues étaient recherchées par le *PAS Project* pour des raisons évidentes de stabilité et d'intégration. Dans le groupe de juin qui comptait un total de 16 personnes, 3 étaient prêts à autofinancer leur départs, ce qui représentait des économies pour le *PAS Project*.

Si on regarde du côté des métiers on observe que les domaines de la santé, de l'ingénierie, et de la mécanique étaient les mieux représentés. Dans le groupe de juin, on voit que sur 16 personnes 12 sont dans ces trois domaines, ce qui représente 75%. Concernant le groupe de juillet et août, on compte 11 sur 25 personnes dans l'ingénierie et le médical, ce qui représente 44% des métiers. Le domaine des médias concernait 15,25% des personnes de l'ensemble des recrues des deux groupes alors que celui de l'éducation concernait seulement 12% d'entre eux.

Si on observe les chiffres du départ de février de 1971, on constate les mêmes tendances avec 100% des personnes originaires de l'est, 46% évoluant dans les métiers de l'ingénierie et de la santé, et 23% dans celui de l'éducation.

Si on regarde du côté de attentes on voit que le *PAS Project*, conformément à la demande exprimée par les autorités Tanzanienne, (plan quinquennal qui était connu du *PAS Project*) recherchait selon une liste publiée dans une des premières brochures, des médecins, dentistes, pharmaciens, vétérinaires (domaine médical) ; des ingénieurs en électricité, en mécanique, en hydraulique (domaine de l'ingénierie) ; des professeurs de physique, de chimie, de biologie, de zoologie, et de mathématique (domaine de l'éducation) ; des comptables ; des experts ; des architectes.⁸²⁹

En comparant les performances du *PAS Project* entre 1970 et 1971 on peut retenir deux enseignements. D'une part, on remarque que les personnes recrutées sont en majorité des professionnels de l'ingénierie et de la santé ; ce qui veut dire que quantitativement le recrutement du *PAS Project* répondait dans une certaine mesure aux exigences du plan quinquennal. D'autre part, sur le plan qualitatif on remarque un écart entre le niveau de qualification attendu et l'offre proposée par le *PAS Project*. Le plan quinquennal énumère 5 catégories de métiers très demandés pour le développement du pays. Ce classement reflète les vacances causées par le départ des Européens et de certains expatriés qui occupaient généralement des postes de niveau supérieur ou intermédiaire. Ces postes exigent une période de formation suffisamment longue pour nécessiter, à l'époque, de recourir à la main d'œuvre étrangère. Voici les types de métiers que nous retrouvons dans chacune des 5 catégories :

1. Des administrateurs et gestionnaires de grandes entreprises ;
2. des médecins, avocats, ingénieurs du niveau supérieur;
3. des planificateurs, techniciens, comptables, ingénieurs du niveau intermédiaire ;
4. des soudeurs, maçons, électriciens, plombiers, tailleurs, peintre, carreleurs ;
5. des secrétaires, sténographes, dactylographes, bibliothécaires, caissiers, etc.⁸³⁰

Si on prend le tableau 1, on retrouve l'essentiel des candidats dans les catégories 3, 4, et 5 car les personnes classées dans les métiers de l'ingénierie et du médical ont, pour la plupart, un niveau de formation et d'expérience qui les placent logiquement dans les catégories 3 et 4. Aucune des personnes mentionnées dans les listes de ceux recrutées en 1970 et 1971 ne détenait un profil correspondant aux catégories 1 ou 2. Parmi ceux que nous avons mis dans la

⁸²⁹ Voir annexe 13, Brochure.

⁸³⁰ "Tanzania Second Five-Year Plan for Economic and Social Development" 1st July, 1969-30th June, 1974, Irving B. Davis Papers, Box 1/1, folder 6.

catégorie « Médical » près de 80% étaient des infirmiers et des aides-soignants. De même on remarque chez les « ingénieurs » que beaucoup d'entre eux ont une qualification qui les place dans la catégorie 3 plutôt que la catégorie 2. Néanmoins, toutes les personnes recrutées correspondaient à des profils recherchés par la Tanzanie, selon le plan quinquennal déjà évoqué. Mais le niveau de formation et l'expérience requise pour exercer ces métiers étant plus courtes que dans les catégories 1 et 2, cela signifiait que les personnes recrutées par le *PAS Project* pour la Tanzanie devraient entrer plus rapidement en concurrence avec les nationaux que le pays était en train de former dans ses écoles et son université.

Nous pouvons donc constater un écart en termes d'exigence de niveau et de domaine de qualification entre le gouvernement tanzanien et les performances réalisées par les équipes du *PAS Project*. Cette situation provoqua des réactions de la part des responsables du *PAS Project*. Dans une lettre de février 1972 adressée à un professionnel du domaine médical, qui avait manifesté son intérêt pour le *PAS Project*, Ollis Douglass (Directeur du *PAS Project* New York) commence par un rappel des objectifs du plan quinquennal de la Tanzanie concernant le domaine de la santé et poursuit ainsi :

The success or failure of the five year programme in health will depend upon the extent to which Tanzania can marshal the necessary skilled manpower to do the job. Pan African Skills commends you for your interest in African development because it is clear that all African people wherever they are will become stronger as Africa grows stronger.⁸³¹

Davis publie un « *Message to the Youth of Today* » en 1972 dans les colonnes de la *Black Collegian* pour critiquer très sévèrement les parcours éducatifs et professionnels des jeunes Africains-Américains. Citons en un extrait :

The question of nation-building skills is perhaps the most crucial issue confronting Black students at this point in history. It is so because no matter where we as people reside—be it Africa, the West Indies, or the Black communities of the U.S.A.—we must have the technical know-how to move toward a position of self-reliance. In the U.S. far too many Black students engage in the 'soft sciences,' i.e. social studies, sociology, general education and psychology. Not only can these not be considered nation-building skills, the overabundance of Black students/professionals off into them evokes a cry of 'enough'!

Il poursuit en dressant une liste presque exhaustive des profils qui intéressaient les pays africains :

⁸³¹ "Health Tanzania" Irving B. Davis Papers, Box 1/1, folder 6.

Some of the nation-building skills Black students should concentrate on majoring in are: agronomy, medicine (all phases), soil sciences, engineering (all phases), education (math and science), architecture, mining, economics, business, administration, geology, surveying, forestry, accounting, dentistry, animal husbandry, town planning, plumbing, nursing, home economics, library science, hydrology, agriculture, corporate law, printing, carpentry, nutrition, marketing, design and layout, physics, chemistry, biology, zoology, bacteriology, and the list goes on and on. For people of African descent with these various nation-building skills, the demands for the future are overwhelming in Pan African nations.⁸³²

4. Publicité et médiation culturelle

Nous avons vu l'organisation du recrutement, maintenant voyons comment s'articulaient les efforts dans le domaine de la publicité et de médiation culturelle. Les fondateurs du *PAS Project* prenaient l'article du *Nationalist* très au sérieux.⁸³³ Par conséquent, lors des réunions d'information l'accent était mis sur la sensibilisation sur certains aspects de la culture et de la politique tanzanienne. Le socialisme africain, l'*Ujamaa*, la *self-reliance* étaient un ensemble de concepts politiques et idéologiques que Davis et ses amis jugeaient utile d'expliquer aux candidats qui envisageaient de partir travailler en Tanzanie. Des aspects de la culture tanzanienne comme la langue (swahili) et certaines traditions et coutumes étaient aussi au programme des séances d'ajustement culturel. Davis savait qu'il fallait des actions concrètes pour tenter de rétablir la réputation des expatriés africains-américains après l'hostilité médiatique de la fin des années 1960. Pour lui l'essentiel était de tout faire pour éviter les incompréhensions entre les Africains-Américains qui partaient sous l'égide du *PAS Project* et les populations tanzaniennes. C'est la raison qui explique cette mise au point sans aucune ambiguïté :

The Black expatriates come to Africa to seek their fortunes and then leave, taking considerable sums of badly-needed funds with them. Moreover, they frequently do not accomplish what they are paid to do. Pan African Skills workers, on the other hand, are hired for local African salaries and are not subsidized by anyone. Since we feel that knowledge must be passed on and not hoarded by anyone, we seek not

⁸³² I. B. Davis « Message to the Youth of Today » *The Black Collegian* (sept./oct. 1972) 22, Irving B. Davis Papers, Box 1/1, folder 6.

⁸³³ A voir annexe 5.

mere employment but the opportunity to pass on vitally needed nation-building skills to our African Brothers and Sisters.⁸³⁴

Ce besoin de se distinguer des ‘profiteurs’ et des ‘saboteurs’ était une caractéristique importante du *PAS Project* en Tanzanie. Il révèle le souci de montrer que le *PAS Project* entendait servir la cause des États africains et celle de la libération totale du continent des forces d’oppression. La dissémination de l’information apparaissait comme un moyen pour anéantir la distance (historique et culturelle) entre Africains et Africains-Américains. Des cours de Swahili étaient, par exemple, organisés et les candidats partants étaient vivement encouragés à en apprendre les rudiments. Le *PAS Project* invitait également des personnalités africaines à débattre sur des questions culturelles ou à donner des conférences. Généralement ce type de rencontre était organisé à New York pour chaque groupe de candidats sélectionnés, et ils étaient tous tenus d’y assister.

Prenons l’exemple de la session du 8 février 1971 qui concernait le départ des candidats sélectionnés cette année-là. Maynard Catchings présidait cette rencontre durant laquelle il a été question de débattre des aspects culturels, historiques et politiques de la mission du *PAS Project* en Tanzanie. Lors de cette rencontre, des Africains et des individus ayant séjourné en Tanzanie ou ayant étudié la société tanzanienne étaient invités à partager leurs expériences et leurs connaissances. De plus, les participants devaient lire un certain nombre d’ouvrages minutieusement choisis par Davis lui-même en tant que consultant spécial de la Commission Afrique de la NCBC. La liste de lecture⁸³⁵ commence avec l’injonction « Read ! ». Les livres recommandés étaient : *Neo-colonialism* de Kwame Nkrumah avec comme commentaire « an astute and detailed analysis of how economic subservience coupled with formal political independence is achieving imperialism in Africa today. »; *The Black Man’s Burden* d’E. D. Morel présenté comme « classic history of Africa, describing the techniques used to exterminate, enslave and exploit the Black populations. »; *Ujamaa—Essays on Socialism* de Julius Nyerere présenté comme l’ouvrage de référence du socialisme africain.

Il est clair que Davis entendait réaffirmer, à travers cette courte bibliographie, la position idéologique de son organisation dans le contexte géopolitique particulier des années 1970. En encourageant cette orientation idéologique Davis cherchait aussi à rassurer ses collaborateurs

⁸³⁴ “Pan-African Skills—Employment Opportunities for Peoples of African Descent in the Motherland”, Irving B. Davis Papers, Box 1/1, folder 1.

⁸³⁵ Voir annexe 14.

tanzaniens et à exhorter les candidats sélectionnés pour travailler en Tanzanie à rester fidèles à ses valeurs et à rechercher la communion avec les populations autochtones.

Après avoir lu ces ouvrages qui abordent des questions de sociologie, d'histoire et de géographie, les candidats au départ devaient en discuter le contenu dans le cadre d'un débat animé par Davis. La situation sociale des Africains-Américains aux Etats-Unis était également traitée lors de ces rencontres, et les intervenants prenaient le soin de toujours la lier aux problèmes du continent dans son ensemble.

Le travail d'ajustement culturel du *PAS Project* se poursuivait ainsi jusqu'au jour du départ des personnes recrutées pour Dar Es Salaam avec notamment des lectures de discours de Julius Nyerere, des exposés sur les différents groupes sociaux de la Tanzanie et leur rôle dans les programmes de développement du pays.

Le 1 juin 1972, un an après l'ouverture du bureau de Dar Es Salaam, le *PAS Project* annonce, dans un texte écrit par Davis à destination de la communauté médiatique afro-américaine, le lancement de son propre magazine, *The African Reader*.⁸³⁶ Il est décrit comme un bimensuel conçu pour proposer une sélection d'articles d'un certain contenu politique et social provenant de la presse et des journaux africains et afro-américains :

These articles will focus upon the dynamics of the African's right for liberation and for her [sic] restoration to greatness within the context of contemporary world politics. It is our position that more attention must be given to serious analysis of everyday events as they unfold in Africa.

Ces articles avaient pour but d'informer les Africains-Américains sur les événements en Afrique tels qu'ils étaient décrits par des journalistes africains, pour provoquer des manifestations de soutien et d'empathie de la part des premiers. Ce magazine publiait aussi des articles de la presse afro-américaine soigneusement sélectionnés pour informer les Africains sur le combat des Africains-Américains pour leurs droits humains et civiques aux Etats-Unis.

L'esprit révolutionnaire qui sous-tend ce projet de journal traduit la position idéologique de Davis, très influencé par la pensée de Frantz Fanon⁸³⁷, qui invitait les Africains à se tourner vers l'avenir qu'il avait à bâtir plutôt que de s'enfermer dans un passé prétendument plus glorieux. C'est dans ce sens qu'il faut entendre ses propos: « We must struggle toward the future and not the past because the fruits of any revolution are for the beautiful ones not yet

⁸³⁶ "Pan African Skills" 1 June, 1972, Irving B. Davis Papers, Box 1/1, folder 5.

⁸³⁷ Lire Frantz Fanon, *Peau noire, masques blancs* (Paris : Seuil, 1952).

born ». Pour cette raison l'*African Reader* était perçu comme un moyen de véhiculer un message aussi bien dans les pays africains qu'au sein des communautés noires vivants aux Etats-Unis, un message d'engagement et d'action.

La mission du *PAS Project* ne se résumait pas exclusivement à ses activités de recrutement et de sensibilisation culturelle. Il avait aussi pour vocation d'améliorer la nature des relations entre Africains et Africains-Américains. Toutes les parties (NCBC, les militants radicaux, les Tanzaniens) étaient d'accord sur ce point et pensaient que l'information pouvait y jouer un rôle. L'information était considérée comme cruciale pour promouvoir le dialogue et la coopération panafricaine. On peut donc dire que la mission du *PAS Project* s'inscrivait dans le cadre du panafricanisme et dans sa volonté de créer des ponts⁸³⁸ culturels et idéologiques entre l'Afrique et la diaspora, en général, et en particulier ceux de l'Amérique. Ceci pour dire que le *PAS Project* fonctionnait comme une agence de recrutement, mais aussi comme un service de relations publiques pour les pays africains. Le traitement et la circulation de l'information était inséparable de son travail de recrutement si on prend en compte les pressions engendrées par la Guerre froide pour la Tanzanie. A travers l'information et les sessions d'ajustement culturel, le *PAS Project* voulait se montrer autant soucieux des talents des candidats que de leurs croyances morales ou idéologiques.

We also wish to make it clear that while we warmly embrace all of our Brothers and Sisters with skills into our program, [...] we are equally concerned about the attitudes of those whom we recruit. We are not interested in capitalists and we certainly will not tolerate agents of imperialism, in any form.⁸³⁹

C'est tout cela qui pouvait le distinguer de plusieurs autres organisations qui étaient impliquées dans des activités de recrutement de main-d'œuvre qualifiée pour les pays africains, et cela a partir des années 1960. Il y avait parmi elles la fondation Ford mais surtout le *Peace Corps* qui était vu comme une organisation au service des intérêts des Etats-Unis d'Amérique, et donc pas du tout sincère dans ses prétentions à soutenir le développement des pays africains.⁸⁴⁰ Nous avons vu dans la lettre de St Clair Drake à Nyerere que beaucoup de

⁸³⁸ Les personnes recrutées étaient souvent présentées comme les symboles de ce rapprochement. Lire Progress Report 1972.

⁸³⁹ "Nation Building Jobs in Africa", Irving B. Davis Papers, Box 1/1, folder 3.

⁸⁴⁰ Etabli en 1961 sur '*Ordre Exécutif*' et "pour une durée limitée", la *Peace Corps* existe encore aujourd'hui et affiche toujours comme objectif de soutenir des programmes de développement dans les pays du tiers-monde. En 1981 elle devint une agence fédérale indépendante et ses activités désormais financées par le gouvernement américain et des donateurs privés. Par exemple, en 2010, le gouvernement américain lui octroya la somme de 400 millions de dollars avec l'autorisation du Congrès. Cela montre l'intérêt que le gouvernement américain porte encore sur le travail du *Peace Corps* et le lien idéologique inextricable qui existe entre l'agence et le gouvernement. Il est en effet très improbable que les Etats-Unis d'Amérique soutiennent une organisation qui nuit à ses intérêts dans le tiers-monde. C'est le point de vue de beaucoup de spécialistes de la question, parmi

jeunes Africains-Américains projetant de s'engager dans le volontariat en Afrique hésitaient par manque de confiance dans les organisations existantes. Les dirigeants du *PAS Project*, qui était très conscients de ce fait, ont su proposer quelque chose de différent pour tenter de réconcilier les aspirations matérielles (quête d'opportunité de carrière et pénurie de main-d'œuvre) et spirituelles (lien à la source, fraternité, solidarité) qui se manifestaient d'un côté et de l'autre de l'Atlantique. Pour reprendre les termes de Davis, on peut dire que l'esprit tout particulier du *PAS Project* était de rétablir les liens entre Africains et Africains-Américains, rompus par la puissante machine impérialiste, ce qui devait passer par la culture et l'information mais aussi par la solidarité concrète, et plus précisément par l'envoi de techniciens et d'enseignants Africains-Américains en Tanzanie au moment où ce pays en avait le plus besoin. Même les Africains-Américains qui souhaitaient participer à cette solidarité sans pour autant pouvoir se rendre sur le continent avaient la possibilité de soutenir financièrement les paysans tanzaniens par le biais d'une initiative mise en place à partir de 1974.

Recognizing that many Afro-Americans will not and cannot go to Africa to contribute skills, but desire to assist in any way on whatever level they can, PASP has been successful in promoting [...] a 'Support an Ujamaa Village Campaign'⁸⁴¹ designed to raise approx. \$45,000 in material assistance from that community to be distributed toward *ujamaa* (co-operative) rural development in Tanzania.⁸⁴²

Ce programme existait exclusivement dans l'Ohio (Lincoln Heights), fief de Davis. Il n'existe malheureusement pas de trace de l'extension de ce programme à d'autres états américains. Mais, il faut noter que les habitants de cette localité ont donné la preuve de la pertinence d'un tel programme pour le projet panafricaniste car leur geste de solidarité a permis au *PAS Project* de collecter des dons de matériel pédagogique pour l'enseignement en Tanzanie et d'acquérir des équipements médicaux pour l'hôpital Muhimbili⁸⁴³ située à Dar Es Salaam.

eux Robert L. Strauss. Ce dernier relève aussi d'autres dysfonctionnements comme un certain laxisme de la part des agents recruteurs, l'incompétence des dirigeants, et une gestion désastreuse. Pour en savoir plus sur le fonctionnement et le rôle du *Peace Corps* en Afrique lire: Junald Dawa Ango, *An Un-American Foreign Policy: The Peace Corps Overseas 1961-1971* » (Science direct online). Et « Think Again the Peace Corps » <http://www.foreignpolicy.com/articles/2008/04/21/think_again_the_peace_corps> consulté le 17 août 2014.

⁸⁴¹ Mes italiques.

⁸⁴² "Progress Report", January 1974-September 30th, 1974, Irving B. Davis Papers, Box 1/1, folder 6.

⁸⁴³ Davis avait été hospitalisé là-bas suite à un accident de voiture à Dar Es Salaam le 28 mars 1973 pendant qu'il était en visite dans le pays pour suivre les évolutions sur place et pour engager des négociations en Zambie et au Lesotho. Voir Irving B. Davis « Reflections on my near-fatal death », Irving B. Davis Papers, Box 1/1, folder 6.

5. Un projet qui peine à décoller

La pire difficulté connue par le *PAS Project*, a été la profonde contradiction idéologique, apparue dès le début, entre les principaux protagonistes : d'un côté les militants révolutionnaires et socialistes et de l'autre des responsables religieux noirs conservateurs et réactionnaires. Cela donnait un partenariat contre nature qui s'expliquait par le soutien financier que les institutions religieuses afro-américaines étaient les seules à pouvoir apporter à un projet de cette nature.

Nous avons eu le sentiment que dès le début les religieux cherchaient à contenir la dimension révolutionnaire du projet en essayant de peser sur la définition de la stratégie à adopter. Cela a été très perceptible dans le déroulement de la conférence de la NCBC, qui a donné la preuve d'une nette opposition entre les préoccupations des religieux et celles des militants. Par exemple, la politique de soutien au capitalisme noir adoptée par l'administration Nixon semblait tout à fait acceptable aux yeux des personnalités religieuses alors qu'elle était inacceptable pour les socialistes et la plupart des panafricanistes.⁸⁴⁴ Aucun des groupes ne semblait prêter attention à cette fracture idéologique, parce qu'elle paraissait moins importante que la tâche à accomplir. Davis se déclarait socialiste et était favorable à la résistance armée dans laquelle une partie de l'Afrique de l'Est et du Sud s'était engagée, position qui s'opposait aux intérêts des Etats-Unis et de ses multinationales capitalistes. Les responsables religieux, en revanche, entretenaient l'illusion de leur propre pouvoir de persuasion face à la logique dominante des capitalistes et des responsables politiques américains. Sur le plan stratégique aussi il y avait une différence de tactique, avec la NCBC préférant la coopération à la confrontation pour influencer la politique africaine de Washington.

Les rapports de Brooks, responsable du bureau de Dar Es Salaam, montrent bien comment ce partenariat contradictoire risquait de saper le discours et l'action du *PAS Project*. Dans un rapport du mois de janvier 1972 il évoque clairement ce qu'il percevait comme une nécessité pour le *PAS Project* « d'adopter une posture ferme sur le panafricanisme et de tenir un discours cohérent sur le besoin d'aider l'Afrique », et soutient qu'un tel recadrage pouvait contribuer positivement à l'essor du *PAS Project* de deux manières :

⁸⁴⁴ Fred Brooks "Manpower Recruitment" 19 janvier 1972, Irving B. Davis Papers, Box 1/1, folder 5.

-en rendant son engagement et son action plus attractive aux yeux des panafricanistes militants et non-militants ;

-et en réduisant sa forte dépendance vis-à-vis de la NCBC, en explorant d'autres sources de financement.

En parlant de « de posture ferme sur le panafricanisme », qui est presque la même chose que « tenir un discours cohérent sur le besoin d'aider l'Afrique » dans la mesure où ceci est exactement l'objectif des panafricanistes, il entendait provoquer un examen de l'ambivalence des hommes d'églises par rapport au socialisme et au soutien matériel à la lutte de libération armée en Afrique. Il pensait que l'approche pro-capitaliste de la NCBC et son conservatisme allaient à l'encontre des aspirations des peuples africains et des principes fondateurs du *PAS Project*. Brooks insiste auprès de Irving B. Davis sur l'impérative nécessité de sortir de cette contradiction pour être efficace sur le terrain et crédible sur la scène panafricaniste. Ce qu'il faut retenir de ce rapport est dans un premier temps la conviction de Brooks, que Davis semblait également partager, qu'une trop grande influence des « prêcheurs », comme il les appelait, n'était compatible ni avec le projet panafricaniste ni avec le socialisme. Le rapport de Brooks soulève aussi des interrogations sur la viabilité d'une association entre individus entretenant des sensibilités idéologiques opposées. Au moment de la fondation du *PAS Project* dans un contexte de grand enthousiasme on avait pensé que les appartenances idéologiques pouvaient être mises de côté pour atteindre un objectif commun. Mais le problème était que les « prêcheurs » contrôlaient le levier financier et comptaient se servir de ce pouvoir pour peser sur les décisions. Donc, la contradiction idéologique était accompagnée d'une dépendance financière, et cette dernière empêchait une remise en question brutale de la première. La question du financement représentait une autre difficulté sérieuse pour le *PAS Project*.

Dans son rapport de 1973⁸⁴⁵ Brooks décrit l'origine de ce problème comme étant « the initial subordination to the NCBC ». Il explique la source du problème plus précisément dans la citation suivante:

This subordination to NCBC is shown by the fact that they once thought they could direct the personnel of the Dar Es salaam office. The idea of moving the church toward support for Pan African causes

⁸⁴⁵ Fred Brooks "End of Year Report and Analysis" 10 January, 1973, Irving B. Davis Papers, Box 1/1, folder 6.

resulted not in support of these causes, but to a dependency relationship where the church become the boss.⁸⁴⁶

Puis, il ajoute que:

The church was a political liability in Africa...We must avoid the danger of resting in the arms of the church and diversify both our financial and political allies.

La dépendance financière par rapport à la NCBC était un obstacle sur deux plans : pour la crédibilité panafricaniste et socialiste du *PAS Project* et pour la pérennité de ses activités. Pour Brooks cette situation était nuisible à l'ensemble du projet, mais affectait tout particulièrement le fonctionnement du bureau de Dar Es Salaam qu'il dirigeait :

This has resulted in constant poverty for the communication's officer and his inability to feed, clothe, and shelter himself. It has had an adverse effect on the running of the office, because monthly crises occur when it is time to pay the secretary.⁸⁴⁷

Les problèmes décrits ici comme récurrents se réglait généralement par des solutions (comme la revente de matériel de bureau) que Brooks qualifiait de « autocannibalism » et qui mettait le *PAS Project* à Dar Es Salaam dans une situation de précarité qui ne favorisait pas une bonne image et une réputation honorable d'autant plus que les visites régulières des créanciers ne permettaient pas de garder le secret sur cette situation financière.

Donc pour Brooks, le partenariat entre la NCBC et la *PAS Project* n'était justifiable ni politiquement ni financièrement. Cela se traduisait par un fonctionnement peu satisfaisant sur le plan organisationnel et sur le plan du recrutement. Le *PAS Project* n'a, en réalité, jamais connu une situation financière normale parce que la NCBC n'a jamais pu récolter les fonds nécessaires pour couvrir les frais de recrutement et de fonctionnement du projet, qui, par ailleurs, ne pouvait bénéficier de la générosité des fondations privées américaines à cause de sa position clairement hostile aux intérêts des capitalistes et du gouvernement américains. La dépendance financière vis-à-vis de la NCBC était très réelle et se ressentait tout particulièrement dans les activités de recrutement comme l'indique une lettre de Davis de 1973 adressée à Paul Bomani (Ambassadeur de la Tanzanie à Washington entre 1973 et 1983):

Over four years experience tells that the expenditure of \$75,000 for domestic recruitment is not excessive. As recruitment is the most important aspect of our program, we place great emphasis on this.

⁸⁴⁶ Ibid.

⁸⁴⁷ Ibid.

Research tells us that 50% of the Black population in the United States is concentrated in 50 central cities. We want to employ three full-time recruitment officers who will cover the following areas:

- Roving Recruitment Officer to cover 19 cities in the Eastern-Midwestern Area
- Full time Recruitment Officer to cover 15 cities in the Southern Area
- Full time Recruitment Officer to cover 18 cities in the Western Area⁸⁴⁸

Mais l'insuffisance de fonds n'était qu'un obstacle parmi d'autres que les responsables du *PAS Project* devaient apprendre à surmonter. D'autres difficultés étaient liées à la nature des relations entre les responsables tanzaniens et leurs homologues africains-américains, ainsi qu'au fonctionnement de la bureaucratie tanzanienne, chargée du traitement des dossiers de candidature.

Plusieurs rapports annuels indiquent que les autorités tanzaniennes n'étaient pas toujours disposées à assumer leur engagement pour la réussite du projet. Parmi eux certains responsables à Dar Es Salaam et Washington, animés par des motivations personnelles comme la xénophobie ou le carriérisme, étaient coupables d'immobilisme bureaucratique ou de refus manifeste de coopérer avec leurs homologues afro-américains. Une personne en particulier symbolise parfaitement cette attitude hostile qui a grandement contribué à clore prématurément l'aventure tanzanienne de la *PAS Project*, Faustin S. Chale.⁸⁴⁹

Deux rapports datant de 1973 dénoncent des lenteurs et des vices de procédure dans le traitement des dossiers des candidats, et accablent les fonctionnaires tanzaniens et Chale en particulier. Le premier rapport qui date du 10 janvier présente Chale comme un bureaucrate xénophobe et véreux. Paul Bomani, qui est cité dans ce rapport, y critique sa manière méprisante de traiter avec les Africains-Américains.⁸⁵⁰ Ce rapport parle aussi de plusieurs recrues qui, arrivées en Tanzanie, se plaignaient du comportement de Chale à leur égard :

We have collected a number of depositions from people here who have been mishandled or misled by Chale. This is a very solid group of people which includes an M.D., and architect/City Planner....These

⁸⁴⁸ "Letter to the Minister of Foreign Affairs", 27th April, 1973, Irving B. Davis Papers, Box 1/1, folder 6.

⁸⁴⁹ M. Chale était le Chargé d'Affaires de l'ambassade de la Tanzanie à Washington. Il fut nommé à ce poste en 1972, par le président Nyerere. Sa mission était de faciliter les affaires administratives entre les services tanzaniens et le bureau du *PAS Project* à New York. Son nom disparaîtra des documents du *PAS Project* quelques mois après la nomination de Paul Bomani au poste d'Ambassadeur. Ce dernier le soupçonnait à juste titre d'œuvrer contre la bonne marche du projet.

⁸⁵⁰ Des lettres qu'il a pu échanger avec l'équipe du *PAS Project* à New York et certains candidats laissent deviner une certaine condescendance ou un manque d'estime, parfois une profonde jalousie. Voir annexe 15.

dispositions [sic] are being reinforced with letters from Chale to them further documenting his ineptness and chicanery.⁸⁵¹

Chale est un exemple parmi d'autres, car on sait que plusieurs responsables tanzaniens réclamaient au *PAS Project* des sommes d'argent pour des raisons douteuses ou qui n'avaient aucun lien avec sa mission principale. Dans un manuscrit de 1970 on trouve une référence à une demande très particulière du ministre tanzanien des affaires étrangères de l'époque, Stephan Mhando, sollicitant une aide financière de 1500 dollars comme participation à ses frais de campagne électorale.⁸⁵²

L'autre rapport qui mérite qu'on s'y attarde date de décembre 1973. L'auteur de ce rapport qui était le nouvel attaché du *PAS Project* à l'ambassade de la Tanzanie Olu Hassan-Ali y fait le compte rendu d'une réunion de crise entre lui et le remplaçant de F. Chale, G. Chaghuza, (nommé peu de temps après l'installation de Bomani comme ambassadeur). Les discussions des deux responsables, souhaitant profiter de l'installation d'une nouvelle équipe à l'ambassade de la Tanzanie à Washington pour repartir sur des bases saines, concernaient les retards dans le traitement des demandes de candidatures, qui commençaient à provoquer beaucoup de retraits de candidature et à entacher la crédibilité de l'organisation. Voici trois points sur lesquels des dysfonctionnements persistaient selon le représentant du *PAS Project* New York :

-the unusually long delays our candidates were experiencing in receiving letters of appointment form Treasury and the fact that the New York office of the project often did not receive notification when such appointment were [sic] awarded;

-the recruitment of non-degreed candidates

- (and) the need of recent Indents, requisitions, and categorical breakthrough of Tanzania's manpower needs to facilitate the recruitment.⁸⁵³

Naturellement, le représentant du gouvernement tanzanien y promet que son gouvernement, conscient du potentiel du projet, comptait éradiquer ces obstacles imputés à l'inaction et au manque de sérieux dans certains ministères. Selon lui, des purges et des sanctions étaient en cours contres plusieurs responsables qui s'adonnaient à des actes de sabotage. Il y annonce aussi des dispositions pour améliorer la communication entre les différents services impliqués

⁸⁵¹ Fred Brooks "End of Year Report and Analysis" 10 January, 1973, Irving B. Davis Papers, Box 1/1, folder 6.

⁸⁵² Rapport manuscrit de Fred Brooks sur S. Mhando, Irving B. Davis Papers, Box 1/1, folder 3.

⁸⁵³ Olu Hassan-Ali, « Summary of December 10 meeting with B. G. Chaghuza, counsellor, Embassy of Tanzania" 12 December, 1972, Irving B. Davis Papers, Box 1/1, folder 4.

et des mesures pour faciliter le recrutement des personnes avec une expérience solide dans leur domaine. Ces personnes étaient souvent refusées par Chale, par exemple, qui exigeait des diplômes pas toujours indispensables.

Le limogeage de Chale et l'arrivée de Bomani à Washington ont permis de réduire certains des dysfonctionnements les plus manifestes. Par exemple, des améliorations sont notées dans la circulation de l'information, notamment celle ayant trait aux besoins spécifiques en termes de recrutement, et dans les délais de traitement des dossiers de candidatures. Ceci a eu un effet de redynamisation qui s'est manifesté à travers le démarrage de nouvelles initiatives comme le programme *Support an Ujamaa Village Campaign*, autre preuve de l'immense potentiel que renfermait le *PAS Project*. D'autres problèmes (liés dans une certaine mesure au sous-financement) continuaient cependant à peser sur l'organisation, à savoir son incapacité à collecter des données quantitatives et qualitatives fiables sur la situation des ressources humaines afro-américaines et ses difficultés à mettre en place un système de suivi des recrues après leur installation en Tanzanie.⁸⁵⁴

Il n'y pas de doute qu'une poursuite des mesures de redressement annoncées du côté de Dar Es Salaam et de l'organisation de plus en plus efficace de la gestion du recrutement aurait permis d'obtenir très rapidement de bien meilleurs résultats. Mais trois choses ont contribué à précipiter la fin du Pan-African Skills Project en Tanzanie. Victime d'un accident de la route le 28 mars 1973, Davis était contraint de restreindre ses activités professionnelles au moment où son organisation avait le plus besoin de son énergie. Désabusé par les déboires à répétitions de son bureau de Dar Es Salaam Brooks avait, quant à lui, fini par démissionner de son poste en 1973 pour proposer ses services au gouvernement tanzanien. Les activités des bureaux de New York et de Dar Es Salaam se poursuivaient malgré ces difficultés, mais un événement dramatique porta le coup fatal à l'action de Davis et de ses nombreux collaborateurs comme nous le relatent Bill Sutherland et Matt Meyer dans leur ouvrage *Guns and Gandhi in Africa*⁸⁵⁵

The climax came in 1974. It was around the time of the Sixth Pan-African Congress, and there were some neo-Garveyites who wanted to come and live in a village near Butiama, home of President Nyerere. They had, in their luggage, a number of guns. Well, the bureaucrats immediately concocted the idea that African Americans were coming over as agents of the CIA, to sabotage and overthrow the Tanzanian government! They really put this idea out. There was a move on African Americans

⁸⁵⁴ Brooks "End of Year Report and Analysis", Irving B. Davis Papers, Box 1/1, folder 6.

⁸⁵⁵ Sutherland & Meyer, *Guns and Gandhi in Africa: Pan-African insights on non-violence, armed struggle and Liberation in Africa* (Trenton, N.J: Africa World Press, 2000).

throughout Tanzania, and a number of them were put in jail without trial. If any African American had a gun around, or even a walkie-talkie, they were imprisoned. The majority of these people had come over through the Pan-African Skills Project, including some very good folks. Jim Campbell, an excellent teacher and personal friend of mine, was put inside. It was quite a tragic moment. Tanzania had represented, for the African American community, what Cuba represented to the left in general: a sign of hope and possibility. After these incidents there was tremendous disillusionment. [...] It was for me, and in general, a very sad time. I will say this, however: the government did respond to our appeal on the prisoners, and everybody was released within a short period of time. There is even one somewhat humorous story connected to their release. We had a committee going to Vice President Kawawa, who was apparently the government official in charge of these matters. One of the women in our delegation—Edna Mayhand—had just had a baby, and she came with the little child to the meeting. We made the appeal, and Kawawa was shaking his head negatively, saying ‘I don’t think I can do anything...’ All of a sudden, that baby burst out into the loudest wail that you can imagine! You could actually see Kawawa changing his mind: well maybe he could do something. I’ve always said that Edna pinched that poor kid! So, the situation turned out OK for most of the individuals involved, but our Pan-African efforts had suffered a definite setback.⁸⁵⁶

C. Bilan

Quelles sont les enseignements que nous pouvons tirer de cette expérience ? On sait que les fonds que le *PAS Project* recevait de la NCBC ne permettait ni de s’engager dans des campagnes longues et coûteuses ni d’assurer une couverture correcte des zones de recrutement les plus prometteuses, et que cela n’a pas empêché l’obtention, sur le strict plan du recrutement, de résultats encourageants voire très bon pour le première et la deuxième années d’activité ; résultats qui s’expliquent certainement par le niveau en ce moment très élevé de l’enthousiasme suscité chez les Africains-Américains par l’émergence de chefs d’État Africains progressistes comme Julius Nyerere. Dans son rapport annuel de 1974, Davis se montre très satisfait du travail accompli par son organisation. Particulièrement satisfait d’avoir pu donner la preuve qu’un grand nombre d’Africains-Américains nourrissaient un fort sentiment d’appartenance à la terre africaine et souhaitaient contribuer concrètement à son essor économique et sociale. Le *PAS Project* a permis très clairement de faire cette démonstration. Il a prouvé que malgré la distance temporelle et spatiale, ils étaient nombreux du côté du *PAS Project* comme du côté des autorités tanzaniennes à penser que l’Afrique et sa

⁸⁵⁶ Sutherland & Meyer 230-31.

diaspora avaient tout intérêt à raviver et à promouvoir un esprit de solidarité effectif. Très vite le projet a démontré que cette solidarité, qui consistait à accorder l'offre et la demande d'un côté et de l'autre, était en même temps l'une des meilleures manières d'abattre les barrières entre l'Afrique et sa diaspora américaine. Davis pouvait se réjouir d'avoir montré, par son engagement, l'existence de ce potentiel, d'une part, et d'avoir exploré des pistes de coopérations mutuelles, d'autre part.

Le *PAS Project* était une affaire de coopération entre responsables africains-américains et responsables tanzaniens ; ce qui supposait des responsabilités partagées et assumées. Cet état d'esprit de partage des responsabilités, que les autorités religieuses tanzaniennes avaient omis de rappeler lors de la conférence de Dar Es Salaam, ne s'est jamais véritablement ressenti du côté des acteurs Tanzaniens du projet. Le *PAS Project*, faut-il le rappeler, était au service du gouvernement tanzanien et avait comme prérogatives, dans le cadre de ce contrat avec un État souverain, la recherche des personnes qualifiées. Dans cette configuration, la décision finale incombait à l'État tanzanien, et plus précisément au bureau du recrutement des travailleurs étrangers et aux ministères concernés. Ainsi, le processus de recrutement commencé au niveau du bureau de New York, conformément aux attentes exprimées par la Tanzanie, dépendait finalement, en grande partie, du rôle des bureaucrates tanzaniens ; c'est la raison pour laquelle, il est nécessaire de regarder de ce côté-là aussi avant de pouvoir dresser un bilan équilibré du *PAS Project*. Il ne fait aucun doute que les services tanzaniens associés au projet ont grandement contribué à son échec.

Brooks ne cessait de rappeler dans ses différents rapports l'importance stratégique du bureau de Dar Es Salaam. Selon lui, la présence de cette structure dans la capitale tanzanienne, à proximité des ministères et des autres services étatiques, permettait de réduire les lenteurs administratives de manière significative. Cela nous laisse imaginer les résultats qu'un financement adéquat de ce bureau aurait permis au *PAS Project* de réaliser :

We have been able to accomplish these tasks in spite of a number of obstacles that are constantly presenting themselves and endangering the operation. At one time some of us thought the Dar Office was superfluous but events have proved this to be wrong.⁸⁵⁷

Brooks le dit clairement, le bureau de Dar Es Salaam était indispensable contrairement à ce que certains responsables du NCBC prétendaient pour justifier des réductions de budgets.

⁸⁵⁷ Brooks, "Report and Appeal", 31st July, 1973, Irving B. Davis Papers, Box 1/1, folder 6.

On peut reprocher au président Nyerere d'avoir été un peu trop en retrait du projet. Il était clair, dès le début, que son gouvernement n'avait aucune intention de faire de la publicité au projet. D'ailleurs, la lettre d'approbation signée par Stephan Mhando annonçait la prudence du gouvernement : « il n'y aura pas de fanfare pour ce projet ». Cette tactique de distanciation peut s'expliquer par les tensions idéologiques sous-jacentes au projet, nécessitant une certaine prudence de la part de Nyerere et de son gouvernement, mais aussi par l'hostilité manifeste d'une partie de la classe dirigeante tanzanienne envers les expatriés africains-américains. L'explication que Bill Sutherland nous en donne insiste sur ce dernier point.

I went to Nyerere and to Vice President Kawawa to see if I could diffuse the situation of having so many African Americans arrested—to get these people out. But I had a definite impression that Nyerere felt he couldn't spend any more of his political capital on this. He needed his people—bureaucrats and all—to run the government, and they were clearly opposed to the Skills Project. They were the ones sabotaging it, but it was too much for him to directly confront them, considering the other responsibilities he had to face. Eventually, the Project went down the drain, which was quite tragic for all of us involved.⁸⁵⁸

Cette tactique est tout à fait compréhensible, mais on peut aussi affirmer qu'elle a manifestement été suivie de façon excessive. Il nous semble que l'importance que Nyerere lui-même reconnaîtra au projet dans les années 1990, suppose qu'il aurait pu agir de manière plus volontariste, et avec une plus forte implication pour en assurer la réussite.

After independence a wider African community became clear to me. I was concerned about the education; the work of Booker T. Washington resonated with me. There were skills we needed and black people outside Africa had them. I gave our US Ambassador the specific job of recruiting skilled Africans from the US Diaspora. A few came, like you. Some stayed; others left.⁸⁵⁹

Si comme il le dit lui-même les talents que les Africain-Américains offraient pouvaient avoir un impact décisif sur la politique de la *self-reliance*, on peut alors s'interroger sur le pourquoi de son inaction face à des difficultés que des mesures simples auraient permis de résoudre. Son gouvernement pouvait, par exemple, à défaut de contribution financière régulière, s'arranger pour mettre gratuitement des locaux à la disposition du *PAS Project* en Tanzanie, ce qui aurait permis d'éviter la situation de précarité décrite par Brooks. On peut même supposer que l'attitude de Nyerere, qui, dès le début, avait choisi de rester en retrait de toutes

⁸⁵⁸ Sutherland & Meyer 230.

⁸⁵⁹ Bunting, "Heart of Africa: Interview with Julius Nyerere on Anti-Colonialism"

activités publiques liées à ce projet⁸⁶⁰, a été un élément fragilisant. En effet, un adoubement public de sa part aurait pu engendrer une dynamique beaucoup plus favorable à la réussite du projet. C'est en effet le retrait de Nyerere qui a favorisé la *clandestinisation* du *PAS Project*, a permis son utilisation par des politiciens à des fins personnelles, et a facilité son sabotage par des bureaucrates mal intentionnés. Cette situation de clandestinité a certainement joué un rôle dans les événements dramatiques de mai 1974.

Les principales difficultés du *PAS Project* étaient liées à des facteurs externes comme le sous-financement et l'immobilisme de la bureaucratie tanzanienne. Par exemple, le partage des responsabilités entre les différentes parties (les bureaux de *PAS Project*, la NCBC, les autorités tanzaniennes) ne s'opérait pas normalement comme nous l'avons montré.

Mais malgré les nombreuses difficultés, le projet a permis à la Tanzanie de bénéficier du talent et des sacrifices de plusieurs Africains-Américains de bonne volonté, y compris des personnes ayant une activité professionnelle aux Etats-Unis. Les recrutements des deux premières années ont été des preuves de sa faisabilité et de son utilité pour la Tanzanie et pour l'Afrique. Nyerere a reconnu ceci dans une interview de 1990 :

We should try to revive it. We should look to our brothers and sisters in the West. We should build the broader Pan-Africanism. There is still the room—and the need.⁸⁶¹

En effet, il n'y a rien qui s'oppose à ce que le projet soit repris et réactivé à condition que les panafricanistes d'aujourd'hui prennent le temps d'étudier l'histoire du *PAS Project* pour en tirer les leçons, qui leur permettraient de se projeter dans l'avenir de manière plus sereine.

D. Le *self-reliance* à l'aune de la pensée de quelques auteurs du XXI^e siècle

Dans un ouvrage consacré aux « socialismes »⁸⁶², et non pas au « socialisme » comme une vision univoque du monde, René Dumont et Marcel Mazoyer rendent hommage à l'indépendance d'esprit et l'audace politique de Julius Nyerere, qui a permis d'ouvrir des sentiers qui, notent-ils, peuvent et doivent servir de repères à ceux qui envisagent de

⁸⁶⁰ Comme preuve de ce refus de reconnaissance publique, on peut citer l'annulation, à la dernière minute, d'un dîner en son honneur dont l'organisateur était prévu à New York pour coïncider avec une de ses visites au Nations Unies (voir annexe 17). Egalement plusieurs rendez-vous entre Nyerere et des responsables locaux du projet ont été annulés pour des raisons douteuses.

⁸⁶¹ Bunting.

⁸⁶² René Dumont & Marcel Mazoyer, *Développement et socialismes* (Paris : Seuil, 1969).

s'engager dans « l'édification d'une société nouvelle, et pas seulement en Afrique. ». Pour ces penseurs socialistes français, Nyerere est le concepteur d'un socialisme à partir de certaines réalités spécifiques de l'Afrique postcoloniale, et, pour cela, ces idées sont une source d'inspiration pour toute société pouvant se reconnaître dans les circonstances économiques, politiques et sociales ayant prévalu en Tanzanie. Les arguments développés dans les pages précédentes ont permis de mettre en exergue la pertinence de la pensée de Nyerere pour l'Afrique du XXI^e siècle qui, hélas, peine à progresser dans plusieurs domaines. C'est pour cela qu'aujourd'hui, en 2016, on peut reprendre les propos de Dumont et Mazoyer, en disant que la pensée de Nyerere, bien que très peu connue, est une contribution majeure dans le domaine des idées politiques. Le fait que beaucoup d'acteurs politiques et de chercheurs l'ignorent toujours ne diminue en rien son potentiel, et cela d'autant plus que certaines de ses idées phares font leur apparition dans le discours actuel à propos du développement africain et au sujet de la mondialisation. On les retrouve sous la plume d'économistes, de géographes, d'historiens, et d'essayistes de renom, qu'ils soient africains ou occidentaux. Espérons simplement que la contribution des penseurs occidentaux et celle des Africains de la diaspora suffiront pour susciter l'intérêt des Africains (notamment les acteurs politiques et sociaux) d'aujourd'hui pour des idées depuis longtemps inscrites au patrimoine intellectuel et politique de l'Afrique postcoloniale.

1. L'éducation

Dans le domaine de l'éducation, le diagnostic que faisait Nyerere du système instauré par le colonisateur reste un modèle de gestion de l'héritage colonial dans la lucidité et un exemple éclatant d'un engagement volontariste et d'une responsabilité totalement assumée. Ses discours qui insistent sur la nécessité de créer et de maintenir un lien direct entre l'école et la communauté, de promouvoir la notion de responsabilité individuelle à travers une éducation complète méritent d'être relus à côté des idées de deux penseurs africains contemporains.

Souleymane B. Diagne, philosophe sénégalais et grand spécialiste de la pensée islamique, est l'un des intellectuels africains les plus écoutés en Afrique et dans le monde.⁸⁶³ Il doit son autorité dans le domaine de l'éducation africaine à la richesse de son parcours universitaire et de son engagement public. Il a notamment enseigné à l'université de Dakar où il a été Doyen de la Faculté de Lettres et Sciences Humaines. Entre 1993 et 1999 il a exercé la

⁸⁶³ Lire à ce propos "Les 100 personnalités qui font l'Afrique" *Jeune Afrique*, 2450, 23 (23 décembre au 5 janvier, 2008) : 51.

fonction de conseiller pour l'éducation et la culture sous la présidence d'Abdou Diouf. Comme ce parcours l'indique, il fait partie de ceux qui connaissent le mieux le système éducatif sénégalais voire africain (son histoire, ses reformes et/ou ses tentatives de reformes, les idées qui le concernent, etc.). Les forces et les faiblesses de celui-ci reviennent de manière récurrente dans ses interventions publiques, notamment dans la presse africaine et française. Dans une intervention récente dans le cadre de la *Quinzaine de la Francophonie*,⁸⁶⁴ organisée dans la capitale du Sénégal, il a partagé sa vision de l'avenir de l'éducation en Afrique en insistant sur la notion de responsabilité chère à Julius Nyerere. Pour lui l'avenir de l'Afrique et celle du monde doit obligatoirement passer par l'éducation de la jeunesse à la responsabilité, comme le disait Nyerere plusieurs décennies auparavant. A l'instar de celui-ci, il pense que seule une éducation visant à responsabiliser l'humain face à son environnement et ses semblables au sens le plus large nous permettrait d'espérer un avenir meilleur pour l'humanité. « L'idée de citoyenneté, note-il, c'est précisément que nous ne sommes pas des populations juxtaposées mais que nous sommes des communautés d'individus responsables, une responsabilité qui descend au niveau individuel ».

Célestin Monga, économiste et essayiste camerounais, jouit quant à lui d'une grande réputation de spécialiste africain des questions de démocratisation et de développement dans le tiers-monde, notamment en Afrique. Son ouvrage *Anthropologie de la colère* consacré à la société civile en Afrique est aujourd'hui au programme de nombreuses universités à travers le monde. Ses expériences dans le domaine de l'enseignement et au sein des organisations internationales font de lui un observateur avisé, depuis plus d'une décennie, de l'évolution sociale et économique des pays africains. Sur le plan universitaire, il s'est illustré dans l'enseignement (université de Bordeaux et Boston, Massachussets) et l'édition (en tant que directeur de l'*Oxford University Press Handbook of Africa and economics*). En tant que fonctionnaire international, il a été pendant quelques années un haut cadre à la Banque mondiale, et depuis 2014 il assume le poste de Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI). Dans quelques-uns de ses ouvrages, notamment l'*Anthropologie de la colère* et *Un Bantou à Washington*, il insiste particulièrement sur les dysfonctionnements structurels des systèmes éducatifs africains (qui cantonnent les Africains à un savoir-faire choisi pour eux). Il désigne comme principale cause de ce dysfonctionnement l'incapacité des états africains à s'extirper du système coloniale. A la suite de Nyerere, il propose comme point de départ de toute politique de réforme éducative

⁸⁶⁴ S. B. Diagne, "Environnement, éthique de vie commune et responsabilité" (conférence) Dakar, 20 mars 2015.

en Afrique une rupture ou une émancipation réelle par rapport au modèle coloniale, qui avait une finalité précise ne pouvant être celle d'un pays indépendant. Dans un *Bantou à Washington* il fustige un système éducatif totalement inefficace car n'ayant pas évolué depuis l'ère coloniale. Comme à l'époque coloniale, la fonction de l'école en Afrique est toujours, de son avis, de « fabriquer des fonctionnaires semi-illettrés ...pour en faire des auxiliaires de la postcolonie ». ⁸⁶⁵

2. L'agriculture et sa place dans le développement africain

Nyerere disait en 1967 que l'agriculture est le socle du développement, et que le monde rural où vit la grande majorité des Africains doit être le moteur du développement en Afrique. Il mettait les Africains en garde contre les périls d'un modèle de développement trop dépendante des capitaux étrangers et orienté vers les milieux urbains (lieux de consommation avec faible potentiel de production) attirant le plus gros des investissements publics et privés au détriment des zones rurales (lieux de production). Aujourd'hui, face au constat de l'échec des politiques d'industrialisation rapide, qui n'ont pas permis aux villes africaines de devenir des pôles de production industrielle, comme l'espéraient les Nkrumah et Houphouët-Boigny, de plus en plus de voix s'élèvent pour reprendre les propos de Julius Nyerere. Celles-ci martèlent que l'Afrique doit s'appuyer sur l'agriculture pour se développer. Elles notent aussi que les politiques d'industrialisation des années 1960-70 n'ont été que des diversions, qui doivent servir de leçon aux États actuellement confrontés aux défis du chômage de masse et aux phénomènes migratoires nationales et extranationales. C'est ce que nous pouvons retenir du discours du Président sénégalais, Macky Sall, lors de l'inauguration d'une conférence internationale organisée à Dakar le 21 octobre 2015 par la Banque Africaine de Développement sur le thème de la transformation agricole du continent africain :

L'agriculture, c'est l'épine dorsale de l'Afrique. C'est un secteur qui procure environ le tiers du PIB du continent et emploie plus de 60% de la main-d'œuvre africaine. C'est dans l'agriculture que nous trouverons un des moyens les plus sûrs pour assurer notre propre sécurité alimentaire et générer une croissance porteuse d'emplois et de prospérité partagée. Mais, il y a des préalables pour y arriver. Il nous faut, dans une démarche individuelle et collective, penser notre agriculture autrement qu'une activité par défaut, que l'on pratique parce qu'on n'a pas d'alternative. Il nous faut avoir foi en notre

⁸⁶⁵ C. Monga, *Un Bantou à Washington* (Paris, La Découverte 2014). 18.

capacité à atteindre une prospérité agricole durable, grâce à un financement et des technologies adaptés ainsi qu'une politique foncière appropriée. Il nous faut, par la maîtrise de l'eau, rendre notre agriculture moins dépendante des aléas climatiques. Avec ces mutations, nous pouvons espérer des lendemains meilleurs pour notre agriculture.⁸⁶⁶

Les prises de position récentes de l'Union Africaine en faveur de l'agriculture vont dans le même sens, et montrent que les chefs d'États et les décideurs africains s'accordent sur le constat que l'Afrique doit renforcer son agriculture. Quelques repères comme les rencontres des chefs d'état africains à Maputo (Mozambique) en 2003 et à Malabo (Guinée Equatoriale) en 2014⁸⁶⁷, ont déjà montré que la voix jadis minoritaire de Julius Nyerere est devenue celle de la majorité au sein de l'institution panafricaine. Mais, comme c'est souvent le cas avec l'Union Africaine, les déclarations d'intention se traduisent rarement en actes concrets. L'objectif de consacrer plus de 10% du budget des États africains à l'agriculture est rempli par 10 pays seulement. Et, par exemple, un pays important (économiquement et démographiquement) comme le Nigeria consacre seulement 2% de son budget à l'agriculture.⁸⁶⁸

Un de ces critiques du développement africain est la géographe française Sylvie Brunel auteur d'un ouvrage⁸⁶⁹ qui met en évidence tous les obstacles à un véritable décollage de l'Afrique. D'un chapitre à l'autre elle démontre, avec à l'appui des données statistiques et des exemples concrets, que les pays africains ont toujours besoin de miser dans l'agriculture pour se développer. Toutes les statistiques socioéconomiques du continent (la croissance démographique de 2,6 % par an, l'urbanisation désordonnée et non maîtrisée engendrant des problèmes de tous ordres⁸⁷⁰ ; l'exode rural massif ; le chômage de masse laissant plus 60% des jeunes de moins de 25 ans sans emplois stables) qu'elle présente, confirment que le

⁸⁶⁶ <<http://www.gouv.sn/Ceremonie-d-ouverture-de-la,1924.html>> consulté le 25 octobre 2015.

⁸⁶⁷ Lors de ces deux rencontres, les chefs d'États africains ont réaffirmé les engagements pris dans le Traité d'Abuja (Traité instituant la *Communauté Économique Africaine* du 3 juin 1991. Le chapitre VIII—qui vient avant le chapitre consacré à la place de l'industrie, détail important si on pense à l'importance que les chefs d'États africains accordaient jadis à l'industrialisation rapide—reconnait la place primordiale de l'agriculture dans le développement de l'Afrique. L'article 46 de ce chapitre intitulé *Développement Agricole* reprend les idées phares de la politique d'*Ujamaa* comme l'autosuffisance alimentaire, la coopération solidaire entre les acteurs impliqués dans l'activité.

⁸⁶⁸ Au moment où O. Obasanjo (l'ancien président du pays) est entrain de bâtir une fortune colossale sur cette activité comme pour donner la preuve de l'énorme potentiel d'un secteur qui emploie encore 2/3 des actifs en Afrique. Il est le fondateur en 1979 d'*Obasanjo Farms Nigeria Limited*, aujourd'hui un des géants africains dans la production de volaille. Voir le site internet www.obasanjo.farm. Aussi pour en savoir plus lire l'article disponible à cette adresse : <<http://www.leadership.ng/news/350223/10-leading-farms-nigeria-owners>> consulté le 8 septembre 15.

⁸⁶⁹ S. Brunel, *L'Afrique est-elle si bien partie ?* (Paris : Sciences Humaines, 2014).

⁸⁷⁰ Multiplication des bidonvilles, criminalité, vagabondage des jeunes, mendicité, apparition de nouvelles épidémies comme la rage (Madagascar) ou Ebola (Guinée), etc.

propos de Nyerere sur la nécessité d'une vraie politique de développement rural reste pertinent.⁸⁷¹ Il est aussi intéressant de noter que Brunel préconise des initiatives économiques s'inspirant et/ ou s'appuyant sur des traditions locales bien établies, comme l'a été la politique d'*ujamaa*. Elle le fait en mettant en avant l'exemple du président Paul Kagamé du Rwanda. Citons-la :

Depuis dix ans, Paul Kagamé a piloté son pays avec la volonté sans faille de le développer. Instaurant l'anglais comme langue officielle, en une rupture symbolique avec les anciennes tutelles belges et françaises, accusées d'avoir couvert, voire facilité le génocide, il a aboli officiellement les distinctions entre communautés, ne voulant plus voir qu'un seul peuple rwandais [...] Reprenant une tradition tutsie ancienne, la girinka, qui consistait à offrir une vache en guise de dot, le gouvernement rwandais a lancé le programme « *one cow per poor family* ». 180 000 bovins ont été distribués depuis 2006. Et un million de personnes sont sorties de la pauvreté, permettant au Rwanda de réaliser avec cinq ans d'avance, le premier des « Objectifs du millénaire pour le développement » adoptés solennellement en 2000 par l'Assemblée générale des Nations unies : diviser par deux le nombre de pauvres entre 1990 et 2015.⁸⁷²

Il nous a semblé utile de la citer car les chercheurs ont trop tendance à se focaliser sur les aspects négatifs de la politique africaine, négligeant trop souvent de prendre en compte l'impact psychologique d'une telle démarche sur les Africains en général. Tous ceux qui travaillent sur l'Afrique sont au fait des bonnes initiatives et des idées fabuleuses dont elle recèle, mais peu nombreux sont ceux qui acceptent de les voir, et de témoigner de leur existence. Le fait de reconnaître les bonnes idées n'empêche pas les critiques. Bien au contraire, car il reste toujours des choses à critiquer en Afrique, alors que celui de parler des choses positives, un peu plus souvent, peut être une source de motivation pour les personnes déterminées à se battre sur le terrain pour améliorer les conditions de vie des populations.

Pour Brunel, les initiatives rencontrées au Rwanda et au Malawi, inspirées des coutumes et traditions locales, ont l'avantage d'être plus adaptées aux circonstances et aux besoins de la plupart des pays africains que les idées importées des sociétés occidentales structurellement différentes. Dans l'esprit, le point de vue de Brunel reprend ce que Nyerere disait à propos du socialisme : les pays ayant des circonstances similaires peuvent et doivent se servir d'exemples, de manière réciproque, dans leurs réussites comme dans leurs échecs. A l'instar du Rwanda ou du Malawi⁸⁷³, l'essentiel des pays africains connaissent des circonstances

⁸⁷¹ Brunel 14-15.

⁸⁷² Brunel 82.

⁸⁷³ En distribuant des semences et des engrais aux paysans et en garantissant le prix d'achat de leurs récoltes, le Malawi a suscité un très rapide boom de la production agricole. Il suffit de très peu d'années pour changer la face d'un pays, créer de la richesse en milieu rural, mettre fin à l'exode rural massif, aux cultures illicites, aux

économiques identiques, avec des zones urbaines ne cessant de croître à une vitesse exponentielle sans pour autant offrir des opportunités d'emploi, et des zones rurales abritant une part importante de main d'œuvre (550 millions de personnes), démotivée et encline à l'exode rural.⁸⁷⁴ En analysant en profondeur la gestion désastreuse des territoires par les pouvoirs publics africains, déstabilisant les villes et les campagnes (phénomène appelé « mutual poisoning » par Schumacher), Brunel en arrive aux mêmes conclusions que Nyerere, pointant du doigt l'exploitation absurde (parce qu'au bout du compte tout le monde est perdant) des paysans par les citoyens :

[...] les pouvoirs africains ont largement exploité les paysans pour construire les villes, l'appareil d'Etat, les armées. Aujourd'hui les pluies manquent. Les campagnes sont trop peuplées. Continuer à cultiver à la houe est tout bonnement voué à l'échec pour nourrir les familles et les villes. Alors on voit des paysans, poussés par la coopération internationale, les agences d'aide, les ONG (tout le monde est persuadé de détenir la solution), s'échiner à planter des arbres, à expérimenter de nouvelles cultures, à creuser des mares et à construire de petits barrages, mais la violence du climat, l'incompétence de ces experts à 'grande bouche et à petite oreille' et le manque de filières de commercialisation aboutissent toujours aux mêmes résultats : beaucoup de travail pour peu de réussite, des communautés agricoles découragées, un cimetière de puits, de barrages, de plantations avortés. Malfaçons, manque d'entretien, localisations hasardeuses, idées prétendument géniales de l'aide (nouvelles cultures, nouvelles techniques, expérimentations qui recueillent des louanges des médias et ne durent que le temps de financement du projet...) font de l'agriculture africaine un enfer pavé de bonnes intentions.⁸⁷⁵

Ceci soulève la question du vrai développement. Les réponses proposées par les experts des institutions internationales et ceux des gouvernements montrent qu'il n'y a pas de consensus sur ses prérequis. Beaucoup d'experts se basent sur les taux de croissance (PIB) pour juger des perspectives de développement d'un pays donné. Certains encore évoquent les performances d'un secteur en particulier (l'exemple des télécommunications vient à l'esprit)⁸⁷⁶ ou les données macroéconomiques comme (IDE)⁸⁷⁷ pour démontrer que tel pays est en train de se développer.⁸⁷⁸ Nyerere conseillait à ses ministres de regarder plus loin que ces indices

crises alimentaires. Mais il faut de la volonté, l'appui de la communauté internationale, un véritable respect à l'égard des paysans. » Brunel 138.

⁸⁷⁴ Brunel 87.

⁸⁷⁵ Brunel 126.

⁸⁷⁶ Il est vrai que le secteur a connu un développement fulgurant (ex : au Ghana 50.000 lignes téléphoniques en 1990 et aujourd'hui 3 personnes sur 4 ont un portable) source : « L'Afrique : zones de croissance », *Les dessous des cartes*, émission présentée par Jean C. Victor, Arte, 22 juin 2013.

⁸⁷⁷ Les investissements directs étrangers concernent davantage l'extraction des matières premières (hydrocarbures, mines) bénéficient à une petite minorité de nationaux.

⁸⁷⁸ Célestin n'écrit-il pas à propos de ces experts : Ma perspective sur le monde des 'experts' que l'on croit dépositaire d'un savoir hiérarchique et souverain est en réalité l'image d'hommes et de femmes qui balbutient quotidiennement devant l'énormité de la tâche devant eux. Cela me conforte dans l'idée que le 'développement

souvent superficiels, de prendre en compte le sort des naufragés des villes (100.000 Africains détiennent 60% du PIB du continent)⁸⁷⁹ et celui des paysans sans terres (les investisseurs étrangers s’emparent des terres africaines⁸⁸⁰) ni semences.⁸⁸¹ Une minorité d’économistes va dans ce sens en insistant sur l’importance d’aborder la question du développement à partir de la situation des pauvres et des laissés pour compte. On trouve dans cette catégorie le Camerounais Célestin Monga et l’Américain Joseph Stiglitz. Ce dernier affirme dans son ouvrage *Globalization and its Discontents* que :

Development is not about helping a few people get rich or creating a handful of pointless protected industries that only benefit the country’s elite; it is not about bringing in Prada and Benetton, Ralph Lauren or Luis Vuitton, for the urban rich and leaving the rural poor in their misery. Being able to buy Gucci handbags in Moscow department stores did not mean that country had become a market economy. *Development is about transforming societies, improving the lives of the poor, enabling everyone to have a chance at success and access to health care and education*”⁸⁸²

Monga va encore plus loin, insistant, quant à lui, sur la nécessité d’impliquer les acteurs économiques locaux en amont et en aval. Pour contribuer à l’essor économique de leurs pays, ceux-ci doivent être en mesure de déterminer leurs propres objectifs et, si une aide extérieure s’avère indispensable, de choisir les partenaires les plus susceptibles de les aider à les atteindre :

Quelle que soit la manière dont on le définit, le développement ne saurait être une affaire de charité ou même d’aide au développement. [...] la dynamique d’un développement soutenu est toujours *in fine* un processus endogène de réappropriation de soi. Certes, la générosité extérieure peut aider à enclencher le mouvement, mais c’est aux agents économiques locaux de prendre en main l’énonciation de leur propre destin.⁸⁸³

On peut dire qu’il ne fait que louer l’esprit de *self-reliance* pour mieux critiquer la posture de certains gouvernements africains, trop dépendants de l’aide internationale. Selon lui, la seule stratégie valable pour la majorité des pays africains est celle dite de *labour intensive*⁸⁸⁴, celle qui passe par la participation du plus grand nombre de personnes (en âge et en capacité de

économique’ et la ‘démocratie’ (quelle que soient les définitions qu’on leur donne) ne sauraient se fonder sur la vérité des experts. » Monga, *Un Bantou à Washington* 87

⁸⁷⁹ « L’Afrique : zones de croissance », *Les dessous des cartes*.

⁸⁸⁰ Lire : Florence Brondeau, « Les investisseurs étrangers à l’assaut des terres africaines », *EchoGeo* 14 (septembre 2010). <<https://echogeo.revues.org/12008>> consulté le 11 septembre 2015.

⁸⁸¹ Les statistiques récentes montrent que malgré les chiffres positifs de la croissance, la pauvreté reste un problème sérieux en Afrique. Le nombre de personnes vivants sous le seuil de pauvreté augmente d’année en année : en 1983 (11%) en 2013 (30%). « Afrique zone de croissance » *Les dessous des cartes*.

⁸⁸² Joseph Stiglitz, *Globalization and its Discontents* (New York: Norton & Company, 2003) 252.

⁸⁸³ Monga, *Un Bantou en Asie* (Paris : PUF, 2011). 53.

⁸⁸⁴ Lewis et Schumacher préconisaient la même chose.

travailler) engagées dans l'activité de production⁸⁸⁵. Lors d'une interview accordée au centre de recherche pour le développement international (CRDI), il donne la définition du développement que voici :

Le développement est un concept très vaste, qui englobe toutes sortes de dimensions. Mais en tenant compte de toutes ces dimensions, il devient impossible de gérer quoi que ce soit. Il me semble qu'il serait plus pratique d'axer le développement sur le maintien de la croissance, la croissance économique et la croissance partagée, pour que les avantages de la croissance profitent au plus grand nombre de personnes qui soit. Les gens pourraient ainsi travailler, occuper des emplois décents.⁸⁸⁶

Les deux économistes cités ci-dessus sont d'accord sur le fait qu'une bonne politique de développement doit viser la création d'activités pouvant occuper le plus de citoyens possible.⁸⁸⁷ La plupart des pays africains ne peuvent compter que sur le secteur agricole pour créer ces activités, étant donné qu'ils ne détiennent ni les capitaux ni le savoir-faire scientifique et technologique nécessaires pour développer les autres secteurs.

3. La mondialisation et la méthode de la réforme nyéréenne

Stiglitz questionne aussi la mondialisation économique, et plus particulièrement le rôle des institutions internationales chargées de la piloter. Il pose la question de savoir comment réformer le système économique mondial, qui exclut les pays pauvres des processus de prise de décisions les concernant au plus haut degré. Ses recommandations s'inscrivent dans le cadre de la recherche d'un meilleur équilibre dans les relations internationales. En présentant l'interdépendance entre les États comme une marche en avant irréversible, l'économiste montre très clairement l'importance de privilégier le dialogue pour mieux gérer les problèmes communs aux pays du monde entier. Pour lui, le dialogue et la concertation sont les outils qui permettent de mieux répondre aux problèmes sanitaires, environnementaux, et sécuritaires.⁸⁸⁸ C'est la même approche que préconisait Nyerere, exhortant les pays pauvres à devenir de plus en plus engagés, individuellement et collectivement, pour faire entendre leurs voix et peser sur les décisions des institutions financières internationales (la Banque mondiale et le Fonds

⁸⁸⁵ Monga, "15th Global Development Conference", Accra, Ghana, 18-20 Juin 2014. <<https://www.youtube.com/watch?v=UJn5D4VyWW4>> consulté le 15 décembre 2014.

⁸⁸⁶ « Le CRDI, vecteur d'idées » entretien avec Célestin Monga <https://www.youtube.com/watch?v=3gWHMP1_mP0&spfreload=10> consulté le 15 décembre 2014.

⁸⁸⁷ Lawrence W. Witt, "Role of Agriculture in Economic Development: A Review", *Journal of Farm Economics*, 47, 1 (Feb. 1965): 120-31.

⁸⁸⁸ Stiglitz 258.

monétaire international). Stiglitz conseille à ces pays plus la fermeté dans leurs rapports avec les organismes internationaux :

What they should ask of the international community is only this: acceptance of their need, and right, to make their own choices, in ways which reflect their own political judgments about who, for instance, should bear what risks. They should be encouraged to adopt bankruptcy laws and regulatory structures adapted to their own situation, not to accept templates designed by and for the more developed countries.”⁸⁸⁹

Pour Nyerere comme pour Stiglitz, deux mouvements convergents nécessitent d’être engagés en même temps. Du côté des pays pauvres, une ferme volonté de prise en main de leur destin, commençant par une mise sur pied de réformes indispensables. Et du côté des pays riches, une meilleure disposition en faveur de l’équité dans les relations Nord-Sud. Ils ne cherchent ni à nier le déséquilibre des relations internationales ni à ignorer les injustices qui pesent sur les pays pauvres. Mais ils posent la reconnaissance des responsabilités des pays du Sud et celles des pays du Nord comme le préalable dans le sens de l’amélioration des relations internationales. Stiglitz résume cette idée de convergence en deux phrases :

Developing countries must take charge of their own futures. But we in the West cannot escape our responsibility.⁸⁹⁰

C’est seulement après avoir fait leur devoir, et manifesté une volonté d’aller de l’avant, que les pays pauvres auront les arguments pour exiger des changements ne pouvant être ignorés que difficilement par les pays riches. Les pays pauvres ne doivent donc pas se contenter de rester des observateurs, laissant aux autres la liberté de décider à leur place, mais doivent, au contraire, affirmer leurs positions sur les questions les concernant. Ils doivent aussi rechercher l’appui de certains pays, de certaines organisations et personnalités influentes capables de leur donner les informations et les conseils dont ils ont besoin.

Effective participation requires that the representative of the developing countries be well informed. Because the countries are poor, they simply cannot afford the kinds of staff that the United States can muster [...] If the developed countries were serious about paying more attention to the voices of the developing countries, they could help fund a think tank –independent from the international economic organization—that would help them formulate strategies and positions⁸⁹¹

⁸⁸⁹ Stiglitz 251.

⁸⁹⁰ Stiglitz 253.

⁸⁹¹ Stiglitz 227.

C'est précisément un soutien de cette nature que Nyerere recherchait dans ses relations avec les pays d'Europe du Nord, la Suède et la Norvège, et à travers ses discours adressés aux membres de l'organisation du Commonwealth.

Pour lui les pays pauvres peuvent également compter sur le soutien de la société civile et des citoyens ordinaires des pays riches. C'est également le propos de Noam Chomsky, critique le plus virulent de la politique étrangère des États-Unis, qui affirme (en parlant des accords économiques de la NAFTA, précisément) que ce pays est capable d'imposer à ses voisins d'Amérique du Sud des accords économiques dont les termes leur sont défavorables uniquement parce que ceux-ci sont maintenus dans le secret. Le secret est alors, selon lui, le moyen par lequel, certains pays forts parviennent à imposer au reste du monde leurs propres intérêts. Les pays dominés doivent, toujours selon lui, chercher à rompre le *statu quo*. Et ils peuvent compter sur le soutien de l'opinion publique (dans les pays riches) et celui des consciences-éprises-de-justice, à conditions qu'ils soient déterminés à rompre⁸⁹² avec le système actuel.

Célestin Monga insiste, quant à lui, sur la responsabilité des pays dits en voie de développement, notamment africains. Il reconnaît que certaines mesures prises par les gouvernements puissants et les institutions de Bretton Woods sont inadaptées aux circonstances économiques de beaucoup de pays pauvres, tout en précisant que celles-ci n'expliquent pas à elles seules le sous-développement. Dans le cas précis des pays africains, note-il, les principaux responsables du sous-développement sont les acteurs politiques locaux et leurs clients occidentaux :

[...] les problèmes essentiels de pays africains se trouvent ailleurs. Ils se trouvent dans l'absence de vision stratégique de ceux qui prétendent gouverner, le mépris actif d'une élite politique occidentale qui n'imagine le continent qu'en noir, l'intériorisation du fatalisme et l'accoutumance au malheur d'un trop grand nombre d'Africains. Cela se reflète dans quatre déficits profonds qui se renforcent mutuellement : le déficit d'amour-propre (*self-esteem*) et de confiance de soi ; le déficit de savoir et de connaissance ; le déficit de leadership ; et le déficit d'échange et de communication.⁸⁹³

Cette posture est plus crédible que celle incriminant, à tort ou à raison, les institutions internationales. Nul ne peut nier le silence trop souvent complice des gouvernements africains, peu enclins à prendre des positions fermes contre les mesures imposées de l'extérieur, et qu'eux-mêmes jugent injustes.

⁸⁹² En référence à la stratégie de rupture de Jacques Vergès, *De la stratégie judiciaire* (Paris : Minit, 1968).

⁸⁹³ Monga, *Un Bantou à Washington* 85

CONCLUSION

Nous sommes partis d'un panorama des idées qui se sont manifestées au cours de l'histoire du panafricanisme, à partir du XVIII^e siècle. Nous avons vu comment celles-ci ont circulé entre l'Amérique, l'Afrique, l'Europe et les Iles britanniques pour déboucher sur un mouvement revendicatif soucieux de défendre les intérêts économiques et sociaux des Africains du continent et de ceux du reste du monde. Nous avons ensuite vu comment le panafricanisme, à partir de la fin des années 1940 et mené par des dirigeants africains sur la base de considérations diverses et variées, a opéré un recentrement sur l'Afrique continentale. Puis, partant de ce contexte particulier, nous avons présenté Julius Nyerere en insistant sur quelques éléments de ses origines et de sa formation idéologique et politique. Nous avons terminé par un retour sur son panafricanisme, suivi d'un bilan qui replace celui-ci dans le contexte contemporain.

Dans la première partie nous avons vu comment le panafricanisme est né de l'esclavagisme de la traite transatlantique des Africains entraînés par la découverte de l'Amérique survenue à la fin du XV^e siècle. C'est en effet le déplacement de plusieurs millions d'Africains arrachés de force à leur environnement et mis en contact, pour la première fois, avec l'Amérique et l'Europe dans des conditions inhumaines qui a occasionné la naissance d'une vision idéalisée de l'Afrique qui s'est construite à partir de l'émergence en Amérique d'institutions religieuses comme l'*African Methodist Episcopal Church* fondée en 1793. Cette idée d'une Afrique rêvée a engendré à son tour une relation sentimentale à l'égard de celle-ci, qui s'est traduit par une production artistique et littéraire (récits des Africains réduits en esclavage et leurs descendants), phase qualifiée de proto-panafricanisme par l'historien G. Shepperson. Nous avons vu que cette phase a été marquée par le pan-négrisme, qui s'appuyait sur une perception raciale de la solidarité et la célébration de l'héritage culturel africain. Ce premier temps du panafricanisme a donné lieu à une littérature récusant les fausses perceptions et représentations de l'Afrique que l'on trouvait dans les écrits de certains penseurs occidentaux. L'engagement issu de ce courant s'est prolongé à travers la *Harlem Renaissance* et le mouvement de la *Négritude* des années 1930, dont le but a été de reconstruire et de revaloriser les cultures africaines.

Avec l'avènement de l'impérialisme occidental et du colonialisme, l'idée d'une Afrique continentale se heurte à celle d'une Afrique divisée en plusieurs zones géographiques entre les puissances coloniales de Berlin (1884-1885). La cartographie coloniale qui en a découlé projette l'image d'une forme d'unité naturelle incontestable (l'Afrique continentale), et celle d'une division artificielle basée sur des facteurs linguistiques (langues européennes) et

politiques (modes de gouvernance et d'administration imposées de l'extérieur) contestables. Les militants afro-américains qui s'étaient longtemps mobilisés autour de l'idée du retour en Afrique s'allient aux mouvances proto-nationalistes, qui étaient en train de germer au Sierra Léone et au Libéria (colonies créées par les Britanniques et les Américains pour y réinstaller les Noirs affranchis qui vivaient dans ces pays) autour du mot d'ordre « Afrique pour les Africains », popularisé par le mouvement de Marcus Garvey dans les années 1920. Sur cette alliance fragile entre les proto-nationalistes africains et les notables de la diaspora afro-américaine et afro-caribéenne, qui doutent des capacités des premiers à se gouverner convenablement, les panafricanistes ont arrangé la première Conférence panafricaine de Londres en 1900 et demandé aux puissances coloniales, loin d'être impressionnées, la libération de l'Afrique.

Mais la Première guerre mondiale s'est avéré un allié pour les panafricanistes en portant les coups qui ont ébranlé pour la première fois le système colonial comme le note l'historien Imanuel Geiss. C'est dans ce contexte de densification des tendances de contestation et de défiance à l'encontre des pouvoirs coloniaux que le panafricanisme a entamé la phase la plus marquante de son histoire, celle qui est associée à l'organisation de quatre congrès panafricains entre 1919 et 1927. Le congrès de 1919 a marqué la transition d'un panafricanisme essentiellement théorique vers un panafricanisme de plus en plus militant, symbolisé par la création d'une association panafricaine en 1921, qui aura pour but de promouvoir son développement et de réaliser la connexion entre ses principaux courants. Ainsi, progressivement, s'est forgée une tradition à partir de ces rencontres régulières (1919, 1921, 1923, 1927) entre les militants panafricanistes issus de tous les continents, et, avec elle, s'est constitué, au fur et à mesure, un projet politique panafricaniste basé sur les idées et des résolutions discutées et adoptées par les congressistes. Les colonialistes français et britanniques, redoutant les répercussions sur leur empire colonial respectif d'un panafricanisme militant qui tente de s'organiser, prennent des mesures pour contrecarrer son évolution. Aux Etats-Unis aussi, les élites afro-américaines, plus préoccupées par leur projet d'intégration dans la société américaine, désertent, plus ou moins, le terrain panafricaniste. En fin de compte, la réaction d'hostilité du colonialisme, les problèmes structurels rencontrés par les panafricanistes, l'ambivalence des élites afro-américaines, et la crise économique de 1929 ont contraints les militants panafricanistes à douter de leur pouvoir et à marquer un arrêt dans leurs projets de nouveaux congrès panafricains jusqu'en 1945.

Dans la deuxième partie nous avons longuement étudié le Congrès panafricain de Manchester et les événements qui l'ont accompagné. Nous avons vu que l'agression italienne contre l'Éthiopie, l'une des pays-phares du panafricanisme, en 1935, pour soumettre cette partie de l'Afrique de l'Est dirigé par un souverain africain (le Négus), qui avait jusque-là résisté à la conquête coloniale, a servi de prétexte pour remobiliser les panafricanistes. Vécu comme un bouleversement cosmique par les Africains sur le continent, cet acte a provoqué le réveil des élites noires (originaires de la Caraïbe et de l'Afrique de l'Ouest) qui s'étaient installés dans les années 1920 en Grande Bretagne, où ils avaient créé des associations pour défendre les intérêts des ressortissants de certaines colonies de l'empire britannique. De ce réveil, également poursuivis dans les débats sur l'avenir des colonies introduits par la Seconde Guerre mondiale, sont nées des initiatives (création d'associations ombrelles, des rencontres, des collaborations et des alliances avec les communistes et les socialistes britanniques) et, pour la première fois, un véritable mouvement panafricaniste regroupant des ouvriers noirs, des professionnels libéraux et des intellectuels d'origine divers.

Les panafricanistes redécouvrent leurs capacités de mobilisation sous la houlette des militants avisés et brillants comme C. L. R James, G. Padmore, P. Robeson, Ras Makonnen et d'autres que nous avons déjà évoqués. Ces militants ont mis à profit leurs expériences auprès des mouvements communistes et socialistes pour établir des contacts avec les militants anticolonialistes dans les quatre coins du monde et jeter les bases d'un véritable internationalisme noir.⁸⁹⁴ Ce faisant il ont donné l'impulsion nécessaire à la mobilisation pour la défense des intérêts économiques des Africains colonisés. Ils ont également servi de mentors politiques à la génération de dirigeants africains qui ont mené la lutte contre le colonialisme dans années 1950-60. Parmi eux : Jomo Kenyatta du Kenya et Kwame Nkrumah de la *Gold Coast* (actuellement Ghana). Dans cette partie, nous nous sommes surtout attardés sur le congrès de Manchester en revenant sur sa genèse, son déroulement, et en mettant en exergue les éléments les plus significatifs des résolutions qui ont été adoptées par les panafricanistes. Nous avons également vu, tout au long de cette partie, comment la carrière et les idées de Julius Nyerere se sont insérées dans cette dynamique historique qui s'est poursuivie jusqu'en 1961, date à laquelle il arrive au pouvoir dans son pays.

Dans la troisième partie nous avons évoqué les événements marquants du panafricanisme continental, dont le plus symbolique a été la création de l'Organisation de l'Unité Africaine en

⁸⁹⁴ Edwards, Brent Hayes. *The Practice of Diaspora: literature, translation and the rise of Black Internationalism*. Cambridge (Mass): Howard University Press, 2003.

1963, remplacée par l'Union Africaine en 2000. Nous avons montré que cette organisation continentale a été le fruit d'un compromis encore très décrié entre les chefs d'États clairement panafricanistes, qui, brandissant le spectre de la balkanisation et du néocolonialisme, souhaitent l'unité politique de l'ensemble du continent dans un délai réduit et leurs opposants, qui, pour des raisons aussi variées que leur attachement à leur propre souveraineté politique, leur préférence pour la voie du régionalisme, des antagonismes idéologiques et les pressions externes liées à leurs relations bilatérales avec certaines puissances occidentales, souhaitent voir ce projet d'union sinon abandonné du moins retardé. Des insatisfactions ressenties de part et d'autre poussent alors certains dirigeants à s'engager dans des projets régionaux et transrégionaux conçus pour propulser des visions alternatives. L'action panafricaniste de Julius Nyerere, dont nous étudions les idées politiques, s'inscrit très exactement dans le cadre d'une volonté de redynamiser le projet panafricain suite à la naissance de l'Organisation de l'Unité Africaine.

Dans la quatrième partie nous avons tracé les grandes lignes de la carrière politique de Julius Nyerere. Nous avons vu comment il a grandi dans le foyer de son père, chef traditionnel d'une ethnie minoritaire, puis embrassé la religion chrétienne à la majorité avant de s'engager dans les études supérieures, qui l'ont conduit à Makerere, où il s'est initié à la vie associative et rédigé son premier article à caractère politique, puis à l'université d'Edinbourg en Ecosse, où il s'est plongé dans les classiques de la philosophie occidentale. Nous avons aussi montré la manière dont il a su tirer l'essentiel de son double héritage. Nous avons aussi retracé les temps forts de son parcours politique et de son action panafricaniste : sa lutte pour l'indépendance du Tanganyika avec la fondation du TANU, ses démarches sur la scène internationale pour obtenir le soutien de l'ONU, son aide aux mouvements de libération et aux luttes armées, sa campagne en faveur du fédéralisme est-africain. Sur ce dernier point, nous avons vu que c'est seulement après avoir exploré, sans réel succès, tous les moyens constitutionnels et politiques pour concrétiser l'union entre le Tanganyika (son pays) et l'Ouganda et le Kenya voisins, qu'il avait estimé plus réalisable avant leurs indépendances respectives, qu'il a entrepris de développer, à partir de cette expérience est-africaine, sa propre conception étapiste de l'unité africaine, arguant que l'émergence et la consolidation des États-nations n'étaient pas nécessairement incompatibles avec le projet panafricaniste d'unification politique du continent. Avec une réputation de modéré, il a incarné une autre manière de concevoir le panafricanisme, dont il a exposé, très clairement, les fondements et tenté de les appliquer dans le cadre d'un projet politique et économique ambitieux.

Nous avons fait une présentation critique des idées phares de son programme politique, à savoir :

-Que l'Afrique doit être gouverné selon les principes du socialisme africain, qui s'inspirent directement des réalités concrètes des sociétés africaines. Ces principes sont : l'abolition des privilèges ethniques et raciales (*socialism is not racialism*), le refus de l'idolâtrie et du culte de la personnalité (*no man is infallible*), l'impérieuse nécessité d'adapter les politiques socialistes aux besoins spécifiques de chaque région ou localité (*socialist policies will vary from place to place*), la foi en la fraternité humaine et en l'unité africaine (*I believe in human brotherhood and the Unity of Africa*).

-Que l'état de pauvreté des pays africains doit les obliger à opter pour la stratégie de la *self-reliance*, s'ils veulent préserver leurs intérêts et leur souveraineté. C'est-à-dire que les politiques et les mesures adoptées par les gouvernements dans le cadre de leur plan de développement doivent toujours découler d'une évaluation réaliste des ressources et des moyens propres mobilisables.

-Que la création d'une société *self-reliant* doit passer par l'éducation qui est le seul moyen de former des individus aptes à se confronter aux réalités de l'existence en usant des moyens physiques et intellectuels dont ils sont dotés. C'est la raison pour laquelle il a préconisé d'abolir le modèle d'éducation hérité du colonialisme pour le remplacer par des modèles africains pensés pour favoriser l'expression du génie local, et pour refléter un idéal de vie harmonieusement connecté aux données socio-économiques du milieu. Autrement dit, l'école et l'enseignement qu'elle dispense aux citoyens doivent permettre à ces derniers d'être correctement préparés pour exploiter la matière, qu'ils trouvent dans leur environnement immédiat pour satisfaire leurs besoins matériels et spirituels.

-Que le développement de l'Afrique, compte tenu de sa faiblesse sur les plans financier et technologique, dans le cadre d'une économie mondialisée, doit être basé sur l'agriculture et impulsé par une exploitation des ressources agricoles par les masses encore plus nombreuses, dans le cas de certains pays africains, dans les zones rurales.

-Que les dirigeants africains ne peuvent pas se contenter de subir docilement les directives des institutions internationales dont ils ne reconnaissent ni la sagesse ni l'efficacité, mais doivent, au contraire, être plus créatifs et plus engageants dans leurs relations avec les gouvernements

et les dirigeants les plus sympathiques à leurs causes. Pour défendre leurs intérêts, ils doivent maîtriser les rouages de la diplomatie de sorte à savoir dialoguer avec les pays puissants.

Pour mieux comprendre ces idées phares, nous avons convoqués deux économistes du développement bien connus: Arthur Lewis et Ernst F. Schumacher. Nous avons vu que leurs conclusions et leurs recommandations confortent les idées avancées par Nyerere en matière de développement.

Dans la cinquième et dernière partie nous avons voulu revisiter ces idées dans le cadre de l'analyse d'une expérience précise, celle du *PAS Project*, dont l'histoire révèle à la fois les forces et les faiblesses d'un projet panafricaniste appliqué dans la limite d'un pays nouvellement indépendant. Nous avons commencé par retracer les origines de cette expérience, ainsi que les motivations qui ont animé ceux qui l'ont imaginé : la qualité de la vision politique de Julius Nyerere, les opportunités économiques pour les Africains-Américains diplômés, le besoin de contribuer à la construction d'une nation africaine. Nous avons ensuite évoqué la manière dont cette idée a été mise en œuvre : les modalités du recrutement de ces diplômés aux Etats-Unis, et les rôles des différentes parties impliquées dans ce projet panafricaniste de solidarité. Nous avons démontré que le *PAS Project* répondait à un vrai besoin, celui de faire en sorte que le problème de pénurie de ressources humaines qualifiées du côté d'un pays africain (la Tanzanie dans ce cas précis) qui souhaite se développer sur la bases de ses moyens propres puisse être réglé avec l'aide de candidats volontaires recrutés dans la diaspora (les Africains-Américains dans ce cas), généralement bien formés, réellement en quête de débouchés économiques, et bien disposés à mettre leurs talents au service d'un pays africain auquel ils peuvent s'identifier. Nous avons montré que les raisons de son échec ne résident pas dans la nature du projet lui-même, qui reste pertinent et crédible dans son essence, mais plutôt dans la manière dont il a été reçu et mené. Nous avons voulu montrer que la *Pan African Skills Project* fut et demeure une idée, pas seulement bonne mais nécessaire d'un point de vue panafricaniste, qui mérite amplement et très certainement d'être étudiée et repensée, et peut-être, si toutes les conditions sociales et politiques sont réunies, d'être relancée à l'échelle du continent et non pas dans un seul pays africain. Car l'isolement, dans le contexte de la Guerre froide et celui d'une économie mondialisée, a été un des facteurs qui expliquent l'échec de la *self-reliance*, selon l'universitaire suisse Gilbert Rist⁸⁹⁵ Une politique de *self-reliance* véritablement panafricaine

⁸⁹⁵ Gilbert Rist, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale 4^e édition* (Paris : Presses de Sciences Po, coll. « Mondes et sociétés », 2013).

aurait-elle alors de réelles chances de réussite ? Certainement. Mais il faut pour cela que certaines conditions soient réunies : de bonnes dispositions politiques de la part de l'Union Africaine et des États membres, une parfaite connaissance des sociétés africaines et de leurs besoins spécifiques, surtout en termes de formation, une organisation solide et adaptée aux réalités socioculturelles du terrain, et de la discipline de la part des acteurs clés de part et d'autre.

Enfin, nous avons voulu conclure avec quelques regards contemporains, choisis pour ce qu'ils avaient à dire sur le panafricanisme et le développement en Afrique de nos jours et ceci afin de mieux affirmer notre thèse principale, qui est que le panafricanisme de Julius Nyerere fournit des pistes concrètes pour concevoir un plan panafricain de développement véritable pour l'Afrique.

Malgré les nombreuses publications sur le sujet, le panafricanisme reste un projet en cours de construction. Car, comme l'a dit Nyerere,⁸⁹⁶ les grandes idées ne meurent pas facilement, il appartient à chaque nouvelle génération de se les approprier pour répondre aux défis auxquelles elle est confrontée. Si, aujourd'hui, beaucoup d'intellectuels africains se tournent vers le panafricanisme pour chercher des solutions aux problèmes africains récurrents c'est parce que les politiques libérales (Politiques d'Ajustement Structurels) imposées par les institutions financières internationales au cours de la décennie 1990 ont été incapables de les résoudre si elles n'ont pas contribué à les aggraver. La Mondialisation a quant à elle engendré d'autres problèmes encore plus difficiles à résoudre pour des États isolés. Face au constat unanime de l'impuissance des États africains devant les problèmes du nouveau millénaire : conflits armés, pandémies, pauvreté galopante, terrorisme, intégrismes religieux, émigration clandestine, on assiste à un regain d'intérêt pour le projet panafricain, qui ne pourra répondre efficacement à tous ces défis que s'il est correctement redéfini.⁸⁹⁷

C'est dans cet élan qu'il convient d'inscrire l'ouvrage⁸⁹⁸ de l'historien et militant panafricaniste, Boukari-Yabara qui décrit une histoire vagabonde⁸⁹⁹ qui renferme les « clés pour comprendre, et parfois résoudre, les problèmes qui se posent à l'Afrique et que se posent

⁸⁹⁶ Voir le documentaire *The Road to Sainthood* disponible sur youtube.

⁸⁹⁷ Voir le Rapport 2015 sur le développement en Afrique de la Banque Africaine de Développement. Ce rapport note par exemple que les gouvernements africains devraient donner la priorité au secteur de l'agriculture pour redynamiser l'économie.

⁸⁹⁸ Amzat Boukari-Yabara, *Africa Unite!*, Paris: La Découverte, 2014.

⁸⁹⁹ Boukari-Yabara 285.

les Africains ». ⁹⁰⁰ Pour lui une étude minutieuse de cette histoire devrait fournir aux intellectuels africains les outils nécessaires pour mettre à jour le projet panafricain. Dans cette thèse, précisément, nous avons voulu montrer que Julius Nyerere était un visionnaire africain, qui, non seulement, comprenait parfaitement le potentiel du projet panafricaniste mais ne cessait de le repenser et de tenter de l'appliquer dans le cadre du pays qu'il gouvernait et à travers des initiatives à l'échelle continentale. Alors, sa propre vision et ses idées politiques ne seraient-ils pas d'actualité au moment où les dirigeants africains, confrontés à l'effondrement des systèmes éducatifs et au chômage de masse, sont plus que jamais disposés à privilégier les solutions émanant du continent lui-même ? Les dirigeants qui sont sincères dans cette démarche devraient découvrir ou redécouvrir la pensée de Julius Nyerere et de son prédécesseur Blyden qui professait :

The present practice of the friends of Africa is to frame laws according to their own notions for the government and improvement of this people, whereas God has already enacted the laws governing in these affairs, which laws should be carefully ascertained, interpreted and applied; for until they are found out and conformed to, all labour will be ineffective and resultless. ⁹⁰¹

Gouvernements des anciennes puissances coloniales, institutions internationales, ONG tout le monde prétend savoir ce dont l'Afrique a besoin pour sortir du sous-développement. Or, depuis des décennies, les politiques qu'ils mènent sur le continent tendent à aggraver les problèmes au lieu de les résoudre. Ce bilan ne justifie-t-elle pas le choix de rechercher ailleurs d'autres méthodes ? A l'heure où la mondialisation économique continue de pénaliser les pays africains, causant des phénomènes sans précédents d'exodes ruraux, de surpopulations urbaines, et de migrations clandestines, il est clair qu'un projet africain de développement ne peut réussir que s'il est pensé et repensé par les Africains eux-mêmes.

⁹⁰⁰ Boukari-Yabara 286.7.

⁹⁰¹ Blyden 323.

BIBLIOGRAPHIE

- I. Julius Nyerere
 - A. Documents d'Archives
 - B. Sources primaires
 - C. Sources secondaires

- II. Le panafricanisme
 - A. Sources primaires
 - B. Sources secondaires

- III. Autres travaux sur des thématiques applicables à l'Afrique
 - A. Les relations entre Africains-Américains et Africains
 - B. Histoire et relations internationales
 - C. Politique africaine
 - D. Nationalisme, nations, identités
 - E. Economie et mondialisation
 - F. Education
 - G. L'économie africaine

- IV. Romans

- V. Sites internet

BIBLIOGRAPHIE

I. Julius Nyerere

A. Documents d'archives::

1. Irving B. Davis Papers/ Pan African Skills Project Collection SCM 98-33 BOX 1 (1)
Schomburg Center for Research in Black Culture, New York.

-Folder 1 (brochures/prospectus)

“Pan-African Skills Project: Employment Opportunities for People of African Descent in the Motherland”

“Brochure”

“Become one of The PAS 4000”

“Work in our motherland Africa for 2 years” medicine (recto verso)

“Application form” (recto verso)

Work in our...” engineer (recto verso)

Work in our ...” Architect (recto verso)

“Become one of the PAS 4000”

“List of skills need”

“Employment opportunities for Peoples of African descent in the Motherland”

-Folder 2 (Budget)

“Finances very important”

-Folder 3 (Correspondance 1970)

“Last sheet “Tan minister about PASP’s importance’ (copy) –comparison to Israel

“lists of applicants”

“Nation building jobs in Africa” statement of intent”

“Job description” aircraft”

““Pan-African skills project’ important document –Ujamaa villages”

“Tired of working for the man.”

“July 70 letter of an applicant”

“For the renewal of church ---Oct 7, 1970”

“To: Brothers Maynard Catchings/ Gayraud Wilmore Nov 2, 1970”

“1st July 1970 letter Stephen Mhando Minister of state for Foreign affairs”

“A very confidential and special report”

“PASP” letter of presentation”

“3 sheet coding system”

“Progress Report Mon July 13, 1970 by I Davis”

“National Committee of Black Churchmen, INC. NCBC” (13 copy document) minute

-Folder 4 (Correspondence 1971)

“Printed From The Nationalist, 1967 A Tanzania Newspaper”

PAS Dec 1971 (important)

Irwing Resume (2 pages)

“Listing of candidates”

“The orientation”

“Pan-African Skills (July 10, 1971)”

“The PAS nov 15, 1971”

“A special report manuscript”

“Yale U student letter”

“PAS letter Jan 27, 1971”

“PAS Dec 1971

“United Nations (notice) 6 October 1970”

“Irwing Zambia”

-Folder 5 (correspondence 1972)

“PASP letters Feb 2, 1972”

“PASP June 1, 1972”

“PASP Jan 19, 1972”

“PASP April 21st, 1972”

“Board Of National Mission Aug 21, 1972”

“Nairobi College Feb 2, 1972”

“International Conference of Black Churchmen” Aug 22-28, 1971”

“Establishment of *PAS Project* Regional Secretary –Office in Lusaka July 19, 1971”

“Report from the Working Group on Afro-American and African relations” Aug 27, 1971”

“Embassy of United Republic of Tanzania March 7, 1972”

“PASP notice (Tanzania about bill payment)”

“Progress Report May 19, 1972”

“Interviews” May 25, 72 by Faustin S. Chale for Ambassador to PAP”

“Report of the Workshop on Education, Aug 27, 1971”

“PASP letter to candidate April 24, 1972”

-Folder 6 (Correspondence 1973)

“Message to the Youth of Today”

“Minister Foreign Affairs Tanzania 27 april 1973”

“Letter to Embassy Lesotho Aug 8, 1973”

“Memorandum 10/29/73”

“Rosanna Abbot’s Letter Sept 24, 1873”

“Ambassador Bamani Oct 10, 1973 (3 copies)---Fred Brooks hired to work for Tanzania directly”

“Progress Report jan 1974 thru Sep 30, 1974”

“Processing procedures May 1, 73”

“Report and Appeal July 31, 73”

“End of Year Report and Analysis Jan 10, 1973”

“Reflections on my near-fatal death” by Irving to Mheshimiwa Minister John Malecela”

“The Black Economic research center to Irving Aug 27, 73”

“Recruitment Aug 1973”

“Confidential Dec 12, 73”

“Dear brother jan 17, 73”

“Lesotho Agreement July 18, 73”

“Tanzania plan studied carefully”

-Folder 7

“Irving letter Jan 17, 74 to Miss Nancy Nicalo “complain” obstacles” lack of equipment—but proud of people work to overcome obstacles”

“donation of portable X-ray machine to Muhimbili Hospital (Irving accident) 25th July 74 letter of Radiologist hospital”

“Financial doc”

“PASP Poposal Sep 1974”

“Tan-Zam Copper Manufacturing Development Corporation”

“Document: “Preliminary Feasibility Study of TAN-ZAM Copper Manufacturing”

-Folder 11

“Letter Dramane Ouattara (Ambassador Executive Secret of the OUA to the UN) promise OAU will assist Dr Irving Davis Research project (NY 16 August 1978)”

-Folder 12

“card “Patrice Lumumba Coalition”

““Industrialization in Tanzania” 1979”

“Telegraph to Mwalimu April 6, 1979”

“Nigerian “Agricultural Teams Incorporated” letter to inform and request technical assistance for “Poultry Production Plan for Nigeria” August 4, 1980”

-Folder 13

“Most important document (undated) but connect to Nyerere interview...”Directive”

“PASP (4 pages copy) undated but essential information uncooperative tanza officials

“Mampong Polytechnic Institution”

-Folder 14

“Harambee journal”

-Folder 15 (biographies)

“Photographs of Irving B Davis”

“Lumumba Coalition (6 copies)

“Tribute to Davis”

“Pictures”

-Folder 16

“Operation Bread Basket Tanzania”

“High Protein Soybean Products”

2. St Clair Drake Papers, 1935-1990

Box 8, folder 18:

-Correspondence of President Julius Nyerere of Tanzania

B. Sources primaires

Nyerere, Julius. “The inaugural address to the 2nd Pan African-Youth Seminar” Dar Es Salaam, 1961. *Tanzania Speeches and Pamphlet collection*, Library of Congress, Washington D.C.

_____. "The 2nd Pan-African Youth Seminar" August 5-14, 1961. Dar Es Salaam: World Assembly of Youth. *Tanzania Speeches and Pamphlet collection*, Library of Congress, Washington D.C.

_____. "African Nationalism" (Address to the Norwegian Students Association, Oslo: 7th Sep 1963). *Tanzania Speeches and Pamphlet collection*, Library of Congress, Washington D.C.

_____. "Independence and Solidarity" National Press Club, Washington DC, July 15th 1963.

_____. "Address to the OAU Emergency Meeting of African Foreign Ministers" Dar Es Salaam: 12 Feb. 1964. *Tanzania Speeches and Pamphlet collection*, Library of Congress, Washington D.C.

_____. "The Courage of Reconciliation" Dag Hammarskjöld Memorial Lecture, Jan. 23rd 1964. *Tanzania Speeches and Pamphlet collection*, Library of Congress, Washington D.C.

_____. "The Honour of Africa" Dar Es Salaam 15th Dec. 1965. *Tanzania Speeches and Pamphlet collection*, Library of Congress, Washington D.C.

_____. *Principles and Development*. Dar Es Salaam: Printed by the Government of Tanzania, 1966.

_____. *Ujamaa: Essays on Socialism*. Dar Es Salaam: Oxford University Press, 1968

_____. *Uhuru na ujamaa: Freedom and socialism*. London, Oxford, New York: Oxford University Press, 1968.

_____. *The Nigeria- Biafra Crisis*. Dar Es Salaam, Tanzania Government, 1969.

_____. "Inauguration of the University of Dar Es Salaam." 29 August 1970. Dar Es Salaam: Printed by the Government of Tanzania, 1970.

_____. "Third World Unity" (Speech at the Inauguration of the Non-Aligned Inter-Regional Programme of Cooperation in respect of Trade, Industry and Transport, Georgetown, Guyana: 13th Sept. 1974). in *Non-Alignment in the 1970s; opening address given on the Monday, 13th April, 1970*. Dar Es Salaam: Oxford University Press, 1970: 17-27.

_____. "East Africa Needs the East African Community" (Speech at the East African Legislative Assembly at the Headquarters of the East African Community Arusha, Tanzania:

15th Jan. 1975). in *Non-Alignment in the 1970s; opening address given on the Monday, 13th April, 1970*. Dar Es Salaam: Oxford University Press, 1970: 28-35.

_____.“The Lagos Plan of Action” (Speech at the extraordinary OAU Economic Summit Meeting Lagos, Nigeria: 28th April, 1980). in *Non-Alignment in the 1970s; opening address given on the Monday, 13th April, 1970*. Dar Es Salaam: Oxford University Press, 1970: 36-42.

_____.“An Obituary of the East African Community” (Speech at the Summit Meeting of the East African Authority 14th May, 1984). in *Non-Alignment in the 1970s; opening address given on the Monday, 13th April, 1970*. Dar Es Salaam: Oxford University Press, 1970: 43-47.

_____.“SADCC and the Struggle against Apartheid” (Reply Speech to the opening speech by President Masire, Chairman of SADCC, at the SADCC Summit Meeting. Gaborone, Botswana: 6th July, 1984. in *Non-Alignment in the 1970s; opening address given on the Monday, 13th April, 1970*. Dar Es Salaam: Oxford University Press, 1970: 48-51.

_____.“Africa Exists – In the Economic South” (The Fourth Economic Commission for Africa Silver Jubilee Lecture delivered in Niamey, Niger: 16th April, 1988) in *Non-Alignment in the 1970s; opening address given on the Monday, 13th April, 1970*. Dar Es Salaam: Oxford University Press, 1970: 95-107.

_____.“The OAU is Africa’s Only Major Power” (Address at the Summit Meeting of the OAU Addis Ababa, Ethiopia: 10th July, 1990) in *Non-Alignment in the 1970s; opening address given on the Monday, 13th April, 1970*. Dar Es Salaam: Oxford University Press, 1970: 139-142.

_____.“African States Must Cooperate” (Speech at the 10th and Final Meeting of the South Commission and the East and Southern Africa Official Launch of The South Commission Report –The Challenge to the South, Arusha, Tanzania: 6th Oct. 1990) in *Non-Alignment in the 1970s; opening address given on the Monday, 13th April, 1970*. Dar Es Salaam: Oxford University Press, 1970: 170-174.

_____.“Africa Today and Tomorrow” (Speech at the London School of Economics and Political Science, London: UK: 6th June, 1997) in *Non-Alignment in the 1970s; opening address given on the Monday, 13th April, 1970*. Dar Es Salaam: Oxford University Press, 1970: 225-229.

_____. “Collective Self Reliance Africa’s Only Future Hope” (Address at the Launch of the Mwalimu Nyerere Foundation to the Parliament of the Republic of South Africa. Cape Town, SA: 16th October, 1997) in *Non-Alignment in the 1970s; opening address given on the Monday, 13th April, 1970*. Dar es Salaam: Oxford University Press, 1970: 230-239.

_____. “South Africa and the Commonwealth.” Commonwealth Conference Singapore, January 1971. Dar Es Salaam: Tanzania Publishing Service 1971.

_____. *After the Pearse Commission*. Dar Es Salaam: Tanzania Publishing Service, 1972.

_____. “The Economic Challenge: Dialogue or Confrontation.” (Address given to the Royal Commonwealth Society in London, Nov 1975). London: Catholic Institution for International Relations, 1975.

_____. *Crusader for Peace*, Dar es Salaam. Nairobi, New York: Tanzania Press Office, 1978. (compte rendu de sa visite aux Etats Unis et de sa rencontre avec le Président Carter, dans le but d’obtenir le soutien américain contre le régime sud-africain)

_____. *Crusade for Liberation*. Introductory material by the Press Office, State House. Dar Es Salaam; New York: Oxford U Press, 1978.

_____. *Tanzania Rejects Western Domination of Africa*. Statement by the President to Foreign Envoys Accredited to Tanzania, June 8, 1978. Tanzania: Ministry of Information and Broadcasting, 1978.

_____. “On Rural Development” (Rome, Italy: 13th July, 1979). *Tanzania Speeches and Pamphlet collection*, Library of Congress, Washington D.C.

_____. “The Poor of the World, Unite” (to the Austrian Institute for International Affairs, Austria Vienna, 1980) Dar Es Salaam: Tanzania Information Services, 1980.

_____. “Is Africa Responsible?” (Speech at the Institute of Social Studies, Hague, 13th March 1985). *Tanzania Speeches and Pamphlet collection*, Library of Congress, Washington D.C.

------. *Freedom, Non-Alignment and South-South Cooperation: a selection from speeches, 1974-1999*. Dar Es Salaam: Oxford University Press, 2011.

_____. “Unity for a New Economic Order” (Speech at the meeting of 117 Members of the Group of 77. Arusha, Tanzania: Feb. 1979) in *Freedom and a New Economic Order; a selection of speeches by Julius Nyerere 1974-1999*. Dar Es Salaam: Oxford University Press, 2011. 55-63.

_____. “The IMF is not an International Ministry of Finance” (Speech at the New Year’s Dinner for Diplomats. Dar Es Salaam, Tanzania: 1st Jan. 1980) in *Freedom and a New Economic Order; a selection of speeches by Julius Nyerere 1974-1999*. Dar Es Salaam: Oxford University Press, 2011: 64-67.

_____. “The Role of the Commonwealth in the Reform of the International Economic Order” (Speech at the Heads of Government Meeting: A Debate on the World Economic crisis. Melbourne, Australia: 2nd March, 1981) in *Freedom and a New Economic Order; a selection of speeches by Julius Nyerere 1974-1999*. Dar Es Salaam: Oxford University Press, 2011: 78-85.

_____. “It is Very Expensive to be Poor” (Speech during a State visit to Japan at a Luncheon given by the Economic Organization. Tokyo, Japan: 18th March, 1981) in *Freedom and a New Economic Order; a selection of speeches by Julius Nyerere 1974-1999*. Dar Es Salaam: Oxford University Press, 2011: 86-90.

_____. “Africa – A Continent of Poverty, Hunger and Debt” (Speech at the Royal Commonwealth Society Meeting. London, UK: 20th March, 1985) in *Freedom and a New Economic Order; a selection of speeches by Julius Nyerere 1974-1999*. Dar Es Salaam: Oxford University Press, 2011: 140-149.

_____. “A United World without North and South” (Speech at the Argentina Council for International Affairs on the Work and the Recommendations of the South Commission. Buenos Aires, Argentina: 17th June, 1991) in *Freedom and a New Economic Order; a selection of speeches by Julius Nyerere 1974-1999*. Dar Es Salaam: Oxford University Press, 2011: 261-267.

_____. “The OAU Yesterday, Today and Tomorrow” (As Chairman of the OAU; Speech on Africa Day: Stockholm, Sweden: 25th May, 1985) in *Freedom and a New Economic Order; a selection of speeches by Julius Nyerere 1974-1999*. Dar Es Salaam: Oxford University Press, 2011: 161-168.

C. Sources secondaires:

Agency for Public Information. *Julius Karambage Nyerere, President of the United Republic of Tanzania*. Dar Es Salaam: Agency for Public Information, 1974.

Bunting, Ikawebe. "Heart of Africa: Interview with Julius Nyerere on Anti-Colonialism" *New Internationalist Magazine*, 309 (Feb. 1999):

Glukhov, Arkadi. "The Fateful August of 1968, Hot Summer in Dar Es Salaam, A political profile of Julius Nyerere". Russian Academy of Sciences, Institute for African Studies. *Julius Nyerere: Humanist, Politician, Thinker*. Dar Es Salaam: Mkuki na Nyota, 2005.

Goldthorpe, J. E. *An African Elite: Makerere College Students, 1922-1960*. Nairobi: Oxford University Press, 1965

Hatch, John. *Two African Statesmen: Kaunda of Zambia and Nyerere of Tanzania* 1976

Howe, Darcus & Tariq Ali. *President Nyerere in Conversation with Darcus Howe and Tariq Ali*. London: Race Today Publications, 1986.

Hyden, Goran. *Beyond Ujamaa in Tanzania*. London: Heinemann, 1980.

Ibhawoh, Bonny & Dibua, J.I. "Deconstructing Ujamaa: The Legacy of Julius Nyerere in the Quest for Social and Economic Development in Africa" *African Journal of Political Science* 8. 1 (2003).

Ingram, Darek. *The Modest Ways of Julius Nyerere*. Disponible sur internet en suivant le lien: <http://www.firstmagazine.com/Publishing/SpecialistPublishingDetail.aspx?SpecialistPublicationId=20> (consulté le 25 janvier 2015).

Kambona, Oscar S. *Who is deceiving Africa?* (Address to the African Heads of State by Tanzania's Former Minister of External Affairs and Chairman of the African Liberation Committee), June 1972.

Legum, Colin & G.R.V. Mmari (eds). *Mwalimu: The Influence of Nyerere*. London: James Currey, 1995.

Listowel, Judith. *The Making of Tanganyika*. London: Chatto and Windus, 1965.

MacPherson, Margaret. *They Built for the Future. A Chronicle of Makerere University College, 1922-1962*. Cambridge: Cambridge University Press, 2009.

Mazrui, Ali. *Africanity Redefined*. Asmara: Africa World Press, 2002.

Mazrui, Ali & Mhando, Linda L. *Julius Nyerere, Africa's Titan on a Global Stage. Perspectives from Arusha to Obama*. Durham (North Carolina): Carolina Academic Press, 2013.

Mbita, Hashim (former Executive secretary, OAU Liberation Committee) "A Pan-African Freedom Fighter". Disponible sur internet en suivant le lien: <http://www.firstmagazine.com/Publishing/SpecialistPublishingDetail.aspx?SpecialistPublicationId=20> (consulté le 25 janvier 2015).

Mohammed Amin, Smith Annie & Adam Seftel (eds): *Tanzania: The Story of Julius Nyerere Through the Pages of Drum* 1998.

Molony, Thomas. *Nyerere: The Early Years*. New York: James Currey, 2014.

Pratt, Cranford. *The Critical Phase in Tanzania 1945-1968: Nyerere and the Emergence of a Socialist Strategy*. Cambridge: Cambridge University Press, 1976.

Shivji, Issa G. *Pan-Africanism or Pragmatism?* Dar Es Salaam: Mbuki na Nyota, 2008.

Smith, William E. *We Must Run While They Walk: A Portrait of Africa's Julius Nyerere*. 1972 (also published as *Nyerere of Tanzania*, 1973).

The Britain-Tanzania Society. *The Nyerere Years: some personal impressions by his friends*. London: The Britain-Tanzania Society, 1985.

II. Panafricanisme

A. Sources primaires

Azikiwe, Nnamdi. *My Odyssey*. London: C.Hurst and Company, 1970.

_____. *Resurgent Africa*. Lagos: 1937.

Blyden, Edward Wilmot. *Christianity, Islam and the Negro Race*. Baltimore: Black Classics Press, 1994

Council on African Affairs. *For A New Africa; Proceedings Conference on Africa*. New York: April 14, 1944.

Crummell, Alexander. *The Future of Africa*. New York, 1862.

Delaney, Martin R. *The Condition, Elevation, Emigration and Destiny of the Coloured People of the United States Politically Considered*. Philadelphia, 1852.

Du Bois, W.E.B. *The Negro*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press, 1915.

Garvey, Marcus. *Philosophy and Opinions*. New York: Atheneum, 1992.

Horton, J.A.B. *West African Countries and Peoples....A Vindication of the African Race* Edinburgh: Edinburgh University Press, 1969.

James, CLR. 1938 *A History of Pan-African Revolt*. Chicago: C. Kerr Publishing Co., 1995.

Kenyatta, Jomo. *Facing Mount Kenya*. London: Mercury Books, 1962.

Makonnen, Ras. *Pan-Africanism from within*. London: Oxford University Press, 1973.

Moody, Harold A. "Communications". *The Journal of Negro History* 18.1 (Jan. 1933): 92-101.

Nkrumah, Kwame. *The Autobiography of Kwame Nkrumah*. Edinburgh: Thomas Nelson & Sons Ltd, 1957.

_____. *Towards Colonial Freedom*. London: Heinemann, 1962.

_____. *Africa Must Unite*. London Heinemann, 1963.

_____. *Neo-Colonialism*. London, Heinemann, 1965.

_____. *Class Struggle in Africa*. London, Heinemann, 1970.

_____. *Revolutionary Path*. London: Panaf, 1973.

_____. *Africa's Challenge: A Time of Danger and Hope*. Accra: Government of Ghana, 1960.

Padmore, George. *Pan-Africanism or Communism*. London: Anchor Books, 1972.

_____. (ed). *The History of the Pan-African Congress*. London: The Hammersmith Bookshop, 1947.

Robeson, Eslanda Goode. *What do the People of Africa Want?* New York: Council on African Affairs, 1945.

Touré, Ahmed Sekou. *Au sujet de l'Organisation de l'Unité Africaine (O.A.U)*. Conakry: 1982.

B. Sources secondaires

Adamafo, T. *By Nkrumah's side: The Labour and the wounds*. Accra: West coast Publishing House/ London: Rex Collings, 1982.

Adera, Teshome. *Nationalist leaders and African Unity*. Addis Ababa: Berhanena Selam Printing Press, 1963.

Adi, Hakim "Pan-Africanism and West African Nationalism in Britain." *African Studies Review* 43. 1 (2000): 69-82.

Adi, Hakim & Sherwood M. *The 1945 Manchester Pan-African Congress revisited*. New Beacon Books, 1995.

Agyeman, O. *Nkrumah's Ghana and East Africa: Pan-Africanism and African interstate relations*. Rutherford, Madison, Teaneck: Fairleigh Dickinson University Press/ London and Toronto: Associated University Presses, 1992.

Ake, Claude. "Pan-Africanism and African Governments." *The Review of Politics* 2. 4 (Oct. 1965): 532-42.

Akinwande, Pierre. *Négritude et francophonie, paradoxes culturels et politiques*. Paris, L'Harmattan, 2011.

American Society of African Culture (ed). *Pan-Africanism Reconsidered*. California: University of California Press, 1962.

Aptheker, Herbert (ed.) *W.E.B. Du Bois, The Correspondence of W.E.B. Du Bois: Selections, 1877-1934*. Vol. I. Amherst: University of Massachusetts Press, 1973.

Asante, S.K.B. *Pan-African Protest: West Africa and the Italo-Ethiopian Crisis, 1934-1941*. London: Longman, 1977.

Asante, M.K. *Afrocentric Idea*. Philadelphia: Temple University Press, 1987.

_____. *Kemet, Afrocentricity and Knowledge*. Trenton, New Jersey: African World Press, Inc, 1992.

_____. *Malcolm X as Cultural Hero & Other Afrocentric Essays*. Trenton, New Jersey: African World Press, Inc, 1993.

_____. (ed) Location, Theory and African Aesthetics. *The African Aesthetics*: 53-62 Westport, Connecticut; London: Praeger, 1994: 53-62.

Bankie, B.F. & Mchombu K. (eds). *Pan-Africanism/African Nationalism*. Trenton (NJ), Asmara (Eritrea): The Red Sea Press, 2008. (All African Students' Conference, Windhoek Namibia 2005).

Bascom, William R. "Tribalism, Nationalism, and Pan-Africanism" *Annals of the American Academy of Political and Social Science* (American Foreign Policy Challenged) 342 (Jul. 1962): 21-29.

Birmingham, D. *Kwame Nkrumah: The Father of African Nationalism* 1980 (Revised edition). Athens: Ohio University Press, 1998.

Blake, Cecile. "An African Nationalist ideology Framed in Diaspora and the Development Quagmire: Any Hope for a Renaissance?" *Journal of Black Studies*. 35. 5 (May. 2005): 573-596.

Boukari-Yabara, Amzat. *Africa Unite*. Paris: La Découverte, 2014.

Cabral, Amilcar. *Unity and Struggle: Speeches and writings* (Compiled by PAIGC, translated by M. Wolfers) New York and London: Monthly Review Press, 1979.

Chinweizu. *The West and the rest of us: White predators, black slavers, and the African elite*. New York: Vintage Books, 1975.

Crowder Michel (ed). "The Cambridge History of Africa" (Chapter 3). *Pan-Africanism since 1940*. 95-141. Cambridge University Press,

Davidson, B. *Black Star: A view of the Life and Times of Kwame Nkrumah*. London: Allen Lane, 1973.

_____. *The Black Man's Burden: Africa and the curse of the nation-state*. New York: Times Books-Random House, 1992.

Drake, S.C. *Diasporan studies and Pan-Africanism*. In *Global dimensions of the African Diaspora*, ed. J. E. Harris: 341-402. Washington D.C.: Howard University Press, 1993.

Edwards, Brent Hayes. *The Practice of Diaspora: literature, translation and the rise of Black Internationalism*. Cambridge (Mass): Howard University Press, 2003.

El-Ayouty, Yassin & Zartman William (eds). *The OUA after Twenty Years*. New York: Praeger, 1984.

Esedebe, Olisanwuche. *Pan-Africanism. The Idea and the Movement, 1776-1991*. Washington (D.C.): Howard University Press, 1994.

Fanon, Frantz. *Peau noire, masques blancs*. Paris : Seuil, 1952.

_____. *Pour la revolution africaine*. Paris : La Découverte, 2001.

_____. *Les damnés de la terre 1961*. Paris : La Découverte & Syros, 2002.

Garigue, Philip. "The West African Students' Union. A Study in Culture Contact" *Africa: Journal of the International African Institute* 23. 1 (Jan., 1953): 55-69.

Geiss, Imanuel. *The Pan-African Movement. A History of Pan-Africanism in America, Europe and Africa*. New York: Africana Publishing Co., 1974.

Harris, Joseph E. *Global Dimensions of the African Diaspora*. Washington (D.C.): Howard University Press, 1982.

Henderson, E.A. *Afrocentrism and World politics: Towards a new paradigm*. Westport (Connecticut), London: Praeger Publishers, 1995.

Howe, Russell Warren. "Did Nkrumah favor Pan-Africanism?" 1966 *Transition* 75.76 (1997):128-134.

Keto, C.T. *The African Centered Perspective of History*. Chicago (IL): by the author, 1994.

- Kraus, Jon. "Pan-Africanism in Perspective" *World Affairs* 125. 4 (1962): 225-231.
- Lajili, Chaker. *Bourguiba-Senghor, deux géants de l'Afrique*. Paris : L'Harmattan 2008.
- Lake, Obiagiele. "Toward a Pan-African Identity: Diaspora African Repatriates in Ghana" *Anthropological Quarterly* 68. 1 (Jan. 1995): 21-36.
- Langley, J.A. *Pan-Africanism and Nationalism in West Africa 1900-1945: A study in ideology and social classes*. London: Oxford University Press, 1973.
- Lecoutre, Delphine. « Vers un gouvernement de l'Union Africaine ? Gradualisme et statu quo v. immédiatisme » *Politique Etrangère* 3 (Automne 2008) : 629-639.
- Legum, Colin. *Pan-Africanism: A short Political Guide*. London: Pall Mall Press, 1962.
- Lewis, R. *Marcus Garvey: Anti-colonial champion*. Trenton, New Jersey: African World Press, 1988.
- Locke, Alain (ed). *The New Negro*. New York: Atheneum, 1969.
- Magliveras, Konstantinos D. & Gino J. Naldi. "The African Union: A New Dawn for Africa?" *The International and Comparative Law Quarterly* 51, 2 (April. 2002): 415-425.
- Manby, Bronwen. *La nationalité en Afrique*. Paris: Karthala & Open Society Foundations, 2011.
- Martin, T. *The Pan-African Connection: From Slavery to Garvey and beyond*. Dover: The Majority Press, 1983.
- Mbembe, Achille. *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*. Paris : La Découverte, 2010.
- Michaud, Guy (dir.) *Négritude : Traditions et développement*. Bruxelles : Editions Complexe, 1978.
- Monga, Célestin. *Un Bantou à Washington*. Paris : Presse Universitaire de France, 2007.
- _____. *L'anthropologie de la colère*. Paris : L'Harmattan, 1994.

Mudimbe, V.I. *The Invention of Africa: Gnosis, Philosophy and the Order of Knowledge*. Bloomington (Indiana): Indiana University Press; London: James Currey, 1988.

Murithi, Tim. « The African Union at Ten: An Appraisal ». *African Affairs* 111. 445 (2012): 662-669.

Murphy, E.J. *History of African Civilization*. New York, NY: Dell Publishing Company, Inc., 1978.

Nantambu, K. “Pan-Africanism versus Pan-African Nationalism: An Afrocentric analysis.” *Journal of Black Studies* 28.5 (May, 1998): 561-574.

Nascimento, Abdias Do. “Quilombismo: An Afro-Brazilian Political Alternative” *Journal of Black Studies* 11. 2 (Dec. 1980): 141-178.

Nascimento, Elisa.L. *Pan-Africanism and South America: Emergence of a Black Rebellion*. Buffalo (NY): Afrodiaspora, 1980.

Nasser, G.A. *President Gamal Abdel Nasser on Africa*. Cairo, U.A.R.: Information Department, n.d.

Nonjon, Alain (coordinateur). *L’Afrique des nouvelles convoitises*. Paris : Ellipses, 2011.

Obenga, Théophile. *A Lost Tradition: African Philosophy in world History*. Philadelphia: Source edition, 1995.

_____. *L’Etat fédéral d’Afrique noire : la seule issue*. Paris : L’Harmattan, 2012.

Ofuatey-Kodjoe, W., (ed). *Pan-Africanism: New Directions in Strategy*. Lanham: University Press of America, 1986.

Ogbami, Fidèle. *La problématique de la construction des Etats-Unis d’Afrique*. Paris : l’Harmattan, 2009.

Packer, Corinne & Donald Rukare. “The New African Union and Its Constitutive Act” *The American Journal of International Law* 96, 2 (April 2002): 365-379.

Poe, D. Zizwe. *Kwame Nkrumah’s Contribution to Pan-Africanism : An Afrocentric Analysis*. New York: Routledge, 2003.

Pan-Africanism: The Struggle Against Imperialism and Neo-Colonialism, Documents of the Sixth Pan-African Congress, 1974 with an assessment by Horace Campbell. Toronto: Afro-Carib Publications, 1975.

Ranuga, Thomas K. "Frantz Fanon and Black Consciousness in Azania" *Phylon* 47. 3 (1986): 182-191.

Rossatanga-Rignault Guy & Flavien Enongoué, *L'Afrique-existe-elle ? A propos d'un malentendu persistant sur l'identité.* Libreville : Dianopia, 2006.

Rodney, Walter. *How Europe Underdeveloped Africa.* London, Harare: Bogle L'Ouverture, Tanzania Publishing House, 1972.

Rush, Anne Spray. *Imperial Identity in Colonial Minds: Harold Moody and the League of Coloured Peoples 1931-1950.*

Sanankoua, Bintou (ed). *Les Etats-nations face à l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Le cas du Mali.* Paris : Karthala, 2007.

Shepperson, George. "Pan-Africanism and "Pan-Africanism": some historical notes", *Phylon* 23.4 (1962): 346-358.

Shepperson, George & Drake, St Clare. "The Fifth Pan-African Conference, 1945 and the All Peoples' Congress, 1958." *Contributions in Black Studies* 8. 5. (1986).

Sithole, N. *African Nationalism.* London. Nairobi, Ibadan, New York: Oxford University Press, 1968.

Tajudeen, Abdul Raheem (ed). *Pan-Africanism: Politics, Economy, and Social Change in the Twenty-First Century.* New York: New Y U Press, 1996.

Tanzania. *Resolutions and Selected Speeches from the Sixth Pan-African Congress.* Dar Es Salaam: Tanzania Publishing House, 1976.

Thompson, Vincent Bakpetu. *Africa and Unity : The Evolution of Pan-Africanism.* London: Longman 1969.

Tibebu, T. *The Making of Modern Ethiopia 1896-1974.* Lawrenceville, New Jersey: Red Sea Press, 1995.

Wallerstein, I. *Africa: The Politics of Unity*. New York: Vintage Books, 1967.

Walters, R.W. *Pan-Africanism in the African Diaspora: An Analysis of Modern Afrocentric Political movements*. Detroit: Wayne State University Press, 1993.

Williams, Michael W. "Nkrumahism as an ideological embodiment of leftist thought within the African World." *Journal of Black Studies* 15.1 (Sept 1984): 117-34.

_____. *Pan-Africanism: An Annotated Bibliography*. Salem Press, 1992.

III. Autres travaux sur des thématiques applicables à l'Afrique : nation, identité, politique internationales

A. Les relations entre Africains-Américains et Africains

Adeleke, Tunde. *Un African Americans. Nineteenth-Century Black Nationalists and the Civilizing Mission*. Lexington (Kentucky): The University Press of Kentucky, 1998.

Appiah, Anthony. "The Uncompleted Argument: Du Bois and the Illusion of Race" in Henry L. Gates (ed), "Race", *Writing and Difference*. Chicago: University of Chicago Press, 1986: 21-37.

Drake, St Clair & T. Peter Omani (eds). *Social Work in West Africa. Report of the Seminar on Social Work in West Africa*. Legon: University of Ghana, 1962.

Harris, Joseph E. "Perspectives on the Changing Relationship Between Afro-Americans and Africans" (Lecture delivered at the Institute of African and Asian Studies, Khartoum, Sudan). *Institute of African and Asian Studies of Khartoum, African Studies Seminar Studies* 27 (July 20, 1976).

_____. (ed) *Global Dimensions of the African Diaspora* 2nd edition. Washington DC: Howard University Press, 1993.

Hogan, Wesley C. *Many Minds, One Heart: SNCC's Dream for a New America*. Chapel Hill: The University of North Carolina Press, 2007.

Johnson, Sterling. *Black Globalism. The International Politics of a Non-state Nation*. Brookfield: Ashgate Publishing Company, 1998.

Klay Kieh, George. "Malcolm X and Pan-Africanism." *The Western Journal of Black Studies*. 19. 4 (1995): 293-299.

Kotlowski, Dean. "Black Power-Nixon Style: The Nixon administration and Minority Business Enterprise". *The Business History Review* 72. 3 (1998): 409-445.

Laremont, Ricardo René & Falola Toyin (eds). *Africanity Redefined: Collected Essays of Ali A. Mazrui. (Vol.I)* Trenton (NJ), Asmara: Africa World Press, Inc, 2002.

Lowther, Kevin G. *The African American Odyssey of John Kizell. A South Carolina Slave Returns to Fight the Slave Trade in His African Homeland*. South Carolina: University of South Carolina Press, 2011.

Massie, Prescilla (ed.). *Black Faith and Black Solidarity*. New York, Friendship Press, 1973.

Newkirk, Pamela. *Letters from Black America*. New York: Farrar, Straus and Giroux, 2009.

Newman, Richard. *Freedom's Prophet: Bishop Richard Allen, the AME Church and the Black Founding Fathers*. New York: New York University Press, 2009.

Okon Edet UYA (ed). *Black Brotherhood*. Lexington (Massachusetts): D.C. Heath and Company, 1971.

Skinner, E. P. *African-Americans and US Policy Toward Africa 1850-1924: in Defense of Black Nationality*. Washington: Howard University Press, 1992.

Thomas. Lamont D. *Paul Cuffee : Black Entrepreneur and Pan-Africanist*. Urbana and Chicago : University of Illinois Press, 1988. (espace)

Tosh, Peter. "African". *Equal Rights*. London, 1977.

Vinson, Robert Trent. *The Americans are Coming! Dreams of African American Liberation in Segregationist South Africa*. Athens: Ohio University Press, 2012.

Weems, Robert E. Jr. & Lewis A. Randolph. "The National Response to Richard Nixon Black Capitalism Initiative: The Success of Domestic Détente" *Journal of Black Studies* 31. 1 (Sept. 2001): 66-83.

Wiggins, Rosalind C. (ed.). *Captain Paul Cuffee's Logs and Letters*. Washington: Howard University Press, 1996.

B. Histoire et relations internationales :

Alden, Chris. *The South in World Politics*. New York: Palgrave Macmillan, 2010.

Art Robert J. & Jervis Robert (eds.), *International Politics: Enduring Concepts and Contemporary Issues*, 10th ed. Boston: Longman, 2011.

Bâ, Amadou H. *Amkoullel, l'enfant peul (Mémoires I)*. Paris : Acte Sud, 1992.

_____. *Oui mon commandant (Mémoires II)*. Paris : Acte Sud 1994.

Baron Cohen, Saul. *Geopolitics: The Geography of International Relations*. Lanham, MD: Rowman & Littlefield, 2009.

Bayart, J. F. (dir.) *L'Afrique de Sarkozy : Un déni d'histoire*. Paris : Karthala 2008.

Besnier Jean-Michel (dir.). *Histoire des idées*. Paris : Ellipses poche, 2013.

Buell, Raymond L. *Liberia : A Century of Survival*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press, Philadelphia, 1947

Cantier, Jacques & Eric Jennings. *L'Empire colonial sous Vichy*. Paris : Odile Jacob, 2004.

Cooper, Frederick. *Décolonisation et travail en Afrique : L'Afrique britannique et française 1935-1960*. Paris : Karthala, 2004.

Gilpin, Robert. *Global Political Economy: Understanding the International Economic Order*. Princeton: Princeton University Press, 2001.

Hodgkin, Thomas & Ruth Schachter, "French-speaking West Africa in Transition" *International Conciliation* 528 (Mai 1960).

Ilfie, John. *Africans : The history of a continent 2nd edition*. New York: Cambridge University Press, 2007.

Jacks, L.P. "The Unity of Western Civilization." *The Contemporary Review* 126 (July 1, 1924): 732-739.

Keohane, Robert O. & Nye J.S. *Power and Interdependence: World Politics in Transition*. Boston: Little, Brown, 1977.

Kenneth, Waltz. *Theory of International Politics*. Reading, MA: Addison-Wesley Publishing Company, 1979.

Makenye, Reuben O. "The African Role in the Failure of South African Colonialism, 1902-1910: The Case of Lesotho" *International Journal of Humanities and Social Science*, 1. 16 (Nov 2011): 135 <http://www.ijhssnet.com/journals/Vol_1_No_16_November_2011/15.pdf>

Ndembiwe, John. *Tanzania : The Land and Its People*. Nairobi: New Africa Press, 2006.

Nye Joseph S. & Welch David A. *Understanding Global Conflict and Cooperation*, 8th ed. Boston: Longman, 2011.

Pinder, John. *The Building of the European Union 3rd Edition 1991*. London: Oxford University Press, 1998.

Watson, J. H. A. "French-speaking Africa since independence." *African Affairs* 62.248 (July 1963): 211-222.

C. Politique africaine

Amondji, Felix H-B et la Côte d'Ivoire, *l'envers d'une légende*. Paris : Karthala 1984.

Gazibo, Mamadou. *Introduction à la politique africaine (2^e ed revue et augmentée)*. Montréal : Les Presse de l'université de Montréal, 2010.

Houphouët-Boigny, Felix. Discours d'investiture < http://www.fondation-fhb.org/download/DISCOURS_INVESTITURE_FHB_30_04_2012.pdf> (consulte le 07/09/14).

Keita, Modibo. "The Foreign Policy of Mali" *International Affairs* (Oct. 1961) 435.

Lefèvre, Marine. *Le soutien américain à la Francophonie : Enjeux africains, 1960-1970*. Paris : Sciences Po, 2010.

Nandjui, Pierre. *Houphouët-Boigny, l'homme de la France en Afrique*, Paris : L'Harmattan 1995.

Ngoma-Binda, P. *Démocratie, Femme et société civile en Afrique*. Paris : L'Harmattan, 2012.

Ngugi Wa Thongo. *Decolonizing the Mind: The Politics of Language in African Literature* 1986. Portsmouth: Heinemann, 2005.

Rossatanga Rignault, Guy. *Qui t'a fait roi ? Légitimité, élections et démocratie en Afrique*. Paris/ Libreville : Editions SEPIA/ Editions Raponda-Walker,

Shonda Tonme, Jean Claude. *La malédiction de l'Afrique noire-de la négritude à la négrocratie*. Paris : L'Harmattan, 2011.

D. Nationalisme, nations, identités:

Ashcroft, Bill, Griffiths Gareth & Tiffin Helen. *Key Concepts in Post-Colonial Studies* 1998. London: Routledge, 1999.

Castells, Manuel. *The Power of Identity, 2nd edition*. Oxford: Wiley-Blackwell, 2010.

Diagne, S. B. *Islam et société ouverte: la fidélité et le mouvement dans la pensée de Muhammad Iqbal*. Paris : Maisonneuve & Larose, 2001.

Kantardjian, Grégoire. *La Nation. L'Etudiant-Les grands théories politiques*, 2003.

Pecora, Vincent. P. (ed.). *Nations and Identities: Classical Readings*. Oxford: Blackwell Publishers, 2001.

E. Economie et mondialisation:

Brunel, Sylvie. *L'Afrique est-elle si bien partie?* Auxerre : Sciences Humaines Editions, 2014.

Cooney Stephen & Lawrence A. Fox. "Protectionism Returns" *Foreign Policy* 53 (Winter 1983-1984): 74-90.

Cudjoe, S.D. *Aids to African Autonomy*. London: College Press, 1949.

Hailey, Lord. *An African Survey Revised 1956: A Study of Problems Arising in Africa South of the Sahara*. London: Oxford University Press, 1957.

Jerven, Morten. "For Richer, for Poorer: GDP Revisions and Africa's Statistical Tragedy". *African Affairs* 112. 446 (2012): 138-147.

Lewis, Arthur W. *The Theory of Economic Growth*. George Allen & Unwin Ltd, 1955.

"Mondialisation : fin du début ou début de la fin ?" *Déchiffrage. (real.)* Bruno Masi & Jacques Goldstein. Arte, 2 decembre 2014.

Miles Kahler. "European Protectionism in Theory and Practice" *World Politics* 37. 4 (July 1985): 475-502.

World Bank. *The Africa Competitiveness Report* 2013.

World Bank. *Africa Can Help Feed Africa: Removing barriers to regional trade in food staples*. 2012.

Rostow, W. *The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto*. Cambridge: Cambridge University Press, 1960.

Schumacher E.F. *Small is beautiful. A study of Economics as if People Mattered* 1973. London: Vintage Classics, 2011.

Stiglitz, Joseph E. *Globalization and its Discontents*. NY & London: WW Norton & Company, 2003.

F. Education:

Baker, Ernest (trad). *The Politics of Aristotle*. London: Oxford University Press, 1973

Bhukuth, Augendra. "Defining Child Labour : A Controversial Debate" *Development in Practice* 18. 3 (Juin 2008): 385-394.

Cheng, J. C. "Half-Work and Half-Study in Communist China" *Pacific Affairs* 32. 2 (Jun. 1959): 187-193.

Judd, Charles H. "Education" *American Journal of Sociology* 36. 6 (May, 1931): 1045-1053.

Lewis, Theodore E. "Vocational Education as General Education" *Curriculum Inquiry* 28. 3 (1998): 283-309.

Robinson, Joan. "Education" *Social Scientist* 5. 10 (May, 1977): 131-137.

Ryan, Alan. "J. S. Mill on Education" *Oxford Review of Education* 37. 5 (Oct. 2011): 653-667.

G. L'économie africaine

Adedeji, Adebayo (ed). *Indigenization of African Economies 1981*. Broadway (New South Wales): Hutchinson & Co., 2007.

Brown, Robert S. & Girvan, Norman. *Africanization of Personnel in the Mining Industry of Selected African Nations*. The Black Economic Research Center, 1974.

Browne, Angela W. "Rural Industry and Appropriate Technology: The lessons of narrow-loom Ashanti Weaving." *African Affairs* 82.326 (Jan. 1983): 29-41.

Christiaensen L., De Weerd J., & Todo Y. "Urbanization and poverty reduction: the role of rural diversification and secondary towns". *Agricultural Economics* 44 (2013): 435-447.

Eckaus, R. S. *Appropriate technologies for developing countries*. Washington: National Academy of Sciences, 1977.

Kafka, Alexandra. "A New Argument for Protectionism?". *The Quarterly Journal of Economics*. 76. 1, (Feb. 2013): 163-166.

Matthews, Ron. "Appraising Efficiency in Kenya's Machinery Manufacturing Sector." *African Affairs*. 90.358 (Jan. 1991): 65-88.

Opara, Umezuruike Linus. "The Urgent Need for African Leadership in Science, Engineering and Technology to Transform African Agriculture into Agri-Food Value Chains". *African Journal of Food, Agriculture, Nutrition and Development*. 13.4, (sept 2013): 1-12.

Steel Robert W. "Population Increase and Food Production in Tropical Africa." *African Affairs* 64 Special issue: African studies Association of the United Kingdom, Proceedings of the 1964 Conference (1965): 55-68.

Stewart, Frances. *Technology and Underdevelopment*. London: Macmillan, 1978.

Symonds, Richard. *The British and their Successors: A study in the Development of the Government Services in the New States*. Evanston: Northwestern University Press, 1966.

H. Romans :

Angelou, Maya. *All God's Children Need Traveling Shoes*. New York: Random House, 1986.

Armah, Ayi Kwei. *The Beautiful Ones Are Not Yet Born*. Nairobi: African Writers Series, 1968.

Gurnah, Abdulrazak. *Paradise*. London: Hamish Hamilton, 1994.

Naipul, V. S. *A Bend in the River*

Palangyo, Peter K. *Dying in the Sun*. Nairobi: Heinemann Educational Books Ltd, 1968.

I. Sites internet

www.afrik.com

www.allAfrica.com

www.blackpast.org

www.firstmagazine.com

www.georgepadmoreinstitute.org

www.juliusnyerere.info

www.marxists.org

www8.open.ac.uk/researchprojects/makingbritain/content/harol-moody

www.oxfordreference.com

www.pambazuka.org

<http://panafricannews.blogspot.fr>

www.panapress.com

www.thinkafricapress.com

www.tzaffairs.org

www.un.org

Index

A

Abrahams P., 107, 112, 113-114.
African Methodist Episcopal Church, 30, 351.
African Morning Post, 84.
African National Congress (ANC), 112-114.
African Reader, 310, 327.
African Progress Union, 49, 50, 56.
Africom Go Home, 189.
Afrique du Sud, 30, 82, 89-92, 114, 121, 126, 153, 181, 200.
Afrique Equatoriale Française, 151.
Afrique Occidentale Française, 151
Afro-American Women's Organization, 52.
Afro-Shirazi Party (ASP), 219.
Aggrey, J., 20, 109.
All African Peoples' Conference, 144.
Allen, R., 25
Al Shabaab, 177.
Angelou, M., 294.
Apartheid, 112, 114, 126, 146, 227, 230, 309.
Aquino, St Thomas d', 284.
Association of Students of African Descent, 56.
Attlee, C., 93-94.
Azikiwe, N., 64, 77, 84, 109, 116, 124, 135, 145, 272.

B

Ba, Amadou. H, 81, 210.
Back to Africa Movement, 20, 24, 29.
Balkanization, 140, 148, 166, 202, 220.
Bankole-Bright, H. C., 57.
Banque Africaine de Développement (BAD), 342.
Benezet, A., 36.

Black Panther Party, 297.

Black Power, 194, 295.

Blyden, E. W., 23, 37, 39, 44, 70, 196, 264, 267, 269, 358, l'éducation africaine selon 40, l'idée de *self-reliance* chez 41-42, le concept de personnalité africaine de 42.

Bokassa, J. B., 197.

Bomani, Paul, 332, 333, 334.

Bon voisinage, 170-174.

Bourguiba, H., 150, 159-161.

British Colonial Office, 162.

Broadhurst, R., 100.

Brooks, F., 308, 311, 316, 330, 331.

Bunche, R., 55.

Byatt, Sir Horace, 205.

C

Cabral Amilcar, 296.

Carmichael, S., 295.

Carver, G. W., 292.

Casely-Hayford, J. E., 38, 51, 77.

Catchings, Maynard, 308, 313, 326.

Césaire, A., 43, 45, 111, 156-158.

Chale, Faustin, 333-334.

Chama Cha Mapinduzi (CCM), 217.

Chamoiseau, P. 156.

Charte de l'Atlantique, 92-95.

CIA, 335.

Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), 183.

Conseil de l'Entente, 137-138, 153, 174.

Constituency for Africa, 196.

Cuffee, P., 23, 24, 25, 27, 28, 45.

Créolité, 154, 156.

Crown Land Ordinance, 115.

Crummell, A., 25, 26, 27, 32, 33, 46.

Cugoano, O., 36.

D

Damas, Léon. G., 43.

Danquah, J. B., 274.

Davis, Irving B., 303-306, 309, 310, 317, 322, 324, 325, 326, 327, 329, 331, 334, 335.

Delany, Martin, 14, 20, 23, 25, 27-28, 45, 80.

Déclaration d'Arusha, 19, 112, 236-256, 271, 280, 285, 286, 289.

Déclaration of Monrovia, 183.

Déclaration de Syrte, 187, 193.

Dia, Mamadou, 144

Diagne, Blaise, 49, 50, 51, 104, 119, 147.

Diagne, Souleymane. B., 16, 340.

Diouf, Abdou, 339.

Drake, St. Clair, 302-303, 327.

Dual Mandate, 111.

Du Bois, W. E. B., 19, 20, 27, 28, 45-47, 48, 50, 51, 77, 78, 80, 81, 97, 101-104, 107, 109, 118-120, 147, 179, 196, 293, 294, 314.

E

East African Common Services Organization, 162.

East African High Commission, 161.

Edinbourg (université d'), 15, 115, 205, 208, 212.

Éducation complète (définition du concept de), 273.

Equiano, Olaudah, 36.

Éthiopie, 29-30, 36, 66, 71, 82-86, 115, 353.

Étudiant Noir, 44.

F

Fanon, F., 108, 165, 169, 251, 265, 326.

Ferris, W. M., 38.

Festival des Arts Nègres de Dakar, 158.

Firmin, A., 37.

Fonctionnalisme, 183-184.

Foote, Melvin, P., 198.

Ford Foundation, 299, 303.

Fourah Bay College, 62, 124.

Francophonie, 339.

G

Gandhi, M., 334.

Garvey, Marcus, 21, 27, 50, 107, 118, 119-120, 296, 334, 351.

Garvey, Amy A., 83, 102, 103.

Glissant, Edouard, 154, 156.

Grand Maghreb 150, 159.

Grégoire, Abbé Henri, 36.

Guerre Froide, 171, 174, 244, 297, 298, 300, 314, 327, 355.

H

Hailey, Lord, 206, 267.

Harlem Renaissance, 43, 44, 155, 350.

Harrison, William, 97.

Horton, James A. B., 20, 23, 38, 36, 37, 118.

Houenou, Tovalou, 119.

Houphouët-Boigny, F., 136, 138, 151-153, 159, 160, 175, 275.

Hughes, L. 44, 45, 155, 350.

Hunton, Alphaeus W., 52.

I

Idi Amin, 175, 197, 227.

International African Friends of Abyssinia, 83, 96.

International African Service Bureau, 96, 99, 116.

International African Opinion, 97, 99, 100.

J

James, C.L.R., 27, 68-69, 83, 84, 95-96, 97, 102, 103, 106, 109, 121, 352.

K

Kadhafi, M., 187, 193.

Kagame, P., 342.

Karenga, R. M., 294-295.

Kaunda, K., 15, 175, 178.

Kawawa, Rachidi, 334.

Keita, Modibo, 132, 136, 145, 151,

Kenyatta, J., 96, 100, 101, 102, 103, 113-116, 124, 145, 161, 162, 163, 175, 212, 220, 221, 352.

Khama, S., 209.

King, C. D. B., 292.

King, M. L., 294.

Kikuyu Central Association, 54.

Kiswahili, 209, 224, 225, 243.

Kouyaté, Thiémoko. G., 119.

Kwanza, 295.

L

League of Colored Peoples, 14, 55, 54, 59-62, 65-70, 77, 83, 97, 104.

Lenin, 245.

Lewis, Arthur, 265, 277, 279, 282, 284, 285, 356.

Liberia, 72-82, 353.

Ligue Universelle de la Défense de la Race Noire, 44, 119,

Lincoln University, 29, 105.

Locke, A., 43, 44, 45, 154.

London School of Economics (LSE), 106, 277, 279, 366.

L'Ouverture, T., 27.

Lugard, F., 111-112.

Lumumba, 130, 295.

M

Macmillan, William, 110, 115.

Makerere University, 109, 124, 163, 176, 211-213, 214, 216, 243, 271, 353.

Makonnen, R., 96, 97, 101, 102, 103, 107, 352.

Maran, R., 45.

Marx, K., 245, 250.

Marxisme, 250, 252, 260, 294.

Mbembe, A., 79, 199.

McKay, C., 43, 45, 62, 115.

Mhando, S., 306, 332, 336.

Mill, J.S., 214.

Milliard, P., 83, 102, 103, 121.

Mondialisation, 9, 157, 193, 194, 195, 197, 201, 229, 233, 234, 338, 346, 356, 357.

Monga, Celestin, 339, 344, 345, 348.

Moody, H., 54, 59, 60, 61, 62, 65, 66, 67, 69, 77, 88, 99, 101, 102, 103, 104.

Morton, R., 48, 292.

N

NAACP, 48, 61, 102, 119, 294.

Naipaul, V. S., 279.

Nardal, Paulette, 44.

Nasser, G. A., 138, 144, 159, 194.

National Committee of Black Churchmen (NCBC), 306, 307, 308, 314, 318, 325, 328, 329, 330, 331, 335, 336, 337.

National Congress of British West Africa, 62, 77.

Nationalisme africain, definition du 140, 165-167.

Native Authority Ordinance, 205.

Négritude, 43-45, 118, 143, 150, 154, 155, 156, 157, 350.

Néo-colonialisme, 112, 148, 157, 171, 179.

Neo Destour, 159.

Nepad, 194, 198.

New African, 105.

Ngugi Wa Thiongo, 211, 225, 226.

Nigerian Progress Union, 56.

Nixon, R., 304.

Nkrumah, Gamal, 108.

Nkrumah, K., 86, 101, 105-110, 112, 116, 117, 121, 122, 124, 129, 130, 131, 132, 133, 135-142, 145, 147, 148, 143, 157, 159, 161, 162, 164, 165, 171, 194, 197, 201, 203, 212, 274, 275, 325, 341.

Nkrumah, Samia, 9.

Nkrumahisme, 10.

Nyerere, J., opposition à Nkrumah, 141, gradualisme de 162, socialisme de 15, 109, 113, 168, 210, 237, 239, 240, 243, 245, 273, 289, principes de base du socialisme de 246-255,

O

Obote, M., 124, 163, 211, 220, 221.

Olympio, S. 135.

Organisation de l'Unité Africaine (OUA), 108, 129, 144, 178, 227, 294, 352, 356.

Organisation des Nations Unies (ONU), 135, 153, 219, 293, 295, 340, 342, 353.

Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), 340.

P

Padmore, G., 19, 27, 49, 50, 66, 67, 75, 78, 80, 81, 82, 83, 85, 89, 90, 91, 92, 95-109, 116, 121, 127, 165, 166, 352.

Panafricanisme, définition de 10, 11, 20, 150, 165.

Pan-African Federation (PAF), 99, 100, 102, 103, 107, 114, 116, 122.

Pan-African Movement for East and Central Africa (PAFMECA), 161-162.

Pan-African Speaker's Bureau, 100.

Pankhurst, S., 83.

Peace Corps, 303, 327.

Plan d'Action de Lagos, 183-184.

Price-Mars, J., 43-45.

Programme d'Action du Caire, 185-186.

R

Robeson, P., 52, 59, 102, 352.

Robeson, Eslanda (épouse de Paul Robeson), 80, 82.

Rockefeller Foundation, 299.

Rodney, W., 23, 211, 234.

Roosevelt, F.D., 72, 172.

Royal Commonwealth Society, 229, 234.

S

Salim, Salim A., 184.

Sall, Macky, 341.

Sarbah, Mensah, 62.

Scholes, Theophilus E., 38.

School of Oriental Studies (SOAS), 114.

Schumacher E. F., 16, 265, 268, 277, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 287, 288, 289, 299, 343, 355.

Sélassié, L'Empereur Hailé, 85, 116.

Self-reliance, 222, 237, 244, 255, définition de 256-265, 266, 271, 288, 291, 301.

Senghor, L. S., 43, 45, 150, 151, 152, 154, 155, 156, 157.

Senghor, L., 119.

Shakespeare, W., 214, 217, 224, 225.

Sharpeville, 146.

Socialisme africain, 16, 109, 210, 237, 243, 245, 264, 310, 311, 312, 315, 324, 354,

Soft Power, 171.

Solanke, Lapido, 54, 56, 57, 62, 63, 64.

South Africa Act, 87.

Stiglitz, Joseph, 344.

Students' Non-violent Coordinating Committee (SNCC), 294, 304, 307.

Sutherland, Bill, 163, 334, 336.

T

Tanganyika African National Union (TANU), 169, 207, 208, 215, 219, 220, 227, 236, 237, 241, 242, 271, 297, 386.

Tanganyika African Welfare, 212.

Tanganyika Standard, 109, 213, 243.

Touré S., 130, 131, 132, 135, 157, 182.

Traité d'Abuja, 13, 341.

Tse-Toung, M., 273.

Tuskegee Institute, 48, 271, 291, 292.

Twining, Governor, 207, 208.

U

Ujamaa, 203, 257, 263, 299 definition de 243, 251.